LENINE

œuvres

tome
32

décembre
1920

août
1921

LÉNINE

le plan économique unique • X^e congrès du p.c. (b) r. • l'impôt en nature • III^e congrès de l'internationale communiste

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LENINE

ŒUVRES

32

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IX^{e} CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU II^{e} CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LENINE

ŒUVRES

TOME

32

Décembre 1920–août 1921

EDITIONS SOCIALES * PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES * MOSCOU
1962

PREFACE

Le tome 32 des Œuvres de Lénine contient les textes rédigés entre le 30 décembre 1920 et le 14 août 1921.

Ces œuvres montrent l'activité de Lénine à la tête du parti et de l'Etat, sa direction du Parti bolchévik et de l'Etat soviétique dans la période du passage du communisme de guerre à la nouvelle politique économique (la Nep).

Entre autres, on trouvera dans ce tome les articles et discours de Lénine « Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski », « La crise du parti », le rapport et les conclusions sur le rôle et les tâches des syndicats au IIe Congrès des mineurs de Russie, la brochure «A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine », le « Discours au IVe Congrès des ouvriers de la confection de Russie ». Lénine y définit les formes et les méthodes de travail du parti au sein des masses dans des conditions nouvelles, celles du passage à l'œuvre pacifique de restauration de l'économie nationale ; il définit quels sont, dans l'édification socialiste, le rôle et les tâches des syndicats, en tant qu'école du communisme. Tout en menant une lutte intransigeante contre l'« opposition ouvrière », les « centralistes démocratiques » et les « communistes de gauche », qui s'efforçaient de désorganiser le parti, de saper la dictature du prolétariat et de battre en brèche le rôle dirigeant du parti au sein des Soviets et des syndicats, Lénine porte le coup principal aux trotskistes, force essentielle des groupes antiparti.

Les rapports, discours et projets de résolution de Lénine au Xe Congrès du P.C.(b)R. occupent une place importante dans ce tome. Ces textes comprennent : le rapport d'activité politique du Comité central du P.C.(b) R. et les con-

clusions à la suite de ce rapport, le discours sur les syndicats, le rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions et le discours de clôture sur ce rapport, l'« Avant-projet de résolution du X^e Congrès du P.C.R. sur l'unité du parti », l'« Avant-projet de résolution du X^e Congrès du P.C.R. sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti », le rapport ainsi que la conclusion du rapport sur l'unité de parti et la déviation anarcho-syndicaliste, etc. Ces travaux montrent comment Lénine lutta pour l'unité du parti, pour le renforcement de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie sur une nouvelle base économique, pour le renforcement de la dictature du prolétariat.

Ce tome contient la célèbre brochure de Lénine « L'impôt en nature (portée de la nouvelle politique et ses conditions) ». Lénine y expose sous tous leurs aspects les principes de la nouvelle politique économique en tant que politique particulière de l'Etat prolétarien, qui permettra de poser les fondations de l'économie socialiste, en tant que voie de l'édification victorieuse du socialisme. D'autres ouvrages figurant dans ce tome sont également consacrés à cette question, notamment : le « Rapport sur l'impôt en nature à l'Assemblée des secrétaires et responsables des cellules du P.C.(b) R. de la ville et de la province de Moscou », le rapport et la conclusion du rapport sur l'impôt en nature à la X^e Conférence de Russie du P.C.(b)R., des discours enregistrés sur disques, etc.

Les ouvrages où l'on voit comment Lénine a dirigé la planification et l'organisation de l'économie nationale occupent une place importante dans ce tome, ce sont en particulier : « Le plan économique unique », le projet d'instructions du Conseil du Travail et de la Défense aux administrations locales des Soviets, le « Discours sur les organismes économiques locaux prononcé à la réunion du Comité exécutif central de Russie », le « Discours à la III^e Conférence du ravitaillement de Russie », etc.

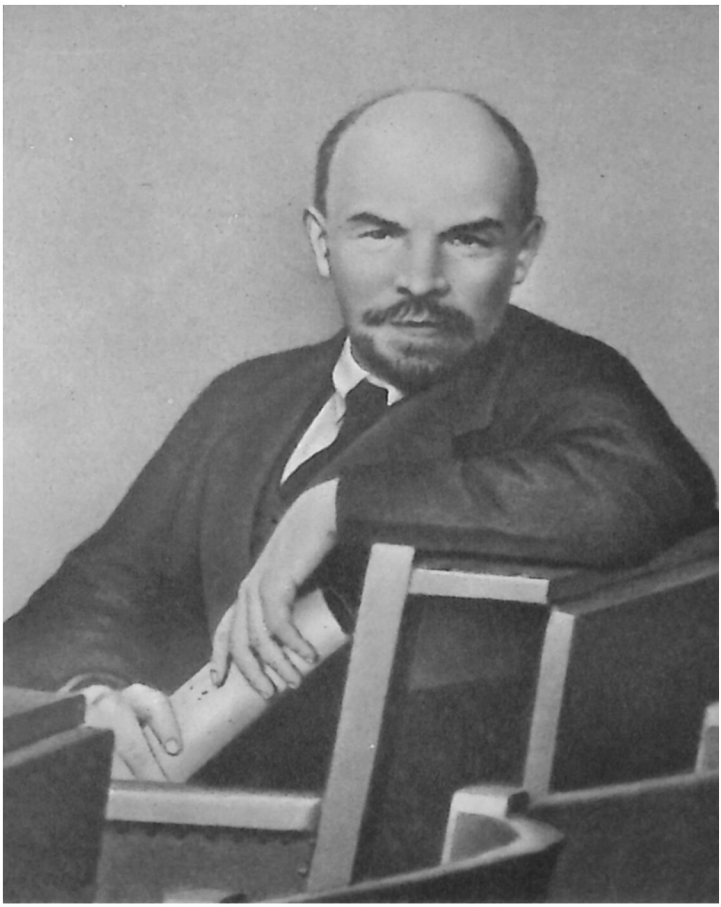
Plusieurs discours et documents figurant ici mettent en lumière l'activité de Lénine en vue de renforcer l'appareil d'Etat, éduquer les larges masses laborieuses et les faire participer à la direction de l'Etat. Ce sont notamment les « Directives du Comité central aux communistes du

Commissariat du Peuple à l'Instruction publique », « A propos du travail du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique », le « Discours à la conférence élargie des métallurgistes de Moscou », le « Discours à l'assemblée plénière du Soviet des députés ouvriers et paysans de Moscou », le « Discours au Congrès des ouvriers des transports de Russie », « A la Conférence des ouvriers sans-parti de Pétrograd », etc.

Ce tome comprend les thèses, rapports et discours de Lénine au III^e^ Congrès de l'Internationale communiste : les thèses du rapport sur la tactique du P.C.R. au III^e^ Congrès de l'Internationale communiste, le discours sur la question italienne, le discours en faveur de la tactique de l'Internationale communiste, le rapport sur la tactique du P.C.(b)R. Lénine y définit les tâches des Partis communistes et leurs méthodes de travail pour gagner les masses travailleuses.

Neuf nouveaux documents qui ne figuraient pas jusqu'à présent dans les Œuvres de Lénine, ont trouvé place ici : le « Schéma préliminaire des thèses sur les paysans », le « Projet initial de résolution visant à améliorer le sort des ouvriers et des paysans nécessiteux », le discours et les propositions sur la question du combustible au X^e^ Congrès du P.C.(b)R., le rapport sur les concessions à la séance de la fraction communiste du Conseil central des Syndicats de Russie, l'adresse « Au comité d'usine et à tous les ouvriers de l'usine automobile d'Etat n° 1 ». Le « Projet de résolution relative à la nouvelle politique économique » est publié ici intégralement pour la première fois. Tous ces ouvrages sont consacrés au rétablissement et au développement de l'économie nationale et à l'amélioration de la situation des larges masses laborieuses.

L'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple « Sur les moyens permettant à l'académicien Pavlov et à ses collaborateurs de poursuivre leurs travaux scientifiques » est publié pour la première fois dans les Œuvres. Cet arrêté montre la sollicitude du Parti communiste et du Gouvernement à l'égard de la science soviétique d'avant-garde.



V. LENINE
Mai 1921

LES SYNDICATS, LA SITUATION ACTUELLE ET LES ERREURS DE TROTSKI[1]

DISCOURS A LA SEANCE COMMUNE DES DELEGUES DU VIIIe CONGRES DES SOVIETS, DES MEMBRES DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE ET DU CONSEIL DES SYNDICATS DE LA VILLE DE MOSCOU, APPARTENANT AU P. C. (b). R.
LE 30 DECEMBRE 1920

Camarades, il me faut tout d'abord vous demander de m'excuser de perturber l'ordre du jour, car avant de prendre part à la discussion, il aurait fallu, bien entendu, entendre le rapport, le co-rapport et la discussion. Malheureusement, mon état de santé est tel que je ne m'en sens pas capable. Toutefois, j'ai eu la possibilité de lire hier les principaux documents imprimés, et de préparer mes observations. Certes, ce bouleversement de l'ordre du jour, comme je viens de vous le dire, va comporter pour vous des inconvénients : il est possible que je fasse des répétitions, ignorant ce qui aura été dit par d'autres, et ne répondant pas aux questions auxquelles il eût fallu répondre. Mais il m'était impossible de faire autrement.

Le document fondamental dont je vais me servir ici est la brochure du camarade Trotski : « Sur le rôle et les tâches des syndicats. » Je l'ai comparée aux thèses que Trotski a présentées au Comité central, je l'ai lue attentivement, et je m'étonne de voir le nombre d'erreurs théoriques et d'inexactitudes flagrantes qu'elle réunit. Comment a-t-il pu, au moment où une grande discussion sur ce sujet s'engageait dans le Parti, produire un ouvrage aussi peu réussi, au lieu d'un travail mûrement réfléchi ? Je vais indiquer brièvement les principaux points qui me paraissent receler de radicales contrevérités théoriques.

Les syndicats ne sont pas seulement l'organisation historiquement nécessaire du prolétariat industriel, ils en sont encore l'organisation historiquement inévitable, et sous la dictature du prolétariat, ils l'englobent dans sa quasi-totalité. C'est là la considération la plus fondamentale, que le camarade Trotski oublie constamment, ne prend pas pour point de départ, et dont il ne tient pas compte. Pourtant, le sujet qu'il propose : « Rôle et tâches des syndicats », est extraordinairement vaste.

Il découle de ce que je viens de dire que, dans l'exercice de la dictature du prolétariat, le rôle des syndicats est absolument capital. Mais en quoi consiste ce rôle ? L'examen de cette question, une des questions théoriques majeures, m'amène à conclure que ce rôle est extrêmement original. D'une part, les syndicats groupent, englobent dans leurs rangs la totalité des ouvriers de l'industrie : ils sont de ce fait une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat, coercitive ; son but est d'éduquer, d'entraîner, d'instruire, c'est une école, une école de direction, une école de gestion, une école du communisme. C'est une école d'un type absolument inhabituel, car nous n'avons pas affaire à des professeurs et à des élèves, mais à une certaine combinaison extrêmement originale de ce qui a subsisté du capitalisme, et ne pouvait manquer de subsister, avec ce que les détachements révolutionnaires avancés, pour ainsi dire l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ont promu. C'est pourquoi parler du rôle des syndicats sans tenir compte de ces vérités, c'est aboutir fatalement à de nombreuses inexactitudes.

Dans le système de la dictature du prolétariat, les syndicats se situent, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le Parti et le pouvoir d'Etat. La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme, mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie. Pourquoi ? Nous pouvons lire à ce propos les thèses du IIe Congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle d'un parti politique en général. Je ne m'arrêterai pas ici sur ce point. Les choses se passent ainsi : le Parti absorbe en quelque sorte l'avant-garde du

prolétariat, et c'est elle qui exerce la dictature du prolétariat. Mais sans un fondement tel que les syndicats, il est impossible d'exercer la dictature, de s'acquitter des fonctions d'Etat. Il faut les assumer par le canal de diverses institutions, d'un type nouveau elles aussi : par l'intermédiaire de l'appareil des Soviets. En quoi cette situation est-elle originale, du point de vue des conclusions pratiques ? C'est que les syndicats créent la *liaison* entre l'avant-garde et les masses, que leur travail quotidien a pour effet de convaincre les masses, celles de la seule classe capable de nous faire accéder du capitalisme au communisme. Voilà le premier aspect de la question. D'autre part, les syndicats sont le « réservoir » du pouvoir d'Etat. Voilà ce qu'ils sont à l'époque de transition du capitalisme au communisme. D'une façon générale, on ne saurait accomplir cette transition sans que l'hégémonie appartienne à la seule classe instruite par le capitalisme en vue de la grande production, et qui est seule à avoir rompu avec les intérêts du petit propriétaire. Mais il est impossible d'exercer la dictature du prolétariat par l'intermédiaire de l'organisation qui le groupe tout entier. Car ce n'est pas seulement chez nous, l'un des pays capitalistes les plus arriérés, mais aussi dans tous les autres pays capitalistes, que le prolétariat est encore si morcelé, humilié, corrompu çà et là (précisément par l'impérialisme dans certains pays), que l'organisation qui le groupe tout entier est incapable d'exercer directement sa dictature. Seule le peut l'avant-garde qui a absorbé l'énergie révolutionnaire de la classe. Il se forme ainsi une sorte d'engrenage. Ce mécanisme constitue la base même de la dictature du prolétariat, l'essence même de la transition du capitalisme au communisme. Cela suffit déjà à montrer que, lorsque dans sa première thèse, le camarade Trotski, évoquant « la confusion idéologique », traite spécialement et justement de la crise des syndicats, il y a là quelque chose d'erroné quant au fond, sur le plan des principes. Pour parler de crise, il faut d'abord avoir analysé la situation politique. Si « confusion idéologique » il y a, c'est bien de la part de Trotski, lui qui, dans cette question fondamentale du rôle des syndicats sous l'angle du passage du capitalisme au communisme, a perdu de vue qu'il y a là tout un système complexe d'engrenages, n'a

pas tenu compte de ce fait qu'il ne peut y avoir de système simple, car il n'est pas possible d'exercer la dictature du prolétariat par l'intermédiaire d'une organisation groupant la totalité du prolétariat. Il est impossible d'exercer la dictature sans disposer de quelques « transmissions » reliant l'avant-garde à la masse de la classe avancée, et cette dernière à la masse laborieuse. En Russie, c'est la paysannerie ; dans d'autres pays, il n'existe pas une telle masse, mais, même dans les pays les plus évolués, il existe une masse non prolétarienne, ou qui n'est pas purement prolétarienne. C'est déjà ici que se dégage la confusion idéologique. Mais Trotski a tort d'en accuser les autres.

Si je considère le rôle des syndicats dans la production, je vois que Trotski commet une erreur radicale en le traitant constamment « en principe », du point de vue du « principe général ». Toutes ses thèses sont rédigées sous cet angle. Les données mêmes du problème sont faussées au départ. Sans compter que le IX[e] Congrès du Parti a traité suffisamment, voire plus que suffisamment, du rôle des syndicats dans la production[2]. Je ne dirai pas non plus que Trotski cite lui-même, dans ses propres thèses, les déclarations parfaitement claires de Lozovski et de Tomski, qu'il fait sans doute figurer en guise de « gamin à fouetter », comme disent les Allemands, autrement dit comme cible de sa polémique. Il n'y a pas de divergences de principe, et Trotski n'a pas eu la main heureuse en choisissant Tomski et Lozovski, auteurs des écrits qu'il cite lui-même. Nous aurons beau chercher attentivement, nous n'y trouverons aucune divergence bien sérieuse sur le plan des principes. D'une manière générale, l'erreur monumentale du camarade Trotski, son erreur de principe, c'est de tirer le Parti et le pouvoir soviétique en arrière, en posant à présent la question « dans son principe ». Dieu soit loué, nous sommes passés des principes au travail pratique, concret. Nous avons bavardé sur les principes à Smolny, et assurément, plus qu'il n'eût fallu. Aujourd'hui, trois ans plus tard, pour chaque point de la question de la production, pour toute la série de ses éléments constitutifs, il existe des décrets — quelle triste chose que ces décrets ! — que l'on signe, et puis que nous oublions nous-mêmes et que nous-mêmes n'appliquons pas. Et ensuite l'on invente des raisonnements sur les principes,

l'on invente des désaccords de principe. Je parlerai tout à l'heure d'un décret relatif au rôle des syndicats dans la production [3], décret que nous avons tous oublié, moi y compris, ce que je dois confesser.

Les divergences qui existent réellement ne portent nullement sur les principes généraux, exception faite de ceux que je viens de mentionner. Quant à mes « désaccords » avec le camarade Trotski, que je viens d'énumérer, je devais les indiquer, car dans le vaste sujet qu'il a choisi : « le rôle et les tâches des syndicats », le camarade Trotski a commis, selon moi, plusieurs erreurs qui touchent au fond même de la question de la dictature du prolétariat. Mais si l'on laisse cela de côté, on se demande pourquoi nous n'arrivons vraiment pas à travailler en bonne intelligence, ce dont nous avons si grand besoin ? En raison des désaccords sur les méthodes d'*aborder* les masses, de gagner les masses, de réaliser la *liaison* avec les masses. Tel est le fond du problème. C'est ce qui fait la particularité des syndicats, institution créée sous le capitalisme et indispensable lors du passage du capitalisme au communisme, et dont l'avenir lointain est un point d'interrogation. C'est dans un avenir bien lointain que le point d'interrogation sera posé à leur sujet ; il appartiendra à nos petits-fils d'en discuter. Mais aujourd'hui il s'agit de la façon d'aborder la masse, de la gagner, de se lier à elle, de mettre en place les transmissions complexes du travail (l'exercice de la dictature du prolétariat). Notez bien que lorsque je parle de transmissions complexes, je ne songe pas à l'appareil soviétique. Quant à savoir ce que sera cette complexité, c'est une autre affaire. Pour le moment, je ne parle que dans l'abstrait et en principe des rapports entre classes dans la société capitaliste ; on y trouve un prolétariat, des masses travailleuses non prolétariennes, une petite bourgeoisie et une bourgeoisie. De ce seul point de vue, même si l'appareil du pouvoir soviétique était exempt de bureaucratie, nous aurions déjà des transmissions extrêmement complexes, en raison de ce que le capitalisme a créé. Et c'est la première chose à laquelle il faut songer, si l'on se demande en quoi consiste la difficulté des « tâches » des syndicats. La vraie divergence, je le répète, ne réside nullement là où la voit le camarade Trotski, mais dans la façon de gagner les masses, de les aborder.

d'organiser la liaison. Je dois dire que si nous étudiions un tant soit peu en détail et attentivement notre propre pratique, notre expérience, nous éviterions les centaines de « divergences » et d'erreurs de principe inutiles qui foisonnent dans la brochure du camarade Trotski. C'est ainsi que des thèses entières y sont consacrées à la polémique contre le « trade-unionisme soviétique ». Il ne manquait plus que cela, inventer un nouvel épouvantail ! Et qui donc ? Le camarade Riazanov. Je connais le camarade Riazanov depuis vingt ans et plus. Vous le connaissez depuis moins longtemps que moi, mais vous l'avez vu non moins à l'œuvre. Vous savez fort bien que s'il a des qualités, il n'a assurément pas celle de savoir apprécier les mots d'ordre. Et nous irions faire figurer dans les thèses, en l'espèce du « trade-unionisme soviétique », ce que le camarade Riazanov a dit quelquefois plutôt mal à propos ! Allons donc, est-ce bien sérieux ? Si oui, nous aurons un « trade-unionisme soviétique », « un refus soviétique de conclure la paix », et je ne sais quoi encore. Il n'est pas un sujet à propos duquel on ne puisse inventer un « isme » soviétique. (*Riazanov* : « l'antibrestisme soviétique. ») Oui, parfaitement, l'« antibrestisme soviétique ».

D'ailleurs, tout en se rendant coupable de cette légèreté, le camarade Trotski commet lui-même aussitôt une erreur. Il prétend que, dans un Etat ouvrier, le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière. C'est une erreur. Le camarade Trotski parle d'un « Etat ouvrier ». Mais c'est une abstraction ! Lorsque nous parlions de l'Etat ouvrier en 1917, c'était normal ; mais aujourd'hui, lorsque l'on vient nous dire : « Pourquoi défendre la classe ouvrière, et contre qui, puisqu'il n'y a plus de bourgeoisie, puisque l'Etat est un Etat ouvrier », on se trompe manifestement car cet Etat n'est pas tout à fait ouvrier, voilà le hic. C'est l'une des principales erreurs du camarade Trotski. Des principes généraux, nous sommes passés aujourd'hui à la discussion pratique et aux décrets, et l'on veut nous détourner de ce travail pratique et concret pour nous tirer en arrière. C'est inadmissible. En fait, notre Etat n'est pas un Etat ouvrier, mais ouvrier-paysan, c'est une première chose. De nombreuses conséquences en découlent. (*Boukharine* : « Comment ?

Ouvrier-paysan ? »). Et bien que le camarade Boukharine crie derrière : « Comment ? Ouvrier-paysan ? », je ne vais pas me mettre à lui répondre sur ce point. Que ceux qui en ont le désir se souviennent du Congrès des Soviets qui vient de s'achever [4]; il a donné la réponse.

Mais ce n'est pas tout. Le programme de notre Parti, document que l'auteur de l'« ABC du communisme » connaît on ne peut mieux, ce programme montre que notre Etat est un Etat ouvrier *présentant une déformation bureaucratique*. Et c'est cette triste, comment dirais-je, étiquette, que nous avons dû lui apposer. Voilà la transition dans toute sa réalité. Et alors, dans un Etat qui s'est formé dans ces conditions concrètes, les syndicats n'ont rien à défendre ? On peut se passer d'eux pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement organisé ? C'est un raisonnement complètement faux du point de vue théorique. Il nous reporte dans le domaine de l'abstraction ou de l'idéal que nous atteindrons d'ici quinze ou vingt ans, et encore, je ne suis pas sûr que nous y parviendrons dans ce délai. Nous sommes en face d'une réalité que nous connaissons bien, si toutefois nous ne nous grisons pas, nous ne nous laissons pas entraîner par des discours d'intellectuels ou des raisonnements abstraits, ou encore, par ce qui semble parfois être une « théorie », mais n'est en fait qu'une erreur, une fausse appréciation des particularités de la période de transition. Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat. Ces deux défenses s'opèrent au moyen d'une combinaison originale de nos mesures gouvernementales et de notre accord, au moyen de l'« amalgame » avec nos syndicats.

J'aurai à revenir sur cet amalgame. Mais ce seul mot suffit à montrer qu'il est erroné de se forger un ennemi en l'espèce du « trade-unionisme soviétique ». Car la notion d'« amalgame » implique la présence de choses *distinctes*, qu'il va *falloir* amalgamer ; la notion d'« amalgame » implique qu'il faut savoir faire jouer les mesures du pouvoir d'Etat pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement uni *contre* ce pouvoir d'Etat. Et lors-

qu'au lieu de l'amalgame, nous aurons une *soudure* et une *fusion*, nous tiendrons notre congrès pour discuter d'une manière concrète de notre expérience pratique, et non de « divergences » de principe, ni de raisonnements théoriques et abstraits. La tentative de découvrir des divergences de principe avec les camarades Tomski et Lozovski, que le camarade Trotski montre sous le jour de « bureaucrates » professionnels, n'est pas plus heureuse ; je préciserai plus loin de quel côté se place, dans cette discussion, la tendance bureaucratique. Nous savons bien que si le camarade Riazanov a parfois tendance à inventer immanquablement des mots d'ordre, presque des mots d'ordre de principe, par contre, le camarade Tomski n'ajoute pas ce péché à tous ceux dont il s'est rendu coupable. C'est pourquoi il me semble qu'ouvrir ici (comme le fait le camarade Trotski) un conflit de principe avec le camarade Tomski est hors de toute mesure. Je m'en étonne franchement. Il fut un temps où nous avons beaucoup péché, en matière de divergences fractionnelles théoriques et autres — certes, nous avons quand même fait quelques bonnes choses — mais il semble que depuis nous avons grandi. Et il est temps maintenant de cesser d'inventer et d'exagérer des divergences de principe pour passer à un travail efficace. Je n'ai jamais entendu dire que le théoricien domine en Tomski, que Tomski prétende à ce titre ; peut-être est-ce un de ses défauts, là n'est pas la question. Mais si Tomski, qui a pris pied dans le mouvement syndical, doit refléter consciemment ou non — c'est un autre point et je ne dirais pas qu'il le fasse toujours consciemment, — s'il doit dans sa situation refléter cette transition difficile ; si la masse souffre sans savoir au juste pourquoi, et sans que lui-même sache ce qui ne va pas (rires, applaudissements), mais que néanmoins il jette les hauts cris, j'affirme que c'est un mérite et non un défaut. Je suis absolument persuadé que l'on peut trouver bien des erreurs théoriques partielles chez Tomski. Et si nous nous installons tous autour d'une table pour rédiger une résolution ou des thèses mûrement réfléchies, nous corrigerons tout, et peut-être nous nous en passerons, car le travail productif présente plus d'intérêt que la correction de menues divergences théoriques.

J'en arrive maintenant à la « démocratie de la produc-

tion » ; ceci, disons, à l'intention de Boukharine. Nous savons bien que chacun a ses petites faiblesses, même un grand homme et le camarade Boukharine aussi. Qu'un mot soit bien tourné, il ne peut s'empêcher d'être pour. Au cours de la session plénière du Comité central du 7 décembre, il a rédigé une résolution quasi-voluptueuse sur la démocratie de la production. Et plus j'y réfléchis, plus je vois là une fausse théorie, insuffisamment méditée. Une vraie salade. Cet exemple nous incite encore une fois à dire, au moins dans une réunion du parti : « Camarade Boukharine, un peu moins de fioritures verbales, cela vaudra mieux pour vous-même, pour la théorie, pour la république. » (Applaudissements.) La production est toujours nécessaire. La démocratie est une catégorie relevant du seul domaine politique. Rien à dire contre l'emploi de ce terme dans un discours, dans un article. Dans un article, on envisage une seule corrélation pour l'exposer clairement, et rien de plus. Mais si vous en faites une thèse, si vous voulez en faire un mot d'ordre qui unisse aussi bien ceux qui sont « d'accord » que ceux qui ne le sont pas, si l'on dit comme Trotski que le parti aura à « opter entre deux tendances », cela rend un son bien étrange. J'indiquerai plus loin si le parti devra « opter », à qui la faute que le parti ait été mis en demeure d'« opter ». Mais puisqu'il en est ainsi, nous devons dire : « Choisissez en tout cas le moins possible de ces mots d'ordre erronés sur le plan théorique, et qui ne contiennent que de la confusion, du genre de « démocratie de la production ». Ni Trotski ni Boukharine n'ont bien réfléchi à la signification théorique de ce terme, et ils se sont empêtrés. La « démocratie de la production » suggère des idées bien éloignées de la sphère de celles qui les ont séduits. Ce qu'ils voulaient, c'est mettre l'accent sur la production, y accorder plus d'attention. Mettre l'accent dans un article, dans un discours, c'est une chose, mais lorsqu'on en fait des thèses, et lorsque le Parti doit choisir, alors je dis : optez contre, car c'est la confusion. La production est toujours nécessaire, pas la démocratie. La démocratie de la production engendre une série d'idées radicalement fausses. Peu de temps s'est écoulé depuis qu'on a prôné la direction unique. On ne doit pas semer la confusion, faire courir le danger de s'em-

brouiller aux gens qui se demandent : où est la démocratie, où est la direction unique, où est la dictature. En aucun cas, il ne faut non plus répudier la dictature ; j'entends Boukharine rugir derrière moi : « Parfaitement juste. » (Rires, applaudissements.)

Poursuivons. Depuis le mois de septembre, il est question de passer de la politique des urgences à celle de l'égalisation ; nous en parlons dans la résolution de la Conférence générale du Parti, approuvée par le Comité central [5]. C'est une question ardue. Car il faut combiner d'une façon ou d'une autre ces deux politiques qui cependant s'excluent mutuellement. Mais nous avons tout de même appris un peu le marxisme, nous avons appris quand et comment l'on peut et l'on doit réunir des éléments opposés, et, surtout, au cours de trois années et demie de révolution, nous avons eu à maintes reprises l'occasion de le pratiquer.

Il est évident qu'il faut aborder cette question de manière fort circonspecte et réfléchie. Car nous avons déjà débattu ces questions de principe au cours de ces funestes réunions plénières du Comité central*, où se sont constitués les groupes de sept et de huit et le fameux « groupe-tampon » du camarade Boukharine [7], et où nous avons déjà établi que ce passage de la politique des urgences à celle de l'égalisation ne serait pas aisé. Mais pour exécuter cette résolution de la conférence de septembre, nous devons nous donner un peu de peine. Car si l'on peut combiner ces notions opposées de manière à obtenir une cacophonie, on peut aussi le faire de façon à obtenir une symphonie. La politique des urgences consiste à donner la préférence à une production parmi toutes les productions indispensables, parce qu'elle est la plus vitale. Quelle est la nature de cette préférence ? Jusqu'où peut-elle aller ? C'est une question ardue, et je dois dire que pour la résoudre, il ne suffit pas d'être consciencieux, il ne suffit pas d'être un homme héroïque, doué de nombreuses et éminentes qualités, mais qui n'est bon qu'à son poste ; il faut savoir aborder ici

* Il s'agit des réunions plénières du Comité central de novembre et décembre 1920. Cf. les textes des résolutions qui y furent adoptées dans la *Pravda* n° 255 du 13 novembre 1920 et n° 281 du 14 décembre 1920, ainsi que le résumé paru dans les *Izvestia du C.C. du P.C.R.*[6] n° 26 du 20 décembre 1920.

une question extrêmement spécifique. Et si l'on pose la question : politique des urgences ou de l'égalisation, il faut commencer par l'envisager avec soin ; or c'est bien ce qui ne se voit guère dans l'ouvrage du camarade Trotski ; plus il remanie ses thèses initiales, plus les positions erronées se multiplient. Voici ce que nous lisons dans ses dernières thèses :

> . . . «Dans le domaine de la *consommation*, c'est-à-dire des conditions d'existence individuelle des travailleurs, il est indispensable de mener la politique de l'égalisation. Dans le domaine de la *production*, le principe des urgences restera longtemps encore pour nous décisif» ... (Thèse 41, p. 31 de la brochure de Trotski.)

Sur le plan théorique, c'est la confusion la plus complète. C'est absolument inexact. Le principe des urgences consiste à accorder une préférence, mais la préférence en dehors de la consommation n'est rien. Si l'on m'accorde une préférence en me donnant un huitième de livre de pain, alors, serviteur ! Donner la préférence pour le principe des urgences, c'est aussi la donner pour la consommation. Autrement, c'est une chimère, de la brumaille: nous sommes tout de même des matérialistes. Les ouvriers aussi sont des matérialistes ; si l'on parle des urgences, il faut donner du pain, des vêtements, de la viande. C'est seulement ainsi que nous avons compris la chose et la comprenons, en discutant des centaines de fois à ce sujet, sur des cas d'espèce, au Conseil de la Défense[8], où l'un tire la couverture à soi en disant : « Je suis un secteur d'urgence », tandis que l'autre réplique : « Non, à moi, sans quoi tes ouvriers ne tiendront pas le coup, et ton secteur est fichu. »

Le résultat, c'est que la question est posée d'une manière radicalement fausse dans les thèses. Par surcroît, on fait même marche arrière par rapport à ce qui a été conquis et vérifié dans la pratique. Ce ne sont pas des choses à faire, rien ne peut en sortir de bon.

Poursuivons, et venons-en à la question de l'« amalgame ». En ce moment, le mieux serait de la passer sous silence. La parole est d'argent, mais le silence est d'or. Pourquoi ? Parce que nous nous en occupons déjà pratiquement ; il n'est pas un seul important conseil économique de province, une seule importante section du Conseil Supérieur

de l'Economie Nationale et du Commissariat du Peuple aux communications, etc., où l'amalgame ne soit déjà réalisé *pratiquement*. Mais les résultats sont-ils entièrement satisfaisants ? Voilà le hic. Il faut étudier *l'expérience réelle* de la façon dont l'amalgame a été opéré, et ce qu'il nous a apporté. Les décrets visant à effectuer l'amalgame dans telle ou telle institution sont si nombreux qu'on ne saurait les dénombrer. Mais nous n'avons pas encore su en étudier pratiquement le résultat, ce qu'a donné tel ou tel amalgame dans telle branche de l'industrie, alors que tel membre du syndicat de la province occupait telle fonction au sein du conseil économique de la province, ce qui en est résulté, combien il lui a fallu de mois pour effectuer cet amalgame, etc. ; nous n'avons pas encore su étudier d'une manière efficace notre propre expérience pratique. Nous avons su inventer des divergences de principe sur l'amalgame et, ce faisant, nous tromper ; nous sommes passés maîtres en cet art, mais s'agit-il d'étudier notre propre expérience et de la vérifier, il n'y a plus personne. Et lorsqu'il y aura eu des Congrès des Soviets, où, à côté des commissions chargées de l'étude des régions agricoles, pour examiner comment la loi sur l'amélioration de l'agriculture a été appliquée, il y aura des commissions chargées d'étudier l'amalgame, d'en dresser le bilan dans l'industrie meunière de la province de Saratov, dans la métallurgie de Pétrograd, dans l'industrie houillère au bassin du Donetz, etc. ; lorsque ces commissions, après avoir réuni une montagne de matériaux, déclareront : « Nous avons étudié ceci et cela », je dirai alors : « Oui, nous avons pris l'affaire en mains, nous ne sommes plus des enfants ! ». Qu'y a-t-il de plus affligeant et de plus erroné qu'après trois ans passés à amalgamer, on vienne nous apporter des « thèses » où l'on invente des divergences de principe ? Nous nous sommes engagés sur la voie de l'amalgame, et je ne doute pas que nous l'ayons fait correctement, mais nous n'avons pas encore étudié comme il faut le fruit de notre expérience. C'est pourquoi la seule tactique intelligente à adopter quant à cette question, c'est de garder bouche cousue.

Il faut étudier l'expérience pratique. J'ai signé des décrets et des arrêtés donnant des directives pratiques quant à l'amalgame ; la pratique est cent fois plus impor-

tante que n'importe quelle théorie. C'est pourquoi lorsqu'on nous dit « parlons un peu de « l'amalgame », moi je réponds : « Etudions un peu ce que nous avons fait. » Que nous ayons commis bien des fautes, c'est incontestable. Il se peut tout aussi bien que la majeure partie de nos décrets doivent être modifiés. Je suis d'accord, et je ne suis nullement épris des décrets. Mais alors, faites des propositions concrètes : remanier ceci et cela. Voilà qui serait procéder d'une manière efficace. Voilà qui ne serait pas un travail improductif. Voilà qui n'aboutirait pas à la manie des projets bureaucratiques. Lorsque je prends le paragraphe VI de la brochure de Trotski intitulé : « Conclusions pratiques », c'est justement là le défaut de ses conclusions pratiques. On y lit que le Conseil central des Syndicats de Russie et le présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale doivent avoir un tiers ou la moitié de membres appartenant aux deux institutions, que dans la commission, cette proportion doit varier entre la moitié et les deux tiers, etc. Pourquoi ? Eh bien, comme ça, « au jugé ». Certes, il nous est plus d'une fois arrivé de fixer « au jugé » des proportions dans nos décrets, mais pourquoi est-ce inévitable dans les décrets ? Je ne défends pas tous les décrets, et je n'irai pas jusqu'à les présenter meilleurs qu'ils ne le sont en réalité. Il arrive fréquemment qu'on y détermine à vue d'œil des proportions telles que la moitié ou le tiers des membres, etc. Lorsque le décret stipule une telle chose, cela signifie : essayez ainsi, après nous ferons le bilan de votre « essai ». Nous examinerons ensuite le résultat. Et après examen, nous irons de l'avant. Nous faisons l'amalgame et nous le ferons de mieux en mieux, parce que nous devenons sans cesse de plus en plus expérimentés et pratiques.

Mais voilà, semble-t-il, que je verse dans la «propagande de la production » ? Rien à faire ! En discutant du rôle des syndicats dans la production, il est indispensable d'aborder cette question.

Et j'en viens donc à ce problème de la propagande de la production. Une fois de plus, c'est une question pratique, et c'est pratiquement que nous la posons. Des organismes d'Etat ont déjà été créés, chargés de la propagande de la production [9]. Sont-ils bons ou mauvais, je l'ignore ;

il faut les mettre à l'épreuve ; et il n'est nul besoin de rédiger des « thèses » à ce sujet.

Si l'on parle du rôle des syndicats dans la production dans son ensemble, il n'y a rien à dire sur la question de la démocratie, en dehors des principes démocratiques habituels. Les subterfuges dans le genre de la « démocratie de production » sont vains, ils ne peuvent rien donner de bon. C'est le premier point. Le deuxième, c'est la propagande de production. Les organismes sont déjà créés. Les thèses de Trotski traitent de la propagande de production. C'est en pure perte, car, en la matière, les « thèses » sont périmées. Ces organismes sont-ils bons ou mauvais, nous ne le savons pas encore. Faisons-en l'expérience, et alors, nous le dirons. Etudions le problème, posons des questions. Supposons que dans un congrès on forme dix sections de dix membres : « As-tu fait de la propagande de production ? Comment, et quel a été le résultat ? » Après examen, nous récompenserons les plus méritants et nous rejetterons l'expérience infructueuse. Nous avons déjà une expérience pratique, faible, réduite, mais réelle ; or, on nous fait rétrograder vers des « thèses de principe ». C'est plutôt un mouvement « réactionnaire » que du « trade-unionisme ».

Troisièmement, les primes. Voilà le rôle et la tâche des syndicats dans la production : l'octroi de primes *en nature*. On a commencé. L'affaire est en route. Cinq cent mille pouds de blé ont été attribués à cet effet ; cent soixante-dix mille ont été donnés. Les a-t-on distribués comme il faut, convenablement, je l'ignore. On a dit au Conseil des Commissaires du Peuple qu'ils n'ont pas été distribués comme il convient, qu'ils ne constituent pas une prime, mais un supplément de salaire ; les délégués syndicaux tout comme les collaborateurs du Commissariat du Peuple au travail l'ont affirmé. Nous avons chargé une commission d'étudier la question, mais elle ne l'a pas encore fait. Cent soixante-dix mille pouds de blé ont été donnés, mais il faut les distribuer de manière à récompenser ceux qui auront fait preuve d'héroïsme, de zèle, de talent, de dévouement au travail, bref, des qualités qu'exalte Trotski. Mais maintenant il s'agit de distribuer du blé et de la viande, et non de célébrer dans des thèses. N'est-il pas préférable, par exemple, de retirer la viande à une catégorie de tra-

vailleurs, pour la remettre, sous forme de prime, à d'autres, aux ouvriers des secteurs « d'urgence » ? Nous ne rejetons pas le principe des urgences ainsi compris. Il est nécessaire. Nous allons étudier soigneusement notre expérience pratique en la matière.

En quatrième lieu, voyons les tribunaux disciplinaires. Le rôle des syndicats dans la production, « la démocratie de la production », soit dit sans vouloir offenser le camarade Boukharine, ne sont que des vétilles si nous n'avons pas de tribunaux disciplinaires. Or, ils ne figurent pas dans vos thèses. Ainsi, sur le terrain des principes, aussi bien que sur celui de la théorie et de la pratique, une seule conclusion touchant les thèses de Trotski et la position de Boukharine : c'est lamentable.

Et j'en reviens d'autant plus à cette conclusion lorsque je me dis : vous ne posez pas le problème en marxistes. Les thèses contiennent tout d'abord de nombreuses erreurs théoriques. Cette façon d'apprécier « le rôle et les tâches des syndicats » n'est pas marxiste parce qu'il est impossible d'aborder un sujet aussi vaste sans réfléchir aux particularités de la situation actuelle, sous son aspect politique. Ce n'est pas sans raison que nous avons écrit avec le camarade Boukharine dans la résolution du IX^e^ Congrès du P.C.R. sur les syndicats que la politique est l'expression la plus concentrée de l'économie.

Si nous analysions la situation politique présente, nous pourrions dire que nous traversons une période de transition au milieu d'une période de transition. La dictature du prolétariat tout entière est une période de transition, mais à présent, nous avons, si l'on peut dire, un tas de nouvelles périodes de transition. Démobilisation de l'armée, fin de la guerre, possibilité d'une trêve beaucoup plus longue, d'un passage plus réel du front militaire à celui du travail. Cela, rien que cela suffit à modifier les rapports entre la classe prolétarienne et la classe paysanne. Dans quel sens ? C'est ce qu'il faut examiner avec beaucoup de soin ; or, cela ne résulte point de vos thèses. Tant que nous ne l'aurons pas fait, il faudra savoir patienter. Le peuple est excédé ; bien des réserves qu'il fallait utiliser pour certaines productions urgentes sont déjà épuisées ; l'attitude du prolétariat envers la paysannerie se modifie.

La fatigue due à la guerre est immense, les besoins se sont accrus, mais la production ne s'est pas élevée, ou s'est insuffisamment élevée. J'ai déjà dit d'autre part, dans mon rapport au VIIIe Congrès des Soviets, que nous avons usé de la contrainte correctement et avec succès, chaque fois que nous avons su la fonder au préalable sur la conviction. Je dois déclarer que Trotski et Boukharine n'ont tenu absolument aucun compte de cette très importante considération.

Avons-nous posé ce fondement sur une échelle assez large et d'une manière assez ferme, en vue des nouvelles tâches de la production ? Non, c'est à peine si nous commençons. Nous n'avons pas encore entraîné les masses. Mais les masses peuvent-elles passer d'un coup à ces nouvelles tâches ? Non, parce qu'il n'y a pas lieu de faire une propagande spéciale si l'on demande par exemple : faut-il renverser le propriétaire foncier Wrangel, cela vaut-il des sacrifices ? Quant à la question du rôle des syndicats dans la production, si l'on ne tient pas compte des « principes », des considérations sur le « trade-unionisme soviétique » et d'autres futilités de ce genre, mais si l'on considère son côté pratique, nous venons à peine de commencer à l'étudier, nous venons tout juste de fonder l'organisme chargé de la propagande de la production ; nous n'avons pas encore d'expérience. Nous avons institué les primes en nature, mais nous manquons encore d'expérience. Nous avons créé des tribunaux disciplinaires, mais nous ignorons encore leurs résultats. Or, du point de vue politique, c'est précisément la préparation des masses qui est capitale. La question a-t-elle été préparée, étudiée, réfléchie, considérée sous cet angle ? Nous en sommes loin. Et c'est là une erreur politique radicale, très profonde et dangereuse, parce qu'ici plus qu'en toute autre matière, il faut agir selon le précepte : « Sept essayages d'abord, une coupe après » ; or, on s'est mis à couper sans le moindre essayage. On affirme que « le parti doit opter entre deux tendances », mais on n'a pas fait un seul essayage, et on a imaginé le mot d'ordre fallacieux de « démocratie de la production ».

Il faut comprendre ce que signifie ce mot d'ordre, surtout dans une conjoncture politique où la bureaucratie est

devenue manifeste aux yeux des masses, et où nous avons inscrit ce point à l'ordre du jour. Dans ses thèses, le camarade Trotski dit qu'en ce qui concerne la démocratie ouvrière, le congrès n'a qu'à « la consacrer par un vote unanime ». C'est faux. Il ne suffit pas de consacrer ; consacrer c'est consolider quelque chose qui a été mûrement pesé et mesuré, or, nous sommes encore loin d'avoir entièrement pesé, éprouvé, vérifié la démocratie ouvrière. Imaginez un peu comment les masses peuvent interpréter le mot d'ordre « démocratie ouvrière » si nous le lançons.

« Nous autres, simples gens, gens du peuple, nous disons qu'il faut rénover, qu'il faut corriger, qu'il faut chasser les bureaucrates, et vous, voilà que vous venez nous raconter des histoires : occupe-toi de la production, dites-vous, fais preuve de démocratie en remportant des succès dans la production ; moi, je veux m'occuper de la production non pas avec ces directions, ces administrations générales, pleines de bureaucrates, mais avec d'autres. » Vous n'avez pas laissé les masses discuter, comprendre, réfléchir ; vous n'avez pas laissé le parti acquérir une nouvelle expérience, et déjà, vous vous précipitez, vous perdez toute mesure, vous composez des formules qui sont fausses sur le plan théorique. Et cette erreur, combien de fois des exécutants trop zélés, vont-ils l'aggraver ? Un dirigeant politique est responsable non seulement de sa manière de diriger, mais aussi des actes de ses subordonnés. Quelquefois il les ignore, souvent il ne les veut pas, pourtant c'est lui qui en porte la responsabilité.

J'en viens maintenant aux sessions plénières du Comité central du 9 novembre et du 7 décembre qui ne se sont plus contentées d'exprimer ces erreurs sous forme d'une analyse logique, de prémisses, de raisonnements théoriques, mais qui les ont exprimées en actes. Il en est résulté pagaïe et remue-ménage au sein du Comité central ; c'est la première fois que cela se produit dans l'histoire de notre parti depuis la révolution, et c'est dangereux. Le plus grave, c'est qu'il y a eu une division, qu'il s'est formé le groupe « tampon » Boukharine-Préobrajenski-Sérébriakov, qui a causé le plus de tort et de confusion.

Rappelez-vous l'historique du «Glavpolitpout» [10] et du « Tsektran » [11]. En avril 1920, la résolution du IX[e] Con-

grès du Parti indiquait que le Glavpolitpout était créé à titre d'organisme « provisoire » et qu'il était toutefois indispensable de régulariser la situation « *dans les plus brefs délais* » [12]. En septembre, vous lisez : « régularisez la situation » *. En novembre, — le 9 novembre, — nous nous réunissons en session plénière, et Trotski présente ses thèses, ses considérations sur le trade-unionisme. Bien que certaines phrases sur la propagande de la production soient fort bien tournées, il fallait dire que tout cela tombe mal à propos, en dehors de la question, que c'est un pas en arrière, le Comité central ne peut à ce moment s'en occuper. Boukharine dit : « C'est très bien. » C'est peut-être très bien, mais ce n'est pas répondre à la question. Au terme de débats acharnés, une résolution est adoptée par 10 voix contre 4, où, poliment et fraternellement, il est dit que le Tsektran a déjà « mis de lui-même à l'ordre du jour » « le renforcement et l'extension des méthodes de la démocratie prolétarienne au sein du syndicat ». Il y est dit que le Tsektran doit « participer activement au travail général du Conseil central des Syndicats de Russie dont il doit faire partie à droits égaux avec les autres unions syndicales [14] ».

Quelle est l'idée fondamentale exprimée dans cette résolution ? Elle est claire : « Camarades du Tsektran ! Suivez non seulement la forme, mais aussi l'esprit des résolutions du Congrès et du Comité central, pour que votre travail soit profitable à tous les syndicats, pour qu'il n'y ait plus trace de bureaucratie, de favoritisme, de morgue ; ne dites plus : nous sommes meilleurs que vous, plus riches, nous recevons une aide plus substantielle. »

Après quoi, nous passons au travail pratique. Une commission est constituée, sa composition est rendue publique. Trotski la quitte, la sabote, refuse de travailler. Pour-

* Cf. *Izvestia du C.C. du P.C.R.* n° 26, p. 2, résolution de la session plénière du Comité central de septembre, paragraphe 3 : « Le Comité central estime d'autre part que la situation difficile des syndicats des transports, qui avait donné naissance au Glavpolitpout et au Politvod[13], comme instruments provisoires, permettant de soutenir et d'organiser le travail, s'est aujourd'hui sensiblement améliorée. C'est pourquoi, on peut et on doit procéder à l'inclusion de ces organisations dans le syndicat, en qualité d'organismes fédérés, s'insérant et se fondant dans l'appareil syndical. »

quoi ? Pour une seule raison. Il arrive à Loutovinov de jouer à l'opposition. Il est vrai qu'Ossinski en fait autant. Je dois dire en toute conscience que c'est un jeu déplaisant. Mais est-ce un argument ? Ossinski a magistralement dirigé les semailles. Il fallait s'occuper de lui, en dépit de sa « campagne d'opposition », et le procédé consistant à saboter la commission est bureaucratique, n'est ni soviétique, ni socialiste, ni juste, il est politiquement néfaste. Au moment où il faut séparer ce qui est sain de ce qui est malsain dans l'« opposition », un tel procédé est triplement mauvais et politiquement néfaste. Lorsque Ossinski poursuit une « campagne d'opposition », je lui dis : « cette campagne est néfaste », mais lorsqu'il dirige la campagne des semailles, il y a de quoi se lécher les doigts. Que Loutovinov soit dans l'erreur avec sa « campagne d'opposition », je n'irai jamais le contester, de même en ce qui concerne Ichtchenko et Chliapnikov, mais on ne peut pour cette raison saboter la commission.

D'ailleurs, quel était le sens de cette commission ? Elle signifiait que l'on passait de discussions d'intellectuels sur de vains désaccords au travail pratique. La propagande de la production, les primes, les tribunaux disciplinaires, voilà les sujets dont il fallait parler, sur lesquels la commission devait travailler. Sur ce, le camarade Boukharine, chef du « groupe-tampon », avec Préobrajenski et Sérébriakov, voyant une dangereuse division s'opérer au sein du Comité central, se met à créer un tampon, un tampon tel que je n'arrive pas à trouver une expression parlementaire pour le qualifier. Si j'étais aussi bon caricaturiste que le camarade Boukharine, voici comment je décrirais le camarade Boukharine : un homme, un seau de pétrole à la main, en train d'en verser le contenu dans le feu, et je mettrais comme légende : « Pétrole-tampon. » Le camarade Boukharine voulait créer quelque chose. Sans nul doute, il avait le désir des plus sincères, le désir-« tampon ». Mais il n'y eut pas de tampon ; il y eut ceci qu'il n'a pas tenu compte de la conjoncture politique, et il a fait des erreurs théoriques par-dessus le marché.

Fallait-il soumettre tous ces débats à une large discussion ? Nous occuper de ces futilités ? Y consacrer les semaines dont nous avons besoin avant le Congrès du Par-

ti ? Pendant ce temps, nous aurions pu mettre au point et étudier le problème des primes, des tribunaux disciplinaires, de l'amalgame.. Ces questions-là, nous les aurions efficacement résolues à la commission du Comité central. Si le camarade Boukharine voulait constituer un tampon, et ne voulait pas être dans la situation de celui dont on dit : « il allait dans une pièce et il s'est retrouvé dans une autre », il eût fallu dire, insister pour que le camarade Trotski reste dans la commission. Car, s'il avait dit et fait cela, nous nous serions engagés dans la voie du travail constructif, nous aurions défini, au sein de cette commission, ce que sont en réalité la direction unique, la démocratie, les responsables désignés, etc...

Poursuivons. Au mois de décembre (session plénière du 7), nous étions déjà en présence d'une rupture avec les mariniers, ce qui aggrava le conflit ; il y avait désormais au Comité central 8 voix contre les 7 nôtres. Le camarade Boukharine rédigea en toute hâte la partie « théorique » de la résolution de la session plénière de décembre, cherchant à « concilier » et à faire jouer le « tampon », mais il ne pouvait évidemment rien en résulter après l'échec de la commission.

Il faut se souvenir qu'un dirigeant politique n'est pas seulement responsable de sa propre politique, mais aussi des actes de ses subordonnés.

En quoi consistait donc l'erreur du Glavpolitpout et du Tsektran ? Pas d'avoir usé de la contrainte. C'est au contraire leur mérite. Leur erreur a été de n'avoir pas su passer sans conflit et en temps voulu, comme l'exigeait le IX[e] Congrès du Parti, à une activité syndicale normale, de n'avoir pas su s'accommoder convenablement des syndicats, de n'avoir pas su leur venir en aide, en les considérant comme leur égal. Nous avons une expérience militaire précieuse : héroïsme, zèle, etc. Il y a aussi des points négatifs dans celle des pires éléments militaires : bureaucratie, morgue. En dépit de la conscience et de la volonté de l'auteur, les thèses de Trotski sont allées soutenir non le meilleur, mais le pire dans l'expérience militaire. Il faut se souvenir qu'un dirigeant politique n'est pas seulement responsable de sa propre politique mais aussi des actes de ses subordonnés.

La dernière chose que je voulais vous dire, et pour laquelle j'aurais dû hier me traiter moi-même de tous les noms, c'est que j'ai laissé passer les thèses du camarade Roudzoutak. Roudzoutak a le défaut de ne pas savoir parler fort, en imposer, faire de jolies phrases. Il risque de passer inaperçu. Comme je n'ai pu assister à la réunion hier, j'ai compulsé mes documents, et j'y ai trouvé un imprimé, publié pour la Ve Conférence des Syndicats de Russie qui a eu lieu du 2 au 6 novembre 1920 [15]. Cet écrit est intitulé : « Les tâches des syndicats dans la production. » Je vais vous le lire, il n'est pas très long :

POUR LA Ve CONFERENCE DES SYNDICATS DE RUSSIE

Les tâches des syndicats dans la production

(THÈSES DU RAPPORT DU CAMARADE ROUDZOUTAK)

1. Aussitôt après la Révolution d'Octobre, les syndicats étaient *pratiquement les seuls* organismes qui, conjointement à l'exercice du *contrôle* ouvrier, pouvaient et devaient se charger du travail d'organisation et de *direction de la production.* Dans les débuts du pouvoir des Soviets, l'appareil d'Etat de gestion de l'économie nationale n'était pas encore constitué, tandis que le sabotage des propriétaires des entreprises et des cadres techniques supérieurs posait impérieusement à la classe ouvrière le problème de la protection de l'industrie et du retour au fonctionnement normal de l'appareil économique du pays.

2. Dans la phase suivante de l'activité du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, qui s'occupait principalement de liquider les entreprises privées et d'organiser leur gestion par l'Etat, *les syndicats ont accompli ce travail parallèlement et conjointement avec les organismes d'Etat* chargés de la gestion économique.

La faiblesse des organismes d'Etat non seulement expliquait, mais encore justifiait ce *parallélisme* ; il était justifié historiquement par l'établissement d'un contact total entre les syndicats et les organismes de gestion économique.

3. La direction des organismes économiques d'Etat, qui ont pris progressivement possession de l'appareil de production et de gestion, la coordination des différentes parties de cet appareil : tout cela a eu pour résultat de *transférer le centre de gravité du travail de gestion industrielle* et d'élaboration du programme de production *dans ces organismes.* De ce fait, l'activité des syndicats en matière d'organisation de la production s'est réduit à *participer à la formation des collèges* des comités principaux, des centres et des directions d'usines.

4. En ce moment, à nouveau, nous abordons de près le problème d'établir des liens les plus étroits entre les organismes économiques de la République des Soviets et les syndicats, à l'heure où il est à tout prix indispensable d'utiliser rationnellement chaque unité de travail, d'entraîner toute la masse des producteurs dans son ensemble à participer consciemment au processus de production ; à l'heure où l'appareil de gestion économique d'Etat s'est progressivement agrandi et compliqué pour devenir une machine bureaucratique démesurée, colossale, par rapport à la production elle-même, et pousse inéluctablement les syndicats à prendre part directement à l'organisation de la production, non seulement par leur représentation personnelle au sein des organismes économiques, mais en tant qu'organisation dans son ensemble.

5. Tandis que le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale aborde l'élaboration du programme général de production à partir des *éléments matériels existants* (matières premières, combustible, état des machines, etc.), les syndicats doivent l'aborder *du point de vue de l'organisation du travail*, conçue en fonction des objectifs de production et de son utilisation rationnelle. C'est pourquoi, le *programme général de production, dans ses parties et dans son ensemble, doit être obligatoirement établi en collaboration avec les syndicats*, afin de combiner de la manière la plus rationnelle l'utilisation des ressources matérielles et de la main-d'œuvre.

6. L'institution d'une véritable discipline du travail, la lutte victorieuse contre les déserteurs du travail, etc., ne sont concevables qu'avec *la participation consciente*, dans l'accomplissement de ces tâches, de toute la masse assurant la production. Ce but ne peut être atteint par les *méthodes bureaucratiques et des directives d'en haut* ; il est au contraire indispensable que tous ceux qui participent à la production comprennent la nécessité et l'opportunité des tâches qu'ils réalisent ; que tous ceux qui participent à la production, ne se contentent pas d'exécuter les tâches fixées par en haut, mais aussi interviennent consciemment pour corriger tous les défauts de la production, aussi bien sur le plan technique que sur celui de l'organisation.

Les tâches des syndicats en ce domaine sont immenses. Ils doivent apprendre *à leurs membres dans chaque atelier*, dans chaque fabrique, *à noter et à prendre en considération tous les défauts dans l'utilisation de la main-d'œuvre, résultant du mauvais emploi* des moyens techniques ou d'une administration peu satisfaisante. *La somme de l'expérience des diverses* entreprises et productions doit être mise à profit pour lutter de façon décisive contre la bureaucratie, le désordre et la paperasserie.

7. Afin de souligner particulièrement l'importance de ces tâches de production, elles doivent recevoir une place déterminée, sur le plan de l'organisation, dans le travail courant. *Les sections économiques*, constituées auprès des syndicats, conformément à la décision du IIIe Congrès de Russie, doivent développer leur activité pour éclairer et définir progressivement le caractère de tout le travail syndical. Par exemple, dans les conditions sociales actuelles, alors que toute la production tend à satisfaire les besoins des travailleurs eux-mêmes, *la tarification et les primes doivent dépendre étroitement de la réa-*

lisation du plan de production. Les primes en nature et le versement d'une partie du salaire en nature doivent se transformer progressivement en *système d'approvisionnement des ouvriers* en fonction de la productivité.

8. Une telle conception de l'activité des syndicats doit d'une part mettre fin à l'existence d'*organismes parallèles (sections politiques, etc.)*, et, d'autre part, rétablir le lien étroit entre les masses et les organismes de gestion économique.

9. Après leur IIIe Congrès, les syndicats n'ont pas réussi à réaliser d'une manière appréciable leur programme de participation à l'édification économique, en raison, d'une part, des *conditions militaires*, et, d'autre part, de la *faiblesse sur le plan de l'organisation* et de ce fait que les organismes économiques sont coupés du travail pratique et de direction.

10. De ce fait, les syndicats doivent se fixer comme tâches pratiques immédiates : a) participer de la façon la plus active à la solution des problèmes de production et de gestion ; b) participer directement avec les organismes économiques qualifiés à la *fondation* d'organismes de gestion *compétents* ; c) les différents *types d'administration* doivent contrôler minutieusement et influer sur la production ; d) participer obligatoirement à l'élaboration et à l'établissement des *plans* économiques et des programmes de production ; e) *organiser le travail*, conformément à l'urgence des tâches économiques ; f) s'employer à organiser, sur une large échelle, *l'agitation et la propagande* de production.

11. Les sections économiques des *syndicats* et des organisations syndicales doivent devenir réellement des leviers puissants et rapides, permettant la participation méthodique des syndicats à l'organisation de la production.

12. Pour assurer méthodiquement les biens matériels aux ouvriers, les syndicats doivent *influer sur les organismes de répartition du Commissariat au ravitaillement*, aussi bien locaux que central, en réalisant une participation et un *contrôle* pratique et efficace dans tous ces organismes, en surveillant particulièrement l'activité des *commissions* centrales et provinciales chargées de l'*approvisionnement des ouvriers.*

13. Etant donné que ce qu'on appelle la « politique des urgences » est devenue extrêmement incohérente, en raison des ambitions étroites des différents comités principaux, centres, etc., les syndicats doivent partout se dresser pour défendre l'application réelle de cette politique des urgences dans l'économie, et la révision du système en vigueur pour déterminer ces urgences, suivant l'importance de la production et les ressources matérielles du pays.

14. Il est indispensable de concentrer notamment l'attention sur le groupe d'entreprises dites modèles, de façon à les rendre réellement exemplaires, grâce à une administration compétente, à la discipline dans le travail et à l'activité du syndicat.

15. En matière d'organisation du travail, outre l'établissement d'un système harmonieux des tarifs et la complète révision des normes de rendement, les syndicats doivent prendre énergiquement en mains la lutte contre les différentes *formes de désertion du travail*

(absentéisme, retards, etc.). Les tribunaux disciplinaires, auxquels on n'a pas jusqu'à présent prêté l'attention voulue, doivent devenir un véritable moyen de lutte contre les violations de la discipline prolétarienne du travail.

16. L'exécution des tâches ci-dessus ainsi que l'élaboration d'un plan pratique de propagande de production et d'une série de mesures visant à améliorer la situation économique des ouvriers doivent être confiées aux sections économiques. C'est pourquoi il est indispensable de charger la section économique du Conseil Central des Syndicats de réunir spécialement dans les plus brefs délais une *conférence des sections économiques de Russie* qui examinera les problèmes pratiques de l'édification économique en liaison avec le travail des organismes économiques d'Etat.

J'espère que vous voyez maintenant pourquoi j'ai dû m'accabler de reproches. Voilà un programme cent fois meilleur que ce qu'a écrit le camarade Trotski après mûre réflexion, et ce qu'a écrit le camarade Boukharine (résolution de la séance du 7 décembre), sans la moindre réflexion. Nous tous, membres du Comité central, qui depuis de nombreuses années n'avons plus travaillé dans le mouvement syndical, nous aurions bien des choses à apprendre auprès du camarade Roudzoutak, et Trotski comme Boukharine en auraient bien besoin. Les syndicats ont adopté ce programme.

Nous avons tous oublié les tribunaux disciplinaires ; or, sans les primes en nature, sans les tribunaux disciplinaires, la « démocratie de la production » n'est que verbiage.

Je compare les thèses de Roudzoutak à celles présentées par Trotski au Comité central. A la fin de la 5e thèse de Trotski, je lis :

... « il est indispensable d'aborder dès maintenant la réorganisation des syndicats, c'est-à-dire la sélection du personnel dirigeant précisément de ce point de vue »...

La voilà, la véritable bureaucratie ! Trotski et Krestinski vont sélectionner « le personnel dirigeant » des syndicats ! !

Encore une fois : voilà l'explication de l'erreur du Tsektran ; l'erreur, ce n'est pas d'avoir fait pression ; c'est là son mérite. Son erreur c'est de n'avoir pas su aborder les problèmes communs à tous les syndicats, c'est de n'avoir pas su se servir lui-même, ni aidé tous les syndicats

à s'en servir, d'une manière plus juste, plus rapide et plus efficace, des tribunaux disciplinaires de l'honneur. En lisant le passage des thèses du camarade Roudzoutak sur les tribunaux disciplinaires, je me disais : il existe sûrement déjà un décret à ce sujet. Et il existe effectivement. C'est le « *Règlement* des tribunaux disciplinaires ouvriers d'honneur » rendu le 14 novembre 1919 (Recueil des Actes législatifs n° 537).

Les syndicats assument le rôle le plus important dans ces tribunaux. J'ignore si ces tribunaux sont bons, dans quelle mesure ils sont efficaces et s'ils fonctionnent toujours. L'étude de notre propre expérience pratique nous serait un million de fois plus profitable que tous les écrits des camarades Trotski et Boukharine.

Je conclus. Résumant tout ce que nous savons sur cette question, je dois dire que soumettre ces désaccords à une large discussion dans le Parti et à un Congrès du Parti est une erreur énorme. C'est une erreur politique. C'est en commission, et en commission seulement, que nous aurions pu discuter efficacement et progresser, tandis que maintenant, nous allons à reculons, et que, pendant plusieurs semaines, nous allons régresser vers des positions théoriques abstraites, au lieu d'aborder le problème du point de vue pratique. En ce qui me concerne, j'en suis mortellement las, et même si je n'étais pas malade, j'aurais eu le plus grand plaisir à m'éloigner de tout cela, je serais prêt à me sauver n'importe où.

En définitive, les thèses de Trotski et de Boukharine renferment toute une série de fautes théoriques. Une série d'inexactitudes de principe. Leur façon d'aborder le problème est un impair politique absolu. Les « thèses » du camarade Trotski sont politiquement néfastes. En somme, sa politique est une politique de tracasserie bureaucratique à l'égard des syndicats. Et, j'en ai la conviction, le congrès de notre Parti la condamnera et la rejettera. (V i f s a p p l a u d i s s e m e n t s p r o l o n g é s.)

Publié en brochure en 1921

Conforme au texte de la brochure collationné sur le sténogramme corrigé par Lénine

LA CRISE DU PARTI

La discussion précédant le congrès a déjà pris une certaine ampleur. Les petites divergences et les petits désaccords en ont engendré de grands, comme cela arrive toujours lorsqu'on insiste sur une petite erreur et qu'on s'oppose de toutes ses forces à sa rectification, ou encore, quand ceux qui en font une grande se raccrochent à la petite erreur d'une seule ou de plusieurs personnes.

C'est toujours ainsi que croissent les divergences et les scissions. C'est ainsi qu'à partir de petits désaccords nous avons « atteint » le syndicalisme qui implique une rupture totale avec le communisme et une scission inéluctable du parti, si ce dernier n'est pas assez sain et assez fort pour se guérir rapidement et radicalement.

Il faut avoir le courage de regarder l'amère vérité en face. Le parti est malade. Le parti frissonne de fièvre. Toute la question est de savoir si la maladie n'a frappé que les « dirigeants enfiévrés », et peut-être même seuls ceux de Moscou, ou si elle a atteint tout l'organisme. Et dans ce dernier cas, de savoir si cet organisme est capable de se guérir complètement en quelques semaines (d'ici le congrès et au congrès du parti), et de rendre impossible toute rechute, ou si la maladie traînera en longueur et deviendra dangereuse.

Que faut-il faire pour obtenir la guérison la plus rapide et la plus sûre ? Il faut que *tous* les membres du parti se mettent à *étudier* avec un absolu sang-froid et la plus grande attention 1) le fond des divergences, 2) l'évolution de la lutte dans le parti. L'étude de l'un et de l'autre est indispensable, car le fond même des divergences se développe, s'éclaircit, se concrétise (et bien souvent même se mo-

difie) *au cours de la lutte*, qui, en passant par différentes phases, nous révèle toujours, à chaque phase, la composition et l'importance *différentes* des effectifs, les positions *différentes* dans la lutte, etc. Il faut *étudier* l'un et l'autre, sans manquer de réclamer les documents les plus précis, imprimés et pouvant être contrôlés sous tous les aspects. Celui qui croit les gens sur parole, est un imbécile fini dont on ne peut rien espérer. Si les documents *font défaut*, il faut interroger les témoins des *deux* ou des différentes parties, il faut absolument un « interrogatoire serré », et en présence de témoins.

Je vais essayer d'exposer à grands traits comment je conçois le fond des divergences et les étapes successives de la lutte.

Première étape : la V^e^ Conférence des syndicats de Russie, du 2 au 6 novembre. Le combat s'engage. Les seuls « combattants » du Comité central sont Trotski et Tomski. Trotski a lancé son « fameux slogan » : il faut « secouer » les syndicats. Tomski l'a âprement discuté. La majorité des membres du Comité central observe. Leur faute radicale (la mienne au premier chef), c'est d'avoir « laissé passer inaperçues » les thèses de Roudzoutak sur « les tâches des syndicats dans la production », adoptées par la V^e^ Conférence. Ces thèses sont le *plus* important document de *toute* la discussion.

2^e^ étape : la réunion plénière du Comité central du 9 novembre. Trotski présente son « brouillon de thèses » : « Les syndicats et leur nouveau rôle » où il développe la politique visant à « secouer » les syndicats, qu'il *dissimule* ou embellit à la faveur de considérations sur la « crise extrêmement grave » des syndicats et les nouvelles tâches et méthodes. Vivement soutenu par Lénine, Tomski estime que cette politique est précisément au centre des débats, du fait des irrégularités et des excès bureaucratiques du Tsektran. Sur quoi, Lénine se permet dans la discussion certaines « attaques » manifestement excessives et qui par là même tombent à faux, d'où la nécessité d'un « groupe-tampon », qui se constitue, avec 10 membres du Comité central (Boukharine et Zinoviev en font partie, mais pas Trotski ni Lénine). Le « tampon » décide « de ne pas soumettre les divergences à une large discussion », *et annulant le*

rapport de Lénine (aux syndicats), désigne Zinoviev comme rapporteur, en lui enjoignant « de faire un rapport concret, sans polémique ».

Les thèses de Trotski sont repoussées. Celles de Lénine adoptées. Sous sa forme définitive, la résolution est votée par 10 voix contre 4 (Trotski, Andréev, Krestinski, Rykov). Cette résolution prend la défense « des formes saines de militarisation du travail », condamne « la dégénérescence du centralisme et des formes militarisées du travail en bureaucratie, despotisme, routine », etc. Le Tsektran est invité « à prendre une part plus active au travail d'ensemble du Conseil central des Syndicats, en y entrant avec des droits égaux à ceux des autres unions syndicales.»

Le Comité central élit une commission syndicale ; le camarade Trotski en fait partie. Il refuse d'y travailler, et *seul* ce refus entraîne l'aggravation de l'erreur initiale du camarade Trotski, et qui aboutira à la formation de fractions. Sans cela, son erreur (proposer des thèses inexactes) serait bénigne, comme cela est arrivé à tous les membres du Comité central, sans exception.

3e étape : le conflit des mariniers avec le Tsektran en décembre. La réunion plénière du Comité central du 7 décembre. Les « combattants » principaux ne sont plus Trotski et Lénine, mais Trotski et Zinoviev. Zinoviev, président de la commission syndicale, a examiné le conflit des mariniers avec le Tsektran en décembre. Réunion plénière du Comité central le 7 décembre. Zinoviev fait une proposition pratique : modifier sur-le-champ la composition du Tsektran. La majorité du Comité central se prononce contre. Rykov passe du côté de Zinoviev. Une résolution de Boukharine est adoptée, qui, dans sa partie pratique, se prononce pour les trois quarts en faveur des mariniers, mais qui rejette dans son introduction « la réforme par en haut » des syndicats (paragraphe 3), et approuve la fameuse « démocratie de la production » (paragraphe 5). Au sein du Comité central, notre groupe reste en minorité, il est contre la résolution de Boukharine essentiellement parce qu'il estime que le « tampon » n'existe que sur le papier : l'absence de Trotski dans la commission syndicale signifie pratiquement que la lutte continue et va déborder le cadre du Comité central. Nous proposons de fixer le Congrès du parti au 6 fé-

vrier 1921. Proposition adoptée. Il est remis par la suite au 6 mars, à la demande des provinces éloignées.

4e étape : le VIIIe Congrès des Soviets. Le 25 décembre, Trotski présente sa « brochure-programme » : « Le rôle et les tâches des syndicats. » Du point de vue de la démocratie formelle, Trotski en avait indiscutablement le droit, car le Comité central du 24 décembre avait autorisé la liberté de discussion. Du point de vue de l'opportunité révolutionnaire, c'était déjà amplifier considérablement l'erreur, *créer une fraction* sur un programme erroné. La brochure ne cite de la résolution du Comité central du 7 décembre que ce qui a trait à la « démocratie de la production », et *ne cite pas* ce qui s'oppose à la « réforme par en haut ». Le tampon, créé par Boukharine le 7 décembre avec le soutien de Trotski, est démoli par Trotski le 25 décembre. La brochure, du début à la fin, est entièrement imprégnée de l'idée de « secouer » les syndicats. Quant aux « nouvelles tâches et méthodes » qui devaient embellir, couvrir ou justifier cette idée, la brochure *n'est pas* parvenue à les indiquer, si l'on met de côté les fioritures intellectuelles (« atmosphère de production », « démocratie de la production »), erronées du point de vue théorique, et qui, dans leur partie pratique, s'intègrent entièrement dans la notion, les tâches et les limites de la propagande de la production.

5e étape : la discussion devant des milliers de militants responsables du parti de toute la Russie, à la fraction du P.C.R. du VIIIe Congrès des Soviets, le 30 décembre. La discussion bat son plein. Zinoviev et Lénine d'un côté, Trotski et Boukharine de l'autre. Boukharine veut jouer les « tampons », mais il ne combat que Lénine et Zinoviev, sans prononcer un seul mot contre Trotski. Boukharine lit un petit fragment de ses thèses (publiées le 16 janvier), mais *seulement* celui où il n'est pas question de la rupture avec le communisme et du passage au syndicalisme. Chliapnikov donne lecture (au nom de l'« opposition ouvrière ») d'un programme syndicaliste [16], qui a déjà été réduit en poussière par le camarade Trotski (thèse 16 de son programme), et que personne ne prend au sérieux (en partie probablement pour cette raison).

Personnellement, je considère que le point culminant de toute la discussion du 30 décembre est la lecture des

thèses de Roudzoutak. Et de fait : non seulement le camarade Trotski ni le camarade Boukharine n'ont rien pu trouver à leur opposer, mais encore ils ont imaginé la fable selon laquelle « la meilleure moitié » de ces thèses avait été rédigée par *des membres du Tsektran* : Holzmann, Andréev, Lioubimov. Et Trotski s'est gaiement et gentiment moqué de la « diplomatie » mal venue de Lénine qui, paraît-il, aurait voulu « escamoter, faire avorter » la discussion, cherchait un « paratonnerre », et « s'est par hasard rattrapé non à un paratonnerre, mais au Tsektran ».

Cette fable a été démentie le jour même, le 30 décembre, par Roudzoutak qui déclara qu'il n'existait pas de Lioubimov dans la « nature du Conseil central des Syndicats », que Holzmann avait voté contre les thèses de Roudzoutak au présidium du Conseil central des Syndicats, et qu'elles avaient été élaborées par une commission composée d'Andréev, Tsypérovitch et Roudzoutak.

Mais admettons pour une minute que la fable des camarades Boukharine et Trotski soit la réalité. Il n'est rien qui les réduise davantage à néant que cette supposition. Car, si les « membres du Tsektran » ont introduit leurs « nouvelles » idées dans la résolution de Roudzoutak, si Roudzoutak les a adoptées, si tous les syndicats ont accepté cette résolution (2-6 novembre !!), si Boukharine et Trotski n'ont rien trouvé à lui opposer, qu'en découle-t-il ?

Il en découle que toutes les divergences de Trotski sont imaginaires, qu'il n'a *aucune* « nouvelle tâche et méthode », *pas plus* que les membres du Tsektran, que les syndicats ont dit, adopté et *décidé* de tous les problèmes pratiques essentiels, et cela *avant même que la question ne fût posée au Comité central.*

S'il faut tancer quelqu'un d'importance, le « secouer », ce n'est pas le Conseil central des Syndicats de Russie, c'est plutôt le Comité central du P.C.R. qui « a laissé passer inaperçues » les thèses de Roudzoutak, et qui en raison de cette erreur a laissé se gonfler la plus creuse des discussions. Il n'y a pas lieu de *dissimuler* l'erreur des membres du Tsektran (cette erreur, au fond, n'a rien d'extraordinaire, elle est des plus banales, ce n'est qu'une certaine hypertrophie bureaucratique). Et il ne faut ni la dissimuler, ni l'enjoliver, ni la justifier, mais la corriger. Un point, c'est tout.

J'ai exposé l'essentiel des thèses de Roudzoutak en quatre points le 30 décembre : 1) démocratie ordinaire (sans nulle exagération, sans renoncer le moins du monde au droit du Comité central de « désigner », etc., mais aussi sans s'obstiner à défendre les erreurs et les excès de certains « désignés », qu'il est nécessaire de corriger); 2) propagande de la production (cela inclut tout ce qu'il y a de pratique dans les « formules » maladroites, ridicules et fausses sur le plan théorique telles que la « démocratie de la production », l'« atmosphère de production », etc.). Nous avons créé une *institution soviétique* : le Bureau de Propagande de Russie pour la production. Il faut le soutenir par tous les moyens, au lieu de gâcher le travail de production par la *production...* de *méchantes thèses.* Un point, c'est tout ; 3) l'attribution de primes en nature et 4) les tribunaux disciplinaires d'honneur. Sans les points 3 et 4, tous les discours sur « le rôle et les tâches dans la production », etc., ne sont qu'un vain bavardage d'intellectuels, or, dans la « brochure-programme » de Trotski, ces deux points sont justement oubliés. Par contre, ils figurent chez Roudzoutak.

A propos de la discussion du 30 décembre, je dois encore rectifier une de mes erreurs : J'ai dit : « En fait, notre Etat n'est pas un Etat ouvrier, mais ouvrier-paysan. » Le camarade Boukharine s'est écrié aussitôt : « Comment ? » Et je lui ai répondu en le renvoyant au VIII[e] Congrès des Soviets, qui venait de s'achever. En relisant le compte rendu de la discussion, je vois maintenant que j'avais tort et que le camarade Boukharine avait raison. J'aurais dû lui dire : « Un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un Etat ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique. » Le lecteur qui voudra bien relire tout mon discours constatera que cette rectification ne modifie en rien ni le cours de mon argumentation ni mes conclusions.

6[e] étape : intervention de l'organisation de Pétrograd, avec l'« adresse au parti » contre le programme de Trotski, et contre-attaque du Comité de Moscou (*Pravda* du 13 janvier).

On passe de la lutte des fractions, organisées d'en haut, à l'intervention des organisations de base. C'est un grand pas vers la guérison. Il est curieux que le Comité de Moscou ait vu le côté « dangereux » du programme de L'*organisation de Pétrograd*, et qu'il n'ait pas daigné voir le *côté dangereux* de la fraction créée le 25 décembre par le camarade Trotski !!! Certains esprits facétieux ont qualifié de « tampon » cette cécité (d'un seul œil)...

7e étape : la commission syndicale achève ses travaux et publie un programme (une brochure intitulée : *Projet de résolution du Xe Congrès du P.C.R. sur le rôle et les tâches des syndicats* »[17], datée du 14 janvier et portant la signature de 9 membres du Comité central : Zinoviev, Staline, Tomski, Roudzoutak, Kalinine, Kaménev, Pétrovski, Artem, Lénine, plus Lozovski, membre de la commission syndicale ; quant aux camarades Chliapnikov et Loutovinov, ils se sont manifestement « réfugiés » dans l'« opposition ouvrière »). Ce projet est publié dans la *Pravda*, le 18 janvier, signé en plus par Schmidt, Tsypérovitch et Milioutine.

La *Pravda* du 16 janvier publie le programme de Boukharine (signature : « Sur mandat d'un groupe de camarades, Boukharine, Larine, Préobrajenski, Sérébriakov, Sokolnikov, Iakovléva ») et celui de Sapronov (signature : « Un groupe de camarades partisans du centralisme démocratique » : Boubnov, Bogouslavski, Kamenski, Maximovski, Ossinski, Raphaïl, Sapronov)[18]. Le 17 janvier, à la réunion élargie du Comité de Moscou, interviennent, outre les défenseurs de ces programmes, les partisans d'Ignatov (leurs thèses sont publiées dans la *Pravda* du 19 janvier, sous la signature de : Ignatov, Orékhov, Korzinov, Kouranova, Bourovtsev, Maslov *).

Nous observons ici, d'un côté, cohésion plus étroite (puisque le programme des 9 membres du Comité central est en accord sur tous les points avec la résolution de la

* Soit dit en passant : le parti doit exiger que les programmes soient présentés sous la signature de tous les camarades qui en prennent la responsabilité. Ceux d'Ignatov et de Sapronov répondent à cette exigence, mais non ceux des partisans de Trotski, Boukharine et Chliapnikov qui se réfèrent à des camarades non mentionnés, lesquels en auraient soi-disant pris la responsabilité.

Ve Conférence des syndicats de Russie, et, de l'autre côté, débandade et dislocation. De plus, c'est avec les thèses de Boukharine et Cie que la débandade *idéologique* atteint son comble. Ils ont opéré un de ces « tournants » que les marxistes ont jadis ridiculisé en le qualifiant de : « plus hystérique qu'historique ». Nous lisons dans la thèse 17 : ... « il est indispensable actuellement de rendre ces candidatures *obligatoires* » (c'est-à-dire les candidatures des syndicats aux « comités principaux » et aux « centres » correspondants).

C'est une rupture complète avec le communisme, c'est un passage aux positions du syndicalisme. Ce n'est, somme toute, que la répétition du mot d'ordre de Chliapnikov : « syndicaliser l'État », cela équivaut à remettre l'appareil du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, par petits morceaux, entre les mains des syndicats correspondants. Dire : « Je pose des candidatures *obligatoires* » ou dire « je désigne », revient exactement au même.

Le communisme dit : l'avant-garde du prolétariat, le Parti communiste, dirige la masse des ouvriers sans-parti, en éclairant, en préparant, en instruisant, en éduquant (« l'école » du communisme) cette masse, les ouvriers d'abord, et ensuite les paysans, pour qu'elle puisse parvenir et parvienne à concentrer entre ses mains la gestion de toute l'économie nationale.

Le syndicalisme confie la gestion des branches de l'industrie (« comités principaux et centres ») à la masse des ouvriers sans-parti, répartis dans les différentes productions, annulant de la sorte la nécessité du parti, et n'entreprenant aucun travail de longue haleine, ni pour éduquer les masses, ni pour concentrer *réellement* entre *leurs* mains la gestion de *toute l'économie nationale.*

Le programme du P.C.R. dit : ... « Les syndicats *doivent parvenir* » (par conséquent, ils n'y sont pas parvenus et n'y parviennent même pas encore) « à concentrer effectivement entre leurs mains » (les *leurs*, c'est-à-dire celles des syndicats, c'est-à-dire celles des *masses*, groupées dans leur totalité ; chacun voit combien nous sommes encore loin d'approcher cette concentration *effective*)... à concentrer quoi ? « toute la direction de toute l'économie nationale, considérée comme un ensemble économique uni-

que » (par conséquent, non pas les branches de l'industrie, ni l'industrie tout court, mais l'industrie *plus* l'agriculture, etc. Sommes-nous près de concentrer effectivement entre les mains des syndicats la direction de l'agriculture ?). Et plus loin, le programme du P.C.R. parle de la « liaison » entre la « direction centralisée de l'État » et les « larges masses laborieuses », de la *participation* des syndicats à la direction de l'économie [19] ».

Si les syndicats, c'est-à-dire, pour les 9/10es, les ouvriers sans-parti, désignent (« candidatures obligatoires ») la direction de l'industrie, à quoi le parti sert-il ? Logiquement, théoriquement et pratiquement, Boukharine en est arrivé à une conclusion qui implique la scission du parti ou, plus exactement, la rupture entre les syndicalistes et le parti.

Jusqu'à présent, c'est Trotski qui a tenu la « vedette » dans la lutte. Mais voici que Boukharine l'a largement « dépassé » et complètement « éclipsé » ; il a créé des rapports absolument nouveaux dans la lutte, car il en est arrivé à une erreur cent fois plus grosse que toutes celles de Trotski additionnées.

Comment Boukharine a-t-il pu en arriver à une telle rupture avec le communisme ? Nous connaissons toute la douceur du camarade Boukharine, une de ses qualités pour laquelle on l'aime tant et pour laquelle on ne peut s'empêcher de l'aimer. Nous savons qu'on l'a plus d'une fois baptisé, en plaisantant : « cire molle ». Il s'avère que sur cette « cire molle », n'importe quel individu « dépourvu de principes », n'importe quel « démagogue », peut inscrire ce que bon lui semble. C'est le camarade Kaménev qui a utilisé ces expressions brutales entre guillemets au cours de la discussion du 17 janvier, et il en avait le droit. Mais il ne viendra naturellement à l'idée ni de Kaménev ni de personne, d'*expliquer* ce qui s'est produit par la *démagogie* sans principes, de tout ramener à cette démagogie.

Au contraire. La lutte fractionnelle a sa logique objective, qui conduit inéluctablement même les meilleurs, s'ils persistent sur des positions erronées, à une situation qui, dans les faits, ne diffère en rien de la démagogie dépourvue de principes. C'est la leçon de l'histoire de toutes les guerres fractionnelles (exemple : l'alliance des gens

de *Vpériod* et des menchéviks contre les bolchéviks). C'est bien pour cette raison qu'il ne faut pas seulement étudier le fond abstrait des divergences, mais aussi leur évolution et leurs métamorphoses concrètes aux diverses étapes de la lutte. La discussion du 17 janvier en a exprimé le bilan [20]. On ne peut plus défendre ni la politique visant à « secouer », ni les « nouvelles tâches de production » (car tout ce qu'il y a de pratique et d'efficace figure dans les thèses de Roudzoutak). Il ne reste plus qu'à trouver en soi, selon l'expression de Lassalle, « la force physique d'esprit » (et de caractère) de reconnaître son erreur, de la corriger et de tourner cette page de l'histoire du P.C.R., ou alors,... alors, s'agripper aux derniers alliés, quels qu'ils soient, « sans faire attention » à aucun principe. Il ne reste plus que les partisans de la « démocratie » *à outrance*. Et Boukharine dégringole vers eux, vers le syndicalisme.

Tandis que nous recueillons peu à peu ce qu'il y avait de sain dans l'« opposition ouvrière » « démocratique », Boukharine en est réduit à s'agripper à tout ce qu'il y a de *malsain*. Le camarade Boumajny, tsektraniste bien connu ou trotskiste, se déclare prêt, le 17 janvier, à adopter les propositions syndicalistes de Boukharine. Les « sapronovistes » en viennent à discuter dans la même thèse (n° 3) de la « crise profonde » et du « dépérissement bureaucratique » des syndicats, tout en proposant, comme « absolument » indispensable, l'« extension des *droits* des syndicats dans la production »... en vertu, sans doute, de leur « dépérissement bureaucratique » ? Peut-on prendre un tel groupe au sérieux ? Ils ont entendu parler du *rôle* des syndicats dans la production, et pour crier plus fort que les autres, ils mettent les pieds dans le plat : « extension des droits » en vertu du « dépérissement bureaucratique ». Il suffit de lire les premières lignes de leurs propositions « pratiques » : « Le présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale est proposé par l'assemblée plénière du Conseil central des Syndicats, et définitivement validé par le Comité exécutif central de Russie », et point n'est besoin d'aller plus loin. Et leur position *démocratique* « de principe » ? Écoutez (thèse 2)... « En fait, ils représentent (Zinoviev et Trotski) deux courants d'un seul et même groupe, celui des *anciens partisans de la militarisation de l'économie* » Il

Si l'on veut prendre cela au sérieux, c'est de la politique menchévique et socialiste-révolutionnaire de la pire espèce. Mais il n'est pas possible de prendre Sapronov, Ossinski et Cie au sérieux, lorsque ces responsables — de grande valeur, à mon sens — sont en proie à je ne sais quelle crise fébrile avant chaque congrès du parti (c'est toujours la même histoire), s'efforcent à tout prix de crier plus fort que les autres (la fraction « des braillards de choc »), et se couvrent triomphalement de ridicule. Les « ignatovistes » rivalisent avec les « sapronovistes ». Certes, il est permis aux différents groupes de faire bloc (surtout avant un congrès) (et aussi de courir après les voix). Mais il faut le faire dans le cadre du communisme (et non du syndicalisme), et de manière à ne pas être ridicule. Qui dit mieux ? Vous qui offrez le plus de « droits » aux sans-parti, unissez-vous à l'occasion du Congrès du P.C.R. !...

Jusqu'à présent, notre position était : il ne faut pas défendre les excès de la bureaucratie, il faut les corriger. La lutte contre la bureaucratie est une œuvre longue et ardue. Mais il est possible et nécessaire de corriger les excès sur-le-champ. Ce n'est pas celui qui dénonce les excès nuisibles et s'emploie à les corriger qui ruine l'autorité des cadres civils ou militaires, c'est celui qui y fait obstacle. Certains membres du Tsektran, qui pourtant seront (et étaient) des militants de valeur et utiles, se sont rendus coupables d'excès de cette nature. Il ne faut pas houspiller les syndicats et imaginer des divergences avec eux, alors que tout ce qu'il y a de nouveau, d'efficace et de pratique touchant le rôle des syndicats dans la production, a été reconnu et réglé par eux. Sur ce terrain, intensifions donc notre travail pratique, mettons-nous à l'œuvre avec ardeur.

Il s'est ajouté maintenant à notre programme la lutte contre la débandade idéologique, contre les éléments *malsains* de l'opposition qui en sont arrivés à renier toute « militarisation de l'économie », à renier non seulement la « méthode des désignations » qui a été pratiquée de préférence jusqu'à présent, mais encore toute « désignation », c'est-à-dire à renier en fin de compte le rôle dirigeant du *parti* à l'égard des masses sans-parti. Il faut lutter contre la déviation syndicaliste qui causera la perte du parti si l'on ne s'en guérit pas une fois pour toutes.

Les capitalistes de l'Entente essaieront certainement d'exploiter la maladie de notre parti pour entreprendre une nouvelle invasion, et les socialistes-révolutionnaires eux aussi pour fomenter complots et soulèvements. Nous ne les redoutons pas, car nous nous dresserons comme un seul homme, sans craindre de reconnaître la maladie, mais sachant qu'elle exige de chacun qu'il fasse preuve à son poste de la plus grande discipline, du plus grand sang-froid, de la plus grande fermeté. Pour le X^e Congrès du P.C.R., en mars, et ultérieurement, le parti se sera non affaibli mais, au contraire, renforcé.

Le 19 janvier 1921

« Pravda » n° 13, 21 janvier 1921
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le texte de la brochure : N. Lénine « La crise du parti », 1921

IIe CONGRES DES MINEURS DE RUSSIE [21]

1

RAPPORT SUR LE ROLE ET LES TACHES DES SYNDICATS A LA REUNION DE LA FRACTION COMMUNISTE LE 23 JANVIER

La tournure douloureuse qu'a prise le problème du rôle et des tâches des syndicats s'explique par le fait qu'il a revêtu prématurément la forme d'une lutte fractionnelle. C'est une question extrêmement vaste, illimitée, et on ne saurait l'aborder à la hâte, comme cela a été fait ; et c'est surtout de cette hâte, de cette précipitation exagérée que je fais grief au camarade Trotski. Il nous est arrivé à tous et il nous arrivera de présenter au Comité central des thèses insuffisamment préparées, parce que notre travail se fait dans une extrême précipitation. La faute est minime, il nous est arrivé à tous de nous dépêcher. Cette faute est monnaie courante, et on ne s'en guérira pas, parce que les conditions objectives de la situation sont trop difficiles. Il faut donc aborder d'autant plus prudemment les questions de caractère fractionnel, les questions litigieuses. Parce qu'il est trop facile, même pour une personne peu ardente, — ce que je ne peux dire de mon contradicteur — de tomber dans ce panneau. Et maintenant, pour vous faire toucher les choses du doigt et entrer tout de suite dans le vif du sujet, je vais vous lire les principales thèses de Trotski.

Voici ce qu'il écrit dans sa brochure, à la fin de la thèse 12 :

« Nous observons qu'au fur et à mesure que les tâches de l'économie viennent au premier plan, de nombreux militants syndicaux s'é-

lèvent sur un ton de plus en plus vif et intransigeant contre les perspectives de l'« amalgame » et les conséquences pratiques qui en découlent. Parmi ceux-ci, nous trouvons les camarades Tomski et Lozovski.

Mais il y a plus. De nombreux syndicalistes, repoussant les nouvelles tâches et méthodes, développent autour d'eux un esprit d'étroitesse corporative, d'inimitié à l'égard des nouveaux militants affectés à une branche déterminée de l'économie ; en fait, ils maintiennent ainsi les survivances de l'esprit de corporation parmi les ouvriers organisés dans les syndicats. »

Je pourrais citer de nombreux passages du même genre dans la brochure de Trotski. Du point de vue de l'intervention fractionnelle, je pose la question : convenait-il à un homme jouissant d'une telle autorité, à un dirigeant d'une telle importance, de s'attaquer de la sorte à des camarades du parti ? Je suis sûr qu'outre ceux qui sont aux prises, 99 % diront qu'on ne peut se comporter de la sorte.

Si les camarades Tomski et Lozovski étaient coupables ou suspects d'avoir, par exemple, refusé d'emblée de signer la paix de Brest-Litovsk, ou de faire la guerre, j'aurais compris une telle attaque. L'intérêt de la révolution doit être placé plus haut que la démocratie formelle. Mais avoir une conduite aussi inconsidérée à un tel moment, c'est une erreur radicale. On ne peut pas agir ainsi. Il est dit dans ce point que de nombreux syndicalistes développent autour d'eux un esprit d'inimitié et d'étroitesse. Qu'est-ce que cela signifie ? Quels sont ces propos, et quel est ce langage ? Est-il permis d'aborder la question de cette manière ? Si je disais auparavant que je réussirais peut-être à « faire le tampon » et à ne pas intervenir dans la discussion, parce qu'il est nuisible de se battre avec Trotski, nuisible pour nous, pour le parti, pour la République, par contre, après cette brochure, j'ai dit qu'il était indispensable d'intervenir.

Trotski écrit que « de nombreux syndicalistes développent autour d'eux un esprit d'inimitié à l'égard des nouveaux militants »; qu'est-ce que cela signifie ? Si réellement de nombreux syndicalistes développent autour d'eux « un esprit d'inimitié à l'égard des nouveaux militants », il faut les nommer. Sinon, c'est précisément secouer, c'est aborder le problème d'un point de vue bureaucrati-

que. Et même s'il existe un esprit d'inimitié à l'égard des nouveaux militants, il n'est pas permis de parler ainsi. Trotski accuse Lozovski et Tomski de bureaucratie. Et moi, je dirais que c'est le contraire. Il n'y a même plus moyen de poursuivre la lecture, car le point de départ a tout abîmé : un peu de fiel a gâté tout le miel, on a beau ajouter du miel, le mal est fait.

A qui la faute si de nombreux syndicats développent un esprit d'inimitié à l'égard des nouveaux militants ? Les membres du groupe-tampon ou du Tsektran diront bien entendu : aux syndicalistes.

En somme ici tout est amoncelé, comme le fait la tempête de neige qui souffle en ce moment, tout est bourré d'inventions et d'absurdités. Mais il faut, camarades, tirer les choses au clair, en dégager le fond. Et le fond, c'est que plusieurs actes maladroits suscitent le mécontentement des masses. Mon contradicteur affirme que certains ont développé cet esprit. Cela montre que la question est mal posée au départ. Il faut donc la tirer au clair. En novembre, la Conférence de Russie s'est réunie, et c'est là qu'est lancé ce petit mot : « secouer » les syndicats. Trotski a commis une erreur en parlant ainsi. Il est évident politiquement qu'une telle démarche provoquera la scission et renversera la dictature du prolétariat.

On doit comprendre que les syndicats ne sont pas des administrations comme les Commissariats du Peuple, mais qu'ils sont tout le prolétariat réuni, une administration particulière qu'on ne peut aborder ainsi. Et lorsque la question de cette faute susceptible d'entraîner la scission s'est trouvée posée, j'ai dit : « Ne parlez pas encore de large discussion, allez en commission, et là, tirez avec précaution l'affaire au clair. » Mais des camarades disent : « Voyons, comment peut-on agir ainsi ? C'est violer la démocratie. » Le camarade Boukharine en est même venu à parler du « mot d'ordre sacré de démocratie ouvrière ». Ce sont ses propres termes. Je l'ai lu, et... c'est tout juste si je ne me suis pas signé. (R i r e s.) J'affirme que l'erreur commence toujours par être petite et qu'elle grandit ensuite. Les divergences commencent toujours par de petites choses. Il est arrivé à chacun d'avoir une petite plaie, mais si elle s'infecte, elle peut finir par un mal mortel. Or, cette af-

faire est justement une blessure en train de s'infecter. En novembre, on parle de secouer les syndicats, et en décembre, il y a déjà erreur grave.

La session plénière du Comité central de décembre n'a pas été en notre faveur. La majorité s'y est ralliée à Trotski, et la résolution de Trotski et Boukharine est passée, résolution que vous avez lue, bien entendu. Mais même les membres du Comité central qui ne nous sont pas favorables ont dû reconnaître que les mariniers ont davantage raison que le Tsektran. C'est un fait. Et lorsque je demande quelle a été la faute du Tsektran, il convient de répondre que votre faute n'est pas d'avoir exercé une pression, car c'est là votre mérite, mais d'avoir toléré des excès bureaucratiques.

Mais si vous avez compris ces excès, on doit les corriger, et non s'élever contre les corrections. Tout est là. Il faudra des dizaines d'années pour vaincre la bureaucratie. C'est une lutte extrêmement difficile, et si quelqu'un vient nous dire que nous nous débarrasserons d'un seul coup de la bureaucratie en adoptant des programmes antibureaucratiques, ce ne sera qu'un charlatan, amateur de belles paroles. C'est immédiatement qu'il faut corriger les excès. Il faut les saisir et les corriger, sans appeler bon ce qui est mauvais et blanc ce qui est noir. Les ouvriers et les paysans comprennent qu'ils doivent encore apprendre à diriger, mais ils comprennent aussi parfaitement qu'il y a des excès bureaucratiques, et qui se refuse à les corriger est extrêmement coupable. Il faut les redresser en temps opportun, comme le disent les mariniers, et ne pas attendre que d'autres les signalent.

Même de plus bons responsables ont pu se tromper. Il y en a d'excellents au Tsektran, et nous allons les nommer et corriger les excès bureaucratiques qu'ils ont tolérés. Le camarade Trotski dit que les camarades syndicalistes Tomski et Lozovski sont coupables de susciter autour d'eux de l'inimitié à l'égard des nouveaux militants. Mais c'est monstrueux. Il faut être presque malade ou une tête brûlée qui perd toute mesure, pour s'exprimer de la sorte.

Le résultat de cette précipitation c'est qu'on discute, qu'on présente des programmes, qu'on écrit que tel ou tel est coupable, et l'aboutissement, c'est que tout est gâté à la racine.

Lorsque des gens se disputent, vous savez ce qui se passe au bout de deux jours : ils évoquent leurs parents jusqu'à la dixième génération, et se mettent à en parler. On leur demande : « Pourquoi vous êtes-vous disputés ? » « Eh bien, c'est sa tante et lui son grand-père. » — « Non, pas maintenant, mais l'autre jour, pourquoi vous êtes-vous disputés ? ». On s'aperçoit que toutes ces discordes ont été imaginées pendant ces deux jours.

Le Tsektran a toléré une série d'exagérations, et d'exagérations nuisibles, il a toléré de la bureaucratie inutile. Des exagérations, il y en a partout. Il y a des administrations qui, à Moscou seulement, ont trente mille employés. Ce ne sont pas des prunes que cela. Il faut s'en guérir, franchir ce mur. Il ne faut pas avoir peur, il ne faut pas penser que les uns lèsent les autres, que les uns soient traqués par les autres. Si l'on engage la lutte fractionnelle et que l'on dit : c'est Tomski qui est coupable, parce qu'il a développé dans les masses un esprit d'inimitié envers les membres du Tsektran, le problème s'en trouvera complètement faussé ; tout notre travail sera au départ compromis, de même que tous les rapports avec les syndicats. Or, les syndicats, c'est le prolétariat dans son ensemble. En insistant sur ce point, en votant par programmes, on provoquera la chute du pouvoir des Soviets.

Si le parti rompt avec les syndicats, il a tort, et ce sera à coup sûr la perte du pouvoir soviétique. Nous n'avons pas d'autre soutien que des millions de prolétaires, inconscients, le plus souvent incultes, peu évolués, illettrés, mais qui, en tant que prolétaires, suivent leur parti. Il y a vingt ans qu'ils estiment que c'est leur parti. Puis vient une classe qui n'est pas la nôtre, qui sera peut-être pour nous, si nous sommes intelligents et si nous appliquons une politique juste dans notre classe. Nous sommes arrivés au moment crucial de notre révolution, nous avons soulevé des masses de prolétaires, nous avons soulevé les masses de paysans pauvres de la campagne pour qu'elles nous soutiennent consciemment. Ceci, aucune révolution ne l'a fait. Aucune classe ne peut nous renverser : la majorité du prolétariat et de la paysannerie pauvre est pour nous. Nul ne peut causer notre perte, sauf nos propres erreurs. Tout est dans ce « si ». Si nous provoquons une scission dont nous

sommes responsables, tout s'écroulera, pour cette raison que les syndicats ne sont pas seulement une administration, mais aussi la source d'où nous tirons tout notre pouvoir. C'est cette classe dont l'économie capitaliste a fait l'unificateur économique, qui réunit grâce à son industrie les millions de paysans dispersés et éparpillés. Et c'est pourquoi un seul prolétaire est plus fort que deux cents paysans.

Et voilà pourquoi la manière dont Trotski aborde le problème est totalement erronée. Je pourrais prendre n'importe quelle thèse et l'analyser : il faudrait pour cela non pas une heure mais dix, et tout le monde se sauverait, car ce serait ennuyeux. Chaque thèse procède de ce principe erroné au départ : « de nombreux syndicalistes développent un esprit d'animosité ». Un esprit d'inimitié à notre endroit s'est développé dans la masse des syndicats, par suite des erreurs, par suite de la bureaucratie tolérée par les dirigeants, y compris moi-même, puisque c'est moi qui ai désigné le Glavpolitpout. Comment faire ? Corriger ? Il faut corriger les excès du Tsektran, en comprenant que le parti est un parti ferme, ouvrier, qui tient bon sur ses jambes et a toute sa tête. Nous ne renions ni le principe de la désignation, ni la dictature. L'ouvrier, passé par une école de vingt années en Russie, ne l'admettrait pas. Si nous soutenons cette erreur, c'en sera fait de nous, à coup sûr ; or, il y a là une erreur et c'est là le fond du problème.

Trotski dit que Lozovski et Tomski repoussent les nouvelles tâches. Si on le démontre, l'affaire change d'aspect. Quelles sont ces nouvelles tâches ?

Ici, on nous dit : « atmosphère de production », « démocratie de la production », « rôle dans la production ». Dès le début, à la discussion du 30 décembre, j'ai dit que tout cela n'est que littérature, que l'ouvrier n'y comprend rien, que tout cela est impliqué dans les tâches de la propagande de production [22]. Nous ne renonçons pas à la dictature, à la direction unique, elles demeurent, je les soutiendrai ; mais je ne défendrai pas la sottise et les excès. « L'atmosphère de production » est une expression risible, dont les ouvriers riront. Pour parler plus simplement et plus clairement, c'est tout simplement la propagande de production. Mais un organisme spécial existe à cet effet.

Pour ce qui est d'élever le rôle des syndicats dans la production, j'ai répondu le 30 décembre, j'ai répondu dans la presse qu'il existe une résolution du camarade Roudzoutak, adoptée à la conférence du 5 novembre. Les camarades Trotski et Boukharine affirment qu'elle a été rédigée par le Tsektran. Bien que ce fait ait été démenti, je dirai que si c'est lui, qui donc alors s'écarte des nouvelles tâches ? Les syndicats l'ont adoptée, le Tsektran l'a rédigée. Eh bien, c'est parfait, après cela les enfants n'ont plus à se disputer et à soulever des divergences fractionnelles. Le camarade Trotski a-t-il de nouvelles tâches ? Non. Et ce qu'il a de nouveau est pire. Là est le fond de la question. Le camarade Trotski bataille pour que le parti condamne ceux qui repoussent les nouvelles tâches, et désigne les camarades Tomski et Lozovski comme les plus grands pécheurs.

Roudzoutak exprime tout plus clairement et simplement, il ne parle ni d'« atmosphère de production », ni de « démocratie de la production ». Il dit clairement que chaque membre du syndicat doit être conscient qu'il est absolument indispensable d'élever la productivité dans le pays. C'est écrit dans une langue simple et compréhensible. Il a tout mieux exprimé que Trotski, et plus complètement, parce qu'il a ajouté les primes en nature et les tribunaux disciplinaires. Sans cela, tous les discours affirmant que nous rétablirons les transports, apporterons une amélioration, ne sont que verbiage. Organisons des commissions, organisons des tribunaux disciplinaires. On a exagéré dans ce sens au Tsektran. Nous proposons de dire que les excès sont des excès, qu'il est inutile de les défendre au moyen de tâches nouvelles, qu'il faut les corriger. Nous ne renonçons pas à user de la contrainte. Aucun ouvrier de bon sens n'ira dire que l'on peut se passer maintenant de la contrainte ou dissoudre les syndicats, ou bien leur confier toute la production. Seul le camarade Chliapnikov a pu lâcher cette bourde.

Dans tout le discours du camarade Chliapnikov, il y a un passage admirable, où il dit que chez nous, à Sormovo, une expérience a été tentée, l'absentéisme a été réduit de 30 %. On dit que c'est vrai, mais comme je suis méfiant, je suis d'avis d'envoyer une commission enquêter, comparer Nijni et Pétrograd. C'est une chose qu'on peut faire non

pas à une réunion, mais dans une commission de travail. Trotski dit que l'on veut faire obstacle à l'amalgame. Fadaises que tout cela. Le camarade Trotski dit qu'il faut aller de l'avant ; si la voiture est bonne, il faut aller de l'avant, mais si elle va de travers, il faut faire marche arrière. Cela sera utile pour le parti, parce qu'on doit étudier l'expérience.

La production est arrêtée, alors on s'est mis à la production de mauvaises thèses. C'est un travail qui exige étude et expérience. Vous autres, syndicalistes, vous autres, ouvriers des mines, vous faites votre travail. Permettez, si vous le faites, alors interrogez, exigez les chiffres, vérifiez vingt fois, ne croyez pas un seul mot, et seulement alors, annoncez le résultat. S'il est bon, allez de l'avant, s'il est mauvais, faites machine arrière. C'est du travail, et non de la logomachie. Voilà ce qu'il fallait faire aux réunions du parti.

Au VIIIe Congrès des Soviets, j'ai dit qu'il nous faudrait un peu moins de politique. En le disant, je pensais que nous n'aurions plus d'erreurs politiques, et voilà que trois ans après la révolution soviétique, nous parlons de syndicalisme ; c'est une honte. Si l'on m'avait dit, il y a six mois, que j'écrirais sur un tel sujet, j'aurais plutôt parlé du bassin du Donetz. Maintenant, on détourne notre attention et on tire le parti en arrière. Une petite erreur dégénère en une grande. J'en viens maintenant au camarade Chliapnikov. Au point 16 de ses thèses, le camarade Trotski relève correctement l'erreur de Chliapnikov.

En jouant les tampons, Boukharine s'est raccroché à Chliapnikov ; mieux eût valu se raccrocher à un fétu de paille. Il promet aux syndicats des candidatures obligatoires. Par conséquent, c'est le syndicat qui désigne. C'est exactement ce que dit Chliapnikov. Dans le monde entier, les marxistes ont combattu le syndicalisme. Il y a plus de vingt ans que nous luttons dans le parti, que nous avons démontré aux ouvriers par des actes, et non par des paroles, que le parti est quelque chose de particulier, qu'il lui faut des hommes conscients, prêts à faire le sacrifice de leur vie, qu'il commet des erreurs, mais qu'il les corrige, qu'il guide et sélectionne des hommes qui doivent savoir quel chemin reste à parcourir et quels obstacles res-

tent encore à franchir. Le parti ne trompe pas les ouvriers. Il ne fait pas de promesses impossibles à tenir. Et si vous sautez par-dessus les syndicats, vous réduisez à néant nos trois années de travail, vous remettez tout en question. Le camarade Boukharine à qui j'ai parlé de cette erreur, m'a dit : « Camarade Lénine, vous nous cherchez noise. »

Je conçois qu'on présente les candidatures obligatoires sous la direction du Comité central du parti. Mais alors quels droits donnons-nous donc ? Pas question de réaliser une coalition. Les ouvriers et les paysans sont deux classes différentes. Si l'électricité se répandait en vingt ans partout, dans tout le pays, ce serait extraordinairement rapide. On ne peut pas faire cela rapidement. Mais c'est alors seulement que nous pourrons parler de transmettre les droits aux syndicats ; avant, ce serait tromper les ouvriers. La dictature du prolétariat est la plus solide qui soit au monde, parce qu'ici la confiance a été gagnée par les actes et que le parti a veillé rigoureusement à empêcher toute déliquescence.

Que cela signifie-t-il ?

Chaque ouvrier saurait-il administrer l'Etat ? Les gens pratiques savent que c'est une fable, que nos millions d'ouvriers organisés dans les syndicats traversent la période dont nous avons parlé, à savoir que les syndicats sont l'école du communisme et de la gestion. Lorsqu'ils l'auront fréquentée pendant des années, ils auront appris, mais les progrès sont lents. Nous n'avons même pas liquidé l'analphabétisme. Nous savons comment les ouvriers liés à la paysannerie se laissent séduire par des mots d'ordre non prolétariens. Combien d'ouvriers ont participé à la gestion ? Quelques milliers dans toute la Russie, c'est tout. Si nous disons que ce n'est pas le parti, mais les syndicats eux-mêmes qui vont présenter les candidatures et diriger, cela aura une allure très démocratique et nous donnera peut-être des voix, mais pas pour longtemps. Ce serait la fin de la dictature du prolétariat.

Lisez la résolution du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Ses décisions et résolutions ont fait le tour du monde. Dernièrement, le congrès socialiste de France a montré que, dans ce pays chauvin à l'extrême, nous avons gagné la majorité ; le parti s'est scindé, les dirigeants

pourris ont été chassés et ceci, contre les syndicalistes. Et tous, ils ont adopté notre théorie, tous les meilleurs ouvriers, tous les meilleurs chefs. Même les syndicalistes du monde entier, les syndicalistes révolutionnaires, viennent à nous. J'ai vu moi-même les syndicalistes américains qui après un séjour chez nous disent à présent : « Oui, vraiment, sans le parti on ne peut pas diriger le prolétariat. » Vous le savez pratiquement. Et il ne sied nullement au prolétariat de se jeter dans les bras du syndicalisme, de parler de candidatures obligatoires « aux congrès des producteurs de Russie ». C'est dangereux, cela sape le rôle dirigeant du parti. Les ouvriers organisés ne représentent actuellement qu'un pourcentage infime dans le pays. Et la paysannerie suivra le parti dans sa majorité, parce que la politique du parti est juste, parce qu'au moment le plus critique, au moment de la paix de Brest-Litovsk, il a su consentir des sacrifices temporaires, battre provisoirement en retraite, et que le résultat a été bon. Comment rejeter tout cela ? Est-ce le fruit du hasard ? C'est la conquête des objectifs poursuivis par le parti pendant des dizaines d'années. Chacun croit sur parole les bolchéviks qui ont suivi pendant vingt ans l'école du parti.

Pour diriger, il faut avoir une armée de communistes révolutionnaires aguerris ; cette armée existe, elle s'appelle le parti. Toutes les balivernes syndicalistes, les candidatures obligatoires de producteurs, tout cela doit être jeté dans la corbeille à papiers. S'engager dans cette voie c'est en fait jeter le parti par-dessus bord, cela signifie en fait qu'il ne peut y avoir de dictature du prolétariat en Russie. Tel est le point de vue que je considérais de mon devoir de membre du parti de vous exposer ; il est, à mon avis, exposé sous forme de thèses pratiques dans le « Projet de Décision du Xe Congrès du P.C.R. », signé par Lénine, Zinoviev, Tomski, Roudzoutak, Kalinine, Kaménev, Lozovski, Pétrovski, Serguéev et Staline. Lozovski, qui n'est pas membre du Comité central, y figure parce qu'il a travaillé dans la commission syndicale qu'ont malheureusement quittée Chliapnikov et Loutovinov. Les ouvriers jugeront si Chliapnikov a bien fait de se retirer. S'il a mal agi, ils le condamneront. Je suis persuadé que tous les ouvriers conscients adopteront ce programme, et que les divergences actuelles

qui divisent notre parti ne seront qu'un accès de fièvre des dirigeants, que les ouvriers les corrigeront, resteront à leurs postes, défendront la discipline du parti, élèveront à tout prix la production par un travail fraternel, pratique, efficace et prudent, et nous donneront une victoire complète. (Applaudissements prolongés.)

Publié le 25 janvier 1921 dans le « Bulletin du IIIe Congrès des mineurs de Russie » n° 1

Conforme au texte du « Bulletin »

2

CONCLUSIONS A LA SUITE DU RAPPORT SUR LE ROLE ET LES TACHES DES SYNDICATS A LA REUNION DE LA FRACTION COMMUNISTE LE 24 JANVIER

J'avais justement l'intention, camarades, de commencer mon discours par la question de savoir qui veut faire peur à l'autre, et de nommer le camarade Chliapnikov qui, lui, nous a bien effrayés. Tout le monde a dit ici que Lénine agite l'épouvantail du syndicalisme. Dire que Lénine veut effrayer c'est s'exposer au ridicule, car l'idée de présenter le syndicalisme comme un épouvantail est ridicule. Je suppose que la première chose à faire, c'est de commencer par nos programmes, c'est de lire celui du parti communiste et de voir ce qu'il contient. Les camarades Trotski et Chliapnikov évoquent tous deux le même passage du programme communiste, passage qui se trouve précisément au point 5. Le voici in extenso :

« 5. L'appareil d'organisation de l'industrie socialisée doit s'appuyer au premier chef sur les syndicats. Ceux-ci doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse corporative pour devenir de grandes associations de production, rassemblant la majorité, puis progressivement la totalité des travailleurs d'une branche donnée de la production. »

Le camarade Chliapnikov a cité ce passage dans son discours. Mais si les chiffres étaient exacts, il y aurait 60 % de dirigeants d'organisations et ces 60 % seraient des ouvriers. Poursuivons. Si l'on veut se référer au programme, il faut le faire convenablement, il faut se souvenir que les membres du parti le connaissent intégralement et ne pas en lire un petit passage sans plus, comme le font Trotski

et Chliapnikov. Il est historiquement démontré, camarades, que les ouvriers ne peuvent s'unir autrement que par branches de production. C'est pourquoi dans le monde entier, tous en sont arrivés à l'idée des syndicats de production. Bien sûr, c'est provisoire. On parle de la nécessité de s'affranchir de l'étroitesse corporative. Mais s'en est-on affranchi, ne fût-ce que d'un dixième ? Tous ceux qui veulent être sincères diront non, bien sûr. Pourquoi donc l'oublier ?

Qui dit aux syndicats : « Vous ne vous êtes pas encore affranchis de l'étroitesse corporative, mais vous devez le faire » ? C'est le Parti communiste de Russie dans son programme. Lisez ce programme. S'en écarter signifie s'écarter du programme pour se rapprocher du syndicalisme. On aura beau laisser entendre que Lénine veut effrayer on ne sait qui, le programme est là. En citer la première partie et oublier la deuxième, c'est s'en écarter. Dans quelle direction ? En direction du syndicalisme. Je lis plus loin :

« Devenus, conformément aux lois de la République des Soviets et à la pratique en vigueur, membres de tous les organismes de gestion industrielle tant locaux que centraux, les syndicats doivent parvenir à concentrer effectivement entre leurs mains toute la direction de toute l'économie nationale considérée comme un ensemble économique unique. »

Tout le monde se réfère à ce passage. Que dit-il ? Une chose absolument incontestable : « Ils doivent parvenir. » Il ne dit pas qu'ils y parviennent maintenant. Il n'y a pas ici l'exagération qui aboutit à l'absurdité. Il dit « parvenir ». A quoi ? A diriger et à concentrer effectivement. Quand devrez-vous y parvenir ? Pour cela, il faut l'éducation. Il faut éduquer de telle façon que chacun sans exception sache diriger, sache comment le faire. En toute conscience, pouvez-vous affirmer maintenant que les syndicats sont capables de promouvoir toujours un nombre illimité de dirigeants compétents ? Ce n'est pourtant pas six millions d'hommes qu'il faut pour ces postes, mais peut-être soixante mille, disons, cent mille. Les syndicats peuvent-ils les fournir ? Tous ceux qui ne s'emballent pas pour les formules, pour les thèses et ne se traînent pas à la remorque de ceux qui crient le plus fort, diront que non, que cela n'est pas encore possible. Pendant des années, le parti

aura à faire un travail d'éducation, depuis la liquidation de l'analphabétisme jusqu'à l'ensemble des activités du parti dans les syndicats. Il y a une œuvre immense à réaliser dans les syndicats pour atteindre cet objectif par la voie voulue. Il est dit : « doivent parvenir à concentrer effectivement entre leurs mains toute la direction de toute l'économie nationale ». Il n'est pas dit : des branches de l'industrie, comme dans les thèses de ce même Trotski. Dans l'une des premières thèses, la citation est correcte, mais dans une autre, il parle de l'organisation de l'industrie. Qu'on m'excuse, mais il n'est pas permis de citer de la sorte. Si vous rédigez des thèses, si vous voulez vous référer à un programme, lisez-le jusqu'au bout. Et quiconque lira ce paragraphe 5 du début à la fin, y réfléchira un peu en y consacrant dix minutes, verra que Chliapnikov s'est écarté du programme, tandis que Trotski a exécuté un bond. Lisez ce paragraphe 5 jusqu'au bout :

« Assurant ainsi la liaison indissoluble entre la direction centralisée de l'économie nationale par l'Etat et les larges masses laborieuses, les syndicats doivent entraîner ces dernières, de la façon la plus large, à la gestion directe de l'économie. La participation des syndicats et des larges masses qu'ils initient à la gestion de l'économie constitue, en même temps, le moyen principal pour lutter contre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir des Soviets, et permet d'instaurer un véritable contrôle du peuple sur les résultats de la production. »

Voyez : vous devez d'abord arriver à une concentration dans les faits. Mais qu'est-ce que vous assurez aujourd'hui ? La liaison avec la direction centralisée d'Etat, primo. C'est un colosse. Vous ne nous avez pas appris à le manier. Ainsi, primo assurer la liaison avec la direction centralisée de l'Etat, secundo avec l'économie nationale, tertio avec les masses. Avons-nous réalisé cette liaison ? Eh bien, les syndicats peuvent-ils assurer la gestion ? Tous ceux qui ont plus de trente ans et ont quelque expérience pratique de l'édification soviétique, éclateront de rire. Lisez :

« La participation des syndicats et des larges masses qu'ils initient à la gestion de l'économie, constitue, en même temps, le moyen principal pour lutter contre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir des Soviets, et permet d'instaurer un véritable contrôle du peuple sur les résultats de la production. »

Il s'agit d'abord d'établir le lien avec les directions centralisées de l'Etat. Nous ne cherchons pas à dissimuler cette maladie, et nous avons dit dans le programme : assurez la liaison avec les masses, et, deuxièmement, la participation des syndicats à la gestion de l'économie. Il n'y a là-dedans aucun mot ronflant. Lorsque vous l'aurez fait de façon à réduire l'absentéisme non de 30 %, mais ne serait-ce que de 3 %, nous dirons : voilà une réalisation superbe, précieuse et utile. « La participation des syndicats et des larges masses qu'ils initient à la gestion de l'économie. » Voilà ce que dit aujourd'hui le programme. Pas un mot de promesse, rien de ronflant, rien qui ressemble à ce que vous choisissez. Le programme ne fait pas de démagogie, il dit qu'il y a des masses ignorantes, arriérées, qu'il y a des syndicats assez puissants pour entraîner toute la paysannerie, et qui eux-mêmes marchent sous la direction d'un parti trempé par vingt années de lutte contre le tsarisme. Aucun pays n'a traversé autant d'épreuves que la Russie. Voilà tout le mécanisme grâce auquel nous tenons. Pourquoi considère-t-on cela comme un miracle ? Parce que dans un pays de paysans, seuls les syndicats peuvent grouper économiquement des millions d'exploitations dispersées, à condition que la masse de six millions d'hommes fasse elle-même confiance à son parti et le suive comme elle l'a suivi jusqu'à présent. Voilà le mécanisme grâce auquel nous tenons. Comment fonctionne-t-il, c'est une question politique. Pourquoi une minorité peut-elle diriger un pays paysan dans son écrasante majorité et pourquoi sommes-nous tranquilles ? Après trois années d'expérience, personne au monde, ni à l'extérieur ni à l'intérieur, ne peut nous briser ; si nous ne commettons pas quelque sottise extraordinaire qui nous conduise jusqu'à la scission, nous maintiendrons notre position, sinon nous risquons de causer norte perte. C'est pourquoi lorsque le camarade Chliapnikov dit et écrit dans son programme :

« Le congrès des producteurs de Russie élit la direction de l'économie nationale »,

je vous dis : lisez intégralement le paragraphe 5 de notre programme que je vous ai cité, et vous verrez que ni Lénine, ni personne ne cherche à effrayer.

Chliapnikov a dit à la fin de son discours : « Finissons-en avec la bureaucratie de l'Etat et la bureaucratie de l'économie nationale. » J'affirme que c'est de la démagogie. Nous mettons la bureaucratie à l'ordre du jour depuis le mois de juillet de l'année dernière. En juillet de l'année dernière, après le IXe Congrès du Parti communiste de Russie, Préobrajenski, lui aussi, pose la question : « N'avons-nous pas des excès bureaucratiques ? » Attention ! En août, le Comité central ratifie la lettre de Zinoviev : « Luttez contre la bureaucratie. » Une conférence du parti se réunit en septembre pour l'entériner. Ce n'est donc pas Lénine qui a inventé une nouvelle voie, comme l'affirme Trotski, mais le parti qui a dit : « Un nouveau malaise est apparu, gare. » En juillet, Préobrajenski pose cette question ; en août, c'est la lettre de Zinoviev ; en septembre, la conférence du parti ; en décembre, au congrès des Soviets, un immense rapport sur la bureaucratie. Il y a donc malaise. En 1919, nous avons écrit dans notre programme que la bureaucratie existe dans notre pays. Celui qui vous propose d'en finir avec la bureaucratie est un démagogue. Si l'on vient vous dire : « finissons-en avec la bureaucratie », c'est de la démagogie. Ce sont des sottises. Contre la bureaucratie, nous lutterons pendant de longues années, et qui pense autrement, est un charlatan et un démagogue, parce que pour vaincre la bureaucratie, il faut des centaines de mesures, il faut que l'analphabétisme ait complètement disparu, que la culture soit généralisée, que tout le monde participe à l'Inspection ouvrière et paysanne [23]. Chliapnikov a été Commissaire du Peuple au Travail, il a été Commissaire du Peuple au Commerce et à l'Industrie. Eh bien, a-t-il mis fin à la bureaucratie ? Kissélev a été à la Direction principale de l'industrie textile. A-t-il mis fin à la bureaucratie ?

Je répète que le jour où tous nos congrès se constitueront en sections pour recueillir des faits relatifs à l'amalgame chez les ouvriers de la meunerie et les mineurs du Donbass, nous serons adultes. Mais si nous avons rédigé toute une série de programmes qui ne valent rien, cela démontre que nous ne sommes pas les maîtres. Je répète que personne ne nous brisera, aucune force ni extérieure ni intérieure, si nous n'allons pas jusqu'à la scission. Je dis que le Tsektran

n'est pas seulement une trique, mais cette exagération a conduit à la scission. La bureaucratie hypertrophiée existe partout, le Comité central le sait, il en est responsable. Et de ce point de vue, l'erreur du camarade Trotski, c'est d'avoir rédigé toutes ses thèses dans l'esprit inverse. Elles sont toutes rédigées dans l'esprit de la politique visant à secouer, et elles ont toutes conduit le syndicat au bord de la scission. Il ne s'agit pas de mettre une mauvaise note au camarade Trotski, nous ne sommes pas à l'école, et nous n'avons que faire des notes, mais il faut dire que les thèses du camarade Trotski sont entièrement erronées dans leur contenu, et que pour cette raison, il faut les rejeter.

Publié le 26 janvier 1921 dans le « Bulletin du IIe Congrès des mineurs de Russie » n° 2

Conforme au texte du « Bulletin »

SUR LES MOYENS PERMETTANT A L'ACADEMICIEN PAVLOV ET A SES COLLABORATEURS DE POURSUIVRE LEURS TRAVAUX SCIENTIFIQUES

ARRETE DU CONSEIL DES COMMISSAIRES DU PEUPLE

Considérant les mérites scientifiques tout à fait exceptionnels de l'académicien I. Pavlov qui ont une valeur immense pour les travailleurs du monde entier, le Conseil des Commissaires du Peuple arrête :

1. Constituer, sur proposition du Soviet de Pétrograd, une commission spéciale, investie des pouvoirs les plus larges et composée de la manière suivante : le camarade M. Gorki ; le camarade Kristi, directeur des établissements d'enseignement supérieur de Pétrograd ; le camarade Kaploune, membre du Comité de Direction du Soviet de Pétrograd ; cette commission est chargée d'assurer dans les plus brefs délais les meilleures conditions de travail à l'académicien Pavlov et à ses collaborateurs.

2. Les Editions d'Etat sont chargées de publier dans la meilleure imprimerie de la République une édition de luxe de l'ouvrage scientifique de l'académicien Pavlov, où il fait la somme des résultats obtenus au cours des vingt dernières années. L'académicien Pavlov conservera en outre le droit de propriété sur cet ouvrage, aussi bien en Russie qu'à l'étranger.

3. La Commission du ravitaillement ouvrier fournira à l'académicien Pavlov et à sa femme une ration spéciale,

d'une valeur calorifique équivalente à deux rations d'académicien.

4. Le Soviet de Pétrograd garantira au professeur Pavlov et à sa femme l'occupation à vie de leur appartement, et le dotera, ainsi que le laboratoire de l'académicien Pavlov, du maximum de confort.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple,
V. Oulianov (Lénine)

Moscou, le Kremlin,
24 janvier 1921

Publié le 11 février 1921 dans les « Izvestia du Comité exécutif central de Russie » n° 30

Conforme au texte original portant la signature de V. Lénine

A NOUVEAU LES SYNDICATS, LA SITUATION ACTUELLE ET LES ERREURS DE TROTSKI ET BOUKHARINE [24]

La discussion au sein du parti bat son plein, ainsi que la lutte fractionnelle à la veille du congrès, c'est-à-dire la lutte pré-électorale, pour les élections qui auront lieu au X^e^ Congrès du P.C.R. La première prise de position fractionnelle, celle du camarade Trotski au nom de « plusieurs responsables » dans une « brochure-programme » (*Le rôle et les tâches des syndicats*, préface datée du 25 décembre 1920) a été suivie d'une violente réplique de l'organisation de Pétrograd (« Adresse au parti », publiée le 6 janvier 1921 dans la *Pétrogradskaïa Pravda* [25], puis le 13 janvier 1921 dans l'organe central du parti, la *Pravda* de Moscou). (Le lecteur verra plus loin que la violence en était justifiée.) Puis, le Comité de Moscou s'est prononcé contre l'organisation de Pétrograd (le même jour dans la *Pravda*). Après quoi, le Bureau de la fraction du P.C.R. au Conseil central des Syndicats a publié le compte rendu sténographique de la discussion du 30 décembre 1920 à une très grande et importante réunion du parti, celle de la fraction du P.C.R. au VIII^e^ Congrès des Soviets. Ce compte rendu est intitulé : *Le rôle des syndicats dans la production* (préface datée du 6 janvier 1921). Certes, c'est loin de constituer la totalité des éléments de la discussion. Et les conférences du parti où l'on discute les problèmes en litige se tiennent pratiquement partout. Le 30 décembre 1920, j'ai été obligé d'intervenir dans des conditions « perturbant l'ordre

du jour », comme je l'ai dit alors : je ne pouvais pas participer à la discussion, entendre les orateurs précédents ni suivants. Je vais essayer aujourd'hui de rétablir l'ordre et de m'exprimer d'une manière plus « réglementaire ».

LE DANGER DES ACTIONS FRACTIONNELLES POUR LE PARTI

La brochure du camarade Trotski *Le rôle et les tâches des syndicats* est-elle une prise de position fractionnelle ? Indépendamment de son contenu, une prise de position de ce genre présente-t-elle quelque danger pour le parti ? Outre, bien entendu, le camarade Trotski, les membres du Comité de Moscou aiment tout particulièrement passer cette question sous silence, eux qui jugent fractionnelles les prises de position des camarades de Pétrograd ; il en est de même du camarade Boukharine qui s'est cependant cru obligé de déclarer le 30 décembre 1920, au nom de la « fraction-tampon » :

...« lorsque le train risque de dérailler, les tampons ne sont pas une si mauvaise chose » (p. 45 du compte rendu de la discussion du 30 décembre 1920).

Ainsi, il y a un certain risque de déraillement. Peut-on imaginer alors des membres du parti conscients qui ne se soucient pas de savoir où et comment exactement ce risque a pris naissance, et en quoi il consiste ?

La brochure de Trotski débute par cette déclaration : « elle est le fruit d'un travail collectif » ; « tout un groupe de responsables, notamment de dirigeants syndicaux (membres du présidium du Conseil central des Syndicats, du Comité central des métallurgistes, du Tsektran, etc.) », a pris part à son élaboration ; il s'agit d'une « brochure-programme ». Et nous lisons à la fin de la thèse n° 4 que le « prochain congrès du parti aura à *opter* (c'est Trotski qui souligne) entre deux tendances du mouvement syndical ».

S'il ne s'agit pas ici d'une fraction formée par un membre du Comité central, s'il ne s'agit pas d'un « certain risque de déraillement », que le camarade Boukharine ou n'importe lequel de ses amis nous explique quel peut bien être l'autre sens de ces mots russes : « activité fractionnel-

le », « risque de déraillement » du parti ? Peut-on imaginer aveuglement plus monstrueux que celui de ces gens qui veulent « jouer les tampons » et qui *ferment les yeux* devant un *pareil* « risque de déraillement » ??

Voyez un peu : après deux réunions plénières du Comité central (les 9 novembre et 7 décembre), consacrées à une discussion extraordinairement détaillée, longue et passionnée, de l'avant-projet des thèses du camarade Trotski et de toute la politique du parti dans les syndicats qu'il préconise, un membre du Comité central reste *seul contre 19* ; il constitue autour de lui un groupe en dehors du Comité central, et présente un « ouvrage » « collectif » de ce groupe en guise de « programme », en proposant au congrès d'« opter entre *deux* tendances » !! Je ne dis même pas qu'en faisant état de deux tendances, et seulement de deux, le 25 décembre 1920, alors que, dès le 9 novembre, Boukharine avait pris la position de « tampon », le camarade Trotski rend évident le véritable rôle du groupe de Boukharine, complice de la pire, de la plus nuisible activité fractionnelle. Ceci soit dit en passant. Mais je demande à chaque membre du parti : cette pression et cet assaut pour exiger l'« option » entre deux tendances dans le domaine du mouvement syndical, n'ont-ils pas quelque chose de vertigineux ? Ne reste-t-on pas interdit de voir qu'après trois années de dictature du prolétariat, il peut se trouver un seul membre du parti capable d'un *tel* « assaut » sur la question des deux tendances dans le domaine du mouvement syndical ?

Mais ce n'est pas tout. Considérez les attaques fractionnelles dont est truffée cette brochure. Dès la première thèse, on « s'en prend sévèrement à « certains militants du mouvement syndical » rejetés « en arrière sur des positions trade-unionistes, depuis longtemps liquidées par le parti sur le plan des principes » (évidemment, un seul membre du Comité central sur dix-neuf représente le parti). Dans la thèse 8, on condamne emphatiquement le « conservatisme corporatiste au sein de la couche dirigeante syndicale » (à noter cette attention, purement bureaucratique, portée à la « couche dirigeante » !). Au début de la thèse 11, — je cherche l'expression la plus courtoise, — c'est une « allusion » pleine d'un tact extraordinaire, démonstrative, con-

crète : la « majorité des dirigeants syndicaux » « reconnaissent » les résolutions du IX^e Congrès du P.C.R. « formellement, *c'est-à-dire en paroles* ».

Voilà quels juges autorisés estiment que la *majorité* (!!) des dirigeants syndicaux acceptent les décisions du parti *en paroles* ! !

Dans la thèse 12 :

...« de nombreux responsables syndicaux s'élèvent sur un ton de plus en plus vif et intransigeant contre les perspectives de l'amalgame... Parmi ceux-ci, nous trouvons les camarades Tomski et Lozovski. Mais il y a plus. De nombreux syndicalistes repoussant tâches et méthodes nouvelles, cultivent autour d'eux un esprit d'étroitesse corporative, d'hostilité à l'égard des nouveaux militants, affectés à une branche économique déterminée ; en fait, ils maintiennent ainsi les survivances de l'esprit corporatif parmi les ouvriers organisés dans les syndicats. »

Que le lecteur relise attentivement ces considérations, et y réfléchisse sérieusement. Les « perles » sont ici d'une richesse stupéfiante. Premièrement, appréciez cette prise de position sous l'aspect de son esprit fractionnel ! Imaginez ce qu'aurait dit et fait Trotski, si Tomski avait publié un programme, accusant Trotski et de « nombreux » responsables militaires de développer l'esprit bureaucratique, de maintenir les vestiges de la barbarie, etc. ? Quel est le « rôle » de Boukharine, de Préobrajenski, de Sérébriakov, etc., qui ne voient pas *ici* la virulence ni l'activité fractionnelle — ils ne les remarquent décidément pas, mais pas du tout — qui ne voient pas que tout cela est bien plus fractionnel que l'intervention des camarades de Pétrograd ?

Deuxièmement. Examinez cette façon d'aborder le problème : de nombreux syndicalistes « cultivent autour d'eux un esprit »... C'est une position on ne peut plus bureaucratique. Toute la question, voyez-vous, c'est « l'esprit » que développent « autour d'eux » Tomski et Lozovski, et nullement le niveau d'évolution et les conditions d'existence des masses, de millions d'hommes.

Troisièmement. Le camarade Trotski a exprimé par mégarde *le fond* de toute la discussion, si soigneusement éludé et estompé, aussi bien par lui-même que par Boukharine et son groupe « tampon ».

Le fond de tout le litige et l'origine de la lutte, sont-ils que de nombreux syndicalistes repoussent tâches et métho-

des nouvelles et cultivent autour d'eux un esprit d'hostilité à l'égard des nouveaux militants ?

Ou bien le fait que les masses ouvrières organisées dans les syndicats protestent légitimement et se montrent inévitablement disposées à expulser les nouveaux militants qui ne veulent pas corriger les excès inutiles et néfastes de la bureaucratie ?

Le fond du litige est-il que certains ne veulent pas comprendre « les tâches et méthodes nouvelles » ?

Ou bien le fait que certains, tout en dissertant sur les tâches et méthodes nouvelles, cherchent à dissimuler maladroitement la défense de certains excès inutiles et néfastes de la bureaucratie ?

Que le lecteur retienne ce *fond* de tout le litige.

DEMOCRATIE FORMELLE ET OPPORTUNITE REVOLUTIONNAIRE

« La démocratie ouvrière ne connaît pas de fétiches », écrit le camarade Trotski dans ses thèses, « fruit d'un travail collectif ». « Elle ne connaît que l'opportunité révolutionnaire » (thèse 23).

Il est arrivé quelque chose de fort désagréable à ces thèses du camarade Trotski. Ce qu'elles contiennent de juste n'est pas nouveau et, de plus, se retourne *contre* Trotski. Tandis que ce qu'elles contiennent de nouveau est faux de bout en bout.

J'ai transcrit les thèses justes du camarade Trotski. Elles se retournent contre lui non seulement à propos de la question évoquée dans la thèse 23 (celle Glavpolitpout), mais aussi à propos des autres points.

Du point de vue de la démocratie formelle, Trotski *avait le droit* de publier un programme fractionnel, même contre le Comité central tout entier. C'est incontestable. Il est non moins incontestable que le Comité central a confirmé ce droit formel par sa décision du 24 décembre 1920 sur la liberté de discussion. Boukharine-le-tampon reconnaît ce droit formel à Trotski, mais pas à l'organisation de Pétrograd, probablement parce que, le 30 décembre 1920, Boukharine est allé jusqu'à parler du « mot d'ordre sacré de démocratie ouvrière » (p. 45 du compte rendu sténographique)...

Bon, et l'opportunité révolutionnaire ?

Trouvera-t-on un seul homme sérieux, non aveuglé par l'amour-propre fractionnel des partisans du « Tsektran » ou du « tampon », qui, en possession de tout son bon sens et d'une mémoire fidèle, jugerait *conforme à l'opportunité révolutionnaire* une *t e l l e* prise de position au sujet du mouvement syndical de la part d'un dirigeant *a u s s i* éminent que Trotski ? ?

Peut-on nier que, même si les « tâches et méthodes nouvelles » étaient décrites par Trotski d'une façon aussi totalement juste qu'elles le sont, en fait, d'une façon totalement fausse (ce que je montrerai plus loin), par sa seule attitude Trotski porterait préjudice à la fois à lui-même, au parti, au mouvement syndical, à l'éducation des millions de membres des syndicats, et à la République ??

Si le brave Boukharine et son groupe se qualifient de « tampons », c'est sans doute parce qu'ils ont fermement décidé de *ne pas réfléchir* aux obligations que ce titre impose.

LE DANGER POLITIQUE DES SCISSIONS DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

Chacun sait que les grands différends naissent parfois des divergences les plus minimes, insignifiantes même au début. Chacun sait qu'une toute petite plaie ou même une égratignure, comme tout le monde en a eu des dizaines dans sa vie, peut dégénérer en un mal très dangereux et même, à coup sûr, mortel, *si* la petite plaie s'infecte, *si* une septicémie se déclare. C'est ce qui se produit dans tous les conflits, même les conflits purement personnels. C'est ce qui se passe aussi en politique.

Toute divergence, même insignifiante, peut devenir politiquement dangereuse si elle risque de prendre les proportions d'une scission, surtout s'il s'agit précisément d'un genre de scission susceptible d'ébranler et jeter bas tout l'édifice politique ou risquant de faire dérailler le train, pour user de la comparaison du camarade Boukharine.

Il est clair que, dans un pays où le prolétariat exerce sa dictature, une scission au sein du prolétariat ou entre le parti prolétarien et la masse du prolétariat n'est pas simplement dangereuse, mais archi-dangereuse, surtout si, dans

ce pays, le prolétariat ne constitue qu'une faible minorité de la population. Or, les scissions dans le mouvement syndical (lequel, comme j'ai appliqué tous mes efforts à le souligner dans mon discours du 30 décembre 1920, est le mouvement du prolétariat organisé dans sa presque totalité dans les syndicats) équivalent à des scissions dans la masse même du prolétariat.

Voilà pourquoi, lorsque « le feu a été mis aux poudres » à la Ve Conférence des syndicats de Russie, les 2-6 novembre 1920 (c'est là que tout a commencé), lorsque, aussitôt après cette conférence... non, je me trompe, *pendant* cette conférence, on a vu paraître au Bureau politique le camarade Tomski qui, en proie à une surexcitation inouïe, et pleinement soutenu par le camarade Roudzoutak fort pondéré, lui, se mit à relater comment le camarade Trotski avait parlé à la conférence de « secouer » les syndicats et comment lui, Tomski, avait polémiqué contre cela, j'ai jugé immédiatement et irrévocablement en moi-même à ce moment que le fond du débat était politique (c'est-à-dire la politique du parti vis-à-vis des syndicats) et que, dans ce débat, le camarade Trotski, avec sa politique visant à « secouer » avait foncièrement tort contre le camarade Tomski. Car cette politique, *même si elle était justifiée partiellement* par « les tâches et méthodes nouvelles » (thèse 12 de Trotski), est une politique absolument inadmissible dans le moment présent et dans la situation présente, car elle risque d'entraîner une scission.

A présent, il semble au camarade Trotski que « c'est une caricature pure et simple » que de lui attribuer une politique visant à « secouer » d'en haut. (L. Trotski : « Réponse aux camarades de Pétrograd », dans la *Pravda* n° 9 du 15 janvier 1921.) Mais ce mot est véritablement passé en proverbe, et cela non seulement parce qu'après avoir été lancé par le camarade Trotski à la Ve Conférence des syndicats de Russie, il a rapidement « fait le tour » du parti et des syndicats. Non. Il reste malheureusement exact aujourd'hui encore dans un sens beaucoup plus profond. Savoir : il exprime à lui seul, sous la forme la plus concise, *tout l'esprit, toute la tendance* de la brochure-programme *Le rôle et les tâches des syndicats.* De la première à la dernière ligne, elle est imprégnée précisément

par l'esprit de la politique visant à « secouer » d'en haut. Il suffit de rappeler l'accusation portée contre le camarade Tomski ou « de nombreux syndicalistes », qui « cultivent autour d'eux un esprit d'hostilité à l'égard des nouveaux militants » !

Mais, alors qu'à la Ve Conférence des syndicats de Russie (2-6 novembre 1920), l'ambiance risquant d'entraîner des scissions commençait juste à se créer, au début de décembre 1920, la scission du Tsektran est devenue effective.

Cet événement constitue l'élément essentiel, principal et fondamental pour apprécier le fond politique de nos débats ; et les camarades Trotski et Boukharine ont tort de penser que le silence à son sujet peut être de quelque utilité. En l'occurrence, le silence ne joue pas le rôle de « tampon », mais d'aiguillon, car la question n'est pas seulement mise à l'ordre du jour par la vie, mais encore soulignée par le camarade Trotski dans sa brochure. C'est bien cette brochure, en effet, qui pose à maintes reprises, dans les passages que j'ai cités, et notamment dans la thèse 12, cette question : le fond du problème est-il que « de nombreux syndicalistes développent autour d'eux un esprit d'hostilité à l'égard des nouveaux militants » ou bien que l'« hostilité » des *masses* est légitime en raison de certains excès bureaucratiques inutiles et néfastes par exemple au Tsektran ?

Dès son premier discours du 30 décembre 1920, le camarade Zinoviev a fort bien fait de poser cette question de front, en disant que la scission était le fait des « partisans immodérés du camarade Trotski ». Peut-être est-ce pour cela que le camarade Boukharine s'en est pris au discours du camarade Zinoviev, en l'accusant de « parler pour ne rien dire » ? Mais que ce reproche est injustifié, tout membre du parti peut maintenant s'en convaincre en lisant le compte rendu sténographique de la discussion du 30 décembre 1920 ; il verra que c'est le camarade Zinoviev qui cite des faits précis et s'appuie sur des faits précis, tandis que Trotski et Boukharine se livrent à un « verbiage » d'intellectuel, sans aucun fait.

Lorsque le camarade Zinoviev a déclaré : « Le Tsektran repose sur des pieds d'argile, il s'est déjà scindé en trois parties », le camarade Sosnovski l'a interrompu en s'écriant ;

« Et vous, vous avez favorisé cela » (compte rendu sténographique, p. 15).

Voilà une accusation sérieuse. Si elle était prouvée, le coupable d'avoir *favorisé la scission*, même dans un seul syndicat, n'aurait naturellement pas sa place ni au Comité central, ni au P.C.R., ni dans les syndicats de notre république. Heureusement, cette accusation sérieuse a été lancée sous une forme peu sérieuse par un camarade qui, malheureusement, a déjà donné maints exemples d'« emballements » polémiques peu sérieux. Même ses articles excellents, par exemple, ceux de propagande de la production, le camarade Sosnovski a su parfois les assaisonner d'une « goutte de fiel » qui faisait perdre toute valeur à cette propagande. Il existe de riches natures (Boukharine par exemple) qui, même au paroxysme de la lutte, sont absolument incapables de truffer leurs attaques de venin ; il existe aussi des natures moins riches, qui, trop souvent, truffent leurs attaques de venin. Le camarade Sosnovski aurait intérêt à se surveiller à cet égard, et même à demander à ses amis de le surveiller un peu.

Mais, pourra-t-on dire, l'accusation a tout de même été portée. Peut-être sous une forme peu sérieuse, maladroite, manifestement « fractionnelle ». Mais mieux vaut dire la vérité avec maladresse que la passer sous silence, si l'affaire est sérieuse.

L'affaire l'est incontestablement, car c'est là, je le répète, le *nœud* de tout le débat, bien plus qu'on ne le pense. Et nous disposons heureusement de données suffisamment convaincantes et suffisamment objectives pour répondre à la question *de fond* soulevée par le camarade Sosnovski.

Premièrement, à la même page du compte rendu sténographique, nous lisons une déclaration du camarade Zinoviev, qui ne s'est pas contenté de répondre au camarade Sosnovski : « C'est faux ! », mais qui s'est aussi référé d'une façon précise à des faits décisifs. Le camarade Zinoviev a indiqué que le camarade Trotski avait tenté (j'ajouterai en mon nom personnel : visiblement emporté par son zèle fractionnel) de lancer contre Zinoviev une accusation bien plus grave que celle du camarade Sosnovski, à savoir que lui, Zinoviev, avait favorisé ou provoqué la scission par son *discours à la conférence de septembre du*

P.C.R. (Je noterai entre parenthèses que cette accusation ne tient pas debout, ne serait-ce que parce que le discours de septembre de Zinoviev fut approuvé quant au fond à la fois par le Comité central et par le parti, et que personne n'a jamais élevé contre lui de protestation formelle.)

Et le camarade Zinoviev a répondu que le camarade Roudzoutak avait démontré en réunion du Comité central, procès-verbaux en main, que « cette question (celle de certains excès bureaucratiques inutiles et néfastes du Tsektran) a été examinée en Sibérie et dans la région de la Volga, dans le Nord et dans le Sud, *longtemps avant* n'importe lequel de mes discours (c'est-à-dire ceux de Zinoviev), et longtemps avant la conférence du parti ».

Cette déclaration est absolument claire, précise, basée sur des faits. Le camarade Zinoviev l'a faite dans son premier discours devant des milliers de responsables haut-placés du P.C.R., et ni le camarade Trotski, qui a parlé *deux fois après* Zinoviev, ni le camarade Boukharine, qui a parlé *lui aussi après*, n'ont réfuté les faits invoqués par Zinoviev.

Deuxièmement. Une réfutation encore plus précise et officielle de l'accusation du camarade Sosnovski est fournie par la *résolution de la session plénière du C.C. du P.C.R. sur la question du conflit opposant les mariniers communistes à la fraction communiste de la conférence du Tsektran*, adoptée le 7 décembre 1920 et publiée dans ce même compte rendu sténographique. Le passage consacré au Tsektran est le suivant :

« Par suite du conflit entre le Tsektran et les mariniers, le C.C. a décidé de : 1) Créer une section des mariniers au Tsektran unifié ; 2) Réunir en février un congrès des cheminots et des mariniers. au cours duquel auront lieu des élections normales au nouveau Tsektran. 3) Jusque-là, maintenir dans leurs fonctions les anciens membres du Tsektran. 4) Dissoudre immédiatement le Glavpolitvod et le Glavpolitpout en remettant tout leur personnel et ressources à l'organisation syndicale selon les principes démocratiques normaux. »

Le lecteur voit donc que non seulement il n'est pas question de condamner les mariniers, mais que *leur bon droit* est au contraire reconnu sur tous les points essentiels. Cependant, cette résolution *n'a* recueilli les suffrages d'*aucun* des membres du Comité central (à l'exception de Ka-

ménev) signataires du programme commun du 14 janvier 1921. (« Le rôle et les tâches des syndicats. » Projet de résolution du X^e Congrès du P.C.R., soumis au C.C. par un groupe de membres du C.C. et de membres de la commission syndicale. Signé par Lozovski en qualité de membre de la commission syndicale et non du C.C. et par : Tomski, Kalinine, Roudzoutak, Zinoviev, Staline, Lénine, Kaménev, Pétrovski, Artem Serguéïev.)

Cette résolution a été adoptée *contre* les membres du Comité central ci-dessus mentionnés, c'est-à-dire contre notre groupe. Car nous aurions voté contre le maintien provisoire de l'ancien Tsektran. Et comme notre victoire était inévitable, Trotski a été obligé de voter pour la résolution de Boukharine, car autrement notre point de vue l'aurait emporté. Le camarade Rykov, qui était *pour* Trotski en novembre, a participé en décembre aux travaux de la commission syndicale chargée d'examiner le conflit entre les mariniers et le Tsektran, et il s'est convaincu du bon droit des mariniers.

Résumons : le 7 décembre, la majorité du Comité central comprenait les camarades Trotski, Boukharine, Préobrajenski, Sérébriakov, etc., c'est-à-dire les membres du C.C. que personne ne peut soupçonner de partialité *contre* le Tsektran. Et cette majorité, de par sa décision, a condamné en somme non pas les mariniers, mais Tsektran, en refusant simplement de le destituer sur-le-champ. La preuve est faite que l'accusation de Sosnovski est sans fondement.

Pour ne rien laisser dans l'ombre, il est encore un point qu'il faut évoquer. En quoi consistaient les « certains excès bureaucratiques inutiles et néfastes » que j'ai mentionnés plus d'une fois ? N'y avait-il pas et n'y a-t-il pas une part de gratuité ou d'exagération dans *cette* accusation-là ?

Encore une fois, la réponse est donnée par le camarade Zinoviev dès son premier discours du 30 décembre 1920, et c'est une réponse dont la précision ne laisse pas à désirer. Le camarade Zinoviev a cité un extrait d'un ordre imprimé du camarade Zof, en date du 3 mai 1920, concernant les transports fluviaux, et contenant cette déclaration : « Les comités n'ont plus de raison d'être. » Le camarade Zinoviev a eu raison de la qualifier d'erreur fondamentale. Voilà

bien un exemple d'excès inutile et néfaste de la bureaucratie et de la pratique des « désignations ». Ce faisant, le camarade Zinoviev a immédiatement exprimé cette réserve qu'il existe parmi les responsables désignés des « camarades beaucoup moins éprouvés et moins expérimentés » que le camarade Zof. J'ai entendu dire au Comité central qu'on considérait Zof comme un militant des plus capables, et mes observations au Conseil de la Défense ont pleinement confirmé cette opinion. Personne ne songe ni à saper l'autorité de ces camarades, ni à en faire des « boucs émissaires » (ce dont le camarade Trotski nous a soupçonnés dans son rapport, p. 25, sans l'ombre d'un motif). L'autorité des « désignés » n'est pas sapée par ceux qui corrigent leurs erreurs, mais par ceux qui auraient l'idée de les défendre même lorsqu'ils sont en faute.

Nous voyons ainsi que le danger des scissions dans le mouvement syndical n'était pas imaginaire, mais réel. Nous voyons aussi, très clairement, quel était au juste, sans exagération, le fond des divergences : la lutte pour que certains excès inutiles et néfastes de la bureaucratie et de la pratique des désignations ne soient ni soutenus, ni justifiés, mais corrigés. Un point c'est tout.

A PROPOS DES DIVERGENCES DE PRINCIPE

Mais s'il existe des divergences fondamentales, profondes, quant aux principes — pourrait-on nous dire —, ne justifient-elles pas des prises de position même les plus violentes et fractionnelles ? S'il faut dire une chose nouvelle et qui n'est pas comprise, cela ne justifie-t-il pas parfois même la scission ?

Certes oui, si les divergences sont en effet extrêmement profondes et s'il est impossible d'arriver autrement à corriger une orientation fausse de la politique du parti ou de la classe ouvrière.

Mais le malheur est justement que ces divergences sont inexistantes. Le camarade Trotski s'est efforcé de les montrer, mais sans résultat. Et si, *avant* la parution de sa brochure (25 décembre), on pouvait et on devait tenir un langage réservé ou conciliant (« il ne faut pas aborder ainsi la question, même s'il existe des tâches nouvelles dont on

n'a pas pris conscience, s'il existe des divergences »), *après* cette brochure il a fallu dire : dans ce qu'il y a de nouveau chez lui, le camarade Trotski a tort quant au fond.

C'est ce qui apparaît avec le maximum de netteté quand on compare les thèses du camarade Trotski à celles de Roudzoutak, adoptées par la V^e^ Conférence des syndicats de Russie (2-6 novembre). Je les ai citées dans mon discours du 30 décembre et dans la *Pravda* du 21 janvier. Ces thèses sont à la fois plus justes et plus complètes que celles de Trotski. Les points sur lesquels les thèses de Trotski se distinguent de celles de Roudzoutak sont erronés chez Trotski.

Prenons pour commencer la fameuse « démocratie de la production », que le camarade Boukharine s'est empressé de faire figurer dans la résolution du C.C. du 7 décembre. Il serait, bien entendu, ridicule de s'en prendre à ce terme gauche, artificiel, propre à la gent intellectuelle (« style alambiqué »), s'il était employé dans un discours ou dans un article. Mais le fait est, justement, que Trotski et Boukharine se sont mis dans une position ridicule en *insistant dans les thèses* sur ce terme-là, qui distingue leur « programme » des thèses de Roudzoutak adoptées par les syndicats !

Ce terme est erroné sur le plan théorique. Toute démocratie, comme en général toute superstructure politique (inévitable aussi longtemps que l'abolition des classes n'est pas achevée, aussi longtemps que la société sans classes n'est pas créée), est en fin de compte au service de la production, et ce qui la détermine, ce sont en fin de compte les rapports de production dans une société donnée. C'est pourquoi isoler la « démocratie de la production » de toute autre démocratie n'a aucun sens. Ce n'est que confusion et néant. Voici un premier point.

Deuxièmement. Voyez comment Boukharine explique lui-même ce terme dans la résolution de la réunion plénière du C.C. du 7 décembre, résolution qu'il a rédigée. « C'est pourquoi, écrivait Boukharine dans ce texte, les méthodes de la démocratie ouvrière doivent être celles de la démocratie de la production. Cela signifie... » Notez ce : « cela signifie » ! Boukharine commence son appel aux masses par un terme si subtil qu'il nécessite *une explication parti-*

culière : à mon avis, du point de vue de la démocratie, ce n'est *pas démocratique* ; il faut écrire pour les masses sans employer de termes nouveaux nécessitant une explication particulière ; du point de vue de la « production », c'est nuisible, cela oblige à perdre en vain du temps pour expliquer un terme inutile. « Cela signifie que toutes les élections, la présentation des candidats, leur soutien, etc., doivent s'effectuer sous l'angle non seulement de leur fermeté politique, mais aussi de leurs capacités de dirigeants, de leur ancienneté administrative, de leurs qualités d'organisateurs et de leur souci, vérifié de façon pratique, des intérêts matériels et spirituels des masses laborieuses. »

Raisonnement manifestement forcé et faux. La démocratie, ce n'est pas seulement « les élections, la présentation des candidats, leur soutien », etc. Ceci d'une part. De l'autre, toutes les élections ne doivent pas se dérouler sous l'angle de la fermeté politique et des capacités administratives. Dans une organisation comptant des millions de membres, il faut également avoir, quoi qu'en dise Trotski, un certain pourcentage de démarcheurs, de bureaucrates (les bons bureaucrates seront indispensables pendant de longues années). Mais nous ne parlons pas d'une démocratie « de démarcheurs » ou « de bureaucrates ».

Troisièmement. Il n'est pas juste de considérer uniquement les élus, uniquement les organisateurs, les administrateurs, etc. Ils ne sont malgré tout qu'une minorité de personnalités éminentes. Il faut considérer la base, la masse. Roudzoutak exprime cette idée non seulement d'une façon plus simple et plus compréhensible, mais encore plus juste sur le plan théorique (thèse 6) :

...« Il est indispensable que tous ceux qui participent à la production comprennent la nécessité et l'opportunité de leurs tâches qu'ils réalisent ; que tous ceux qui participent à la production ne se contentent pas d'exécuter les tâches fixées par en haut, mais aussi interviennent consciemment pour corriger tous les défauts de la production, aussi bien sur le plan technique que sur celui de l'organisation. »

Quatrième point. La « démocratie de la production » est un terme qui prête à confusion. On peut le comprendre comme une négation de la dictature et de la direction unique.

On peut l'interpréter comme un ajournement de la démocratie habituelle ou comme une façon de se récuser devant cette démocratie. Ces deux interprétations sont nuisibles, et pour les éviter on ne peut se passer de longs commentaires spéciaux.

L'exposé simple des mêmes idées par Roudzoutak est plus juste, et en même temps évite tous ces inconvénients. Et Trotski dans son article « La démocratie de la production », publié dans la *Pravda* du 11 janvier, loin de réfuter l'existence de ces erreurs et de ces inconvénients (il élude toute cette question et ne compare pas ses thèses à celles de Roudzoutak), confirme indirectement, au contraire, que son terme est mal commode et erroné en le mettant en parallèle avec celui de « démocratie militaire ». Par bonheur, jamais, à mon souvenir, nous n'avons engagé de débats fractionnels à propos d'un terme semblable.

L'expression de Trotski : « atmosphère de production » est encore moins heureuse. Zinoviev s'en est moqué à juste titre. Trotski s'est fâché tout rouge et a répliqué : « Il y a eu chez nous une atmosphère militaire... Maintenant, il faut que se crée dans la masse ouvrière, au plus profond de la masse et pas seulement en surface, une atmosphère de production, c'est-à-dire autant de tension, d'intérêt réel et d'attention pour la production qu'il y en avait pour les fronts »... C'est bien de cela qu'il s'agit : il faut tenir « à la masse ouvrière, au plus profond de la masse » le langage utilisé dans les thèses de Roudzoutak, et non pas en employant des mots comme « atmosphère de production », qui rendent perplexe ou font sourire. Au fond, en employant l'expression d'« atmosphère de production », le camarade Trotski émet la même idée qu'exprime la notion de propagande de production. Mais, précisément, pour la masse ouvrière et ses couches profondes, il faut mener la propagande de production de façon à éviter de pareilles formules. Cette expression montre bien comment il *ne* faut *pas* mener dans les masses la propagande de production.

POLITIQUE ET ECONOMIE, DIALECTIQUE ET ECLECTISME

Il est étrange qu'il faille poser à nouveau une question aussi élémentaire. Malheureusement, Trotski et Boukharine m'y obligent. L'un et l'autre me reprochent de « substituer » une question à une autre, ou bien d'avoir un point de vue « politique », alors qu'ils ont un point de vue « économique ». Boukharine a même fait figurer cela dans ses thèses, et a tenté de « s'élever au-dessus » des deux parties : je réunis, prétend-il, les deux points de vue.

L'inexactitude théorique en est criante. La politique est l'expression concentrée de l'économie, ai-je répété dans mon discours, car j'avais déjà entendu me reprocher mon attitude « politique », ce qui est absolument dénué de sens et inadmissible dans la bouche d'un marxiste. La politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. Raisonner autrement, c'est oublier l'a b c du marxisme.

Mon appréciation politique est peut-être fausse ? Dites-le et démontrez-le. Mais dire (ou même admettre indirectement l'idée) que le point de vue politique est équivalent à l'« économie », que l'on peut prendre « et l'un et l'autre », c'est oublier l'a b c du marxisme.

En d'autres termes, le point de vue politique signifie : si nous abordons les syndicats d'une manière erronée, le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat sont perdus. (Une scission entre le parti et les syndicats, le tort étant du côté du parti, renverserait, à coup sûr, le pouvoir soviétique dans un pays paysan comme la Russie.) On peut (et on doit) vérifier cette considération quant au fond, c'est-à-dire examiner, approfondir et décider si telle attitude est juste ou non. Mais dire : j'« apprécie » votre point de vue politique, « *mais* » il n'est que politique, il nous faut « *aussi* » le point de vue « économique », cela équivaut à dire j'« apprécie » votre idée qu'en faisant telle chose vous vous romprez le cou, *mais* prenez aussi en considération qu'il vaut mieux être rassasié et vêtu qu'affamé et nu.

En prônant la réunion des points de vue politique et

économique, Boukharine a glissé dans l'*éclectisme* sur le plan théorique.

Trotski et Boukharine présentent les choses de la sorte : voyez-vous, nous nous préoccupons de l'essor de la production, et vous uniquement de la démocratie formelle. Cette image est fausse, car la question se pose (et, pour parler en marxiste, *peut* se poser) *seulement* ainsi : sans une position politique juste, une classe donnée ne peut pas maintenir sa domination et, *par conséquent*, elle ne peut pas non plus s'acquitter de *sa tâche dans la production*.

Voyons plus concrètement. Zinoviev dit : « Vous commettez une erreur politique en poussant jusqu'à la scission dans les syndicats. Quant à l'essor de la production, j'ai parlé et écrit à ce sujet dès janvier 1920, en citant en exemple la construction des bains. » Trotski de répondre : « En voilà une affaire ! (p. 29). Ecrire une brochure en prenant pour exemple un établissement de bains ; seulement, vous ne dites « pas un mot », « pas un seul mot » (p. 22) sur ce que doivent faire les syndicats. »

C'est faux. L'exemple de l'établissement de bains vaut, pardonnez-moi la plaisanterie, dix « atmosphères de production », même en y ajoutant plusieurs « démocraties de la production ». L'exemple de l'établissement de bains montre clairement et simplement, précisément pour la masse et pour ses « couches profondes », ce que doivent faire les syndicats, tandis que les « atmosphères de production » et les « démocraties » sont de la poudre jetée aux yeux des masses ouvrières, ce qui *obscurcit* leur entendement.

A moi aussi, le camarade Trotski a fait des reproches : « Lénine n'a pas dit un mot » (p. 66) sur « le rôle que jouent et que doivent jouer les leviers qui ont nom : appareil syndical. »

Veuillez m'excuser, camarade Trotski, mais en lisant entièrement les thèses de Roudzoutak et en m'y associant, j'ai dit sur ce point *davantage et d'une façon plus complète, plus sûre, plus simple et plus claire* que toutes vos thèses et tout votre rapport ou co-rapport et votre discours de conclusion. Car, je le répète, les primes en nature et les tribunaux disciplinaires d'honneur ont cent fois plus de valeur pour prendre en mains l'économie, diriger l'indus-

trie et élever le rôle des syndicats dans la production que les propos complètement abstraits (et partant creux) sur « la démocratie de la production », l'« amalgame », etc.

Sous prétexte de mettre en avant le point de vue de la « production » (Trotski) ou bien de surmonter ce qu'a d'unilatéral l'attitude politique et de joindre celle-ci à l'attitude économique (Boukharine), on nous a servi :

1) un oubli du marxisme, qui s'est exprimé dans une définition théoriquement fausse et éclectique du rapport entre la politique et l'économie ;

2) une défense ou une dissimulation de l'erreur politique qui a son expression dans la politique visant à « secouer », laquelle imprègne de bout en bout *toute* la brochure-programme de Trotski. Or, cette erreur, si on n'en prend pas conscience et si on ne la corrige pas, *conduit* à la chute de la dictature du prolétariat ;

3) un pas en arrière en ce qui concerne les questions strictement économiques, les moyens propres à accroître la production ; un pas en arrière par rapport aux thèses *constructives* de Roudzoutak, qui formulent des tâches concrètes, pratiques, vitales et vivantes (développez la propagande de production, apprenez à répartir convenablement les primes en nature et à user plus correctement de la contrainte au moyen des tribunaux disciplinaires d'honneur), vers des *thèses* générales, abstraites, « vidées de sens », fausses sur le plan théorique et formulées dans un style intellectuel, en *oubliant* ce qu'il y a de plus réel et pratique.

Voilà quel est, en réalité, le rapport entre Zinoviev et moi, d'une part, et Trotski et Boukharine, de l'autre, sur la question de la politique et de l'économie.

C'est pourquoi je n'ai pas pu lire sans sourire l'objection lancée contre moi le 30 décembre par le camarade Trotski : « Le camarade Lénine a dit, dans son discours au VIII[e] Congrès des Soviets, clôturant le rapport sur notre situation, qu'il nous fallait un peu moins de politique et un peu plus de sens économique ; or, dans la question des syndicats, il a mis au premier plan l'aspect politique » (p. 65). En disant ces mots le camarade Trotski a

eu l'impression de « tirer fort juste ». En réalité, ils expriment la plus effroyable confusion de pensée, un « mélimélo idéologique » absolument sans bornes. Certes, j'ai toujours exprimé, j'exprime et je continuerai à exprimer le souhait que nous nous occupions moins de politique et davantage d'économie. Mais il n'est pas difficile de comprendre que, pour que ces souhaits se réalisent, il ne doit pas y avoir de dangers politiques *ni d'erreurs politiques.* Les erreurs politiques du camarade Trotski, approfondies et aggravées par le camarade Boukharine, *détournent* notre parti des tâches économiques, du travail « de production » ; *elles nous obligent malheureusement à perdre du temps* pour les corriger et pour discuter contre la déviation syndicaliste (qui conduit à la chute de la dictature du prolétariat), pour discuter contre l'attitude erronée vis-à-vis du mouvement syndical (attitude qui conduit à la chute du pouvoir soviétique), pour discuter sur des « thèses » générales ; tout cela, au lieu d'une discussion concrète, pratique et « économique » : Quels sont ceux qui ont le mieux, avec le plus d'efficacité, réparti les primes en nature, organisé les tribunaux, réalisé l'amalgame sur la base des thèses de Roudzoutak, adoptées les 2-6 novembre par la V[e] Conférence des syndicats de Russie ? les ouvriers des minoteries de Saratov, les mineurs du Bassin du Donetz, les métallurgistes de Pétrograd ? etc.

Envisageons l'utilité de la « discussion large ». Là encore, nous voyons comment les erreurs politiques détournent des tâches économiques. J'étais contre la discussion dite « large » ; je considérais et je considère toujours comme une erreur, une erreur politique du camarade Trotski, d'avoir saboté la commission syndicale qui devait se livrer à une discussion sérieuse. Je tiens pour une erreur politique du groupe tampon, Boukharine en tête, le fait qu'il n'a pas compris ses tâches (qui a substitué, là encore, l'éclectisme à la dialectique) ; c'est précisément du point de vue du « tampon » qu'on devait s'élever avec une énergie farouche contre la discussion large et pour son report au sein de la commission syndicale. Voyez ce qui en est résulté.

Le 30 décembre, Boukharine en est arrivé à déclarer ceci : « Nous avons proclamé le nouveau mot d'ordre sacré

de démocratie ouvrière : toutes les questions doivent être non pas discutées dans des collèges restreints, dans de petites réunions, à l'intérieur de telle ou telle corporation, mais portées devant de larges assemblées. Eh bien, j'affirme qu'en portant la question du rôle des syndicats devant une assemblée aussi vaste que celle d'aujourd'hui, nous ne faisons pas un pas en arrière, mais un pas en avant » (p.45). Voilà l'homme qui a accusé Zinoviev de parler pour ne rien dire et d'exagérer la démocratie ! Quelle collection de paroles en l'air et de « bourdes », quelle incompréhension totale du fait que la démocratie formelle doit être subordonnée à l'opportunité révolutionnaire !

Il n'en va pas mieux chez Trotski. Il lance cette accusation : « Lénine veut coûte que coûte supprimer et faire avorter la discussion sur le fond de la question » (p. 65). Il déclare : « Pourquoi je ne suis pas entré à la commission, je l'ai dit clairement au C.C. : aussi longtemps qu'il ne me sera pas permis, à l'égal de tous les autres camarades, de soulever ces questions dans toute leur ampleur dans la presse du parti, je n'attendrai aucun profit de l'examen de ces questions en vase clos, et par conséquent du travail dans la commission » (p. 69).

Résultat ? Moins d'un mois s'est écoulé depuis que Trotski, le 25 décembre, a amorcé la « discussion large », et l'on trouverait difficilement un responsable du parti sur cent qui n'en ait pas par-dessus la tête, qui n'ait pas conscience de son inutilité (pour ne pas dire plus). Car Trotski a fait perdre du temps au parti pour discuter sur des mots, sur de mauvaises thèses, en collant l'étiquette injurieuse d'examen « en vase clos » précisément sur un examen *concret*, sur le plan économique, au sein d'une commission qui se serait fixé pour tâche d'étudier et de vérifier l'expérience pratique afin de, profitant de cette expérience, *aller de l'avant* dans le véritable travail « à la production », *et non pas s'éloigner* du travail vivant pour la scolastique morte de toutes les « atmosphères de production ».

Prenez le fameux « amalgame ». Le 30 décembre, je conseillai de garder le silence à ce sujet, car nous *n'avions pas étudié* notre propre expérience pratique, condition sans

laquelle les débats sur l'amalgame dégénèrent inévitablement en bavardage vide, *détournent* les forces du parti de l'œuvre économique. J'ai qualifié de manie bureaucratique, de projets fantaisistes, les thèses de Trotski, qui proposaient de faire figurer dans les sovnarkhozes des représentants des syndicats, dans une proportion variant de 1/3 à 1/2 et de 1/2 à 2/3.

Cela m'a attiré les foudres de Boukharine qui, comme je le vois à la p. 49 du compte rendu, a voulu me démontrer avec force détails que « ceux qui se réunissent pour parler de quelque chose, ne doivent pas jouer les sourds-muets » (ce sont les propres termes qui figurent à cette page !). Trotski lui aussi s'est fâché et s'est exclamé :

« Je prie chacun de vous de noter dans son calepin qu'à telle date le camarade Lénine a qualifié cela de bureaucratie ; mais moi, je me permets de prédire que d'ici quelques mois la présence du tiers à la moitié de responsables communs au Conseil central des syndicats et au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, au Comité central des métallurgistes et à la section des métaux, etc... sera un fait admis et appliqué. » (p. 68.)

Après lecture de ce passage, j'ai demandé au camarade Milioutine (vice-président du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale) de m'envoyer les comptes rendus *imprimés* existant sur la question de l'amalgame. Je me disais : je vais me mettre, un tout petit peu au moins, à *étudier notre expérience pratique* ; car il est mortellement ennuyeux de se livrer à la « parlote générale dans le parti » (expression de Boukharine, p. 47, qui deviendra sans doute pas moins proverbiale que le fameux « secouer ») en pure perte, sans documentation, sans faits, en inventant de toutes pièces des divergences, des définitions, des « démocraties de production ».

Le camarade Milioutine m'a envoyé quelques ouvrages, notamment le « Compte rendu du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale au VIII^e^ Congrès des Soviets de Russie » (Moscou 1920 ; préface datée du 19 décembre 1920). On y trouve, p. 14, un tableau qui indique la participation des ouvriers aux organismes de direction. Je cite ce petit tableau (qui n'embrasse qu'une partie des sovnarkhozes de province et des entreprises) :

Appareil administratif	Se répartissant ainsi						
	Effectif total	Ouvriers	%	Spécialistes	%	Employés, etc.	%
Présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et des sovnarkhozes de province	187	107	57,2	22	11,8	58	31,0
Collèges des Directions générales, sections, centres et comités généraux .	140	72	51,4	31	22,2	37	26,4
Administrations collégiales et individuelles des fabriques et usines . . .	1 143	726	63,5	398	34,8	19	1,7
Total	1 470	905	61,6	451	30,7	114	7,7

Ainsi, dès à présent, la participation des ouvriers s'élève en moyenne à 61,6%, c'est-à-dire qu'elle est plus proche des 2/3 que de la moitié ! *La preuve est déjà faite* que ce que le camarade Trotski a écrit à ce propos dans ses thèses relève de projets bureaucratiques fantaisistes. Parler, discuter, rédiger des programmes « de 1/3 à 1/2 » ou « de 1/2 à 2/3 » : tout cela, c'est se livrer à la « parlote générale dans le parti » complètement vide de sens, détourner du travail *productif* les forces, les ressources, l'attention et le temps, faire de la politicaillerie sans contenu sérieux. Tandis que dans une commission où seraient présents des gens d'expérience, où on aurait refusé de rédiger des thèses avant d'avoir étudié les faits, on aurait pu s'occuper fructueusement de vérifier l'expérience, en interrogeant par exemple une dizaine ou une vingtaine de « responsables communs » (sur un millier), en confrontant leurs impressions et leurs conclusions avec les données objectives des statistiques, en s'efforçant d'aboutir à des indications concrètes et pratiques pour l'avenir : les résultats de l'expérience étant tels et tels, faut-il tout de suite poursuivre dans la même direction, ou bien modifier quelque peu, et

comment au juste, l'orientation, les procédés, la façon d'agir, ou bien faut-il, dans l'intérêt de la cause, s'arrêter, vérifier l'expérience plusieurs fois encore, opérer peut-être certaines transformations ? etc., etc.

Le véritable « administrateur », camarades (permettez que je fasse, moi aussi, un peu de « propagande de production » !), sait que les capitalistes et les organisateurs des trusts, même des pays les plus avancés, ont passé de longues années, parfois dix ans et plus, à étudier et à vérifier leur expérience pratique (et celle des autres), en rectifiant, en refaisant ce qui avait été commencé, en revenant en arrière, en corrigeant de nombreuses fois, pour aboutir au système d'administration et de sélection des administrateurs de tout grade le plus approprié à l'entreprise en question. C'est ainsi qu'a procédé le capitalisme qui, dans tout le monde civilisé, a mené son œuvre économique en s'appuyant sur *l'expérience et l'habitude séculaires*. Tandis que nous, nous bâtissons sur un terrain neuf, qui nécessite un travail très long, opiniâtre et patient de rééducation des habitudes léguées par le capitalisme et qu'il n'est possible de transformer que très progressivement. Aborder cette question comme le fait Trotski, c'est commettre une erreur fondamentale. « Nos ouvriers, nos permanents du parti et des syndicats, s'exclamait-il dans son discours du 30 décembre, ont-ils été formés pour diriger la production ? Oui ou non ? Je réponds : non » (p. 29). Il est ridicule d'aborder ainsi une telle question. C'est comme si l'on demandait : y a-t-il dans telle division une quantité suffisante de bottes ? Oui ou non ?

Même dans dix ans, nous devrons sûrement dire que tous les permanents du parti et des syndicats n'ont pas une formation suffisante en cette matière. De même que, dans dix ans, tous les permanents du parti, des syndicats et de l'administration militaire ne posséderont pas une formation militaire suffisante. Mais un *début* de formation a été réalisé chez nous : un millier environ d'ouvriers, de syndiqués et de délégués syndicaux, participent à la gestion et administrent des entreprises, des comités généraux et des organismes plus haut placés. Le principe fondamental de la « formation des dirigeants de la production », de notre formation *à nous*, vieux militants de la

clandestinité et journalistes professionnels, consiste à nous mettre nous-mêmes, — et à apprendre aux autres, — à étudier très attentivement et en détail notre propre expérience pratique, selon le précepte : « cent fois sur le métier, remettez votre ouvrage ». Vérification persévérante, lente, prudente, concrète et minutieuse de ce qu'ont fait ces mille militants ; correction encore plus prudente et plus minutieuse de leur travail, et poursuite de l'activité uniquement après démonstration probante de l'utilité de tel procédé, de tel système d'administration, de telle proportion, de telle sélection, etc. Voilà la règle essentielle, fondamentale et absolue de la « formation des dirigeants de la production » ; or, c'est cette règle que le camarade Trotski enfreint avec toutes ses thèses, avec toute sa façon d'aborder la question. Justement, toutes les thèses et toute la brochure-programme du camarade Trotski sont ainsi faites qu'en raison de leurs erreurs, elles ont détourné l'attention et les forces du parti d'un travail sérieux dans la « production » pour une logomachie creuse, dépourvue de tout contenu.

DIALECTIQUE ET ECLECTISME. « ECOLE » ET « APPAREIL »

Parmi les nombreuses qualités fort précieuses du camarade Boukharine, figurent ses dons de théoricien et l'intérêt qu'il porte à fouiller chaque question jusqu'à ses racines théoriques. C'est une qualité très précieuse, car on ne saurait éclaircir à fond une erreur quelconque, y compris une erreur politique, sans découvrir les racines théoriques du raisonnement de celui qui la commet, en partant des idées bien définies qu'il adopte consciemment.

Le camarade Boukharine, fidèle à son goût d'approfondir l'aspect théorique d'une question, a reporté le débat sur ce plan dès la discussion du 30 décembre, sinon plus tôt.

« J'estime absolument nécessaire », a-t-il dit le 30 décembre (« c'est là le fond théorique de ce que l'on appelle ici la « fraction-tampon » ou son idéologie), — et il me semble absolument incontestable qu'il ne faille rejeter ni cet élément politique, ni cet élément économique »... (p. 47).

Le fond théorique de l'erreur que commet ici le camarade Boukharine est de substituer l'éclectisme au rapport dialectique entre la politique et l'économie (rapport que nous enseigne le marxisme). « Et l'un et l'autre », « d'une part et d'autre » : voilà la position théorique de Boukharine. L'éclectisme, c'est cela. La dialectique veut que l'on tienne compte de tous les aspects des rapports dans leur développement concret, et non pas que l'on attrape un petit bout par-ci et un autre par-là. Je l'ai déjà montré par l'exemple de la politique et de l'économie.

L'exemple du « tampon » le montre d'une manière tout aussi flagrante. Le tampon est utile et nécessaire si le train du parti a tendance à dérailler. C'est incontestable. Boukharine a défini le rôle du « tampon » d'une façon éclectique, en prenant un petit bout à Zinoviev et un autre à Trotski. En sa qualité de « tampon », Boukharine aurait dû déterminer lui-même où, quand et sur quel point l'un ou l'autre, les uns ou les autres étaient dans l'erreur (erreur théorique, ou impair politique, ou erreur par esprit fractionnel dans une prise de position, ou erreur par exagération, etc.) et tomber *à bras raccourcis* sur *chacune* de ces erreurs. Ce n'est pas ainsi que Boukharine a compris son rôle de « tampon ». En voici entre autres une preuve évidente :

La fraction communiste du Bureau de Pétrograd du Tsektran (Comité central du syndicat des cheminots et des mariniers), — organisation qui sympathise avec Trotski et déclare ouvertement qu'à son avis, « sur la question essentielle, à savoir le rôle des syndicats dans la production, les positions des camarades Trotski et Boukharine sont des variétés d'un même point de vue » — a édité à Pétrograd, sous forme de petite brochure, le co-rapport présenté par le camarade Boukharine, le 3 janvier 1921 à Pétrograd (N. Boukharine : *A propos des tâches des syndicats*, Pétrograd 1921). Nous y lisons :

« A l'origine, le camarade Trotski formulait son point de vue en disant qu'il fallait changer les dirigeants syndicaux, choisir des camarades compétents, etc. ; et, plus tôt encore, il était partisan de « secouer », ce à quoi il a maintenant renoncé ; aussi, est-il complètement absurde d'en tirer argument contre Trotski (p. 5).

Je ne m'arrêterai pas sur les multiples faits inexacts que contient cet exposé. (Le vocable « secouer » a été em-

ployé par Trotski à la Ve Conférence des syndicats de Russie, les 2-6 novembre. Il a parlé du « choix du personnel dirigeant » au paragraphe 5 des thèses soumises par lui au Comité central le 8 novembre et, d'ailleurs, éditées sous forme de tract imprimé par l'un de ses partisans. Toute la brochure de Trotski, *Le rôle et les tâches des syndicats*, en date du 25 décembre, est imprégnée de bout en bout du même état d'esprit et des mêmes idées que j'ai signalés auparavant. On ne sait pas du tout où et comment s'est exprimé son « renoncement ».) Ce n'est pas mon propos actuel. Si le « tampon » est éclectique, il omet certaines erreurs et en mentionne d'autres ; il passe sous silence les erreurs commises le 30 décembre 1920 à Moscou, devant des milliers de militants du P.C.R. de toute la Russie ; il parle des erreurs commises à Pétrograd le 3 janvier 1921. Si le « tampon » est dialectique, il s'en prend de toutes ses forces à chacune des erreurs qu'il aperçoit chez les deux parties, ou chez toutes les parties. Or, cela, Boukharine ne le fait pas. Il n'essaie même pas d'analyser la brochure de Trotski du point de vue de la politique visant à « secouer ». *Tout simplement il n'en parle pas.* Rien d'étonnant à ce qu'un rôle de tampon ainsi conçu soit l'objet de la risée générale.

Poursuivons. Dans le même discours de Boukharine à Pétrograd, nous lisons, p. 7 :

« L'erreur du camarade Trotski est de ne pas défendre suffisamment le point « école du communisme » .

A la discussion du 30 décembre, Boukharine raisonne en ces termes :

« Le camarade Zinoviev a dit que les syndicats sont l'école du communisme. Trotski, lui, a dit qu'ils sont l'appareil administratif et technique qui gère la production. Je ne vois aucune raison logique démontrant que le premier ou le second point de vue ne soit pas juste : les deux définitions sont justes, chacune à part et réunies (p. 48). »

Même idée dans la thèse 6 de Boukharine et de son « groupe » ou de sa « fraction » : « ... d'une part, ils (les syndicats) sont l'école du communisme, ... de l'autre, ils sont (et ce dans une mesure croissante) partie intégrante de

l'appareil économique et de l'appareil du pouvoir d'Etat en général... » (*Pravda*, 16 janvier).

Voilà l'erreur théorique essentielle du camarade Boukharine : substituer à la dialectique du marxisme l'éclectisme (particulièrement répandu chez les auteurs de différents systèmes philosophiques réactionnaires « à la mode »).

Le camarade Boukharine parle de raisons « logiques ». Tout son raisonnement montre que, inconsciemment peut-être, il adopte ici le point de vue de la logique formelle ou scolastique, et non celui de la logique dialectique ou marxiste. Pour l'expliquer, je commencerai par un exemple très simple, cité par le camarade Boukharine lui-même. Lors de la discussion du 30 décembre, il a dit :

« Camarades, les débats qui se déroulent ici font à nombre d'entre vous à peu près l'impression suivante : deux hommes arrivent et se demandent mutuellement ce qu'est le verre posé sur le bureau. L'un répond : « c'est un cylindre en verre, et que l'anathème frappe quiconque prétend que ce n'est pas cela. Le second dit: « c'est un ustensile où l'on boit, et que l'anathème frappe quiconque prétend que ce n'est pas cela (p. 46). »

Le lecteur voit que Boukharine a voulu, par cet exemple, m'expliquer sous une forme accessible combien un point de vue exclusif est néfaste. Je lui en suis reconnaissant et, pour le lui prouver de façon pratique, je réponds en expliquant sous une forme accessible ce qu'est l'éclectisme, à l'opposé de la dialectique.

Incontestablement, un verre est à la fois un cylindre en verre et un ustensile où l'on boit. Mais un verre n'a pas seulement ces deux propriétés, ou qualités, ou aspects ; il a une infinité d'autres propriétés, qualités, aspects, corrélations et « médiations » avec tout le reste du monde. Un verre est un objet lourd qui peut servir de projectile. Un verre peut faire office de presse-papier, de prison pour un papillon capturé ; un verre peut avoir une valeur artistique par sa décoration gravée ou dessinée, ceci, en dehors du fait qu'il convient pour boire, est en verre, est de forme cylindrique ou pas tout à fait, et ainsi de suite.

Poursuivons. Si j'ai besoin d'un verre à l'instant en tant qu'ustensile servant à boire, peu m'importe de savoir s'il est de forme parfaitement cylindrique ou s'il est réel-

lement en verre ; l'important par contre, c'est qu'il ne soit pas fêlé au fond, que je ne risque pas de me couper les lèvres en m'en servant, etc. Si j'ai besoin d'un verre non pour boire, mais dans un autre but pour lequel n'importe quel cylindre de verre convienne, alors même si ce verre est fêlé au fond, ou même s'il n'a pas de fond du tout, il fait l'affaire, etc.

La logique formelle, à laquelle on se limite dans les écoles (et à laquelle on doit se limiter, avec des corrections, pour les premières classes), prend des définitions formelles, en se guidant sur ce qui est le plus courant, ou sur ce qui saute aux yeux le plus souvent, et elle s'arrête là. Si, ce faisant, on prend deux définitions différentes, ou davantage, et si on les juxtapose d'une façon tout à fait fortuite (cylindre en verre et ustensile où l'on boit), nous obtenons une définition éclectique, qui indique sans plus des aspects différents de l'objet.

La logique dialectique exige que nous allions plus loin. Pour connaître réellement un objet, il faut embrasser et étudier tous ses aspects, toutes ses liaisons et « médiations ». Nous n'y arriverons jamais intégralement, mais la nécessité de considérer tous les aspects nous garde des erreurs et de l'engourdissement. Voilà un premier point. Deuxièmement : la logique dialectique exige que l'on considère l'objet dans son développement, son « mouvement propre » (comme dit parfois Hegel), son changement. En ce qui concerne le verre, cela n'est pas évident d'emblée ; cependant, même un verre ne reste pas immuable ; notamment sa destination, son usage, sa *liaison* avec le monde extérieur se modifient. Troisièmement : toute la pratique de l'homme doit entrer dans la « définition » complète de l'objet, à la fois comme critère de la vérité et comme déterminant pratique de la liaison de l'objet avec ce qui est nécessaire à l'homme. Quatrième point : la logique dialectique enseigne qu'« il n'y a pas de vérité abstraite », que « la vérité est toujours concrète », comme aimait à le dire, après Hegel, feu Plékhanov. (Il me semble opportun de remarquer entre parenthèses à l'intention des jeunes membres du parti, qu'il est *impossible* de devenir un communiste conscient et *authentique* sans avoir étudié — je dis bien *étudié* — tous les ouvrages philosophiques de Plékhanov car c'est ce qui

existe de meilleur dans toute la littérature marxiste internationale *.)

Il va de soi que je n'ai pas épuisé la notion de logique dialectique. Mais cela suffit pour le moment. Nous pouvons passer du verre aux syndicats et au programme de Trotski.

« D'une part, école, de l'autre, appareil », dit Boukharine, et il l'écrit dans ses thèses. L'erreur de Trotski, c'est qu'il « ne défend pas suffisamment l'élément école »... celle de Zinoviev, c'est de négliger l'« élément appareil ».

Pourquoi ce raisonnement est-il de l'éclectisme mort, privé de contenu ? Parce que Boukharine ne fait pas le moindre effort pour analyser par lui-même, de son propre point de vue, à la fois tout l'historique du débat (ce que le marxisme, *c'est-à-dire* la logique dialectique, exige sans faute) et toute la façon dont on a abordé la question, toute la façon dont on l'a posée ou, si vous voulez, toute l'orientation donnée à la façon de poser la question dans le moment présent, dans les circonstances concrètes présentes. Boukharine ne fait pas le moindre effort en ce sens ! Il traite la question sans la moindre étude concrète avec des abstractions nues, et il prend un petit bout à Zinoviev, un petit bout à Trotski. L'éclectisme, c'est cela.

Pour expliquer cela de façon plus concrète, je prendrai un exemple. Je ne sais absolument rien des insurgés et des révolutionnaires du Sud de la Chine (à part deux ou trois articles de Sun Yat-sen et quelques livres et articles de journaux que j'ai lus il y a bien des années). Puisqu'il y a des insurrections, il y a aussi, probablement, des discussions entre un Chinois n° 1, lequel dit que l'insurrection est le produit d'une lutte de classes très aiguë qui a gagné toute la nation, et un Chinois n° 2, lequel dit que l'insurrection est un art. Je peux, sans rien savoir de

---

* A ce propos, on ne peut manquer de souhaiter, premièrement, que dans l'édition en cours des œuvres de Plékhanov, tous les articles philosophiques soient groupés en un ou plusieurs volumes spéciaux munis d'un index très détaillé, etc. Car ces œuvres doivent faire partie de la série des manuels obligatoires du communisme. Deuxièmement, je pense que l'Etat ouvrier doit exiger des professeurs de philosophie qu'ils connaissent l'exposé de la philosophie marxiste laissé par Plékhanov et sachent l'enseigner à leurs élèves. Mais tout cela nous éloigne de la « propagande » et relève de l'« administration ».

plus, rédiger des thèses semblables à celles de Boukharine : « d'une part... d'autre part ». Le premier n'a pas tenu compte suffisamment de l'« élément art », le second de l'« élément acuité », etc. Ce sera de l'éclectisme mort et sans contenu, puisqu'il y manquera l'étude *concrète* du différend *donné*, de la question donnée, de la façon donnée de l'aborder, etc.

Les syndicats sont d'une part une école, d'une autre, un appareil ; d'une troisième, une organisation des travailleurs ; d'une quatrième, une organisation composée presque uniquement d'ouvriers industriels ; d'une cinquième, une organisation par branches de production *, etc., etc. Nous ne trouvons chez Boukharine pas même l'ombre d'une justification quelconque, d'une analyse personnelle quelconque visant à démontrer pourquoi il faut considérer les deux premiers « aspects » de la question ou de l'objet, plutôt que le troisième, le quatrième, le cinquième, etc. C'est pourquoi les thèses du groupe Boukharine ne sont rien d'autre que de l'éclectisme creux. Il pose toute la question du rapport entre « école » et « appareil » d'une façon radicalement fausse, éclectique.

Pour la poser correctement, il faut passer des abstractions creuses au concret, c'est-à-dire au débat actuel. Prenez-le comme vous le voudrez, tel qu'il s'est engagé à la V^e^ Conférence des syndicats de Russie, ou bien tel qu'il a été posé et *orienté* par Trotski lui-même dans sa brochure-programme du 25 décembre, et vous verrez que *tout* le point de vue de Trotski est erroné, que toute son orientation est erronée. Il n'a pas compris que les syndicats doivent et peuvent être considérés comme une école à la fois quand on aborde le sujet du « trade-unionisme soviétique », quand on parle de la propagande de production en général, et quand on pose, *comme* le fait Trotski, la question de l'« amalgame », de la participation des syndicats à la direction

* Notons en passant que *sur ce point également* Trotski commet une erreur. Il pense qu'un syndicat de production est un syndicat appelé à tenir en main la production. C'est inexact. Un syndicat de production, c'est un syndicat qui organise les ouvriers par branches de production, ce qui est inévitable étant donné le niveau technique et culturel présent de la Russie et du monde entier.

de la production. Et, à propos de cette dernière question, telle qu'elle se trouve posée dans toute la brochure-programme de Trotski, l'erreur est de ne pas comprendre que les syndicats sont une *é c o l e de direction administrative et technique de la production.* Non pas « d'une part, école, de l'autre, quelque chose de différent », mais *sous tous les aspects,* dans le débat présent, dans la question telle que la pose Trotski, les *syndicats sont une école* : école d'union, école de solidarité, école de défense des intérêts, école de gestion de l'économie, école d'administration. Au lieu de comprendre et de corriger l'erreur fondamentale du camarade Trotski, le camarade Boukharine nous a donné ce petit rectificatif ridicule : « d'une part, d'autre part ».

Examinons la question de plus près, encore plus concrètement. Voyons ce que sont les syndicats actuels, en tant qu'« appareil » de gestion de la production. Nous l'avons vu : selon des données partielles, environ 900 ouvriers, membres et délégués des syndicats, dirigent la production. Multipliez ce chiffre, si vous voulez par dix, par cent même ; admettons, je vous le concède afin d'expliquer votre erreur fondamentale, que le « mouvement en avant » aille à une vitesse aussi incroyable dans l'immédiat : nous n'obtenons malgré tout qu'une proportion infime de militants syndicaux qui participent directement à la *gestion*, comparée à leurs effectifs de six millions de membres. Ce qui nous montre encore plus nettement que porter toute l'attention sur la « couche dirigeante », comme le fait Trotski, parler du rôle des syndicats dans la production et de la gestion de la production, sans tenir compte du fait que 98 1/2% *étudient* (6 000 000—90 000=5 910 000=98 1/2% du total) *et doivent étudier longtemps encore*, c'est commettre une erreur fondamentale. Non pas école *et* gestion, mais *é c o l e de gestion.*

Le camarade Trotski dans sa polémique avec Zinoviev du 30 décembre, où il l'a accusé tout à fait gratuitement et à tort de nier le principe de la « désignation », c'est-à-dire le droit et le devoir du Comité central de procéder aux nominations, le camarade Trotski a énoncé par mégarde cette antithèse extrêmement caractéristique :

... « Zinoviev, a-t-il dit, a trop tendance à aborder chaque question pratique du point de vue de la propagande, en oubliant qu'il y a là non seulement matière à agitation, mais aussi un point qui doit être réglé administrativement (p. 27). »

Je vais expliquer en détail, ce que *pourrait* être le point de vue administratif à ce sujet. Mais l'erreur fondamentale du camarade Trotski réside justement dans le fait qu'il a abordé en *administrateur* (ou plutôt s'est précipité sur) *les questions* soulevées par lui-même dans sa brochure, alors qu'il pouvait et devait aborder *ces* questions-*là* en propagandiste, et *en propagandiste seulement*.

En effet, qu'y a-t-il de bon chez Trotski ? Non pas dans ses thèses, mais dans ses *discours*, particulièrement quand il oublie sa polémique malheureuse contre l'aile soi-disant « conservatrice » des syndicalistes ? Ce qu'il y a d'incontestablement bon et utile, c'est *la propagande de production*. Par un travail « économique » sérieux au sein de la commission syndicale, par des interventions orales et écrites, en tant que membre et responsable du Bureau de propagande pour la production de Russie, le camarade Trotski aurait à coup sûr grandement servi la cause (ce qu'il fera à coup sûr). L'erreur, ce sont les « thèses-programme ». On y voit en filigrane le point de vue de l'administrateur devant la « crise » de l'organisation syndicale, les « deux tendances » dans les syndicats, l'interprétation du programme du P.C.R., le « trade-unionisme soviétique », la « formation des dirigeants de la production », l'« amalgame ». Je viens d'énumérer tous les thèmes principaux du « programme » de Trotski, or, justement pour ces thèmes le seul point de vue dans le moment présent, avec la matière dont Trotski dispose, c'est celui du propagandiste.

L'Etat est le domaine de la contrainte. Ce serait folie de renoncer à la contrainte, surtout à l'époque de la dictature du prolétariat. Les « ordres administratifs » et le point de vue administratif y sont obligatoires. Le parti est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui gouverne directement, c'est le dirigeant. Le moyen spécifique d'action sur l'avant-garde, pour l'épurer et l'aguerrir, c'est l'exclusion du parti et non la contrainte. Les syndicats sont le réservoir du pouvoir d'Etat, l'école du communisme, l'école de la gestion économique. Dans ce domaine, l'élé-

ment spécifique et essentiel, ce *n*'est *pas* l'administration mais la « *liaison* » « *entre* la direction centralisée » (et aussi locale, bien entendu) « de l'Etat, l'économie nationale et *les larges masses* laborieuses » (comme le spécifie le programme de notre parti, au § 5 de la partie économique, consacré aux syndicats).

On aperçoit en filigrane tout au long de la brochure-programme de Trotski sa façon erronée de poser la question, l'incompréhension de ce rapport.

Imaginez que Trotski ait étudié ce fameux « amalgame », en liaison avec les autres thèmes de son programme, en abordant toute la question sous un autre angle. Imaginez que sa brochure soit entièrement consacrée à l'examen détaillé de, mettons, 90 sur 900 cas d'« amalgame » ou de cumul de postes au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale pour la direction de l'industrie, et de fonctions électives dans les syndicats, de cumul des membres des syndicats et des permanents syndicaux. Imaginez que ces 90 cas soient analysés et confrontés aux résultats de sondages, aux rapports et comptes rendus des contrôleurs et instructeurs de l'Inspection ouvrière et paysanne et des Commissariats du Peuple intéressés, c'est-à-dire analysés d'après les données fournies par les administrations, du point de vue du bilan et des résultats du travail, des succès de la production, etc. Une telle démarche serait une démarche administrative correcte, et qui justifierait entièrement la politique visant à « secouer », c'est-à-dire l'attention portée sur ceux qu'il faut destituer, muter, nommer, et sur ce qu'il faut exiger à présent de la « couche dirigeante ». Si Boukharine a dit, dans son discours de Pétrograd du 3 janvier, publié par les membres du Tsektran, que Trotski préconisait d'abord de « secouer » mais qu'il y a renoncé par la suite, Boukharine tombe là encore dans un éclectisme ridicule sur le plan pratique, et tout à fait inadmissible de la part d'un marxiste sur le plan théorique. Boukharine envisage la question abstraitement, car il ne sait pas (ou ne veut pas) l'aborder concrètement. Aussi longtemps que nous, le Comité central du parti et le parti tout entier, continuerons à administrer, c'est-à-dire à diriger l'Etat, nous ne renoncerons jamais, nous ne le pouvons pas, à « secouer », c'est-à-dire à la faculté de destituer, de muter, de

nommer, de licencier, etc. Mais, dans la brochure-programme de Trotski, ce ne sont nullement ces éléments qui sont envisagés, ce n'est pas du tout la « question pratique et sérieuse » qui est posée. Ce n'est pas d'une « question pratique sérieuse » qu'ont discuté Zinoviev et Trotski, que nous discutons avec Boukharine, que discute tout le parti, mais de la question des « *tendances* dans le domaine du mouvement syndical » (fin de la thèse 4 de Trotski).

Cette question est essentiellement politique. De par la nature même de l'affaire, de l'« affaire » donnée, concrète, il est impossible de corriger l'erreur de Trotski au moyen de rectificatifs et d'additifs éclectiques, comme le veut Boukharine, animé, bien entendu, par les sentiments et les intentions les plus humanitaires.

Ici, il ne peut y avoir qu'une seule et unique solution.

Résoudre correctement le problème politique des « tendances dans le domaine du mouvement syndical », du rapport des classes, du rapport entre politique et économie, des rôles spécifiques de l'Etat, du parti, des syndicats, de l'« école » et de l'appareil, etc. C'est un premier point.

Deuxième point : en partant d'une solution politique juste, mener une propagande de production longue, méthodique, opiniâtre, patiente, diversifiée et réitérée ; mener cette propagande à l'échelle de l'Etat, au nom et sous la direction des organismes d'Etat.

Troisième point : ne pas mêler les « questions pratiques sérieuses » aux débats de tendances qui (les débats) sont le digne apanage de la « parlote générale du parti » et des discussions larges, mais poser ces questions d'une façon efficace, dans des commissions efficaces, en interrogeant les témoins, en étudiant les rapports, les comptes rendus, les statistiques et, sur toute cette base (uniquement sur cette base, uniquement dans ces conditions), uniquement sur décision d'un organisme qualifié des Soviets ou du parti ou des deux, on peut alors « secouer ».

Tandis que Trotski et Boukharine nous ont donné un méli-mélo d'erreurs politiques au départ, de rupture des transmissions et des courroies au milieu et d'incursion ou plutôt d'assaut en l'air, à vide, contre les « ordres administratifs ». Puisque Boukharine a posé avec son

« verre » la question de l'origine théorique, on voit que l'origine « théorique » de l'erreur est nette. L'erreur de Boukharine sur le plan théorique, gnoséologique en l'occurrence, est d'avoir substitué l'éclectisme à la dialectique. En posant la question d'une façon éclectique, Boukharine s'est empêtré à fond et il a abouti au syndicalisme. L'erreur de Trotski a nom : point de vue unilatéral, emballement, exagération, obstination. Le programme de Trotski, c'est que le verre est un ustensile pour boire, alors que le verre en question n'a pas de fond.

CONCLUSION

Il ne me reste plus qu'à évoquer brièvement quelques points à propos desquels le silence pourrait donner lieu à des malentendus.

Dans la thèse 6 de son « programme », le camarade Trotski a reproduit le § 5 de la partie économique du programme du P.C.R., ayant trait aux syndicats. Deux pages plus loin, dans la thèse 8, le camarade Trotski déclare :

... « Après avoir perdu leur ancienne base d'existence, la lutte économique de classe, les syndicats »... (c'est inexact, c'est une exagération hâtive : les syndicats ont perdu la base de la lutte économique *de classe*, mais ils sont loin d'avoir perdu, et malheureusement pendant de longues années, ils ne pourront pas perdre la base de la « lutte économique » *qui n'est pas de classe*, je veux dire la lutte contre les déformations bureaucratiques de l'appareil soviétique, la sauvegarde des intérêts matériels et moraux des masses laborieuses par des moyens inaccessibles à cet appareil, etc. (... « les syndicats, en raison d'un certain nombre de conditions, n'ont pas réussi à rassembler les forces nécessaires, et à mettre au point les méthodes nécessaires, pour être en mesure de mener à bien la tâche nouvelle que leur pose la révolution prolétarienne et que notre programme formule en ces termes : « *organiser la production* » (les italiques sont de l'auteur, p. 9, thèse 8).

C'est, à nouveau, une exagération hâtive qui porte le germe d'une grave inexactitude. Le programme n'emploie pas ces termes, n'assigne pas aux syndicats la tâche d'« organiser la production ». Examinons pas à pas chaque idée,

chaque thèse du programme de notre parti dans l'ordre même où ces thèses se présentent dans le texte :

(1) « L'appareil d'organisation » (pas n'importe lequel) « de l'industrie socialisée doit s'appuyer en premier lieu » (mais non pas exclusivement) « sur les syndicats ». (2) « Ceux-ci doivent s'affranchir de plus en plus de l'étroitesse corporative » (comment ? sous la direction du parti et au cours de l'action éducatrice et autre du prolétariat exercée sur la masse laborieuse non prolétarienne) « pour devenir de grandes unions de production rassemblant la majorité, puis progressivement, la totalité des travailleurs d'une branche donnée de la production »...

Telle est la première partie du chapitre consacré aux syndicats. Comme vous le voyez, ce passage pose aussitôt des « conditions très *strictes* », exigeant un très long travail. Voici la suite :

...« Etant devenus, conformément aux lois de la République soviétique et à la pratique en vigueur, membres »... (terme très prudent, comme vous le voyez ; membres seulement)... « de tous les organismes de gestion industrielle tant locaux que centraux, les syndicats doivent parvenir à concentrer effectivement entre leurs mains toute la direction de toute l'économie nationale, considérée comme un ensemble économique unique »... (notez ceci : ils doivent parvenir à concentrer effectivement la gestion, non des branches d'industrie ni de l'industrie, mais de toute l'économie nationale, considérée au surplus comme un ensemble économique unique : cette condition, en tant que condition économique, ne peut être considérée comme réalisée avant que les petits producteurs, à la fois dans l'industrie et dans l'agriculture, ne représentent un pourcentage inférieur à la moitié et dans la population et dans l'économie nationale)... « Assurant ainsi »... (précisément « ainsi », ce qui réalise progressivement toutes les conditions indiquées auparavant)... la liaison indissoluble entre la direction centralisée d'Etat, l'économie nationale et les larges masses laborieuses, les syndicats doivent entraîner ces dernières de la façon la plus large »... (c'est-à-dire les masses, c'est-à-dire la majorité de la population)... « à la gestion directe de l'économie. La participation des syndicats et des larges masses qu'ils initient à la gestion de

l'économie constitue, en même temps, le moyen principal de lutter contre la bureaucratisation de l'appareil économique du pouvoir des Soviets, et permet d'instaurer un véritable contrôle du peuple sur les résultats de la production ».

Ainsi, nous retrouvons dans la dernière phrase, un autre terme très prudent : « participation à la gestion de l'économie » ; l'appel aux larges masses est, de nouveau, indiqué comme le moyen principal (mais non le seul) de lutter contre la bureaucratie ; et, en conclusion, cette indication d'une extrême prudence : « *permet* » d'instaurer « le *contrôle du peuple* », c'est-à-dire des ouvriers et des paysans, et nullement du prolétariat seul.

Résumer tout cela en disant que le programme de notre parti a « formulé » pour les syndicats la tâche d'« organiser la production » est manifestement faux. En accentuant cette erreur, en l'insérant dans des thèses-programme, on n'obtient rien d'autre qu'une déviation syndicaliste anticommuniste.

A ce propos, le camarade Trotski écrit dans ses thèses que, « ces derniers temps, nous ne nous sommes pas rapprochés mais éloignés du but fixé dans le programme » (p. 7, thèse 6). C'est une affirmation gratuite et, je pense, inexacte. On ne peut le démontrer en se référant, comme l'a fait Trotski dans les discussions, au fait que ce sont les syndicats « eux-mêmes » qui l'ont reconnu. Pour le parti, ce n'est pas l'autorité suprême. Et, d'une façon générale, on ne saurait le démontrer que grâce à une étude objective et très sérieuse d'un grand nombre de faits. Ceci premièrement. Et, deuxièmement, même si cela était démontré, une question resterait encore en suspens : pourquoi nous sommes-nous éloignés ? Parce que de « nombreux syndicalistes » « repoussent les tâches et méthodes nouvelles », comme le pense Trotski, ou bien parce que « nous » « n'avons pas réussi à rassembler les forces nécessaires et à mettre au point les méthodes nécessaires » pour couper court à certains excès inutiles et néfastes de la bureaucratie et les corriger ?

A ce sujet, il convient d'évoquer le reproche que nous a fait le camarade Boukharine le 30 décembre (et que Trotski a repris hier, le 24 janvier, lors de notre discussion devant la fraction communiste du II[e] Congrès des mineurs), le

reproche d'avoir « renié la ligne tracée par le IXe Congrès du parti » (p. 46 du compte rendu de la discussion du 30 décembre). Au IXe Congrès du parti, disent-ils, Lénine s'est fait le défenseur de la militarisation du travail et il a raillé ceux qui invoquaient la démocratie ; mais maintenant il a « renié » cela. Dans son allocution finale, le 30 décembre, le camarade Trotski a, si je puis dire, assaisonné ce reproche d'un piment particulier : « Lénine tient compte du fait qu'il s'opère dans les syndicats... un regroupement des camarades de tendance oppositionnelle » (p. 65) ; Lénine adopte « une attitude diplomatique » (p. 69) ; « le louvoiement parmi les groupements du parti » (p. 70), etc. Le camarade Trotski expose l'affaire de manière naturellement fort flatteuse pour lui-même et pire que peu flatteuse pour moi. Mais examinons les faits :

A cette même discussion du 30 décembre, Trotski et Krestinski établissent que « dès juillet (1920), le camarade Préobrajenski a posé au C.C. la question de la nécessité de nous engager dans une voie nouvelle en ce qui concerne la vie intérieure de nos organisations ouvrières » (p. 25). En août, le camarade Zinoviev rédige un projet de lettre, et le C.C. ratifie une *lettre du C.C.* portant sur la lutte contre la bureaucratie et pour l'élargissement de la démocratie. En septembre, la question est soulevée à la conférence du parti, et la décision de celle-ci est ratifiée par le C.C. En décembre, la lutte contre la bureaucratie est posée au VIIIe Congrès des Soviets. Donc, tout le C.C., tout le parti et toute la république ouvrière et paysanne ont reconnu la nécessité de mettre à l'ordre du jour la question de la bureaucratie et de la lutte contre cette dernière. Est-ce là « renier » le IXe Congrès du P.C.R. ? Non. En aucune façon. Les décisions concernant la militarisation du travail, etc., sont incontestables, et je n'ai nul besoin de rétracter mes railleries envers ceux qui les ont contestées en invoquant la démocratie. L'unique conclusion à tirer est que nous allons élargir la démocratie dans les organisations ouvrières, sans en faire le moins du monde un fétiche : que nous redoublerons d'attention dans la lutte contre la bureaucratie ; que nous corrigerons avec un soin particulier tous les excès inutiles et néfastes de la bureaucratie, quels que soient ceux qui les signalent.

Encore une dernière remarque sur la petite question des urgences et de l'égalisation. Lors de la discussion du 30 décembre, j'ai dit que la formulation de la thèse 41 du camarade Trotski sur ce point était fausse sur le plan théorique, car on y trouve l'égalisation dans la consommation et les urgences dans la production. Quand il y a urgence, il y a préférence, ai-je répondu, et la préférence n'est rien sans la consommation. Le camarade Trotski me reproche à la fois mon point de vue ainsi que mon « extrême défaut de mémoire », et mon « désir de terroriser » (pp. 67 et 68) ; je m'étonne même de ce qu'il ne me reproche pas mon louvoiement, ma diplomatie, etc. Lui, Trotski, a fait des concessions en faveur de ma politique d'égalisation, et voilà que moi, je viens l'attaquer.

En fait, le lecteur qui s'intéresse aux affaires du parti dispose de documents du parti précis : la résolution de la session plénière du C.C. de novembre, point 4, et les thèses-programme de Trotski, thèse 41. Si « oublieux » que je sois et si bonne que soit la mémoire du camarade Trotski, il n'en demeure pas moins que la thèse 41 renferme une erreur théorique qui n'existe pas dans la résolution du C.C. du 9 novembre. Cette résolution déclare : « Reconnaissant la nécessité de conserver le principe des urgences dans l'application du plan économique, le C.C., entièrement solidaire avec la décision de la dernière conférence de Russie (c'est-à-dire celle de septembre), juge nécessaire le passage progressif, mais constant, vers l'égalisation quant à la position des différents groupes d'ouvriers et de leurs syndicats respectifs, en renforçant sans cesse l'organisation syndicale générale. » Il est évident que ceci est dirigé contre le Tsektran, et il est impossible d'interpréter autrement le sens précis de cette résolution. La politique des urgences n'est pas abolie. La préférence accordée à une entreprise, à un syndicat, à un trust ou à une administration d'avant-garde (dans l'application du plan économique) demeure, mais en même temps, la « politique d'égalisation » qui n'a pas été défendue par le « camarade Lénine », *mais ratifiée par la conférence du parti et par le C.C., c'est-à-dire par tout le parti*, exige clairement : *passez* à l'égalisation, d'une façon progressive mais constante. Que le Tsektran n'ait pas appliqué la résolution de novembre du

C.C., la décision du C.C. de décembre (que Trotski et Boukharine ont fait adopter) le montre ; nous y voyons évoqués une fois de plus les « principes de la démocratie normale ». L'erreur théorique de la thèse 41, c'est qu'elle indique : dans le domaine de la consommation, égalisation, dans celui de la production, politique des urgences. C'est un non-sens économique, car c'est couper la consommation de la production. Je n'ai rien dit, et je n'ai pu rien dire de semblable. Si une usine est inutile, qu'on la ferme. Qu'on ferme toutes les usines qui ne sont pas absolument nécessaires. Parmi celles qui sont absolument nécessaires, qu'on accorde la préférence à l'entreprise de choc. Par exemple, aux transports. C'est incontestable. Mais pour que cette préférence ne soit pas excessive et compte tenu du fait qu'elle était excessive au Tsektran, la directive du *parti* (et non pas de Lénine) est : *passez d'une façon progressive*, mais constante, à l'égalisation. Si Trotski, après la session plénière de novembre, qui a adopté une décision précise et théoriquement juste, publie une brochure fractionnelle sur les « deux tendances » et propose dans la thèse 41 sa formulation à lui, économiquement fausse, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

Aujourd'hui, le 25 janvier, il s'est écoulé exactement un mois depuis la prise de position fractionnelle du camarade Trotski. Dès maintenant, il apparaît fort nettement qu'en raison de cette prise de position inopportune dans sa forme et erronée dans son contenu, le parti a été détourné du travail sérieux et pratique dans le domaine de l'économie et de la production, qu'il en a été détourné pour corriger des erreurs politiques et théoriques. Mais c'est avec raison que le vieux proverbe affirme : « à quelque chose malheur est bon ».

Des propos monstrueux ont couru sur les divergences internes au C.C. Autour de l'opposition se blottissaient (et de toute évidence se blottissent toujours) menchéviks et socialistes-révolutionnaires qui enflent les bruits, répandent des formulations d'une hargne inouïe et inventent des fables, cherchant tous les moyens de dénigrer, d'aggraver les conflits, de gâcher le travail du parti, d'en donner

une interprétation ordurière. C'est un procédé politique de la bourgeoisie, y compris des démocrates petits-bourgeois, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui nourrissent une haine effrénée contre les bolchéviks et ne peuvent pas ne pas la nourrir, pour des raisons par trop compréhensibles. Tout membre conscient du parti connaît ce procédé politique, et en connaît aussi le prix.

Les divergences au sein du Comité central ont obligé à en appeler au parti. La discussion a révélé concrètement leur contenu et leur importance. Il a été mis fin aux bruits et à la calomnie. Le parti s'instruit et se trempe dans la lutte contre une maladie nouvelle (en ce sens que nous l'avions oubliée depuis la Révolution d'Octobre) : les tendances fractionnelles. En fait, c'est une vieille maladie, dont les récidives sont probablement inévitables durant quelques années, mais dont la guérison peut et doit s'effectuer maintenant plus vite et plus facilement.

Le parti apprend à ne pas exagérer les divergences. Il convient de reprendre ici les justes remarques du camarade Trotski concernant le camarade Tomski : « Au plus fort de la polémique contre le camarade Tomski, j'ai toujours dit qu'il était absolument clair pour moi que seuls peuvent être nos dirigeants dans les syndicats des hommes possédant l'expérience et l'autorité que possède le camarade Tomski. Je l'ai dit devant la fraction de la Ve Conférence des syndicats ; je l'ai répété ces jours-ci au théâtre Zimine. La lutte idéologique dans le parti ne signifie pas se repousser les uns les autres, mais agir les uns sur les autres » (p. 34 du compte rendu de la discussion du 30 décembre). Il va de soi que le parti appliquera également ce juste raisonnement au camarade Trotski.

La déviation syndicaliste s'est particulièrement manifestée, au cours de la discussion, chez le camarade Chliapnikov et son groupe, dit de l'« opposition ouvrière ». Comme il s'agit d'une tendance qui s'écarte manifestement du parti et du communisme, il faudra en tenir compte tout particulièrement, il faudra en parler d'une façon particulière, il faudra consacrer une attention particulière à la propagande et à l'explication de l'inexactitude de ces vues et du danger de cette erreur. Le camarade Boukharine, qui est allé jusqu'à employer le terme syndicaliste de

« candidatures obligatoires » (des syndicats aux organismes de gestion), se défend aujourd'hui dans la *Pravda* de façon fort maladroite et inopérante. Dans les autres points, voyez-vous, il parle du rôle du parti ! Je pense bien ! Sinon, cela signifierait s'écarter du parti. Sinon, ce ne serait pas seulement une *erreur*, qui demande à être corrigée, et peut l'être aisément. Si l'on parle de « candidatures obligatoires » et si l'on n'ajoute pas aussitôt qu'elles sont obligatoires mais *non* pour le parti, c'est une déviation syndicaliste, *in*compatible avec le communisme et *in*compatible avec le programme du P.C.R. Si l'on ajoute : « obligatoires, mais *non* pour le parti », on dupe les ouvriers sans-parti par le mirage d'on ne sait quelle extension de leurs droits, alors qu'en réalité il n'y aura pas le moindre changement par rapport à ce qui existe actuellement. Plus le camarade Boukharine persistera à défendre sa déviation par rapport au communisme, nettement fausse sur le plan théorique et mensongère politiquement, et plus les fruits de son obstination seront affligeants. Mais on ne saurait défendre ce qui est indéfendable. Le parti n'est pas opposé à toute extension des droits des ouvriers sans-parti, mais il suffit d'un peu de réflexion pour comprendre de quelle façon on peut avancer dans cette voie, et de quelle façon on ne le peut pas.

Lors de la discussion de la fraction communiste au IIe Congrès des mineurs de Russie, le programme de Chliapnikov, malgré le soutien du camarade Kissélev, qui jouit d'une autorité particulière dans ce syndicat, a été battu : notre programme a recueilli 137 voix, celui de Chliapnikov 62, et celui de Trotski 8. La déviation syndicaliste doit être guérie, et elle le sera.

En un mois, Pétrograd, Moscou et plusieurs villes de province ont déjà montré que le parti a fait écho à la discussion et qu'il a repoussé à une majorité écrasante la ligne erronée du camarade Trotski. S'il y a eu incontestablement des flottements au « sommet » et à la « périphérie », dans les comités et administrations, la masse des militants de base, la masse ouvrière du parti s'est prononcée, à une majorité bel et bien écrasante, contre cette ligne erronée.

Le camarade Kaménev m'a fait savoir que le 23 janvier,

lors de la discussion dans l'arrondissement Zamoskvoretski de Moscou, le camarade Trotski a déclaré qu'il retirait son programme et qu'il se joignait, sur un programme nouveau, au groupe Boukharine. Malheureusement, ni le 23 janvier, ni le 24, je n'ai entendu le moindre mot à ce sujet de la part du camarade Trotski qui a pris la parole contre moi devant les communistes du congrès des mineurs. Les intentions et les programmes du camarade Trotski se sont-ils modifiés une fois de plus, ou bien la chose s'explique-t-elle de quelque autre façon ? Je l'ignore. En tout cas, la déclaration faite par le camarade Trotski le 23 janvier montre que le parti, bien qu'il n'ait pas eu le temps de mobiliser toutes ses forces, qu'il ait exprimé uniquement les vues de Pétrograd, de Moscou et d'une minorité des chefs-lieu de province, a tout de même rectifié immédiatement, fermement, énergiquement, rapidement et inébranlablement l'erreur du camarade Trotski.

Les ennemis du parti ont eu tort de pavoiser. Ils n'ont pas pu et ils ne pourront pas exploiter les divergences, parfois inévitables, au sein du parti pour lui nuire et nuire à la dictature du prolétariat en Russie.

Le 25 janvier 1921.

Publié en janvier 1921 en brochure séparée, aux Editions de la Section de presse du Soviet de Moscou des députés ouvriers, paysans et soldats

Conforme au texte de la brochure collationné sur celui du manuscrit

DISCOURS A LA CONFERENCE ELARGIE DES METALLURGISTES DE MOSCOU LE 4 FEVRIER 1921[26]

Je m'excuse de ne pouvoir participer aux travaux de la conférence ; je me bornerai à exposer mon point de vue.

Les camarades qui ont pris la parole m'ont appris que la campagne des semailles vous intéresse beaucoup. Fort nombreux sont ceux qui pensent que la politique du pouvoir des Soviets à l'égard des paysans dissimule je ne sais quelle ruse. La politique que nous suivons dans ce domaine est telle que nous l'exposons toujours ouvertement aux yeux de toute la masse. La question fondamentale du pouvoir soviétique, c'est qu'après nos victoires, nous n'avons pas encore de victoires dans les autres pays. Si vous lisez attentivement notre Constitution, vous verrez que nous ne promettons pas monts et merveilles, mais que nous indiquons la nécessité de la dictature, car le monde bourgeois tout entier est dressé contre nous.

On nous dit : les paysans ne jouissent pas de conditions égales à celles des ouvriers, là est votre ruse. Mais, cette ruse, nous la proclamons ouvertement.

Quiconque a réfléchi avec un tant soit peu de calme au rapport des forces avec la bourgeoisie, sait qu'elle est plus forte que nous mais que, cependant, depuis trois ans, elle ne peut pas nous écraser. Ce n'est pas un miracle ; nous ne croyons pas aux miracles. La raison en est simplement qu'ils ne peuvent pas s'unir et se disputent pour se partager le butin. La majorité des territoires opprimés constituent les colonies ; la minorité vit comme sur un volcan du labeur de ces colonies.

Ils sont plus forts que nous, mais chez eux aussi le mouvement grandit. La puissance militaire des capitalistes est supérieure à la nôtre, pourtant ils ont échoué et nous disons : le plus dur est passé, mais l'ennemi renouvellera ses tentatives. Aucun des Européens qui ont visité notre pays ne dit qu'il n'y aurait chez eux ni de loqueteux ni de « queues » ; ils déclarent que même l'Angleterre, après six ans de guerre, serait dans une situation identique.

Il faut orienter tous les efforts vers l'amélioration des rapports entre les ouvriers et les paysans. Les paysans forment une autre classe ; le socialisme sera réalisé lorsqu'il n'y aura plus de classes, lorsque les travailleurs détiendront tous les instruments de production. Les classes subsistent encore dans notre pays ; leur abolition demandera de très longues années, et ceux qui le promettent pour bientôt sont des charlatans. Le paysan vit à l'écart, est installé dans son coin, maître chez lui, et il a du blé : il peut ainsi asservir tout le monde. Un ennemi en armes nous guette et, pour qu'il ne nous renverse pas, nous devons établir des rapports équitables entre les ouvriers et les paysans.

Si on considère les ouvriers et les paysans, on voit que ces derniers sont en majorité. La bourgeoisie dit que la démocratie règne chez elle, que les ouvriers et les paysans jouissent de droits identiques. Aussi longtemps que les paysans suivront la bourgeoisie et que les ouvriers seront seuls, les ouvriers seront écrasés. Si nous l'oublions, nous serons vaincus par le capital. Nous ne promettons pas l'égalité : elle n'existe pas dans notre pays. Elle ne peut pas exister, aussi longtemps que les uns ont du pain à satiété et que les autres n'ont rien.

Les capitalistes ont su tenir compte de ce fait qu'on ne saurait partager une fabrique, mais que l'on peut partager la terre. Chez nous règne la dictature du prolétariat ; ce mot effraie les paysans, mais c'est le seul moyen de les unir et de les obliger à marcher sous la direction des ouvriers. Nous pensons que c'est une position juste, et que la classe ouvrière unira les paysans. Alors seulement, la route sera ouverte ; alors seulement nous pourrons avancer vers l'abolition des classes.

Quelle est la politique pratiquée par les capitalistes en Amérique ? Ils distribuent gratuitement la terre, les paysans les suivent, et les capitalistes les tranquillisent en tenant des discours sur l'égalité. Il faut ou bien se laisser duper, ou bien comprendre la duperie et s'unir aux ouvriers pour chasser les capitalistes.

Telle est notre politique, telle que vous la trouverez dans notre Constitution. On m'a dit ici : il faut réviser la campagne des semailles. Je sais que la situation des paysans est très pénible en ce printemps. Pour les ouvriers, le plus dur est passé. Nous n'avons promis l'égalité à personne : si tu veux être avec les ouvriers, viens avec nous, passe du côté des socialistes ; si tu ne veux pas, va chez les blancs. Nous n'avons pas promis un pouvoir facile ; mais ce pouvoir nous a arrachés à la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Pendant ces trois années, les ouvriers ont souffert de la faim et du froid ; ils ont hérité de fabriques à l'arrêt. Mais ils ont accédé au pouvoir. Même les paysans des zones céréalières ont compris la différence entre le pouvoir des ouvriers et Dénikine ; ils ont fait leur choix. Si nous avons vaincu Dénikine, ce n'est pas grâce à un miracle, mais parce que les paysans riches eux-mêmes ont vu ce qu'a donné pratiquement l'Assemblée constituante ; et le paysan s'est pris à réfléchir et à vérifier les choses par l'expérience.

Les paysans ont compris que, plus les blancs gagnaient du terrain, plus on les mobilisait dans l'armée ; et, aussitôt qu'ils s'y sont rassemblés en grand nombre, ils ont renversé Dénikine.

Nous ne promettons pas des fleuves de lait ; mais de l'autre côté, on promet l'égalité et on donne un seigneur terrien. Voilà pourquoi nous avons vaincu.

On nous dit : il faut réviser la campagne des semailles. Je réponds : nul n'a autant souffert que l'ouvrier. Pendant ce temps, le paysan a reçu la terre et il a pu s'approprier le blé. Cet hiver, les paysans ont connu une situation sans issue, et leur mécontentement est concevable.

Revoyons donc les rapports entre ouvriers et paysans. Nous avons dit que les ouvriers ont consenti des sacrifices inouïs ; cette année, il s'avère que les paysans sont dans la situation la plus pénible, et nous connaissons cette situa-

tion. Nous ne sommes pas contre la révision de ces rapports. Quel est l'objectif essentiel de la campagne des semailles ? Il consiste à ensemencer toutes les terres cultivables, sinon notre perte est inéluctable. Savez-vous combien on leur a pris de grain cette année ? Environ trois cent millions de pouds ; autrement, que serait devenue la classe ouvrière ? Même ainsi, elle a vécu en proie à la famine ! Nous savons que le sort des paysans est pénible, mais il n'y a pas d'autre remède. Actuellement, nous suspendons complètement les réquisitions dans treize provinces. L'année passée, nous avons donné huit millions de pouds de semences et nous avons reçu six millions en retour sur la récolte ; maintenant, nous avons fourni environ quinze millions. Suspendre la campagne des semailles, c'est se jeter par la fenêtre du quatrième étage. Nous ne pouvons pas promettre aux paysans de les arracher immédiatement à la misère ; il faut pour cela que les fabriques produisent cent fois plus.

Si on ne soutenait pas les ouvriers, ne fût-ce qu'à l'aide de cette maigre ration, nous arrêterions toute l'industrie.

C'est vrai que les ouvriers n'ont rien reçu pendant trois ans. Mais il n'est pas question de trouver d'un coup le remède, car il n'y en a pas.

En trois ans, la classe ouvrière s'est épuisée, et voici venu, pour les paysans, le printemps le plus dur. Mais aidez-nous à faire la campagne des semailles, à ensemencer tous les champs ; c'est alors que nous pourrons sortir des difficultés.

En Hongrie, les paysans n'ont pas aidé les ouvriers hongrois et ils sont tombés sous la domination des grands propriétaires fonciers.

Tel est le choix qui se présente à vous. Comment sortir de cette situation difficile ? Consacrons toutes nos forces à la campagne des semailles, signalons toutes les erreurs et corrigeons-les ; sinon, nous ne sortirons pas des difficultés.

Publié pour la première fois intégralement en 1927

Conforme à la copie dactylographiée du procès-verbal

DISCOURS AU IVe CONGRES DES OUVRIERS DE LA CONFECTION DE RUSSIE LE 6 FEVRIER 1921[27]

Camarades, je suis très heureux de pouvoir saluer votre Congrès au nom du Comité central de notre parti et au nom du Conseil des Commissaires du Peuple. Et ce dont je suis plus heureux encore, c'est qu'après des efforts notables, dont une faible part est échue hier à notre parti, et après les efforts considérables que vous avez tous déployés, nous soyons quand même parvenus à en finir avec le conflit, les heurts et les frictions qui existaient chez vous, par une heureuse réconciliation et par votre décision unanime d'hier. Je suis sûr, camarades, que ce petit conflit et son issue heureuse seront maintenant pour nous le gage de votre capacité, dans votre travail futur, en votre qualité de membres du syndicat ainsi que du parti, de surmonter tous les obstacles et de remplir les tâches considérables qui nous attendent.

Camarades, si l'on envisage la situation de notre république en général, la situation à la fois extérieure et intérieure du pouvoir soviétique, il est certain que c'est sur le plan extérieur que nous avions à affronter les difficultés majeures. Les difficultés majeures de toute la révolution prolétarienne de Russie provenaient de ce qu'en raison du déroulement de la guerre impérialiste et de l'évolution antérieure de la première révolution de 1905, nous avons dû assumer l'initiative de la révolution socialiste ; et cette initiative nous a valu, à nous et à notre pays, des difficultés absolument inouïes. Vous savez tous, bien entendu (dans

votre industrie, je pense que c'est encore plus évident que pour les ouvriers des autres secteurs), vous savez tous à quel point le capital représente une force internationale, à quel point les plus grosses fabriques, entreprises et magasins capitalistes du monde entier sont liés les uns aux autres ; il est donc bien évident qu'étant donné la nature même des choses, il est impossible de vaincre intégralement le capital dans un seul pays. C'est une force internationale, et, pour la vaincre intégralement, il faut encore une action commune des ouvriers, à l'échelle internationale elle aussi. Et toujours, depuis le moment où nous luttions en 1917 contre les gouvernements républicains bourgeois de Russie, depuis le moment où, à la fin de 1917, nous avons instauré le pouvoir des Soviets, nous avons toujours et à maintes reprises indiqué aux ouvriers que la tâche principale, fondamentale, la condition essentielle de notre victoire, c'est l'extension de la révolution, pour le moins, à quelques pays parmi les plus avancés. Et les difficultés majeures auxquelles nous nous sommes heurtés pendant quatre ans venaient de ce que les capitalistes occidentaux ont réussi à mettre fin à la guerre en différant la révolution.

Ici, en Russie, nous avons pu voir d'une façon particulièrement nette que c'est pendant la guerre impérialiste que la situation de la bourgeoisie était la plus précaire ; nous avons appris, ensuite, que dans tous les autres pays la fin de la guerre y a été marquée avant tout par une crise politique ; le peuple était armé, et c'est bien à ce moment que le prolétariat aurait pu d'un seul coup régler leur compte aux capitalistes. Pour de nombreuses raisons, les ouvriers de l'Europe occidentale n'ont pu le faire, et voilà plus de trois ans qu'il nous faut défendre nos positions tout seuls.

Les difficultés qui en ont résulté pour la République soviétique de Russie étaient immenses, parce que les forces armées des capitalistes du monde entier ont fait tout ce qu'il était en leur pouvoir pour soutenir nos grands propriétaires fonciers et que, bien entendu, leur puissance militaire est infiniment supérieure à la nôtre. Et si maintenant, après plus de trois ans, nous avons brisé toutes leurs invasions et obstacles, nous sommes en droit de dire sans la moindre exagération, tout en connaissant bien les

difficultés, les charges, les privations et les malheurs inouïs qui se sont abattus durant cette période sur la classe ouvrière de Russie, nous sommes en droit de dire malgré tout que l'essentiel des difficultés est déjà passé. Si la bourgeoisie mondiale n'a pas réussi en trois ans, malgré son énorme supériorité militaire, à briser un pays faible et arriéré, c'est uniquement parce que ce pays a instauré la dictature du prolétariat, uniquement parce que ce pays était assuré de la sympathie des masses laborieuses du monde entier, on peut dire de tous les pays sans exception. Si les capitalistes du monde entier n'ont pas pu venir à bout de cette tâche, pourtant facile pour eux, car leur supériorité militaire était énorme, nous pouvons dire que, du point de vue international, sur ce point, le plus dangereux de toute la révolution soviétique, je le répète, l'essentiel des difficultés est déjà passé.

Certes, le danger n'est pas encore écarté ; en ce moment, les pourparlers pour une paix définitive se poursuivent encore ; en ce moment, certains indices annoncent une phase assez délicate dans ces pourparlers, car les impérialistes français, notamment, tentent toujours d'entraîner la Pologne dans une nouvelle guerre ; ils répandent toute sorte de calomnies sur la Russie soviétique accusée de ne pas vouloir la paix.

En réalité, nous avons tout fait pour prouver notre désir de paix : nous avons souscrit il y a quelques mois à des conditions préliminaires telles que notre esprit conciliant a étonné tout le monde. Nous ne nous en écartons sur aucun point ; seulement, nous ne pouvons admettre en aucun cas que, sous prétexte de partager les biens communs aux peuples polonais et russe, soumis à l'époque au joug tsariste, ce partage devienne pour nous un nouveau tribut. Cela, nous ne pourrons absolument pas l'admettre. Un partage équitable des biens qu'il faut reconnaître comme communs, et, d'une partie du matériel ferroviaire, ainsi que la restitution au peuple polonais de toutes les valeurs culturelles particulièrement précieuses pour lui et qui, sous le tsarisme, lui furent ravies et emportées en Russie, — cette restitution, nous la jugeons indiscutable. Nous avons toujours prévu des difficultés dans le règlement de cette affaire ; mais si, sous la pression des im-

périalistes français, les Polonais veulent créer un conflit et saborder la paix coûte que coûte, nous n'y pouvons rien. Pour une réconciliation, il faut le consentement volontaire des deux parties, et non d'une seule. Qu'il s'agisse d'un très grand conflit au sein d'un syndicat, ou d'un très grand conflit et d'un choc entre deux Etats, il en va de même. Si les Polonais obéissent une fois de plus à la pression des impérialistes français, alors la paix, je le répète à nouveau, risque d'être sabordée. Vous savez tous, naturellement, quelles difficultés nouvelles s'abattront encore sur nous si les impérialistes français y réussissent ; or, nous savons bien, d'après de nombreux renseignements et documents, que des tentatives sont faites en ce sens, que des efforts énormes y sont appliqués, que des millions et des millions sont de nouveau engagés, maintenant encore, par les capitalistes étrangers, afin de lancer au printemps une nouvelle offensive contre la Russie soviétique. Après plus de trois ans, nous avons appris comment ces invasions sont organisées. Nous savons que, sans l'aide d'un Etat voisin, les capitalistes étrangers n'ont pas le moyen de lancer une campagne tant soit peu importante, de sorte que les millions qu'ils jettent à différents groupes commandés par Savinkov, ou bien au groupe des socialistes-révolutionnaires qui publient leur journal à Prague, et interviennent parfois au nom de l'Assemblée constituante, nous savons que ces quelques millions seront jetés en pure perte, qu'il n'en sortira rien, sinon du papier barbouillé d'encre dans diverses imprimeries de Prague.

Mais il reste des Etats comme la Roumanie qui n'a pas essayé de faire la guerre à la Russie, ou comme la Pologne où règnent une clique d'aventuriers militaires et la classe exploiteuse. Nous savons qu'ils ne peuvent pas rallier de grandes forces contre nous, et en même temps nous savons que nous tenons avant tout à maintenir la paix, à pouvoir consacrer toutes nos forces à relever l'économie ; aussi devons-nous faire preuve d'une prudence extrême. Nous sommes en droit de nous dire que l'essentiel des difficultés internationales est déjà passé, mais nous serions par trop insouciants de fermer les yeux devant la possibilité de nouvelles tentatives. Certes, maintenant que nous avons totalement nettoyé le front de Wrangel, que la Rou-

manie ne s'est pas risquée à la guerre au moment propice, il devient moins vraisemblable à présent qu'elle s'y risque, mais il ne faut pas oublier que la classe gouvernante de Pologne et de Roumanie se trouve dans une situation proche de ce qu'on pourrait appeler une situation absolument désespérée. Ces deux pays sont vendus en gros et au détail aux capitalistes étrangers. Ils se sont endettés jusqu'au cou, et n'ont rien pour payer leurs dettes. La faillite est imminente. Le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans ne cesse de monter. Il est arrivé plus d'une fois qu'un gouvernement bourgeois, acculé à une telle situation, se lance à corps perdu dans les aventures les plus déraisonnables et les plus insensées, que rien ne peut expliquer sinon le désespoir et une situation sans issue. Voilà pourquoi, maintenant encore, il faut envisager la possibilité de nouvelles tentatives d'invasion militaire.

L'élément principal qui nous donne l'assurance non seulement que ces tentatives seront brisées, mais encore que la situation des puissances capitalistes, sur le plan général, est instable dans le monde entier, c'est l'extension de la crise économique dans tous les pays et le progrès du mouvement ouvrier communiste. La révolution n'a pas suivi en Europe le même cours que la nôtre. Comme je l'ai déjà indiqué, à la fin de la guerre, alors que les ouvriers et les paysans disposaient des forces armées, ils n'ont pu en profiter dans les Etats d'Europe occidentale pour faire la révolution rapidement, avec le minimum de douleur ; mais la guerre impérialiste a tellement ébranlé la position de ces Etats que non seulement la crise n'est pas encore terminée, mais que, au contraire, à l'approche du printemps, partout sans exception, dans les pays avancés les plus riches, la crise économique va en s'intensifiant. Le capital est un fléau international et c'est bien pour cette raison que tous les pays sont à ce point liés les uns aux autres que le naufrage des uns entraînera tous les autres dans l'abîme.

Bien entendu, les pays riches se sont enrichis pendant la guerre, leurs capitalistes se sont engraissés ; mais en raison de la ruine complète, non seulement de la Russie, mais aussi d'une nation comme l'Allemagne, en raison de l'écrasement, en raison de la dépréciation de la monnaie, les

relations commerciales sont malgré tout sapées et perturbées dans l'immense majorité des Etats européens ; les pays les plus riches étouffent, car ils ne peuvent vendre leurs produits industriels, puisque l'argent est déprécié, le chômage s'accroît dans tous les pays dans des proportions inouïes, une crise économique sans précédent gagne le monde entier.

Par ailleurs, la classe ouvrière, achetée par la bourgeoisie qui cédait une part coquette de ses profits aux couches supérieures de cette classe, afin de la détourner de la révolution, cette classe ouvrière, après trois ans et demi de guerre contre la Russie soviétique, sort de son aveuglement dans tous les pays ; et non seulement dans les partis, mais aussi dans les syndicats du monde entier, le mouvement communiste progresse d'une façon ferme, sûre et profonde, encore que pas aussi rapide que nous le souhaiterions. Ce que les classes dirigeantes du monde entier craignent le plus, ce sont les changements qui s'opèrent dans le mouvement syndical. Un parti qui pourrait diriger le prolétariat révolutionnaire, comme ce fut le cas dans la révolution russe, lorsque le parti sortit de la clandestinité et devint en quelques mois ou en quelques semaines le guide de tout un peuple, un parti qui serait suivi par des millions de personnes, n'existait pas en Europe depuis des dizaines d'années, et on ne le craint pas. Mais tout capitaliste voit et sait que les syndicats groupent des millions de membres, que sans les syndicats, si les capitalistes ne les tiennent pas en main par l'intermédiaire de chefs qui se disent socialistes alors qu'ils font la politique des capitalistes, sans les syndicats, toute la machine du capitalisme s'écroulera. Ils le savent, ils le sentent, ils le touchent du doigt. En Allemagne, par exemple, le fait le plus caractéristique peut-être, c'est la fureur particulière, déchaînée dans toute la presse bourgeoise et dans toute la presse des social-traîtres, qui siègent à la IIe Internationale et se disent socialistes alors qu'ils sont les serviteurs fidèles du capitalisme, la fureur déchaînée moins par le voyage de Zinoviev que par celui des syndicalistes russes, parce que personne n'a désagrégé les syndicats allemands autant que les ouvriers syndicalistes russes, qui, pour la première fois, ont effectué une très brève tour-

née en Allemagne ; cette haine furieuse de tous les journaux bourgeois allemands, de tous les capitalistes qui détestent les communistes, montre à quel point leur situation manque de stabilité et de solidité. A l'échelle internationale, s'est embrasée dans le monde entier la lutte d'influence sur les syndicats qui groupent actuellement des millions d'ouvriers dans tous les Etats civilisés, et c'est d'eux que dépend tout ce travail intérieur, imperceptible à première vue ; le sort des Etats capitalistes se joue inéluctablement en fonction de la crise économique croissante.

La tentative de coup d'Etat[28] du parti monarchique allemand s'est brisée contre la résistance des syndicats ouvriers allemands le jour où les ouvriers, qui jusque-là suivaient Scheidemann et les assassins de Liebknecht et de Luxembourg, se sont tous soulevés et ont défait les forces militaires. La même chose se produit actuellement en Angleterre et, dans une grande mesure, en Amérique, d'autant plus rapidement que la crise économique s'accentue. C'est pourquoi la situation internationale nous inspire au plus haut point, non seulement l'espoir, mais aussi l'assurance que la situation intérieure des puissances capitalistes sape définitivement leurs forces et que notre situation internationale, qui était difficile hier et le reste aujourd'hui, malgré des succès énormes, s'améliorera sans nul doute, et que nous serons en état de consacrer toutes nos forces à la réalisation de nos tâches intérieures. Je ne m'attarderai pas sur ces tâches parce que pour vous tous, qui êtes au courant de la production, ces tâches d'édification sont naturellement beaucoup plus proches et compréhensibles que pour moi, et il serait superflu de s'étendre à leur sujet.

J'ai entendu la remarque à la fin du discours de l'orateur précédent, et je ne peux que m'y associer entièrement ; ce qu'on demande surtout maintenant à chaque membre, c'est de porter son attention sur les tâches pratiques de production et d'édification économique qui nous incombent. Les syndicats groupent actuellement la presque totalité des ouvriers d'industrie, ils groupent la classe qui, pendant trois ans, a supporté le fardeau le plus lourd. La classe ouvrière exerce sa dictature en Russie ; elle est la classe dirigeante dans un pays où les ouvriers sont en mino-

rité mais où, parce que c'est la classe ouvrière qui dirige, parce que l'ouvrier a connu et supporté le poids de l'exploitation capitaliste, précisément pour cette raison, la sympathie et le soutien de toute la masse laborieuse paysanne et de tous ceux qui ne vivent pas du travail d'autrui lui sont acquis. C'est pour cette raison que s'est produit ce que ne peuvent comprendre, non seulement la bourgeoisie, mais aussi les socialistes qui sont restés les ennemis de la III^e^ Internationale, et ce qui leur semble une ruse de notre gouvernement ; ils ne comprennent pas comment la classe ouvrière a pu, pendant trois ans, lutter avec tant de peine et les vaincre. Mais c'est parce que, pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs ont accédé au pouvoir, parce que la classe la plus exploitée a pris le pouvoir entre ses mains, c'est pour cette raison que la majorité des paysans ne peut manquer de soutenir la classe ouvrière, puisqu'elle constate le droit de cette dernière et n'accorde pas sa sympathie à la bourgeoisie. Le terme de bourgeois est pour eux infamant ; j'ai eu l'occasion d'entendre un paysan qui se plaignait du régime actuel, et qui manifestement ne sympathisait pas avec la politique du pouvoir des Soviets dans le domaine du ravitaillement et dans bien d'autres questions, mais qui se sentait offensé par ce que les paysans pauvres de son village le traitaient de « bourgeois ». Je ne puis admettre, disait-il, que l'on emploie pour moi un mot si déshonorant ; et le fait que les paysans, même les paysans moyens plus aisés, qui ont eux-mêmes travaillé et savent ce qu'est gagner son pain par son travail, s'ils ont été témoins de l'exploitation du peuple par le grand propriétaire foncier et le capitaliste, ce que tous ont constaté, ne peuvent manquer de trouver ce mot infamant ; c'est que ce mot signifie tout : il est à la base de notre propagande, de notre agitation, de l'action de la classe ouvrière dans l'Etat. C'est ce soutien des masses paysannes, malgré l'opposition des éléments aisés et des trafiquants, qui est acquis à la classe ouvrière. C'est bien pourquoi les syndicats sont chez nous non seulement des associations de travailleurs, les bâtisseurs de notre économie — c'est là leur tâche principale—, mais des forces d'Etat, qui édifient un Etat nouveau sans propriétaires fonciers et sans capitalistes et qui, quoiqu'en minorité,

peuvent construire la nouvelle société communiste et la construiront, parce que le soutien des dizaines de millions de personnes qui vivaient de leur travail nous est acquis. Voilà pourquoi, en saluant votre Congrès, j'exprime l'assurance que nous mènerons à bien nos tâches, malgré toutes les difficultés. (Applaudissements prolongés.)

Publié pour la première fois en 1922 dans le volume :
« Le IV^e Congrès des ouvriers de la confection de Russie (1^er-6 février 1921) (Compte rendu sténographique). »
Pétrograd

Conforme au texte du volume

DIRECTIVES DU COMITE CENTRAL AUX COMMUNISTES DU COMMISSARIAT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE

1. Tout en restant absolument fidèle à la position définie par le programme du P.C.R. concernant l'enseignement polytechnique (cf. notamment les §§ 1 et 8 du chapitre du programme consacré à l'instruction publique), le parti doit considérer l'abaissement de la limite d'âge de 17 à 15 ans pour l'enseignement général et polytechnique uniquement comme une nécessité pratique temporaire provoquée par la misère et la ruine de notre pays accablé par les guerres que nous a imposées l'Entente.

Réaliser la « liaison » de l'enseignement professionnel, pour les personnes de plus de 15 ans, avec les « connaissances polytechniques générales » (§ 8 du chapitre indiqué) est absolument obligatoire en tous lieux, dans la mesure où la moindre possibilité existe.

2. Le défaut essentiel du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique est de manquer de savoir-faire et de sens pratique, de ne pas apprécier et vérifier suffisamment l'expérience pratique, de manquer d'esprit de suite dans l'utilisation des résultats de cette expérience, de se laisser dominer par les raisonnements généraux et les mots d'ordre abstraits. Le commissaire du peuple et le collège doivent veiller tout particulièrement à lutter contre ces défauts.

3. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, en général, et la Direction de l'enseignement professionnel, en particulier, ont mal organisé le recrutement des

spécialistes pour les établissements centraux, c'est-à-dire des enseignants pourvus d'une formation théorique et ayant une longue pratique, ainsi que des personnes aussi qualifiées dans le domaine de l'enseignement professionnel et technique (y compris agronomique).

Il est indispensable de procéder immédiatement au recensement de ces personnes, compte tenu de leur ancienneté, à la vérification de leur travail, et de leur confier systématiquement des postes responsables sur le plan local, et surtout central. Aucune mesure notable ne doit être prise sans l'avis de ces spécialistes et sans leur participation constante.

Il va de soi que le recrutement des spécialistes doit s'effectuer à deux conditions obligatoires : 1) les spécialistes non communistes doivent travailler sous le contrôle de communistes; 2) le programme de l'enseignement, dans la mesure où il s'agit de matières d'enseignement général, et notamment de philosophie, de sciences sociales et d'éducation communiste, doit être fixé uniquement par des communistes.

4. Le collège et le commissaire du peuple sont tenus d'élaborer et de ratifier les programmes des principaux types d'établissements d'enseignement, puis des cours, conférences, causeries, colloques et études pratiques.

5. La section de l'école unique du travail puis, particulièrement, la Direction de l'enseignement professionnel, sont tenues de s'attacher à recruter plus largement et systématiquement tous les techniciens et agronomes aptes à l'enseignement professionnel et technique et à l'enseignement polytechnique, parallèlement à l'utilisation de toute entreprise industrielle ou agricole pour peu qu'elle soit plus ou moins bien montée (sovkhoz, station agronomique d'essais, bonne exploitation, etc., centrales électriques, etc.).

Les formes et les modalités de l'utilisation des entreprises et établissements pour l'enseignement polytechnique doivent être établies en accord avec les organismes économiques intéressés de façon à ne pas perturber la marche normale de la production.

6. Il importe de mettre au point des formes de comptabilité pratiques, très sommaires, mais nettes et précises,

de façon à ce que l'ampleur et les résultats du travail puissent être recensés et vérifiés. A cet égard, le mécanisme mis en place au Commissariat du Peuple à l'Instruction publique est fort peu satisfaisant.

7. La répartition des journaux, brochures, revues et livres dans les bibliothèques et les salles de lecture, tant scolaires qu'extra-scolaires, est elle aussi fort peu satisfaisante. Il en résulte qu'une mince couche d'employés des institutions soviétiques s'empare des livres et des journaux, et qu'il en reste excessivement peu pour les ouvriers et paysans. Toute cette activité devra être réorganisée de fond en comble.

« Pravda » n°25, 6 février 1921 *Conforme au manuscrit*

A PROPOS DU TRAVAIL DU COMMISSARIAT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE

La *Pravda* a publié dans son n° 25, en date du 5 février, les « *Directives* du C.C. du P.C.R. aux communistes du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique (à l'occasion de la réorganisation du Commissariat) ».

Malheureusement, le sens du premier point a été défiguré par une coquille trois fois répétée : au lieu de « polytechnique », on a marqué : politique ! !

Je voudrais attirer l'attention des camarades sur ces directives et susciter un échange de vues sur quelques points particulièrement importants.

En décembre 1920, le parti a tenu une conférence consacrée aux problèmes de l'instruction publique. Y participaient 134 délégués avec voix délibérative et 29 délégués avec voix consultative. La conférence a duré cinq jours. Un compte rendu en a été publié dans le « Supplément au bulletin du VIII[e] Congrès des Soviets, consacré à la conférence du Parti sur les problèmes de l'instruction publique » (éditions du C.C.E. de Russie, 10 janvier 1921). Les résolutions de la conférence, son compte rendu et tous les articles publiés dans le « Supplément au bulletin » cité (excepté l'introduction du camarade Lounatcharski et l'article du camarade Grinko) montrent que la question de l'enseignement polytechnique est mal posée, mettent en évidence le défaut signalé dans les directives du C.C. et contre lequel le commissaire du peuple et le collège doivent « veiller tout particulièrement » à lutter, savoir : l'« engouement » pour les raisonnements généraux et les mots d'ordre abstraits.

La question de l'enseignement polytechnique a été résolue pour l'essentiel, par notre programme du parti, dans

les §§ 1 et 8 du chapitre consacré à l'Instruction publique. C'est à ces points du programme que la directive du C.C. se réfère. Le § 1 traite de *l'enseignement polytechnique* jusqu'à 17 ans, le § 8 du « large développement de l'enseignement professionnel pour les personnes de plus de 17 ans, *en liaison avec les connaissances polytechniques générales* ».

Ainsi, le programme du parti pose la question d'une façon tout à fait claire. Les raisonnements sur « l'enseignement *polytechnique ou monotechnique* » (car tels sont les termes, mis entre guillemets et soulignés par moi, que nous trouvons dans toute leur absurdité monstrueuse à la p. 4 du « Supplément au bulletin » cité !), ces raisonnements sont foncièrement erronés et proprement inadmissibles chez un communiste ; ils révèlent à la fois l'ignorance du programme et l'« engouement » le plus puéril pour les mots d'ordre abstraits. Si nous sommes obligés d'abaisser *temporairement* de 17 à 15 ans l'âge du passage de l'enseignement polytechnique général à l'enseignement professionnel polytechnique, « *le parti doit considérer* » cet abaissement de la limite d'âge « uniquement » (point 1 des directives du C.C.) comme une nécessité pratique, comme une mesure temporaire, provoquée « *par la misère et la ruine du pays* ».

Les raisonnements généraux qui se mettent en peine de « justifier » un tel abaissement sont pure stupidité. Assez joué aux raisonnements généraux et aux élucubrations théoriques ! Tout le centre de gravité du travail doit être porté à « apprécier et vérifier les résultats de l'expérience *pratique* », à « *utiliser* systématiquement les *résultats* de cette expérience ».

Si peu nombreux que soient chez nous les gens sensés, compétents, expérimentés, sur le plan de la *pratique* pédagogique, il en existe quand même sans nul doute. Nous souffrons de ne pas savoir les découvrir et les placer aux postes dirigeants voulus, de ne pas savoir *étudier* avec eux l'expérience pratique d'édification soviétique. C'est justement ce qui a manqué à la conférence du parti en décembre 1920 et, si cela manque à une conférence de 163 (cent soixante-trois !) spécialistes de l'instruction publique, il devient absolument déniable qu'il existe un certain vice général et fondamental dans les données du problème, un

vice qui a rendu nécessaire une directive spéciale du C.C. du parti.

Au Commissariat à l'Instruction publique, il y a deux camarades, et deux seulement, qui ont des fonctions d'un caractère exceptionnel. Ce sont : le commissaire du peuple, le camarade Lounatcharski, qui assume la direction générale, et son adjoint, le camarade Pokrovski qui exerce les fonctions, d'une part, de commissaire du peuple adjoint et, d'autre part, de conseiller obligatoire (et de dirigeant) pour les questions scientifiques et les questions du marxisme en général. Tout le parti, qui connaît bien et le camarade Lounatcharski et le camarade Pokrovski, ne doute naturellement pas qu'ils soient tous deux, dans les domaines indiqués, des « spécialistes » en leur genre, au Commissariat du Peuple à l'Instruction. Pour tous les autres collaborateurs, une telle « *spécialisation* » ne peut exister. La « spécialité » de tous les autres collaborateurs doit être l'art de mettre au point le recrutement de professionnels de l'enseignement, d'organiser convenablement leur activité, d'utiliser méthodiquement les résultats de l'expérience pratique. C'est ce qu'indiquent les directives du C.C. aux §§ 2, 3 et 5.

A la conférence des militants du parti, on aurait dû entendre les spécialistes, les enseignants qui ont une dizaine d'années d'expérience, capables de nous dire tous ce qui a été fait et ce qui se fait dans tel domaine, par exemple dans celui de l'enseignement professionnel, comment l'édification soviétique s'acquitte de cette tâche, ce qui a été réalisé de bon, de donner des exemples de ces réalisations (il en existe à coup sûr, même s'ils sont fort peu nombreux), de signaler les indices concrets des principaux défauts et les moyens de les éliminer.

A cette conférence, *on n'a pas* tenu compte de l'expérience *pratique*, de l'avis des enseignants qui ont utilisé cette expérience de telle ou telle façon ; par contre, il y a eu des efforts malheureux de « raisonnements généraux » et d'appréciation des « mots d'ordre abstraits ». Il importe que tout le parti et tous les collaborateurs du Commissariat à l'Instruction reconnaissent ce défaut et que, grâce à nos efforts communs, nous entreprenions de l'éliminer. Les cadres locaux sont tenus de faire part de leur expérien-

ce sur ce plan et d'aider le parti à mettre en avant les provinces, districts, arrondissements, ou établissements d'enseignement modèles, ou des enseignants modèles qui ont obtenu de bons résultats à une échelle relativement réduite, locale ou spéciale. Forts de ces réalisations déjà vérifiées par la pratique, nous devons faire progresser le travail en étendant l'expérience locale à toute la Russie, après la vérification voulue, en mutant les enseignants doués ou simplement capables à des postes plus importants, à champ d'activité plus vaste, etc.

Le succès du travail d'un communiste dans le domaine (et dans les administrations) de l'instruction publique doit se mesurer, au premier chef, à la façon dont est organisé ce recrutement des spécialistes, par l'aptitude à les découvrir et à les utiliser, à réaliser la collaboration du spécialiste de l'enseignement et du dirigeant communiste, à vérifier ce qui, au juste, *se réalise dans la vie* et dans quelle mesure ; par l'aptitude à progresser, fût-ce même archi-lentement, dans des proportions archi-modestes, mais uniquement sur le plan *concret*, sur le terrain de l'expérience *pratique*. Mais si nous continuons à avoir au Commissariat à l'Instruction publique pléthore de prétendants à la « direction communiste » et pénurie dans le domaine pratique, insuffisance ou absence de spécialistes, incapacité à les promouvoir, à les écouter, à tenir compte de leur expérience, alors rien ne marchera. La seule façon, pour un dirigeant communiste, de démontrer son droit à diriger, c'est de se *trouver* des collaborateurs sans cesse plus *nombreux* parmi les enseignants, de *savoir les* aider à travailler, *les* promouvoir, montrer *leur* expérience et en tenir compte.

En *ce* sens, nous devons avoir pour mot d'ordre absolu : *un peu moins* de « direction » et un peu plus d'action pratique, c'est-à-dire un peu moins de raisonnements généraux et un peu plus de faits, et de faits vérifiés, indiquant sur quels points, dans quelles conditions et dans quelle mesure nous progressons, restons sur place ou régressons. Un dirigeant communiste qui a corrigé les programmes d'enseignement, qui a rédigé un bon manuel, qui a obtenu une amélioration, même infime, mais *en cours d'application pratique*, dans le travail ou dans les conditions de travail *d'une dizaine, d'une centaine ou d'un millier* d'en-

seignants est un véritable dirigeant. Tandis qu'un communiste qui *raisonne* sur la « direction » *et ne sait pas* assigner aux spécialistes une tâche pratique, ne sait pas assurer *leur* succès pratique, ne sait pas mettre à profit l'expérience pratique de centaines et de centaines d'instituteurs, ne vaut rien du tout.

Il suffit de parcourir un petit livre fort bien rédigé, intitulé « Le Commissariat du Peuple à l'Instruction publique. 1917—octobre—1920. Bref compte rendu », pour se rendre compte que toute l'activité du Commissariat à l'Instruction publique souffre essentiellement du défaut que j'ai signalé. Le camarade Lounatcharski le reconnaît quand il parle dans la préface (p. 5) d'un « manque incontestable d'esprit pratique ». Mais il faudra encore un grand travail opiniâtre pour que tous les communistes du Commissariat à l'Instruction en prennent conscience et parviennent à faire réellement passer dans la vie les vérités reconnues. Ce petit livre montre : nous connaissons peu, excessivement peu, de faits ; nous ne savons pas les collecter ; nous ne savons pas combien de questions il faut poser et pour lesquelles il est possible (étant donné notre niveau de culture, nos mœurs et nos moyens de communication) d'obtenir une réponse ; nous ne savons pas collecter les résultats de l'expérience pratique et les synthétiser ; nous nous consacrons à de vains « raisonnements généraux et mots d'ordre abstraits », mais nous ne savons pas utiliser les enseignants capables en général, pas plus que les ingénieurs et les agronomes doués pour l'enseignement technique ; en particulier, ni utiliser les usines, les sovkhozes, les exploitations convenablement organisées et les centrales électriques pour l'enseignement polytechnique.

Malgré ces défauts, la République des Soviets progresse sur le plan de l'instruction publique, c'est incontestable. « D'en bas », c'est-à-dire de la masse des travailleurs que le capitalisme écartait de l'instruction, à la fois ouvertement, par la violence et par l'hypocrisie et la duperie, monte un puissant élan vers le savoir et les connaissances. Nous sommes fiers à juste titre de le seconder et d'être à son service. Mais ce serait un crime véritable que de fermer les yeux sur les défauts de notre activité, sur le fait que

nous n'avons pas encore appris à *organiser* convenablement l'appareil d'enseignement public.

Examinons encore la répartition des journaux et des livres, question qui fait l'objet du dernier point, n° 7, des directives du C.C.

Le 3 novembre 1920, nous avons promulgué un décret du Conseil des Commissaires du Peuple relatif à « la centralisation des bibliothèques » (page 439 du Recueil des lois, 1920, n° 87), à la création d'un *réseau unique des bibliothèques pour la R.S.F.S.R.*

Voici quelques renseignements concrets que j'ai pu obtenir sur cette question grâce au camarade Malkine, du « Tsentropétchat », et au camarade Modestov, de la section des bibliothèques du MONO (Service de l'instruction publique de Moscou). Pour 38 provinces et 305 districts, le nombre des bibliothèques était le suivant en Russie soviétique centrale (sans la Sibérie et le Caucase du Nord) :

Bibliothèques centrales	342
» municipales d'arrondissement	521
» de canton	4 474
» ambulantes	1 661
Isbas-salles de lecture	14 739
Diverses («rurales, pour enfants, de référence, appartenant à diverses administrations ou organisations»)	12 203
Total	33 940

Le camarade Modestov pense, sur la foi de son expérience, que les 3/4 environ de ces bibliothèques existent réellement, les autres n'existent que sur le papier. Pour la province de Moscou, les chiffres du « Tsentropétchat » donnent 1 223 bibliothèques, et ceux du camarade Modestov 1 018, dont 204 pour la ville et 814 pour la province, sans compter les bibliothèques syndicales (probablement près de 16) et celles de l'armée (près de 125).

Autant qu'on puisse en juger en comparant les statistiques des différentes provinces, l'authenticité de ces chiffres est peu assurée : puisse la différence ne pas être, en réalité, inférieure à 75% ! La province de Viatka, par exemple, compte 1 703 isbas-salles de lecture ; celle de

Vladimir 37 ; celle de Pétrograd 98 ; celle d'Ivanovo-Voznessensk 75, etc. Les bibliothèques « diverses » sont au nombre de 36 dans la province de Pétrograd ; de 378 dans celle de Voronèje ; de 525 dans celle d'Oufa ; de 31 dans celle de Pskov, etc.

Apparemment, ces chiffres montrent justement que la soif de connaissances de la masse des ouvriers et des paysans est immense, que l'aspiration à l'instruction et à la création de bibliothèques est puissante, « populaire » au sens propre du terme. Mais nous ne savons pas encore, il s'en faut de beaucoup, organiser, réglementer et canaliser l'aspiration populaire, la satisfaire comme il convient. Il faudra encore travailler très longuement et très opiniâtrement pour créer un *réseau* de bibliothèques vraiment *unique*.

Comment répartissons-nous les journaux et les livres ? Selon les données du « Tsentropétchat », on a diffusé, en 1920, 401 millions d'exemplaires de journaux et 14 millions de livres (pour 11 mois). Voici des chiffres pour la diffusion de 3 journaux (le 12.I.1921) ; cette diffusion est établie par la section des périodiques du TSOURK[29] (les chiffres désignent les *milliers* d'exemplaires) :

	Izvestia	Pravda	Biédnota
Agences du «Tsentropétchat» .	191	139	183
Bureaux militaires pour les messageries de presse . . .	50	40	85
Organisations des chemins de fer, sections des chemins de fer du «Tsentropétchat», centres de propagande	30	25	16
Administrations et organisations de Moscou	65	35	8
Commissariat militaire de Moscou	8	7	6
Collections pour les trains de voyageurs	1	1	1
Collage et collections	5	3	1
Total . .	350	250	300

Le chiffre du collage, c'est-à-dire à l'intention des plus larges masses, est étonnamment faible. Il est étonnam-

ment fort pour les « administrations » de la capitale, etc., sans doute pour la dilapidation et l'usage bureaucratique par les « bourgeois soviétiques », tant militaires que civils.

Voici encore plusieurs chiffres extraits des rapports des sous-sections locales du « Tsentropétchat ». L'agence provinciale de Voronèje a reçu 12 fois des journaux en septembre 1920 (c'est-à-dire que sur les 30 jours du mois, il y en a eu 18 sans arrivages). Les journaux reçus étaient répartis ainsi : *Izvestia* aux agences du « Tsentropétchat » de district, 4 986 exemplaires (4 020 ; 4 310 *) ; d'arrondissement, 7 216 (5 860 ; 10 064) ; de canton, 3 370 (3 200 ; 4 285) ; organisations du parti, 447 (569 ; 3 880) ; administrations soviétiques, 1 765 (1 641 ; 509), — notez que les administrations soviétiques ont reçu presque trois fois plus de *Pravda* que les organisations du parti ! Ensuite : centre de propagande et d'instruction du Commissariat militaire, 5 532 (5 793 ; 12 332) ; centres de propagande, 352 (400 ; 593) ; isbas-salles de lecture : *zéro*. Abonnés : 7 167 (3 080 ; 764). Par conséquent, les « abonnés », c'est-à-dire en fait, bien entendu, les « bourgeois soviétiques », ont été très grassement servis. Collage : 460 (508 ; 500). Total 32 517 (25 104 ; 37 237).

Pour la province d'Oufa, en novembre 1920, il y a eu 25 arrivages, soit cinq jours seulement sans journaux. La répartition a été celle-ci : organisations du parti, 113 (1 572 ; 153) ; administrations soviétiques, 2 763 (1 296 ; 1 267) ; centres de propagande et d'instruction du commissariat militaire, 687 (470 ; 6 500) ; comités exécutifs de canton, 903 (308 ; 3 511) ; isbas-salles de lecture, 36 (8— 8 exemplaires de la *Pravda* ! — 2 538) ; abonnés, *zéro* ; « diverses organisations de district », 1 044 (219 ; 991). Total 5 841 (4 069 ; 15 429).

Voici enfin le rapport de l'agence du canton de Poustochka (district de Soudogda, province de Vladimir), pour décembre 1920. Organisations du parti, 1 (1 ; 2) ; administrations soviétiques, 2 (1 ; 3) ; centre de propagande et d'instruction du Commissariat militaire, 2 (1 ; 2) ; co-

* Le premier chiffre entre parenthèses désigne la *Pravda*, le second la *Biédnota*.

mités exécutifs de canton, 2 (1 ; 3) ; administrations des P.T.T., 1 (1 ; 1) ; comités d'usine d'Ourchelski, 1 (1 ; 2) ; section de la Sécurité sociale, 1 (0 ; 3). Total 10 (6 ; 16).

Quelles conclusions tirer de ces données fragmentaires ? A mon avis, la conclusion que le programme de notre parti formule en ces termes : « dans le moment présent... on ne fait que les premiers pas vers le passage du capitalisme au communisme[30] ».

Le capitalisme a transformé les journaux en entreprises capitalistes, en instruments de gain, d'information et d'amusement pour les riches, et en moyens de duperie et d'abêtissement pour la masse des travailleurs. Nous avons anéanti les instruments de gain et de duperie. Nous avons *commencé* à faire du journal un instrument pour instruire les masses, leur apprendre à vivre et à bâtir leur économie *sans* les grands propriétaires fonciers et sans les capitalistes. Mais nous ne commençons qu'à peine. En plus de trois ans, nous avons fait peu de chose. Or, il faut faire encore beaucoup, parcourir un très long chemin. Il faut un peu moins de bavardage politique, un peu moins de raisonnements généraux et de mots d'ordre abstraits, dont se délectent les communistes qui manquent d'expérience et n'ont pas compris leurs tâches, et un peu plus de propagande de production, et surtout tenir compte de l'expérience pratique de façon sérieuse, habile en s'adaptant au niveau de développement de la masse.

Nous avons supprimé les abonnements aux journaux (je n'ai pas de données concernant les livres ; dans ce domaine la situation doit être pire encore). C'est un pas en avant, du capitalisme vers le communisme. Mais on ne peut tuer le capitalisme d'un seul coup. Il renaît sous la forme de « bourgeois soviétiques », de la bureaucratie soviétique qui s'empare des journaux sous différents prétextes. Il est impossible de déterminer la quantité qu'elle accapare, mais elle est sûrement considérable. On doit agir opiniâtrement et systématiquement pour « taper sur les doigts » à la bureaucratie, l'empêcher de s'emparer des journaux et des livres, réduire sa part, réduire sans cesse le nombre même des « bourgeois soviétiques ». Nous ne sommes malheureusement pas en état de diviser immédiatement ce

chiffre par dix ou par cent (étant donné notre niveau culturel, le promettre serait du charlatanisme), mais nous pouvons et nous devons l'abaisser sans cesse et sans relâche. Un communiste qui n'agit pas ainsi n'est communiste qu'en paroles.

Sans se lasser, il faut faire en sorte que les journaux et les livres *ne* soient, en règle générale, distribués gratuitement *qu'*aux bibliothèques et salles de lecture, dans leur *réseau* qui doit desservir convenablement tout le pays, toute la masse des ouvriers, des soldats et des paysans. Alors, le peuple se portera vers l'instruction, la lumière et les connaissances avec cent fois plus d'ardeur, de rapidité et de succès. Alors, l'enseignement progressera à pas de géant.

Voici un petit calcul à titre de démonstration : pour toute la Russie nous disposons de 350 000 *Izvestia* et 250 000 *Pravda*. Nous sommes indigents. Le papier manque. Les ouvriers souffrent du froid et de la faim, ils n'ont ni vêtements ni chaussures. Les machines sont usées. Les bâtiments tombent en ruines. Imaginons que nous avons dans tout le pays, pour un peu plus de 10 000 cantons, 50 000 bibliothèques et salles de lecture, non pas sur le papier, mais réellement, trois au moins pour chaque canton, et obligatoirement une pour chaque usine ou fabrique et chaque unité militaire. Imaginons que nous avons appris à faire non seulement le « premier pas du capitalisme au communisme », mais aussi le deuxième et le troisième pas. Imaginons que nous avons appris à répartir correctement trois exemplaires de journaux pour chaque bibliothèque et salle de lecture, dont deux, admettons, pour le « collage » (en supposant que nous avons fait le quatrième pas du capitalisme vers le communisme, j'admets, j'ose admettre qu'au lieu du « collage » barbare qui abîme le journal, nous le fixons sur un panneau lisse avec des clous en bois — il n'y a pas de clous en fer, même au « quatrième pas » ! nous manquerons de fer — pour faciliter la lecture et conserver le journal). Ainsi, pour les 50 000 bibliothèques et salles de lecture, 2 exemplaires pour le « collage » et 1 pour la réserve. Imaginons ensuite que nous avons appris à donner inutilement les journaux aux bourgeois soviétiques, en quantité *modérée*, disons au maximum quelques milliers

d'exemplaires pour les « dignitaires » gâtés de toute la République des Soviets.

Avec une hypothèse aussi hardie, 160 000 ou, à la rigueur, 175 000 exemplaires seront suffisants pour tout le pays, et la situation sera cinq fois meilleure que maintenant. Chacun aura la possibilité de s'informer (en organisant convenablement les bibliothèques « ambulantes » que la camarade F. Dobler a si bien défendu, à mon avis, ces jours-ci dans la *Pravda*). Soit 350 000 exemplaires pour deux journaux. Il y en a actuellement 600 000 accaparés par les « bourgeois soviétiques », gaspillés en pure perte pour « rouler des cigarettes », etc., uniquement en vertu des habitudes capitalistes. 250 000 exemplaires seraient économisés. Autrement dit, nous pourrions économiser, malgré notre indigence, de quoi sortir *deux* quotidiens de 125 000 exemplaires chacun. Et dans chacun d'eux, on pourrait donner au peuple chaque jour des textes sérieux et précieux, les meilleurs ouvrages littéraires, des manuels d'enseignement général, d'agriculture, d'industrie. Si les bourgeois français ont appris, dès avant la guerre, à éditer pour gagner de l'argent des romans pour le peuple, non pas à 3 francs 50 en volumes de luxe, mais à 10 centimes (c'est-à-dire 35 fois moins cher, 4 copecks au cours d'avant-guerre) en journal populaire, pourquoi n'apprendrions-nous pas la même chose, au deuxième pas du capitalisme vers le communisme ? Pourquoi n'apprendrions-nous pas, en agissant ainsi, à donner au peuple en un an, malgré notre indigence actuelle, à raison de deux exemplaires pour les 50 000 bibliothèques et salles de lecture, tous les manuels nécessaires et tous les classiques nécessaires de la littérature de la science et de la technique modernes ?

Nous l'apprendrons.

Le 7 février 1921.

« Pravda » n° 28, 9 février 1921 *Conforme au texte de la «Pravda»*
Signé : N. Lénine

SCHEMA PRELIMINAIRE DES THESES SUR LES PAYSANS [31]

1. Satisfaire le désir de la paysannerie sans-parti, remplacer les réquisitions (c'est-à-dire le prélèvement des excédents) par un impôt en blé.

2. Diminuer le taux de cet impôt par rapport aux réquisitions de l'an dernier.

3. Approuver le principe suivant lequel le taux d'impôt doit être fixé selon le zèle de l'agriculteur, c'est-à-dire que le pourcentage de l'impôt doit être diminué si le zèle de l'agriculteur augmente.

4. Etendre la liberté pour l'agriculteur d'utiliser les excédents restants, une fois l'impôt acquitté, dans le circuit économique local, à la condition que l'impôt soit versé rapidement et en totalité.

Rédigé le 8 février 1921
Publié pour la première fois en 1932

Conforme au manuscrit

BILLET A J. STALINE ET AUX AUTRES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Des réponses ont été reçues, tant de Krassine (et de Bogdatian) que de Dosser, président de la Direction des Pétroles, et de ses 4 spécialistes, à la demande du Bureau politique concernant les concessions pétrolières.

Ces réponses qui ont trait au rapport sur « La situation de l'industrie pétrolière à la fin de 1920 » (Bakou, 1920), je les adresse au camarade Staline, et je prie tous les membres du Bureau politique de s'entendre avec lui par téléphone pour recevoir et lire en temps utile ces documents. (Dans le rapport imprimé, il suffit même de parcourir les passages que j'ai cochés au crayon bleu dans les pages marquées sur la couverture, c'est-à-dire à la page précédant le texte.)

Ces documents doivent être lus d'urgence, car il est souhaitable qu'une décision soit prise au Bureau politique (lundi 14 février à 20 heures).

Ces papiers démontrent entièrement :

a) qu'un désastre nous menace *à brève échéance* ;

b) qu'il est indispensable de faire tous nos efforts pour donner des concessions (c'est-à-dire trouver des concessionnaires) à Bakou ;

c) que le président de la Direction des Pétroles est d'une bêtise incroyable. La bêtise d'un personnage aussi haut placé est un danger.

Brièvement sur ces trois points :

a) Le désastre approche. Les *spécialistes de la Direction des Pétroles* le mettent nette-

ment en évidence. Dans sa « note-rapport », cet imbécile de Dosser s'efforce de *minimiser* le danger, ce qui est particulièrement stupide. Il faut lire les avis de *tous les spécialistes* de la Direction des Pétroles et les comparer à la conclusion atténuée de Dosser.

b) « L'utilité de faire venir un concessionnaire est problématique » — c'est en ces termes que Dosser formule sa conclusion. Comme un véritable imbécile plein de bonnes intentions, il a sans doute cherché à effrayer ses spécialistes en leur disant que la seule attitude digne d'un « Soviétique » est d'être contre les concessions ! ! C'est le pavé de l'ours ! !

En réalité, les rapports des spécialistes (rapports sérieux et totalement confirmés par le rapport imprimé, « jusqu'à la fin de 1920 ») montrent on ne peut plus clairement *quelles conditions* nous devons poser au concessionnaire.

En trouvera-t-on un à de telles conditions, c'est évidemment « problématique ». Mais aucun homme politique qui a toute sa raison n'irait interroger Dosser ni les spécialistes sur ce point.

Notre tâche est de faire tous nos efforts pour trouver de tels concessionnaires.

Si on n'en trouve pas, tant pis pour nous.

Si nous ne savons pas déployer tous nos efforts pour trouver un concessionnaire, c'est nous qui ferons faillite.

Il faut accélérer la mise au point des conditions.

Il faut engager immédiatement la lutte contre un préjugé très nocif qui peut facilement gagner une partie des ouvriers et qui doit être vaincu coûte que coûte. Ce préjugé, c'est cette « idée » : « nous ne voulons pas travailler pour les capitalistes », ou encore : « nous ne voulons pas travailler pour les capitalistes si les ouvriers d'à côté ne travaillent pas pour eux ».

La nocivité de ce préjugé (réfuté à la fois par notre programme du P.C.R. et par le marxisme en général) est clairement démontrée par le calcul indicatif suivant qui est la conclusion concrète des rapports des spécialistes.

Nous produisons 100 *a* de pétrole.

La production diminue.

L'inondation risque de provoquer une catastrophe.

Si nous nous assurons la participation d'un concessionnaire qui nous aidera à extraire 100 $a+100$ b de pétrole, et si nous lui versons pour cela 98 b, notre production augmentera, lentement certes (100 $a+2$ b), mais augmentera, au lieu de diminuer.

Je demande : les ouvriers qui donnent 98 b sur 100 b au concessionnaire travaillent-ils « pour les capitalistes » ou pour le pouvoir soviétique ?

La réponse est simple.

Je vous demande instamment de parcourir le plus rapidement possible les documents et rapports ci-joints, afin que la décision puisse intervenir au plus tôt. Tout retard serait extrêmement dangereux.

12 février 1921. *Lénine*

Publié pour la première fois en 1945 dans le Recueil Lénine XXXV

Conforme au manuscrit.

LE PLAN ECONOMIQUE UNIQUE

Les articles et les conversations sur ce sujet produisent une impression pénible. Voyez les articles de L. Kritzman publiés dans l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* (I, du 14 décembre 1920 ; II, du 23 décembre ; III, du 9 février ; IV, du 16 février ; V, du 20 février). Ce n'est que du bavardage creux. De la littérature. Un refus de tenir compte des réalisations pratiques obtenues dans ce domaine et de les étudier. Des raisonnements, en cinq longs articles, sur la façon dont il faut en aborder l'étude, au lieu d'une étude des faits et des données.

Examinez les thèses de Milioutine (*Ekonomitcheskaïa Jizn* du 19 février), de Larine (*Ekonomitcheskaïa Jizn* du 20 février), réfléchissez aux discours des camarades « responsables ». Vous y trouverez les mêmes défauts essentiels que dans les articles de Kritzman. Une scolastique des plus fastidieuses, allant jusqu'à des bavardages sur la loi de l'enchaînement, etc., une scolastique tantôt de plumitif, tantôt de bureaucrate, et rien de vivant.

Mieux encore. Un dédain bureaucratique hautain pour l'œuvre féconde déjà accomplie qu'il faut poursuivre. Toujours cette « production de thèses », absolument stérile, ou bien ces mots d'ordre et ces projets inventés de toutes pièces au lieu d'un examen attentif et minutieux de notre propre expérience pratique.

Le seul travail sérieux effectué sur la question du plan économique unique est le « Plan d'électrification de la R.S.F.S.R. », rapport présenté au VIII[e] Congrès des Soviets par le Goelro (Commission d'Etat chargée de l'électrification de la Russie), publié en décembre 1920 et distribué aux délégués du VIII[e] Congrès. Cet ouvrage con-

tient un plan économique unique qui a été dressé, bien entendu, de façon fort approximative par les meilleurs savants de notre République, sur mandat des organismes suprêmes. Pour combattre la présomption pleine d'ignorance des dignitaires soviétiques, la présomption intellectuelle des plumitifs communistes, je commencerai par la chose la plus modeste, par le simple historique de cet ouvrage, son contenu, sa valeur.

Du 2 au 7 février 1920, c'est-à-dire il y a plus d'un an, le Comité exécutif central des Soviets de Russie a adopté, au cours de l'une de ses séances, une résolution sur l'électrification. Nous y lisons :

....« A côté des tâches les plus immédiates, essentielles, urgentes, prioritaires, visant à organiser les transports, à venir à bout de la crise du combustible, du ravitaillement, pour lutter contre les épidémies, à mettre sur pied des armées du travail disciplinées, la Russie soviétique a pour la première fois la possibilité d'aborder une édification économique plus systématique, d'élaborer de façon scientifique le plan d'Etat pour l'économie nationale et de le réaliser graduellement. Etant donné la valeur primordiale de l'électrification... eu égard à son importance pour l'industrie, l'agriculture, les transports... etc., etc..., le Comité exécutif central des Soviets de Russie décide : charger le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale d'élaborer conjointement avec le Commissariat du Peuple à l'Agriculture, un projet de construction d'un réseau de centrales électriques... »

N'est-ce pas clair ? « Elaborer de façon scientifique le plan d'Etat pour l'économie nationale », peut-on ne pas comprendre ces mots, cette décision de notre pouvoir suprême ? Si les plumitifs et les hauts dignitaires qui se targuent de leur communisme devant les « spécialistes » ignorent cette décision, il ne reste qu'à leur rappeler que l'ignorance de nos propres lois n'est pas un argument.

Conformément à la décision du Comité exécutif central des Soviets de Russie, le Présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale a approuvé, le 21 février 1920, la commission de l'électrification formée près la Section de l'électricité. Ensuite, le Conseil de la Défense a ratifié les statuts du « Goelro » ; le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale a été chargé de choisir et de valider ses membres en accord avec le Commissariat du Peuple à l'Agriculture. Dès le 24 avril 1920, le « Goelro » a fait paraître son « Bulletin » n° 1 où il exposait en détail son

programme, citait la liste des responsables, savants, ingénieurs, agronomes, statisticiens, membres des diverses sous-commissions qui assuraient la direction du travail dans les différentes régions du pays et qui étaient chargés de tâches diverses, bien définies. La seule liste de ces travaux et des personnes qui en ont pris la responsabilité occupe dix pages de ce numéro. Les meilleurs éléments connus du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, du Commissariat du Peuple à l'Agriculture ainsi que du Commissariat des Voies et Communications avaient été invités à y collaborer.

Le fruit des travaux du « Goelro » a été le vaste et excellent ouvrage scientifique ci-dessus mentionné. Plus de 180 spécialistes ont participé à sa rédaction. La liste des travaux proposés comprend plus de 200 articles. Nous avons tout d'abord le résumé de ces travaux (première partie du volume, soit plus de 200 pages) : a) électrification et plan de l'économie de l'Etat ; ensuite b) approvisionnement en combustible (qui comprend un « budget du combustible » pour la R.S.F.S.R. minutieusement dressé *pour les dix années à venir* ainsi que l'évaluation du nombre d'ouvriers nécessaires) ; c) énergie hydraulique ; d) agriculture ; e) transports et f) industrie.

Le plan est prévu pour une période d'environ dix ans ; il indique le nombre des ouvriers et l'importance de la production (en milliers de chevaux-vapeur). Certes, c'est là un plan approximatif, préliminaire, rudimentaire, avec certaines erreurs, un plan « à pied d'œuvre », mais néanmoins véritablement scientifique. Nous avons les estimations précises des spécialistes pour toutes les questions fondamentales. Nous avons leurs calculs relatifs à toutes les branches d'industrie. Nous avons, je cite ce petit exemple, l'évaluation de la production de cuir nécessaire à la fabrication des chaussures à raison de deux paires par personne (300 millions de paires), etc. Nous avons ainsi un bilan matériel et financier (calculé en roubles-or) de l'électrification (environ 370 millions de journées de travail, tant de tonneaux de ciment, tant de briques, tant de pouds de fer, de cuivre, etc., des turbo-générateurs de telle puissance, etc.). Le bilan envisage d'élever en 10 ans (« d'après une évaluation extrêmement rudimentaire ») le

niveau de l'industrie de transformation de 80% et de l'industrie d'extraction de 80 à 100%. Le déficit du bilan en roubles-or (+11 milliards — 17 milliards=6 milliards environ) « peut être couvert au moyen de concessions et d'opérations de crédit ».

Le plan indique l'emplacement des 20 centrales à vapeur et des 10 centrales hydrauliques régionales de la première tranche et décrit en détail l'importance économique de chacune d'elles.

Après les généralités, le volume contient des chapitres spéciaux, numérotés à part, consacrés à l'étude de chacune de nos régions : Nord, Centre industriel (ces deux régions sont étudiées de façon particulièrement bonne, précise et détaillée, sur la base d'une riche documentation scientifique), Midi, Volga, Oural, Caucase (le Caucase est considéré dans son ensemble en présupposant un accord économique entre ses diverses républiques), Sibérie occidentale et Turkestan. Pour chacune des régions, les calculs ne concernent pas seulement la première tranche de centrales ; puis vient ce qu'on appelle « Le programme *A* du Goelro », c'est-à-dire le plan d'utilisation la plus rationnelle et économique des centrales *existantes*. Voici un autre petit exemple : pour la région du Nord (celle de Pétrograd), on a évalué comme suit l'économie que l'on pourrait réaliser en réunissant les centrales de Pétrograd. La moitié de l'énergie électrique pourrait être fournie (cf. page 69 du compte rendu pour la région du Nord) aux centres de flottage du bois du Nord, à Mourmansk, à Arkhangelsk, etc. L'accroissement des stockages et de l'exportation du bois pourrait rapporter dans ces conditions « *très prochainement près d'un demi-milliard de roubles-or par an* ».

« La recette annuelle réalisée grâce au bois du Nord peut, dans les toutes prochaines années, atteindre le montant de notre réserve d'or » (*ibid.*, page 70), si, bien entendu, nous savons passer des bavardages sur le plan à l'étude et à la *mise en pratique* du plan que les savants ont effectivement dressé !

Il faut ajouter que, sur de nombreux points (mais, bien sûr, pas pour tous, loin de là), nous avons un début de calendrier des travaux, c'est-à-dire non un plan général, mais des calculs pour chaque année, de 1921 à 1930, indi-

quant le nombre des centrales qui pourront entrer en activité chaque année, dans quelle mesure on pourra agrandir les centrales existantes (encore une fois, à la condition mentionnée, peu aisée à réaliser avec les mœurs de nos plumitifs intellectuels et de nos dignitaires de la bureaucratie).

Pour juger de l'envergure énorme et de la valeur du travail accompli par le « Goelro », jetons un coup d'œil sur l'Allemagne. Le savant Ballod s'y est livré à un travail analogue. Il a dressé un plan scientifique de réorganisation socialiste de l'ensemble de l'économie nationale allemande. Dans l'Allemagne capitaliste, ce plan est resté lettre morte, sur le papier, il a été l'œuvre d'un individu. Nous, nous avons confié une tâche au nom de l'Etat, mobilisé des centaines de spécialistes, et en dix mois (au lieu, bien sûr, des deux mois prévus au départ), nous avons obtenu un plan économique unique établi sur des bases scientifiques. Nous sommes légitimement en droit d'être fiers de ce travail ; il nous reste maintenant à *comprendre comment* l'utiliser et c'est contre *cette* incompréhension que nous devons lutter aujourd'hui.

La résolution du VIII[e] Congrès des Soviets indique : ... « Le Congrès... *approuve le travail du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale*, etc., notamment du « Goelro » *qui ont mis au point le plan d'électrification de la Russie* » ... apprécie ce plan *en tant que premier pas de la grande entreprise économique*, charge le Comité exécutif central de Russie, etc., de *parfaire sa mise au point et de le ratifier*, et cela obligatoirement dans les délais les plus brefs... Il demande de prendre toutes les mesures pour mener la *propagande la plus large* en faveur de ce plan... L'étude de ce plan doit devenir obligatoire dans *tous les établissements d'enseignement de la République sans exception*[32] », etc.

Rien ne caractérise d'une manière plus profonde le mal, tant d'ordre bureaucratique qu'intellectuel, dont souffre notre appareil, en particulier au sommet, que l'attitude adoptée à Moscou à l'égard de cette résolution, les tentatives de l'« interpréter » à tort et à travers, allant même jusqu'à la récuser. Au lieu de faire de la propagande en faveur du plan élaboré, les plumitifs rédigent des thèses et des raisonnements creux quant à la façon d'envisager

sa mise au point ! Les dignitaires mettent l'accent de façon purement bureaucratique sur la nécessité de « ratifier » le plan, en entendant par là non la formulation de tâches concrètes (construire telle entreprise à telle date, acheter à l'étranger telle fourniture, etc.), mais quelque chose d'extrêmement confus, dans le genre d'un *nouveau* plan ! On fait preuve d'une monstrueuse incompréhension ; on entend dire : commençons par restaurer en partie au moins ce qui existe avant de construire du neuf ; l'électrification ressemble fort à de l'électrofiction ; et pourquoi pas la gazéification ? Le « Goelro » comprend des spécialistes bourgeois, et peu de communistes ; il doit fournir des experts et non une commission des plans généraux, etc.

C'est ce brouillamini qui est dangereux, puisqu'il prouve que l'on ne sait pas travailler, que la présomption intellectuelle et bureaucratique l'emporte sur le travail sérieux. Les méchantes railleries de ceux qui prétendent que le plan est fantastique ainsi que les questions au sujet de la gazéification dénotent une ignorance présomptueuse. N'est-il pas honteux de prétendre corriger à la légère le travail de centaines de spécialistes des plus compétents, de s'en tirer avec de plates plaisanteries, de se targuer de son droit de « ne pas ratifier ».

Nous devons cependant apprendre à apprécier la science, à répudier la morgue « communiste » des dilettantes et des bureaucrates, nous devons cependant apprendre à travailler méthodiquement en mettant à profit notre expérience, notre pratique !

Certes, de par leur nature, les « plans » offrent matière à discussions perpétuelles. Mais on ne saurait tolérer un verbiage et des discussions générales sur des « principes » (dans l'établissement d'un plan), alors que nous devons nous mettre à étudier ce plan, le seul scientifique, à le rectifier, à partir de l'expérience *pratique* et d'un examen plus approfondi. Certes, le et les dignitaires auront toujours le droit de « ratifier » ou de « ne pas ratifier ». Si l'on conçoit ce droit de façon raisonnable et que l'on interprète de façon raisonnable les décisions du VIII[e] Congrès concernant la ratification du plan qu'il a approuvé et proposé pour la propagande la plus large, il faut entendre par ratification une série de commandes et d'ordres : acheter

ceci à tel moment et à tel endroit ; commencer à bâtir ceci ; rassembler et acheminer tels matériaux, etc. Mais dans l'interprétation bureaucratique, la « ratification », c'est le bon plaisir des dignitaires, c'est la paperasserie, le jeu aux commissions de contrôle, bref la mise à mort d'une œuvre vivante, à la façon purement bureaucratique.

Examinons le problème sous un autre aspect. Il est indispensable de relier tout particulièrement le plan scientifique de l'électrification aux plans pratiques en cours ainsi qu'à leur réalisation véritable. C'est une chose, bien entendu, absolument incontestable. Mais comment relier ? Pour le savoir, il faut que nos économistes, auteurs et statisticiens, au lieu de bavarder sur le plan en général, se mettent à étudier minutieusement la réalisation de nos plans, nos erreurs dans ce travail pratique, les moyens de les rectifier. Sans cette étude, nous sommes aveugles. Avec cette étude, parallèlement à elle, si nous examinons notre expérience pratique, il restera à régler une toute petite question de technique administrative. Des commissions de planification, nous en avons à revendre. Prendre pour les unifier deux fonctionnaires de l'administration confiée à Paul et un de celle confiée à Pierre, ou inversement, les adjoindre à la sous-commission de la Commission générale des plans. Il est évident que c'est là une question de technique administrative et rien de plus. Il faut essayer de façon et d'autre, choisir pour le mieux ; il serait ridicule de s'étendre à ce sujet.

L'essentiel c'est qu'on ne sait pas poser le problème et qu'on remplace l'œuvre vivante par des projets en l'air bureaucratiques. Nous avons eu et nous avons des plans de ravitaillement et d'approvisionnement en combustible. Nous avons manifestement fait erreur dans ces deux séries de plans. Il ne peut pas y avoir deux opinions à ce sujet. Au lieu de fabriquer des thèses sans valeur, l'économiste sérieux se mettra à étudier les faits, les chiffres, les données, à analyser notre propre expérience pratique et dira : voilà une erreur, voilà comment il faut la corriger. A la suite de cette étude, l'administrateur sérieux proposera ou effectuera lui-même des mutations de personnel, des modifications de comptabilité, une réforme de l'appareil, etc. Chez nous, on ne voit personne envisa-

ger sérieusement d'une façon ou de l'autre le plan économique unique.

La plaie est due à ce que l'on pose mal le problème des rapports entre le communiste et les spécialistes, entre l'administrateur et les savants ou les hommes de plume. La question du plan économique unique, comme du reste toute autre question, comporte des aspects, — et ces nouveaux aspects peuvent surgir à tout moment — qui ne peuvent être réglés que par des communistes, ou bien par l'administration. C'est indéniable. Mais c'est là une abstraction pure. Or, à l'heure actuelle, ce sont précisément des hommes de plume et des administrateurs communistes qui envisagent la question de façon erronée, qui n'arrivent pas à comprendre qu'ici il faut s'instruire davantage auprès des spécialistes et savants bourgeois, et jouer moins à l'administrateur. Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre plan économique unique en dehors de celui qui a été élaboré par le « Goelro ». Il faut le compléter, le développer, le corriger et l'appliquer, sur la base de l'expérience pratique attentivement étudiée. L'opinion contraire n'est que « présomption soi-disant radicale, mais en réalité pleine d'ignorance », pour employer les termes de notre programme [33]. C'est encore de l'ignorance présomptueuse que de croire qu'il peut y avoir en R.S.F.S.R. une autre commission générale des plans en dehors du « Goelro », ce qui n'exclut pas, bien entendu, l'utilité éventuelle de modifications partielles, opportunes, dans sa composition. On ne peut édifier quelque chose de sérieux, dans le sens d'une amélioration de notre plan général d'économie nationale, que sur cette base, en poursuivant ce qui a été entrepris ; autrement, ce sera jouer à l'administrateur ou bien, plus simplement, de l'arbitraire. La tâche des communistes au « Goelro » est de commander le moins possible, plus exactement de ne pas commander du tout, mais de faire preuve à l'égard des spécialistes scientifiques et techniques (qui « la plupart du temps, sont inévitablement imbus des conceptions et des habitudes bourgeoises », selon les termes du programme du P.C.R.) d'une prudence et d'une habileté extrêmes, de s'instruire auprès d'eux et de les aider à élargir leur horizon, en partant des conquêtes et des données de la science qui intéresse ces spécialistes ; ils doi-

vent se rappeler qu'un ingénieur viendra au communisme *autrement* qu'un militant clandestin ou un écrivain, *par l'intermédiaire des données de sa science*, qu'un agronome, un sylviculteur, etc., viendront au communisme *par leur voie propre*. Le communiste qui n'a pas prouvé son aptitude à coordonner, diriger modestement le travail des spécialistes, en approfondissant la question et en l'étudiant de façon détaillée, se rend souvent nuisible. Nous en avons des tas, et j'en donnerai des douzaines pour un seul spécialiste bourgeois compétent, qui étudie consciencieusement sa tâche.

Les communistes qui ne participent pas au « Goelro » peuvent contribuer à élaborer et à réaliser le plan économique unique de deux façons. S'ils sont économistes, statisticiens, écrivains, ils doivent d'abord étudier notre propre expérience pratique, et uniquement sur la base de l'étude détaillée des faits, ils pourront émettre des propositions visant à corriger les erreurs et à améliorer le travail. L'étude est l'affaire des hommes de science, et puisque depuis bien longtemps déjà il ne s'agit plus des principes généraux, mais de l'expérience pratique, un « spécialiste scientifique et technique », fût-il bourgeois, mais qui connaît son affaire, nous est dix fois plus précieux qu'un communiste présomptueux, prêt à n'importe quelle heure du jour et de la nuit à rédiger des « thèses », lancer des « mots d'ordre » et présenter des abstractions pures. Davantage de connaissances des faits, moins de logomachie prétendant s'inspirer des principes communistes.

D'autre part, si le communiste occupe un poste administratif, il doit avant tout se garder de l'inclination à commander, il lui faut d'abord savoir tenir compte des résultats acquis par la science, d'abord demander si les faits sont vérifiés, d'abord exiger qu'on étudie (rapports, presse, réunions, etc.) quelle a été notre erreur et, sur cette base seule, rectifier ce qui a été fait. Moins de procédés à la Tit Titytch [34] (« je peux ratifier, je peux ne pas ratifier »), davantage d'examens de nos erreurs pratiques.

On a constaté depuis longtemps que les défauts des hommes se rattachent en grande partie à leurs qualités. Tels sont les défauts de nombreux dirigeants communistes. Pendant des dizaines d'années, nous avons réalisé une gran-

de œuvre, prêché le renversement de la bourgeoisie, enseigné la méfiance envers les spécialistes bourgeois, nous les dénoncions, nous leur avons pris le pouvoir, nous avons réprimé leur résistance. C'était une œuvre historique de portée universelle. Mais il suffit d'une légère exagération et l'on voit se confirmer cette vérité que du sublime au grotesque il n'y a qu'un pas. Nous avons convaincu la Russie, nous avons arraché la Russie aux exploiteurs pour la donner aux travailleurs, nous avons écrasé les exploiteurs, nous devons apprendre à gouverner la Russie. Il faut pour cela apprendre à être modeste, à respecter le travail sérieux des « spécialistes scientifiques et techniques » ; il faut pour cela apprendre à analyser sérieusement et attentivement nos multiples erreurs *pratiques* et à les corriger graduellement, mais fermement. Moins de présomption intellectuelle et bureaucratique, étudions davantage ce que notre expérience pratique nous offre, sur le plan central et local, et ce que la science nous a déjà offert.

Le 21 février 1921.

« Pravda » n° 29, 22 février 1921
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du journal collationné sur les épreuves corrigées par Lénine

MESSAGE AU Ve CONGRES DES SOVIETS D'UKRAINE[35]

Camarades, j'adresse de tout cœur mes salutations au Ve Congrès des Soviets d'Ukraine. J'exprime ma profonde certitude que l'union des paysans pauvres et des ouvriers ukrainiens renforcera l'Ukraine soviétique et consolidera la République d'Ukraine, malgré tous les obstacles et machinations des ennemis.

Je prie le camarade Pétrovski de transmettre mes regrets d'être dans l'impossibilité d'accepter la proposition du Congrès et de venir personnellement. J'espère néanmoins pouvoir me rendre en Ukraine soviétique dans un proche avenir. Je souhaite au Congrès le succès dans l'affermissement du pouvoir des ouvriers et des paysans et dans le relèvement économique.

Votre *Lénine*

« Communiste » (Kharkov)
n° 45, 27 février 1921

Conforme au texte du journal « Communiste »

DISCOURS A L'ASSEMBLEE PLENIERE DU SOVIET DES DEPUTES OUVRIERS ET PAYSANS DE MOSCOU LE 28 FEVRIER 1921[36]

(Applaudissements prolongés.) Avant de passer à l'examen de la situation intérieure qui présente naturellement un grand intérêt et inspire de grandes inquiétudes, permettez-moi de dire quelques mots à propos des principales nouvelles internationales. Pour être bref, je ne noterai que trois événements : le premier, c'est la conférence avec les délégués turcs qui vient de s'ouvrir à Moscou. Il faut saluer tout particulièrement ce fait, car de nombreux obstacles s'opposaient à la tenue de pourparlers directs avec la délégation gouvernementale turque ; nous avons la certitude que maintenant qu'il est possible de s'entendre ici-même, les bases les plus solides seront jetées pour un rapprochement et une amitié qui seront obtenus, bien entendu, non au moyen d'artifices diplomatiques (sous ce rapport, nos adversaires sont beaucoup plus forts que nous, nous ne craignons pas de l'avouer), mais parce qu'au cours de ces dernières années, les puissances impérialistes ont infligé à nos deux peuples des souffrances incroyables et indicibles. Un des orateurs précédents a parlé à cette tribune du préjudice que nous cause notre isolement des pays impérialistes. Mais lorsqu'un loup attaque un mouton, point n'est besoin de dire au mouton de ne pas s'isoler du loup. (Rires et applaudissements.) Et si, jusqu'à ce jour, les peuples de l'Orient n'ont été que des moutons devant le loup impérialiste, la Russie soviétique

a été la première à montrer que, malgré son incroyable faiblesse militaire, il n'est pas si aisé que cela de tendre vers elle les griffes et les crocs. L'exemple de la Russie soviétique a contaminé de nombreux peuples, indépendamment même de leur sympathie ou antipathie pour les « chuchoteurs bolchévistes ». Ces « chuchoteurs » font beaucoup parler d'eux dans le monde entier, et l'on nous traite même de chuchoteurs néfastes pour la Turquie. Certes, nous n'avons rien pu faire encore dans ce domaine ; cependant, les ouvriers et les paysans turcs ont montré que la riposte des peuples modernes contre les rapines n'était pas chose négligeable, et que le pillage auquel les gouvernements impérialistes avaient voué la Turquie a suscité une riposte qui a obligé les plus puissants Etats impérialistes à mettre bas les pattes. Voilà pourquoi nous avons des raisons de considérer comme un succès considérable les pourparlers engagés avec le gouvernement turc. Nous ne visons à aucun subterfuge. Nous savons que ces pourparlers seront menés dans un cadre fort modeste, mais ce qui fait leur importance c'est que le rapprochement des travailleurs, des masses ouvrières et paysannes de tous les peuples, progresse de plus en plus, malgré les obstacles formidables ; cela, il ne faut pas l'oublier dans l'appréciation de nos difficultés actuelles.

Le deuxième événement auquel il convient de s'arrêter lorsqu'on parle de la situation internationale, c'est l'état des pourparlers de paix à Riga. Vous savez que pour conclure une paix quelque peu durable, nous accordons le maximum de concessions aux Etats de l'ex-Empire russe. Cela se conçoit sans peine, car l'une des sources principales de la haine contre les impérialistes qui rallie les peuples contre eux, c'est l'oppression des nationalités, et, sous ce rapport, peu de pays ont autant péché que l'ancien empire russe ainsi que la république bourgeoise de Kérenski, des menchéviks et socialistes-révolutionnaires, alliés à la bourgeoisie. Voilà pourquoi dans nos rapports avec ces Etats nous faisons preuve d'un esprit conciliant extrême, nous acceptons des conditions de paix qui nous ont valu d'être traités de tolstoïens ou peu s'en faut, par les socialistes-révolutionnaires. Ces reproches nous laissent parfaitement indifférents, car nous devons vis-à-dis de ces Etats faire preuve d'un esprit conciliant extrême afin d'y

dissiper la méfiance séculaire engendrée par l'ancienne oppression ; nous devons jeter les bases de l'alliance des ouvriers et des paysans des différentes nations qui, autrefois, souffraient ensemble du tsarisme et des propriétaires fonciers russes et qui, aujourd'hui, souffrent de l'impérialisme. A l'égard de la Pologne cette politique a été sabotée au plus haut point par les gardes blancs, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks russes, lesquels jouissent de la « liberté de presse », de la « liberté de parole » et autres merveilleuses « libertés », sans compter la liberté extraordinaire des capitalistes français et autres qui ont acheté en toute liberté la majeure partie de la Pologne et qui y ont développé avec le maximum de liberté leur agitation pour l'entraîner à nous faire la guerre. Aujourd'hui, les capitalistes emploient tous leurs efforts pour saboter la paix conclue. L'une des raisons pour laquelle nous ne pouvons démobiliser notre armée comme nous l'aurions voulu, c'est que nous devons considérer l'éventualité d'une guerre bien davantage, que certains ne le croient. Ceux qui prétendent que nous pourrions consacrer moins de forces à l'armée sont dans l'erreur. Ils sont dans l'erreur parce qu'actuellement nos ennemis mettent en œuvre toutes les manigances et toutes les intrigues possibles pour saboter la paix définitive avec la Pologne qui a déjà conclu avec nous une paix préliminaire. Ces derniers temps, les pourparlers n'avancent pas, et bien qu'il y a quelques semaines, on ait eu des raisons de craindre une crise grave, nous avons décidé dernièrement d'accorder encore quelques concessions non parce que nous les pensions justifiées, mais parce que nous estimions important de déjouer les intrigues des gardes blancs, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks russes à Varsovie ainsi que des impérialistes de l'Entente qui cherchaient surtout à compromettre la conclusion de la paix. Cette dernière n'est pas encore signée. Mais je puis vous annoncer que nous avons des raisons d'être très optimistes ; que très prochainement la paix sera signée, que nous saurons déjouer les intrigues contre sa conclusion. Je crois que nous en serons contents, encore que ce ne soit qu'une conjecture. Mais il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Voilà pourquoi nous ne réduirons ni n'affaiblirons le moins du monde nos forces

militaires, sans toutefois redouter de faire quelques nouvelles concessions à la Pologne bourgeoise à seule fin d'arracher les ouvriers et les paysans de la Pologne à l'influence de l'Entente, et de leur prouver que le pouvoir ouvrier et paysan ne trempe pas dans les discordes nationales. Nous défendrons cette paix même au prix de sacrifices qui ne sont pas toujours légers.

Le troisième problème international, c'est les événements du Caucase. Il s'y est produit récemment des événements importants dont les détails nous sont encore inconnus, mais qui indiquent que nous sommes au bord d'une grande guerre. Le conflit entre l'Arménie et la Géorgie ne pouvait pas nous laisser indifférents, et la guerre arméno-géorgienne a dégénéré en une insurrection, à laquelle a été également mêlée une partie des troupes russes. Le résultat en a été que les plans de la bourgeoisie arménienne dirigés contre nous, jusqu'à présent du moins, se sont retournés contre elle-même, de façon telle que, d'après les dernières nouvelles qui ne sont pas encore confirmées, le pouvoir des Soviets a été instauré à Tiflis. (Applaudissements.) Nous savons que l'insurrection a commencé en Arménie dans la zone neutre située entre la Géorgie et l'Arménie, et que la Géorgie a occupée avec l'autorisation des impérialistes de l'Entente. Lorsqu'ils parlent du préjudice qu'il y a d'être isolés des pays occidentaux, les menchéviks et particulièrement ceux de Géorgie, ont coutume d'entendre par là la confiance envers les impérialistes de l'Entente, ces derniers étant les plus forts. Mais que les capitalistes avancés soient les plus forts pour ce qui est de tromper, voilà ce que certains gardes blancs oublient en pensant : qu'est-ce que l'Arménie, les paysans arméniens, etc., qu'est-ce que la République soviétique ruinée face à toutes les puissances impérialistes coalisées ? Les capitalistes avancés sont les forces civilisées du monde entier ; tournons-nous de leur côté. C'est ainsi que les menchéviks géorgiens justifient leur sale besogne, la défense des capitalistes. Les menchéviks géorgiens détenaient l'unique ligne de chemin de fer qui donnait accès aux réserves de provisions des paysans arméniens.

Personne n'aura la patience de lire les télégrammes, déclarations et protestations que nous avons échangés avec

la Géorgie à ce sujet. Si nous avions eu un traité de paix avec la Géorgie, nous aurions dû faire traîner le plus possible les choses en longueur. Mais figurez-vous que la paysannerie arménienne avait d'autres conceptions sur le traité, et cela a fini par une insurrection terrible qui a éclaté au début de février et s'est propagée avec une rapidité stupéfiante, gagnant non seulement la population arménienne, mais aussi la population géorgienne. Les nouvelles parvenaient très difficilement et les dernières que nous ayons reçues ont confirmé nos suppositions. Nous savons parfaitement que la bourgeoisie géorgienne et les menchéviks géorgiens ne s'appuient pas sur les masses travailleuses, mais sur les capitalistes de leur pays, et ces capitalistes cherchent des prétextes pour déclencher des opérations militaires ; mais nous possédons un atout depuis trois ans, et nous allons miser sur cet atout jusqu'à notre dernier souffle ; cet atout, c'est les masses laborieuses du pays, tout arriéré et opprimé qu'il soit. Et en fin de compte, quelle que soit notre prudence, quels que soient nos efforts pour consolider l'Armée rouge, nous mettrons tout en œuvre pour éteindre le brasier qui s'est allumé au Caucase. Ce que nous sommes parvenus à montrer à l'Ouest—là où est instauré le pouvoir des Soviets, il n'y a pas place pour l'oppression nationale, — nous le montrerons également à l'Est. C'est de cela que dépend toute la lutte en définitive, et la force des ouvriers et des paysans se montrera finalement supérieure à celle des capitalistes, car les ouvriers et les paysans sont infiniment plus nombreux que les capitalistes.

Après ces remarques de politique extérieure, j'aborderai la politique intérieure. Je n'ai pas pu malheureusement entendre en entier le rapport que le camarade Brioukhanov a fait ici. Il vous a relaté tous les détails et donné des renseignements exacts, et je n'ai, bien entendu, nul besoin de les reprendre. Je voudrais m'arrêter sur le point essentiel qui vous révélera peut-être les raisons de notre terrible crise. Nous devrons nous assigner une tâche et la réaliser par une voie qui reste à choisir. Cette voie existe, nous l'avons trouvée, mais nous n'avons pas encore la force de la suivre avec la persévérance, avec l'esprit de suite que nous imposent les dures conditions actuelles léguées par la

guerre. Nous manquons cruellement de tout, mais nous ne sommes pas plus dépourvus que les ouvriers de Vienne. Les ouvriers de Vienne se meurent, ils ont faim ; leurs enfants aussi se meurent, ils ont faim ; mais nous, nous avons l'essentiel qu'ils n'ont pas : l'espoir. Ils meurent accablés par le capitalisme, ils sont acculés à des sacrifices, mais pas de la même façon que nous. Nous nous imposons des sacrifices au nom de la guerre que nous avons déclarée au monde capitaliste tout entier. Telle est la différence entre la situation des ouvriers de Pétrograd et de Moscou, et celle des ouvriers de Vienne. Aujourd'hui, en ce printemps, la crise du ravitaillement s'est de nouveau aggravée, encore que nous ayons constaté, il y a quelque temps, une certaine amélioration. Nous nous sommes trompés dans nos calculs. Quand nous avons dressé le plan des réquisitions de vivres, le succès nous a fait entrevoir la possibilité d'une amélioration. Le peuple était tellement tenaillé par la famine qu'il fallait coûte que coûte améliorer la situation. Il fallait non seulement lui venir en aide, mais améliorer la situation. Nous n'avions pas prévu qu'en faisant bien alors, ce serait pire plus tard ; et c'est en raison de cette erreur que nous affrontons actuellement la crise du ravitaillement. Cette erreur nous l'avons répétée dans un autre domaine. Nous avons commis une faute analogue dans la guerre contre la Pologne et aussi dans la question du combustible. Ravitaillement, combustibles, charbon, pétrole, bois de chauffage, ce sont là des domaines différents, et dans tous les trois, nous avons commis la même erreur. En proie à la famine et au froid, nous avons surestimé nos forces, nous les avons mal calculées. Nous n'avons pas pensé que nous allions épuiser d'un coup nos ressources, nous avons mal calculé nos réserves et nous n'avons rien laissé pour les journées de disette. C'est là une règle très simple que comprend tout paysan dans une exploitation simple et courante. Mais nous, à l'échelle de l'État nous en étions toujours dans la situation suivante : il s'agit bien de stocker ! Pourvu qu'on tienne aujourd'hui, et, quand pour la première fois nous avons dû affronter ces stockages, les considérer d'un point de vue pratique, nous n'avons pas su prendre les mesures nécessaires afin de garder des stocks pour les mauvais jours.

Au cours de la guerre contre la Pologne, nous avions une Armée rouge énergique et audacieuse, mais nous avons avancé jusqu'aux portes de Varsovie, un peu trop loin et après nous avons reflué presque jusqu'à Minsk. C'est ce qui s'est produit dans le domaine du ravitaillement. Il est vrai que nous sommes sortis vainqueurs de la guerre. En 1920, nous avons proposé aux hobereaux et à la bourgeoisie de Pologne des conditions de paix plus avantageuses pour eux que celles qu'ils ont aujourd'hui. Ils ont reçu une leçon, le monde entier a reçu une leçon à laquelle personne ne s'attendait. Lorsque nous parlons de notre situation, nous disons la vérité, nous exagérons plutôt un peu dans le sens du pire. En avril 1920, nous disions : « Les transports sont délabrés, les approvisionnements manquent. » Nous en avons parlé ouvertement dans nos journaux, nous l'avons dit devant des milliers de personnes, dans les plus grandes salles de Moscou et de Pétrograd. Les espions européens se sont empressés de le télégraphier, et là-bas, on se frottait les mains : « Allez-y, les Polonais, vous voyez comme ça va mal chez eux, nous allons les écraser à l'instant » ; nous nous disions la vérité, en exagérant quelquefois dans le sens du pire. Que les ouvriers et les paysans sachent que les difficultés ne sont pas terminées. Et lorsque l'armée polonaise, sous la surveillance de spécialistes et d'instructeurs de France, d'Angleterre et des autres pays, financée et équipée par eux, nous a attaqués, elle a été battue. Quand nous disons aujourd'hui : notre situation est difficile, nos ambassadeurs nous annoncent que toute la presse bourgeoise écrit « Fin du régime soviétique », lorsque Tchernov lui-même a déclaré que la chute du régime est certaine, nous disons « criez autant que vous voudrez, c'est la raison d'être de la liberté de la presse financée par les capitalistes ; cette liberté-là existe à volonté chez vous, mais cela ne nous empêchera nullement de dire la triste vérité ». Oui, au cours de ce printemps, la situation a de nouveau empiré, tous nos journaux aujourd'hui reconnaissent amplement que la situation est difficile. Tâchez donc, vous les capitalistes, menchéviks, socialistes-révolutionnaires ou la bande de Sémenov [37] à l'étranger, quel que soit le nom dont vous vous réclamez, essayez d'en tirer quelque profit, vous n'en dégringolerez que mieux, plus loin et plus bas. (Applaudissements.)

Apparemment, la transition est malaisée à partir de l'état de dénuement total qui était le nôtre en 1918-1919, où nul ne pouvait songer aux stocks ou même à la répartition au cours d'une année, où nous pouvions à peine songer à une ou deux semaines, et quant à la troisième, nous disions : « On verra bien. » Apparemment, la transition est malaisée de cette situation à celle de 1920 où nous avons constaté que notre armée était plus nombreuse que celle des Polonais, que nous avions deux fois plus de blé que l'année dernière, que nous avions une fois et demie plus de charbon du Donetz et de Sibérie. Nous n'avons pas su partager tout cela à l'échelle du pays. Il faut savoir que les prévisions pour une année exigent une façon d'agir et des conditions particulières. Nous savions que le printemps serait pire que l'automne, mais nous ne pouvions pas savoir dans quelle mesure. Il ne s'agit pas de chiffres, il ne s'agit pas de répartition, il s'agit de savoir jusqu'à quel point les ouvriers et les paysans ont faim, quels sacrifices ils sont en mesure de supporter pour la cause commune ouvrière et paysanne. Qui saurait l'évaluer ? Ceux qui nous en accusent, et ils nous en accusent à juste titre, car c'est nous qui nous sommes trompés, et il ne viendra à l'esprit d'aucun d'entre nous de le dissimuler, pas plus que nous n'avons dissimulé notre erreur dans la guerre contre la Pologne, ceux qui désignent cette erreur devraient nous présenter des calculs permettant de déterminer à l'avance, à l'échelle de l'État, quelle part des stocks de blé disponibles au premier semestre doit être réservée pour nous permettre de subsister au second semestre. Ces calculs n'existaient pas. Nous les avons fait pour la première fois en 1920, mais nous nous sommes trompés. Dans certains cas, la révolution frise le miracle. Si quelqu'un nous avait dit en 1917 que nous soutiendrions pendant trois ans une guerre contre le monde entier, qu'à la suite de la guerre, 2 millions de propriétaires fonciers et de capitalistes russes avec leurs enfants se retrouveraient à l'étranger et que nous remporterions la victoire, aucun de nous ne l'aurait cru. Un miracle s'est produit ; une telle force a jailli des ouvriers et des paysans pour repousser l'invasion des propriétaires fonciers et des capitalistes que même le puissant capitalisme s'est trouvé en danger. Et c'est justement ce miracle qui

nous a fait perdre l'habitude de prévoir pour longtemps à l'avance. Voilà pourquoi tout laisse tant et tant à désirer. La date du prochain congrès a été rapprochée, car nous devons tirer les plus sérieuses conclusions de cette nouvelle expérience. Il s'est produit un miracle pour défendre le pouvoir des ouvriers et des paysans, non un miracle céleste, rien ne nous est tombé du ciel : le miracle, c'est qu'aussi accablés, humiliés, ruinés, exténués que fussent les ouvriers et les paysans, la révolution, parce qu'elle allait avec les ouvriers, a trouvé cent fois plus de forces que dans n'importe quel pays riche, instruit et avancé. Mais on ne saurait affronter l'œuvre économique avec de telles habitudes. Pour cela, il faut, — je vais peut-être employer un mot quelque peu impropre —, une certaine « ladrerie ». Et c'est ce que nous n'avons pas encore appris. Nous ne devons pas oublier que nous avons vaincu la bourgeoisie, mais que celle-ci subsiste chez nous, donc la lutte n'est pas terminée. Un de ses moyens de lutte contre nous, c'est de semer la panique. Elle est passée maître en la matière, ne l'oublions pas. Elle a des journaux qui se diffusent à merveille, quoique oralement ; d'une mouche ils font plus qu'un éléphant... Nous ne devons en aucun cas céder à la panique. Notre situation s'est aggravée du fait que nous avons commis des erreurs sur tous les plans. Nous ne craindrons pas ces erreurs, nous ne craindrons pas de les reconnaître, nous ne nous lancerons pas des accusations à la face ; pour pouvoir utiliser toutes nos forces et notre énergie tendue au maximum dans tous les domaines de l'activité, il faut apprendre à calculer, de façon à nous rendre maîtres de toute notre république, car ce n'est qu'au moyen de ces calculs que nous pourrons inventorier de grandes quantités de blé et de combustible. Du point de vue d'une personne robuste, nous aurons peu de blé, mais il est impossible d'augmenter d'un seul coup cette quantité. Nous ne manquerons de blé que si nous ne constituons pas de stocks, mais si nous calculons correctement afin de le donner à ceux qui en ont le plus besoin et de le prendre à ceux qui ont les plus grands excédents plutôt qu'à ceux qui, au cours des trois dernières années, ont peut-être livré leurs dernières réserves, le blé ne nous manquera pas. Les paysans de Sibérie et d'Ukraine, ont-ils compris ce calcul ?

Pas encore. Ils avaient et ils ont des excédents dont les paysans de la Russie centrale n'ont jamais disposés. Ils n'ont pas encore été dans une telle situation. Les paysans d'Ukraine, de Sibérie et du Caucase du Nord n'ont jamais, jamais connu la misère et la famine que les paysans des provinces de Moscou et de Pétrograd ont subies pendant trois ans, eux qui recevaient bien moins que les paysans d'Ukraine. Ils ont toujours eu des centaines de pouds d'excédents et ils sont habitués à exiger en échange des marchandises sur-le-champ. Mais où les prendre quand nos usines chôment ? Pour les mettre en marche, il faut du temps, de la préparation, il faut des ouvriers. Ce n'est pas de désespoir que nous consentons des sacrifices inouïs, mais dans une lutte victorieuse. Tout est là.

Voilà l'essentiel que je voulais souligner ici, non du point de vue des données exactes qui vous ont été exposées par un camarade du ravitaillement et un camarade des combustibles, mais dans la perspective économique et politique, afin de comprendre ce qui distingue les erreurs des dernières années de celles des années précédentes ; bien qu'elles soient de nature différente, elles ont cependant ceci de commun que, pouvant gravir une marche, nous avons essayé d'en gravir deux d'un coup. Et malgré tout, nous nous sommes élevés. C'est bien. Malgré tout, cette année, la balance du combustible sera bien meilleure que l'an passé. Quant au ravitaillement, je vais donner lecture, avant de terminer, du télégramme que m'a fait parvenir l'adjoint du commandant en chef des forces de la République en Sibérie. Il annonce que les communications sont rétablies, 7 convois de blé ont été acheminés vers Moscou. Il y a eu à un certain moment des troubles et des soulèvements de koulaks. Ici, on peut sans doute se permettre des plaisanteries touchant les chuchoteurs, mais il faut comprendre que nous avons tout de même appris certaines choses dans la lutte de classe. Nous savons que le gouvernement tsariste nous traitait de chuchoteurs, mais lorsque nous qualifions ainsi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, nous visons une autre classe, ceux qui suivent la bourgeoisie, qui exploitent toutes les difficultés, qui publient des tracts et disent : « Vous voyez, on vous prend 300 pouds d'excédents ; donnez tout et en échange on vous remettra des pa-

piers multicolores. » Eh bien, nous n'en connaissons pas des chuchoteurs de ce genre ? A quelle classe appartiennent-ils ? Ce sont les mêmes propriétaires fonciers, qu'ils se disent socialistes-révolutionnaires ou partisans de la liberté, de la souveraineté populaire, de la Constituante, etc. Nous connaissons tous leurs propos et nous avons appris à les comprendre. Les soulèvements signifient qu'il y a parmi les paysans des couches qui n'acceptent ni la réquisition des excédents ni l'impôt. Un des orateurs a parlé ici de l'impôt. Il a fait preuve de beaucoup de bon sens, mais il a eu tort d'oublier que la *Pravda*, organe central du Parti communiste de Russie, a publié, bien avant que nous en ayons parlé à cette tribune, des propositions sur les impôts, signées non seulement par des collaborateurs occasionnels, mais par des responsables. Lorsque le paysan sans-parti vient nous dire : « Veuillez établir vos calculs en tenant compte de ce dont a besoin le petit paysan, il a besoin d'une certitude : moi, je donne une telle quantité, et après je suis le maître », nous répondons : Oui, voilà qui est bien parler, c'est raisonnable, cela correspond pleinement aux conditions locales ; tant que nous n'avons pas de machines, tant que le paysan ne veut pas de son propre gré passer de la petite exploitation à la grosse, nous sommes disposés à tenir compte de cette suggestion, et nous poserons la question au congrès du parti la semaine prochaine, nous la discuterons et nous adopterons une résolution qui donnera satisfaction au paysan sans-parti, aux larges masses. Certes, notre appareil comporte beaucoup d'imperfections, beaucoup d'excès, parce qu'il a trop été atteint par la bureaucratie, beaucoup trop. Cependant, ces erreurs et ces imperfections n'existaient-elles pas dans notre Armée rouge ? Nous ne pouvions nous en débarrasser d'un seul coup, mais grâce au concours des ouvriers et des paysans, elle a quand même remporté la victoire. Ce qui s'est produit pour l'Armée rouge se reproduira, quoique de façon différente, dans tous les domaines ; ces excès bureaucratiques qui font crier tout le monde et que tout le monde flétrit, parce qu'ils traduisent nos erreurs et nos malheurs, nous en viendrons à bout par un labeur opiniâtre, sans nous abandonner à la panique ni fermer les yeux sur ceux qui cherchent à les exploiter pour renouveler l'aventure de Koltchak et

de Dénikine. En Ukraine, il y a eu un tas de scandales comme la dilapidation des stocks de charbon qui nous fait si cruellement défaut ici. Il y a eu dans ce pays 120 gouvernements, et les paysans aisés y sont corrompus. Ils ne peuvent concevoir qu'il existe un gouvernement des ouvriers et des paysans et que s'il prend du blé, c'est pour améliorer le sort des ouvriers et des paysans. Tant que nous n'aurons pas fait là-bas la pleine lumière sur toutes ces questions, nous entendrons constamment parler des désordres, des bandes, des soulèvements. C'est inévitable comme le sont l'ignorance, l'isolement et l'irritation de certains paysans que le capitalisme nous a légués et que nous devrons rééduquer pendant des années. Chaque printemps, c'est la même chose et cela se reproduira encore chaque printemps.

Il en est tout autrement des chemins de fer du Sud-Est. Cette année, nous avons subsisté principalement grâce aux vivres fournis par la Sibérie et le Caucase du Nord. J'ai des chiffres par période de cinq jours. A partir du 1er février, les arrivages sont de 8 wagons par jour ; pendant les cinq jours suivants, de 32 wagons ; troisième période, 60 wagons ; quatrième période, 109 wagons, alors que nous devons en recevoir 200 par jour ; ce n'est qu'au cours des derniers jours, du 20 au 24 février, que nous avons reçu quotidiennement 120 wagons. Cela représente trois convois. Aujourd'hui, le camarade Fomine fait savoir que ces deux derniers jours, il y en a déjà eu 4. Dans le bassin du Donetz, la situation a été décrite par un camarade : il n'y a pas de pain parce qu'il n'y a pas de charbon ; il n'y a pas de charbon parce qu'il n'y a pas de pain. Il faut briser quelque part ce cercle vicieux par notre énergie, par notre pression, grâce à l'héroïsme des travailleurs, afin de mettre en marche toutes les machines. Dans ce domaine, nous avons connu les plus grandes difficultés dont nous commençons maintenant à sortir. Nous entrevoyons une éclaircie. Camarades, je ne veux nullement vous bercer de promesses, je n'ai pas l'intention de déclarer que le mauvais moment est passé. Pas le moins du monde ! Il y a des symptômes d'amélioration, mais la situation reste incroyablement difficile ; elle aurait pu être moins difficile, comparée à l'automne dernier, bien que nous soyons coupés de l'Europe

occidentale. Pour ne pas en être coupés, nous avons dû accorder des concessions : « Tiens, voilà 500% de bénéfice, mais augmente notre production de blé, de pétrole, etc. » Et nous le faisons, nous le ferons encore. Et cela amènera une nouvelle lutte, car nous ne leur donnerons pas sans marchander 500% de bénéfice, et peut-être plus, or, engager cette lutte, cela équivaut à nous engager sur une voie nouvelle.

Il faut pour cela que les capitalistes soient convaincus de la vanité d'une guerre contre nous. Cette politique des concessions, nous l'avons définitivement adoptée. Vous savez qu'elle a provoqué pas mal de discussions avec les ouvriers et les paysans, vous savez que les ouvriers disaient : « Nous avons chassé notre bourgeoisie, et il faudrait laisser venir les autres ? » Mais nous leur avons fait comprendre que nous ne pouvions pas d'un seul coup passer du néant à une situation où nous aurons tout ; que pour nous faciliter cette transition, pour obtenir la quantité nécessaire de blé, d'articles manufacturés, il faut savoir consentir toute sorte de sacrifices. Que les capitalistes assouvissent leur cupidité, pourvu que nous puissions améliorer la situation des ouvriers et des paysans. Cependant, il n'est pas aisé de régler l'affaire des concessions. Dès novembre, nous avons publié un décret à ce sujet, mais jusqu'à ce jour, nous n'avons conclu aucun contrat. C'est, bien entendu, la besogne de la presse des gardes blancs et des menchéviks. Il n'y a pas un seul pays au monde à présent, sans journal russe ; dans toutes ces feuilles, les menchéviks s'élèvent contre les concessions en disant : « Le calme ne règne pas à Moscou, aussi le régime soviétique va bientôt s'écrouler et vous, messieurs les capitalistes, ne leur faites pas confiance, ne concluez pas de marché avec eux. » Cependant, nous ne renoncerons pas à cette lutte ; nous avons vaincu les capitalistes, mais nous ne les avons pas anéantis ; ils ont changé de chaise, siègent maintenant à Varsovie, qui était autrefois le centre de la lutte contre l'autocratie russe, et qui aujourd'hui a rallié les gardes blancs contre la Russie des Soviets ; nous les combattrons partout, sur le front extérieur comme sur le front intérieur.

J'ai reçu du camarade Zinoviev, de Pétrograd, un télégramme annonçant qu'au cours des arrestations opérées

dans la ville, on a trouvé sur l'un des suspects un tract qui prouve que cet homme est un agent des capitalistes étrangers. Ensuite, on a trouvé un tract intitulé : « Aux fidèles », de teneur contre-révolutionnaire. Le camarade Zinoviev fait savoir qu'à Pétrograd on a collé des appels menchéviks à la grève ; ici, à Moscou, on a gonflé des rumeurs relatives à une manifestation. En réalité, un provocateur a tiré, tuant un communiste. C'est la seule victime de ces journées troubles. Lorsque Dénikine était devant Orel, les journaux des gardes blancs disaient qu'il faisait des bonds de 100 verstes à l'heure, ou peu s'en faut. Ces journaux ne nous étonnent pas. Nous envisageons les choses avec lucidité ; nous devons, camarades, nous grouper étroitement ; autrement, que ferions-nous ? Essayer une nouvelle « coalition » gouvernementale avec Kérenski, avec Koltchak ? Bon, Koltchak n'est plus, mais si ce n'est lui, c'est un autre qui viendra. Des généraux russes, il y en a à revendre, il y en a assez pour former une immense armée. Nous devons parler carrément, sans craindre les journaux qui paraissent dans toutes les villes du monde. Ce ne sont que des vétilles ; ce n'est pas à cause de cela que nous tairons nos difficultés. Mais nous dirons, camarades, que nous menons ce dur et sanglant combat, et si pour le moment on ne peut pas nous attaquer les armes à la main, eh bien, on use du mensonge et de la calomnie, on profite à chaque occasion de notre pauvreté et de notre dénuement pour aider nos ennemis. Tout cela, je le répète, nous l'avons éprouvé, nous l'avons vécu. Nous avons affronté des difficultés plus grandes encore, nous connaissons fort bien cet ennemi et nous le vaincrons au printemps ; nous le vaincrons en déployant une activité plus féconde, plus circonspecte. (Applaudissements.)

« Pravda » n° 46, 2 mars 1921

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur le compte rendu sténographique

LETTRE A G. ORDJONIKIDZE [38]

Pour Staline. Prière de faire parvenir et, si vous avez des objections, de téléphoner.

Lénine

2 mars 1921.

Ordjonikidzé. Bakou.

Transmettez aux communistes géorgiens et spécialement à tous les membres du Comité révolutionnaire de Géorgie mon chaleureux salut à la Géorgie soviétique. Je les prie tout particulièrement de me faire savoir s'il existe entre eux et nous un accord complet sur les trois points suivants :

Primo : il faut armer immédiatement les ouvriers et les paysans les plus pauvres, afin de créer une forte Armée rouge géorgienne.

Secundo : une politique spéciale de concessions vis-à-vis des intellectuels et des petits commerçants géorgiens est nécessaire. Il faut comprendre que non seulement c'est un mauvais calcul que de les nationaliser, mais encore qu'on doit consentir certains sacrifices à seule fin d'améliorer leur situation et de leur laisser la possibilité de continuer leur petit commerce.

Tertio : il est d'une importance majeure de rechercher un compromis acceptable en vue d'un bloc avec Jordania ou des menchéviks géorgiens comme lui qui, dès avant l'insurrection, n'étaient pas absolument hostiles à l'idée d'un régime soviétique en Géorgie sous certaines conditions.

Je vous prie de vous souvenir que les conditions de la Géorgie, à la fois intérieures et internationales, exigent

des communistes géorgiens non pas qu'ils appliquent les formules russes, mais qu'ils créent avec habileté et souplesse une tactique originale, fondée sur une attitude plus conciliante à l'égard des éléments petits-bourgeois de toute sorte.

J'attends une réponse.

Lénine

« Pravda Grouzii. » n° 5, 6 mars 1921

Conforme au manuscrit

LA JOURNEE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES

Le trait essentiel, fondamental du bolchévisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du labeur populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la terre, des fabriques et usines.

L'essence du bolchévisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces masses qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes ; deuxièmement, et c'est là l'essentiel,

elles restent confinées dans l'« esclavage domestique », elles sont des « esclaves du foyer » accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchévique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution au monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la femme. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la « sacro-sainte propriété privée ».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'« esclavage domestique » grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile ; il s'agit de refondre l'« ordre de choses » le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisants inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique », et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sau-

vagerie contre la révolution des ouvriers ; c'est le cas pour la République démocratique des Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre. Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier.

4 mars 1921.

Publié le 8 mars 1921 dans le Supplément n° 51 de la « Pravda »
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du Supplément

X^e CONGRES DU P.C.(b)R.[39]

8-16 MARS 1921

Publié intégralement pour la première fois en 1921 dans le recueil « Le Dixième Congrès du Parti communiste de Russie. Compte rendu sténographique (8-16 mars 1921) ». Moscou

Conforme au texte du recueil collationné sur le sténogramme

I

DISCOURS D'OUVERTURE
LE 8 MARS 1921

(Applaudissements prolongés.) Camarades, permettez-moi de déclarer ouvert le Xe Congrès du Parti communiste de Russie. L'année que nous venons de vivre a été très riche en événements, tant d'ordre international qu'intérieur. Pour entamer l'exposé de la situation internationale, je dois dire que c'est la première fois que nous nous réunissons à l'heure où l'Internationale Communiste a cessé de n'être qu'un mot d'ordre pour devenir réellement une puissante organisation ayant ses assises, des assises véritables, dans les plus grands pays capitalistes évolués. Ce qui, au IIe Congrès de l'Internationale Communiste, n'était encore qu'à l'état de résolutions, a pu dans l'année écoulée être réalisé, s'est exprimé, confirmé et a été consacré dans des pays comme l'Allemagne, la France, l'Italie. Il suffit de nommer ces trois Etats pour que vous vous aperceviez que dans tous les grands pays capitalistes évolués d'Europe, l'Internationale Communiste, après son IIe Congrès qui a eu lieu l'été dernier à Moscou, est devenue la cause du mouvement ouvrier ; bien plus, elle est devenue le facteur essentiel de la politique internationale. Camarades, c'est là une conquête si gigantesque que, pour difficiles et pénibles que soient les épreuves de toute nature qui nous attendent (nous ne devons ni ne pouvons jamais cesser d'y penser), personne ne saura nous la reprendre !

Ensuite, camarades, c'est la première fois que notre congrès se tient alors que le territoire de la République

soviétique est délivré des troupes ennemies, appuyées par les capitalistes et les impérialistes du monde entier. Grâce aux victoires de l'Armée rouge remportées cette année, c'est la première fois que nous ouvrons le congrès de notre parti dans de telles conditions. Trois années et demie d'un combat incroyablement dur ; mais ce que nous avons conquis, c'est qu'il n'y a plus de troupes ennemies sur notre territoire ! Bien sûr, nous sommes loin d'avoir ainsi tout gagné, nous n'avons en aucun cas conquis ce que nous devons conquérir : être véritablement à l'abri des invasions et des interventions impérialistes. Bien au contraire, leurs opérations militaires ont pris une forme moins militaire, mais sous certains rapports plus dure et plus dangereuse pour nous. Le passage de l'état de guerre à l'état de paix, passage que nous avons salué au précédent congrès du parti, et que nous avions essayé de réaliser, pour lequel nous avions tenté d'organiser le travail, n'est pas encore achevé. Aujourd'hui encore, des tâches incroyablement difficiles incombent à notre parti ; elles concernent non seulement le plan économique où nous avons commis pas mal d'erreurs, non seulement les bases de notre édification économique, mais aussi les bases des rapports entre les classes qui ont subsisté dans notre société, dans notre République soviétique. Les rapports entre les classes se sont modifiés, et cette question doit constituer (je pense que vous serez tous d'accord avec moi) un des points essentiels à examiner et à résoudre ici.

Camarades, nous avons vécu une année exceptionnelle, nous nous sommes permis le luxe de discussions et de débats au sein de notre parti. Pour un parti entouré d'ennemis, des ennemis les plus puissants et les plus forts qui groupent tout le monde capitaliste, pour un parti qui supporte un fardeau incroyable, ce luxe était vraiment surprenant !

Je ne sais pas ce que vous en pensez aujourd'hui. Ce luxe concordait-il entièrement, d'après vous, avec nos richesses matérielles et morales ? C'est à vous de juger. Toujours est-il que je crois devoir vous dire une chose : au cours de ce congrès, nous devons nous fixer comme mot d'ordre et nous assigner comme principal but, comme principale tâche à réaliser coûte que coûte, de sortir des discussions

et des débats plus forts que nous n'étions avant de les engager. (Applaudissements.) Camarades, vous ne pouvez pas ignorer que tous nos ennemis, et ils sont légion, dans leurs innombrables organes de presse étrangers reprennent et amplifient à qui mieux mieux ce que nos ennemis bourgeois et petits-bourgeois répandent ici, à l'intérieur de la République soviétique : discussions signifient débats ; débats signifient dissensions ; s'il y a dissensions, les communistes sont plus faibles ; par conséquent, frappons, saisissons le moment, profitons de leur faiblesse ! C'est le mot d'ordre du monde qui nous est hostile. Nous ne devons pas l'oublier une seule minute. Aujourd'hui, notre tâche est de montrer que quel qu'ait été le luxe que nous nous sommes à tort ou à raison permis dans le passé, nous devons sortir de cette situation, de cette profusion extrême de programmes, de nuances imperceptibles, ou peu s'en faut, formulées et discutées ; nous devons nous dire après les avoir examinées à ce congrès, comme il convient : en tout cas, quelles que soient les discussions qui ont eu lieu jusqu'à ce jour, quels que soient les débats qui se sont déroulés chez nous, alors que nous devons faire face à tant d'ennemis, la dictature du prolétariat dans un pays paysan est une tâche si immense, si difficile qu'il ne suffit pas que le travail soit formellement plus uni, plus concerté qu'avant, ce que votre présence ici, à ce congrès, prouve déjà ; il faut aussi qu'il ne reste plus la moindre trace d'esprit fractionnel, quels que soit le lieu et la forme dans lesquels il s'est manifesté jusqu'à présent ; il faut qu'en aucun cas, ces traces ne subsistent. Ce n'est qu'à cette condition que nous nous acquitterons des tâches énormes qui nous incombent. Et j'ai la certitude d'exprimer les intentions et la ferme résolution de tous en disant : nous devons, en tout état de cause, sortir de ce congrès, armés d'une unité plus solide, plus unanime et plus sincère. (Applaudissements.)

2

RAPPORT D'ACTIVITE POLITIQUE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (b) DE RUSSIE LE 8 MARS

Camarades, comme vous le savez sans doute, la question de l'activité politique du Comité central est si étroitement mêlée à tout le travail du parti, à tout le travail des administrations soviétiques et au cours général de la révolution qu'il ne saurait être question, du moins à mon avis, d'un compte rendu d'activité au sens propre, littéral du mot. Je conçois ma tâche ainsi : essayer de mettre en relief quelques-uns des événements les plus importants qui sont, selon moi, en quelque sorte, les points cruciaux de notre travail et de la politique soviétique au cours de l'année écoulée, qui sont les plus caractéristiques parmi les événements que nous avons vécus et qui offrent le plus matière à réflexion sur les causes du cours actuel de la révolution, la portée des fautes commises — et elles sont assez nombreuses — et les leçons à en dégager pour l'avenir. Car, bien qu'il soit tout naturel de fournir un rapport d'activité pour l'année dernière, bien que le Comité central y soit tenu, aussi intéressant que cela soit pour le parti, la lutte qui nous attend et se déroule sous nos yeux nous impose des tâches si urgentes, si difficiles, si pénibles, qui exercent une telle pression que nous portons malgré nous toute notre attention sur les conclusions à tirer des événements écoulés et sur la solution à apporter aux tâches présentes et prochaines qui captivent toute notre attention.

Parmi les points cruciaux de notre travail qui se sont signalés le plus cette année et auxquels nos erreurs sont liées le plus, à mon avis, le premier est le passage de la guerre à la paix. Vous tous, ou du moins la plupart d'entre vous, vous souvenez que nous avons entrepris ce passage à plusieurs reprises en trois ans et demi, sans arriver une seule fois à l'achever définitivement, et il semble que nous n'y parviendrons pas à présent non plus, parce que les intérêts vitaux du capitalisme international y sont trop profondément opposés. Je me souviens qu'en avril 1918, c'est-à-dire il y a trois ans, j'ai parlé devant le Comité exécutif central de Russie de nos tâches qui se formulaient ainsi : le plus gros de la guerre civile est terminé, alors qu'en réalité elle ne faisait que commencer. Vous vous souvenez tous qu'au dernier congrès du parti, tous nos calculs étaient fondés sur le passage à l'édification pacifique ; nous supposions que les énormes concessions que nous avions accordées alors à la Pologne nous assureraient la paix. Mais dès avril, la bourgeoisie polonaise lançait son offensive ; avec les impérialistes, des pays capitalistes, elle avait interprété notre désir de paix comme un signe de faiblesse ; ce qui d'ailleurs lui est revenu fort cher puisqu'elle a dû accepter une paix plus désavantageuse. Mais nous n'avons pu entreprendre l'édification pacifique et nous avons dû, à nouveau, concentrer notre attention sur la guerre contre la Pologne, et ensuite sur l'écrasement de Wrangel. C'est ce qui a déterminé le caractère de notre activité pendant l'année en question. Une fois de plus tout notre travail se ramenait à des tâches militaires.

Ensuite, nous avons commencé à passer de la guerre à la paix après avoir réussi à éliminer du territoire de la R.S.F.S.R. tous les soldats ennemis.

Cette transition exigeait des bouleversements dont nous étions loin, bien loin d'avoir tenu compte. C'est là sans nul doute l'une des raisons essentielles des nombreuses erreurs et fautes que nous avons commises dans notre politique de cette année, et dont nous pâtissons aujourd'hui. La démobilisation de l'armée, qu'il a fallu mettre sur pied dans un pays qui a supporté une tension inouïe, qu'il a fallu mettre sur pied après plusieurs années de guerre impérialiste ; la démobilisation de l'armée dont le transfert, vu

nos moyens de transport, nous a causé des difficultés incroyables à un moment où la famine provoquée par la mauvaise récolte venait s'y ajouter ainsi que le manque de combustibles qui a paralysé dans une mesure considérable les transports, cette démobilisation, comme nous nous en rendons compte aujourd'hui, nous a imposé des tâches que nous avons très largement sous-estimées. Voilà à quoi tiennent, dans une mesure notable, les causes des crises multiples : économique, sociale, politique. Dès la fin de l'année dernière, j'indiquais que l'une des principales difficultés du printemps prochain serait la démobilisation. Je l'ai également indiqué le 30 décembre, au cours de la grande discussion [40] à laquelle nombre d'entre vous ont vraisemblablement pris part. Je dois dire qu'alors nous imaginions à peine l'ampleur de ces obstacles ; nous ne voyions pas encore jusqu'à quel point surgiraient des difficultés techniques, ni jusqu'à quel point les maux qui s'étaient abattus sur la République soviétique, exténuée par l'ancienne guerre impérialiste et la nouvelle guerre civile, seraient aggravés du fait de la démobilisation. Il serait juste dans une certaine mesure de dire qu'avec la démobilisation, ils se révéleraient davantage. Pendant plusieurs années, le pays a tendu ses forces exclusivement en vue des tâches militaires, n'a pas ménagé ses derniers restes, ses maigres réserves et ressources, mais ce n'est qu'à la fin de la guerre que nous nous sommes aperçus de toute la gravité de notre ruine et de notre indigence qui nous condamnent pour longtemps à panser exclusivement nos plaies. Mais nous ne pouvons même pas nous y consacrer entièrement. Les difficultés techniques de la démobilisation nous montrent, dans une large mesure, toute l'ampleur de notre ruine, dont découle, entre autres, une série inéluctable de crises économiques et sociales.

Sans nul doute, l'erreur du Comité central a été de n'avoir pas estimé l'énormité des difficultés que causerait la démobilisation. Il faut dire, toutefois, qu'il ne pouvait exister de points de repère pour cette estimation, car la guerre civile était si dure qu'il n'y avait qu'une règle : tout pour la victoire sur le front de la guerre civile, et rien d'autre. Ce n'est qu'en observant cette règle, en tendant les forces d'une façon extraordinaire comme l'a fait l'Ar-

mée rouge pour lutter contre Koltchak, Ioudénitch et les autres, que nous avons pu triompher des envahisseurs impérialistes de la Russie soviétique.

Après avoir indiqué ce facteur essentiel qui a été la cause de toute une série d'erreurs et qui a aggravé la crise, je voudrais vous parler de tous les mécomptes, de toutes les inexactitudes encore plus profondes de nos calculs ou de nos plans, qui se sont manifestés dans le travail du parti ainsi que dans la lutte de tout le prolétariat ; non seulement les erreurs dans l'élaboration du plan, mais dans l'appréciation même des rapports des forces entre notre classe et les classes avec lesquelles elle doit collaborer ou parfois lutter pour décider du sort de la république. C'est de ce point de vue que nous devons examiner le bilan du passé, l'expérience politique, ce que le Comité central, en tant que dirigeant politique, doit s'expliquer à lui-même et s'efforcer d'expliquer à tout le parti. Ce sont des phénomènes aussi disparates que la guerre contre la Pologne, la question du ravitaillement et du combustible. Lors de notre offensive, nous avons à coup sûr commis une erreur en avançant trop vite, jusqu'à Varsovie, ou peu s'en faut. Je ne chercherai pas tout de suite à savoir si c'était une erreur stratégique ou politique, car cela m'entraînerait trop loin ; je pense que ce sera le travail des historiens futurs ; quant à ceux qui doivent continuer à repousser les attaques de tous les ennemis dans une lutte difficile, ils n'ont pas le loisir de se livrer à des recherches historiques. Toujours est-il que l'erreur est évidente, et elle est due au fait que nous avons surestimé la supériorité de nos forces. Dans quelle mesure cette supériorité dépendait de conditions économiques, dans quelle mesure elle dépendait du fait que la guerre contre la Pologne avait éveillé des sentiments patriotiques même parmi les éléments petits-bourgeois, nullement prolétariens, qui ne sympathisent nullement avec le communisme, qui ne soutiennent pas inconditionnellement la dictature du prolétariat, et parfois même, disons-le, ne la soutiennent pas du tout, il serait trop compliqué de chercher à élucider ce point. Mais le fait est là : dans la guerre contre la Pologne, nous avons commis une certaine erreur.

Si nous examinons un domaine de notre activité, comme celui du ravitaillement, nous observerons une erreur ana-

logue. Sous le rapport des réquisitions et de leur mise en œuvre, l'année écoulée a été incomparablement plus favorable que l'année précédente. L'année dernière, le total du blé collecté dépasse 250 millions de pouds. Au 1er février, 235 millions de pouds étaient collectés, alors qu'au cours de toute l'année précédente, on n'en avait ramassé que 210 millions ; par conséquent, en un délai beaucoup plus réduit, la collecte a entièrement dépassé celle de l'année précédente. Toutefois, sur ces 235 millions de pouds, obtenus au 1er février, nous en avons utilisé, au cours du premier semestre, 155 millions environ, soit en moyenne 25 millions de pouds par mois et même davantage. Il faut donc reconnaître dans l'ensemble que nous n'avons pas su répartir convenablement des ressources qui, pourtant, étaient meilleures que celles de l'année précédente. Nous n'avons pas su nous rendre compte du danger énorme que représentait la crise imminente du printemps, et nous avons cédé au désir naturel d'augmenter la ration des ouvriers affamés. Il est vrai qu'ici non plus nous ne disposions pas de point de repère pour nos calculs. Dans tous les Etats capitalistes, malgré l'anarchie, malgré le chaos inhérents au capitalisme, ces repères dans l'établissement d'un plan économique, c'est l'expérience de dizaines d'années, une expérience que peuvent confronter les pays capitalistes de structure économique homogène qui ne se distinguent que dans les détails. Cette comparaison permet de dégager une règle véritablement scientifique, une certaine loi, une certaine régularité. Or, nous n'avions et ne pouvons avoir rien de semblable à cette expérience, et il est tout à fait naturel que lorsque après la guerre nous avons eu la possibilité d'accorder enfin une ration supérieure à la population affamée, nous n'ayons pas su fixer du premier coup la mesure voulue. Il est évident que nous aurions dû accroître modérément la ration et constituer ainsi certains stocks pour les mauvais jours qui devaient venir au printemps et qui sont venus. Or, nous ne l'avons pas fait. C'est encore une erreur, et une erreur analogue à celles qui marquent toute notre activité ; elle prouve que le passage de la guerre à la paix nous a imposé une série de tâches et de difficultés. Pour y faire face nous n'avions ni l'expérience, ni la préparation, ni les éléments nécessai-

res, ce qui a accentué, aggravé, exacerbé à l'extrême la crise.

C'est à peu près ce qui s'est produit pour le combustible. C'est la question capitale de l'édification économique. Le passage de la guerre à la paix, le passage à l'édification économique, dont nous avons parlé au dernier congrès du parti et qui, l'an dernier, constituait le centre de nos préoccupations et de l'attention politiques, tout cela ne pouvait manquer d'être basé, d'être fondé sur notre production de combustible et sur sa répartition correcte. Sans cela, il ne saurait être question de surmonter les difficultés ni de relever l'industrie. Il est évident que sous ce rapport, nos conditions sont meilleures que l'année dernière. Avant, nous n'avions pas d'accès aux régions houillères et pétrolifères. Après les victoires de l'Armée rouge, nous avons du charbon et du pétrole. En tout cas, la quantité de combustible s'est accrue. Nous savons que les quantités dont nous disposions au début de l'année écoulée étaient plus importantes que précédemment. Et en augmentant de la sorte nos ressources, nous avons commis l'erreur de répartir si largement le combustible que nous l'avons épuisé, et que nous avons abouti à la pénurie avant d'avoir tout remis normalement en marche. Toutes ces questions feront l'objet de rapports spéciaux, et je ne saurais vous présenter, même de façon approximative, les données existant à ce sujet. En tout cas, compte tenu de l'expérience du passé, nous devons dire que cette erreur découle d'une appréciation erronée de la situation, et de la promptitude du passage de la guerre à la paix. L'expérience a montré que ce passage ne pouvait se faire que beaucoup plus lentement que nous ne le pensions. Il faut une préparation beaucoup plus longue, un rythme plus lent : telle est la leçon que nous avons reçue l'an dernier, et que le parti dans son ensemble devra étudier à fond, afin de fixer nos tâches principales de l'année prochaine et d'éviter à l'avenir ces erreurs.

Il est nécessaire d'ajouter que ces erreurs ont été incontestablement aggravées et que les crises qu'elles entraînent se sont particulièrement accentuées par suite de la mauvaise récolte. Si j'ai indiqué que notre travail dans le domaine du ravitaillement nous avait assuré, au cours de

l'année écoulée, des ressources infiniment plus considérables, il faut dire que c'était là également l'une des causes essentielles des crises, car, par suite de la mauvaise récolte, qui a entraîné une pénurie extrême de fourrage, une forte mortalité du bétail et la ruine de l'exploitation paysanne, le centre des réquisitions a été reporté dans des localités où les excédents de blé n'étaient pas bien grands. Les excédents étaient bien plus importants dans les républiques périphériques, — en Sibérie, au Caucase du Nord, — mais l'appareil soviétique y était le moins fermement établi, le pouvoir des Soviets y était le moins stable, et les difficultés de transport y étaient les plus grandes. De sorte que les ressources alimentaires accrues ont été obtenues dans les provinces où la récolte avait été la moins bonne, ce qui a aggravé à l'extrême la crise de l'économie paysanne.

Ici encore, nous voyons de façon fort nette que nous n'avons pas su bien calculer. Mais, nous étions dans une situation si embarrassante qu'elle excluait tout choix. Après avoir subi une guerre impérialiste dévastatrice, suivie d'une épreuve telle que plusieurs années de guerre civile, le pays ne pouvait, bien entendu, subsister qu'en consacrant toutes ses forces au front. Et, bien entendu, le pays ruiné ne pouvait agir autrement qu'en prenant aux paysans leurs excédents même s'il ne pouvait rien leur donner en échange. Il le fallait pour sauver le pays, l'armée et le pouvoir des ouvriers et des paysans. Nous avons dit aux paysans : « Bien sûr, vous donnez à titre de prêt votre blé à l'Etat des ouvriers et des paysans ; autrement, vous ne pouvez protéger votre Etat contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. » Nous ne pouvions agir autrement dans les conditions que nous imposaient les impérialistes et les capitalistes en nous faisant la guerre. Nous n'avions pas d'autre choix. Mais ces circonstances ont fait que, après une si longue guerre, l'économie paysanne est devenue tellement faible que la mauvaise récolte a été provoquée à la fois par la réduction des emblavures, la mauvaise qualité des moyens de production, la diminution du rendement, la pénurie de main-d'œuvre, etc. La récolte a été désastreuse, et la collecte des excédents alimentaires, supérieure malgré tout à nos prévisions, est allée de pair avec une telle accentuation de la crise, qu'elle nous réserve

peut-être pour les mois prochains des difficultés et des maux plus grands encore. Ce fait doit être soigneusement pris en considération dans l'analyse de notre politique de l'année écoulée et dans l'appréciation des objectifs politiques pour la nouvelle année. L'an passé a légué à l'année suivante les mêmes tâches urgentes.

A présent, j'aborderai un autre point, dans un tout autre domaine : la discussion sur les syndicats qui a pris tellement de temps au parti. J'ai déjà eu l'occasion d'en parler aujourd'hui et, évidemment, je ne pouvais que dire avec circonspection que beaucoup d'entre vous considèrent sans doute cette discussion comme un luxe abusif. Quant à moi, je ne peux manquer d'ajouter que, à mon avis, ce luxe était absolument inadmissible, et que nous avons à coup sûr commis une erreur en tolérant une pareille discussion, sans voir que nous avions mis au premier plan un problème qui, de par les conditions objectives, ne pouvait pas s'y trouver ; nous nous sommes permis ce luxe sans voir jusqu'à quel point nous détournions l'attention du problème essentiel et menaçant de cette crise si proche. Quels sont les résultats concrets de cette discussion qui a accaparé tant de mois et qui a sans doute lassé la plupart des assistants ? On vous présentera des rapports à ce sujet, mais je voudrais attirer l'attention dans mon compte rendu sur un aspect de l'affaire ; elle a incontestablement illustré le proverbe : « à quelque chose malheur est bon ».

Malheureusement, il y a eu un peu trop de mal et trop peu de bien. (R i r e s.) Mais du bien quand même : après avoir perdu du temps et distrait l'attention des camarades des objectifs pressants de la lutte contre les éléments petits-bourgeois qui nous entourent, nous avons quand même appris à distinguer certains rapports que nous ne percevions pas auparavant. Le bien, c'est que le parti ne pouvait manquer de s'instruire au cours de cette lutte. Bien que nous sachions tous que, en qualité de parti au pouvoir, nous devions fusionner les « milieux dirigeants » des Soviets avec ceux du parti — nous le faisons et nous continuons à le faire — le parti a tiré de cette discussion une certaine leçon dont il faut tenir compte. Certaines positions ont bénéficié principalement des voix des « dirigeants » du parti. Il est apparu que les positions appelées parfois « program

mes » de l'« opposition ouvrière », et parfois autrement, constituaient une déviation nettement syndicaliste. Ce n'est pas seulement mon avis personnel, mais celui de l'immense majorité des assistants. (Des voix : « C'est exact ».)

Dans cette discussion, le parti a montré une telle maturité que, constatant un certain flottement dans les « cercles dirigeants », voyant qu'ils disaient : « Nous ne sommes pas d'accord, départagez-nous », il s'est promptement mobilisé dans ce but, et l'immense majorité des organisations les plus importantes nous a rapidement répondu : « Nous avons une opinion, et nous vous la dirons. »

Au cours de cette discussion, plusieurs programmes ont été présentés. Ils étaient si nombreux que moi-même, par exemple, qui étais tenu de les lire en raison de mes fonctions, je crains d'avoir pêché et de ne pas les avoir lus tous. (Rires.) Je ne sais pas si tous les assistants ont eu le loisir de les lire ; en tout cas, il faut dire que la déviation syndicaliste, et même jusqu'à un certain point semi-anarchiste, qui s'est manifestée mérite ample réflexion. Durant plusieurs mois, nous nous sommes abîmés dans le luxe au point de nous passionner pour l'étude des nuances d'opinions. Pendant ce temps, la démobilisation de l'armée engendrait le banditisme et aggravait la crise économique. Cette discussion devait nous aider à comprendre que notre parti, comptant au minimum un demi-million de membres, et le dépassant même, était devenu premièrement un parti de masse, deuxièmement un parti gouvernemental, et qu'étant un parti de masse, il reflétait partiellement ce qui se passait en dehors de ses rangs. Il est extrêmement important de le comprende.

Une légère déviation syndicaliste ou semi-anarchiste n'aurait rien eu de terrible : le parti en aurait pris conscience rapidement et se serait énergiquement appliqué à la corriger. Mais si elle se manifeste dans un pays à forte prédominance paysanne, si cette paysannerie est de plus en plus mécontente de la dictature prolétarienne, si la crise de l'économie paysanne est au paroxysme, si la démobilisation d'une armée paysanne jette sur le pavé des centaines et des milliers d'hommes brisés, qui ne trouvent pas de travail, qui sont habitués uniquement au métier des armes et qui répandent le banditisme, ce n'est pas le moment de dis-

cuter de déviations théoriques. Nous devons dire carrément à ce congrès : nous n'admettrons plus les discussions sur les déviations, il faut y mettre fin. Le congrès du parti peut et doit le faire, il doit en tirer la leçon qui s'impose, l'adjoindre au rapport politique du C.C., la fixer, la consacrer, en faire une obligation, une loi pour le parti. L'atmosphère de discussion devient dangereuse à l'extrême, elle met manifestement en péril la dictature du prolétariat.

Il y a quelques mois, lorsque je disais : « Prenez garde, la domination de la classe ouvrière et la dictature de la classe ouvrière sont menacées ! », certains camarades que j'avais l'occasion de voir et avec lesquels je discutais répondaient : « C'est un procédé d'intimidation, vous nous terrorisez. » J'ai dû entendre plusieurs fois mes remarques qualifiées de la sorte : je terrorise un tel, et je répondais qu'il eût été ridicule de ma part de terroriser de vieux révolutionnaires qui en avaient vu de toutes les couleurs. Mais lorsque vous voyez ce que deviennent les difficultés de la démobilisation, il est indéniable qu'il n'y a eu en l'occurrence ni tentative de terroriser, ni même l'emballement inévitable dans le feu de la discussion, mais une indication absolument exacte : à l'heure actuelle, nous avons besoin de cohésion, de fermeté et de discipline, non seulement parce que sans cela le parti prolétarien ne peut travailler fraternellement, mais parce que le printemps a apporté et apportera encore des conditions difficiles dans lesquelles nous ne pourrons agir sans être unis au maximum. Je pense que nous saurons quand même tirer de la discussion ces deux leçons essentielles. Et c'est pourquoi il me semble qu'il faut dire que si nous nous sommes payé le luxe de donner au monde un échantillon stupéfiant de la façon dont un parti, en proie aux difficultés d'une lutte sans merci, accorde une attention démesurée à certains détails de programmes, — et cela en dépit de la mauvaise récolte, de la crise, de la ruine et de la démobilisation dans lesquelles nous nous débattons, — nous tirerons à présent de ces leçons une conclusion politique, et pas seulement une conclusion indiquant telle ou telle erreur, mais une conclusion politique touchant les rapports entre les classes, entre la classe ouvrière et la paysannerie. Ces rapports

ne sont pas tels que nous le pensions. Ils exigent du prolétariat une cohésion et une concentration des forces infiniment plus grandes, et en régime de dictature du prolétariat, ils représentent un danger bien plus grand que tous les Dénikine, Koltchak et Ioudénitch réunis. Personne ne doit se faire d'illusion à ce propos, car ce serait l'illusion la plus fatale ! Les difficultés que suscite cet élément petit-bourgeois sont considérables, et pour les surmonter il faut une grande cohésion, qui ne soit pas uniquement formelle, il faut un travail uni et fraternel, une volonté commune, car c'est seulement avec une volonté semblable de la masse prolétarienne que le prolétariat peut atteindre dans un pays de paysans ses objectifs géants de dictature et de direction.

L'aide des pays occidentaux nous parvient, mais elle n'est pas très rapide. Elle parvient et s'intensifie.

J'ai déjà dit à la séance de ce matin que l'un des événements les plus importants de l'année écoulée (ceci est également en liaison étroite avec l'activité du Comité central), est l'organisation du IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Bien entendu, la révolution internationale a accompli un grand pas en avant par rapport à l'année dernière. Bien entendu, l'Internationale Communiste qui, lors de notre congrès de l'année dernière, n'existait que sous forme de proclamations, existe aujourd'hui en qualité de parti autonome dans chaque pays, et non seulement en tant que parti d'avant-garde, car le communisme est devenu la question centrale du mouvement ouvrier dans son ensemble. En Allemagne, en France, en Italie, l'Internationale Communiste est devenue, non seulement le centre du mouvement ouvrier, mais aussi le centre d'attention de toute la vie politique de ces pays. Cet automne, on ne pouvait prendre en mains un journal allemand ou français sans y voir décliner les mots Moscou et bolchéviks, et les épithètes dont on nous gratifie, sans constater que les bolchéviks et les 21 conditions d'admission à la IIIe Internationale [41] sont devenues la question cruciale de leur propre vie politique. C'est là notre conquête que nul ne saurait nous retirer ! Cela prouve que la révolution internationale monte et que, parallèlement, la crise économique s'accentue en Europe. Mais, en tout état de cause, si nous allions suppo-

ser qu'à brève échéance l'aide nous viendrait de ces pays sous forme d'une révolution prolétarienne stable, ce serait tout simplement de la folie, et je suis sûr qu'il n'y a pas dans cette salle d'insensés de ce genre. Durant trois ans, nous avons appris à comprendre que miser sur la révolution internationale ne veut pas dire compter sur une date déterminée, et que la cadence d'évolution qui s'accélère sans cesse peut amener la révolution au printemps, mais peut aussi bien ne pas l'amener. Voilà pourquoi nous devons savoir conformer notre activité aux rapports de classe à l'intérieur de notre propre pays et des autres pays, afin d'être en mesure de maintenir pendant longtemps la dictature du prolétariat et guérir, graduellement au moins, les maux et les crises qui s'abattent sur nous. Seule cette façon de poser le problème est juste et lucide.

J'aborde maintenant une question qui concerne l'activité du Comité central au cours de l'année écoulée et touche de près aux tâches qui nous incombent. C'est la question de nos rapports avec l'étranger.

Jusqu'au IX^e Congrès du parti, notre attention et tous nos efforts tendaient à passer de l'état de guerre avec les pays capitalistes à l'établissement de relations pacifiques et commerciaux. A cet effet, nous avons entrepris des démarches diplomatiques de toute sorte et nous l'avons emporté sur des diplomates de valeur incontestable. Lorsque, par exemple, les représentants de l'Amérique ou ceux de la Société des Nations nous proposaient, sous certaines conditions, de cesser les hostilités contre Dénikine ou Koltchak, ils s'imaginaient qu'ils allaient nous mettre dans l'embarras. En réalité, ce sont eux qui se sont retrouvés en mauvaise posture et nous avons remporté une énorme victoire diplomatique. Ils s'étaient mis dedans, étaient contraints de retirer leurs propositions, ce qu'ont révélé par la suite les documents diplomatiques et la presse du monde entier. Mais pour nous, la victoire diplomatique est insuffisante. Il nous faut de véritables relations commerciales et non seulement des victoires diplomatiques. C'est seulement au cours de l'année écoulée que les rapports commerciaux allaient commencer à se développer... La question du commerce avec l'Angleterre était posée. Depuis l'été, elle devenait centrale. La guerre contre la Po-

logne nous a fait regresser fort loin sur ce plan. L'Angleterre était déjà prête à signer un accord commercial. La bourgeoisie anglaise le voulait, mais les milieux de la cour n'y étaient pas favorables et les sabotaient ; la guerre contre la Pologne l'a différé. Finalement, la question reste encore en suspens.

Aujourd'hui, je crois, les journaux ont annoncé que Krassine avait déclaré devant la presse londonienne qu'il escomptait une signature rapide de l'accord commercial [42]. Je ne sais pas si la réalisation de cet espoir est pleinement assurée. Je ne saurais dire que cela se produira vraiment, mais pour ma part, je dois dire qu'au Comité central nous avons réservé une très grande place à ce problème, et que nous avons jugé juste, de notre côté, d'appliquer une tactique de concessions pour obtenir un accord commercial avec l'Angleterre.

A cette question se rattache celle des concessions. Au cours de l'année passée, nous nous en sommes davantage occupés. Le 23 novembre, le Conseil des Commissaires du Peuple a publié un décret qui expose la question dans la forme la plus acceptable pour les capitalistes étrangers. Au moment où elle a fait l'objet de certains malentendus ou de certaines incompréhensions dans le parti, plusieurs réunions de militants responsables se sont tenues au cours desquelles le problème a été débattu. De façon générale, il n'a pas donné lieu à des divergences, encore que nous ayons entendu pas mal de protestations de la part des ouvriers et des paysans. On nous disait : « Nous avons chassé nos capitalistes, et maintenant on veut inviter des capitalistes étrangers. » Dans quelle mesure ces protestations étaient inconscientes, dans quelle mesure elles émanaient des koulaks ou, tout simplement, des éléments capitalistes, des sans-parti, qui estiment qu'ils ont le droit légitime d'être des capitalistes en Russie, et de surcroît des capitalistes dotés du pouvoir, et n'admettent pas que le capital étranger soit attiré sans pouvoir ; dans quelle mesure ceci ou cela a-t-il joué un rôle ? Le Comité central ne possède, bien entendu, à ce sujet aucune statistique ; et de toute façon, aucune statistique au monde ne saurait sans doute évaluer et révéler un phénomène de cette nature. En tout cas, ce décret nous fait faire un pas en avant pour

nouer les contacts avec les concessionnaires éventuels. Il faut dire que pratiquement — ne l'oublions jamais — nous n'avons pas un seul concessionnaire. Nous discutons pour savoir si nous devons nous efforcer d'en trouver à tout prix. En trouverons-nous ou non, cela ne dépend pas de nos débats et de nos résolutions, mais du capital international. Le 1er février dernier, le Conseil des Commissaires du Peuple a adopté à ce propos une nouvelle résolution dont le premier point stipule : « Approuver en principe la remise de concessions pétrolières à Grozny, à Bakou et dans d'autres exploitations en exercice, et entreprendre des négociations à mener à un rythme accéléré. »

Cette question n'a pas été sans soulever des controverses. La remise de concessions à Grozny et à Bakou semblait injustifiée aux camarades et susceptible de provoquer l'opposition des ouvriers. La majorité du C.C. et moi-même avons estimé que les plaintes n'étaient peut-être pas nécessaires.

Le Comité central dans sa majorité et moi-même, nous estimons que ces concessions sont nécessaires, et nous vous demanderons de consacrer ce point de vue de votre autorité. Cette alliance avec les trusts d'Etat des autres pays évolués nous est absolument indispensable car notre crise économique est si profonde que nous serons incapables de relever par nos propres moyens notre économie dévastée sans l'équipement et les concours techniques de l'étranger. L'importation de cet équipement, à elle seule, n'est pas suffisante. On peut accorder des concessions sur des bases beaucoup plus larges, peut-être même aux plus gros consortiums impérialistes : un quart de Bakou, un quart de Grozny, un quart de nos meilleures ressources forestières, de façon à nous assurer la base nécessaire grâce à un équipement moderne ; par ailleurs, nous obtiendrons en contrepartie l'équipement dont nous avons besoin pour le restant. Nous pourrons ainsi rattraper quelque peu, ne fût-ce que d'un quart, ou de la moitié, les consortiums avancés des autres pays. Sans cela, nous serons dans une situation très difficile, et sans la tension extraordinaire de nos forces, nous ne les rattraperons pas ; nul ne peut avoir le moindre doute à ce sujet s'il envisage notre situation actuelle avec tant soit peu de lucidité. Nous avons déjà engagé des pourpar-

lers avec quelques-uns des plus gros trusts du monde. Bien entendu, ils le font non point pour nous rendre service, mais uniquement en vue d'en retirer des bénéfices énormes. Pour employer un langage de diplomate pacifique, le capitalisme moderne est un brigand, un trust de brigands, ce n'est plus le capitalisme ancien de l'époque normale ; il réalise des bénéfices fabuleux grâce à son monopole sur le marché mondial.

Le 1er février 1921, le Conseil des Commissaires du Peuple a pris la décision d'acheter à l'étranger 18 500 000 pouds de charbon, car notre crise de combustible se dessinait déjà. Il est apparu alors qu'il nous faudrait dépenser nos réserves d'or non seulement pour l'achat de l'équipement. Ce dernier aurait accru notre production houillère, et notre économie se serait mieux portée si, au lieu d'acheter du charbon, nous avions fait venir de l'étranger des machines pour développer l'industrie houillère. Mais la crise était si aiguë qu'il a fallu renoncer à ce mode d'action, meilleur, sur le plan économique, au profit du moins bon, et consacrer des fonds à l'achat du charbon que nous aurions pu avoir chez nous. Il nous faudra faire des concessions encore plus grandes pour acheter des articles d'usage courant destinés aux paysans et aux ouvriers.

Je voudrais maintenant dire quelques mots des événements de Cronstadt[43]. Je n'ai pas encore les dernières nouvelles mais je ne doute pas que cette insurrection où l'on a vu rapidement se profiler les généraux blancs que nous connaissons si bien, soit écrasée dans les jours qui viennent, voire même dans les heures qui viennent. Il ne peut y avoir de doute à ce sujet. Mais nous devons étudier de près les leçons politiques et économiques qui se dégagent de cet événement.

Que signifie-t-il ? Le pouvoir politique détenu par les bolchéviks est passé à un conglomérat mal défini ou à une association d'éléments disparates, légèrement plus à droite que les bolchéviks, semble-t-il, et peut-être même « plus à gauche », on ne sait, tant l'ensemble des groupements politiques qui ont essayé de prendre le pouvoir à Cronstadt est indéterminé. Dans le même temps, il est certain, vous le savez tous, que des généraux blancs ont joué un rôle important. C'est pleinement établi. Deux semaines avant les

événements de Cronstadt, les journaux parisiens annonçaient déjà une insurrection dans la ville. Il est absolument évident que c'est l'œuvre des socialistes-révolutionnaires et des gardes blancs de l'étranger, et par ailleurs le mouvement a abouti à une contre-révolution petite-bourgeoise, à un mouvement petit-bourgeois anarchiste. C'est là quelque chose de nouveau. Cet événement, rapproché de toutes les crises, doit être très attentivement pris en considération, très minutieusement analysé, du point de vue politique. Des éléments petits-bourgeois anarchistes, toujours orientés contre la dictature du prolétariat, ont revendiqué la liberté du commerce. Cet état d'esprit s'est largement répercuté sur le prolétariat. Il s'est reflété dans les entreprises de Moscou et dans de nombreuses localités. Cette contre-révolution petite-bourgeoise est sans nul doute plus dangereuse que Dénikine, Ioudénitch et Koltchak réunis, parce que nous avons affaire à un pays où le prolétariat est en minorité, nous avons affaire à un pays où la ruine a atteint la propriété paysanne, et où, par surcroît, nous avons une chose comme la démobilisation de l'armée qui fournit une quantité invraisemblable d'éléments insurrectionnels. Si petit ou peu notable que fût au début, comment dirais-je, ce décalage du pouvoir que les marins et ouvriers de Cronstadt proposaient, — ils voulaient corriger les bolchéviks sous le rapport de la liberté du commerce, il semblait bien que ce transport fût peu notable, que les mots d'ordre du « Pouvoir des Soviets » fussent identiques à quelques changements près, à quelques amendements près, — mais en réalité les éléments sans-parti ont fait office de marchepied, de gradin, de passerelle pour les gardes blancs. Du point de vue politique, c'est inévitable. Nous avons vu les éléments petits-bourgeois, les éléments anarchistes dans la révolution russe, nous les avons combattus pendant des dizaines d'années. Depuis février 1917, nous avons vu ces éléments petits-bourgeois à l'œuvre pendant la grande révolution, et nous avons vu comment les partis petits-bourgeois tentaient de déclarer que leur programme est fort peu différent de celui des bolchéviks, mais qu'ils le réalisent par d'autres méthodes. Nous le savons, non seulement grâce à l'expérience de la Révolution d'Octobre, nous le savons aussi par l'ex-

périence de la périphérie, des différentes parties de l'ex-Empire russe, et où les représentants d'un autre pouvoir se sont substitués au régime soviétique. Rappelons-nous le comité démocratique de Samara[44] ! Ils se présentaient tous avec les mots d'ordre de liberté, d'égalité, d'Assemblée constituante, et non pas une fois, mais plusieurs fois on s'est aperçu qu'ils n'étaient qu'un gradin, qu'une passerelle pour l'instauration du pouvoir des gardes blancs.

L'expérience de l'Europe tout entière montre en fait comment les choses finissent quand on essaie de s'asseoir entre deux chaises. Voilà pourquoi nous devons dire, justement à ce propos, que les frictions politiques constituent un très grand danger. Nous devons considérer attentivement cette contre-révolution petite-bourgeoise qui lance les mots d'ordre de liberté du commerce.

Ce danger nous montre ce dont j'ai parlé à propos de nos discussions sur les programmes. Face à ce danger, nous devons comprendre que ce n'est pas seulement sur le plan formel que nous devons cesser les débats dans le parti, nous le ferons évidemment, mais c'est insuffisant ! Il ne nous faut pas oublier que nous devons aborder le problème plus sérieusement.

Nous devons comprendre qu'en période de crise de l'économie paysanne nous ne pouvons subsister autrement qu'en faisant appel à elle pour aider les villes et les campagnes. Nous devons nous souvenir que la bourgeoisie cherche à dresser les paysans contre les ouvriers, qu'elle cherche à dresser contre ces derniers les éléments petits-bourgois anarchistes sous le couvert de mots d'ordre ouvriers, ce qui entraînera directement la chute de la dictature du prolétariat, partant, la restauration du capitalisme, de l'ancien pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes. Le danger politique est évident. Ce chemin, de nombreuses révolutions l'ont suivi très nettement ; ce chemin nous l'avons toujours indiqué. Il était tracé avec netteté devant nous. Il exige, sans nul doute, du parti communiste à la tête du gouvernement, des éléments révolutionnaires prolétariens dirigeants, une attitude autre que celle qui s'est bien souvent manifestée cette année. Ce danger exige sans aucun doute davantage de cohésion, sans aucun doute davantage de discipline, sans aucun doute plus d'unité

dans le travail ! Sans cela, on ne saurait vaincre les difficultés qui nous sont échues.

Viennent ensuite des questions économiques. Que signifie ce mot d'ordre de liberté du commerce lancé par les éléments petits-bourgeois ? Il prouve que dans les rapports du prolétariat et des petits cultivateurs, il existe des problèmes ardus, des tâches que nous n'avons pas encore résolues. Je parle des rapports entre le prolétariat victorieux et les petits exploitants dans un pays où la révolution prolétarienne se développe alors que le prolétariat est en minorité, où la majorité est petite-bourgeoise. Ici, le rôle du prolétariat consiste à diriger la transition de ces petits exploitants vers le travail socialisé, collectif, communautaire. Théoriquement, c'est incontestable. Cette transition, nous l'avons abordée dans toute une série d'actes législatifs, mais nous savons qu'il s'agit moins des actes législatifs que de l'application pratique, et nous savons que nous pourrons l'assurer quand nous aurons une grosse industrie extrêmement puissante capable de fournir au petit producteur des biens qui lui démontreront de façon pratique les avantages de la grande production.

C'est ainsi qu'ont formulé la question sur le plan théorique les marxistes et tous les socialistes qui ont considéré la révolution sociale et ses tâches. Or, la première particularité de la Russie, caractéristique au plus haut point, est, comme je viens de le dire, que le prolétariat constitue une minorité et de plus, une faible minorité, pour une écrasante majorité de paysans. Or, les conditions dans lesquelles nous avons dû défendre la révolution ont rendu incroyablement difficile la réalisation de nos tâches. Nous n'avons pas pu montrer dans la pratique les avantages de la grosse production, puisqu'elle est dévastée, puisqu'elle en est réduite à traîner l'existence la plus lamentable, et qu'on ne peut la rétablir qu'en imposant des sacrifices à ces mêmes petits cultivateurs. Il faut relever l'industrie, mais il faut pour cela du combustible ; du moment qu'il faut du combustible, il faut compter sur le bois, et compter sur le bois, c'est compter sur le paysan et sur son cheval. En période de crise, de pénurie de fourrage et de mortalité du bétail, le paysan doit faire crédit au pouvoir soviétique au nom de la grosse industrie qui, pour le moment,

ne lui fournit rien. Voilà la situation économique qui crée des difficultés énormes, voilà la situation économique qui nous oblige à étudier d'un point de vue plus approfondi les conditions du passage de la guerre à la paix. En temps de guerre, nous ne pouvons administrer le pays autrement qu'en disant aux paysans : « Il faut accorder un prêt à l'Etat ouvrier et paysan pour lui permettre de sortir de cette passe difficile. » Lorsque nous consacrons tous nos efforts à relever l'économie, nous devons savoir que nous avons devant nous le petit cultivateur, le petit patron, le petit producteur qui travaillent pour le marché jusqu'à la victoire complète de la grosse production, jusqu'à son rétablissement. Or, ce dernier ne pourra plus se faire sur l'ancienne base : c'est l'affaire de nombreuses années ; il faudra pour cela des dizaines d'années au moins, sinon plus, étant donné notre ruine. Mais en attendant, nous devrons, pendant de longues années, avoir affaire au petit producteur, et avec lui le mot d'ordre de liberté du commerce sera inévitable. Le danger de ce mot d'ordre n'est pas de dissimuler les visées des gardes blancs et des menchéviks, mais d'être susceptible de prendre de l'extension, malgré la haine que la masse paysanne nourrit à l'égard des gardes blancs. Il prendra de l'extension parce qu'il répond aux conditions économiques de l'existence des petits producteurs. C'est en s'inspirant de ces considérations que le Comité central a adopté une décision et ouvert la discussion sur le remplacement des réquisitions par un impôt en nature, et qu'aujourd'hui il a posé directement la question au congrès, ce que vous avez approuvé par votre résolution d'aujourd'hui. La question de l'impôt et des réquisitions est posée dans notre législation depuis longtemps, depuis la fin de 1918. La loi en date du 30 octobre 1918 qui frappe les paysans de l'impôt en nature a été adoptée, mais elle n'a pas été appliquée. La promulgation a été suivie en l'espace de quelques mois de plusieurs règlements, et la loi est restée lettre morte. D'autre part, la réquisition des excédents était une mesure que la guerre avait rendue absolument indispensable, mais qui ne correspond point aux conditions tant soit peu pacifiques d'existence de l'exploitation paysanne. Le paysan doit avoir la certitude qu'après avoir donné tant à l'Etat, il peut disposer de tant pour le marché local.

Toute notre économie, dans son ensemble comme dans chacune de ses parties, portait entièrement l'empreinte des conditions du temps de guerre. Compte tenu de ces conditions, nous devions nous fixer comme but de collecter une quantité déterminée de vivres, sans nous préoccuper du tout de la place qu'elle tiendrait dans le circuit social. A l'heure où nous passons de la guerre à la paix, nous commençons à envisager l'impôt en nature autrement : nous le considérons non seulement du point de vue des intérêts de l'Etat, mais aussi de celui des intérêts des petites exploitations agricoles. Nous devons comprendre les formes économiques de la révolte des petits cultivateurs contre le prolétariat qui se sont manifestées et s'aggravent avec la crise actuelle. Nous devons tâcher de faire le plus possible dans ce domaine. C'est extrêmement important pour nous. Offrir au paysan une certaine liberté dans les échanges locaux, remplacer la réquisition par un impôt en nature, afin que le petit cultivateur puisse mieux calculer sa production et fixer, en fonction de l'impôt, l'ampleur de sa production. Bien entendu, nous savons que dans la situation où nous nous trouvons, c'est une chose très difficile. La surface des emblavures, le rendement, les moyens de production, tout a diminué ; les excédents se sont incontestablement réduits et, dans un très grand nombre de cas, ils font complètement défaut. C'est un fait dont il faut tenir compte. Le paysan doit se serrer un peu la ceinture pour éviter la famine totale aux fabriques et aux villes. A l'échelle de l'Etat, c'est là une chose facile à comprendre, mais nous n'escomptons pas que le petit exploitant isolé, réduit à la misère, le comprenne. Nous savons que nous ne pourrons nous passer de la contrainte, de cette contrainte à laquelle les paysans ruinés réagissent violemment. Il ne faut pas non plus s'imaginer que cette mesure nous délivrera de la crise. Mais, en même temps, nous nous assignons pour tâche de faire le maximum de concessions pour offrir au petit producteur les meilleures conditions qui lui permettent de déployer ses forces. Jusqu'à présent nous nous conformions aux impératifs de la guerre. Maintenant, nous devons nous conformer aux conditions du temps de paix. C'est cette tâche qui s'impose au Comité central, à savoir l'adoption de l'impôt en nature, sous le pouvoir prolétarien ; et cette

tâche est étroitement liée aux concessions. C'est cette question dont vous aurez tout spécialement à discuter ; or, elle exige une attention particulière. Par l'intermédiaire des concessions l'Etat prolétarien peut s'assurer un accord avec les pays capitalistes avancés ; de cet accord dépend le renforcement de notre industrie sans lequel nous ne saurions progresser sur la voie conduisant au communisme ; d'autre part, en cette phase de transition, dans un pays à majorité paysanne, il faut savoir prendre des mesures visant à assurer la situation économique des paysans, le maximum de mesures en vue d'améliorer leur situation économique. Tant que nous n'avons pas changé la paysannerie, tant que la grande industrie ne l'a pas transformée, il faut lui assurer la liberté de gérer son exploitation. Notre situation actuelle est trouble, notre révolution est encerclée par les pays capitalistes. Tant que nous évoluons dans cette situation trouble, nous devons rechercher des formes de rapports excessivement complexes. Sous la pression de la guerre, nous ne pouvions concentrer notre attention sur l'établissement des rapports économiques appropriés entre l'Etat prolétarien détenant une grosse production incroyablement dévastée et les petits agriculteurs, sur la recherche de formes de coexistence avec ces derniers qui, pour le moment, le demeurent et ne peuvent subsister sans que soit garanti à leur petite exploitation un certain système d'échanges. J'estime qu'à l'heure actuelle c'est la question économique et politique capitale pour le pouvoir soviétique. Je pense que cette question résume le bilan politique de notre travail, maintenant que le temps de guerre est terminé et que nous avons commencé, au cours de l'année écoulée, à réaliser le passage à l'état de paix.

Ce passage comporte de telles difficultés, il a révélé si nettement cet élément petit-bourgeois que nous devons considérer ce dernier avec lucidité. Nous envisageons ces événements du point de vue de la lutte de classe, et nous ne nous sommes jamais abusés quant aux difficultés que présentent les rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, question délicate qui nécessite, pour que l'Etat prolétarien remporte la victoire, des mesures complexes ou, plus exactement, tout un système de mesures de transition complexes. Le fait que, fin 1918, nous ayons pro-

mulgué un décret instituant l'impôt en nature prouve que cette question était présente à l'esprit des communistes, mais que nous n'avons pas pu l'appliquer en raison de la conjoncture militaire. En état de guerre civile, nous avons dû recourir à des mesures du temps de guerre. Toutefois, ce serait une erreur monumentale que d'en conclure que seuls des mesures et des rapports de cette espèce sont possibles. Cela signifierait, à coup sûr, la faillite du pouvoir soviétique et de la dictature du prolétariat. Lorsque le passage à l'état de paix se réalise en pleine crise économique, il convient de se rappeler qu'il est plus facile d'édifier un Etat prolétarien dans un pays de grosse production que dans un pays où prédomine la petite production. Cette tâche doit être abordée de toute sorte de façons et nous ne fermons nullement les yeux sur ces obstacles, nous n'oublions point que le prolétariat est une chose et la petite production en est une autre. Nous n'oublions pas qu'il existe différentes classes et que la contre-révolution petite-bourgeoise anarchiste marque sur le plan politique une étape vers le pouvoir des gardes blancs. Nous devons regarder les choses en face, lucidement, en nous rendant compte qu'il faut, d'une part, le maximum de cohésion, de sang-froid et de discipline au sein du parti prolétarien, et d'autre part, toute une série de mesures économiques que nous n'avons pu encore appliquer en raison des circonstances militaires. Nous devons reconnaître comme indispensables les concessions, l'achat de machines et d'instruments pour les besoins de l'agriculture, afin de les échanger contre du blé et rétablir de la sorte entre le prolétariat et les paysans des rapports qui assurent son existence en temps de paix. J'espère que nous reviendrons à nouveau sur ce point, et je répète que, à mon avis, il est important ; l'année écoulée, qui doit être caractérisée comme une transition de la guerre à la paix, nous impose des tâches au plus haut point délicates.

Pour conclure, je me bornerai à dire deux mots au sujet de la lutte contre la bureaucratie qui nous a pris tellement de temps. Dès l'été dernier la question a été posée au Comité central ; en août, le Comité central l'a mise en évidence dans une lettre adressée à toutes les organisations ; en septembre, il l'a placée à l'ordre du jour de la confé-

rence du parti ; enfin, en décembre, au congrès des Soviets, cette question a été posée sur une échelle plus large encore. La bureaucratie est une plaie qui existe réellement ; on le reconnaît, et il est indispensable de la combattre véritablement. Bien sûr, au cours de la discussion que nous avons observée, certains programmes posaient cette question à la légère, pour ne pas dire davantage, et on l'examinait trop souvent d'un point de vue petit-bourgeois. Sans nul doute, ces derniers temps, une effervescence et un mécontentement ont été observés parmi les ouvriers sans-parti. Au cours des réunions de sans-parti qui se sont tenues à Moscou, il est apparu manifestement qu'ils font de la démocratie et de la liberté des mots d'ordre tendant au renversement du pouvoir des Soviets. Un grand nombre ou, tout au moins, un certain nombre des représentants de l'« opposition ouvrière » ont lutté contre ce mal, ont combattu cet esprit contre-révolutionnaire petit-bourgeois en disant : « Nous nous unirons contre cela. » Et effectivement, ils ont su faire preuve du maximum de cohésion. Les partisans de l'« opposition ouvrière » et des autres groupes semi-syndicalistes sont-ils tous comme eux, je l'ignore. Il faut qu'à ce congrès, nous le sachions mieux, il faut comprendre que la lutte contre la bureaucratie est absolument nécessaire et qu'elle est aussi compliquée que la lutte contre l'élément petit-bourgeois. Dans notre structure étatique, la bureaucratie est devenue un mal tel que le programme de notre parti en fait état, ceci parce que la bureaucratie est liée à l'élément petit-bourgeois et à son éparpillement. On ne peut vaincre cette maladie que par l'union des travailleurs qui doivent savoir non seulement acclamer les décrets de l'Inspection ouvrière et paysanne (les décrets que l'on acclame, ce n'est pas ce qui manque) mais aussi exercer leur droit par l'intermédiaire de l'Inspection ouvrière et paysanne, ce qui ne se fait pas actuellement, pas plus à la campagne que dans les villes et même dans les capitales ! Bien souvent, ceux qui récriminent le plus contre la bureaucratie sont incapables d'exercer leur droit. Il faut porter la plus grande attention à ce fait.

Nous observons souvent que certains de ceux qui combattent ce mal, veulent, parfois même sincèrement, aider le parti prolétarien, la dictature prolétarienne, le mou-

vement prolétarien, mais en réalité ils favorisent les éléments anarchistes petits-bourgeois qui, au cours de la révolution, se sont révélés à plusieurs reprises comme les ennemis les plus dangereux de la dictature du prolétariat. Aujourd'hui, et c'est là la conclusion et la leçon essentielles des événements de cette année, ils se sont révélés une fois de plus comme l'ennemi le plus dangereux, le plus susceptible d'avoir des alliés, des appuis dans un pays comme le nôtre, susceptible de modifier l'état d'esprit des larges masses, et de gagner même une fraction des ouvriers sans-parti. La situation de l'Etat prolétarien devient alors extrêmement difficile. Si nous ne le comprenons pas, si nous n'en tirons pas la leçon qui s'impose, si ce congrès ne marque pas un tournant dans notre politique économique aussi bien que pour la cohésion maximum du prolétariat, il faudra employer à notre sujet ces tristes paroles : nous n'avons rien oublié des choses, parfois mesquines et creuses, que nous aurions dû oublier, et nous n'avons rien appris des choses sérieuses que nous aurions dû apprendre au cours de cette année de révolution. J'espère qu'il n'en sera pas ainsi. (Vifs applaudissements.)

3
CONCLUSION SUR LE RAPPORT D'ACTIVITE DU COMITE CENTRAL DU P.C.(b)R. LE 9 MARS

(Applaudissements prolongés.) Camarades, il fallait tout naturellement s'attendre après le rapport d'activité politique du Comité central, à ce que la critique, les observations, les additifs et les amendements, etc., portent principalement sur le travail politique, sur les erreurs politiques, et à ce que des indications d'ordre politique soient formulées.

Malheureusement, en étudiant les débats qui se sont déroulés ici, en examinant une fois de plus les points principaux soulevés au cours de ces débats, on ne peut s'empêcher de se demander : si le congrès a si rapidement clôturé ces débats, n'est-ce pas parce qu'on y a dit des choses incroyablement creuses, et que les représentants de l'« opposition ouvrière » ont été presque seuls à intervenir ? En effet, qu'avons-nous entendu sur le travail politique du Comité central et les tâches politiques d'actualité ? La plupart des orateurs se sont réclamés de l'« opposition ouvrière », ce n'est pas un titre pour rire !... Et ce n'est pas une plaisanterie que de constituer une opposition à un tel moment, dans un parti comme le nôtre !

La camarade Kollontaï, par exemple, a dit carrément : « Dans son rapport, Lénine a éludé Cronstadt. » Lorsque j'ai entendu ces mots, je suis resté stupéfait. Tous les congressistes savent parfaitement, — bien sûr, dans les comptes rendus des journaux il faudra parler moins ouvertement, — qu'ici même, dans mon rapport, j'ai tout ramené

aux leçons de Cronstadt, tout, depuis le début jusqu'à la fin ; et j'ai peut-être davantage mérité le reproche d'avoir beaucoup parlé dans mon rapport des leçons pour l'avenir découlant des événements de Cronstadt, et moins des erreurs du passé, des faits politiques et des points cruciaux de notre travail qui, à mon avis, déterminent nos objectifs politiques et nous aident à éviter les erreurs commises.

Qu'avons-nous entendu ici à propos des leçons de Cronstadt ?

Lorsque certains interviennent au nom de l'opposition et qualifient cette opposition d'« ouvrière » pour dire que le Comité central a mal dirigé la politique du parti, on doit leur répondre : indiquez ces erreurs sur les questions essentielles et indiquez les moyens de les rectifier. Malheureusement, nous n'avons absolument rien entendu de tel, pas un son, pas un mot sur la situation actuelle et ses enseignements. Les orateurs n'ont même pas abordé la conclusion que j'ai tirée. Il se peut fort bien qu'elle soit fausse, mais si l'on présente un rapport d'activité au congrès c'est bien pour que l'on en corrige les erreurs. Assurer la cohésion du parti, interdire l'opposition, telle est la conclusion politique de la situation actuelle ; la conclusion économique est la suivante : ne pas se contenter de ce qui a été fait dans la politique d'entente entre la classe ouvrière et les paysans, chercher des voies nouvelles, s'en servir, les éprouver. J'ai indiqué de façon concrète ce qu'il faut. Il est possible que ce ne soit pas juste. Mais personne n'en a soufflé mot. Un des orateurs, Riazanov, je crois, m'a seulement reproché d'avoir mentionné dans mon rapport l'impôt, de but en blanc, sans que la question ait été préparée par une discussion. Ce n'est pas exact. Je suis surpris que des camarades responsables fassent au congrès des déclarations de ce genre. La discussion sur l'impôt a été engagée il y a plusieurs semaines dans la *Pravda*. Si les camarades qui se complaisent à jouer à l'opposition et à nous reprocher de ne pas permettre une large discussion, n'ont pas voulu y participer, ce sont eux les coupables. Nous sommes en liaison avec la *Pravda* non seulement parce que le camarade Boukharine est membre du Comité central, mais aussi parce que les sujets les plus importants et les

orientations politiques les plus importantes sont toujours discutés par le Comité central, sinon il n'y aurait pas de travail politique possible. Le Comité central a ouvert la discussion sur l'impôt. La *Pravda* a publié des articles. Personne n'y a répondu. Ceux qui n'ont pas répondu ont démontré qu'ils ne voulaient pas s'occuper de cette question. Et lorsque après la parution de ces articles, au cours d'une réunion du Soviet de Moscou, quelqu'un — je ne me souviens pas s'il était sans-parti ou menchévik — a pris la parole pour parler de l'impôt, j'ai dit : vous ignorez ce qu'écrit la *Pravda*. Il était plus naturel d'adresser ce reproche à un sans-parti qu'à un membre du parti. Ce n'est pas par hasard que la discussion a été engagée dans la *Pravda* ; nous aurons à envisager cette question à ce congrès. Dans leurs critiques, les orateurs ont fait preuve d'un manque total d'esprit pratique. La question avait été soumise à la discussion, il fallait y participer, sinon toute cette critique est sans fondement. Il en est de même pour le problème politique. Je le répète, toute mon attention visait à tirer une conclusion juste des derniers événements.

Nous traversons une époque où un péril sérieux nous menace ; comme je l'ai déjà dit, la contre-révolution petite-bourgeoise est plus dangereuse que Dénikine. Les camarades ne l'ont pas nié. Cette contre-révolution a ceci de particulier qu'elle est petite-bourgeoise, anarchiste. J'affirme qu'il existe un lien entre les idées, les mots d'ordre de cette contre-révolution petite-bourgeoise, anarchiste, et les mots d'ordre de l'« opposition ouvrière ». Aucun des orateurs n'a répondu à cela, et pourtant, ce sont surtout des représentants de l'« opposition ouvrière » qui ont pris la parole. Cependant, la brochure de l'« opposition ouvrière », publiée à l'occasion du congrès par la camarade Kollontaï, le confirme avec on ne peut plus d'évidence. Et c'est à cette brochure que je devrai m'arrêter le plus longtemps, pour vous expliquer pourquoi la contre-révolution dont j'ai parlé prend une forme anarchiste, petite-bourgeoise, pourquoi elle est si immense et si dangereuse, et pourquoi les représentants de l'« opposition ouvrière » qui prennent ici la parole ne comprennent absolument pas ce danger.

Mais avant de répondre aux représentants de l'« opposition ouvrière » qui sont intervenus ici, je dirai pour ne pas l'oublier, quelques mots sur un autre sujet, sur Ossinski. Ce camarade, qui a écrit pas mal de choses et présenté un programme à lui, est intervenu pour critiquer le rapport d'activité du Comité central. Nous nous attendions à ce qu'il fît au congrès la critique des principales mesures, critique d'une extrême importance pour nous. Au lieu de cela, il a dit que nous avons soi-disant « exclu » Sapronov, ce qui prouverait que nos paroles sur la cohésion nécessaire sont en divorce avec nos actes ; il a souligné que deux représentants de l'« opposition ouvrière » avaient été élus au présidium. Je suis étonné de voir qu'un publiciste très en vue du parti et un responsable occupant un poste aussi élevé puisse faire état de telles vétilles de dixième ordre ! Le trait marquant d'Ossinski est de voir partout de la politicaillerie. Il voit de la politicaillerie dans le fait que l'« opposition ouvrière » ait reçu deux places au présidium.

J'ai signalé à une réunion du parti à Moscou et, malheureusement, il faut que je le répète à présent au congrès, que l'« opposition ouvrière » a marqué son apparition en octobre et en novembre en amenant le système des deux locaux, la formation d'une fraction.

Nous avons dit maintes fois, et je l'ai dit moi-même en particulier, — sur ce point il n'y a pas eu de divergences au C.C. — que notre tâche était de séparer dans l'« opposition ouvrière » les éléments sains des éléments malsains, justement parce qu'elle a reçu une certaine diffusion et a nui au travail à Moscou. En novembre, quand a eu lieu la conférence dans deux locaux, les uns siégeant ici, et les autres dans une autre pièce, au même étage, lorsque moi aussi j'ai eu à en pâtir et faire le commissionnaire d'une pièce à l'autre, c'était de l'ouvrage gâché, le début de l'activité fractionnelle et de la scission.

Dès septembre, pendant la conférence du parti, nous estimions que notre tâche était de séparer les éléments sains des malsains, car on ne saurait considérer que ce groupe soit sain. Lorsqu'on nous dit qu'il n'y a pas assez de démocratie, nous répondons : c'est absolument vrai. Oui, il n'y a pas assez de démocratie. Nous avons besoin d'aide,

d'indications sur la façon d'appliquer la démocratie. Il faut qu'elle soit vraiment appliquée, et non des paroles. Nous acceptons aussi ceux qui se réclament de l'« opposition ouvrière », ou même qui ont une appellation plus vilaine, bien que je pense qu'il n'y a pas d'appellation pire et plus impudente pour des membres du parti communiste que celle-ci. Même s'ils inventaient un nom plus laid encore, nous nous dirions : puisque c'est une maladie qui contamine une partie des ouvriers, il faut redoubler d'attention à son sujet. Et ce que le camarade Ossinski nous a reproché, on ne sait pour quelle raison, doit être considéré comme un mérite.

A présent, je passe à l'« opposition ouvrière ». Vous avez reconnu que vous êtes restés dans l'opposition. Vous êtes venus au congrès du parti avec la brochure de la camarade Kollontaï, avec une brochure portant l'inscription : « opposition ouvrière ». Lorsque vous remettiez les dernières épreuves, vous étiez au courant des événements de Cronstadt et de la contre-révolution petite-bourgeoise qui montait. Et c'est à ce moment-là que vous venez avec le titre d'« opposition ouvrière » ! Vous ne comprenez pas la responsabilité que vous assumez, ni comment vous violez l'unité ! Au nom de quoi ? Nous vous interrogerons, nous vous ferons passer ici un examen.

Le camarade Ossinski a employé cette expression dans un sens polémique ; il voyait une faute ou une erreur de notre part ; tout comme Riazanov, il voyait de la politicaillerie dans notre politique à l'égard de l'« opposition ouvrière ». Il n'y a pas là de politicaillerie, il y a la politique que mène et que mènera le C.C. Lorsqu'il existe des groupes malsains, des tendances malsaines, il faut leur prêter trois fois plus d'attention.

S'il y a quelque chose de sain dans cette opposition, il est indispensable de consacrer toutes nos forces à séparer les éléments sains des malsains. Nous ne pouvons pas l'emporter pleinement sur la bureaucratie ni appliquer une démocratie conséquente, parce que nous sommes faibles, nous manquons de forces ; quiconque pourra nous y aider doit être invité ; quiconque, sous prétexte de nous aider, nous apporte des brochures semblables, doit être démasqué et écarté !

Et ce tri devient plus facile ici, devant le congrès du parti. On élit ici au présidium ceux qui représentent le groupe malade, et à présent ils n'oseront plus se plaindre, pleurnicher, ces « pauvres petits », ces « offensés », ces « exilés »... Montez tout de suite à la tribune, et prenez la peine de répondre ! Vous avez parlé plus que quiconque... Voyons à présent ce que vous nous offrez au moment où approche un danger que vous reconnaissez vous-mêmes plus grave que Dénikine ! Que nous offrez-vous ? Quelle critique faites-vous ? Cet examen doit avoir lieu à présent, et je pense qu'il sera définitif. Cela suffit, on ne peut plus jouer ainsi avec le parti ! Celui qui se présente au congrès avec une pareille brochure se joue du congrès. On ne peut mener un tel jeu à un moment pareil, où des centaines de milliers d'éléments démoralisés détruisent, ruinent l'économie ; on ne peut se comporter ainsi envers le parti, on ne peut agir ainsi. Il faut en prendre conscience, il faut y mettre un terme !

Après ces remarques préliminaires sur les élections au présidium et le caractère de l'« opposition ouvrière », je voudrais vous signaler la brochure de la camarade Kollontaï. Elle est réellement digne de votre attention ; elle résume le travail effectué par cette opposition pendant plusieurs mois, ou l'activité de sape à laquelle elle s'est livrée. Un camarade, de Samara je crois, a déjà dit ici que j'avais apposé « administrativement » l'étiquette de syndicalisme sur l'« opposition ouvrière ». Parler ici de méthodes administratives est on ne peut plus déplacé ; ici également il faut voir pour quelle question une décision administrative s'impose. Le camarade Milonov a voulu lancer un mot terrible, mais son astuce n'est pas très réussie ; j'appose soi-disant une étiquette « administrativement ». J'ai déjà dit maintes fois que dans les réunions le camarade Chliapnikov et d'autres m'ont reproché de « semer la terreur » avec le mot « syndicalisme ». Au cours de je ne sais plus quelle discussion, peut-être bien au congrès des mineurs, j'ai répondu à ce propos au camarade Chliapnikov : « Qui donc voulez-vous duper ? » Nous nous connaissons, le camarade Chliapnikov et moi, depuis de longues années, depuis la clandestinité et l'émigration ; comment peut-il déclarer que je terrorise qui que ce soit

quand je définis certaines déviations ! Et que viennent faire ici les « méthodes administratives » lorsque je dis des thèses de l'« opposition ouvrière » qu'elles sont erronées, qu'elles sont syndicalistes ? Pourquoi la camarade Kollontaï écrit-elle que je lance à la légère le mot « syndicalisme » ? Ceux qui tiennent ces propos devraient un peu les prouver. Je suis prêt à admettre que ma démonstration est fausse et que l'affirmation de la camarade Kollontaï est plus fondée, je suis prêt à le croire. Seulement, il me faut au moins une petite preuve, non pas des propos sur la volonté de terroriser ou d'administrer (en effet, de par mes fonctions, je suis malheureusement beaucoup appelé à administrer), mais une réponse précise réfutant l'accusation de déviation syndicaliste que j'ai adressée à l'« opposition ouvrière ».

Cette accusation, je l'ai lancée devant tout le parti, en prenant mes responsabilités, elle figure dans une brochure à 250 000 exemplaires. Tout le monde l'a lue[45]. De toute évidence, tous les camarades se sont préparés à ce congrès et tous doivent savoir que la déviation syndicaliste est une déviation anarchiste et que l'« opposition ouvrière » qui se retranche derrière le dos du prolétariat, est un mouvement petit-bourgeois, anarchiste.

Que ce mouvement pénètre dans les larges masses, on le voit bien, et le congrès du parti l'a mis en évidence. Que ce mouvement soit en train de se propager, les brochures de la camarade Kollontaï et les thèses du camarade Chliapnikov le prouvent. Et ici on ne saurait se tirer d'affaire comme le fait constamment le camarade Chliapnikov, en invoquant son caractère authentiquement prolétarien.

Voici comment la camarade Kollontaï commence sa brochure. A la première page nous lisons : « L'opposition comprend la fraction avancée des prolétaires organisés dans un esprit de classe, les communistes. » Au congrès des mineurs, un délégué de Sibérie a dit qu'on y soulevait les mêmes questions qu'à Moscou, et voici ce que la camarade Kollontaï en dit dans sa brochure :

« Nous ignorions totalement qu'il y ait à Moscou des divergences et des discussions sur le rôle des syndicats », a dit le délégué de la Sibérie au Congrès des mineurs, « mais nous étions préoccupés par les mêmes questions que celles qui se posent à vous. »

Et ensuite :

« Derrière l'opposition ouvrière, il y a les masses prolétariennes ou plus exactement: l'opposition ouvrière est la partie de notre prolétariat industriel soudée en classe, animée de la conscience de classe, de la fermeté de classe. »

Dieu soit loué, nous savons maintenant que les camarades Kollontaï et Chliapnikov sont « soudés en classe et animés de la conscience de classe ». Seulement, camarades, quand on parle et quand on écrit de la sorte, il faut tout de même avoir un peu le sens de la mesure ! A la page 25 de cette brochure, la camarade Kollontaï écrit, et c'est là un des points capitaux des thèses de l'« opposition ouvrière » :

« L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale. »

C'est la thèse de l'« opposition ouvrière » que j'ai toujours citée dans la discussion et dans la presse. Je dois dire qu'après l'avoir lue, je n'ai pas eu besoin de lire les autres, c'eût été perdre mon temps, car après cette thèse, il est évident que tout a été dit, qu'il s'agit d'un mouvement petit-bourgeois, anarchiste, et à présent, à la lumière des événements de Cronstadt, il est d'autant plus étrange d'entendre cette thèse.

J'ai signalé cet été au II^e Congrès de l'Internationale Communiste la portée de la résolution sur le rôle du parti communiste. Cette résolution unit les ouvriers communistes, les partis communistes du monde entier. Elle explique tout. Est-ce à dire que nous séparons le parti de l'ensemble de la classe ouvrière qui exerce délibérément la dictature du prolétariat ? C'est l'avis de certains membres « de la gauche » et de nombreux syndicalistes. C'est actuellement une conception fort répandue en tous lieux. C'est un fruit de l'idéologie petite-bourgeoise. Ces thèses de l'« opposition ouvrière » rompent en visière à la résolution du II^e Congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle du parti communiste et l'exercice de la dictature du prolétariat. C'est du syndicalisme, car il est évident, à la réflexion, que notre prolétariat est déclassé dans sa majeure

partie, que les crises inouïes, la fermeture des fabriques ont fait que les gens ont fui à cause de la famine, les ouvriers ont tout simplement abandonné les fabriques, ont dû s'établir dans les campagnes et ont cessé d'être des ouvriers. Ne le savons-nous pas, ne voyons-nous pas que les crises sans précédent, la guerre civile, l'interruption des rapports normaux entre la ville et la campagne, l'arrêt des arrivages de blé ont amené l'échange de petits articles quelconques fabriqués par de grandes usines, des briquets, par exemple, contre du blé puisque les ouvriers ont faim et que le blé n'est pas livré ? Ne l'avons-nous pas constaté en Ukraine, ne l'avons-nous pas vu en Russie ? Tout cela engendre, sur le plan économique, le déclassement du prolétariat, ce qui provoque inévitablement les tendances bourgeoises anarchistes, les force à se manifester.

Après avoir subi tous ces maux, après avoir vu tout cela dans la pratique, nous savons combien il est terriblement difficile de les combattre. Après deux années et demie de pouvoir soviétique, nous avons déclaré à la face du monde dans l'Internationale Communiste que la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du Parti communiste. Les anarchistes et les syndicalistes nous ont, à ce moment-là, agonis d'injures, en disant : « Vous voyez ce qu'ils pensent : le parti communiste est indispensable pour exercer la dictature du prolétariat. » Mais nous l'avions déclaré devant toute l'Internationale Communiste. Et après cela, des gens « animés de la conscience de classe et soudés en classe » viennent nous trouver pour nous dire que « l'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie » (cf. la brochure de la camarade Kollontaï). « Congrès des producteurs de Russie », qu'est-ce que cela signifie ? Allons-nous encore perdre notre temps avec des oppositions semblables dans le parti ? Il me semble qu'il est temps d'en finir avec ces discussions ! Tous ces propos sur la liberté de parole et la liberté de critique, qui émaillent toute la brochure et transparaissent dans tous les discours de l'« opposition ouvrière », constituent les neuf dixièmes de la substance des discours vides de substance ; autant de paroles de la même espèce. Car il faut, camarades, parler non seulement des mots, mais de leur contenu. Nous

ne serons pas dupes de mots comme « liberté de critique ». Lorsqu'on a dit que des symptômes de maladie se manifestaient dans le parti, nous avons déclaré que cette indication méritait une triple attention : sans aucun doute la maladie existe. Aidez-nous à la guérir. Dites-nous comment vous pouvez la traiter. Nous avons passé pas mal de temps à discuter et je dois dire que, maintenant, il vaut beaucoup mieux « discuter avec les fusils » qu'avec les thèses préconisées par l'opposition. Il ne faut plus d'opposition, camarades, ce n'est pas le moment ! Ou bien par ici, ou bien par là, avec un fusil et pas avec l'opposition. Cela découle de la situation objective, ne vous en prenez à personne. Camarades, nous n'avons pas besoin d'opposition à présent ! Et je crois que le congrès devra arriver à cette conclusion, il devra conclure que l'opposition à présent est finie, et bien finie, nous en avons assez des oppositions ! (Applaudissements.)

Ce groupe avait depuis longtemps la liberté de critique. Et aujourd'hui, au congrès du parti, nous demandons : quels sont les résultats, quel est le contenu de votre critique, qu'avez-vous appris au parti avec votre critique ? Nous sommes prêts à faire participer au travail ceux d'entre vous qui sont près des masses, des masses réellement soudées en classe, ayant réellement une maturité de classe. Et si le camarade Ossinski y voit de la politicaillerie, il sera le seul, les autres y verront une aide utile aux membres du parti. Nous devons réellement aider ceux qui vivent vraiment au sein de la masse ouvrière, qui la connaissent de près, qui ont de l'expérience et peuvent fournir leurs indications au Comité central. Qu'ils se donnent le nom qui leur plaît, peu importe, à condition qu'ils nous aident, qu'ils ne jouent pas à l'opposition, ne défendent pas à tout prix les groupes et fractions, mais nous aident. Si, au contraire, ils persistent à jouer à l'opposition, le parti devra les exclure.

Et lorsqu'à la même page de sa brochure, la camarade Kollontaï écrit en caractères gras que nous éprouvons de la « méfiance à l'égard de la classe ouvrière », elle sous-entend par là qu'ils sont, eux, la véritable opposition « ouvrière ». A la page 36 de cette brochure, cette idée est exprimée avec plus de netteté encore :

« L'opposition ouvrière » ne doit pas et ne peut pas faire de concessions. Cela ne signifie pas inciter à la scission... » ! Non, sa tâche est autre. Même en cas de défaite au congrès, elle restera à l'intérieur du parti et défendra pas à pas, fermement, son point de vue, en sauvant le parti et en redressant sa ligne. »

« Même en cas de défaite au congrès », ça au moins, c'est de la prévoyance ! (R i r e s.) Je m'en excuse, mais je me permettrai de déclarer, pour ma part, avec assurance que le congrès ne tolérera pas cela ! (A p p l a u d i s s e m e n t s.) N'importe qui a le droit de redresser la ligne du parti. Toutes les possibilités vous ont été offertes.

Le congrès a posé une condition demandant qu'il n'y ait pas la moindre raison de nous accuser de vouloir exclure qui que ce soit. Nous saluons tout concours dans l'application de la démocratie. Mais on ne saurait l'appliquer au moyen des phrases quand le peuple est exténué. Tous ceux qui veulent aider doivent être les bienvenus ; quant à ceux qui disent qu'ils ne feront pas de concessions et sauveront le parti tout en y restant, nous ripostons : oui, mais à condition qu'on vous y laisse ! (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

En cette matière, nous n'avons pas le droit de tolérer la moindre équivoque. Nous avons incontestablement besoin d'aide pour lutter contre la bureaucratie, pour défendre la démocratie, pour resserrer nos liens avec les masses réellement ouvrières. Dans cet ordre d'idées, nous pouvons et nous devons faire des « concessions ». Ils auront beau répéter qu'ils n'acceptent pas les concessions, nous, nous disons : nous les acceptons. Ce ne sont pas du tout des concessions, c'est une aide au parti ouvrier. Ainsi, tout ce qu'il y a de sain et de prolétarien dans l'« opposition ouvrière » rejoindra le parti ; les auteurs des discours syndicalistes, les gens « animés de la conscience de classe », eux, resteront en dehors. (A p p l a u d i s s e m e n t s.) Cette voie a été suivie à Moscou. En novembre, la conférence de la province de Moscou s'est terminée dans deux locaux : les uns par ici, les autres par là. C'est la veille de la scission. La dernière conférence de Moscou a dit : « Nous prendrons dans l'opposition ouvrière ceux que nous voulons et non ceux qu'ils veulent », parce qu'il nous faut le concours de ceux qui sont liés aux masses ouvrières, qui nous apprendront pratiquement à combattre la bureaucratie.

C'est une tâche difficile. Je crois que le congrès devra tenir compte de l'expérience de Moscou et procéder à l'examen, non seulement de ce point, mais de toutes les questions à l'ordre du jour. Finalement, à ceux qui disent qu'ils « n'acceptent pas les concessions », le congrès devra répliquer : « Le parti, lui, accepte des concessions », il faut que le travail soit concerté. Grâce à cette politique, nous séparerons les éléments sains des éléments malsains de l'« opposition ouvrière » et le parti s'en trouvera renforcé.

On a dit ici que la production doit être gérée par le « congrès des producteurs de Russie ». J'ai du mal à trouver les mots pour qualifier cette ineptie, mais je me console à l'idée que tous les cadres du parti ici présents sont en même temps des cadres des institutions soviétiques qui accomplissent un travail révolutionnaire depuis un, deux ou trois ans. Il est superflu de critiquer cela devant eux. Si en entendant des discours semblables, ils arrêtent les débats, c'est parce qu'il est fastidieux, peu sérieux, de parler d'un « congrès des producteurs de Russie » appelé à gérer l'économie nationale. Cela pourrait peut-être être proposé dans un pays où, après la prise du pouvoir politique, le travail n'aurait pas été amorcé du tout. Mais ce n'est pas notre cas. Il est curieux de trouver à la page 33 de cette brochure le passage suivant :

« « L'opposition ouvrière » n'est pas ignorante au point de ne pas tenir compte du grand rôle de la technique et des cadres techniques bien dressés »... « Elle ne songe pas à fonder ses propres organismes de gestion de l'économie nationale, élus au congrès des producteurs, puis à dissoudre les conseils de l'économie nationale, les comités généraux, les centres. Non, ses intentions sont différentes : elle se propose de se subordonner ces centres de gestion précieux sur le plan technique, de leur assigner des tâches théoriques, de les utiliser comme les fabricants et patrons d'usines utilisaient autrefois les spécialistes et techniciens. »

Donc, la camarade Kollontaï et le camarade Chliapnikov, et autres gens « soudés en classe » qui les suivent placent sous leur indispensable direction les conseils de l'économie nationale, les comités généraux et les centres, tous les Rykov, Noguine et autres « quantités négligeables » auxquels ils assigneront des tâches théoriques ! Voyons, camarades, peut-on prendre tout cela au sérieux ? Si vous aviez des « tâches théoriques » quelconques, pour-

quoi ne les avoir pas indiquées ? Pourquoi avons-nous proclamé la liberté de discussion ? Nous ne l'avons pas fait pour échanger simplement des paroles. Pendant la guerre, nous disions : « Ce n'est pas le moment de critiquer, Wrangel nous guette, si nous faisons une faute, nous la réparons en battant Wrangel. » La guerre finie, on commence à crier : « Donnez-nous la liberté de discussion. » Lorsque nous demandons : « Dites-nous quelles ont été nos erreurs ? » On nous répond : « Il ne faut pas dissoudre les conseils de l'économie nationale et les comités généraux, mais leur assigner des tâches théoriques. » Pourquoi le camarade Kissélev qui, au congrès des mineurs où il représentait l'« opposition ouvrière » « soudée en classe », a obtenu une minorité insignifiante, pourquoi, quand il était directeur du Comité Général du Textile, ne nous a-t-il pas appris à combattre la bureaucratie ? Pourquoi le camarade Chliapnikov, lorsqu'il était Commissaire du Peuple, pourquoi la camarade Kollontaï lorsqu'elle était, elle aussi, Commissaire du Peuple, ne nous ont-ils pas appris à combattre la bureaucratie ? Nous savons bien que nous sommes entachés de bureaucratie ; nous qui avons affaire de très près à cet appareil bureaucratique, nous en souffrons. Nous signons un papier, mais quel en sera le résultat ? Comment le contrôler avec un appareil bureaucratique aussi énorme ? Vous savez comment le réduire, je vous en prie, chers camarades, faites-nous part de votre savoir ! Vous avez envie de discuter, mais à part des déclarations générales vous ne donnez rien du tout. Vous vous livrez, au lieu de cela, à de la démagogie pure. Vous dites : « Les spécialistes briment les ouvriers, les ouvriers mènent une vie de forçat dans la république du travail. » C'est de la démagogie pure !

Lisez tous cette brochure, camarades, je vous y engage très vivement ! Il n'est pas de meilleur document contre l'« opposition ouvrière » que la brochure l'*Opposition ouvrière* de la camarade Kollontaï. Vous verrez que l'on ne peut vraiment pas aborder la question de la sorte. Que la bureaucratie soit un problème névralgique, nous le reconnaissons tous, cela figure même dans notre programme. Il est très aisé de critiquer les comités généraux et les conseils de l'économie nationale, mais lorsque vous le faites

ainsi, les masses d'ouvriers sans-parti comprennent qu'il faut les dissoudre ! Les socialistes-révolutionnaires saisissent l'occasion au vol. Des camarades ukrainiens m'ont dit qu'au cours de leur conférence [46], les socialistes-révolutionnaires de gauche ont formulé des propositions absolument identiques. Or, quelles sont les résolutions de Cronstadt ? Vous ne les avez pas toutes lues ? Nous vous les montrerons : elles disent la même chose. Si j'ai souligné le danger de Cronstadt, c'est qu'on n'y revendique, semble-t-il, qu'un tout petit décalage : « Que les bolchéviks partent », « nous amenderons légèrement le pouvoir », voilà ce qu'on veut à Cronstadt. Le résultat, c'est que Savinkov est arrivé à Revel, que les journaux parisiens ont parlé de l'événement deux semaines à l'avance et qu'un général blanc a fait son apparition. Voilà ce qui est arrivé. C'est ainsi que se sont déroulées toutes les révolutions. Voilà pourquoi nous disons : puisque nous en sommes là, nous devons resserrer nos rangs pour répondre, le fusil à la main, à cette chose, si innocente paraisse-t-elle comme je l'ai dit dans mon premier discours. A cela, l'« opposition ouvrière » ne répond rien, elle dit : « Nous ne dissoudrons pas les conseils de l'économie nationale, nous les « soumettrons à notre direction. » « Le congrès des producteurs de Russie » subordonnera à sa direction les 71 comités généraux du Conseil de l'économie nationale ! Je demande : est-ce qu'ils plaisantent ? Peut-on prendre au sérieux ces gens-là ? C'est bien l'élément petit-bourgeois, anarchiste, non seulement dans la masse ouvrière, mais au sein même de notre parti, ce que nous ne pouvons en aucun cas tolérer. Nous nous sommes permis un luxe, celui de les laisser exposer leur avis dans tous les détails, nous les avons écoutés plusieurs fois. Dans ma discussion au II^e Congrès des mineurs, avec les camarades Trotski et Kissélev, deux points de vue se manifestaient avec netteté. L'« opposition ouvrière » disait : « Lénine et Trotski vont s'unir. » Trotski a pris la parole pour déclarer : « Ceux qui ne comprennent pas qu'il faut s'unir sont contre le parti ; bien entendu, nous allons nous unir parce que nous sommes des membres du parti. » Je l'ai soutenu. Certes, des divergences nous séparaient, mais lorsqu'il se forme au Comité central des groupes plus ou moins égaux,

c'est le parti qui juge et il juge de manière à nous unir conformément à sa volonté et à ses indications. C'est ce que nous avions l'intention de déclarer, le camarade Trotski et moi, au congrès des mineurs, alors qu'ici, l'« opposition ouvrière » dit : « Nous ne ferons pas de concessions, mais nous resterons au parti. » Eh bien, non, ça ne marchera pas ! (Applaudissements.) Je le répète, pour combattre la bureaucratie, l'aide de tous les ouvriers, quel que soit le nom qu'ils se donnent, pourvu qu'ils veuillent sincèrement nous aider, est archi-souhaitable. Dans cet ordre d'idées, nous accorderons des « concessions » (en mettant ce terme entre guillemets) malgré toutes les déclarations provocantes, nous y consentirons parce que nous savons à quel point le travail est dur. Nous ne pouvons dissoudre ni les comités généraux ni les conseils de l'économie nationale. Lorsqu'on nous reproche de manquer de confiance en la classe ouvrière, de ne pas laisser les ouvriers accéder aux organismes de direction, ce ne sont là que mensonges. Nous cherchons et nous sommes heureux de prendre tout administrateur quelque peu compétent issu de la classe ouvrière ; nous le mettons à l'épreuve. Car si le parti ne fait pas confiance à la classe ouvrière, ne laisse pas les ouvriers accéder à de hautes fonctions, à bas ce parti ; dites tout ce que vous avez sur le cœur ! J'ai indiqué que c'est un mensonge, que la pénurie de forces nous épuise, que nous accueillons, les bras ouverts, la moindre aide, de toute personne quelque peu compétente, et quand c'est un ouvrier, avec trois fois plus d'empressement. Mais nous n'en avons pas. C'est ce qui donne naissance à l'anarchie. Nous devons lutter contre la bureaucratie, il nous faut des centaines de milliers d'auxiliaires.

Le problème de la lutte contre la bureaucratie est posé dans notre programme comme un travail de longue haleine. Plus la paysannerie est morcelée, plus la bureaucratie est inévitable au sommet.

Il est facile d'écrire : « Il y a quelque chose qui ne va pas dans notre parti. » Vous comprenez vous-mêmes ce que signifie d'affaiblir l'appareil soviétique lorsque deux millions d'émigrés russes sont à l'étranger. Ils ont été chassés par la guerre civile. Ils nous ont fait le plaisir de siéger à présent à Berlin, Paris, Londres et dans toutes les capitales,

excepté la nôtre. Ils soutiennent ce même élément qu'on appelle le petit producteur, l'élément petit-bourgeois.

Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour extirper la bureaucratie en promouvant les ouvriers de la base, nous tiendrons compte de toute indication pratique dans ce sens. Même si l'on appliquait à cela le terme impropre de « concessions » dont on se sert ici, il est certain que 99% du congrès dira en dépit de cette brochure : «Nous ferons des « concessions » malgré tout et nous gagnerons au parti tous les éléments sains ! » Allez avec les ouvriers et apprenez-nous à combattre la bureaucratie si vous le savez mieux que nous, mais n'intervenez pas comme l'a fait Chliapnikov. C'est une chose que l'on ne saurait éluder. Je ne parle pas de la partie théorique de son discours, parce que Kollontaï a dit la même chose. Je parlerai des faits qu'il a cités. Il a affirmé qu'on laisse pourrir les pommes de terre, et a demandé pourquoi on ne traduit pas Tsiouroupa en justice.

Et moi je demande : pourquoi ne traduit-on pas en justice Chliapnikov pour de pareilles interventions ? Parlons-nous sérieusement de discipline et d'unité dans un parti organisé, ou bien sommes-nous à une réunion du genre de Cronstadt ? Car c'est une phrase à la Cronstadt, d'esprit anarchiste, à laquelle on répond par le fusil. Nous sommes des membres organisés du parti, nous sommes venus ici pour corriger nos erreurs. Si, d'après le camarade Chliapnikov, il faut traduire Tsiouroupa en justice, pourquoi Chliapnikov, en tant que membre organisé du parti, n'a-t-il pas porté plainte à la Commission de contrôle ? Quand nous avons fondé la Commission de contrôle, nous avons dit : le C.C. est submergé par le travail administratif, élisons des hommes jouissant de la confiance des ouvriers qui ne seront pas aussi surchargés de travail administratif et qui examineront les plaintes au nom du C.C. Cela permettait de développer la critique et de corriger les erreurs. Pourquoi donc, si Tsiouroupa a agi aussi irrégulièrement, ne pas en avoir référé à la Commission de contrôle ? Or, Chliapnikov vient ici, au congrès, devant l'assemblée la plus responsable du parti et de la république lancer l'accusation qu'on a laissé pourrir les pommes de terre et demander pourquoi Tsiouroupa n'a pas été traduit en justice.

Et moi je vous demande, n'y a-t-il jamais d'erreurs au département de la Guerre, de batailles perdues, de convois et de matériel abandonnés ? Il faudrait alors traduire en justice ces travailleurs militaires ? Le camarade Chliapnikov lance ici des mots auxquels il ne croit pas lui-même, des mots qu'il ne peut justifier. Les pommes de terre pourrissent dans notre pays. Bien sûr, il y aura une foule d'erreurs, notre appareil n'est pas au point, nos transports non plus. Mais si, au lieu de corriger les erreurs, on lance à la légère de pareilles accusations et de plus, comme l'ont déjà fait observer ici plusieurs camarades, avec une joie mauvaise, si on demande pourquoi Tsiouroupa n'a pas été traduit en justice, alors qu'on nous traduise en justice nous, le Comité central. Nous considérons qu'une pareille intervention est de la démagogie. Il faut traduire en justice soit Tsiouroupa et nous, soit Chliapnikov, mais on ne peut pas travailler ainsi. Lorsque des camarades du parti parlent comme Chliapnikov l'a fait ici, et il en fait toujours autant dans les autres réunions, et même si la brochure de la camarade Kollontaï ne cite pas de noms, toute la brochure est dans le même esprit, nous disons : on ne peut travailler ainsi, car c'est de la démagogie sur laquelle se fondent les éléments anarchistes de Makhno et de Cronstadt. Nous sommes tous deux membres du parti, nous nous présentons tous deux ici devant l'instance suprême, et si Tsiouroupa s'est rendu coupable d'une action illégale et si nous, le Comité central, nous le couvrons, alors vous n'avez qu'à produire une accusation précise, mais ne jetez pas des paroles qui seront répétées demain, à Moscou, et de bouche à oreille parviendront immédiatement à la bourgeoisie ; demain, toutes les commères des institutions soviétiques vont répéter vos paroles avec une joie mauvaise, les poings sur les hanches. Si Tsiouroupa est tel que le décrit Chliapnikov ; si, comme il l'exige, il faut le traduire en justice, j'affirme qu'il faut réfléchir sérieusement à ces paroles ; des accusations pareilles ne se lancent pas à la légère. Ceux qui produisent de telles accusations sont éliminés du parti, ou bien on leur dira : nous t'envoyons aux pommes de terre, dans telle province ; on verra s'il y aura moins de pommes de terre pourries que dans celles que Tsiouroupa a administrées.

4

PROJET INITIAL DE RESOLUTION VISANT A AMELIORER LE SORT DES OUVRIERS ET DES PAYSANS NECESSITEUX [47]

L'épuisement résultant de la misère et des maux causés par sept années de guerre et de ruine et le surmenage dû à la tension quasi-surhumaine que la classe ouvrière de Russie a fournie depuis trois ans et demi se sont tellement aggravés à présent qu'ils requièrent du pouvoir soviétique des mesures d'urgence.

C'est pourquoi le X^e Congrès du P.C.R. demande à tout le parti et à tous les organismes du parti et des Soviets de se préoccuper tout particulièrement de cette question et de mettre immédiatement sur pied une série de mesures visant à améliorer le sort des ouvriers et d'alléger leurs maux, coûte que coûte.

Le congrès approuve la décision du Comité central et du pouvoir soviétique d'affecter une partie des réserves d'or à l'achat d'articles de consommation pour les ouvriers ; il demande que cette mesure soit amplifiée, et que notre plan d'importations soit modifié immédiatement en conséquence.

Le congrès charge le Comité central de fonder une commission centrale spéciale pour la mise en œuvre des mesures immédiates en vue d'améliorer le sort des ouvriers, cette commission étant organisée de façon à agir en liaison directe, d'une part avec le C.C. du P.C.R. et le Conseil central des syndicats, et d'autre part avec le Conseil des Commissaires du Peuple et le Conseil du Travail et de la Défense, pour

la mise en œuvre la plus rapide des mesures envisagées et son contrôle par les ouvriers eux-mêmes. Cette commission doit constituer des sous-commissions auprès des administrations qui peuvent et doivent, en particulier, accepter de consacrer sur-le-champ une partie de leur appareil et de leurs ressources à l'amélioration du sort des ouvriers (Commissariat du Peuple au Commerce extérieur, Commissariat du Peuple au Ravitaillement, Commissariat du Peuple à la Guerre, Komgosoor [48], Commissariat du Peuple à la Santé, etc.). De même, des sous-commissions sont nécessaires dans les provinces à forte concentration d'ouvriers industriels. Le congrès charge le C.C. et les responsables du parti des administrations intéressées d'établir immédiatement le règlement de ces commissions.

En raison du désastre que constitue pour la paysannerie la mauvaise récolte, aggravé dans de très nombreux cas par la démobilisation de l'armée, le X[e] Congrès charge le Comité central de faire appliquer par le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité exécutif central de Russie des mesures analogues à celles exposées ci-dessus en vue d'améliorer le sort des paysans nécessiteux, sans se limiter à la commission déjà créée à cette fin par le C.E.C. de Russie.

Conforme au manuscrit

5

DISCOURS SUR LES SYNDICATS LE 14 MARS [49]

Camarades, aujourd'hui le camarade Trotski a polémiqué contre moi avec une politesse particulière, et il m'a reproché un excès de circonspection. Je dois le remercier de ce compliment et exprimer mon regret d'être dans l'impossibilité de le lui adresser en retour. Il me faudra au contraire parler de mon ami peu circonspect pour exposer mon point de vue sur une erreur qui m'a fait perdre beaucoup trop de temps, et qui nous oblige à poursuivre le débat sur les syndicats en laissant de côté les questions plus actuelles. Le camarade Trotski a exposé sa conclusion sur la discussion syndicale dans la *Pravda* du 29 janvier 1921. Dans son article, « Les divergences existent, mais à quoi bon la confusion ? », il m'a reproché d'être responsable de cette confusion et d'avoir demandé qui a commencé. Cette accusation se retourne entièrement contre Trotski : c'est lui qui cherche à rejeter la faute sur autrui. Tout son papier était bâti sur l'idée que c'est lui qui a mis en avant le rôle des syndicats dans la production, et que c'est ce dont il faut parler. C'est faux : ce n'est pas cela qui a causé les divergences, ce n'est pas cela qui les a envenimées. Et, si fastidieux qu'il soit de le répéter après la discussion, de le répéter outre mesure (il est vrai que je n'y ai participé qu'un seul mois), il faut répéter que le point de départ n'a pas été celui-là, mais le mot d'ordre de « secouer » qui fut lancé les 2-6 novembre à la cinquième Conférence des syndicats de Russie. A ce moment-là déjà,

il semblait à tous ceux pour qui la résolution de Roudzoutak n'était pas passée inaperçue (et parmi ceux-là il y avait des membres du Comité central, moi y compris) qu'on ne ferait pas surgir des divergences à propos du rôle des syndicats dans la production ; or, les trois mois de discussion les ont fait surgir ; ces divergences existaient ; elles constituent une erreur politique. Au cours de la discussion des responsables au Théâtre Bolchoï, le camarade Trotski m'a reproché de vouloir faire avorter la discussion. Je prends ces mots comme un compliment : je me suis efforcé de faire avorter la discussion dans la forme qu'elle prenait, parce qu'à la veille d'un printemps difficile, une telle prise de position était néfaste. Seuls des aveugles pouvaient ne pas le voir.

Maintenant, le camarade Trotski se moque de moi parce que je demande qui a commencé, et il s'étonne que je lui reproche de ne pas être entré à la commission. Mais c'est que cela a une grande importance, camarade Trotski, une très grande importance : ne pas entrer à la commission syndicale, c'était violer la discipline du C.C. Et quand Trotski en parle, il en résulte non pas un débat, mais un ébranlement du parti, de la rancœur, et on en arrive à des excès : le camarade Trotski a utilisé le terme de « satanisme ». Je me souviens d'une expression du camarade Goltsmann, que je ne citerai pas, parce que le mot de « satan » évoque quelque chose de terrible, tandis que Goltsmann évoque quelque chose de doux ; c'est pourquoi il n'y a pas là de « satanisme », mais qu'il y ait des excès de part et d'autre et, chose beaucoup plus monstrueuse, qu'il y ait eu des excès de la part de certains camarades très doux, voilà ce qu'il ne faut pas oublier. Mais quand l'autorité du camarade Trotski vient encore s'y ajouter, quand il prend la parole en public le 25 décembre et déclare que le congrès doit opter entre deux tendances, cette phrase est impardonnable ! C'est une erreur politique avec laquelle nous sommes aux prises. Et quand ici on vient faire de l'esprit sur les conférences qui ont lieu dans deux locaux, c'est de la naïveté. Je voudrais bien voir le plaisantin qui dirait que les conférences de délégués au congrès sont interdites afin que leurs voix ne se scindent pas. Ce serait aller vraiment trop loin. Le camarade Trotski et le Tsektran ont commis une erreur politique en posant la question du

« bouleversement », et en la posant d'une façon foncièrement erronée. C'est une erreur politique qui n'est toujours pas corrigée. A propos des transports, il existe une résolution[50].

Nous, nous parlons du mouvement syndical, de l'attitude de l'avant-garde de la classe ouvrière vis-à-vis du prolétariat. Si nous mutons certaines personnes haut placées, il n'y a là rien de déshonorant. Cela ne déshonore personne. Si vous avez commis une erreur, le congrès le reconnaîtra et rétablira les relations et la confiance entre l'avant-garde de la classe ouvrière et la masse ouvrière. Telle est la signification du « Programme des dix ». S'il y a des choses à y remplacer, si Trotski le souligne et Riazanov le développe, ce sont des vétilles. Si l'on dit dans un discours qu'on n'y voit pas la plume de Lénine, sa participation sous une forme ou une autre, je réponds : si je devais participer, par la plume ou par téléphone à tout ce que j'ai à signer, il y a bien longtemps que j'aurais perdu la raison. Je dis que pour rétablir les relations et la confiance entre l'avant-garde de la classe ouvrière et la masse ouvrière, il fallait, si le Tsektran avait commis une erreur (l'erreur est chose humaine), il fallait la corriger. Mais, quand on se met à défendre cette erreur, cela devient l'origine d'un danger politique. Si l'on ne faisait pas le maximum dans le sens de la démocratie, en tenant compte de l'état d'esprit que Koutouzov exprime ici, nous en serions arrivés à la faillite politique. Tout d'abord, nous devons convaincre, et contraindre ensuite. Nous devons, coûte que coûte, convaincre d'abord, et contraindre ensuite. Nous n'avons pas su convaincre les larges masses, et nous avons perturbé les bonnes relations de l'avant-garde avec les masses.

Lorsque des gens comme Koutouzov consacrent une partie d'un discours sérieux à signaler les excès bureaucratiques de notre appareil, nous répondons : c'est juste, notre Etat est un Etat présentant une déformation bureaucratique. Nous appelons les ouvriers sans-parti à la combattre, eux aussi. Et ici, je dois dire que des camarades comme Koutouzov doivent être associés plus étroitement à ce travail et placés à des fonctions supérieures. Telle est la leçon qui découle de notre expérience.

En ce qui concerne la déviation syndicaliste, il suffit de dire deux mots à Chliapnikov ; il a prétendu qu'il serait possible en se référant à Engels de défendre l'idée du « congrès des producteurs de Russie », qui figure noir sur blanc dans leur programme et qui a été confirmée par Kollontaï : c'est ridicule. Engels parle de la société communiste où il n'y aura plus de classes, mais seulement des producteurs [51]. Mais actuellement, y a-t-il des classes chez nous ? Oui. Y a-t-il actuellement chez nous une lutte des classes ? La plus acharnée ! Et venir parler d'un « congrès des producteurs de Russie » à un moment où se déroule la lutte des classes la plus acharnée, qu'est ce donc, sinon une déviation syndicaliste qu'il faut condamner énergiquement, définitivement ? Dans ce méli-mélo de programmes, nous avons vu Boukharine lui-même trébucher sur un tiers des candidatures. Camarades, nous ne devons pas oublier ces errements dans l'histoire du parti.

Et maintenant, puisque l'« opposition ouvrière » a défendu la démocratie, puisqu'elle a formulé des exigences saines, nous ferons le maximum pour nous rapprocher d'elle, et le congrès, en tant que tel, doit opérer une certaine sélection. Vous affirmez que nous luttons peu contre la bureaucratie : venez nous aider, approchez, aidez-nous à lutter ; mais, proposer un « congrès des producteurs de Russie », est un point de vue qui n'a rien de marxiste, de communiste. Grâce aux efforts de Riazanov, l'« opposition ouvrière » interprète faussement le programme qui stipule : « Les syndicats *doivent parvenir* à concentrer effectivement entre leurs mains toute la direction de toute l'économie nationale, considérée comme un ensemble économique unique [52]. » Chliapnikov pense, en exagérant comme toujours, que cela se produira, à notre avis, dans 25 siècles. Le programme dit : les syndicats « doivent parvenir », et quand un congrès aura dit qu'ils y sont parvenus, alors cet impératif sera exécuté.

Camarades, lorsque le congrès déclarera maintenant, face au prolétariat de toute la Russie, face au prolétariat mondial, qu'il considère les propositions formulées par l'« opposition ouvrière » comme une semi-déviation syndicaliste, je suis sûr que tous les éléments authentiquement prolétariens et sains de l'opposition nous suivront,

qu'ils nous aideront à regagner la confiance des masses, ébranlée par une petite erreur du Tsektran, et que nous pourrons, grâce à nos efforts communs, consolider, resserrer nos rangs et nous engager, unanimes, dans la lutte difficile qui nous attend. Et, en y allant unis, fermes et résolus, nous remporterons la victoire. (Applaudissements.)

6

RAPPORT SUR LA SUBSTITUTION DE L'IMPOT EN NATURE AUX REQUISITIONS LE 15 MARS

Camarades, la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions est avant tout et par-dessus tout une question politique, car le fond de cette question, c'est l'attitude de la classe ouvrière à l'égard de la paysannerie. La poser signifie que nous devons réexaminer de façon nouvelle, je dirais, si vous voulez, de façon plus prudente et juste, et réviser dans une certaine mesure, les rapports entre ces deux classes principales, dont la lutte ou l'entente décidera de l'avenir de notre révolution. Il n'est pas besoin de m'étendre longuement sur les motifs de cette révision. Vous savez tous fort bien, sans doute, combien d'événements, surtout par suite de l'extrême misère provoquée par la guerre, la ruine, la démobilisation et la récolte désastreuse, combien de circonstances ont rendu la situation des paysans particulièrement dure, critique, en accentuant inévitablement leurs oscillations au détriment du prolétariat et en faveur de la bourgeoisie.

Je dirai deux mots sur la portée théorique de cette question ou sur la façon de l'envisager du point de vue théorique. Il est hors de doute qu'on ne peut réaliser la révolution socialiste dans un pays où l'immense majorité de la population est formée de petits producteurs agricoles qu'au moyen de toute une série de mesures de transition spéciales, parfaitement inutiles dans les pays capitalistes évolués où les

ouvriers salariés industriels et agricoles sont en écrasante majorité. Dans ces pays, il s'est constituée au cours de dizaines d'années une classe de salariés agricoles. Seule cette classe peut apporter un appui social, économique et politique dans le passage direct au socialisme. C'est seulement dans les pays où cette classe est suffisamment développée que le passage direct du capitalisme au socialisme est possible sans mesures de transition spéciales à l'échelle de l'Etat. Nous avons souligné dans bien des ouvrages, dans toutes nos interventions, dans toute la presse, que la situation est différente en Russie ; les ouvriers d'industrie sont en minorité et les petits cultivateurs en écrasante majorité. Dans ce pays, la révolution socialiste ne peut vaincre définitivement qu'à deux conditions. Premièrement, si elle est soutenue en temps utile par une révolution socialiste dans un ou plusieurs pays avancés. Comme vous le savez, nous avons fait beaucoup plus qu'avant pour assurer cette condition, mais bien trop peu pour qu'elle devienne réalité.

L'autre condition, c'est l'entente entre le prolétariat exerçant sa dictature ou détenant le pouvoir d'Etat, et la majorité de la population paysanne. L'entente est une notion très large qui inclut un certain nombre de mesures et de gradations. Il faut dire ici que nous devons poser la question franchement dans notre propagande et notre agitation. Ceux qui entendent par politique des procédés mesquins qui frisent parfois la duperie doivent être résolument condamnés par nous. Il faut corriger leurs erreurs. On ne saurait duper des classes. Nous avons beaucoup fait depuis trois ans pour élever la conscience politique des masses. C'est dans la lutte acharnée qu'elles ont appris le plus. Il nous faut, conformément à notre doctrine, à notre expérience révolutionnaire acquise en des dizaines d'années, aux enseignements de notre révolution, poser les questions de front : les intérêts de ces deux classes sont différents, le petit cultivateur ne veut pas ce que veut l'ouvrier.

Nous savons que seule l'entente avec la paysannerie est capable de sauver la révolution socialiste en Russie, tant que la révolution n'a pas éclaté dans les autres pays. C'est ce qu'il faut dire nettement, à toutes les réunions

et dans toute la presse. En tout cas, il ne faut pas chercher à dissimuler quoi que ce soit, mais dire carrément que la paysannerie est mécontente des rapports que nous avons établis avec elle, qu'elle n'en veut pas, et qu'elle ne veut plus continuer à vivre de la sorte. C'est incontestable. Cette volonté s'est nettement affirmée. C'est la volonté des larges masses laborieuses. Nous devons en tenir compte, et nous sommes des hommes politiques assez lucides pour dire ouvertement : revisons notre politique à l'égard de la paysannerie. On ne saurait prolonger la situation qui existait jusqu'ici.

Il faut dire aux paysans : « Si vous voulez reculer, si vous voulez restaurer intégralement la propriété privée et le commerce libre, cela signifie retomber sûrement et inéluctablement sous la coupe des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. De nombreux exemples historiques, des exemples de révolutions en témoignent. Un tout petit raisonnement tiré de l'a b c du communisme, de l'a b c de l'économie politique suffit à confirmer que c'est inévitable. Essayons donc d'examiner la chose. Est-ce ou non l'intérêt de la paysannerie de se séparer du prolétariat pour rétrograder, et laisser le pays rétrograder vers le pouvoir des capitalistes et des grands propriétaires fonciers ? Réfléchissez, réfléchissons ensemble. »

Nous croyons, pour notre part, qu'à bien réfléchir tout en étant conscients du profond désaccord qui oppose les intérêts économiques du prolétariat à ceux du petit cultivateur, le résultat sera à notre avantage.

Si précaire que soit l'état de nos ressources, il faut, malgré tout, donner satisfaction à la paysannerie moyenne. Les paysans moyens sont beaucoup plus nombreux qu'auparavant, les contradictions se sont atténuées, la terre a été partagée et donnée en jouissance de façon beaucoup plus égalitaire, les koulaks ont été ébranlés et, dans une mesure notable, expropriés en Russie plus qu'en Ukraine, en Sibérie moins. Mais dans l'ensemble, les statistiques établissent incontestablement que la campagne a été nivelée, égalisée, c'est-à-dire que la division marquée en koulaks et paysans sans terre, s'est atténuée. Tout est devenu plus uniformisé, le gros de la paysannerie a atteint un niveau moyen.

Pouvons-nous donner satisfaction à la paysannerie moyenne telle qu'elle est, avec ses particularités et ses racines économiques ? Si quelque communiste a imaginé de transformer en trois ans la base, les racines économiques de la petite agriculture, ce ne pouvait être, naturellement, qu'un rêveur. Et, avouons-le, ces rêveurs ont été assez nombreux parmi nous. Et il n'y a là rien de mal. Comment donc un tel pays aurait-il pu amorcer la révolution socialiste sans rêveurs ? Certes, la pratique a montré quel rôle immense peuvent jouer les diverses expériences et entreprises dans le domaine de l'exploitation collective. Mais elle a également montré que ces essais, en tant que tels, ont joué aussi un rôle négatif, lorsque des gens, pleins des meilleurs désirs et intentions, partaient à la campagne fonder des communes, des collectivités agricoles, sans savoir administrer, car ils manquaient d'expérience collective.

Vous savez parfaitement qu'il y a eu beaucoup de cas de ce genre. Je le répète, il n'y a là rien d'étonnant, car transformer le petit cultivateur, transformer toute sa mentalité et ses habitudes est l'œuvre de générations entières. Seules la base matérielle, la technique, l'utilisation en masse de tracteurs et de machines dans l'agriculture, l'électrification sur une grande échelle peuvent résoudre ce problème, assainir en quelque sorte sa mentalité. Voilà ce qui aurait pu transformer de fond en comble à une vitesse énorme, le petit agriculteur. Quand je dis qu'il faut des générations, cela ne signifie pas des siècles. Vous comprenez fort bien que pour avoir des tracteurs, des machines et pour électrifier un immense pays, il faut au moins, en tout état de cause, des dizaines d'années. Telle est la situation objective.

Nous devons nous efforcer de faire droit aux revendications des paysans qui ne sont pas satisfaits, qui sont mécontents, mécontents à juste titre et ne peuvent manquer de l'être. On doit leur dire : « Oui, cette situation ne peut plus durer. » Comment satisfaire le paysan et que veut dire satisfaire ? Où trouver la réponse quant à la façon de le contenter ? Bien entendu, dans les réclamations mêmes de la paysannerie. Nous les connaissons. Mais nous devons vérifier, revoir du point de vue de la science économique tout ce que nous savons des revendications économiques

de l'agriculteur. En nous penchant sur cette question, nous nous dirons tout de suite : on peut, en somme, satisfaire le petit agriculteur de deux manières. Premièrement, il faut une certaine liberté d'échanges, une liberté pour le petit propriétaire ; deuxièmement, il faut nous procurer des marchandises et des denrées. Qu'est-ce que la liberté d'échanges, s'il n'y a rien à échanger ; la liberté du commerce, s'il n'y a rien à mettre sur le marché ! Cette liberté n'existerait que sur le papier, les classes ont besoin non de papiers, mais d'objets matériels. Il faut bien saisir ces deux conditions. Nous parlerons plus tard de la deuxième : comment nous procurer des marchandises, saurons-nous nous les procurer. Il faut d'abord examiner la première condition, la liberté des échanges.

Qu'est-ce donc que la liberté des échanges ? C'est la liberté du commerce ; or la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté des échanges et la liberté du commerce, c'est l'échange de marchandises entre des petits patrons. Nous tous qui avons étudié ne serait-ce que l'a b c du marxisme, nous savons que cet échange et cette liberté du commerce entraînent inéluctablement la division des producteurs de marchandises en possesseurs de capital et en possesseurs de main-d'œuvre, la division en capitalistes et en ouvriers salariés, c'est-à-dire la résurrection de l'esclavage salarié capitaliste qui ne tombe pas des nues, mais naît dans le monde entier de l'économie agricole marchande. Cela, nous le savons très bien en théorie, et tous ceux qui en Russie ont observé de près la vie et les conditions économiques du petit agriculteur, ne peuvent manquer de le constater.

Une question se pose : le parti communiste peut-il reconnaître la liberté du commerce et l'adopter ? N'y a-t-il pas là des contradictions insolubles ? A cela il faut répondre que, bien entendu, la solution pratique du problème est extrêmement difficile. Je prévois et je sais, grâce à mes entretiens avec les camarades, que l'avant-projet touchant la substitution d'un impôt aux réquisitions, document qui vous a été remis, suscite le plus de questions, légitimes et inévitables, portant sur l'échange toléré dans les limites du marché local. Ceci figure à la fin du paragraphe 8. Qu'est-ce à dire, quelles sont ces limites, comment le réaliser ?

Qui pense obtenir la réponse du congrès sur ce point, se trompe. C'est notre législation qui répondra ; notre tâche est d'établir seulement la ligne de principe, de formuler le mot d'ordre. Notre parti est au pouvoir, et la décision que prendra le congrès sera obligatoire pour toute la république ; il nous faut ici résoudre ce problème dans son principe. Il nous faut le résoudre dans son principe, en informer la paysannerie, car nous sommes au seuil des semailles. Ensuite, il faut mettre en branle notre appareil, tous nos cadres théoriques, toute notre expérience pratique pour savoir comment agir. Peut-on le faire, théoriquement parlant, peut-on restaurer jusqu'à un certain point la liberté du commerce, la liberté du capitalisme pour les petits agriculteurs, sans saper les fondements du pouvoir politique du prolétariat ? Est-ce possible ? Oui, car c'est une question de mesure. Si nous étions à même d'avoir une quantité de marchandises même minime, si elles étaient détenues par l'Etat, par le prolétariat exerçant le pouvoir politique, et si nous pouvions lancer ces marchandises dans le circuit, nous ajouterions alors, en tant qu'Etat, le pouvoir économique au pouvoir politique. En lançant ces marchandises, nous vivifierions la petite agriculture qui, à l'heure actuelle, est dans un état de marasme terrible sous le fardeau des dures conditions de la guerre, de la ruine, et dans l'impossibilité qu'elle est de se développer. Le petit agriculteur, aussi longtemps qu'il reste petit, doit être stimulé, impulsé, incité, compte tenu de sa base économique, c'est-à-dire la petite exploitation privée. Là, on ne saurait se passer de la liberté des échanges locaux. Si ce commerce donne à l'Etat, en échange des produits industriels, un minimum de blé suffisant pour couvrir les besoins de la ville, des fabriques, de l'industrie, les échanges économiques seront rétablis de sorte que le pouvoir d'Etat reste aux mains du prolétariat et soit renforcé. La paysannerie veut qu'on lui montre dans la pratique que l'ouvrier qui détient fabriques, usines, industrie est capable d'organiser les échanges avec elle. D'autre part, un immense pays agricole doté de voies de communication défectueuses, aux étendues gigantesques, aux climats variés, aux conditions agricoles diverses, etc., suppose nécessairement une certaine liberté d'échanges des produits agricoles et industriels

locaux, à l'échelle locale. Nous avons beaucoup péché sur ce point, en allant trop loin : nous nous sommes trop avancés dans la nationalisation du commerce et de l'industrie, dans le blocage des échanges locaux. Etait-ce une erreur ? C'est certain.

Sous ce rapport, beaucoup de nos actions tombaient à faux, tout simplement, et ce serait un crime majeur de ne pas voir, de ne pas comprendre que nous n'avons pas gardé la mesure et que nous n'avons pas su comment la garder. Toutefois, nous avons cédé à une nécessité impérieuse : nous avons vécu jusqu'à présent aux prises avec une guerre si acharnée, si terriblement dure, que nous n'avions d'autre solution que d'agir aussi militairement dans le domaine économique. C'est par miracle que notre pays dévasté a soutenu cette guerre ; et ce miracle n'est pas tombé des nues, il est né des intérêts économiques de la classe ouvrière et de la paysannerie qui l'ont accompli en se soulevant en masse ; grâce à ce miracle, elles ont riposté aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes. Mais, en même temps, il est incontestable, — et on ne doit pas le dissimuler dans notre agitation et notre propagande, — que nous sommes allés plus loin qu'il ne le fallait du point de vue théorique et politique. Nous pouvons admettre dans une mesure notable les libres échanges locaux, sans détruire le pouvoir politique du prolétariat, mais au contraire en le consolidant. Comment s'y prendre, c'est un problème pratique. Ma tâche à moi est de vous montrer que c'est une chose concevable du point de vue théorique. Si le prolétariat au pouvoir dispose de certaines ressources, il peut fort bien les lancer dans le circuit et satisfaire ainsi dans une certaine mesure le paysan moyen, sur la base des échanges économiques locaux.

Quelques mots à présent sur le circuit économique local. Je dois au préalable parler des coopératives. Avec le marché économique local, les coopératives qui sont chez nous réduites à l'asphyxie sont évidemment nécessaires. Notre programme souligne que le meilleur appareil de répartition est celui des coopératives léguées par le capitalisme, et qu'il faut conserver cet appareil. C'est ce que dit le programme. L'avons-nous fait ? Très insuffisamment, sinon pas du tout, en partie par notre faute, en par-

tie par nécessité militaire. En promouvant des éléments plus compétents, supérieurs, dans le domaine économique, les coopératives promouvaient du même coup les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires dans le domaine politique. C'est une loi chimique, on n'y peut rien ! (R i r e s.) Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires sont des individus qui, consciemment ou non, rétablissent le capitalisme et aident les Ioudénitch. C'est aussi une loi. Nous devons leur faire la guerre. Et à la guerre comme à la guerre : nous devions nous défendre, et nous nous sommes défendus. Mais peut-on maintenir à tout prix les conditions actuelles ? Non. Ce serait sans aucun doute une faute de nous lier les mains. Je propose donc sur la question des coopératives une résolution très courte ; je vous en donne lecture :

« Considérant que la résolution du IX^e Congrès du Parti communiste de Russie sur les coopératives est tout entière basée sur le principe des réquisitions qui vont être remplacées par l'impôt en nature, le X^e Congrès du P.C.R. décide :

De rapporter cette résolution.

Le congrès charge le Comité central de préparer et de faire adopter par la filière du parti et des Soviets, des règlements tendant à améliorer et à développer la structure et l'activité des coopératives conformément au programme du P.C.R. et à la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions [53]. »

Vous me direz qu'elle manque de précision. Il faut justement qu'elle manque de précision jusqu'à un certain point. Pourquoi ? Parce que, pour être tout à fait précis, il faut savoir entièrement ce que nous ferons dans une année complète. Qui le sait ? Nul ne le sait ni ne peut le savoir.

Or, la résolution du IX^e Congrès nous lie les mains ; elle dit : « subordonner au Commissariat du Ravitaillement ». Ce commissariat est une excellente institution, mais lui subordonner obligatoirement les coopératives et se lier les mains au moment où nous reconsidérons nos rapports avec les petits cultivateurs, c'est une erreur politique manifeste. Nous devons charger le Comité central nouvellement élu de mettre au point et d'instituer certaines dispositions et modifications, de vérifier notre marche

en avant et en arrière, de déterminer dans quelle mesure cela est nécessaire, comment veiller sur les intérêts politiques, jusqu'à quel point il faut lâcher la bride pour faciliter les choses, comment contrôler les résultats de l'expérience. Nous sommes, théoriquement parlant, en face à toute une série de degrés intermédiaires, de mesures transitoires. Une chose est certaine : la résolution du IX[e] Congrès supposait que notre mouvement suivrait une ligne droite. Or, comme cela se produit sans cesse dans toute l'histoire des révolutions, le mouvement décrit des zigzags. Se lier les mains par une telle résolution serait une erreur politique. En l'annulant, nous disons qu'il faut s'inspirer du programme qui souligne la valeur de l'appareil coopératif.

En l'annulant, nous disons : adaptez-vous au remplacement des réquisitions par l'impôt. Mais quand ? Pas avant la récolte, c'est-à-dire d'ici quelques mois. L'appliquerons-nous de la même façon dans les différentes régions ? Absolument pas. Ce serait une énorme sottise d'instituer un système identique pour la Russie centrale, l'Ukraine, la Sibérie. Je propose d'exprimer l'idée fondamentale de la liberté des échanges locaux dans une résolution du congrès. Je pense qu'ensuite une lettre du Comité central dira sans faute un de ces jours, bien entendu, mieux que je ne le fais maintenant : ne brisez rien, ne vous pressez pas, ne faites pas le malin, tâchez de satisfaire au maximum le paysan moyen sans léser les intérêts du prolétariat. Essayez ceci, cela, étudiez la question de façon pratique, en vous fondant sur l'expérience, puis faites-nous-en part, parlez-nous de vos succès ; nous, nous désignerons une commission ou même plusieurs qui tiendront compte de vos expériences. C'est une question très importante, parce que la circulation monétaire est un excellent moyen pour savoir si les échanges dans le pays sont satisfaisants, et lorsque ils ne le sont pas, l'argent devient vil papier. Pour avancer ensuite sur la base de l'expérience, il faut vérifier dix fois les mesures adoptées.

On nous demandera : où prendre les marchandises ? La liberté du commerce nécessite des marchandises, et les paysans sont fort avisés, ils savent parfaitement se moquer du monde. Pouvons-nous aujourd'hui nous procurer des marchandises ? Nous le pouvons, car notre situation éco-

nomique s'est considérablement améliorée à l'échelle internationale. Nous luttons contre le capital international qui a dit en voyant notre république : « Ce sont des brigands, des crocodiles » (ces termes m'ont été rapportés tels quels par une artiste peintre anglaise, qui les tenait d'un homme politique très influent). Et puisque ce sont des crocodiles, on ne peut que les mépriser. C'était la voix du capital international. La voix de l'ennemi de classe qui de son point de vue avait raison. Il reste à vérifier dans la pratique si ces conclusions sont justes. Si vous, capital universel, force toute-puissante, vous nous traitez de « crocodiles », et que vous détenez tous les moyens techniques, essayez donc de nous abattre ! Mais quand il a essayé, c'est lui-même qui en a le plus souffert. Alors le capital, obligé de tenir compte de la réalité politique et économique, déclare : « Il faut commercer. » C'est là notre très grande victoire. Maintenant je vous dirai que nous avons deux offres d'emprunt de cent millions-or environ. De l'or, nous en avons, mais nous ne pouvons le vendre car c'est quelque chose qui ne se mange pas. Tous sont tellement ruinés ; dans tous les pays, la guerre a mis sens dessus dessous les échanges de devises entre les Etats capitalistes. En outre, pour entretenir des relations avec l'Europe, il faut avoir une flotte, et nous n'en avons point. La flotte est aux mains de l'ennemi. Nous n'avons aucun traité avec la France ; elle prétend que nous sommes ses débiteurs ; donc si elle aperçoit un navire elle dira : « C'est à moi. » Elle a une flotte de guerre ; nous, non. Dans cette situation, nous n'avons pu vendre notre or que dans des proportions minimes, insignifiantes, ridiculement insignifiantes. A présent, les banquiers capitalistes nous proposent de deux côtés un emprunt de cent millions. Naturellement, ce capital exigera des intérêts exorbitants. Mais jusqu'à présent, ils n'en avaient pas parlé du tout ; jusqu'à présent ils nous disaient : « Je vais te tuer et je prendrai gratis. » A l'heure actuelle, comme ils ne peuvent pas nous tuer, ils sont prêts à commercer. Maintenant, le traité de commerce avec l'Amérique et l'Angleterre est, pourrait-on dire, en bonne voie ; de même pour les concessions. Hier, j'ai reçu une lettre de Mr Vanderlip qui est ici, et qui, outre nombreuses réclamations, nous communique plusieurs plans

relatifs aux concessions et à l'emprunt ; représentant du capital financier le plus affairiste, il est lié aux Etats occidentaux d'Amérique du Nord, plus hostiles au Japon. De sorte que la possibilité économique existe de nous procurer des marchandises. Comment nous y prendrons-nous ? C'est une autre question, mais une certaine possibilité existe.

Je le répète, des relations économiques de ce genre qui, au sommet, ressemblent à une alliance avec le capitalisme étranger, permettront au pouvoir prolétarien de procéder à la base à des échanges libres avec les paysans. Je sais — j'en ai déjà parlé —, cela a fait l'objet de certaines railleries. Il existe à Moscou toute une couche d'intellectuels et de bureaucrates qui cherche à façonner l'« opinion publique ». Et de se divertir : « Voyez un peu comment il se présente, ce communisme ! On dirait un homme avec des béquilles, tout le visage couvert de pansements ; il ne reste plus du communisme qu'une image énigmatique. » J'en ai suffisamment entendu, de ces plaisanteries, mais elles sont soit bureaucratiques, soit peu sérieuses ! La Russie est sortie de la guerre assez semblable à un homme moitié mort sous les coups : on lui a tapé dessus pendant sept ans, encore heureux qu'il marche avec des béquilles ! Voilà où nous en sommes ! S'imaginer pouvoir nous en sortir sans béquilles, c'est ne rien comprendre ! Tant que la révolution n'a pas éclaté dans d'autres pays, il nous faudra des dizaines d'années pour nous en sortir ; nous sacrifierons sans regret des centaines de millions, voire des milliards de nos incalculables richesses, de nos abondantes sources de matières premières pour bénéficier de l'aide du gros capitalisme évolué. Tout cela, nous le récupérerons largement. Il est impossible de maintenir le pouvoir prolétarien dans un pays incroyablement ruiné, où les paysans sont en immense majorité et ruinés eux aussi, sans l'aide du capital qui nous arrachera, bien sûr, des intérêts exorbitants. Il faut le comprendre. Par conséquent : ou bien des relations économiques de cette espèce, ou rien du tout. Poser la question autrement, c'est absolument ne rien comprendre à l'économie pratique et se tirer d'affaire avec des astuces. Il faut reconnaître des faits comme le surmenage et l'épuisement des masses. Songez aux conséquences de sept années

de guerre, quand quatre années de guerre se font encore sentir dans les pays avancés !

Dans notre pays arriéré, ces sept années de guerre ont totalement exténué les ouvriers, qui ont consenti des sacrifices sans nom, et les masses paysannes. C'est un état voisin d'une complète incapacité au travail. Une trêve économique s'impose. Nous comptions consacrer nos réserves d'or aux moyens de production. Le mieux est de fabriquer des machines, mais si nous les achetions nous pourrions organiser notre production. Cependant, il faut pour cela qu'il y ait des ouvriers, des paysans aptes au travail ; la plupart du temps, ils sont dans l'impossibilité de travailler ; ils sont épuisés, surmenés. Il faut les soutenir, il faut consacrer des réserves d'or à l'achat de biens de consommation, en dépit de notre ancien programme. Sur le plan théorique, notre ancien programme était juste, mais inapplicable sur le plan pratique. Je vous ferai part d'un renseignement que je tiens du camarade Lejava. Quelques centaines de milliers de pouds de denrées alimentaires diverses sont déjà achetées et expédiées d'urgence de Lituanie, de Finlande et de Lettonie. Nous avons appris aujourd'hui la signature à Londres d'un contrat pour la fourniture de 18 500 000 pouds de charbon dont nous avons décidé l'achat afin de ranimer l'industrie de Pétrograd et le textile. Si nous recevons des marchandises pour les paysans, ce sera évidemment une dérogation à notre programme, une irrégularité, mais il faut donner au peuple un répit, parce qu'il est tellement épuisé qu'autrement il ne peut plus travailler.

Je dois encore parler de l'échange individuel. Quand nous parlons de la liberté du commerce, nous entendons l'échange individuel, c'est-à-dire que nous encourageons les koulaks. Comment faire ? Il ne faut pas fermer les yeux sur le fait qu'avec la substitution de l'impôt aux réquisitions, le nombre des koulaks va augmenter plus qu'avant. Il va augmenter là où il ne le pouvait jusqu'ici. Mais ce n'est pas à coups de mesures prohibitives qu'il faut lutter contre cela, c'est par une organisation d'Etat et des mesures gouvernementales. Si vous pouvez fournir des machines à la paysannerie vous la relèverez, et le jour où vous lui donnerez des machines ou l'électrification, des

dizaines et des centaines de milliers de petits koulaks seront anéantis. En attendant, donnez au moins une certaine quantité de marchandises. Si vous détenez les marchandises, vous détenez le pouvoir ; enrayer, couper, rejeter cette possibilité, c'est supprimer toute possibilité d'échange, ne pas donner satisfaction aux paysans moyens : on ne pourra plus s'entendre avec eux. Les paysans moyens prédominent aujourd'hui en Russie, et il n'y a pas lieu de craindre que l'échange devienne individuel. Chacun pourra échanger quelque chose avec l'Etat. L'un ses excédents de blé, l'autre des légumes, le troisième son travail. En gros, la situation est la suivante : nous devons satisfaire les besoins économiques des paysans moyens et accorder la liberté d'échange, sinon, puisque la révolution mondiale tarde, il est impossible, économiquement impossible, de maintenir le pouvoir du prolétariat en Russie. Il faut s'en rendre bien compte, ne craindre nullement de le dire. Le projet d'arrêté visant à remplacer les réquisitions par l'impôt en nature (dont le texte vous a été remis), contient de nombreux points mal coordonnés, des contradictions ; aussi avons-nous écrit, à la fin : « Le congrès, approuvant pour l'essentiel (c'est un mot très éloquent qui en dit long) la proposition du Comité central sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions, charge le C.C. du parti de coordonner les différents points dans les plus brefs délais. » Nous savons bien qu'ils n'ont pas été coordonnés, nous n'en avons pas eu le temps, nous ne l'avons pas fait en détail. Le Comité exécutif central et le Conseil des Commissaires du Peuple mettront au point les modalités de perception de l'impôt et le texte de la loi. La procédure prévue est la suivante : si vous adoptez le projet aujourd'hui, la décision pourra être prise dès la première session du Comité exécutif central, qui promulguera à son tour non pas une loi, mais une disposition modifiée ; ensuite le Conseil des Commissaires du Peuple et le Conseil du Travail et de la Défense lui donneront force de loi, et, ce qui est encore plus important, fourniront des instructions pratiques. Il est essentiel que la province comprenne l'importance de la mesure et nous vienne en aide.

Pourquoi fallait-il substituer l'impôt aux réquisitions ? Les réquisitions avaient pour objet de prélever tous les

excédents et d'instituer un monopole d'Etat. Nous ne pouvions pas faire autrement, nous étions dans une misère extrême. En théorie, il n'est pas obligatoire d'admettre que le monopole d'Etat soit le meilleur du point de vue du socialisme. Dans un pays agricole doté d'une industrie qui fonctionne, et où l'on dispose d'une certaine quantité de marchandises, on peut instituer à titre de mesure transitoire le système de l'impôt et du libre échange.

Cet échange stimule, impulse, incite le paysan. Le cultivateur peut et doit travailler avec zèle dans son propre intérêt, car on ne lui prendra plus tous ses excédents mais seulement un impôt, qu'il faudra autant que possible fixer d'avance. L'essentiel c'est que le petit cultivateur soit stimulé, impulsé, incité. Nous devons édifier notre économie d'Etat en tenant compte de la situation du paysan moyen que nous n'avons pas pu réformer en trois ans et que nous ne réformerons pas même en dix ans.

L'Etat soviétique avait à faire face à des obligations bien définies sur le plan du ravitaillement. Aussi, nos réquisitions avaient-elles été augmentées l'an dernier. L'impôt doit être inférieur. Les chiffres n'ont pas été exactement établis, et d'ailleurs il est impossible de le faire. La brochure de Popov *La production de blé dans la République des Soviets et les républiques fédérées* cite des documents de notre Direction centrale des statistiques qui fournissent des chiffres exacts et montrent les raisons pour lesquelles notre production agricole a diminué.

Si la récolte est mauvaise, nous ne prélèverons pas d'excédents, car il n'y en aura pas. A moins qu'on ne les prenne dans la bouche du paysan. Si la récolte est satisfaisante, chacun se privera un peu, et l'Etat sera sauvé ; ou, alors, si nous ne savons pas prendre quelque chose à des gens qui ne peuvent manger à satiété, l'Etat sera perdu. Tel est l'objectif de notre propagande parmi les paysans. Si la récolte est bonne, les excédents atteindront un demi-milliard de pouds. C'est assez pour couvrir les besoins de la consommation et constituer une certaine réserve. Le tout est de stimuler, d'inciter le paysan sur le plan économique. Il faut dire au petit exploitant : « Ton rôle est de produire, l'Etat ne perçoit que le minimum d'impôts. »

Mon temps de parole touche à sa fin, et je termine. Je le répète : nous ne pouvons pas tout de suite promulguer une loi. Notre résolution a le défaut d'être trop peu législative. Le congrès du parti n'a pas à rédiger des lois. C'est pourquoi nous vous proposons d'adopter la résolution du Comité central comme base et de le charger de la mettre au point. Nous ferons imprimer la résolution, et les cadres locaux tâcheront de la coordonner et de la corriger. Il est impossible de coordonner absolument tout, c'est un problème insoluble, la vie est trop disparate. Il est très difficile de rechercher des mesures de transition. Nous ne sommes pas parvenus à le faire vite, en allant droit au but ; nous ne perdrons pas courage, nous y arriverons quand même. Un paysan quelque peu conscient ne peut manquer de comprendre que nous sommes le gouvernement de la classe ouvrière et des travailleurs avec lesquels les paysans laborieux (ils sont les neuf dixièmes) peuvent s'accorder et que tout recul équivaudrait à un retour à l'ancien gouvernement tsariste. L'expérience de Cronstadt en est la preuve. Là-bas, on ne veut ni les gardes blancs ni notre pouvoir, et il n'y en a pas d'autre ; et cette situation est la meilleure propagande en notre faveur et contre tout nouveau gouvernement.

Il nous est possible aujourd'hui de nous entendre avec les paysans ; nous devons procéder pratiquement, avec habileté, intelligence et souplesse. Nous connaissons l'appareil du Commissariat au Ravitaillement, nous savons que c'est un des meilleurs. En le comparant aux autres, nous voyons bien qu'il est le meilleur et qu'il faut le conserver ; mais il doit être subordonné à la politique. Cet excellent appareil n'aurait aucune utilité, si nous ne pouvions établir de bons rapports avec les paysans. Il serait alors au service de Dénikine et Koltchak et non de notre classe. Du moment que la politique exige un changement radical, de la souplesse, une habile transition, il faut que les dirigeants le comprennent. Un appareil solide doit être propre à toutes les manœuvres. Mais si la solidité devient raideur et gêne les tournants, la bataille est inévitable. Aussi, il faut faire tous nos efforts pour arriver absolument à nos fins, et subordonner totalement l'appareil à la politique. La politique est un rapport entre les classes, c'est elle qui décide du sort de la

république. L'appareil est un moyen subsidiaire d'autant plus utile et apte aux manœuvres qu'il est plus solide. S'il est hors d'état de s'acquitter de cette mission, il n'est bon à rien.

Je vous invite à ne pas perdre de vue l'essentiel, c'est que la mise au point des détails et des interprétations prendra quelques mois. A présent, l'essentiel est que, dès ce soir, la radio annonce au monde entier que le congrès du parti gouvernemental remplace les réquisitions par un impôt, donnant ainsi au petit cultivateur de multiples stimulants pour étendre son exploitation et augmenter ses emblavures ; que le congrès, en s'engageant dans cette voie, améliore les relations entre le prolétariat et la paysannerie et exprime la certitude que par ce moyen leurs rapports seront établis sur une base solide. (Vifs applaudissements.)

7

CONCLUSION DU RAPPORT SUR LA SUBSTITUTION DE L'IMPOT EN NATURE AUX REQUISITIONS LE 15 MARS

Camarades, je voudrais pour commencer dire quelques mots sur les coopératives. Le rapport du camarade Tsiouroupa, comme il l'a déclaré lui-même et comme nous l'avons tous entendu ici, n'était pas un corapport dans ce sens que son auteur n'oppose pas une thèse de principe différente à celle du rapporteur. La décision du Comité central tendant à remplacer les réquisitions par un impôt en nature a été tellement unanime, — et surtout nous avons vu, bien avant l'ouverture du congrès, qu'indépendamment de cette décision, différents camarades des organisations locales, sur la base de leur expérience pratique, en étaient arrivés aux mêmes conclusions, — qu'on ne saurait mettre en doute l'utilité et la nécessité de cette mesure. Le rapport du camarade Tsiouroupa comportait des additifs et des mises en garde sur une série de points, mais ne proposait nullement d'adopter une autre politique.

La seule question où le camarade Tsiouroupa s'écarte de cette ligne générale a été celle des coopératives. Le camarade Tsiouroupa a critiqué la résolution que je proposais, mais il me semble que ses objections sont fort peu convaincantes. Je doute que nous soyions dès maintenant à même de déterminer de façon définitive la forme que revêtiront les échanges économiques libres dans les localités : coopératives ou bien résurrection du petit commerce. Cette question doit être examinée, c'est incontestable;

à cet égard, nous devrons étudier attentivement l'expérience locale ; tout le monde sera bien entendu d'accord à ce sujet. Je crois cependant que les coopératives conservent une certaine supériorité. Si, comme je l'ai dit, sur le plan politique, les coopératives constituent un lieu où sont organisés, concentrés, groupés des éléments politiques hostiles, qui font en somme la politique de Koltchak et de Dénikine, dès lors, les coopératives n'offrent bien sûr qu'un changement de forme, comparées aux petites exploitations, au petit commerce. On conçoit que toute progression des koulaks, tout développement des rapports petits-bourgeois donne naissance à des partis politiques qui se sont constitués en Russie durant des dizaines d'années et que nous connaissons fort bien. Le choix n'est pas de laisser ou non libre cours à ces partis ; ils sont inévitablement le fruit des rapports économiques petits-bourgeois ; notre choix se limite, et encore dans une certaine mesure, aux formes de concentration, d'unification des actes de ces partis. On ne saurait démontrer que, sous cet angle, les coopératives soient la forme la plus mauvaise. Bien au contraire, elles offrent malgré tout aux communistes davantage de moyens d'exercer un contrôle et une influence systématiques.

La résolution du IXe Congrès sur les coopératives a été vigoureusement défendue ici par le camarade Tsiouroupa et combattue avec autant de vigueur par le camarade Milioutine.

Le camarade Tsiouroupa a dit, entre autres, que j'avais assisté à la lutte engagée autour des coopératives avant que la question ait été tranchée par le congrès. Je dois confirmer ce fait. En effet, une lutte s'est déroulée et la résolution du IXe Congrès y a mis fin en accordant une prépondérance plus forte ou, plus exactement, totale, au Commissariat au Ravitaillement. Mais ce serait sans conteste une erreur politique que de renoncer pour autant aujourd'hui, à une plus grande latitude d'actions et de choix des mesures politiques vis-à-vis des coopératives. Bien entendu, en ma qualité de président du Conseil des Commissaires du Peuple, disons, il m'est bien plus désagréable d'en être réduit à assister au cours de dizaines de séances, à une lutte mesquine, voire même à des chamail-

leries, que de pouvoir disposer d'une résolution du congrès, obligatoire pour tous, qui mettrait fin à cette lutte. Pourtant, on doit prendre en considération non des facilités de cette nature, mais l'intérêt que présente une certaine politique économique. Vous l'avez tous vu ici, et la quantité énorme, toute la montagne de billets que j'ai reçus le prouve de façon plus manifeste encore : dans cette question concrète, une foule de difficultés de détail surgissent quand il s'agit de mettre en pratique ce changement de notre politique. C'est le fond de la question. Il est bien certain que nous ne saurons venir à bout de toutes ces difficultés d'un coup. Si nous laissons en vigueur la résolution du IXe Congrès sur les coopératives, nous nous lierons les mains. Nous nous mettrons dans une situation telle que, tenus de rendre des comptes au congrès et d'appliquer sa politique, nous ne pourrons nous écarter du texte littéral de cette résolution qui fait état constamment des réquisitions, alors que vous la remplacez par l'impôt.

Nous ignorons dans quelle mesure nous permettrons la liberté des échanges économiques.

Que nous devions l'accorder jusqu'à un certain point, c'est incontestable. Nous devons en évaluer et contrôler les conditions économiques. Voilà pourquoi, en rapportant la résolution du IXe Congrès, nous nous replaçons, bien sûr, dans une situation où la question, qui était pour ainsi dire close dans une certaine mesure, est remise en cause. Mais c'est absolument inévitable. La passer sous silence, c'est gâter à la racine la politique économique projetée qui est, à coup sûr, plus acceptable pour les paysans.

Que la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions soit une politique économique plus acceptable pour les paysans, il n'est pas, de toute évidence, deux opinions sur ce point parmi les congressistes et, en général, parmi les communistes. Les nombreuses déclarations faites par des paysans sans-parti l'attestent aussi. C'est un fait indéniable. Cette raison serait suffisante pour justifier ce changement. Voilà pourquoi je donne, à nouveau, lecture de la résolution sur les coopératives : « Considérant que la résolution du IXe Congrès du Parti communiste de Russie sur les coopératives est tout entière basée sur le principe

des réquisitions qui vont être remplacées par l'impôt en nature, le Xe Congrès du P.C.R. décide :

De rapporter cette résolution.

Le congrès charge le Comité central de préparer et de faire adopter par la filière du parti et des Soviets, des règlements tendant à améliorer et à développer la structure et l'activité des coopératives conformément au programme du P.C.R. et à la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions. »

Je proposerai au congrès, au nom du Comité central, d'adopter la première résolution, l'avant-projet touchant le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature, d'y souscrire dans ses grandes lignes, de charger le Comité central de la mettre au point, de la rédiger et de la présenter au Comité exécutif central de Russie, ainsi que la deuxième résolution sur les coopératives.

Maintenant j'aborderai les remarques qui ont été faites ici. Je dois dire que les questions contenues dans les billets reçus sont si nombreuses, j'ai tant de billets, que non seulement je ne saurais énumérer tous les points soulevés, mais je me vois dans l'impossibilité absolue de les grouper suffisamment pour pouvoir à présent poursuivre notre entretien à leur sujet. Je suis obligé malheureusement d'y renoncer, mais je garde les billets qui seront des documents pour la suite de la discussion.

Peut-être pourra-t-on les utiliser de façon plus approfondie dans la presse, ou au moins les classer et les grouper de manière à en fournir un résumé détaillé et vraiment complet à tous les camarades économistes, administrateurs et dirigeants politiques qui auront pour tâche de préparer prochainement la loi instituant l'impôt en nature à la place des réquisitions. Pour l'instant, je ne puis que distinguer deux courants principaux, et dire quelques mots sur les deux objections ou observations essentielles, les deux types ou groupes essentiels de questions soulevées dans ces billets.

Le premier est d'ordre technique : une série d'indications multiples et détaillées sur les difficultés de la réalisation pratique de ces mesures, et sur le nombre important de questions non résolues qu'elle comporte. J'ai déjà spécifié dans mon premier rapport que des indications de

ce genre étaient absolument inévitables, et qu'à l'heure actuelle il est impossible de prévoir par quels moyens nous arriverons à vaincre ces difficultés.

La deuxième indication générale a trait, cette fois-ci, aux principes de la politique économique. Ce dont beaucoup ou même la plupart des orateurs ont parlé dans leurs interventions, ce que signalent les billets, c'est le renforcement inévitable de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie et du capitalisme. « Vous ouvrez ainsi toutes grandes, — disent quelques-uns des billets, — les portes au développement de la bourgeoisie, de la petite industrie et au développement des rapports capitalistes. » A ce sujet, je dois reprendre, camarades, dans une certaine mesure, ce que j'ai déjà dit dans mon premier rapport : il est absolument certain que le passage du capitalisme au socialisme est concevable sous des formes différentes selon qu'il s'agit d'un pays où prédomine le gros capitalisme ou la petite économie. A cet égard, je dois faire remarquer que l'on a critiqué certaines conclusions de mon discours, l'on a critiqué la corrélation du capitalisme d'Etat et du petit commerce libre, mais aucun des orateurs ni aucun des auteurs de billets (j'en ai cependant lu la majorité, il y en avait plusieurs dizaines) n'a critiqué les thèses exposées. Si nous avions un Etat où la grosse industrie prédominerait ou du moins serait très développée, ainsi que la grande production agricole, alors le passage direct au communisme serait possible. Sans cette condition, le passage au communisme est économiquement impossible. Le camarade Milioutine a dit ici même que nous avions un système cohérent et que notre législation était, selon ses propres termes, jusqu'à un certain point un système cohérent de ce passage, qui toutefois ne tenait pas compte de la nécessité d'accorder une série de concessions à la petite bourgeoisie. En disant cela, le camarade Milioutine a abouti à une conclusion autre que la mienne. Le système cohérent qui s'est établi avait été imposé par des besoins, considérations et conditions militaires et non économiques. Dans l'état de délabrement incroyable où nous nous trouvions, quand nous devions, après une longue guerre, supporter plusieurs guerres civiles, nous n'avions pas d'autre issue. Sans doute, dans l'application d'une politique déterminée, des fautes

ont été commises, il y a eu de nombreux excès, nous devons le déclarer bien nettement. Mais dans ses grandes lignes, vu l'état de guerre où nous étions, cette politique était juste. Nous n'avions aucune autre issue en dehors de l'application maximum du monopole immédiat allant jusqu'à la réquisition de tous les excédents et même sans la moindre compensation. Nous ne pouvions pas agir autrement. Ce n'était pas là un système économique cohérent. C'était une mesure provoquée non pas par des facteurs économiques, mais dictée dans une large mesure par les conditions militaires. Quant aux considérations d'ordre économique, la principale aujourd'hui est d'augmenter la quantité des produits. Nos principales forces productives, les paysans et les ouvriers, sont tellement appauvries, ruinées, surmenées et exténuées que nous devons provisoirement tout subordonner à cet impératif essentiel : augmenter à tout prix la quantité des produits.

On me demande : quel est le rapport entre l'institution de l'impôt en nature remplaçant les réquisitions et la campagne des semailles qui se poursuit actuellement ? Les camarades s'efforcent de mettre en évidence dans leurs billets toute une série de contradictions. Je pense qu'il y a là, dans les grandes lignes, concordance économique et non contradiction. La campagne des semailles comporte nombre de mesures destinées à utiliser au maximum toutes les possibilités économiques et à augmenter la surface des emblavures. Il faut pour cela procéder à une répartition nouvelle des graines, les conserver, les transporter. Mais même cette maigre réserve de semences que nous possédons, nous ne pouvons pas la transporter ; nous sommes bien souvent obligés de recourir à de nombreuses mesures d'entraide, pour augmenter les emblavures, pour en finir avec les ensemencements insuffisants, compte tenu de la pénurie incroyable d'outillage. On ne peut même pas y songer dans bon nombre de provinces. Lorsque le paysan sans-parti, qui, dans bien des cas, a déjà lui-même revendiqué le remplacement des réquisitions par un impôt en nature, ce qui le stimulerait à développer son exploitation sur cette base économique, lorsque ce paysan saura, avant la campagne des semailles, que le pouvoir d'Etat a décidé cette mesure et qu'elle sera réalisée, cela s'oppose-t-il

à la politique générale de la campagne des semailles ? Nullement, c'est une mesure comportant un élément d'encouragement. On dira, je le sais, que cet élément est fort minime. Là n'est pas la question. Si nous pouvions montrer immédiatement aux paysans des dizaines de bateaux en provenance d'Angleterre, chargés de marchandises à échanger contre leur prochaine récolte, ce serait évidemment beaucoup plus concret. Mais il serait ridicule de chercher ainsi à duper des gens qui ont une connaissance pratique de l'état de notre commerce. Que des bateaux chargés de charbon et d'une quantité peu considérable de vivres soient en route d'Angleterre, nous le savons, le camarade Krassine nous en a informés ; nous savons qu'en attendant la conclusion d'un traité commercial qui n'est pas encore signé, nous faisons un commerce semi-légal avec certains négociants à qui le gouvernement bourgeois ne peut, bien entendu, l'interdire. Il n'est pas aisé de percer une brèche dans le blocus économique qui nous encercle, et nous ne pouvons évidemment pas promettre quoi que ce soit de notable. En tout cas, nous faisons ce qui peut être fait, nous remanions dans ce but notre plan d'importation.

Pour le petit producteur, pour le petit cultivateur, l'impôt dont le montant sera inférieur aux réquisitions, qui sera calculé avec plus d'exactitude et qui lui permettra d'ensemencer davantage, lui donnera la certitude que les excédents serviront à améliorer son exploitation ; c'est la politique de soutien maximum au cultivateur laborieux ; elle a présidé également à la campagne des semailles. Toutes les objections se ramènent en fin de compte à cette question : qui y gagnera le plus, la petite bourgeoisie économiquement hostile au communisme, ou bien la grosse industrie qui est à la base du passage au socialisme et qui, du point de vue de l'état de forces productives, c'est-à-dire du critérium essentiel de toute l'évolution sociale, est la base de l'organisation économique socialiste puisqu'elle groupe les ouvriers industriels d'avant-garde, la classe qui exerce la dictature du prolétariat ?

Quelques-uns ont essayé de dire ici, ou de déduire du point de vue économique, que la petite bourgeoisie, la production marchande artisanale sera gagnante à coup sûr ; ils se sont particulièrement efforcés de donner pour argu-

ment que la grosse industrie, à cause des concessions, ne sera pas socialiste. J'estime que ces raisonnements reposent sur une erreur économique fondamentale. Même s'il était prouvé avec la plus grande exactitude que la petite industrie y gagnerait, beaucoup plus proportionnellement, ou même dans l'absolu, cela ne réfuterait nullement, ni en théorie ni en pratique, le bien-fondé de nos initiatives. La conclusion est qu'il ne peut y avoir d'autre appui pour renforcer économiquement notre œuvre d'édification socialiste. Admettons pour l'instant, simplement à titre d'exemple, afin de mieux me faire entendre, que la petite industrie soit représentée par le chiffre 100 (que ce soit 100 millions d'unités de travail ou 100 unités d'une autre espèce, peu importe) et la grosse industrie par 200. Admettons que la petite industrie atteigne 175 sur la base du capitalisme, alors que la grosse industrie reste à 200. Supposons que la grosse industrie connaisse le marasme et que la petite prenne une extension énorme. Eh bien, je pense que même en envisageant le pire, cela serait incontestablement avantageux pour nous, parce que maintenant, comme l'a montré l'année en cours, comme l'a montré l'état de nos combustibles et de nos transports, ainsi que la répartition du ravitaillement, que le camarade Milioutine a mentionné fort à propos, nous tenons à peine le coup.

On a dit ici et on l'a demandé dans les billets : « Comment ferez-vous pour maintenir l'Etat ouvrier si le capitalisme se développe à la campagne ? » Ce phénomène qui nous menace, à savoir, le développement de la petite production et de la petite bourgeoisie dans les campagnes, constitue le plus grand danger pour nous.

Passons aux concessions. Elles sont une alliance avec le capitalisme des pays évolués. Il faut bien comprendre la nature des concessions. C'est, sur le plan économique, une union, une alliance, un contrat avec le capital financier avancé des pays évolués, un contrat qui nous donnera une certaine augmentation de nos produits, en même temps qu'il augmentera ceux de l'autre signataire. Si nous accordons du minerai ou du bois au concessionnaire, il en prendra une immense part, et ne nous laissera qu'une faible part. Mais nous avons tellement besoin d'accroître la quantité des produits que même une faible part compte énormé-

ment pour nous. La légère amélioration du sort des ouvriers urbains, qui sera assurée par contrat au moyen des concessions, et qui, loin de susciter la moindre difficulté au capital étranger, constitue un avantage pour lui, renforcera notre grosse industrie. Grâce à l'action économique, cela servira à améliorer le sort du prolétariat, à améliorer la situation de la classe qui détient le pouvoir d'Etat.

Il n'y a pas lieu de craindre que la petite agriculture et la petite industrie atteignent une envergure susceptible de mettre en danger notre grande industrie. Pour que l'industrie progresse, il faut que certains indices se manifestent.

Si la récolte est mauvaise cette année (je vous ai déjà signalé la brochure de Popov), si cette année la récolte est aussi mauvaise et nos disponibilités aussi maigres que l'année dernière, il ne pourra être question d'atténuer la crise et de développer la petite industrie : le retour aux rapports capitalistes n'est possible que si l'on obtient les excédents de l'industrie agricole. Ces excédents sont possibles, et c'est extrêmement important, car cela nous donnerait un avantage essentiel. La question de savoir qui y gagnera le plus, la petite ou la grosse production, dépend de la conjonction et de la combinaison de l'emploi de notre fonds et du progrès de notre marché, obtenu grâce à un accord avec le capitalisme, par le moyen des concessions, ce qui nous permettra d'accroître notre production agricole. Celui des deux qui utilisera au mieux ces moyens sera le gagnant. Je crois que si la classe ouvrière qui détient les branches clés de la grosse industrie, s'applique à développer les plus importantes, elle gagnera davantage que la petite industrie, bien que celle-ci s'accroisse davantage proportionnellement. Dans notre industrie textile, la situation semblait présenter, fin 1920, une amélioration incontestable, mais nous manquions de combustibles ; si nous en avions eu en quantité suffisante, nous aurions pu fabriquer jusqu'à 800 millions d'archines d'étoffes, et nous aurions pu échanger contre les produits agricoles des tissus de notre fabrication.

Mais la crise des combustibles a provoqué une chute gigantesque de la production. Bien qu'à l'heure actuelle, les achats du charbon à l'étranger s'effectuent, et que dans une semaine ou deux nous recevrons des bateaux char-

1

Первоначальный проект
резолюции X съезда РКП о единстве партии.

1. Съезд обращает внимание всех членов партии на то, что единство и сплоченность ее рядов, обеспечение полного доверия между членами партии и работы действительно братской, действительно всецело проникнутой единством воли авангарда пролетариата, является основным условием в настоящий момент, когда ряд оппозиционных настроений, колебаний в среде интеллигентских слоев вызван переходом от войны к мирному строительству.

2. Между тем ряд дискуссионных вопросов, выдвинутых дискуссией о профсоюзах, о платформе т. Шляпникова, о платформе т. Троцкого, фракционность группы т.т. Рязанова, Лутовинова и Сапронова, выразившаяся в создании ими параллельного ЦК, в выпуске ими своей платформы, в выступлении фракционными тезисами на Х-ю партконференцию, на одно-из партсовещаний в Москве (сентябрь 1920 г.) и затем, как со стороны группы т.т. Рязанова, Лутовинова, так и со стороны группы Шляпникова, Коллонтай, Медведева и со стороны группы Мясн. «Демократического Централизма»:

Необходимо, чтобы не сохранялось далее ни

Première page du manuscrit de V. Lénine
« Avant-projet de résolution du Xe Congrès
du Parti communiste de Russie
sur l'unité du parti ». — Mars 1921.

Réduction

gés de charbon, nous avons tout de même perdu plusieurs semaines et même plusieurs mois.

Toute amélioration dans la situation de la grosse industrie, la possibilité de mettre en service quelques grandes fabriques, consolide tellement la situation du prolétariat, qu'il n'y a pas lieu de craindre l'élément petit-bourgeois, même en progression. Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas de voir que la petite bourgeoisie et le petit capital s'accroissent. Ce qu'il faut craindre, c'est de voir trop durer l'extrême famine, la misère, la pénurie de vivres, qui entraînent d'ores et déjà l'affaiblissement total du prolétariat, qui le mettent dans l'impossibilité de s'opposer aux oscillations et au désespoir petit-bourgeois. Voilà qui est le plus terrible. Si nous augmentons la quantité des produits, nul développement de la petite bourgeoisie ne présentera de graves inconvénients, puisqu'il impulse la grosse industrie ; nous devons encourager la petite production agricole. Nous devons faire tout notre possible en ce sens. L'impôt est une de ces mesures modestes, mais irrécurables, propres à l'encourager et que nous devons absolument adopter. (Applaudissements.)

8

AVANT-PROJET DE RESOLUTION DU Xe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR L'UNITE DU PARTI [54]

1. Le congrès signale à tous les membres du parti que l'unité et la cohésion des rangs, la confiance totale entre ses membres et le travail réellement concerté, incarnant véritablement l'unité de volonté de l'avant-garde prolétarienne, sont particulièrement nécessaires à l'heure actuelle où un concours de circonstances accentue les flottements dans la population petite-bourgeoise.

2. Cependant, dès avant la discussion générale du parti sur les syndicats, on a vu se manifester dans le parti certains indices d'esprit fractionnel, c'est-à-dire des groupes présentant un programme particulier, tendant à se replier jusqu'à un certain point sur eux-mêmes et à créer leur propre discipline de groupe. Pareils indices d'esprit fractionnel se sont révélés, par exemple, à une conférence de l'organisation de Moscou (novembre 1920) et à Kharkov, tant au groupe dit de l'« Opposition ouvrière » que, partiellement, au groupe dit du « Centralisme démocratique ».

Il est nécessaire que tous les ouvriers conscients voient nettement ce qu'il y a de nuisible et d'inadmissible dans tout esprit fractionnel quel qu'il soit, car malgré le désir qu'ont les représentants de certains groupes de sauvegarder l'unité du parti, cette activité conduit en fait, inévitablement, à affaiblir la bonne entente dans le travail et à mul-

tiplier les tentatives d'accentuer la division et de l'exploiter en faveur de la contre-révolution, faites par les ennemis qui s'infiltrent dans le parti gouvernemental.

L'exploitation par les ennemis du prolétariat de toute déviation de la stricte ligne communiste a été illustrée, de la façon la plus saisissante sans doute, par l'émeute de Cronstadt, où la contre-révolution bourgeoise et les gardes blancs de tous les pays du monde se sont aussitôt montrés prêts à accepter même les mots d'ordre du régime soviétique, pourvu que fût renversée la dictature du prolétariat en Russie ; où les socialistes-révolutionnaires et, de façon générale, la contre-révolution bourgeoise, ont utilisé à Cronstadt les mots d'ordre d'insurrection, soi-disant au nom du pouvoir des Soviets, contre le gouvernement soviétique de Russie. De tels faits prouvent pleinement que les gardes blancs veulent et savent se camoufler en communistes, et même en communistes d'extrême gauche, à seule fin d'affaiblir et de renverser le rempart de la révolution prolétarienne en Russie. Les tracts menchéviks de Pétrograd, à la veille de l'émeute de Cronstadt, montrent de même comment les menchéviks ont mis à profit les divergences et certains germes de fractions à l'intérieur du Parti communiste de Russie pour inciter et soutenir dans la pratique les émeutiers de Cronstadt, les socialistes-révolutionnaires et les gardes blancs, en se faisant passer pour des adversaires d'émeutes et partisans du pouvoir soviétique, soi-disant à quelques petites réserves près.

3. La propagande à ce sujet doit, d'une part, expliquer à fond combien l'esprit fractionnel est nuisible et dangereux pour l'unité du parti et la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde prolétarienne, condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat ; d'autre part, elle doit expliquer le caractère spécifique des dernières manœuvres tactiques des ennemis du pouvoir des Soviets. Ces ennemis, convaincus désormais que la contre-révolution tentée ouvertement sous le drapeau des gardes blancs est condamnée, font tous leurs efforts pour se raccrocher aux divergences à l'intérieur du P.C.R. et ainsi pousser en avant la contre-révolution, de façon ou d'autre, en remettant le pouvoir au groupe politique qui semble le plus proche du pouvoir soviétique.

La propagande doit aussi mettre en lumière l'expérience des révolutions précédentes, où la contre-révolution appuyait l'opposition la plus voisine du parti révolutionnaire extrême, afin d'ébranler et de renverser la dictature révolutionnaire, frayant ainsi la voie à la victoire complète de la contre-révolution, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

4. Dans la lutte pratique contre les fractions, il faut que chaque organisation du parti s'applique rigoureusement à ne tolérer aucune action fractionnelle. La critique absolument nécessaire des défauts du parti doit être conçue de façon que toute proposition pratique soit soumise aussitôt, sous la forme la plus nette, sans paperasserie d'aucune sorte, à l'examen et à la décision des organismes dirigeants du parti, locaux et central. Tout critique doit en outre tenir compte, quant à la forme de son intervention, de la situation du parti, entouré d'ennemis ; quant au contenu, il doit par une participation directe à l'activité des Soviets et du parti, vérifier dans la pratique comment sont corrigées les erreurs du parti ou de certains de ses membres. Toute analyse de la ligne générale du parti ou de son expérience pratique, le contrôle de l'exécution des décisions, l'étude des méthodes de correction des erreurs, etc., ne doivent en aucune façon être soumis à l'examen préalable de groupes constitués autour d'un « programme » quelconque, etc., mais doivent être soumis uniquement à l'examen direct de tous les membres du parti. A cet effet, le congrès prescrit d'éditer de façon plus régulière le *Feuillet de discussion* [55] et les recueils spéciaux, en visant constamment à ce que la critique soit concrète, sans jamais revêtir des formes susceptibles d'aider les ennemis de classe du prolétariat.

5. Tout en condamnant en principe la déviation syndicaliste et anarchiste, déviation à laquelle une résolution spéciale a été consacrée, et chargeant le Comité central de supprimer entièrement tout esprit fractionnel, le congrès déclare que, sur les points qui ont particulièrement retenu l'attention, par exemple, du groupe dit de l'« opposition ouvrière », l'épuration du parti des éléments non prolétariens et peu sûrs, la lutte contre la bureaucratie, le progrès de la démocratie et de l'initiative

ouvrière, etc., les propositions constructives, quelles qu'elles soient, doivent être examinées avec le plus grand soin et soumises à l'épreuve dans le travail pratique. Le parti doit savoir que pour ces questions-là nous n'appliquons pas toutes les mesures nécessaires en raison des nombreux obstacles divers auxquels nous nous heurtons ; que, tout en repoussant sans défaillance la prétendue critique, peu sérieuse et fractionnelle, le parti poursuivra inlassablement, en appliquant de nouveaux procédés, sa lutte par tous les moyens contre la bureaucratie, pour élargir la démocratie, l'esprit d'initiative, pour dépister, démasquer et chasser les intrus du parti, etc.

6. Aussi, le congrès déclare dissous et ordonne de dissoudre immédiatement tous les groupes sans exception qui se sont constitués sur tel ou tel programme (groupes de l'« Opposition ouvrière », du « Centralisme démocratique », etc.). La non-exécution de cette décision du congrès doit entraîner sans faute l'exclusion immédiate du parti.

7. Afin de faire régner une discipline stricte à l'intérieur du parti et dans toute l'activité des Soviets, et afin d'obtenir le maximum d'unité en éliminant toute action fractionnelle, le congrès donne plein pouvoir au Comité central pour appliquer, au cas où la discipline serait violée et l'action fractionnelle reprise ou engagée, toutes les sanctions du parti jusques et y compris l'exclusion, et en ce qui concerne les membres du Comité central, leur rétrogradation dans les rangs des suppléants, voire même, à titre de mesure extrême, l'exclusion du parti. Pour appliquer cette mesure extrême aux membres du Comité central, aux membres suppléants du C.C. et aux membres de la Commission de contrôle, il faut que soit convoquée une assemblée plénière du Comité central, avec tous les suppléants du C.C. et tous les membres de la Commission de contrôle. Si l'assemblée générale des dirigeants les plus responsables du parti reconnaît, à la majorité de deux tiers des voix, la nécessité de rétrograder un membre du Comité central au rang de suppléant ou de l'exclure, cette mesure doit être exécutée sans délai.

Conforme au manuscrit

9

AVANT-PROJET DE RESOLUTION DU Xe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR LA DEVIATION SYNDICALISTE ET ANARCHISTE DANS NOTRE PARTI

1. Depuis quelques mois, une déviation syndicaliste et anarchiste s'est manifestement révélée dans les rangs du parti ; la lutte idéologique la plus résolue, l'épuration et l'assainissement du parti s'imposent.

2. Cette déviation a été provoquée d'une part par l'entrée au parti d'anciens menchéviks, ainsi que d'ouvriers et de paysans qui n'ont pas encore entièrement assimilé la doctrine communiste ; mais elle est due surtout à l'influence qu'exerce sur le prolétariat et le P.C.R. l'élément petit-bourgeois exceptionnellement puissant dans notre pays, qui donne inévitablement naissance à des oscillations vers l'anarchisme, surtout aux moments où la situation des masses s'est brutalement aggravée en raison de la mauvaise récolte et des conséquences d'une guerre extrêmement dévastatrice, où la démobilisation d'une armée de millions d'hommes jette sur le pavé des centaines et des centaines de milliers de paysans et d'ouvriers qui ne peuvent trouver aussitôt des moyens d'existence normaux.

3. L'expression la plus achevée, au point de vue théorique, et la plus nette de cette déviation (*autre formule* : une des expressions les plus achevées, etc., de cette déviation), ce sont les thèses et les autres écrits du groupe dit de l'« Opposition ouvrière ». La thèse suivante, par exemple, est suffisamment éloquente : « L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui éli-

sent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale de la République. »

Les idées qui inspirent cette déclaration et de nombreuses autres de même nature sont foncièrement erronées sur le plan théorique, sont en rupture totale avec le marxisme et le communisme, ainsi qu'avec les résultats de l'expérience pratique de toutes les révolutions semi-prolétariennes et de la révolution prolétarienne actuelle.

Premièrement, la notion de « producteur » englobe le prolétaire, le semi-prolétaire et le petit producteur de marchandises ; elle s'écarte radicalement de l'idée essentielle de la lutte de classe et du principe majeur exigeant une délimitation précise des classes.

Deuxièmement, miser sur les masses des sans-parti ou flirter avec elles, ce qu'implique la thèse ci-dessus, c'est s'écarter tout aussi fondamentalement du marxisme.

Le marxisme enseigne, — ce que confirment non seulement de façon formelle l'Internationale Communiste tout entière dans la résolution du IIe Congrès de l'I.C. (1920), sur le rôle du parti politique du prolétariat, mais aussi notre révolution dans la pratique, — que le parti politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le parti communiste est le seul capable de grouper, d'éduquer et d'organiser l'avant-garde du prolétariat et de toutes les masses laborieuses, qui est seule en mesure de s'opposer aux inévitables oscillations petites-bourgeoises de ces masses, aux inévitables traditions et récidives de l'étroitesse corporative ou des préjugés corporatifs dans le prolétariat, et de diriger toutes les activités unifiées de l'ensemble du prolétariat, c'est-à-dire le diriger politiquement et, par son intermédiaire, guider toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible.

La conception erronée du rôle du parti communiste dans ses rapports avec les prolétaires sans-parti, et, en ce qui concerne le premier et le deuxième facteur, avec toute la masse des travailleurs, est un écart théorique radical par rapport au communisme et une déviation vers le syndicalisme et l'anarchisme ; toutes les idées de l'« opposition ouvrière » sont imprégnées de cette déviation.

4. Le Xe Congrès du Parti communiste de Russie déclare considérer aussi comme foncièrement erronées toutes les

tentatives dudit groupe et d'autres personnes de défendre leurs conceptions fausses en invoquant le § 5 (partie économique) du programme du P.C.R. consacré au rôle des syndicats. Ce paragraphe indique que « les syndicats doivent parvenir à concentrer effectivement entre leurs mains toute la direction de toute l'économie nationale, considérée comme un ensemble économique unique », et qu'ils « assureront ainsi la liaison indissoluble entre la direction centralisée de l'Etat, l'économie nationale et les larges masses laborieuses », « en faisant participer » ces masses « à la gestion directe de l'économie ».

La condition préalable pour obtenir la situation à laquelle « doivent parvenir » les syndicats, le programme du Parti communiste de Russie l'indique dans le même paragraphe : « les syndicats s'affranchissent de plus en plus de l'étroitesse corporative » et englobent la majorité, « et peu à peu la totalité » des travailleurs.

Enfin, ce même paragraphe du programme souligne que, « conformément aux lois de la R.S.F.S.R. et à la pratique en vigueur, les syndicats sont membres de tous les organismes de gestion industrielle, tant locaux que centraux ».

Au lieu de tenir compte de l'expérience pratique de cette participation à la gestion, au lieu d'étendre cette expérience en stricte conformité avec les progrès réalisés et le redressement des erreurs, les syndicalistes et anarchistes formulent le mot d'ordre immédiat « d'un ou de plusieurs congrès de producteurs », « élisant » des organismes chargés de diriger l'économie nationale. Le rôle dirigeant, éducatif et organisateur du parti au sein des syndicats du prolétariat, et de ce dernier dans les masses laborieuses à demi petites-bourgeoises ou franchement petites-bourgeoises, est ainsi totalement éludé et éliminé ; au lieu de poursuivre et de corriger le travail pratique déjà amorcé par le pouvoir des Soviets en vue de créer de nouvelles formes d'économie, on aboutit à la destruction anarchiste petite-bourgeoise de ce travail, ce qui ne peut qu'amener le triomphe de la contre-révolution bourgeoise.

5. Le congrès du Parti communiste de Russie estime que les conceptions de ce groupe et des autres groupes et personnes de ce genre traduisent une erreur théorique et une attitude foncièrement erronée envers l'expérience d'é-

dification économique entreprise par le pouvoir des Soviets ; en outre, elles sont une erreur politique énorme et un danger politique direct pour l'existence même de la dictature du prolétariat.

Dans un pays comme la Russie, l'énorme prépondérance de l'élément petit-bourgeois et les séquelles inévitables de la guerre, ruine, appauvrissement, épidémies et disette, la misère extrême et la détresse du peuple, engendrent des oscillations nettement affirmées dans l'état d'esprit de la masse petite-bourgeoise et semi-prolétarienne. Ces oscillations tendent tantôt à renforcer l'union de ces masses avec le prolétariat, tantôt à restaurer la bourgeoisie ; l'expérience de toutes les révolutions des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles montre avec une clarté et une certitude absolues qu'au moindre relâchement de l'unité, de la force, de l'influence de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, ces oscillations ne peuvent aboutir à autre chose qu'à la restauration du pouvoir et de la propriété des capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

Aussi les idées de l'« opposition ouvrière » et des éléments analogues sont-elles fausses, non seulement du point de vue théorique, elles sont l'expression pratique des flottements petits-bourgeois et anarchistes ; elles affaiblissent pratiquement les fermes principes directeurs du Parti communiste et aident pratiquement les ennemis de classe de la révolution prolétarienne.

6. Etant donné ce qui précède, le congrès du P.C.R., rejette résolument ces idées qui traduisent une déviation syndicaliste et anarchiste, et juge indispensable :

1° D'engager contre elles une lutte idéologique, inlassable et méthodique ;

2° de reconnaître que la propagande de ces idées est incompatible avec l'appartenance au P.C.R.

Tout en chargeant le Comité central du parti d'appliquer de la façon la plus rigoureuse ses décisions, le congrès signale en même temps qu'on peut et on doit réserver une place dans les publications, recueils spéciaux, etc., à l'échange de vues le plus large entre les membres du parti, sur toutes les questions indiquées.

Conforme au manuscrit

10

RAPPORT SUR L'UNITE DU PARTI ET LA DEVIATION ANARCHO-SYNDICALISTE LE 16 MARS [56]

Camarades, il me semble qu'il serait superflu de s'arrêter longuement à cette question, puisque notre congrès a déjà examiné sur tous les points les sujets à propos desquels il faut maintenant se prononcer officiellement, au nom du congrès du parti, donc au nom de tout le parti. En ce qui concerne la résolution « sur l'unité », elle présente dans sa majeure partie une caractéristique de la situation politique. Vous avez évidemment tous lu le texte imprimé de cette résolution qui vous a été remis. Le point sept qui institue une mesure exceptionnelle ne sera pas publié : le droit d'exclure du Comité central, à la majorité des deux tiers de l'assemblée générale, des membres du Comité central, des suppléants et des membres de la Commission centrale de contrôle. Cette mesure a été discutée à maintes reprises dans les conférences particulières où se sont prononcés les représentants de tous les courants. Espérons, camarades, qu'il n'y aura pas lieu de l'appliquer, mais elle est indispensable dans la situation nouvelle qui est la nôtre, au moment où va s'opérer un tournant assez brusque, où nous voulons effacer les traces de division.

Je passe à la résolution sur les déviations syndicalistes et anarchistes. C'est la question qui a fait l'objet du point quatre de l'ordre du jour au congrès. Toute la résolution est axée sur la définition de notre attitude à l'égard de certains courants ou déviations de pensée. En disant

« déviations » nous soulignons que nous n'y voyons encore rien de définitivement constitué, rien d'absolu et d'entièrement défini, mais seulement le début d'une orientation politique que le parti ne peut s'abstenir de juger. Au point trois de la résolution sur la déviation syndicaliste et anarchiste, que vous possédez probablement tous, il y a apparemment une coquille (comme le montrent les remarques, elle a été relevée). Il faut lire : « La thèse suivante (c'est-à-dire celle de l'« opposition ouvrière »), par exemple, est suffisamment éloquente : « L'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie, groupés en syndicats de production qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale de la République. » Nous en avons déjà parlé plus d'une fois, tant aux conférences particulières qu'aux séances plénières du congrès. Il me semble que nous avons déjà établi qu'on ne peut en aucun cas défendre ce point en se référant à ce qu'Engels dit de l'association des producteurs car il est absolument évident, et une note précise l'indique à cet endroit, qu'Engels évoque la société communiste où il n'y aura pas de classes. Pour nous tous, c'est indiscutable. Quand il n'y aura pas de classes dans la société, il ne restera plus que des producteurs-travailleurs, il n'y aura pas d'ouvriers et de paysans. Et nous savons parfaitement que dans toutes leurs œuvres, Marx et Engels distinguent de la façon la plus nette l'époque où les classes existent encore de celles où elles n'existeront plus. Les pensées, discours et hypothèses envisageant la disparition des classes avant le communisme ont été raillés sans merci par Marx et Engels qui disaient que seul le communisme marque la disparition des classes [57].

Notre situation est désormais la suivante : nous sommes les premiers à avoir posé dans la pratique la question de la disparition des classes, et nous sommes restés maintenant dans un pays paysan avec deux classes principales : la classe ouvrière et la paysannerie. Il existe à côté d'elles des groupes entiers de résidus et survivances du capitalisme.

Notre programme dit nettement que nous faisons les premiers pas, que nous aurons à franchir toute une série d'étapes transitoires. Mais les activités de nos Soviets et toute l'histoire de la révolution nous ont montré cons-

tamment et de la manière la plus évidente qu'on a tort de donner des définitions théoriques comme celles que présente, en l'occurrence, l'opposition. Nous savons parfaitement que les classes subsistent et subsisteront longtemps encore chez nous, que dans un pays à prédominance paysanne, elles existeront inévitablement de nombreuses années. Le délai minimum dans lequel on pourrait mettre sur pied une grande industrie capable de créer un fonds pour se soumettre l'agriculture, est évalué à dix ans. Ce délai est un minimum dans des conditions techniques exceptionnellement favorables. Or, nous savons que nos conditions sont exceptionnellement défavorables. Le plan d'édification de la Russie sur la base d'une grande industrie moderne nous l'avons, c'est le plan d'électrification mis au point par des savants. Le délai minimum y est évalué à dix ans, mais il suppose des conditions tant soit peu proches de conditions normales. Nous savons parfaitement qu'elles n'existent pas. Cela signifie que dix ans sont pour nous un délai très court ; il est superflu d'en parler. Nous voici au cœur du problème : une situation où demeurent des classes hostiles au prolétariat est possible ; aussi, ne pouvons-nous pas, actuellement, créer dans la pratique ce dont parle Engels. Il y aura la dictature du prolétariat. Ensuite, il y aura une société sans classes.

Ainsi, une situation où demeurent des classes hostiles au prolétariat est possible. Ensuite, il y aura une société sans classes. Marx et Engels ont combattu sans merci ceux qui oubliaient la distinction des classes, qui parlaient des producteurs, du peuple ou des travailleurs en général. Qui connaît tant soit peu les œuvres de Marx et d'Engels ne saurait oublier que partout ils raillent ceux qui parlent des producteurs, du peuple, des travailleurs en général. Il n'y a pas de travailleurs en général, ou de gens travaillant en général, mais il y a, soit un petit patron possédant des moyens de production, dont toute la mentalité et toutes les habitudes sont capitalistes, et ne peuvent être autres, soit l'ouvrier salarié, à la mentalité toute différente, l'ouvrier salarié de la grande industrie, en antagonisme, en contradiction, en lutte contre les capitalistes.

Si nous avons abordé cette question après trois ans de lutte, après avoir mis à l'épreuve le pouvoir politique

du prolétariat, alors que nous connaissons les immenses difficultés qui existent dans les rapports entre classes, alors que ces classes subsistent et que des survivances du régime bourgeois s'observent tout au long de notre vie, dans les administrations soviétiques, c'est que, dans ces conditions, l'apparition d'un programme contenant les thèses dont je vous ai donné lecture constitue une déviation anarcho-syndicaliste manifeste et évidente. Ces paroles ne sont pas démesurées, elles sont mûrement réfléchies. La déviation n'est pas encore un courant achevé. Une déviation peut être corrigée. Certains se sont un peu égarés ou commencent à s'égarer, mais on peut encore les remettre sur la bonne voie. C'est ce qu'exprime, à mon avis, le mot russe de « déviation ». Il souligne qu'il n'y a là rien encore de définitif, que l'erreur est aisée à rectifier, il exprime le désir de mettre en garde, de poser le problème dans toute son ampleur et sur le plan des principes. Si quelqu'un trouve un mot russe exprimant mieux cette idée, qu'il le propose ! J'espère que nous n'allons pas nous disputer sur des mots mais que nous examinerons cette thèse à fond, en tant qu'essentielle, pour éviter la multitude d'idées du même genre si abondantes dans le groupe de « l'opposition ouvrière ». Nous laisserons à nos publicistes et aussi aux dirigeants de ce courant le soin d'en débattre car, à la fin de la résolution, nous disons expressément qu'on peut et qu'on doit accorder une place dans les publications et recueils spéciaux à un échange de vues plus circonstancié entre les membres du parti sur tous les problèmes indiqués. Nous n'avons guère envie d'ajourner cette question. Nous sommes un parti qui lutte au milieu de graves difficultés. Nous devons nous dire que pour que l'unité soit solide, il faut qu'une déviation déterminée soit condamnée. Puisqu'elle est ébauchée, il faut la mettre en évidence et en discuter. Mais s'il faut une discussion circonstanciée nous l'accueillions à bras ouverts, nous trouverons des gens qui citeront tous les textes voulus ; s'il le faut, et si c'est opportun, nous poserons aussi ce problème à l'échelle internationale, car vous en avez entendu parler à l'instant, dans le rapport du représentant de l'Internationale Communiste, et vous connaissez tous l'existence d'une certaine déviation gauchiste dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire international.

La déviation qui nous occupe actuellement est la même que la déviation anarchiste du Parti ouvrier communiste allemand, contre lequel la lutte s'est manifestée nettement au précédent congrès de l'Internationale Communiste [58]. Les termes employés pour la qualifier ont souvent été plus violents que celui de « déviation ». Vous savez que c'est là une question internationale. C'est pourquoi il ne serait pas juste de clore le débat en disant : ne discutez plus et c'est tout. Mais la discussion théorique est une chose, et la ligne politique du parti, la lutte politique, en est une autre. Nous ne sommes pas un club de discussion. Nous pouvons, certes, éditer des recueils, des publications spéciales, et nous le ferons, mais nous devons avant tout lutter dans des conditions extrêmement difficiles, c'est pourquoi nous devons former un tout uni. Si dans ces conditions des propositions comme celle d'organiser un « Congrès des producteurs de Russie » interviennent au cours d'une discussion politique, de la lutte politique, nous ne pourrons alors agir à l'unisson, en rangs serrés ; ce n'est pas là la politique que nous nous sommes fixée pour plusieurs années. C'est une politique qui compromettrait le travail concerté du parti ; non seulement elle est erronée du point de vue théorique, mais elle l'est également du fait qu'elle donne une définition inexacte des rapports entre les classes, principe fondamental et majeur sans lequel il n'est pas de marxisme, et à propos duquel le IIe Congrès de l'Internationale Communiste a adopté une résolution. A l'heure actuelle, l'élément sans-parti cède aux hésitations petites-bourgeoises inévitables dans l'état économique actuel de la Russie. Nous ne devons pas oublier que le danger intérieur est, à certains égards, plus grand que celui de Dénikine et de Ioudénitch, et que nous devons faire preuve d'une cohésion non seulement formelle, mais beaucoup plus profonde. Pour assurer cette cohésion, nous ne pouvons nous passer d'une résolution de ce genre.

Ensuite, je considère comme très important le paragraphe quatre de cette résolution, qui fournit l'interprétation de notre programme, l'interprétation authentique, celle qui émane de l'auteur. L'auteur, c'est le congrès, et c'est pourquoi le congrès doit donner une interprétation pour mettre fin aux flottements et parfois même au jeu auquel

on se livre avec notre programme qui aurait, paraît-il, sur les syndicats la position que certains auraient aimé y voir. Vous avez entendu le camarade Riazanov critiquer le programme du haut de cette tribune ; félicitons l'auteur de cette critique de ses recherches théoriques ! Vous avez entendu celle du camarade Chliapnikov. On ne peut passer cela sous silence. Il me semble qu'ici, dans cette résolution, nous avons ce qu'il nous faut actuellement. Au nom du congrès qui ratifie le programme et qui est l'organisme suprême du parti, il faut dire : voilà comment nous comprenons ce programme. Je répète que cela ne coupe pas court aux débats théoriques. On peut proposer des modifications au programme, ce n'est nullement interdit. Nous ne considérons pas ce document excellent au point de n'y rien pouvoir changer, mais à l'heure actuelle nous n'avons pas de propositions formelles, nous n'avons pas consacré du temps à l'examen de cette question. La lecture attentive de ce programme nous signale le passage suivant : « Les syndicats doivent parvenir à concentrer effectivement, etc. » ; soulignons-le : « doivent parvenir à concentrer effectivement ». Et plus haut, nous lisons que « conformément à la loi, les syndicats sont membres de tous les organismes locaux et centraux de gestion de la production ». Nous savons que la production capitaliste, avec le concours de tous les pays avancés du monde, a mis des dizaines d'années à s'édifier. Serions-nous déjà retombés en enfance pour croire que, à un moment d'extrême misère et d'immense appauvrissement, dans un pays où les ouvriers sont en minorité, dans un pays dont l'avant-garde prolétarienne est exténuée, exsangue, et où les paysans constituent la masse, nous puissions si rapidement achever ce processus ? Nous n'avons même pas encore posé les fondements, nous avons à peine commencé à envisager, sur la base de notre expérience, comment gérer la production avec la participation des syndicats. Nous savons que l'obstacle principal, c'est la misère. Il n'est pas exact que nous n'attirons pas les masses ; au contraire, tout don quelque peu apparent, toute aptitude aussi minime soit-elle, rencontrée dans la masse ouvrière, bénéficie du soutien le plus sincère. Il faut seulement que la situation s'améliore un tout petit peu. Nous avons besoin d'un an ou deux au moins de répit, à l'abri de la faim. Du

point de vue de l'histoire, c'est insignifiant, mais dans nos conditions, c'est long. Une année ou deux de répit à l'abri de la faim, une année ou deux d'approvisionnement normal en combustible pour que les fabriques fonctionnent, et la classe ouvrière nous soutiendra cent fois plus ; un nombre nettement supérieur de travailleurs doués en sortiront. Nul n'en doute, nul n'en peut douter. Actuellement, si nous n'obtenons pas ce soutien, ce n'est pas parce que nous ne le voulons pas. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour l'obtenir. Nul ne pourra dire que le gouvernement, les syndicats, le Comité central du parti ont laissé échapper la moindre possibilité ; mais nous savons que la misère est atroce, que partout la famine et l'indigence règnent, et que bien souvent la passivité naît sur ce terrain. Ne craignons pas d'appeler par leur nom le mal et le malheur. Voilà ce qui freine la montée de l'énergie des masses. Dans une telle situation, quand les statistiques nous apprennent que 60 % d'ouvriers siègent dans les directions, il est absolument impossible d'essayer d'interpréter ces termes du programme « les syndicats doivent parvenir à concentrer effectivement », etc., comme l'a fait Chliapnikov.

L'interprétation authentique du programme nous permettra d'allier la cohésion tactique et l'unité indispensables à l'indispensable liberté de discussion, comme le souligne la fin de la résolution. A quoi se ramène la résolution ? Lisons le point six :

« Etant donné ce qui précède, le congrès du P.C.R. rejette résolument ces idées qui traduisent une déviation syndicaliste et anarchiste, et juge indispensable : 1°—d'engager contre elles une lutte inlassable et méthodique ; 2° — de reconnaître que la propagande de ces idées est incompatible avec l'appartenance au P.C.R.

Tout en chargeant le Comité central du parti d'appliquer de la façon la plus rigoureuse ces décisions, le congrès signale en même temps qu'on peut et on doit réserver une place dans les publications, recueils spéciaux, etc., à l'échange de vues le plus large entre les membres du parti, sur toutes les questions indiquées. »

Ne voyez-vous donc pas, vous les agitateurs et propagandistes, sous une forme ou sous une autre, ne voyez-vous

pas la différence entre la propagande d'idées au sein d'un parti menant une lutte politique, et l'échange d'opinions dans des publications et des recueils spéciaux ? Je suis sûr que toute personne désireuse d'approfondir cette résolution voit cette différence. Et nous espérons qu'au Comité central, où nous admettons des partisans de cette déviation, ces derniers auront à l'égard de la décision du congrès l'attitude qui convient à tout militant conscient et discipliné ; nous espérons qu'avec leur aide nous déterminerons au Comité central cette limite sans créer une situation particulière ; nous tirerons au clair ce qui se passe au sein du parti : propagande d'idées à l'intérieur d'un parti menant une lutte politique, ou bien échange d'opinions dans des publications et recueils spéciaux. Si quelqu'un se plaît à étudier méticuleusement les citations d'Engels, qu'il le fasse à sa guise ! Il y a des théoriciens qui donneront toujours au parti un conseil utile. C'est nécessaire. Nous éditerons deux ou trois grands recueils : c'est utile et absolument nécessaire. Mais cela ressemble-t-il à une lutte de programmes, peut-on confondre ces choses ? Tous ceux qui veulent examiner de près notre situation politique ne confondront pas ces deux choses.

Ne freinons pas notre travail politique, surtout à un moment difficile, mais n'abandonnons pas les études scientifiques. Si le camarade Chliapnikov, pour ne citer que lui, veut compléter le premier volume qu'il a récemment consacré à son expérience révolutionnaire du temps de la clandestinité, en utilisant ses loisirs de prochains mois à en rédiger un second où il analysera la notion de « producteur », qu'il agisse à sa guise ! Quant à la présente résolution, elle nous servira de jalon. Nous avons ouvert la discussion la plus large, la plus libre. Le programme de l'« opposition ouvrière » a été publié dans l'organe central du parti à 250 000 exemplaires. Nous l'avons soupesé sous tous ses aspects, de toutes les manières, nous avons voté sur la base de ce programme, nous avons enfin réuni le congrès qui fait le bilan de la discussion politique et dit : la déviation s'est affirmée, nous ne jouerons pas à cache-cache, disons-le franchement, une déviation est une déviation, il faut la corriger ; corrigeons-la et que la discussion soit une discussion théorique.

Voilà pourquoi je renouvelle et soutiens la proposition visant à adopter ces deux résolutions, à renforcer l'unité du parti et à donner une définition juste de l'objectif que doivent se poser les réunions du parti, et de ce à quoi les marxistes, les communistes, ceux qui veulent aider le parti, sont libres de consacrer leurs heures de loisirs. (Applaudissements.)

11

CONCLUSION DU RAPPORT SUR L'UNITE DU PARTI ET LA DEVIATION ANARCHO-SYNDICALISTE LE 16 MARS

Camarades, nous avons entendu ici des expressions d'une violence inouïe dont la plus violente a été, semble-t-il, de traiter notre résolution de calomnieuse. Mais il y a de ces écarts de langage qui se trahissent eux-mêmes. Vous avez la résolution. Vous savez que nous avons admis au Comité central deux représentants de l'« opposition ouvrière », que nous nous sommes servis du terme de « déviation ». J'en souligne le sens. Ni Chliapnikov ni Medvédev n'en avaient proposé d'autre. Nous avons critiqué ici les thèses qui avaient été critiquées aussi par les représentants de toutes nuances. Comment peut-on ensuite parler de calomnie ? Si nous avions attribué à certains des propos qui auraient été démentis par les faits, ce terme violent aurait eu un sens. Il n'est à présent que l'expression d'une certaine irritation. Ce n'est pas une objection sérieuse !

J'aborderai maintenant les questions qui ont été soulevées ici. On a dit que le groupe du « centralisme démocratique » avait été victime d'une injustice. Vous avez suivi l'évolution de l'accord entre les groupes et l'échange d'opinions pour les élections au Comité central, évoqué ici par les représentants du « centralisme démocratique ». Vous savez que depuis la conférence privée où le groupe de l'« opposition ouvrière » assistait au grand complet avec plusieurs camarades de premier plan, représentant toutes les nuances, je suis moi-même, par exemple, intervenu en

disant que les membres de l'« opposition ouvrière » et du « centralisme démocratique» étaient désirables au Comité central. Nul ne l'a nié à la conférence où étaient présents tous les camarades de l'« opposition ouvrière » et les représentants de toutes nuances. Il est donc tout à fait évident que si, finalement, le groupe du « centralisme démocratique » nous a donné un suppléant au Comité central au lieu d'un membre, cela a été le résultat d'un long échange d'opinions, de l'accord des groupes entre eux. Voir là de la méfiance ou une injustice à l'égard du « centralisme démocratique », c'est tout simplement nous chercher noise. Nous avons fait au Comité central tout notre possible pour souligner notre désir de justice. C'est là un fait qu'on ne saurait effacer. Et conclure à l'injustice, c'est nous chercher noise ! Ou bien, par exemple, un camarade du « centralisme démocratique » prétendait que le § 7 de la résolution était inutile : le C.C. en aurait le droit sans cela. Nous proposons de ne pas publier le § 7 car nous espérons ne pas en avoir besoin : c'est une mesure extrême. Mais lorsque le camarade du « centralisme démocratique » dit : « Les statuts vous en confèrent le droit », il ignore les statuts, il ignore les principes du centralisme démocratique, il ignore les principes du centralisme tout court. Que le C.C., élu au congrès, ait le droit de prononcer une exclusion du C.C., aucune démocratie, aucun centralisme ne l'admettra jamais. (U n e v o ix : « Par l'intermédiaire du parti. ») Surtout par l'intermédiaire du parti. Le C.C. est élu par le congrès qui lui exprime ainsi sa plus haute confiance, lui confie la direction. Et que le C.C. ait un tel droit vis-à-vis d'un de ses membres, jamais et nulle part notre parti n'a rien toléré de pareil. C'est une mesure extrême qui est adoptée exceptionnellement quand on a conscience d'une situation dangereuse. On réunit une assemblée exceptionnelle du C.C. avec les suppléants et la Commission de contrôle, avec un droit de vote égal. Jamais n'ont figuré dans nos statuts une telle institution, une telle assemblée plénière de 47 membres, jamais nous n'y avons eu recours. C'est pourquoi je répète que les camarades du « centralisme démocratique » ne connaissent ni les statuts, ni les principes du centralisme démocratique, ni le centralisme tout court. C'est une mesure extrême. J'espère que nous ne l'appliquerons pas. Elle montre

seulement que le parti a recours à ce dont vous avez entendu parler en cas de divergences susceptibles, par un de leurs aspects, de provoquer la scission. Nous ne sommes pas des enfants, nous avons connu des temps difficiles, nous avons connu et subi des scissions, nous savons combien elles sont dures et nous ne craignons pas d'appeler le danger par son nom.

Y a-t-il eu aux congrès passés, même au plus fort des divergences, des situations proches par un de leurs aspects de la scission ? Non. Y en a-t-il à présent ? Oui. Tout cela a été maintes fois indiqué. Ce sont ces divergences, je pense, que l'on peut combattre.

Ensuite, on dit qu'on n'obtient pas l'unité au moyen de résolutions de ce genre, que, conformément à la résolution, la critique devrait obligatoirement se faire par l'intermédiaire des Comités de province du parti, qu'une certaine suspicion frapperait les camarades de l'« opposition ouvrière », ce qui rendrait difficile leur présence au Comité central. Tout cela est absolument faux ! Dès le début, j'ai indiqué pourquoi le terme de « déviation » avait été choisi. Si ce terme ne vous plaît pas, retournez cette résolution, après l'avoir adoptée comme base, au présidium où elle sera éventuellement atténuée. Si nous trouvons un mot moins fort, je proposerais de le mettre à la place de « déviation » et d'atténuer certains autres passages. Nous n'aurons rien à objecter. Certes, ce n'est pas le moment ici de s'absorber dans ces détails. Retournez la résolution au présidium pour qu'il la remanie, l'atténue. Il n'est pas question de l'accentuer, je n'objecterai rien sur ce point. Mais dire que cette résolution dresse une fraction du parti contre l'autre est encore un coup inexact.

Je ne connais pas les camarades de l'« opposition ouvrière » de Samara, je n'y ai jamais été, mais je suis sûr que si un membre du Comité central, quelle que soit sa nuance, ou un membre du congrès, de n'importe quelle tendance, excepté l'« opposition ouvrière », entreprenait de démontrer à la réunion de l'organisation de Samara que la résolution n'incite pas à la discorde, mais invite à l'unité, il saurait y parvenir. Ceux qui emploient une expression comme « inciter à la discorde » oublient le point n° 5 de la résolution sur l'unité qui reconnaît les mérites de

l'« opposition ouvrière ». N'est-ce pas côte à côte ? D'une part, « présentent une déviation », et d'autre part, lisez le paragraphe 5 : « Le congrès déclare en même temps que sur les points qui ont particulièrement retenu l'attention, par exemple du groupe dit de l'« opposition ouvrière », l'épuration du parti des éléments non prolétariens et peu sûrs, la lutte contre la bureaucratie, le progrès de la démocratie et de l'initiative ouvrière, etc... toutes les propositions constructives, quelles qu'elles soient, doivent être examinées avec le plus grand soin », etc. Est-ce là inciter à la discorde ? C'est reconnaître des mérites. Nous disons : d'une part, vous avez révélé, au cours de la discussion, une déviation qui présente un danger politique ; même la résolution du camarade Medvédev le reconnaît en d'autres termes ; ensuite, on dit : quant à la lutte contre la bureaucratie, nous sommes d'accord, nous ne faisons pas encore tout ce qui est possible. C'est là reconnaître les mérites et nullement inciter à la discorde !

Lorsque le Comité central admet un camarade de l'« opposition ouvrière », il lui marque sa confiance fraternelle. Après cela, lorsqu'un militant se rendra à une réunion, non attisée par la lutte fractionnelle, l'assemblée déclarera qu'on n'incite pas à la discorde, mais que c'est une marque de confiance fraternelle. Quant à la mesure extrême, elle ne concerne que l'avenir, nous ne l'appliquons pas pour le moment, nous faisons preuve d'une confiance fraternelle. Si vous trouvez que nous avons tort du point de vue théorique, il est possible de publier des dizaines de recueils, et s'il y a des jeunes camarades, par exemple de l'organisation de Samara, qui ont à dire quelque chose de nouveau à ce sujet, parlez, je vous en prie, camarades de Samara. Nous publierons plusieurs de vos articles. Il n'est pas un seul être qui ne saisisse la différence entre ce qui se dit à un congrès, et ce qui se lance au dehors. En examinant le texte authentique de la résolution, vous vous rendrez compte qu'elle contient une indication théorique de principe, qu'elle n'a rien d'offensant, qu'en plus elle reconnaît les mérites dans la lutte contre la bureaucratie, exprime le désir d'être secondé. En outre, des représentants de ce groupe sont admis au Comité central, ce qui constitue une marque d'insigne confiance, la plus grande que

le parti puisse témoigner. Aussi, camarades, je vous propose d'adopter les deux résolutions, de les adopter par un vote nominal, de les retourner ensuite au présidium qui les mettra au point et atténuera la formulation, et puisque le camarade Chliapnikov est au présidium, il trouvera peut-être une expression plus appropriée que le mot de « déviation ».

Quant à la demande de démission, je propose d'adopter la résolution suivante : « Le congrès engage tous les membres du groupe dissous de l'« opposition ouvrière » à se soumettre à la discipline du parti, à rester aux postes qui leur sont confiés ; il n'accepte pas la démission du camarade Chliapnikov ni aucune autre démission. »

12

REMARQUES SUR L'AMENDEMENT DE RIAZANOV A LA RESOLUTION SUR L'UNITE DU PARTI LE 16 MARS

Je pense que malheureusement le souhait du camarade Riazanov est irréalisable. Nous ne pouvons pas priver le parti et les membres du C.C. du droit d'en appeler au parti si une question fondamentale suscite des divergences. Je ne vois pas comment nous le pourrions ! Le présent congrès ne peut pas poser de conditions pour les élections au prochain congrès : et s'il se posait une question comme, par exemple, la conclusion de la paix de Brest-Litovsk ? Certifiez-vous que de telles questions ne peuvent pas se poser ? On ne saurait le certifier. Il se peut qu'il faille alors voter d'après des programmes. (R i a z a n o v : « Sur une seule question ? ») Naturellement. Mais votre résolution affirme : pas d'élections d'après des programmes. Je pense que nous ne sommes pas en état de l'interdire. Si notre résolution sur l'unité et aussi, bien sûr, le cours de la révolution, nous unissent, les élections d'après des programmes ne se reproduiront pas. La leçon que nous avons reçue à ce congrès ne sera pas oubliée. Mais si les circonstances suscitent des divergences fondamentales, peut-on interdire qu'elles soient portées au jugement de tout le parti ? Non ! C'est un souhait excessif, irréalisable, et que je propose de rejeter [59].

13

DISCOURS SUR LA QUESTION DU COMBUSTIBLE LE 16 MARS

Permettez-moi de proposer que la question du combustible soit reportée en commission. Il est certain que la crise du combustible est une des questions principales, sinon la principale, de toute notre édification économique. Mais je me demande si le rapport et le co-rapport — le premier, exposant le point de vue du présidium du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, qui sera fait par le camarade Rykov, et le second exposant la critique de cette politique, le point de vue du camarade Larine, — je me demande s'ils nous permettront de prendre une décision définitive sur un problème aussi complexe sans le reporter en commission, sans étudier les documents qui situeront le fond du problème : lacunes de l'appareil, gabegie, crimes, ou bien faiblesses de l'exploitation paysanne, pénurie de chevaux, sans lesquels le transport du bois est impossible ? Je me demande si nous pouvons prendre une décision sans une commission, et j'affirme que non. C'est pourquoi il serait beaucoup plus pratique d'élire une commission élargie, où prédomineront les camarades des localités, qui non seulement connaissent sur le plan théorique la question du combustible, et notamment du bois, mais encore ont travaillé dans ce domaine et le connaissent grâce à leur propre expérience pratique. Cette commission ne se contentera pas d'écouter les rapporteurs, mais convoquera tout un groupe de personnes, et vérifiera sur

pièces les déclarations du rapporteur et du co-rapporteur. Ensuite, cette commission fera un rapport au C.C. sur la base duquel le C.C. devra prendre un certain nombre de décisions importantes dans ce domaine. Cette procédure nous donnera des résultats plus fructueux et utiles que des discussions au congrès, susceptibles de nous retenir une journée entière, et à l'issue desquelles nous finirons, de toute façon, par confier la question à une commission.

14

PROPOSITION SUR LA QUESTION DU COMBUSTIBLE LE 16 MARS

Je propose de charger le Glavleskom * d'organiser immédiatement une conférence avec le concours de congressistes qui ont une connaissance pratique de l'activité des services du combustible et du bois, en vue de mettre au point sans tarder, des mesures urgentes, notamment pour le flottage du bois.

* Comité général du Bois. (*N. R.*)

15

DISCOURS DE CLOTURE
LE 16 MARS

Camarades, nous venons d'achever les travaux de notre congrès qui s'est réuni à un moment extrêmement important pour les destinées de notre révolution. La poursuite de la guerre civile, après tant d'années de guerre impérialiste, a tellement meurtri, désemparé le pays, qu'une fois la guerre civile terminée, son renouveau s'effectue dans des conditions incroyablement difficiles. Voilà pourquoi nous ne pouvons être surpris de voir des éléments de décomposition ou de désagrégation, les éléments petits-bourgeois et anarchistes, relever la tête. Car l'une des causes essentielles de ce phénomène, ce sont la misère et la détresse, aggravées à un point extrême, inouï, jamais vu, qui accablent aujourd'hui des dizaines et des centaines de milliers d'hommes et peut-être davantage, qui ne voient pas d'issue à leur dure situation. Mais, camarades, nous savons que le pays a traversé des moments beaucoup plus difficiles. Sans nullement fermer les yeux sur le danger, sans tomber le moins du monde dans un quelconque optimisme, tout en nous disant franchement à nous-mêmes et à nos camarades que le danger est grand, nous comptons en même temps, de façon ferme et assurée, sur la cohésion de l'avant-garde prolétarienne. Nous savons qu'il n'existe pas en dehors du prolétariat conscient d'autre force susceptible de grouper des millions de petits cultivateurs disséminés, qui, partout, sont lourdement accablés, qu'il n'existe pas d'autre force capable de les grouper économiquement et politiquement contre les exploiteurs. Nous avons la certitude

que cette force est sortie suffisamment aguerrie de l'expérience de la lutte, de la rude expérience de la révolution, pour faire face aux dures épreuves ainsi qu'aux difficultés nouvelles.

Camarades, outre les résolutions adoptées dans cet esprit, celle arrêtée par le congrès et qui définit notre attitude à l'égard de la paysannerie, revêt une importance exceptionnelle. Nous envisageons ici de la manière la plus lucide les rapports de classe, et nous ne craignons pas de reconnaître ouvertement que nous sommes en présence d'une tâche extrêmement ardue, qui consiste à établir convenablement les relations entre le prolétariat et la paysannerie prédominante, à un moment où nous ne pouvons pas entretenir de rapports normaux. Les rapports seraient normaux si le prolétariat détenait la grosse industrie avec sa production, et non seulement donnait satisfaction entière aux paysans, mais aussi pouvait, en leur fournissant des moyens d'existence, améliorer leur situation au point de rendre évidente et palpable la différence en comparaison de régime capitaliste. Seuls des rapports de cette nature seraient normaux. C'est cela, et cela seulement, qui constituera la base de la société socialiste normale. A l'heure actuelle, nous ne pouvons le faire, accablés que nous sommes par la ruine, le besoin, la misère et la détresse. Cependant, pour venir plus aisément à bout de cet héritage maudit, malgré les rapports qui se sont établis au cours d'une guerre atroce, nous réagissons d'une manière déterminée. Nous ne dissimulerons pas que les paysans ont des raisons fort profondes d'être mécontents. Nous pousserons plus loin nos explications, et nous dirons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour abolir cet état de choses, pour tenir mieux compte des conditions d'existence du petit exploitant.

Nous devons faire tout ce qu'il faut pour améliorer l'existence de ce petit exploitant, pour donner davantage au petit cultivateur, pour lui assurer les conditions propres à renforcer son exploitation. Que cette mesure développe des tendances hostiles au communisme, ce qui se produira à coup sûr, nous ne le craignons pas.

C'est, camarades, dans cet esprit d'évaluation lucide de ces rapports, prêts à réviser notre politique, que nous

devons même la modifier, car nous avons, pour la première fois dans l'histoire, entrepris de jeter, en l'espace de quelques années, les bases d'une société socialiste, les bases d'un Etat prolétarien. Je pense que dans ce sens les résultats de notre congrès seront d'autant plus féconds que, sur ce problème essentiel, nous avons su réaliser l'unité absolue dès le début. Il y avait deux problèmes majeurs à résoudre d'un commun accord, il n'y a pas eu chez nous de divergences à propos des rapports entre l'avant-garde du prolétariat et sa masse, ni touchant les rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Sur ce plan, notre unité a été plus grande que jamais, bien que notre décision soit intervenue dans des conditions politiques extrêmement dures.

Permettez-moi maintenant de passer à deux points que je vous prie de ne pas consigner. Le premier, c'est la question des concessions de Bakou et de Grozny. Elle n'a été qu'effleurée incidemment à ce congrès. Je n'ai pas pu assister à cette séance, mais on m'a dit qu'un certain nombre des camarades avaient gardé un sentiment de mécontentement ou de méfiance. Je pense qu'il ne doit pas subsister de raisons à cela. Le C.C. a étudié à fond la question des concessions de Grozny et de Bakou. Plusieurs commissions spéciales ont été créées, on a exigé des rapports spéciaux des services intéressés. Il y a eu des désaccords, il y a eu plusieurs votes, mais après le dernier, aucun groupe de membres ni aucun membre du C.C. n'a désiré user du droit incontesté de faire appel au congrès. Je pense que le nouveau C.C. a entièrement le droit, formel et pratique, de résoudre cet important problème en se référant à la décision du congrès. Sans les concessions, nous ne pouvons pas compter sur l'aide technique de l'équipement capitaliste moderne. Sans lui, il nous est impossible de mettre sur pied convenablement notre grosse production dans des domaines tels que l'extraction du pétrole, qui revêt une importance exceptionnelle pour toute l'économie mondiale. Nous n'avons pas encore conclu un seul accord, mais nous ferons tout dans ce but. Vous avez lu dans les journaux qu'on inaugurait le pipe-line Bakou-Tiflis ? Bientôt vous apprendrez qu'un pipe-line semblable dessert Batoum. Ils nous donneront accès au marché mondial. Notre tâche con-

siste à améliorer notre situation économique, à renforcer l'équipement technique de notre république, à accroître la quantité des produits alimentaires et des articles d'usage courant destinés à nos ouvriers. Sous ce rapport, toute amélioration a pour nous une importance capitale. Voilà pourquoi nous ne craignons pas d'accorder une partie de Grozny et de Bakou à des concessionnaires. En cédant un quart de Grozny et un quart de Bakou, si nous parvenons à nous entendre, nous en profiterons pour rattraper avec les trois autres quarts le niveau technique moderne du capitalisme évolué. Pour l'instant, nous ne sommes pas en mesure d'y parvenir autrement. Qui connaît l'état de notre économie le comprendra. Mais avec un appui, même s'il nous coûte des centaines de millions de roubles-or, nous mettrons tout en œuvre pour réussir avec les trois autres quarts.

La seconde question que je vous prie de ne pas divulguer, c'est la résolution spécialement examinée par le présidium... qui concerne la présentation des rapports. Vous savez qu'à ce congrès, nous avons dû travailler dans une atmosphère souvent fébrile qui éloignait du congrès un nombre sans précédent de militants. C'est pourquoi il faut dresser de façon plus calme et plus réfléchie le plan à suivre pour présenter les rapports sur place ; en ce domaine, il faut s'inspirer d'une directive bien définie. Un camarade a esquissé un projet de directive du présidium à l'intention des responsables qui se rendent dans les localités, et dont je me permettrai de donner lecture [60]. (Lénine lit.) J'en ai parlé brièvement. Je pense que les quelques lignes qui viennent d'être lues suffiront pour que chaque délégué réfléchisse à la question, et fasse preuve dans ses rapports de la prudence nécessaire, sans exagérer le danger de la situation, sans, en aucun cas, se laisser gagner par la panique et en empêchant ceux qui l'entourent d'y céder.

Il est d'autant plus déplacé de céder à la panique — et nous n'avons pas la moindre raison de le faire — qu'à l'heure actuelle le capitalisme mondial a lancé contre nous une campagne incroyablement fébrile et hystérique. J'ai reçu hier, par les soins du camarade Tchitchérine, un communiqué sur ce point et je pense qu'il sera utile pour tous de l'entendre. Il s'agit de la campagne de mensonges sur

la situation intérieure de la Russie. Jamais, écrit le camarade qui fournit ces renseignements, à aucune époque, il n'y a eu dans la presse occidentale une telle débauche de mensonges, une telle abondance d'élucubrations fantastiques sur la Russie des Soviets qu'au cours des deux dernières semaines. Depuis début mars, toute la presse occidentale déverse quotidiennement des flots de nouvelles fantastiques, peignant des insurrections en Russie, la victoire de la contre-révolution, la fuite de Lénine et de Trotski en Crimée, le drapeau blanc arboré sur le Kremlin, le sang coulant à flots dans les rues de Pétrograd et de Moscou, les barricades dans ces deux villes, des foules denses d'ouvriers descendant des collines sur Moscou pour renverser le pouvoir soviétique, le passage de Boudionny dans le camp des insurgés, la victoire de la contre-révolution dans une série de villes russes, tantôt une ville, tantôt une autre ville y figure, mais de façon générale la presque totalité des chefs-lieux de province sont mentionnés. Le caractère universel et coordonné de cette campagne prouve que nous sommes en présence d'un vaste plan prémédité par tous les gouvernements des grandes puissances. Le 2 mars, le Foreign Office a déclaré par l'intermédiaire de la « Press Association » qu'il jugeait peu vraisemblables les nouvelles publiées, et aussitôt après, annonçait en son nom une insurrection à Pétrograd, le bombardement de cette ville par la flotte de Cronstadt et des combats de rue à Moscou.

Le 2 mars, tous les journaux anglais ont publié un télégramme annonçant des insurrections à Pétrograd et à Moscou : Lénine et Trotski se sont enfuis en Crimée ; 14 mille ouvriers réclament à Moscou l'Assemblée constituante ; l'arsenal de Moscou ainsi que la gare de Koursk sont aux mains des ouvriers insurgés ; à Pétrograd, l'île Vassilievski est entièrement aux mains des insurgés.

Voici quelques exemples des émissions et télégrammes des jours suivants ; le 3 mars, Klychko télégraphie de Londres : l'agence « Reuter » [61] a intercepté des bruits absurdes parlant d'insurrection à Pétrograd et les diffuse à tour de bras.

6 mars : Le correspondant de l'agence Mayson à Berlin télégraphie à New York que les ouvriers d'Amérique jouent

un rôle important dans la révolution de Pétrograd, et que Tchitchérine aurait donné l'ordre par radio au général Ganetski de fermer la frontière aux émigrés en provenance d'Amérique.

6 mars: Zinoviev s'est enfui à Oranienbaum. A Moscou, l'artillerie rouge bombarde les quartiers ouvriers. Pétrograd est coupé de tous côtés (Radio Wigand).

7 mars : Klychko télégraphie que, selon des renseignements en provenance de Revel, des barricades sont dressées dans les rues de Moscou ; les journaux publient une nouvelle d'Helsingfors, disant que Tchernigov est occupé par des troupes antibolchéviques.

7 mars : Pétrograd et Moscou sont entre les mains des insurgés. Insurrection à Odessa. Sémenov, à la tête de 25 000 Cosaques, avance en Sibérie. A Pétrograd, le Comité révolutionnaire tient les fortifications et la flotte (informations de la radio anglaise de Poldew).

Nauen, 7 mars : Les quartiers des usines à Pétrograd se sont révoltés. Une insurrection antibolchévique a éclaté en Volynie.

Paris, 7 mars : Pétrograd est aux mains du Comité révolutionnaire. Le *Matin* [62] annonce que, selon des renseignements reçus à Londres, le drapeau blanc flotte sur le Kremlin.

Paris, 8 mars : Les insurgés se sont emparés de la Krasnaïa Gorka. Les régiments de l'Armée rouge se sont révoltés dans la province de Pskov. Les bolchéviks envoient des Bachkirs à Pétrograd.

10 mars : Klychko télégraphie : Les journaux se demandent si Pétrograd est tombé ou non. D'après les renseignements venant d'Helsingfors, les trois quarts de la ville sont aux mains des insurgés ; Trotski, selon certains autres, Zinoviev dirige les opérations à Tosno ou bien dans la forteresse Pierre et Paul ; selon d'autres sources, Broussilov a été nommé commandant en chef ; d'après les renseignements venant de Riga, Pétrograd a été pris le 9, sauf les gares des chemins de fer ; l'Armée rouge s'est repliée à Gatchina ; les grévistes de Pétrograd ont lancé ce mot d'ordre : « A bas les Soviets et les communistes. » Le ministère de la guerre anglais a déclaré que l'on ignore toujours si les insurgés de Cronstadt ont opéré la jonction

avec ceux de Pétrograd, mais que d'après ses renseignements, Zinoviev est à la forteresse Pierre et Paul d'où il dirige les troupes soviétiques.

Parmi les innombrables élucubrations de cette période, je choisirai les exemples suivants : Saratov s'est instituée en république autonome antibolchévique (agence Nauen, 11 mars). Dans les villes de la Volga se déroulent des pogroms anticommunistes effroyables (*ibid.*). Dans la province de Minsk, les détachements militaires blanc-russiens sont aux prises avec l'Armée rouge (*ibid.*).

Paris, le 15 mars : *Le Matin* annonce que les Cosaques du Kouban et du Don se sont révoltés en masse.

Nauen a mandé, le 14 mars, que la cavalerie de Boudionny s'était jointe aux insurgés près d'Orel. A diverses reprises, il a annoncé des insurrections à Pskov, Odessa et autres villes.

Le 9 mars, Krassine télégraphie que le correspondant du *Times* [63] à Washington dit que le régime soviétique tire à sa fin, et que pour cette raison l'Amérique va différer l'établissement de rapports avec les Etats de la périphérie. A des moments divers, on a publié des nouvelles venant des milieux financiers américains selon lesquelles, dans les conditions présentes, il serait risqué de commercer avec la Russie.

Le correspondant du *Daily Chronicle* [64] à New York mande dès le 4 mars que les milieux d'affaires et le parti républicain d'Amérique estiment qu'à l'heure actuelle les relations commerciales avec la Russie sont hasardeuses.

Incontestablement, la campagne de mensonges vise non seulement l'Amérique mais aussi la délégation turque à Londres ainsi que le plébiscite silésien.

Camarades, le tableau est absolument clair. Le consortium international de la presse — la liberté de la presse existe dans ces pays, ce qui signifie que la presse est achetée à 99% par des magnats financiers qui brassent des centaines de millions, — a ouvert la croisade mondiale des impérialistes qui cherchent avant tout à compromettre l'accord commercial avec l'Angleterre, amorcé par Krassine, ainsi que le futur accord commercial avec l'Amérique, qui en est au stade des pourparlers, comme je l'ai dit, et au sujet duquel nous avons fourni des indications au cours du

congrès. Cela montre que les ennemis qui nous entourent, après avoir perdu la possibilité de se livrer à une intervention armée, escomptent une insurrection. Les événements de Cronstadt ont révélé une collusion avec la bourgeoisie internationale. Nous constatons en outre que ce qu'ils craignent le plus en ce moment, du point de vue pratique du capital international, c'est le rétablissement normal des relations commerciales. Mais ils ne réussiront pas à les compromettre. Des représentants du gros capital qui se trouvent en ce moment à Moscou n'ajoutent plus foi à toutes ces rumeurs et ils ont raconté comment un groupe de citoyens américains a découvert un moyen inédit de propagande en faveur de la Russie soviétique. On a rassemblé des extraits de presse les plus divers, publiés durant plusieurs mois sur la Russie : la fuite de Lénine et de Trotski, l'exécution de Lénine par Trotski et vice versa, et on a édité le tout en brochure. On ne saurait imaginer meilleure propagande en faveur de la Russie soviétique. On a recueilli chaque jour les nouvelles annonçant chaque fois que Lénine et Trotski étaient fusillés, tués ; ces nouvelles se renouvelaient chaque mois, et en fin de compte, on en a constitué et publié un recueil. La presse bourgeoise américaine d'aujourd'hui n'inspire plus aucune confiance. Voilà l'ennemi que servent 2 millions d'émigrés russes, propriétaires fonciers et capitalistes, à l'étranger, voilà l'armée bourgeoise qui est en face de nous. Qu'ils essaient donc de compromettre les succès pratiques du pouvoir des Soviets et de faire échec aux relations commerciales. Nous savons qu'ils n'y réussiront pas. Et toutes ces informations émises par la presse internationale, elle qui détient des centaines de milliers de journaux, qui informe le monde entier, prouvent une fois de plus combien nous sommes entourés d'ennemis et à quel point ces ennemis sont affaiblis en regard de l'année dernière. C'est ce que nous devons comprendre, camarades ! Je pense que la majorité des congressistes présents ont compris quelle place nous devons accorder à nos divergences. Il est tout à fait naturel que, dans la lutte qui s'est déroulée au congrès, il ait été impossible de garder la mesure. On ne saurait demander à ceux qui viennent de se battre de comprendre immédiatement quelle est cette place. Mais lorsque nous considé-

rons notre parti en tant que foyer de la révolution mondiale, et la campagne que le consortium des Etats du monde entier a engagé contre nous, tous nos doutes doivent se dissiper. Laissons-les poursuivre leur campagne, nous avons jeté un coup d'œil sur elle, nous connaissons exactement la place de nos divergences. Nous savons qu'en serrant nos rangs à ce congrès, nous sortirons vraiment de nos divergences absolument unis, avec un parti mieux trempé qui marchera vers des victoires internationales de plus en plus décisives ! (Vifs applaudissements.)

DISCOURS AU CONGRES DES OUVRIERS DES TRANSPORTS DE RUSSIE LE 27 MARS 1921[65]

Camarades, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de votre accueil et de vous répondre de même en saluant votre congrès. (Vifs applaudissements.) Avant d'en venir directement aux tâches qui font l'objet de vos travaux et à tout ce que le pouvoir soviétique attend de votre congrès, permettez-moi de commencer d'un peu loin.

Tout à l'heure, en traversant votre salle, j'ai remarqué une pancarte avec cette inscription : « Le règne des ouvriers et des paysans sera infini. » En lisant cet étrange panneau qui n'était pas, il est vrai, à sa place habituelle, mais posé dans un coin — quelqu'un s'est peut-être rendu compte qu'il n'était pas excellent et l'a mis de côté — en lisant cet étrange panneau, j'ai pensé : Voilà pourtant des vérités élémentaires et fondamentales qui suscitent chez nous malentendus et fausses interprétations. En effet, si le règne des ouvriers et des paysans devait être infini, cela voudrait dire qu'il n'y aurait jamais de socialisme, puisque le socialisme c'est la suppression des classes ; tant qu'il existera des ouvriers et des paysans, il y aura des classes différentes et, par conséquent, il ne pourra y avoir de socialisme intégral. Et c'est en pensant que trois ans et demi après la Révolution d'Octobre, on trouve encore chez nous d'aussi étranges panneaux pla-

cés, il est vrai, à l'écart, j'en suis venu à l'idée que même les mots d'ordre les plus répandus, les plus courants, suscitaient de très grands malentendus. Ainsi, nous chantons tous que nous livrons la lutte finale et décisive. C'est un des mots d'ordre les plus répandus que nous répétons à tout bout de champ. Mais j'ai bien peur que si l'on demandait à la plupart des communistes contre qui ils livrent aujourd'hui non la lutte finale, ce serait s'avancer un peu trop, mais un de nos ultimes et décisifs combats, je crains que fort peu sachent donner la bonne réponse, et montrer qu'ils comprennent vraiment bien contre quoi ou contre qui nous livrons aujourd'hui un de nos ultimes et décisifs combats. Et j'ai idée qu'en ce printemps, avec les événements politiques qui ont retenu l'attention des grandes masses ouvrières et paysannes, j'ai idée qu'avec ces événements, il serait bon tout d'abord de chercher, une fois de plus, ou, du moins, de tenter de chercher contre qui nous livrons aujourd'hui, en ce printemps, un de nos ultimes et décisifs combats. Permettez-moi de m'arrêter sur ce point.

Pour bien saisir cette question, je crois qu'il faut, avant tout, considérer une fois de plus, avec le maximum de précision et de lucidité, les forces en présence dont la lutte détermine le sort du pouvoir soviétique, et, d'une façon générale, le cours et le développement de la révolution prolétarienne, de la révolution pour le renversement du capital aussi bien en Russie que dans les autres pays.

Quelles sont ces forces ? Comment sont-elles groupées les unes contre les autres ? Quelle est, à l'heure présente, la disposition respective de ces forces ? Toute crise politique de quelque gravité, tout revirement nouveau, même peu considérable, dans les événements politiques, doit nécessairement amener tout ouvrier, tout paysan capable de réfléchir, à se poser cette question : Quelles sont les forces en présence, comment sont-elles groupées ? Et ce n'est qu'après avoir appris à bien évaluer ces forces, avec une parfaite lucidité, indépendamment de nos sympathies et de nos désirs personnels, que nous pourrons tirer les conclusions quant à notre politique en général, et à nos tâches immédiates. Permettez-moi donc de vous décrire brièvement ces forces.

Il existe trois forces essentielles, fondamentales. Je commencerai par celle qui est le plus près de nous, par le prolétariat. C'est la première force. C'est la première classe sociale distincte. Cela, vous le savez bien, puisque vous êtes vous-mêmes au cœur de cette classe. Quelle est aujourd'hui sa situation ? Dans la République soviétique, c'est la classe qui, il y a trois ans et demi, a pris le pouvoir et exercé depuis sa domination, sa dictature ; c'est elle qui, au cours des trois ans et demi, a souffert mille morts, supporté des privations et des calamités, plus que toutes les autres classes. Ces trois ans et demi, dont la majeure partie s'est écoulée dans une guerre civile à outrance soutenue par le pouvoir soviétique contre tout le monde capitaliste, ont apporté à la classe ouvrière, au prolétariat, des maux, des privations, des sacrifices, une aggravation de toutes les misères sans précédent. Et l'on a vu cette chose étrange. La classe qui a pris entre ses mains le pouvoir politique l'a fait tout en sachant qu'elle était seule à le prendre. C'est ce qu'implique la notion de dictature du prolétariat. Cette notion n'a de sens que lorsqu'une classe sait qu'elle prend seule le pouvoir politique sans se duper elle-même ni les autres en parlant du pouvoir de « tout le peuple, élu par tous, consacré par le peuple tout entier ». Vous savez tous qu'il y a beaucoup et même beaucoup trop d'amateurs de cette rhétorique, mais, en tout cas, pas au sein du prolétariat, car les prolétaires ont compris et inscrit dans la Constitution, dans les lois fondamentales de la république, qu'il s'agit de la dictature du prolétariat. Cette classe se rendait compte qu'elle prenait seule le pouvoir, dans des conditions exceptionnellement difficiles. Elle a exercé le pouvoir comme on exerce toute dictature, c'est-à-dire qu'elle a établi sa domination politique avec le plus de fermeté et sans défaillance. En même temps, elle a subi, en ces trois ans et demi de domination politique, des maux, des privations, une famine, une aggravation de sa situation économique que jamais nulle classe au monde n'a connus. On conçoit donc qu'après une tension aussi surhumaine, cette classe soit aujourd'hui particulièrement fatiguée, épuisée, excédée.

Comment se fait-il que dans un pays où le prolétariat est si peu nombreux par rapport au reste de la population,

dans un pays arriéré, coupé artificiellement par les forces militaires d'Etats ayant un prolétariat plus nombreux, conscient, discipliné et organisé, comment se fait-il que dans un tel pays, malgré la résistance et les assauts de la bourgeoisie du monde entier, une seule classe ait pu exercer son pouvoir ? Comment a-t-elle pu l'exercer pendant trois ans et demi ? D'où lui venait l'appui ? Nous savons que l'appui venait de l'intérieur, de la masse paysanne. Nous allons examiner tout à l'heure cette deuxième force, mais il faut d'abord achever l'analyse de la première. J'ai déjà dit, — et chacun de vous le sait pour avoir observé l'existence des proches camarades de fabrique, d'usine, de dépôt, d'atelier, — que jamais la détresse de cette classe n'a été aussi grande, aussi aiguë qu'à l'époque de sa dictature. Jamais le pays n'a été aussi fatigué, aussi usé qu'aujourd'hui. Où puisait-elle les forces morales pour supporter ces privations ? Il est clair, il est tout à fait évident qu'elle devait puiser quelque part des forces morales pour surmonter ces privations matérielles. La force morale, l'appui moral est, vous le savez, une notion vague ; on peut entendre par force morale tout ce qu'on veut, on peut y impliquer n'importe quoi. Pour éviter le danger d'impliquer dans la notion de force morale quoi que ce soit de vague ou de fantaisiste, je me demande si l'on ne pourrait pas trouver des indices permettant de définir exactement ce qui a donné au prolétariat la force morale de supporter les privations matérielles inouïes qu'impliquait sa domination politique ? Je pense que si nous posons ainsi la question, nous pourrons trouver une réponse exacte. Demandez-vous si la République soviétique aurait pu supporter ce qu'elle a enduré pendant trois ans et demi, si elle aurait pu résister victorieusement à l'assaut des gardes blancs soutenus par les capitalistes du monde entier, si des pays arriérés et non pas des pays avancés, avaient été à ses côtés. Il suffit de se poser la question pour avoir sans hésitation aucune la réponse.

Vous savez que pendant trois ans et demi les plus riches puissances du monde nous ont fait la guerre. Les forces militaires que nous affrontions et qui soutenaient Koltchak, Ioudénitch, Dénikine et Wrangel — vous le savez fort bien, puisque chacun de vous s'est battu, — dépas-

saient de beaucoup, infiniment, incontestablement les nôtres. Vous savez parfaitement qu'aujourd'hui encore la puissance de tous ces Etats est bien supérieure à la nôtre. Comment se fait-il alors que ces Etats, qui s'étaient fixé la tâche de vaincre le pouvoir soviétique, ne l'aient pas battu ? Comment cela se fait-il ? La réponse est nette. Cela a pu se produire et s'est produit parce que, dans tous les pays capitalistes, le prolétariat était pour nous. Même là où il était manifestement sous l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, qui en Europe s'appellent autrement, il n'a cependant pas soutenu ceux qui luttaient contre nous. Finalement, avec les concessions que les chefs de file ont dû faire aux masses, les ouvriers ont fait échec à la guerre. Ce n'est pas nous qui avons vaincu, car nos forces militaires sont infimes ; l'essentiel, c'est que les puissances n'ont pu lancer contre nous toutes leurs forces militaires. Les ouvriers des pays avancés déterminent la marche de la guerre au point qu'il est impossible de se battre contre leur volonté ; et, en définitive, grâce à leur résistance passive et semi-passive, ils ont voué à l'échec la guerre engagée contre nous. Ce fait incontestable, c'est la réponse exacte à la question : où le prolétariat russe a-t-il puisé les forces morales nécessaires pour tenir pendant trois ans et demi et remporter la victoire ? La force morale de l'ouvrier russe, c'est qu'il connaissait, sentait, touchait du doigt l'aide, l'appui que lui accordait dans cette lutte le prolétariat de tous les pays avancés d'Europe. Ce qui montre la voie que suit là-bas le mouvement ouvrier c'est le fait que, ces derniers temps, l'événement le plus considérable qui se soit produit dans le mouvement ouvrier de l'Europe a été la scission des partis socialistes en Angleterre, en France, en Italie et dans d'autres pays, tant vainqueurs que vaincus, dans les pays de culture différente, de niveau économique divers. Partout, le principal événement de l'année a été que les partis socialistes et social-démocrates (en russe : menchéviks et socialistes-révolutionnaires) battus, en déconfiture totale ont donné naissance à des partis communistes qui s'appuient sur tous les éléments avancés de la classe ouvrière. Bien entendu, il est hors de doute que si au lieu d'avoir en face de nous des pays avancés, nous avions eu à lutter contre les pays arriérés, sans puis-

santes masses prolétariennes, nous n'aurions pas tenu trois ans et demi, pas même trois mois et demi. Notre prolétariat aurait-il eu la force morale nécessaire sans la sympathie des ouvriers des pays avancés, qui nous soutenaient en dépit des mensonges propagés par les impérialistes à des millions d'exemplaires sur le pouvoir des Soviets, en dépit des efforts des « chefs ouvriers » menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui devaient saboter et qui sabotaient la lutte des ouvriers en notre faveur ? Fort de cet appui, notre prolétariat, faible, parce que peu nombreux, exténué par les maux et les privations, a vaincu grâce à sa force morale.

Telle est la première force.

La deuxième force se situe entre le capital évolué et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie, les petits patrons ; ce sont ceux qui, en Russie, forment l'écrasante majorité de la population : la paysannerie. Il s'agit, principalement, de petits patrons, de petits agriculteurs. Neuf sur dix le sont, et il ne saurait en être autrement. Ils ne participent pas quotidiennement à la lutte acharnée qui oppose le capital au travail, ils n'ont pas été à cette école ; leurs conditions de vie, économiques et politiques, loin de les rapprocher, les désunissent, les écartent les uns des autres, en font des millions de petits patrons isolés. Tels sont les faits que vous connaissez tous fort bien. Il n'est pas de collectivité, de kolkhoze, de commune qui puisse y changer quelque chose avant de longues, très longues années. Grâce à l'énergie révolutionnaire et à l'abnégation de la dictature prolétarienne, cette force a pu triompher à une vitesse inégalée de ses ennemis de droite, de la classe des grands propriétaires fonciers; elle les a balayés de haut en bas, elle a aboli leur domination avec une rapidité inouïe. Mais plus vite elle abolissait cette domination, plus vite elle étendait son exploitation sur les terres remises au peuple, plus résolument elle faisait justice d'une petite minorité de koulaks, et plus rapidement elle se transformait elle-même en petits patrons. Vous savez que pendant cette période, la campagne russe s'est nivelée. Le nombre des gros cultivateurs et des paysans sans terre a diminué, celui des paysans moyens a augmenté. Nos campagnes sont devenues pendant cette période plus petites-bourgeoises. C'est

une classe à part, la seule classe qui, une fois les grands propriétaires fonciers et les capitalistes éliminés, chassés, est susceptible de s'opposer au prolétariat. Voilà pourquoi il est absurde d'écrire sur des panneaux que le règne des ouvriers et des paysans sera infini.

Vous savez ce qu'est cette force quant à ses sentiments politiques. C'est une force qui oscille. Nous l'avons constaté au cours de notre révolution dans tout le pays, en Russie, en Sibérie, en Ukraine, dans chaque région différemment, mais partout le résultat était le même : c'est une force qui oscille. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks l'ont longtemps menée en laisse, avec le concours de Kérenski, et du temps de Koltchak, et lors de la Constituante de Samara, et lorsque le menchévik Maïski était ministre de Koltchak ou de ses prédécesseurs, etc. Cette force balançait entre la direction du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Pourquoi cette force, qui constitue l'immense majorité, ne s'est-elle pas dirigée elle-même ? Parce que, en raison de ses conditions économiques d'existence, elle ne peut s'unir elle-même, se grouper elle-même. C'est évident pour tous ceux qui ne se laissent point abuser par des paroles creuses sur le « suffrage universel », la Constituante et autre « démocratie » qui, dans tous les pays, a dupé le peuple pendant des centaines d'années, et que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ont pratiquée ici pendant des centaines de semaines, pour « buter dessus à tous les coups ». (Applaudissements.) Notre expérience nous a appris, et le cours de toutes les révolutions le confirme si l'on considère l'époque moderne, disons, les cent cinquante dernières années, dans le monde entier, que partout et toujours le résultat était identique : toutes les tentatives de la petite bourgeoisie en général, et des paysans en particulier, pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur manière l'économie et la politique, ont abouti à un échec. Ou bien la direction du prolétariat, ou bien la direction des capitalistes. Il n'y a pas de milieu. Ceux qui rêvent d'un milieu sont des rêveurs, des songe-creux. La politique, l'économie et l'histoire leur infligent un démenti. Toute la doctrine de Marx montre que dès l'instant où le petit patron est propriétaire des moyens de production et de la terre, les échanges

entre les petits producteurs engendreront nécessairement le capital, en même temps que les contradictions entre le capital et le travail. La lutte du capital contre le prolétariat est inévitable : c'est une loi qui s'est vérifiée dans le monde entier ; qui ne veut pas se duper soi-même est forcé de le reconnaître.

Ces faits économiques essentiels expliquent pourquoi cette force ne peut se manifester elle-même, pourquoi les tentatives en ce sens dans toutes les révolutions ont toujours échoué. Lorsque le prolétariat ne réussit pas à prendre la direction de la révolution, cette force se place toujours sous la direction de la bourgeoisie. Il en a été ainsi dans toutes les révolutions et il est évident que les Russes ne sont pas oints d'une huile spéciale, et que s'ils voulaient se faire canoniser, ils se couvriraient de ridicule. L'histoire, bien entendu, nous réserve le même sort qu'aux autres. Pour nous, toutes ces vérités sont particulièrement évidentes parce que nous avons vécu la période Kérenski. Il y avait alors des dirigeants politiques, intelligents, instruits, pourvus d'une grande expérience en matière de politique et de gestion de l'Etat, prêts à soutenir le gouvernement, cent fois plus nombreux que n'en possèdent les bolchéviks. Si l'on comptait tous les fonctionnaires qui nous ont sabotés, mais ne visaient pas à saboter le gouvernement Kérenski, soutenu par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires on obtiendrait une énorme majorité. Et pourtant, ce gouvernement a fait faillite. Il y avait donc des raisons qui l'ont emporté sur l'immense supériorité des intellectuels instruits, habitués à gouverner l'Etat et qui avaient acquis cet art des dizaines d'années avant d'avoir pris le pouvoir. Cette expérience a été reprise, sous d'autres formes en Ukraine, dans la région du Don et du Kouban, et toutes ont abouti au même résultat. Le hasard n'y est pour rien. C'est la loi économique et politique qui régit la deuxième force : ou bien sous la direction du prolétariat, dure voie, mais qui peut l'affranchir de la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, ou bien, sous la direction des capitalistes, comme dans les républiques démocratiques avancées, même en Amérique où la distribution gratuite des terres n'est pas encore complètement terminée (on donnait gratuitement 60 déciatines au premier venu ; on ne saurait

imaginer meilleure condition !), et où elle a amené la domination absolue du capital.

Telle est la deuxième force.

Chez nous, cette deuxième force hésite ; elle est particulièrement fatiguée. Elle supporte le poids de la révolution, qui, depuis quelques années, devient de plus en plus accablant : mauvaise récolte, livraisons obligatoires malgré les épizooties et le manque de fourrage, etc. Dans ces conditions, on conçoit que cette deuxième force, la masse paysanne, se soit laissée aller au désespoir. Elle ne pouvait songer à améliorer sa situation, bien que trois ans et demi se fussent écoulés depuis la suppression des grands propriétaires fonciers ; or, cette amélioration s'impose. Les soldats démobilisés ne trouvent pas d'emploi normal. Et voilà que cette force petite-bourgeoise devient un élément anarchiste qui traduit ses revendications en déclenchant des troubles.

La troisième force est connue de tous : ce sont les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. A l'heure actuelle, on ne la voit pas chez nous. Mais un des événements particulièrement importants, une des leçons particulièrement importantes de ces dernières semaines, les événements de Cronstadt, ont été une sorte de coup de foudre qui, mieux que n'importe quoi, a illuminé la réalité.

Aujourd'hui, il n'y a plus un pays en Europe sans gardes blancs. On compte jusqu'à 700 000 émigrés russes. Ce sont les capitalistes en fuite et la masse d'employés qui n'ont pu s'adapter au pouvoir soviétique. Cette troisième force, nous ne la voyons pas ; elle est à l'étranger, mais elle vit et elle agit, alliée aux capitalistes du monde entier qui la soutiennent, comme ils ont soutenu Koltchak, Ioudénitch, Wrangel ; ils la soutiennent financièrement, et par d'autres moyens, car ils ont des liaisons internationales. Tout le monde se souvient de ces gens-là. Ces derniers jours, vous avez sans doute remarqué dans nos journaux l'abondance des citations, des extraits de la presse des gardes blancs commentant les événements de Cronstadt. Depuis quelques jours, ces événements sont décrits par Bourtsev qui sort un journal à Paris ; ils ont été jugés par Milioukov, vous l'avez certainement lu. Pourquoi nos journaux leur ont-ils réservé tant de place ? Ont-ils eu rai-

son ? Oui. Car il faut connaître à fond son ennemi. On ne le voit pas très bien depuis qu'il est à l'étranger. Mais regardez : il n'est pas allé très loin, à quelques milliers de kilomètres au plus, et là, il s'est tapi. Il est sain et sauf, il attend. Voilà pourquoi il faut l'observer attentivement, d'autant plus qu'il ne s'agit pas de simples réfugiés. Non, ce sont des auxiliaires directs du capital mondial, entretenus par lui et agissant de concert avec lui.

Vous avez certainement remarqué que les citations tirées des journaux blancs publiés à l'étranger figuraient à côté des citations empruntées aux journaux de France et d'Angleterre. C'est un même chœur, un même orchestre. Il est vrai que dans les orchestres de ce genre il n'y a pas de chef unique pour exécuter la partition. Le chef ici, c'est le capital international, ses moyens sont moins visibles que la baguette, mais l'orchestre est unique, n'importe quelle citation doit vous le prouver. Ils ont avoué que si on lance le mot d'ordre : « Le pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », ils sont d'accord. Et Milioukov l'explique de façon particulièrement nette. Il a étudié l'histoire attentivement, et il a rafraîchi toutes ses connaissances en étudiant l'histoire russe à ses dépens. Le résultat de ses vingt années d'études universitaires ont été corroborées par vingt mois d'études personnelles. Il déclare que si le mot d'ordre est : « Le pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », il est pour. Ce décalage ira-t-il un petit peu vers la droite ou un petit peu vers la gauche en direction des anarchistes ? A l'étranger, à Paris, on ne le voit pas. Là-bas, on ne voit pas ce qui se passe à Cronstadt, mais Milioukov dit : « Pas de précipitation, Messieurs les monarchistes. Ne venez pas nous gêner par vos clameurs. » Et il proclame : s'il s'agit d'un décalage vers la gauche, je suis prêt à me déclarer pour le pouvoir des Soviets contre les bolchéviks.

Voilà ce qu'écrit Milioukov et c'est absolument juste. L'histoire russe ainsi que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes n'ont pas laissé de l'instruire, puisqu'il affirme que, de toute façon, les événements de Cronstadt traduisent le désir de créer un pouvoir des Soviets sans les bolchéviks : un petit peu à droite, un petit peu de liberté du commerce, un petit peu de Constituante. Écouter parler n'importe quel menchévik, et vous entendrez tout cela,

peut-être même sans sortir de cette salle. Si le mot d'ordre des événements de Cronstadt est une légère déviation vers la gauche, le pouvoir des Soviets avec les anarchistes engendrés par les calamités, la guerre, la démobilisation de l'armée, alors comment se fait-il que Milioukov soit en sa faveur ? Parce qu'il sait que la déviation ne peut s'opérer que du côté de la dictature prolétarienne, ou bien du côté des capitalistes.

Autrement le pouvoir politique ne saurait exister. Encore que la lutte que nous livrons actuellement ne soit pas la lutte finale, mais un des ultimes et décisifs combats, si l'on demande contre qui nous allons maintenant engager un des ces combats décisifs, la seule réponse juste est la suivante : contre l'élément petit-bourgeois de chez nous. (Applaudissements.) En ce qui concerne les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, nous les avons vaincus durant la première campagne, mais seulement la première ; la seconde se déroulera à l'échelle internationale. Le capitalisme actuel, fût-il cent fois plus fort, ne peut pas nous faire la guerre, parce que là-bas, dans les pays avancés, les ouvriers l'ont sabotée hier et ils recommenceront aujourd'hui encore mieux, encore plus sûrement ; car de plus en plus, les conséquences de la guerre s'y font sentir. Quant à l'élément petit-bourgeois de chez nous, nous l'avons vaincu, il se manifestera encore, et c'est ce qu'attendent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, surtout les plus intelligents, tels que Milioukov, qui a dit aux monarchistes : ne bougez pas, taisez-vous, autrement, vous ne ferez que renforcer le pouvoir soviétique. C'est ce qu'a montré le cours général des révolutions, où il y avait de brèves dictatures des travailleurs, temporairement soutenues par les campagnes, mais où le pouvoir des travailleurs n'était pas renforcé ; en peu de temps, c'était la dégringolade, parce que les paysans, les travailleurs, les petits patrons ne peuvent avoir de politique propre ; après une série d'oscillations ils sont forcés de revenir en arrière. C'est ce qui s'est produit pendant la Grande Révolution française, ainsi qu'à une moindre échelle dans toutes les révolutions. Et l'on conçoit que tous aient profité de cette leçon. Nos gardes blancs se sont retranchés au-delà de la frontière, à trois jours de voyage, ils s'y tiennent

aux aguets, forts du soutien et de l'aide du capital d'Europe occidentale. Telle est la situation. Les tâches et les obligations du prolétariat sont claires.

La lassitude et l'épuisement donnent naissance à un certain état d'esprit, quelquefois même au désespoir. Comme toujours cet état d'esprit et ce désespoir se traduisent par l'anarchisme chez les éléments révolutionnaires. Il en fut ainsi dans tous les pays capitalistes et il en est ainsi chez nous aussi. L'élément petit-bourgeois traverse une crise parce qu'il a eu beaucoup à souffrir au cours des dernières années, moins que le prolétariat en 1919, mais beaucoup cependant. Les paysans ont dû sauver l'Etat, consentir aux réquisitions sans rémunération ; mais ils ne peuvent plus supporter une pareille tension ; voilà pourquoi ils sont désemparés, oscillent, vacillent ; notre ennemi capitaliste en tient compte et il dit : il suffit de faire osciller, vaciller pour que tout s'effondre. Voilà ce que signifient les événements de Cronstadt, examinés du point de vue des rapports des forces de classe, à l'échelle russe et internationale. Voilà ce que signifie l'un des derniers et décisifs combats que nous livrons parce que nous n'avons pas vaincu cet élément petit-bourgeois anarchiste, et c'est de cette victoire que dépend le sort prochain de la révolution. Si nous ne la remportons pas, nous roulerons en arrière comme la révolution française. C'est inévitable, et nous devons regarder les choses en face sans nous bander les yeux et sans nous gargariser de phrases. Il faut faire tout notre possible pour alléger la situation de cette masse et maintenir la direction du prolétariat ; alors le mouvement révolutionnaire communiste qui monte en Europe se trouvera à nouveau renforcé. Ce qui ne s'est pas produit aujourd'hui peut se faire demain ; ce qui ne sera pas demain, peut se faire après-demain ; mais dans l'histoire mondiale demain ou après-demain signifient plusieurs années au moins.

Voilà ma réponse à la question de savoir à quelle fin nous luttons aujourd'hui et livrons un de nos ultimes et décisifs combats, quel est le sens des derniers événements, quel est le sens de la lutte de classes en Russie. On comprend maintenant pourquoi cette lutte s'est tellement exacerbée, pourquoi nous avons tant de mal à saisir que le

principal ennemi n'est pas Ioudénitch, Koltchak ou Dénikine, mais notre situation, notre propre milieu.

A présent, je puis en venir à la conclusion de mon trop long discours, et examiner la situation de nos transports ferroviaires et fluviaux, ainsi que les tâches du congrès des cheminots et des mariniers. Je crois que ce que j'ai dû exposer ici est lié à ces tâches de la façon la plus étroite, la plus intime. Il est douteux qu'aucune autre fraction du prolétariat entre aussi nettement en contact, par son activité économique quotidienne, avec l'industrie et l'agriculture, que les cheminots et les mariniers. Vous devez livrer des produits alimentaires aux villes, ranimer les campagnes en leur apportant par la voie des transports des articles industriels. C'est évident pour tout le monde, et à plus forte raison pour les cheminots et les mariniers puisque c'est l'objet de leur travail quotidien. De là, il me semble, découlent l'importance exceptionnelle des tâches et la responsabilité qui incombent à l'heure actuelle aux travailleurs des transports ferroviaires et fluviaux.

Vous savez tous que votre congrès s'est réuni alors que des frictions s'étaient produites entre le sommet et la base de votre syndicat. La question a été soumise au récent congrès du parti qui a adopté des résolutions tendant à accorder le sommet et la base, en subordonnant le premier à la seconde, en corrigeant les erreurs commises par les dirigeants, erreurs de détail à mon avis, mais qu'il était toutefois nécessaire de corriger. Vous savez que le congrès du parti l'a fait, qu'il a terminé ses travaux dans une atmosphère de cohésion et d'unité plus grandes que jamais dans les rangs du parti communiste. C'est la réponse légitime, nécessaire, la seule juste que doit faire l'avant-garde, c'est-à-dire la partie dirigeante du prolétariat, au mouvement petit-bourgeois anarchiste. Si nous, ouvriers conscients, comprenons le danger que représente ce mouvement, si nous serrons nos rangs, si nous travaillons avec dix fois plus d'unité, avec cent fois plus de cohésion, nos forces seront décuplées, et alors, après avoir triomphé de l'assaut militaire, nous vaincrons les oscillations, les vacillements de ceux qui troublent toute notre vie quotidienne et qui, pour cette raison, je le répète, présentent un danger. La décision du congrès du parti, qui a corrigé ce qui lui

a été signalé, constitue un grand pas en avant vers une plus grande unité, une plus grande cohésion de l'armée prolétarienne. Vous devez en faire autant à votre congrès, et appliquer la décision du congrès du parti.

Je le répète : le sort de la révolution dépend directement du travail de cette fraction du prolétariat plus que du travail de toute autre. Nous devons rétablir le circuit entre l'agriculture et l'industrie ; et, pour cela, il nous faut un appui matériel. Quel est l'appui matériel qui assure la liaison entre l'industrie et l'agriculture ? Ce sont les transports ferroviaires et fluviaux. Voilà pourquoi votre devoir est de vous acquitter de votre tâche d'une manière particulièrement scrupuleuse ; non seulement ceux d'entre vous qui sont membres du Parti communiste et, par conséquent, les promoteurs conscients de la dictature du prolétariat, mais aussi ceux qui, sans être membres du parti, militent dans votre syndicat qui groupe un million ou un million et demi de travailleurs des transports. Forts des enseignements de notre révolution et de toutes celles qui l'ont précédée, vous devez tous comprendre les difficultés de la situation actuelle, sans vous laisser aveugler par toute sorte de mots d'ordre, qu'il s'agisse de « liberté », de Constituante ou de « Soviets libres » (il est si facile de changer d'étiquette : Milioukov ne s'est-il pas déclaré partisan des Soviets de la République de Cronstadt ?), sans fermer les yeux sur le rapport des forces de classes ; vous gagnerez une base saine et solide, un fondement pour toutes vos conclusions politiques. Vous comprendrez clairement que nous traversons une période de crise, où il dépend de nous de conduire la révolution prolétarienne à la victoire, aussi fermement que nous l'avons fait ces derniers temps, ou bien d'amener, par les hésitations, par les flottements, la victoire des gardes blancs, ce qui n'améliorera pas la situation, mais ne fera qu'écarter la Russie de la révolution pour des dizaines et des dizaines d'années. Pour vous, délégués des cheminots et des mariniers, la conclusion ne peut et ne doit être que celle-ci : centupler la cohésion et la discipline prolétariennes. Camarades, nous devons à tout prix nous acquitter de cette tâche et remporter la victoire. (Vifs applaudissements.)

« Pravda » nos 67 et 68, 29 et 30 mars 1921

Conforme au texte de la « Pravda »

AU COMITE D'USINE ET A TOUS LES OUVRIERS DE L'USINE AUTOMOBILE D'ETAT N° 1 [66]

Chers camarades, le président de votre comité d'usine, le camarade Smirnov, m'a annoncé la fabrication de moteurs et m'a invité à la fête du 7.IV.

Je vous félicite, camarades, pour les succès remportés dans votre travail et à l'occasion de l'anniversaire des cours de mécaniciens de l'automobile. De tout cœur, je vous souhaite de travailler avec entrain, ce qui, incontestablement, vous apportera de nouveaux succès. L'importance de vos succès est particulièrement grande du point de vue de toute la masse des ouvriers et des paysans, car l'essor de la production des moteurs, étant donné l'abondance du pétrole en Russie, fait entrevoir la possibilité d'organiser la fourniture de moteurs pratiques et bon marché à l'agriculture. Coûte que coûte, il faut remporter sans cesse de nouveaux succès dans la fabrication des moteurs.

Meilleurs vœux et salutations communistes.

Lénine

Rédigé le 7 avril 1921
Publié pour la première fois le 21 janvier 1940, dans le n° 21 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

RAPPORT SUR L'IMPOT EN NATURE A L'ASSEMBLEE DES SECRETAIRES ET DES RESPONSABLES DES CELLULES DU P.C.(b)R. DE LA VILLE ET DE LA PROVINCE DE MOSCOU LE 9 AVRIL 1921 [67]

Camarades, la question de l'impôt en nature, du changement de la politique du ravitaillement ainsi que de la politique économique du pouvoir soviétique suscitent les opinions les plus variées qui donnent lieu à de nombreux malentendus. Permettez-moi, d'accord avec le camarade Kaménev, de répartir les sujets à traiter, de façon qu'il ait à vous exposer les lois qui viennent d'être promulguées dans tous leurs détails. Ce sera d'autant plus utile que le camarade Kaménev a été président de la commission, désignée d'abord par le Comité central de notre parti et ratifiée ensuite par le Conseil des Commissaires du Peuple et qui, au cours d'une série de conférences tenues avec les représentants des Commissariats intéressés, a élaboré toutes les lois récemment promulguées. La dernière date d'hier, et aujourd'hui nous avons pu en lire le texte dans les journaux. Chacune de ces lois posera, à coup sûr, de nombreux problèmes pratiques, et il faudra un effort assez important pour que les responsables du parti et des administrations soviétiques locales puissent connaître de façon suffisante ces lois et mettre au point les modalités appropriées de leur application sur place.

Je voudrais signaler à votre attention la portée générale ou théorique de toutes ces mesures. Comment expli-

quer que le pouvoir soviétique et la dictature du prolétariat s'engagent dans la voie de la reconnaissance de la liberté du commerce dans telle ou telle mesure ? Dans quelle mesure peut-on admettre la liberté du commerce et l'économie individuelle conjointement avec l'économie socialiste ? Dans quelle mesure peut-on admettre la renaissance du capitalisme qui peut sembler inéluctable dès qu'on admet une quelconque liberté du commerce, fût-elle limitée ? Quelle est la raison de ce changement, quel est son sens, son caractère et sa portée véritable et comment les membres du parti communiste doivent-ils le comprendre ? Comment doit-on l'expliquer et comment faut-il considérer les limites de son application concrète ? Tel est à peu près le sujet que je me suis fixé.

La première question qui se pose est la raison de ce changement qui peut paraître à beaucoup excessivement brusque et insuffisamment fondé.

La raison principale, la raison majeure de ce changement, c'est la crise extrêmement aggravée de l'économie paysanne, sa situation très critique, qui, au printemps 1921, s'est révélée bien plus grave qu'on ne l'aurait pu prévoir ; d'autre part, cette situation a retenti sur le rétablissement de nos transports et de notre industrie. Je voudrais faire observer qu'en parlant du remplacement des réquisitions par un impôt en nature, qu'en discutant la portée de cette opération, la source principale des erreurs est de ne pas se demander en quoi consiste exactement cette réforme, d'où elle est partie et où elle conduit. Une crise extrêmement grave de l'économie paysanne qui, après toutes les dévastations de la guerre, a été encore ruinée par une récolte exceptionnellement mauvaise, et, partant, par une pénurie de fourrages, puisque la mauvaise récolte touchait aussi les herbages, et par une épizootie ; un affaiblissement des forces productives de l'économie paysanne qui dans beaucoup de régions est tout simplement vouée à la ruine, tel est le tableau qu'offre l'économie paysanne au printemps 1921. Une question s'impose alors : quel est le rapport entre cette crise exceptionnellement grave de l'économie paysanne et le remplacement des réquisitions, entrepris par le gouvernement soviétique ? Et je dis que pour comprendre la portée de cette mesure,

il faut avant tout savoir d'où nous partons et où nous allons.

Si, dans un pays à prédominance paysanne, une révolution ouvrière a lieu et que les fabriques, usines et chemins de fer passent aux mains de la classe ouvrière, quelle doit être la nature des rapports économiques entre la classe ouvrière et la paysannerie ? Il est évident que les ouvriers produisent dans les fabriques et les usines qui désormais leur appartiennent, tous les produits nécessaires au pays, donc aux paysans, qui forment la majorité de la population, les transportent par leurs propres chemins de fer et leur propre flotte fluviale, les acheminent aux paysans et obtiennent en échange les excédents agricoles. C'est tout à fait évident, et les explications semblent superflues. Mais lorsqu'on discute de l'impôt en nature, c'est une chose qu'on oublie toujours. Or, il ne faut jamais la perdre de vue, car pour saisir la portée de l'impôt en nature, qui n'est qu'une mesure transitoire, il faut bien se rendre compte où nous voulons en venir. Et il ressort nettement de ce que j'ai dit que nous voulons et devons arriver à ce que les produits ruraux parviennent à l'Etat ouvrier, non au titre des prélèvements des excédents et non comme impôt, mais en échange des produits industriels dont les paysans ont besoin et qui leur sont livrés avec nos moyens de transport. C'est sur cette base que peut être bâtie l'économie d'un pays passé au socialisme. Si l'économie paysanne peut évoluer, il faut lui assurer fermement une transition ultérieure, et cette transition ultérieure, c'est immanquablement que la petite économie paysanne individuelle, la moins avantageuse et la plus arriérée va, en se groupant progressivement, s'organiser en grosse exploitation agricole collective. C'est ce qu'ont toujours envisagé les socialistes. C'est aussi le point de vue de notre Parti communiste. Je le répète, la plus grande source d'erreurs et de malentendus, c'est de juger l'impôt en nature sans tenir compte des particularités des mesures transitoires indispensables pour nous permettre d'aller au but que nous pouvons et devons atteindre.

Qu'est-ce donc que l'impôt en nature ? L'impôt en nature est une mesure où nous apercevons quelque chose du passé et quelque chose de l'avenir. Impôt signifie ce que l'Etat prend à la population sans aucun dédommage-

ment. Si cet impôt est évalué à peu près à la moitié des réquisitions de l'année dernière, l'Etat ouvrier ne saurait se contenter de l'impôt seul pour entretenir l'Armée rouge, toute l'industrie et toute la population non agricole, pour développer la production et les relations avec l'étranger dont les machines et l'équipement nous sont nécessaires. D'une part, il veut s'appuyer sur l'impôt, en l'évaluant à la moitié environ de ce qu'étaient antérieurement les réquisitions ; d'autre part, il veut s'appuyer sur l'échange de produits industriels contre tels ou tels excédents agricoles. Par conséquent, l'impôt contient une parcelle des anciennes réquisitions et une parcelle du seul régime qui semble juste, celui de l'échange des produits des grosses usines socialistes contre la production paysanne, par l'intermédiaire des services du ravitaillement du pouvoir appartenant à la classe ouvrière, par l'intermédiaire des coopératives ouvrières et paysannes.

Pourquoi, se demande-t-on, sommes-nous obligés de recourir à une mesure dont une parcelle appartient au passé et une autre seulement est engagée sur la bonne voie ? D'ailleurs, nous n'avons pas la moindre certitude que nous arriverons à l'engager immédiatement sur la bonne voie et que cette partie sera importante. Pourquoi sommes-nous obligés de recourir à une mesure aussi bâtarde, pourquoi sommes-nous obligés de compter sur des mesures semblables dans notre politique du ravitaillement et économique ? Quelle est la raison de cette mesure ? Tout le monde sait, bien sûr, qu'elle ne vient pas de quelque préférence du gouvernement soviétique pour telle ou telle politique. Elle a été suscitée par une misère extrême, par une situation sans issue. Vous savez qu'après la victoire de la révolution ouvrière en Russie, nous avons connu, à la suite de la guerre impérialiste, plusieurs années de guerre civile ; on peut affirmer aujourd'hui sans exagérer que de tous les pays entraînés dans la guerre impérialiste, même parmi ceux qui en ont le plus souffert, parce qu'elle a eu lieu sur leur territoire, aucun n'a toutefois souffert autant que la Russie, puisque après quatre ans de guerre impérialiste, nous avons subi trois ans d'une guerre civile qui, en raison des ruines, des dévastations et de la désorganisation de la production qu'elle a causées, a été bien plus néfaste que la guerre exté-

rieure, car elle a eu lieu au cœur même du pays. Cette ruine épouvantable est la raison essentielle pour laquelle, au début, à l'époque des hostilités, surtout lorsque la guerre civile nous avait coupés des terres à blé telles que la Sibérie, le Caucase et toute l'Ukraine, nous avait coupé la voie du charbon et du pétrole et réduit les possibilités d'acheminer les autres combustibles, alors que nous étions dans une forteresse assiégée, nous n'avons pas pu tenir autrement que grâce aux réquisitions, c'est-à-dire en prenant aux paysans tous les excédents qui existaient, en leur prenant parfois même non seulement les excédents, mais aussi les produits indispensables à eux-mêmes, afin de maintenir une armée en état de se battre et ne pas laisser notre industrie s'effondrer totalement. Au cours de la guerre civile, cette tâche a été incroyablement difficile : et si l'on se réfère à l'avis des autres partis, elle était parfaitement irréalisable. Prenez les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, c'est-à-dire la petite bourgeoisie et le parti des koulaks. Aux moments les plus critiques de la guerre civile, ces partis criaient plus fort que tous que les bolchéviks s'étaient lancés dans une histoire extravagante, qu'il était impossible de soutenir une guerre civile, alors que toutes les puissances étaient accourues à l'aide des gardes blancs. En effet, la tâche était excessivement difficile, elle exigeait une tension de toutes les forces, mais elle n'a été exécutée avec succès que parce que les sacrifices consentis à ce moment par la classe ouvrière et la paysannerie étaient, on peut le dire, surhumains. Jamais la classe ouvrière n'a souffert d'une telle sous-alimentation, d'une telle famine que pendant les premières années de sa dictature. On conçoit que pour s'acquitter de cette tâche, nous n'avions d'autres possibilités que les réquisitions pour prélever tous les excédents et même une partie des produits nécessaires aux paysans. « Toi aussi, serre-toi la ceinture, et tous ensemble nous défendrons notre cause, nous chasserons Dénikine et Wrangel » — on ne pouvait alors imaginer d'autre solution.

Non qu'il y eût un système économique, un plan de politique économique adopté alors que le choix se présentait entre tel ou tel système. Pas du tout. On ne pouvait songer à rétablir l'industrie alors que nous manquions du

minimum de ravitaillement et de combustibles nécessaires. Notre tâche était de conserver les restes de l'industrie, pour que les ouvriers ne se sauvent pas tous, d'avoir une armée ; et il était impossible d'y arriver autrement que par les réquisitions sans dédommagement, car les billets de banque, bien entendu, ne constituent pas un dédommagement. Nous n'avions pas d'autre issue. Voilà d'où nous sommes partis et j'ai déjà indiqué vers quoi nous allons. Comment effectuer ce passage ? C'est pour cela que nous avons recours à une mesure comme l'impôt en nature. Si nous avions réussi à rétablir plus rapidement notre industrie, peut-être aurions-nous pu, si la récolte avait été meilleure, passer plus vite à l'échange des produits industriels contre les denrées agricoles.

Beaucoup d'entre vous se souviennent probablement qu'au IX^e^ Congrès du Parti nous avons posé la question du passage au front économique. Toute l'attention était fixée sur ce point. Nous pensions alors que nous étions délivrés de la guerre : nous venions de proposer à la Pologne bourgeoise des conditions de paix incroyablement avantageuses pour elle. Comme vous le savez, la paix a été sabotée, la guerre contre la Pologne s'ensuivit avec, pour prolongement, l'affaire Wrangel, etc. La période séparant le IX^e^ du X^e^ Congrès a presque entièrement été occupée par la guerre ; ce n'est que tout récemment, vous le savez, que nous avons signé une paix définitive avec les Polonais, et il y a quelques jours seulement que nous avons signé avec la Turquie une convention de paix qui seule nous débarrassera des guerres perpétuelles au Caucase. A présent seulement nous avons conclu avec l'Angleterre un accord commercial d'importance mondiale ; à présent seulement l'Angleterre s'est vue obligée d'entrer avec nous en relations commerciales ; l'Amérique, par exemple, s'y refuse encore. Cela vous donne une idée de nos difficultés pour sortir de cette guerre. Si nous avions pu réaliser à l'époque les vœux du IX^e^ Congrès du Parti, nous aurions évidemment pu fournir beaucoup plus de produits.

J'ai eu aujourd'hui la visite du camarade Korolev, d'Ivanovo-Voznessensk, l'une de nos provinces rouges les plus industrielles, prolétariennes. Il m'a cité des chiffres et des faits. La première année, six fabriques seules tour-

naient, et pas une ne travaillait sans interruption même au cours d'un mois. C'était l'arrêt complet de l'industrie. L'an passé, 22 fabriques ont été, pour la première fois, mises en route ; elles ont travaillé sans interruption plusieurs mois de suite, quelques-unes même six mois. Le plan prévoyait 150 millions d'archines * ; les chiffres concernant la toute dernière période montrent qu'elles en ont produit 117 millions, alors qu'elles n'avaient reçu que la moitié du combustible prévu. Vous voyez comment se sont produits les échecs, non seulement à l'échelle d'Ivanovo-Voznessensk, mais à celle de toute la Russie. Cela s'expliquait dans une notable mesure par la désorganisation de l'économie paysanne, par l'épizootie, l'impossibilité d'acheminer une quantité suffisante de bois de chauffage aux gares et aux ports fluviaux. Voilà pourquoi les travailleurs d'Ivanovo-Voznessensk ont reçu moins de bois, de tourbe et de pétrole. C'est un miracle qu'avec la moitié du combustible prévu, ils aient produit 117 millions sur les 150 du programme. Ils ont augmenté le rendement, ils ont muté les ouvriers aux meilleures fabriques, voilà pourquoi le pourcentage a été si fort. C'est un exemple précis et récent qui montre la situation où nous nous trouvons. Le IX^e^ Congrès du Parti avait fixé à plus de 600 millions le programme des tissus, mais nous n'avons même pas produit le tiers, car la province d'Ivanovo-Voznessensk qui s'est révélée la meilleure n'a donné que 117 millions. Imaginez ce que sont 117 millions d'archines d'étoffes pour les millions d'habitants de Russie. C'est la misère. Le rétablissement de l'industrie a été retardé dans de telles proportions qu'au printemps 1921 il paraissait absolument impensable. Il nous fallait une immense armée, et ses effectifs ont été portés à plusieurs millions d'hommes. Il était extrêmement difficile de la démobiliser rapidement en plein hiver en raison du délabrement des transports. Nous y sommes parvenus au prix d'efforts inouïs.

Telle est la situation. Quelle issue peut-il y avoir sinon celle de réduire les réquisitions aux limites extrêmes, à 240 millions de pouds de blé au lieu de 423. C'est le minimum que nous devons collecter dans une année de récolte moyenne et qui nous permet à peine de subsister. Pour

* Ancienne unité de mesure valant 0,71 m. (*N.R.*)

ne pas être réduits à ce minimum, il faut laisser l'économie paysanne se relever. Aujourd'hui, des mesures s'imposent. La plus efficace serait, bien entendu, de rétablir la grosse industrie. Il est évident que la mesure la meilleure et la seule juste sur le plan économique, c'est d'augmenter la production des fabriques et de fournir plus de produits nécessaires aux paysans, non seulement des étoffes utiles au cultivateur et à sa famille, mais aussi des machines, des outils, même rudimentaires, dont les paysans ont absolument besoin. Ce qui s'est passé pour les étoffes s'est répété dans l'industrie métallurgique. Telle était notre situation. Nous n'avons pas réussi à rétablir l'industrie après le IX^e^ Congrès, parce que nous avons été victimes d'une année de guerre, de la pénurie des combustibles et des transports, du délabrement extrême de l'économie paysanne. Quelles mesures peut-on prendre pour aider au maximum l'économie paysanne ? Il n'y en a qu'une : réduire les réquisitions, les transformer en un impôt fixé à 240 millions dans une année de récolte moyenne, impôt qui sera peut-être réduit en cas de mauvaise récolte, afin que le paysan sache qu'il doit remettre une certaine quantité, évaluée au minimum ; pour qu'il puisse se consacrer avec le plus de zèle à augmenter la production ; que le reste de ses produits puisse lui fournir ce dont il a besoin, pour permettre à l'économie paysanne de s'améliorer autrement que grâce à l'industrie, ce qui serait le plus juste, le plus rationnel, mais les forces nous manquent pour cela. L'impôt est fixé au minimum, et son entrée en vigueur sur le plan local permettra de rétablir la petite industrie, puisque nous ne saurions rétablir la grosse industrie dans les délais que nous désirerions. Cela a déjà été prouvé par le programme d'Ivanovo-Voznessensk qui a donné la majeure partie des prévisions. Il faut attendre encore une année, pour que les réserves de combustibles suffisent à assurer la production dans toutes les fabriques. Si nous pouvons le faire en un an, et peut-être même en deux, ce sera une bonne chose. Pouvons-nous fournir les paysans ? Si la récolte était bonne, ce serait possible.

Au Congrès du Parti, au cours du débat sur l'impôt en nature, on a distribué une brochure du camarade Popov, directeur des Services centraux de statistiques, concer-

nant la production céréalière en Russie. Cette brochure complétée paraîtra ces jours-ci et tout le monde devrait la lire. Elle donne une idée de la production céréalière, ses calculs sont basés sur les données du recensement que nous avons opéré et qui nous a fourni les chiffres exacts de la population globale et déterminé de façon approximative l'étendue des exploitations. Cette brochure établit qu'une récolte de 40 pouds par déciatine permettrait à l'économie paysanne, sur le territoire actuel de la Russie soviétique, de livrer à l'Etat 500 millions de pouds d'excédents. Nous pourrions alors satisfaire entièrement les besoins des villes : 350 millions de pouds ; il nous resterait encore un stock pour vendre à l'étranger et pour améliorer l'économie paysanne. Mais la récolte a été si mauvaise que nous n'avons eu qu'une moyenne de 28 pouds par déciatine. Nous avons été en déficit. Si nous comptons à la manière des statisticiens, il faut 18 pouds par personne ; on devra alors prendre trois pouds à chacun et le condamner ainsi à des privations pour assurer une existence de famine à l'armée et aux ouvriers industriels. Dans ces conditions, nous n'avions pas d'autre solution que de réduire au maximum les réquisitions et de les transformer en impôt. Nous devons employer toutes nos forces et tous nos soins pour améliorer la petite économie paysanne. Nous n'avons pu lui fournir des étoffes, des machines et d'autres fabrications des grosses entreprises ; il faut pourtant le faire immédiatement, et pour cela, il faut recourir à la petite industrie. La première année de la nouvelle réforme devra déjà apporter des résultats.

Pourquoi portons-nous le plus d'attention à l'économie paysanne ? Parce que ce n'est que par elle que nous pourrons avoir le ravitaillement et les combustibles nécessaires. Si elle veut gérer correctement son économie, en tant que classe dominante, qui exerce la dictature, la classe ouvrière doit se dire : voilà le point faible, c'est la crise de l'économie paysanne ; il faut y remédier pour s'attacher une nouvelle fois à rétablir la grosse industrie, pour arriver à ce que toutes les 70 fabriques de la région d'Ivanovo-Voznessensk tournent, et, pas seulement 22. Alors ces importantes fabriques d'etoffes subviendront aux besoins de toute la population, alors la production paysanne

sera collectée non sous forme d'impôt, mais sous forme d'échange contre les produits industriels que lui donnera la classe ouvrière. Voilà dans quelle phase de transition nous sommes : il faut partager la misère et la faim, sauver, au prix d'une sous-alimentation générale, ceux sans lesquels nous ne pouvons conserver ni les restes des fabriques, ni les chemins de fer, ni une armée capable de résister aux gardes blancs.

Nos réquisitions ont été tellement décriées par les menchéviks qui disaient que le régime soviétique n'a apporté à la population que les réquisitions, la misère et la ruine, qu'après le rétablissement partiel de la paix, après la fin de la guerre civile, il nous a été impossible de relever à bref délai notre industrie. Mais enfin, même dans les pays les plus riches, il faut des années pour rétablir l'industrie. Même un pays aussi riche que la France doit mettre beaucoup de temps pour rétablir son industrie ; or, la France a moins que nous souffert de cette guerre, les destructions n'ont affecté qu'une faible partie du territoire. Il est même étonnant que nous ayons pu, pendant la première année de paix partielle, faire marcher à Ivanovo-Voznessensk 22 usines sur 70 et fabriquer 117 millions d'archines sur 150. A l'époque, les réquisitions étaient inévitables, mais aujourd'hui, nous devons modifier notre politique du ravitaillement, c'est-à-dire qu'il faut remplacer les réquisitions par un impôt. Ceci améliorera sans aucun doute la situation du paysan, lui permettra sans aucun doute de compter de façon plus précise, plus certaine et plus sûre que tous ses excédents disponibles pourront être échangés contre, tout au moins, des fabrications artisanales locales. Voilà pourquoi cette politique économique du pouvoir des Soviets est nécessaire.

Maintenant, pour conclure, je voudrais montrer comment cette politique est compatible avec le communisme, et pourquoi le pouvoir soviétique communiste favorise le développement du libre commerce. Est-ce bien du point de vue communiste ? Pour répondre à cette question, il faut examiner de près les changements intervenus dans l'économie paysanne. Au début, la situation était la suivante : tous les paysans étaient dressés contre le pouvoir des grands propriétaires fonciers. Pauvres et koulaks marchaient in-

différemment contre eux quoique, bien entendu, avec des buts divers : les koulaks cherchaient à enlever la terre aux propriétaires pour étendre leurs domaines. C'est à ce moment qu'est apparue la différence entre les intérêts et les aspirations des pauvres et des koulaks. En Ukraine, cette opposition d'intérêts est aujourd'hui encore beaucoup plus nette que chez nous. Les terres des propriétaires pouvaient à peine être utilisées immédiatement par les paysans pauvres qui manquaient de matériel et d'instruments. Et voilà que nous voyons les paysans pauvres s'organiser pour ne pas laisser les koulaks s'emparer de ces terres. Le pouvoir soviétique prête son concours aux comités de paysans pauvres de chez nous et de « villageois pauvres » d'Ukraine [68]. Quel a été le résultat ? C'est que les paysans moyens sont devenus l'élément prédominant dans les campagnes. Les statistiques nous l'apprennent, et tous ceux qui vivent à la campagne l'ont observé eux-mêmes. Les extrêmes, koulaks comme indigents, se sont raréfiés, la majorité de la population se rapproche du niveau moyen. Si nous voulons augmenter le rendement de notre économie paysanne, nous devons compter en premier lieu avec les paysans moyens. Le Parti communiste a dû établir sa politique en fonction de ce fait.

Puisque la campagne comprend aujourd'hui une majorité de paysans moyens, nous devons les aider à relever leur économie ; mais de plus, nous devons exiger d'eux ce que nous exigeons de l'ouvrier. Au dernier congrès du parti, la question capitale a été la propagande en faveur du ravitaillement : toutes les forces sur le front économique, élever la productivité et augmenter la quantité des produits. A moins de remplir ces conditions, aucune progression n'est possible. Si nous le disons pour les ouvriers, il faut aussi le dire pour les paysans. L'Etat percevra du paysan un impôt déterminé, mais en échange il exigera de lui qu'il développe son exploitation, en sachant bien qu'on ne lui prendra plus rien et qu'il disposera de ses excédents pour développer son exploitation. Par conséquent, le changement de la politique à l'égard des paysans est motivé par un changement de leur situation. Les paysans moyens prédominent désormais à la campagne, et nous devons tenir compte de ce fait pour élever nos forces productives.

Je vous rappellerai ensuite qu'en 1918, après la conclusion du traité de Brest-Litovsk, j'ai eu à discuter avec un groupe dit de « communistes de gauche » [69]. Ceux qui étaient à cette époque au parti, se souviennent que certains communistes craignaient que la conclusion de cette paix ne compromît toute politique communiste. J'ai dit entre autres au cours de cette discussion : en Russie, le capitalisme d'Etat n'est pas dangereux, il constituerait un pas en avant. Ces mots ont paru fort bizarres. Comment donc ? dans la République socialiste soviétique, le capitalisme d'Etat serait un pas en avant ? A cela j'ai répondu : Voyez plutôt ce que nous observons en Russie sur le plan des rapports économiques réels. Nous observons au moins cinq systèmes ou régimes, ou structures économiques, différents qui sont, en partant du bas: le premier, l'économie patriarcale: le foyer paysan travaille uniquement pour son compte ou bien est nomade ou semi-nomade ; ce ne sont pas ceux-là qui manquent ; le deuxième, c'est la petite économie marchande qui vend ses produits au marché ; le troisième est capitaliste, c'est l'apparition des capitalistes, du petit capital privé ; le quatrième, c'est le capitalisme d'Etat et le cinquième, le socialisme. A regarder de près, nous devons dire que tous ces rapports subsistent aujourd'hui aussi dans le système, dans la structure économique de la Russie. En aucun cas, nous ne pouvons oublier ce que nous observons souvent : les rapports socialistes des ouvriers dans les fabriques appartenant à l'Etat et où les ouvriers collectent par leurs propres moyens les combustibles, les matières premières et les vivres; ou bien où ils s'efforcent de répartir équitablement les produits industriels parmi les paysans, les acheminent par moyens de transport. C'est cela le socialisme. Mais à côté de cela, la petite économie existe, fort souvent, indépendamment. Comment se fait-il qu'elle puisse exister indépendamment ? Parce que la grosse industrie n'est pas rétablie, parce que les fabriques socialistes ne peuvent recevoir que le dixième peut-être de ce qu'elles devraient recevoir ; et pour cette raison, elle reste indépendante des fabriques socialistes. La ruine incroyable du pays, le manque de combustibles, de matières premières et de moyens de transport permettent à la petite production d'exister en dehors du socialisme.

Et j'affirme : dans ces conditions, qu'est-ce que le capitalisme d'Etat ? ce sera le groupement de la petite production. Le capital groupe la petite production, le capital prend naissance à partir de la petite production. Nous ne devons pas fermer les yeux à ce sujet. Il est certain que la liberté du commerce, c'est la croissance du capitalisme ; impossible de sortir de là, et ceux qui auraient l'idée de s'y dérober ou de l'éluder ne feraient que se payer de mots. Le capitalisme apparaît, s'il y a petite production, s'il y a liberté du commerce. Mais avons-nous à redouter ce capitalisme, nous qui détenons les fabriques, les usines, les transports et le commerce extérieur ? Je le disais à ce moment et je le répète aujourd'hui, j'estime que la chose est irréfutable : nous n'avons pas à redouter ce capitalisme. Ce capitalisme, ce sont les concessions.

Nous intensifions nos efforts pour conclure un traité de concessions, mais, malheureusement, jusqu'à présent nous n'en avons pas conclu un seul. Cependant, à l'heure actuelle, nous en sommes plus près que quelques mois plus tôt, lorsque nous avons la dernière fois évoqué cette question. Qu'est-ce que les concessions du point de vue des rapports économiques ? C'est le capitalisme d'Etat. Le gouvernement soviétique passe un accord avec un capitaliste. Aux termes du contrat, nous mettons à sa disposition un certain nombre d'objets : matières premières, gisements, exploitations, mines ou même, comme dans l'un des derniers projets (avec une entreprise suédoise de roulements à billes), une usine spéciale. L'Etat socialiste remet au capitaliste les moyens de production qui lui appartiennent : usines, matériaux, mines ; le capitaliste travaille au titre de partie contractante, d'affermataire des moyens de production socialistes, tire de son capital des bénéfices et laisse à l'Etat socialiste une partie des produits.

A quoi bon ces concessions ? Elles augmentent immédiatement les produits ; et c'est ce dont nous avons besoin, nous ne pouvons pas les avoir autrement. C'est ainsi que naît le capitalisme d'Etat. Est-il redoutable pour nous ? Non, parce que c'est nous qui fixerons les concessions à accorder. Par exemple les concessions pétrolières. Elles nous procureront aussitôt des millions de pouds de pétrole, plus que nous n'en produirons nous-mêmes. C'est avan-

tageux parce que le paysan nous donnera ses excédents de blé contre le pétrole et non contre du papier-monnaie, et cela nous permettra d'améliorer sur-le-champ la situation de tout le pays. Voilà la raison pour laquelle nous n'avons pas à redouter le capitalisme qui prendra inévitablement naissance à partir du commerce libre. Il sera le résultat du développement de la circulation, de l'échange des produits industriels, voire de la petite industrie contre des produits agricoles.

Vous apprendrez en prenant connaissance de la loi publiée aujourd'hui que dans certaines branches d'industrie on offre aux ouvriers, à titre de primes en nature, une certaine partie des produits fabriqués dans leur usine, qu'ils pourront échanger contre du blé. Ainsi, les ouvriers du textile toucheront, à condition que soient couverts les besoins de l'Etat, une partie des étoffes qu'ils échangeront contre du blé. C'est indispensable pour améliorer plus rapidement la situation des ouvriers et des paysans. Nous ne pourrions pas réaliser cette réforme à l'échelle de l'Etat, et il faut le faire à tout prix. Voilà pourquoi nous ne nous dissimulons nullement que la liberté du commerce implique dans une certaine mesure le développement du capitalisme, et nous disons : ce capitalisme sera contrôlé, surveillé par l'Etat. Ce capitalisme nous n'avons pas à le redouter puisque l'Etat ouvrier détient les fabriques, les usines et les chemins de fer. Cela améliorera le circuit économique entre les produits paysans et les artisans locaux, qui, en quantité limitée, compenseront les produits industriels dont les paysans ont besoin, mais les compenseront tout de même dans une certaine mesure ; malgré tout l'économie paysanne s'améliorera par rapport à la période antérieure, et nous devons l'améliorer coûte que coûte. Peu importe si la petite industrie se développe jusqu'à un certain point, peu importe si le capitalisme d'Etat se développe, le pouvoir soviétique ne craint rien ; il doit regarder la réalité en face, appeler les choses par leur nom, mais aussi contrôler tout cela et lui imposer une mesure.

Les concessions ne sont pas à redouter si nous laissons aux concessionnaires quelques usines et gardons pour nous la majorité. Certes, il serait tout à fait absurde de la part

du pouvoir soviétique de céder aux concessionnaires la majeure partie de son bien ; ce ne serait plus une concession, mais le retour au capitalisme. Les concessions ne sont pas à redouter tant que nous tenons en mains toutes les entreprises d'Etat et tant que nous évaluons avec une précision scrupuleuse, quelles concessions accorder, sous quelles conditions et dans quelles proportions. Le capitalisme qui croît de la sorte est contrôlé, calculé et le pouvoir reste aux mains de la classe ouvrière et de l'Etat ouvrier. Nous n'avons à redouter ni le capital qui existera sous forme de concessions ni celui qui, inévitablement, se développera par l'entremise des coopératives, de la liberté du commerce ; notre but est de développer et d'améliorer la situation de la paysannerie ; nous devons bander tous nos efforts pour que cela soit conforme aux intérêts de la classe ouvrière. Tout ce qu'il est possible de faire pour améliorer l'économie paysanne, pour développer le circuit économique local tout en dirigeant l'économie nationale de façon à rétablir la grosse industrie socialiste plus vite que jusqu'à présent, tout cela, nous le ferons plus vite avec que sans les concessions ; avec l'aide d'une économie paysanne reposée, revigorée, nous le ferons beaucoup plus vite qu'avec l'extrême misère qu'elle a connue jusqu'à présent.

Voilà ce que j'avais à dire sur la question de savoir comment on doit apprécier cette politique du point de vue communiste, pourquoi elle était nécessaire, pourquoi, correctement appliquée, elle nous apportera une amélioration immédiate ou tout au moins plus rapide que si elle n'était pas appliquée.

« Pravda » nos 81, 82 et 83 ; 15, 16 et 17 avril 1921

Conforme au texte de la « Pravda »

MESSAGE A LA CONFERENCE DES SECTIONS FEMININES DES PEUPLES D'ORIENT DES REGIONS ET REPUBLIQUES SOVIETIQUES [70]

A mon grand regret, un travail urgent m'empêche d'assister à votre conférence. Je vous salue chaleureusement et vous adresse mes meilleurs vœux de succès dans votre travail, particulièrement dans la préparation du prochain Congrès de Russie des femmes sans-parti de l'Orient, qui, s'il est convenablement préparé et mené à bonne fin, jouera incontestablement un rôle immense *dans l'éveil de la conscience et l'organisation des femmes de l'Orient.*

Lénine

« Pravda » n° 77, 10 avril 1921

Conforme au texte de la « Pravda » collationné sur l'original signé par Lénine

RAPPORT SUR LES CONCESSIONS PRESENTE A LA REUNION DE LA FRACTION COMMUNISTE DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE LE 11 AVRIL 1921

Camarades, la question des concessions a suscité parmi nous des divergences assez inattendues : en effet, dès l'automne dernier, il semblait en principe que cette question était résolue sans contestation, et lorsque le décret du Conseil des Commissaires du Peuple relatif aux concessions fut promulgué, le 23 novembre de l'an passé, nulle protestation ne se manifesta dans les milieux du parti, tout au moins parmi les responsables, et l'on n'apercevait aucune divergence. Vous savez naturellement qu'au congrès du parti, il a fallu prendre une décision spéciale pour confirmer le décret sur les concessions et l'étendre spécialement à l'octroi de concessions à Bakou et à Grozny [71]. Il a fallu en saisir le congrès afin d'éviter les flottements dans la politique du C.C., au sein duquel la division, précisément sur cette question, s'était révélée dans une certaine mesure absolument sans rapport avec les divisions fractionnelles antérieures, mais suscitées en grande partie par Bakou. Certains camarades de cette ville ne voulaient pas se résigner à l'idée que là aussi les concessions s'imposaient, et peut-être même là surtout, et qu'il était souhaitable de concéder la plupart des exploitations de Bakou. Les arguments étaient extrêmement variés, depuis celui qui consistait à dire : nous « aviserons » nous-mêmes, à quoi bon faire appel à l'étranger, pour affirmer ensuite

que les vieux ouvriers, aguerris dans la lutte contre les capitalistes, ne se laisseraient pas ramener sous le joug du capitalisme, etc.

Je ne vais pas me mettre à juger dans quelle mesure ces arguments traduisaient un attachement général aux principes ou bien, si je puis m'exprimer ainsi, un « patriotisme » de Bakou, un particularisme de Bakou. Je dois dire, pour mon compte personnel, que j'ai combattu ce point de vue avec la dernière énergie, estimant que, si nous ne réussissons pas à pratiquer la politique des concessions, à faire participer les capitaux étrangers aux concessions, il est vain de parler de mesures pratiques sérieuses pour améliorer la situation économique. Il est impossible d'envisager sérieusement une amélioration immédiate de la situation économique sans appliquer la politique des concessions, sans renoncer aux préjugés, au patriotisme local, en partie au patriotisme corporatif et en partie à l'idée que, comme ils disent, nous « aviserons » nous-mêmes. Il faut être disposé à consentir toute sorte de sacrifices, privations et inconvénients, à rompre avec des habitudes et peut-être même des maladies, à seule fin de réaliser de sérieux progrès et d'améliorer la situation économique dans les branches maîtresses de l'industrie. Il faut y arriver coûte que coûte.

Au congrès du parti, toute l'attention a été portée sur la question de la politique à l'égard de la paysannerie et sur celle de l'impôt en nature qui occupe la première place dans la législation en général et qui a retenu l'attention du parti au titre de problème politique central. Pour ce qui est de l'impôt en nature et de l'attitude envers la paysannerie, nous avons compris que nous ne sommes pas en mesure d'accroître la productivité de la grande industrie assez vite pour satisfaire les besoins des paysans, sans recourir à des béquilles telles que la renaissance de la liberté du commerce et de l'industrie. Et il nous faut maintenant nous relever, tout au moins avec l'aide de ces béquilles, car il est évident pour tout être sain d'esprit que, sans ces béquilles, nous ne pourrons faire face aux impératifs de la vie ; en effet, la situation continue à s'aggraver, ne serait-ce que du fait que ce printemps la campagne de flottage a échoué dans une large mesure pour maintes

raisons, en premier lieu pour des raisons climatiques. Nous allons vers une crise du combustible. Ensuite, le printemps nous menace d'une nouvelle mauvaise récolte, encore une fois en raison de facteurs climatiques et d'une pénurie de fourrage, ce qui peut encore réduire l'arrivage du combustible. Et si la sécheresse s'y ajoute, la crise risque de prendre un caractère absolument exceptionnel. Il faut comprendre que, dans ces conditions, tous les termes de notre programme, insistant, au premier chef, sur la nécessité d'accroître coûte que coûte la quantité des produits, n'ont pas été écrits pour être un objet d'admiration ou de dévotion pour les résolutions en tout genre, ce à quoi les communistes s'adonnent avec ferveur, mais bien pour qu'une quantité accrue de produits soit coûte que coûte livrée. Cela, nous ne pouvons pas le faire nous-mêmes, sans l'aide du capital étranger. A quiconque considère la réalité sans se laisser leurrer, cette constatation s'impose. Voilà pourquoi la question des concessions a pris une importance telle que le congrès du parti a dû s'en occuper.

Après quelques débats, le Conseil des Commissaires du Peuple a adopté les principes fondamentaux d'un contrat de concessions. Je vais vous en donner lecture, en signalant les principes qui présentent une importance particulière ou qui suscitent les divergences. Si tous les membres du parti, et surtout les dirigeants du mouvement syndical, c'est-à-dire des masses organisées du prolétariat, de la majorité organisée du prolétariat, ne comprennent pas la situation véritable et n'en tirent pas les conclusions qui s'imposent, il est bien évident qu'on ne saurait parler sérieusement d'édification économique. Je vais lire, point par point, les principes fondamentaux du contrat tels qu'ils ont été adoptés par le Conseil des Commissaires du Peuple. Je dois ajouter que, jusqu'à présent, nous n'en avons pas conclu un seul. Nous avons trouvé le temps d'exposer nos différends de principe (nous sommes très forts en la matière), mais nous n'avons pas accordé une seule consession. Certains peut-être s'en réjouiront. Dans ce cas c'est affligeant, car, si nous ne faisons pas participer le capital aux concessions, c'est que nous n'avons aucun sens des affaires d'ordre économique. Mais, pour un communiste, les résolutions offrent un vaste champ d'action. On pourrait

en couvrir à volonté ce qui reste de papier. Premier point :

« 1. Le concessionnaire est tenu de porter la situation des ouvriers employés dans les entreprises concédées (en comparaison des autres ouvriers des entreprises analogues de la même localité) au niveau moyen de l'étranger. »

Nous inscrivons cette clause essentielle dans le contrat afin de plonger d'emblée les communistes et les dirigeants de nos organismes économiques au cœur du problème. Qu'y a-t-il de plus important pour nous dans les concessions ? C'est naturellement d'augmenter la quantité des produits. Cela va de soi. Mais il est aussi fort important, voire même davantage, d'arriver à une amélioration immédiate du sort des ouvriers employés dans ces entreprises. Ces clauses du contrat de concession ont été adoptées après une série de discussions, et en particulier sur la base d'une série de discussions menées à l'étranger par certains représentants de la R.S.F.S.R., notamment le camarade Krassine, avec certains rois des finances de l'impérialisme actuel. Il faut dire que dans notre pays, vous le savez, bien entendu, l'immense majorité des communistes ont appris dans les livres ce que sont le capitalisme et le capital financier ; peut être même ont-ils fait des brochures à ce sujet ; mais 99 communistes sur 100 ne savent pas mener des discussions d'affaires avec des représentants du capital financier, et n'y arriveront jamais.

A cet égard, le camarade Krassine possède une formation exceptionnelle, car il a étudié les conditions de l'industrie, sur le plan pratique et celui de l'organisation, en Allemagne et en Russie. Ces clauses ont été communiquées au camarade Krassine qui a répondu : « En somme, c'est acceptable. » La première obligation imposée au concessionnaire, c'est d'améliorer la situation des ouvriers. C'est ce dont Krassine a parlé au cours d'un entretien préliminaire avec un des rois du pétrole ; d'ailleurs les capitalistes d'Europe occidentale comprenaient bien qu'il est absolument impossible de compter élever la productivité dans la situation actuelle des ouvriers. Cette obligation faite au concessionnaire d'améliorer la situation des ouvriers, n'est pas dictée par des motifs humanitaires quelconques, mais par l'aspect purement réaliste de la question. Deuxième point :

« 2. Ce faisant, il est tenu compte du faible rendement de l'ouvrier russe, et il est prévu de réviser dans la mesure du possible les taux de productivité de l'ouvrier russe en fonction de l'amélioration de ses conditions de vie. »

Cette réserve était nécessaire pour éviter une interprétation unilatérale du point précédent. Tous ces points sont des règles et des directives pour tous les représentants du pouvoir soviétique qui auront à conclure des concessions ; ce sont les lignes directrices à partir desquelles les contrats seront mis au point. Nous avons un projet de contrat pour le pétrole, pour les usines de roulements à billes, un projet de concessions forestières et un contrat pour le Kamtchatka, dont il est question depuis longtemps, mais qui n'est pas réalisé pour de nombreuses raisons. Le deuxième point était nécessaire pour que le premier ne soit pas pris dans un sens trop rigide. Nous devons tenir compte du fait que la productivité n'augmentera pas tant que la situation des ouvriers ne s'améliorera pas. Ne pas en tenir compte, c'est placer d'emblée toutes les questions relatives aux concessions sur un terrain si peu réaliste que le capitaliste refusera même de traiter avec nous. Troisième point :

« 3. Le concessionnaire est tenu d'importer de l'étranger, à l'intention des ouvriers employés dans les entreprises, les articles nécessaires à leur subsistance : leur prix ne doit pas dépasser le prix de revient plus un pourcentage déterminé pour les frais généraux. »

Ici, il était question de fixer le taux de 10%, mais dans la discussion finale, nous avons supprimé le montant du pourcentage. Ce qui importe en ce cas, c'est de poser le principe de l'importation des articles nécessaires à la vie des ouvriers. Nous savons qu'étant donné les conditions de notre économie paysanne et la question de nos combustibles, nous ne pourrons pas, dans les années à venir, améliorer d'une façon radicale la situation des ouvriers ni, par conséquent, accroître la productivité. Il faut donc que le concessionnaire fasse valoir dans ce contrat la nécessité d'importer tous les produits de consommation, clause parfaitement réalisable pour lui. A cet égard, nous avons déjà l'accord préalable de certains requins du capitalisme. Les concessionnaires accepteront ces conditions parce qu'ils ont absolument besoin des matières premières, qui ont

pour eux valeur énorme. L'importation des matières premières est pour eux d'une nécessité absolue. Que ces entreprises prioritaires occupent dix, vingt ou trente mille ouvriers, il ne coûte rien aux concessionnaires de se procurer tous les articles nécessaires aux ouvriers grâce aux liaisons que possèdent les consortiums et les trusts modernes ; il ne reste presque plus de capitalistes en marge des consortiums et des trusts, et toutes les grandes entreprises ne sont plus édifiées sur le marché libre, mais sur des monopoles ; par conséquent, elles sont en état d'interdire l'accès des matières premières et des produits aux autres capitalistes, tout en ayant la possibilité d'obtenir autant de produits que l'exigent tous les contrats préalables. Ces consortiums brassent des centaines de millions. Ils pourront disposer d'énormes stocks de vivres et, par conséquent, ils pourront se procurer ces vivres et autres articles nécessaires aux quelques dizaines de milliers d'ouvriers et les expédier en Russie.

Cela ne présente pour eux aucune difficulté d'ordre économique. Ils regarderont ces entreprises comme prioritaires, ils prendront 100% de bénéfice, si ce n'est 1000%, et ils leur fourniront des vivres. Je le répète, cela ne présente pour eux aucune difficulté d'ordre économique. Nous devons fonder notre politique des concessions sur la nécessité d'améliorer le sort des ouvriers dans les entreprises du premier type, et ensuite seulement dans les autres. Le point suivant est le quatrième :

« 4. De plus, sur demande du gouvernement de la R.S.F.S.R., le concessionnaire doit faire venir, en sus des articles destinés aux ouvriers occupés dans les concessions, de 50% à 100% de cette quantité, et les livrer au gouvernement de la R.S.F.S.R. contre paiement au même taux (prix de revient plus pourcentage déterminé de frais généraux). Le gouvernement de la R.S.F.S.R. est en droit d'effectuer ce paiement avec une part du produit réalisé par le concessionnaire (c'est-à-dire en défalquant sur sa propre part). »

Au cours des conversations préliminaires avec les rois de la finance, cette condition a été jugée acceptable, elle aussi, par eux, les entreprises en concession étant pour eux des secteurs prioritaires.

Si nous prenons des produits comme le pétrole qu'ils pourront obtenir de nous, ils auront la faculté d'avoir le monopole de la vente à l'étranger. Ils pourront donc donner des produits alimentaires, non seulement pour les ouvriers occupés dans leur entreprise, mais aussi un certain pourcentage en sus. En comparant ce point au point premier, vous voyez sur quoi est essentiellement axée la politique des concessions : l'amélioration du sort des ouvriers, tout d'abord de ceux qui travaillent dans les entreprises en concession, puis aussi, dans une moindre mesure, des autres, en faisant venir à cet effet certains articles de consommation de l'étranger. Actuellement, au titre d'acheteurs du marché international, nous ne pouvons pas les obtenir, même si nous avions de quoi les payer. En offrant des devises, de l'or par exemple, vous ne devez pas oublier que le marché libre n'existe plus, que le marché est accaparé entièrement, ou presque, par les consortiums, les cartels et les trusts, qui ne considèrent que leurs profits impérialistes et qui donneront des vivres aux ouvriers uniquement pour leurs entreprises à eux, et non pour les autres, parce que le vieux capitalisme, au sens du marché libre, n'existe plus. Vous voyez là ce qu'est la politique des concessions en regard des conditions actuelles du capital financier et de la lutte gigantesque des trusts, de leur lutte entre eux. La politique des concessions est une alliance conclue par une partie contre une autre et, aussi longtemps que nous ne sommes pas suffisamment forts, nous devons, pour tenir jusqu'à la victoire de la révolution internationale, exploiter leur hostilité mutuelle. Il leur est possible d'assurer le sort des ouvriers, parce que faire vivre vingt ou trente mille ouvriers de plus n'est rien pour une grande entreprise moderne. Cela nous permettrait de couvrir la dépense en matières premières, en pétrole, par exemple. Si nous pouvions payer cette quantité supplémentaire d'articles nécessaires pour faire vivre les ouvriers par une quantité supplémentaire de bois ou de minerai, nos principales richesses, nous aurions la possibilité, tout d'abord, d'améliorer la situation des ouvriers employés dans les entreprises en concession, et l'excédent servirait à améliorer la situation des autres dans une moindre mesure.

Cinquième point :

« 5. Le concessionnaire est tenu de respecter les lois de la R.S.F.S.R., notamment en ce qui concerne les conditions de travail, les délais de paiement, etc., de conclure un accord avec les syndicats (si le concessionnaire le réclame, nous sommes d'accord pour ajouter que, dans ces accords, la norme de l'ouvrier moyen d'Amérique ou d'Europe occidentale est obligatoire pour les deux parties). »

Cette restriction a été adoptée pour dissiper les craintes du capital vis-à-vis de nos syndicats. Si nous disons : il faut conclure un accord avec les syndicats, c'est parce que la participation des syndicats est une clause constante de toute notre législation ; parce que, dans toutes les lois qui présentent une importance fondamentale dans ce domaine, on a prévu la participation des syndicats, et que, conformément aux principes socialistes, les statuts syndicaux sont garantis par la loi. Si nous disions : le capitaliste doit conclure un accord avec les syndicats, un capitaliste bien informé, sachant que les syndicats sont dirigés par leurs fractions communistes et, à travers celles-ci, par le parti, pourrait craindre toutes sortes d'avanies de la part de ces communistes, et il pourrait réclamer des conditions absolument exorbitantes. Du point de vue du capitaliste, de telles craintes sont tout à fait naturelles. Aussi devons-nous dire que nous nous plaçons sur le terrain d'un contrat d'affaires, sinon les conversations ne mènent à rien. Nous disons donc que nous sommes d'accord pour insérer cet additif. Nous sommes d'accord, en notre nom et en celui de nos syndicats, pour admettre cette norme comme égale à la norme moyenne des ouvriers d'Amérique ou d'Europe occidentale. Autrement, je le répète, il ne peut être question de contrat adapté aux rapports capitalistes.

Sixième point :

« 6. Le concessionnaire est tenu de respecter rigoureusement les règles scientifiques et techniques conformes à la législation russe et étrangère (détails dans chaque contrat). »

Ce point sera particulièrement détaillé pour chaque contrat. Ainsi le contrat pétrolier comporte 10 articles où les règles scientifiques détaillées sont exposées et décrites. Le trait essentiel de l'économie capitaliste est son incapacité à se soucier d'une exploitation scientifique et

correcte, de la terre, comme de la main-d'œuvre. Les règles scientifiques et techniques sont le moyen de lutter contre cet état de choses. Nous savons, par exemple, que les entreprises pétrolières sont menacées d'inondation si on les exploite d'une façon tant soit peu incorrecte ou insuffisamment correcte. Il est clair qu'il est capital pour nous d'obtenir de l'équipement technique. Je rappellerai ici qu'une évaluation approximative de l'équipement qu'il nous faut a été publiée dans la brochure intitulée *Le plan d'électrification de la Russie.* Je ne me souviens pas des chiffres de façon absolument précise, mais, globalement, les dépenses pour l'électrification ont été estimées à 17 milliards de roubles-or, les travaux de la première tranche pouvant être exécutés dans un délai de dix ans environ. Sur cette somme, nous comptons couvrir jusqu'à 11 milliards avec nos réserves propres, tant en or que grâce aux exportations ; il manque donc 6 milliards. Partant de là, les auteurs de l'ouvrage en arrivent à conclure qu'il faudra accepter ou bien des créances, ou bien des concessions. Il faut couvrir ce déficit. Le plan a été dressé par les meilleurs spécialistes pour toute la république : il vise au développement harmonieux de toutes les branches d'industrie. Il s'agit en premier lieu du combustible et de l'utilisation la plus économique, la plus rationnelle et la plus perfectionnée de ce combustible, employé dans toutes les branches maîtresses de l'industrie. Nous ne pourrions pas nous acquitter de cette tâche si nous n'avions pas les ressources des concessions et des créances. Naturellement, ces conditions deviendront inexistantes à un certain moment que nous souhaitons vivement. Après une grève particulièrement importante, comme celle qui a lieu en ce moment en Angleterre, ou comme celle qui s'est récemment soldée par un échec en Allemagne [72]. Mais la grève manquée sera suivie d'une grève réussie et d'une révolution réussie, et alors nous nous trouverons en rapports socialistes, et non capitalistes.

Lorsque l'extraction du pétrole est interrompue, le danger prend une allure catastrophique. Les capitalistes n'ont pas pu atteindre la norme établie à Bakou avant 1905. Il se trouve que dans les gisements pétroliers étrangers, par exemple, en Californie et en Roumanie, on re-

connaît aussi le danger d'inondation des puits. Le pompage insuffisant des eaux provoque des inondations sans cesse plus graves.

Les lois étrangères et russes comportent des règles détaillées à ce sujet. Lorsque nous nous sommes penchés sur ce problème pour Bakou, nous avons interrogé nos spécialistes sur la législation roumaine et californienne. Afin de préserver nos sources de matières premières, nous devons obtenir l'application et le respect des règles scientifiques et techniques. Par exemple, s'il s'agit de la livraison du bois, il faut prévoir une exploitation forestière bien comprise. S'il s'agit de la livraison du pétrole, il faut prévoir la lutte contre l'inondation. Ainsi, il faut que les règles scientifiques et techniques soient respectées et que l'exploitation soit rationnelle. D'où ces notions sont-elles tirées ? Elles sont tirées de la législation russe et étrangère. Nous écartons ainsi l'appréhension que ces règles aient été imaginées par nous, car alors aucun capitaliste ne voudra parler avec nous. Nous prenons ce qui existe dans la législation russe et étrangère. Si nous prenons ce qu'il y a de meilleur dans la législation russe et dans n'importe quelle législation étrangère, nous avons la possibilité, à partir de là, de garantir la norme actuellement atteinte par un capitaliste d'avant-garde. C'est là une norme réaliste connue ; elle n'est pas le fruit de l'imagination communiste, ce que les capitalistes craignent plus que tout, mais elle est tirée de la pratique capitaliste. Nous garantissons que, dans ces contrats, nous n'irons pas au-delà de ce qui existe dans la législation capitaliste, sous toutes les conditions et à tous les égards, dans toutes les clauses du contrat de concession. Voilà la règle essentielle qu'il ne faut pas oublier un seul instant. Nous devons faire la preuve, sur le terrain des rapports capitalistes, que ces conditions sont acceptables pour les capitalistes, qu'elles sont avantageuses pour eux mais, en même temps, nous devons savoir également en tirer profit pour nous. Sinon, parler des concessions n'est que pur bavardage. Ainsi, nous parlons de ce qui est reconnu par la législation capitaliste. Chacun sait que le capitalisme d'avant-garde a atteint un niveau infiniment plus élevé que notre industrie actuelle, du point de vue du perfectionnement et de l'organisation techniques. Aussi, ne nous bor-

nons-nous pas à la seule législation russe. Par exemple, pour le pétrole, nous avons commencé à puiser des matériaux dans la législation russe, roumaine et californienne. Nous avons le droit de prendre n'importe quelle loi, et ainsi se trouvera écarté tout soupçon qu'il puisse y avoir fiction ou arbitraire. Pour l'actuel capitaliste d'avant-garde, pour les rois des finances et pour le capital financier actuel, c'est chose compréhensible. Ils se conforment aux conditions étrangères et à la norme étrangère. Nous proposons cette norme en tenant compte des exigences réalistes du capitalisme. Ici, nous ne nous plaçons pas sur le terrain de fictions quelques, et en même temps nous nous fixons pour but pratique d'améliorer notre industrie au point de l'amener au niveau du capitalisme avancé, moderne. Quiconque connaît notre situation industrielle comprend qu'il s'agit d'une amélioration prodigieuse. Si nous faisions appliquer ces clauses pour une partie quelconque de l'industrie, fût-ce même pour un dixième, ce serait un énorme pas en avant possible pour eux et extrêmement souhaitable pour nous. Septième point :

« 7. Une règle analogue à celle du paragraphe 4 est établie en ce qui concerne l'équipement que le concessionnaire fait venir de l'étranger. »

Le quatrième point spécifie que, en plus de ce que le concessionnaire fait venir pour ses travaux, il doit importer, si nous le stipulons dans le contrat, une certaine quantité supplémentaire pour la vente contre paiement. Si le capitaliste fait venir pour lui des foreuses et des outils perfectionnés, nous avons le droit d'exiger qu'en plus des foreuses dont il a besoin, il en fasse venir pour nous, disons 25%, que nous lui paierons selon les termes du paragraphe 4, c'est-à-dire le prix de revient plus un pourcentage pour les frais généraux.

L'avenir se présente fort bien. Mais il ne faut en aucune façon confondre ces deux activités : d'une part, la propagande qui rapproche cet avenir, et de l'autre l'aptitude à s'organiser actuellement de façon à subsister dans l'encerclement capitaliste. Si nous ne savons pas nous y prendre, nous connaîtrons les inconvénients du proverbe russe qui dit : « Avant que le soleil ne se lève, on aura les yeux mangés par la rosée. » Nous devons réussir, en nous appuyant

sur les particularités du monde capitaliste et en exploitant l'avidité des capitalistes pour les matières premières, à en tirer des avantages susceptibles de consolider notre position économique — aussi étrange que ce soit — parmi les capitalistes. Cette tâche paraît bien étrange : comment une république socialiste peut-elle améliorer sa position en s'appuyant sur le capitalisme ? Mais nous l'avons vu pendant la guerre. Nous avons triomphé non parce que nous étions les plus forts, mais parce que, étant les plus faibles, nous avons mis a profit l'animosité qui sépare les États capitalistes. A présent, ou bien nous exploiterons l'animosité entre les trusts, ou bien nous nous montrerons inadaptés aux particularités capitalistes et nous ne pourrons pas subsister dans le système de l'encerclement capitaliste. Huitième point :

« 8. La rémunération des ouvriers occupés dans les entreprises concédées, salaire en devises étrangères, en bons spéciaux, ou en monnaie soviétique, etc., est fixée par accord particulier dans chaque contrat. »

Ici, comme vous voyez, nous acceptons tous les modes de paiement : devises étrangères, bons, monnaie soviétique, et nous acceptons à l'avance d'examiner avec bienveillance toutes les propositions qui nous seront faites par des gens sérieux. Parmi les propositions concrètes, nos représentants ont entendu celle de Vanderlip qui a dit : « Je souhaiterais payer aux ouvriers un salaire moyen, disons, de un dollar et demi par jour. Ensuite, j'installerais sur ma concession des boutiques ; dans ces boutiques, j'aurais tous les articles nécessaires aux ouvriers ; pourront s'y approvisionner ceux qui recevront des bons spéciaux, et je donnerais ces bons uniquement aux ouvriers employés dans mes concessions. » Que les choses soient ainsi ou autrement, en principe nous jugeons cela tout à fait acceptable. Là, naturellement surgit une foule de difficultés. Savoir combiner une concession qui tienne compte de la production capitaliste, avec le point de vue soviétique, ce n'est certes pas une mince affaire, et tout effort de ce genre est, comme je l'ai dit, une continuation de la lutte du capitalisme et du socialisme. Cette lutte a changé de forme, mais elle n'en reste pas moins une lutte. Tout concessionnaire reste un capitaliste, et il s'efforcera de saper le pouvoir soviéti-

que ; de notre côté, nous devons nous efforcer de tirer profit de sa cupidité. Nous disons : « Nous n'hésiterons pas à donner même 150%, si nous arrivons à améliorer la situation de nos ouvriers. » Voilà autour de quoi s'engagera la lutte. Sur ce plan, il faut naturellement faire preuve d'une habileté encore plus grande que dans la lutte pour conclure n'importe quel traité de paix. Lors de la conclusion de chaque traité de paix, une lutte a lieu et des puissances bourgeoises y participent dans les coulisses. Quand nous avons signé un traité de paix avec la Lettonie, la Finlande et la Pologne, derrière chacune de ces puissances il y avait des puissances étrangères qui tiraient les ficelles. Et ces traités, nous devions les conclure de façon que, d'une part, ils donnent une possibilité d'existence aux républiques bourgeoises et, de l'autre, assurent des avantages au pouvoir soviétique, sur le plan de la diplomatie mondiale. Chaque traité de paix avec des puissances bourgeoises est un traité qui enregistre certains points de la guerre. Exactement de même, chaque point d'un contrat de concession est un traité militaire parce qu'une guerre s'est déroulée autour de chaque point. Et il faut savoir s'organiser de façon à sauvegarder ses intérêts dans cette guerre. C'est possible, parce que le capitaliste tire de grands profits d'une entreprise en concession et que nous obtenons, de notre côté, une certaine amélioration de la situation de nos ouvriers, un certain supplément de produits grâce à la part que nous touchons. Si le paiement s'effectue en devises étrangères, il se pose alors toute une série de questions compliquées : comment convertir ces devises en valeurs soviétiques ? Comment lutter contre la spéculation ? etc. A l'avance, notre position est que nous saurons faire la guerre contre n'importe quel mode de paiement et qu'il ne nous fait pas peur. Inventez tout ce que vous voudrez, messieurs les capitalistes : voilà ce que dit ce point. Que ce soit vous qui fassiez venir les marchandises et les vendiez en échange de bons spéciaux, qu'elles soient vendues à des conditions particulières ou bien seulement délivrées sur vue de certificats au nom des ouvriers travaillant à la concession, peu nous importe. Nous saurons nous accommoder de toutes les conditions, de façon à vous faire la guerre sur le terrain de ces conditions, et à y gagner une certaine amélioration

de la situation de nos ouvriers. Telle est la tâche que nous nous fixons. Comment atteindre notre but dans le contrat de concession, on ne saurait le dire. Dans un quelconque Kamtchatka, on ne peut proposer les mêmes conditions de paiement que chez nous ou bien à Bakou. Si la concession est dans le bassin du Donetz, les formes de paiement ne peuvent pas être les mêmes que dans le Grand Nord. Ici, nous n'avons créé aucune obligation pour les capitalistes quant aux formes de paiement. Chaque point du contrat impliquera la lutte des capitalistes contre les socialistes. Nous ne la craignons pas et nous sommes certains à l'avance que nous saurons tirer des concessions tous les avantages possibles. Neuvième point :

« 9. Les conditions d'embauche, d'existence matérielle et de rémunération des ouvriers qualifiés étrangers et des employés feront l'objet d'un accord libre entre le concessionnaire et la dite catégorie d'employés et d'ouvriers.

Les syndicats ne sont pas en droit d'exiger l'application pour ces ouvriers des tarifs russes, de même que des règles russes concernant l'embauche. »

Nous avons considéré que ce neuvième point était absolument nécessaire, car il serait stupide au plus haut point de supposer que les capitalistes puissent faire confiance aux communistes. C'est clair et du point de vue de nos principes, et à plus forte raison, du point de vue « pratique ». Si nous disions que, pour notre part, la confirmation de ces conditions d'embauche par les syndicats est obligatoire, si nous disions aux capitalistes que nous acceptons n'importe quel technicien ou spécialiste étranger, qui se conformerait au code du travail de la R.S.F.S.R., il est évident qu'aucun technicien étranger ne pourrait ni ne voudrait passer par là, de sorte que ce serait une simple formalité. On pourrait dire que le gouvernement dit une chose et que les syndicats en diront une autre, car le gouvernement n'est pas les syndicats et les syndicats ne sont pas le gouvernement, et il est possible de dresser là une « embûche » juridique. Mais nous n'avons pas écrit cela pour des avocats, ni pour des avoués, mais pour des communistes. Nous l'avons écrit sur la base de la décision du X^e^ Congrès du Parti, relative aux modalités de la politique des concessions. Toute notre littérature accessible à l'Euro-

péen atteste que la politique des concessions est dirigée par le Parti communiste, parti gouvernemental. Ce n'est pas une mécanique compliquée, elle est traduite dans toutes les langues. Et si nous, en tant qu'hommes politiques au pouvoir, nous ne disions pas que nous ne pouvons ni ne voulons faire jouer ici notre influence sur les syndicats, il serait impossible de parler d'une politique des concessions, quelle qu'elle soit. Il n'est pas question d'enseigner le communisme aux capitalistes. Nous sommes d'excellents communistes, mais ce n'est pas par le biais des concessions que nous implanterons le régime communiste. Une concession est un contrat passé avec une puissance bourgeoise. Et, de même que nous enverrions à l'asile d'aliénés un communiste qui s'en irait conclure un accord avec une puissance bourgeoise sur la base des principes communistes, et que nous lui dirions : « Tu ne vaux rien comme diplomate auprès d'une puissance bourgeoise, bien que tu sois un excellent communiste », de même le communiste qui, dans la politique des concessions, désirerait faire ressortir son communisme dans le contrat ne serait pas bien loin de l'asile. Ici, il faut comprendre le commerce capitaliste, et si tu ne le comprends pas, tu ne vaux rien. Il faut ou bien ne pas accorder de concessions, ou bien comprendre que nous devons exploiter à notre profit ces conditions capitalistes, en laissant toute liberté aux ouvriers et techniciens étrangers. Dans ce domaine, bien entendu, nous n'introduirons aucune restriction.

La restriction figure plus loin, à la troisième partie du neuvième point :

« Le pourcentage des ouvriers et employés étrangers par rapport aux russes, tant globalement qu'à l'intérieur des différentes catégories, est établi par un accord des parties lors de la conclusion de chaque contrat de concession en particulier. »

Naturellement, nous ne pouvons pas empêcher l'envoi d'ouvriers étrangers là où nous ne pouvons pas fournir d'ouvriers russes, par exemple au Kamtchatka, pour l'industrie forestière. Dans une industrie comme celle des mines, où il n'y a pas d'eau potable ou de vivres, si les capitalistes veulent bâtir, ils doivent faire venir des ou-

vriers ; nous leur permettrons alors d'en amener une forte proportion. Au contraire, là où il y a des ouvriers russes, nous nous réservons un pourcentage, de façon à permettre à nos ouvriers, d'une part d'apprendre, et de l'autre d'améliorer leur situation, car nous voulons tirer des concessions un profit pour nos ouvriers, moderniser les entreprises selon le dernier cri de la technique capitaliste. A tout cela, les capitalistes n'opposent pas d'objections de principe. Le dernier point est le dixième :

« 10. En accord avec les organismes gouvernementaux de la R.S.F.S.R., le concessionnaire peut obtenir le droit d'inviter des spécialistes hautement qualifiés choisis parmi les citoyens russes ; les conditions d'embauche, dans chaque cas d'espèce, doivent faire l'objet d'un accord avec les organismes du pouvoir central. »

Il est évident que dans ce domaine nous ne pouvons garantir une latitude entière, comme pour les techniciens et ouvriers étrangers. Là, nous ne nous immisçons pas dans leurs affaires, ils restent entièrement soumis aux rapports capitalistes. Nous ne promettons pas cette liberté pour nos spécialistes et nos techniciens. Nous ne pouvons pas permettre que nos meilleurs spécialistes soient employés dans les concessions. Nous ne désirons pas que l'accès leur en soit entièrement fermé, mais il faut que l'exécution du contrat soit contrôlée au sommet et à la base. Ce contrôle doit être exercé par les ouvriers, membres du Parti communiste qui travailleront dans les entreprises, un contrôle de l'exécution des clauses du contrat, de même en ce qui concerne leur formation professionnelle et technique, ainsi qu'un contrôle du respect de la législation. Au cours des conversations préliminaires, certains des rois du capital moderne n'ont pas opposé d'objections de principe à ce point.

Tels sont tous les points ratifiés par le Conseil des Commissaires du Peuple. J'espère qu'ils mettent nettement en évidence la politique des concessions que nous voulons suivre.

Il est hors de doute que chaque concession sera une nouvelle guerre en son genre, une guerre économique, un report de la guerre sur un autre plan. Il est nécessaire de s'y adapter, mais il faut savoir le faire du point de

vue du Congrès du Parti. Il est nécessaire d'accepter la trêve, d'accepter les sacrifices et les privations, sinon nous n'atteindrons pas le but. Et le but est celui-ci : encerclés par les capitalistes, nous exploitons leur soif de profits et l'hostilité réciproque des trusts afin de créer les conditions permettant à la république socialiste d'exister, ce qu'elle ne peut faire en dehors des relations mondiales ; elle doit, dans les circonstances présentes, lier son existence aux rapports capitalistes. La question qui se pose est de savoir quelles seront les conditions concrètes. Par exemple, pour les contrats pétroliers, ces conditions concrètes sont les suivantes : entre 1/3 et 1/4 de tout Grozny et de tout Bakou. Les parts ont été fixées : nous nous réserverons de 30 à 40% du pétrole extrait. Nous faisons figurer l'engagement de porter la production, dans un délai déterminé, à 100 millions, par exemple, et celui de prolonger le pipe-line de Grozny et de Pétrovsk jusqu'à Moscou. Faudra-t-il accepter de payer un certain supplément ? Cette question est prévue dans chaque contrat en particulier. Mais le type du contrat doit ressortir clairement de ces conditions. Du point de vue des syndicats il importe que les dirigeants, membres du parti, comprennent bien ce qu'il y a de particulier dans cette politique et se fixent la tâche suivante : en application de la décision du Congrès du parti relative aux tâches du régime socialiste dans l'encerclement capitaliste, réaliser coûte que coûte de telles concessions. Chaque concession représentera un gain, une amélioration immédiate de la situation pour une partie des ouvriers et des paysans. Pour les paysans, parce que chaque concession implique un certain produit supplémentaire que nous ne sommes pas en état de fournir, mais que nous échangerons auprès des paysans, au lieu de le prélever au titre de l'impôt.

C'est une opération fort malaisée ; elle est même pleine de difficultés pour les organismes du pouvoir soviétique. En partant de cette position de base, il faut se fixer la tâche d'obtenir des concessions, en laissant de côté tous les préjugés ayant cours à ce sujet, la répugnance à accepter un changement, la répugnance à sacrifier de vieilles mœurs, l'inconvénient, provenant de ce qu'une partie des ouvriers touchera plus que l'autre. On pourrait inventer un

million d'inconvénients et de réclamations de ce genre capables de faire échec à toute amélioration sérieuse. C'est sur cet échec que spécule le capital étranger. Je ne connais pas d'autre point contre lequel se soient tellement dressés les représentants les plus intelligents de la presse des gardes blancs russes, lesquels ont fait la preuve dans les événements de Cronstadt combien ils sont supérieurs à Tchernov et à Martov, même multipliés par cinq. Ils savent parfaitement que si nous ne parvenons pas, en raison de nos préjugés, à améliorer la situation des ouvriers et des paysans, nous nous créerons ainsi des difficultés encore plus grandes et nous ruinerons définitivement le prestige du pouvoir soviétique. Vous savez que nous devons réaliser cette amélioration coûte que coûte. Nous consentirions même à donner au capitaliste étranger 2000% de bénéfices, pourvu que soit améliorée la situation des ouvriers et des paysans. Et c'est à quoi nous devons arriver à tout prix.

Publié pour la première fois en 1932

Conforme au compte rendu sténographique

AUX CAMARADES COMMUNISTES D'AZERBAIDJAN, DE GEORGIE, D'ARMENIE, DU DAGHESTAN ET DE LA REPUBLIQUE DES PEUPLES DU CAUCASE DU NORD

En saluant chaleureusement les Républiques soviétiques du Caucase, je me permets d'exprimer l'espoir que leur étroite union créera un modèle de paix nationale inconnue sous la bourgeoisie et impossible en régime bourgeois.

Mais si importante que soit la paix nationale entre les ouvriers et les paysans des nationalités peuplant le Caucase, il importe infiniment plus de maintenir et de développer le pouvoir des Soviets qui constitue la transition au socialisme. Tâche difficile, mais parfaitement réalisable. Pour pouvoir s'en acquitter avec succès, il importe par-dessus tout que les communistes de Transcaucasie comprennent les *particularités* de leur situation, de la situation de leurs républiques, différente de la situation et des conditions de la République socialiste fédérative soviétique de Russie ; qu'ils comprennent la nécessité de ne pas copier notre tactique, mais de la modifier après mûre réflexion, en fonction des différentes conditions concrètes.

La République soviétique de Russie n'avait nulle part d'appui politique et militaire. Au contraire, pendant des années, elle a lutté contre les invasions militaires de l'Entente et son blocus.

Les Républiques soviétiques du Caucase avaient l'appui politique et, dans une faible mesure, l'appui militaire de la R.S.F.S.R. La différence est capitale.

Deuxièmement : nous n'avons plus à craindre aujourd'hui une invasion de l'Entente, non plus que son appui militaire aux gardes blancs géorgiens, azerbaïdjanais, arméniens, daghestanais et montagnards. L'Entente « s'est brûlé les doigts » avec la Russie, ce qui l'obligera, vraisemblablement, à se montrer plus prudente pendant quelque temps.

Troisièmement : les Républiques du Caucase sont des pays encore plus ruraux que la Russie.

Quatrièmement : du point de vue économique, la Russie était et demeure, dans une grande mesure, coupée des pays capitalistes avancés ; le Caucase peut organiser la « coexistence » et les échanges avec l'Occident capitaliste plus vite et avec moins de difficulté.

Ce ne sont pas là toutes les différences. Mais celles qui ont été indiquées suffisent à faire comprendre la nécessité d'une autre tactique.

Il faut se montrer plus souple, plus prudent, plus conciliant à l'égard de la petite bourgeoisie, des intellectuels et, surtout, de la paysannerie. Utiliser l'Occident capitaliste sur le plan économique par tous les moyens encore davantage et au plus vite, en pratiquant la politique des concessions et des échanges commerciaux. Pétrole, manganèse, charbon (mines de Tkvartchéli), cuivre, telle est la liste très incomplète des immenses richesses minières. Il y a toute possibilité de pratiquer largement la politique des concessions et les échanges commerciaux avec l'étranger.

Il faut s'y employer largement, avec fermeté, habileté et circonspection, et utiliser la chose de toutes les manières pour améliorer la situation des ouvriers et des paysans, pour associer les intellectuels à l'édification de l'économie. Utiliser les échanges avec l'Italie, l'Amérique et les autres pays, afin de développer à fond les forces productives de cette riche contrée, la houille blanche, l'irrigation. L'irrigation est particulièrement importante pour relever à tout prix l'agriculture et l'élevage.

Une transition plus lente, plus prudente et plus méthodique au socialisme est possible et nécessaire pour les Républiques du Caucase, à la différence de la R.S.F.S.R.

Voilà ce qu'il faut comprendre et savoir réaliser avec une tactique différente de la nôtre.

Nous avons pratiqué la première brèche dans le capitalisme mondial. La brèche est percée. Nous nous sommes défendus dans une guerre forcenée, surhumaine, dure et pénible, rude et douloureuse, contre les blancs, les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, soutenus par toute l'Entente, par son blocus et son aide militaire.

Vous autres, camarades communistes du Caucase, vous n'avez pas besoin d'ouvrir une brèche. Vous devez, d'une manière plus prudente et méthodique, savoir créer du nouveau en exploitant la situation internationale de 1921 qui vous est favorable. L'Europe et le monde entier ne sont plus en 1921 ce qu'ils étaient en 1917 et 1918.

Il ne s'agit pas de copier notre tactique, mais de réfléchir vous-mêmes en quoi consistent sa particularité, ses conditions et ses résultats ; d'appliquer chez vous non la lettre, mais l'esprit, le sens, les enseignements de l'expérience de 1917-1921. Il faut, sur le plan économique, s'appuyer immédiatement sur les échanges avec les capitalistes étrangers, ne pas lésiner ; que des dizaines de millions de pouds de vos précieuses richesses minérales leur soient remis.

Efforcez-vous tout de suite d'améliorer la situation des paysans et d'entreprendre de grands travaux d'électrification et d'irrigation. L'irrigation est nécessaire au premier chef ; c'est elle surtout qui régénérera le pays, le ressuscitera, enterrera le passé, affermira la transition au socialisme.

Vous excuserez le décousu de cette lettre, que j'ai dû écrire en courant pour pouvoir l'expédier avec le camarade Miasnikov, j'envoie encore une fois mes meilleurs vœux et salutations aux ouvriers et paysans des Républiques soviétiques du Caucase.

N. Lénine

Moscou, 14 avril 1921

« Pravda Grouzii » n° 55, 8 mai 1921 — *Conforme au texte du journal*

A LA CONFERENCE GENERALE DES OUVRIERS SANS-PARTI DE PETROGRAD[73]

Camarades, je regrette vivement de ne pouvoir me rendre à votre invitation à Pétrograd. Je salue de tout cœur la conférence des sans-parti et vos travaux. Précisément maintenant que la bourgeoisie du monde entier mène une campagne inouïe de mensonges contre la Russie soviétique et s'efforce de faire échec à nos accords commerciaux avec l'étranger, précisément en ce moment l'aide des masses sans-parti et la coopération avec elles sont particulièrement importantes. Après les événements de Cronstadt, les ouvriers et les paysans ont commencé à comprendre mieux qu'auparavant que tout remaniement du pouvoir en Russie profite aux gardes blancs ; ce n'est pas par hasard que Milioukov et tous les chefs intelligents de la bourgeoisie ont salué le mot d'ordre de Cronstadt : « Les Soviets sans les bolchéviks. »

Encore une fois, j'adresse mon salut à la conférence des sans-parti, je lui souhaite tout le succès possible dans ses travaux, et je lui demande particulièrement de porter son attention sur la nécessité de choisir actuellement et de promouvoir sans cesse davantage d'ouvriers et de paysans sans-parti pour l'œuvre de l'édification économique. Un centre économique régional a été constitué à Pétrograd. Il faut redoubler d'efforts. Davantage de droits, davantage d'initiative sont conférés aux militants locaux. Les sans-parti doivent se mettre à l'ouvrage et fournir de plus en plus d'hommes.

Salutations.

Lénine

Rédigé le 14 avril 1921
Publié en 1921

Conforme au manuscrit

PLAN DE LA BROCHURE « L'IMPOT EN NATURE »

I

Etwa* :

1. Portée générale de l'impôt.
   - Recul ? Progrès ? (vers l'échange des marchandises.)
   - Est-ce un « Brest » ?
   - *Passage des réquisitions (prélèvement des excédents) à l'échange des marchandises.*
   - Le communisme de « guerre » versus ** des rapports économiques *réguliers.*
2. L'impôt et le commerce libre.
   - L'impôt et le commerce libre.
   - La liberté du commerce *versus* la base économique (« circuit local ») de la petite exploitation.
   - La liberté du commerce versus le pouvoir d'Etat du prolétariat.
   - La liberté du commerce versus les concessions.
   - Mesure et conditions de la liberté du commerce.
3. Le paysan moyen. (Le nivellement.)
   - Miser sur le koulak ?
   - ou *le paysan moyen.*
   - Le nivellement.
   - Le paysan soigneux.
   - L'accroissement des produits.

---

* A peu près. (*N. R.*)
** Contre. (*N. R.*)

4. Les moyens pour passer à l'agriculture socialiste.
   Le petit paysan
   Les kolkhozes
   L'électrification.
5. La coopération.
6. La lutte contre la bureaucratie (ses bases économiques).
7. *La situation internationale et les rapports intérieurs.*
8. La crise du parti et la crise politique (1920-1921).
   Menchéviks + socialistes-révolutionnaires + anarchistes (Cronstadt).
9. « *Accord* » avec la paysannerie ? ou bien *dictature* ?
10. Les conférences des sans-parti.

II

Plan de la brochure:

Le contenu serait rendu plus exactement par: A propos du remplacement des réquisitions par l'impôt en liaison avec les tâches générales et les conditions du moment politique présent

Trop lourd !

Le remplacement des réquisitions par l'impôt en liaison avec les conditions particulières du moment politique présent.

A propos du remplacement des réquisitions par l'impôt et de l'accord avec la paysannerie (ou bien A propos des tâches du gouvernement ouvrier dans un pays paysan) et des tâches de la classe ouvrière vis-à-vis de la paysannerie.

Le remplacement des réquisitions par l'impôt, sa portée de principe : du communisme « de guerre » vers des fondations socialistes *correctes.*

Ni réquisitions ni impôt, mais échange des produits de

la grande industrie (« socialisée ») contre les produits paysans, telle est la *substance* économique du socialisme, sa base.

Les réquisitions ne sont pas un « idéal », mais une nécessité amère et affligeante. La conception inverse est une erreur dangereuse.

Réquisitions et « appareil ». Sans l'« appareil », nous serions perdus depuis longtemps. Sans une lutte systématique et opiniâtre pour améliorer l'appareil, nous serons perdus avant d'avoir créé la base du socialisme.

Alliance des ouvriers avec la paysannerie =α et ω* du pouvoir soviétique. Condition « nécessaire et suffisante » de sa solidité.

Cette alliance contre Dénikine et Cie est *autre chose* que (cette même) alliance dans l'édification *économique*.

La première=révolution bourgeoise.
La seconde=révolution socialiste.

Passage de la guerre à l'édification.

IXe Congrès 1920 (cf. IV. 1918) versus Xe Congrès (III. 1921).

Passage des réquisitions à un échange régulier des marchandises.

En principe, nous ferons concorder, coïncider l'impôt avec le libre commerce du blé et des autres produits.

Démocratie formelle versus réalité des rapports de classe dans la question de l'impôt et les autres questions du même genre.

Contrainte+persuasion (dans les réquisitions) — dans l'impôt — dans l'« échange des marchandises ».

Dans quelle mesure « liberté du commerce » ? APRES le paiement de l'impôt.

Lìbre cours aux expériences, à la pratique. Petit commerce...

Tâche des militants locaux. Tâche du pouvoir local.

Le type des rapports économiques ou du système économique *avant* la révolution prolétarienne dans plu-

*α (alpha) et ω (oméga) : première et dernière lettres de l'alphabet grec. (*N. R.*)

sieurs grands pays= concentration en haut
liberté du commerce paysan en bas...
sorte de capitalisme *d'Etat* (cf. IV. 1918).
« Misons-nous » sur le paysan moyen ? sur le koulak ? Rétablissement des rapports bourgeois ?
Nivellement de la campagne

« aux pauvres » { on a donné une redistribution égalisatrice
» la terre des grands propriétaires
» reprendre aux koulaks
» une aide extraordinaire de l'Etat.

Maintenant, ce qui devient (est devenu) le *clou*, la *pierre de touche*, c'est l'augmentation des produits (cf. le programme du P.C.R.)[74]. Inde* : nous « misons » sur le paysan moyen en agriculture.

Le paysan soigneux, « personnage central » de notre essor économique.

L'échange individuel des marchandises.

Le rôle des kolkhozes : on a fait beaucoup de sottises. Faire passer en jugement ceux qui n'exécutent pas la loi *et les incapables* (trois ans).

Le socialisme doit-il craindre l'« individualisme » du paysan ? son « libre commerce » ? Non.

L'électrification : mesure. Plan à longue échéance, mais *plan* et (ergo **) critère. (Tout plan est une mesure, un critère, un phare, un jalon, *etc.*)

Si électrification dans 10-20 ans, nulle raison d'avoir peur de l'individualisme du petit agriculteur et de *s o n* libre commerce dans le circuit local. *Si* pas d'électrification, *de toute façon* le retour au capitalisme est inévitable.

La situation internationale a pris une tournure favorable : nouvel équilibre.

Leur désunion fait notre union.

Entente versus Allemagne.
Amérique versus Japon (et Angleterre).
Amérique versus Europe.
Monde impérialiste versus « Asie »
$(0{,}250 \times 7 = 1{,}75)$ (1,000 milliard sur 1,750)[75]

* Par conséquent. (*N. R.*)
** Donc. (*N. R.*)

10-20 ans de rapports réguliers avec la paysannerie, et la victoire est assurée à l'échelle mondiale (même avec un retard des révolutions prolétariennes qui montent), sinon 20-40 ans de souffrances avec la terreur des gardes blancs.

Aut-aut. Tertium non datur *.

		NB :
« Accord » avec la paysannerie ? Constituante (directement et sous le couvert), vote, modification de la constitution, socialistes-révolutionnaires et menchéviks + anarchistes.	*Coopération* Son aspect économique et politique (menchéviks et socialistes-révolutionnaires).	Ambiguïté de la notion d'« accord » particulièrement versus la « dictature ».
Expérience et leçon de Cronstadt (du nouveau dans l'histoire politique du pouvoir des Soviets).	Lutte implacable contre les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes.	

Quid est « politica » ? **

(1) avant-garde du prolétariat vis-à-vis de *sa* masse.

(2) prolétariat vis-à-vis de la *paysannerie.*

(3) prolétariat (et paysannerie) vis-à-vis de la *bourgeoisie.*

		NB :
Fatigue, épuisement, désespoir... Pas de forces... « Trêve »... Bureaucratie (Gegenstück*** de la paysannerie).	*à la fois* dans la classe ouvrière et la paysannerie.	Délabrement des « couches supérieures » et promotion d'hommes nouveaux de la « base » = (α) jeunes (β) sans-parti.

* Ou bien — ou bien. Pas de troisième terme. (*N. R.*)

** Qu'est-ce que la « politique » ? (*N. R.*)

*** Image, reflet. (*N. R.*)

NB NB :

Anarchisme et lutte « marxiste » contre lui. « Désespoir » ?

Pas le même rythme (de la construction militaire et civile).

En IV. 1918 et en IV. 1920 nous nous imaginions le passage de la guerre à l'édification pacifique comme un simple passage sur les mêmes voies de la *politique*.

Le passage est complexe : relations différentes avec la paysannerie, rythme différent, situation différente.

Démobilisation de l'armée.

Banditisme. (Ruine. Guerre de 7 ans.)

Ou bien la terreur des gardes blancs, ou bien la direction (sans cesse plus souple) du prolétariat, sa *dictature*.

Qu'y a-t-il de *t e r r i b l e* dans le mot « dictature » ?

NB :

Le paysan sans-parti, comme mesure, comme indice, comme conseiller — et comme mot d'ordre politique (= socialistes-révolutionnaires et menchéviks). Voter ? Renverser le pouvoir ? Ou bien rechercher l'accord avec lui ?

Les conférences des sans-parti *n e* sont *p a s* l'arme politique absolue des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires + anarchistes. Caveant consules ! *

Procédé habituel de l'habituel esprit de parti bourgeois et parlementarisme bourgeois : le « *piège* » des concessions.

Mais nous ne reconnaissons pas le terrain *m ê m e* du parlementarisme bourgeois, de « l'habituel esprit de parti (bourgeois) ! ! »

NB

NB : NB :

« Les bases économiques du dépérissement de l'Etat » (« L'Etat et la révolution ») :

NB

* Que les consuls prennent garde ! (*N. R.*)

ici de même « *b a s e s* économiques » du *dépérissement* de la bureaucratie, du dépérissement du sommet et de la base, du dépérissement de l'inégalité (cf. « Les premiers pas du capitalisme au communisme »). *La base* ECONOMIQUE du socialisme *n ' e x i s t e p a s e n c o r e.* Où est-elle ? Dans l'échange de marchandises avec la paysannerie ! !

Pour la lutte contre le bureaucratisme

NB

NB

+ Remarque. Signification de la crise politique du printemps (II-III) 1921 (« transitions ») et de la crise du parti (XI ou IX. 1920—III. 1921). Adapter le sommet du parti à sa masse ou vice versa ? Le parti à la masse (du prolétariat + ensuite de la paysannerie) ou vice versa.

III

Le capitalisme d'Etat n'est pas à redouter, il est *souhaitable.*

S'instruire auprès du capitalisme d'Etat.

Exemples :
1) Concessions.
2) Coopération.
3) Courtiers
4) Bail

4. Capitalisme inorganisé.

« Force aveugle » c'est le mot * 1794 versus 1921

Tout *avec mesure* et sous *certaines* conditions.
Quelle est cette mesure ?
L'expérience le montrera.
1/4 etwa

« Circuit » principalement et au 1er chef
Impôt en nature et circuit.

Lutte contre la spéculation.
Quid est ? **
directives aux employés du ravitaillement :
100 + 100 = 200%
?Σ 100 + 25
60 + 60

* En français dans le texte. (*N. R.*)
** Qu'est-ce que c'est? (*N.R.*).

Ces formes (3 et 4) sont faibles, car nous sommes *faibles et stupides*. Cf. la bureaucratie...

Liberté du commerce α) pour le développement des forces productives de l'économie paysanne β) pour le développement de la petite industrie γ) pour la lutte contre la bureaucratie.

Mesure ? Conditions ?

La pratique doit le montrer.

Employé du ravitaillement : collecte 100% ;

Etwa : $\begin{cases} 100 + 100 = 200 \\ 100 + 25 = 125 \\ 60 + 60 = 120 \end{cases}$

Lutte contre la spéculation?

Quid est ?

Aspect politique :

L'élément petit-bourgeois en rabattra (5. V. 1918).

« Modèle » la révolution française

cf. 10. XI

1918

Anti-Kautsky[76]

Pessimisme ou optimisme ?

Inventaire des forces. Sang-froid et passion folle.

IV

Conclusion Etwa:

Passage à la politique.

L'économie du printemps 1921 s'est transformée en politique : « Cronstadt ».

Rôle des socialistes-révolutionnaires + menchéviks (Dan, Rojkov et Cie, Martov et Cie). « Petit déplacement » à droite ou à gauche, peu importe.

Milioukov est plus intelligent que Tchernov et Martov : il n'est pas difficile d'être plus intelligent que ces petits sots infatués d'eux-mêmes, ces héros de la phrase, ces chevaliers de la doctrine petite-bourgeoise (1789-1848-1920).

Leur place est en prison et non pas dans une conférence des *sans-parti*.

1794 versus 1921

Flottements de la « force aveugle ». (Quid est force aveugle)
et fermeté.
Choix et
promotion des hommes.
Pessimisme ou optimisme ? Evaluer avec le plus grand sang-froid le mal et les difficultés.
Abnégation dans la lutte. ΣΣ=

Total :

1) « Circuit ». Quid est ?
2) Petite industrie. Où sont les matières premières ?
3) Echange.
4) Capitalisme.
5) Capitalisme d'Etat.
6) Initiative locale.
7) Menchéviks et socialistes-révolutionnaires + sans-parti.

Rédigé fin mars-début avril 1921 — *Conforme au manuscrit*

L'IMPOT EN NATURE

(LA PORTEE DE LA NOUVELLE POLITIQUE ET SES CONDITIONS)

EN GUISE D'INTRODUCTION

La question de l'impôt en nature, à l'heure présente, retient particulièrement l'attention et suscite maints débats et discussions. Cela se comprend, car c'est en effet, dans les conditions actuelles, une des questions politiques capitales.

La discussion revêt un caractère quelque peu désordonné. Pour des raisons par trop évidentes, nous sommes tous atteints de ce défaut. D'autant plus utile sera la tentative d'aborder cette question, non du point de vue de son « actualité », mais de celui des principes généraux. En d'autres termes : jetons un coup d'œil sur le fond d'ensemble, le fond essentiel du tableau où nous sommes en train de tracer un réseau de mesures pratiques de notre politique présente.

Pour essayer, je me permettrai de reproduire un long passage de ma brochure intitulée : *La tâche essentielle de nos jours. — Sur l'infantilisme de « gauche » et les idées petites-bourgeoises*[77]. Cette brochure, publiée par le Soviet des députés de Pétrograd en 1918, contient premièrement un article de journal du 11 mars 1918, sur la paix de Brest-Litovsk ; deuxièmement, une polémique avec le groupe des communistes de gauche de l'époque, datée du 5 mai 1918. Cette polémique ne s'impose pas actuellement et je la saute. Je ne garde que ce qui fait partie des considérations sur le « capitalisme d'Etat » et les éléments

fondamentaux de notre actuelle économie de transition du capitalisme au socialisme.

Voici ce que j'écrivais alors :

L'ECONOMIE ACTUELLE DE LA RUSSIE

(EXTRAIT DE LA BROCHURE DE 1918)

...« Le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si, dans six mois par exemple, nous avions instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre caution qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible.

J'imagine avec quelle noble indignation certains vont repousser cette affirmation... Comment ? Dans la République socialiste des Soviets, le passage au *capitalisme* d'Etat serait un pas en avant ?... N'est-ce pas trahir le socialisme ?

C'est sur ce point qu'il faut nous arrêter plus longuement.

Premièrement, il s'agit d'analyser quel est exactement le caractère de la *transition* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit et toutes les raisons de nous appeler République socialiste des Soviets.

Deuxièmement, il s'agit de montrer en quoi se trompent ceux qui ne voient pas dans les conditions économiques petites-bourgeoises et dans l'élément petit-bourgeois l'ennemi *principal* auquel se heurte chez nous le socialisme.

Troisièmement, il faut comprendre exactement ce qu'est l'Etat *soviétique* et ce qui, au point de vue économique, le distingue de l'Etat bourgeois.

Examinons ces trois points.

Parmi les gens qui se sont intéressés à l'économie de la Russie, personne, semble-t-il, n'a nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste n'a nié, semble-t-il, que l'expression de « République socialiste des Soviets » traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste.

Mais que veut dire le mot transition ? Ne signifie-t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime donné des éléments, des parcelles, des fragments de capitalisme et de socialisme ? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent de différents types économiques sociaux qui coexistent en Russie. Or là est le nœud de la question.

Enumérons ces éléments :

1) l'économie patriarcale, c'est-à-dire, dans une très grande mesure, l'économie naturelle, paysanne ;

2) la petite production marchande (cette rubrique comprend la plupart des paysans qui vendent du blé) ;

3) le capitalisme privé ;

4) le capitalisme d'Etat ;

5) le socialisme.

La Russie est si grande et d'une telle diversité que toutes ces formes économiques et sociales s'y enchevêtrent étroitement. Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation.

Quels sont donc les éléments qui prédominent ? Il est évident que, dans un pays de petits paysans, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine et ne peut manquer de dominer ; la majorité, l'immense majorité des agriculteurs sont de petits producteurs. L'enveloppe du capitalisme d'Etat (monopole du blé, contrôle exercé sur les employeurs et les commerçants, coopératives bourgeoises) est déchirée çà et là par les *spéculateurs*, le *blé* étant l'objet principal de la spéculation.

C'est dans ce domaine précisément que se déroule la lutte principale. Quels sont les adversaires qui s'affrontent dans cette lutte, si nous parlons par catégories économiques, comme le « capitalisme d'Etat » ? Sont-ce le quatrième et le cinquième éléments de ceux que je viens d'énumérer ? Non, bien sûr. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention de la part de l'Etat, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'Etat ou d'un socialisme d'Etat.

C'est un fait réel, tout à fait indéniable, dont l'incompréhension est à la base de maintes erreurs économiques. Le spéculateur, le mercanti, le saboteur du monopole, voilà notre pire ennemi « intérieur », l'ennemi des mesures économiques du pouvoir des Soviets. Si, il y a 125 ans, les petits-bourgeois français, révolutionnaires des plus ardents et des plus sincères, étaient encore excusables de vouloir vaincre la spéculation par des exécutions d'un petit nombre d'« élus » et en usant de foudres déclamatoires, aujourd'hui, pareille attitude de phraseurs avec laquelle tel ou tel socialiste-révolutionnaire de gauche aborde cette question n'inspire qu'aversion et dégoût à tous les révolutionnaires conscients. Nous savons parfaitement que la base économique de la spéculation est constituée par la couche des petits propriétaires si largement répandus en Russie et par le capitalisme privé dont *chaque* petit bourgeois est un agent. Nous savons que des millions de tentacules de cette hydre petite-bourgeoise enveloppent çà et là certaines couches de la classe ouvrière, et que la spéculation s'infiltre dans tous les pores de notre vie économique et sociale l'emportant sur le monopole d'Etat.

Quiconque ne le voit pas montre par son aveuglement même à quel point il est prisonnier des préjugés petits-bourgeois...

Le petit bourgeois a mis de côté une somme coquette, quelques milliers de roubles amassés pendant la guerre par des moyens « licites » (et le plus souvent illicites). Tel est le type économique caractéristique qui forme la base de la spéculation et du capitalisme privé. L'argent est un bon tiré sur la richesse sociale, et des millions de petits propriétaires, cramponnés à ce bon, le cachent à « l'Etat », ne croyant à aucun socialisme, à aucun communisme, et « attendant patiemment » que l'orage prolétarien ait passé. Ou bien nous soumettrons ce petit bourgeois à notre contrôle et à notre inventaire (nous pourrons le faire si nous organisons les pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population, ou les semi-prolétaires, autour de l'avant-garde prolétarienne consciente), ou bien il culbutera notre pouvoir ouvrier, infailliblement et inéluctablement, comme l'on fait les Napoléon et les Cavaignac nés précisément sur

ce terrain de la petite propriété. C'est ainsi que se pose la question et pas autrement...

Le petit bourgeois cramponné à ses billets de mille est l'ennemi du capitalisme d'Etat ; et ces billets de mille, il tient absolument à les réaliser à son propre profit, contre les pauvres, contre tout contrôle général de l'Etat. Or, le total de ces billets de mille donne une base de plusieurs milliards à la spéculation qui sape notre édification socialiste. Admettons qu'un certain nombre d'ouvriers produisent en quelques jours un total de biens exprimé par le chiffre 1 000. Admettons ensuite que 200 unités sur ce total se perdent du fait de la petite spéculation, des vols de tous genres et des procédés petits-propriétaires visant à « tourner » les décrets et les réglementations soviétiques. Tout ouvrier conscient dira : si je pouvais donner 300 sur 1 000 pour assurer plus d'organisation et plus d'ordre, je les donnerais volontiers au lieu de ces 200, car il nous sera très facile, sous le pouvoir des Soviets, d'abaisser par la suite ce « tribut », par exemple à 100 ou à 50, dès que l'ordre et l'organisation auront été établis, dès qu'auront été définitivement brisés les efforts des petits propriétaires pour mettre en échec tout monopole d'Etat.

Cet exemple chiffré tout à fait élémentaire — que j'ai simplifié exprès au maximum dans un but de vulgarisation— explique le rapport qui existe à l'heure actuelle entre le capitalisme d'Etat et le socialisme. Les ouvriers détiennent le pouvoir dans l'Etat ; ils ont l'entière possibilité juridique de « prendre » tout le millier de roubles, c'est-à-dire de n'autoriser aucune dépense qui n'ait une destination socialiste. Cette possibilité juridique, s'appuyant sur le passage effectif du pouvoir aux ouvriers, va dans le sens du socialisme.

Mais la petite propriété et le capitalisme privé sabotent de mille façons cette situation juridique, introduisent par la bande la spéculation, entravent l'application des décrets soviétiques. Le capitalisme d'Etat serait un immense pas en avant *même si* (et c'est à dessein que j'ai choisi cet exemple chiffré pour renforcer ma démonstration) nous le payions *plus cher* qu'à présent, car cela vaut la peine de payer pour « s'instruire », car c'est utile aux ouvriers, car la victoire sur le désordre, la désorganisation,

l'incurie est plus importante que tout, car la continuation de l'anarchie inhérente à la petite propriété est le pire, le plus grave des dangers, celui qui (si nous n'en venons pas à bout) nous conduira *certainement* à la faillite, tandis que si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'Etat, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. Quand la classe ouvrière aura appris à défendre l'ordre d'Etat contre l'esprit anarchique de la petite propriété, quand elle aura appris à organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en mains et la consolidation du socialisme sera assurée.

Le capitalisme d'Etat est, au point de vue *économique*, infiniment supérieur à notre économie actuelle. C'est là un premier point.

Ensuite, il ne contient rien que le pouvoir des Soviets doive redouter, car l'Etat soviétique est un Etat dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré...

* * *

Pour éclaircir encore plus la question, donnons avant tout un exemple très concret de capitalisme d'Etat. Tout le monde sait quel est cet exemple : l'Allemagne. Nous trouvons là le « dernier mot » de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique *au service de l'impérialisme des bourgeois et des hobereaux.* Supprimez les mots soulignés, remplacez l'Etat militaire, l'Etat des hobereaux, l'Etat bourgeois et impérialiste, par un autre Etat, mais un Etat de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez tout l'ensemble de conditions qui donne le socialisme.

Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science moderne, sans une organisation d'Etat méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre au moins cela (les anarchistes et

une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux.

Le socialisme est également impossible sans que le prolétariat domine dans l'Etat ; cela aussi, c'est de l'a b c. Et l'histoire (dont personne, sauf peut-être des benêts menchéviks de première grandeur, n'attendait qu'elle produisît sans heurt, dans le calme, facilement et simplement le socialisme « intégral ») a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance, en 1918, à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions productives, économiques, et sociales d'une part,et des conditions politiques, d'autre part.

Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec une extrême facilité, toutes les coquilles de l'impérialisme (faites, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent de ce fait briser les efforts de n'importe quel poussin) et assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés insignifiantes, à condition évidemment de considérer les « difficultés » à l'échelle de l'histoire mondiale, et non à celle de quelques groupes de philistins.

Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous *mettre à l'école* du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés dictatoriaux pour hâter cette implantation des mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. S'il se trouve, parmi les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche (je me suis, sans le vouloir, souvenu des discours prononcés par Karéline et Gué au Comité exécutif central) des gens capables de tenir des raisonnements à la manière de Karéline et d'estimer qu'il ne sied point à nous autres, révolutionnaires, de « nous mettre à l'école » de l'impérialisme allemand, il faut dire ceci : une révolution qui prendrait ces gens au sérieux serait perdue sans rémission (et elle l'aurait bien mérité).

Ce qui prédomine actuellement en Russie, c'est le capitalisme petit-bourgeois, à partir duquel il n'est qu'*un seul et même chemin* pour parvenir *aussi bien* au grand capitalisme d'Etat qu'au socialisme, et ce chemin passe par *une seule et même* étape intermédiaire qui s'appelle « inventaire et contrôle exercés par le peuple entier sur la production et la répartition des produits ». Quiconque ne le comprend pas commet une erreur économique impardonnable, soit en ignorant les faits réels, en ne voyant pas ce qui est, en ne sachant pas regarder la vérité en face, soit en se contentant d'opposer dans l'abstrait le « capitalisme » au « socialisme », sans analyser les formes et étapes concrètes de cette transition telle qu'elle s'effectue chez nous à l'heure actuelle.

Soit dit entre parenthèses : c'est cette même erreur théorique qui a désorienté les meilleurs représentants du camp de la *Novaïa Jizn* et du *Vpériod*[78] : les pires d'entre eux et les médiocres, terrorisés par la bourgeoisie, se traînent à la remorque par stupidité ou par manque de caractère ; quant aux meilleurs, ils n'ont pas compris que ce n'est pas pour rien que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme et que ce n'est pas sans raison qu'ils ont insisté sur les « longues douleurs de l'enfantement » de la société nouvelle[79] , celle-ci n'étant du reste elle-même qu'une abstraction et ne pouvant s'incarner dans la vie qu'à travers maintes tentatives concrètes, diverses et imparfaites, visant à créer tel ou tel Etat socialiste.

C'est justement parce qu'il est impossible, en partant de la situation économique actuelle de la Russie, de progresser sans passer par *ce qu'il y a de commun* au capitalisme d'Etat et au socialisme (l'inventaire et le contrôle exercé par le peuple entier), qu'il est complètement absurde au point de vue théorique de vouloir terroriser tout le monde et soi-même en invoquant l'« évolution *vers* le capitalisme d'Etat ». C'est très précisément, laisser sa pensée « s'écarter » du chemin véritable que suit l'« évolution », c'est ne pas comprendre ce chemin. Dans la pratique, cela revient à nous *tirer en arrière* vers le capitalisme basé sur la petite propriété.

Pour que le lecteur puisse se convaincre que ma « hau-

te » appréciation du capitalisme d'Etat ne date nullement d'aujourd'hui et que je la professais déjà *avant* la prise du pouvoir par les bolchéviks, je me permets de citer ici un passage de ma brochure la *Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, écrite en septembre 1917.

« Eh bien, essayez un peu de substituer à l'Etat des capitalistes et des hobereaux, à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'Etat démocratique révolutionnaire, c'est-à-dire un Etat qui détruise révolutionnairement tous les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement la démocratie la plus complète. Et vous verrez que dans un Etat véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement un pas en avant vers le socialisme.

... « Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat...»

... « Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme »[80].

Remarquez que ces lignes ont été écrites à l'époque de Kérenski, qu'il ne s'agissait là *ni* de la dictature du prolétariat *ni* d'un Etat socialiste, mais d'un Etat « démocratique révolutionnaire ». N'est-il pas évident que *plus nous nous élevons* au-dessus de ce degré politique, *plus nous réussissons complètement* à incarner dans les Soviets l'Etat socialiste et la dictature du prolétariat, et *moins* il nous est permis de redouter le « capitalisme d'Etat » ? N'est-il pas évident qu'au point de vue *matériel*, économique, au point de vue de la production, nous n'en sommes pas encore à l'« antichambre » du socialisme ? Et qu'on ne saurait franchir le seuil du socialisme sans passer par cette « antichambre » que nous n'avons pas encore atteinte ?

* * *

Voici un autre fait extrêmement édifiant.

Lors de notre discussion au Comité exécutif central avec le camarade Boukharine, celui-ci a fait notamment la remarque suivante : Dans la question des traitements éle-

vés des spécialistes, « nous » sommes « plus à droite » que Lénine, car nous ne voyons ici aucune dérogation aux principes, nous souvenant de ce qu'avait dit Marx, à savoir que, dans certaines conditions, le plus rationnel serait que la classe ouvrière « se rachète de cette bande [81] » (la bande des capitalistes, s'entend, c'est-à-dire qu'elle *rachète* à la bourgeoisie la terre, les fabriques, les usines et autres moyens de production).

Remarque extrêmement intéressante...

... Réfléchissez à ce qu'a dit Marx.

Il s'agissait de l'Angleterre des années 70, à l'apogée du capitalisme prémonopoliste, du pays qui était alors le moins militarisé et le moins bureaucratique, du pays qui offrait à cette époque le plus de possibilités quant à la victoire « pacifique » du socialisme sous la forme d'un « rachat » de la bourgeoisie par les ouvriers. Et Marx disait que, dans certaines conditions, les ouvriers ne s'interdiraient nullement de se racheter de la bourgeoisie. Marx ne se liait pas les mains et n'entravait en rien les futurs artisans de la révolution socialiste quant aux formes, procédés ou méthodes de la révolution, comprenant parfaitement que de nouveaux et nombreux problèmes surgiraient à cette époque, que la situation changerait complètement au cours de la révolution, et qu'elle continuerait à se modifier souvent et considérablement au fur et à mesure des progrès de la révolution.

Or, n'est-il pas évident que dans la Russie des Soviets, *après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* la répression de la résistance armée et du sabotage des exploiteurs, nous voyons réalisées *certaines* conditions du genre de celles qui auraient pu se réaliser il y a un demi-siècle en Angleterre si ce pays s'était mis à évoluer pacifiquement vers le socialisme ? Voici les facteurs qui pouvaient, à cette époque, assurer en Angleterre la soumission des capitalistes aux ouvriers : 1) une population dont la majorité absolue était composée d'ouvriers, de prolétaires, la paysannerie étant inexistante (certains indices permettaient d'espérer, vers les années 70, que le socialisme ferait en Angleterre des progrès extrêmement rapides parmi les ouvriers agricoles) ; 2) une excellente organisation du prolétariat dans les syndicats (l'Angleterre était alors le premier

pays du monde sous ce rapport) ; 3) le niveau culturel relativement élevé du prolétariat, éduqué par un siècle de libertés politiques ; 4) la vieille habitude des capitalistes anglais, admirablement organisés — ils étaient alors les capitalistes les mieux organisés du monde (cette priorité appartient maintenant à l'Allemagne) — de régler les questions politiques et économiques par des compromis. Tels étaient les facteurs qui avaient pu faire penser à la possibilité d'une soumission *pacifique* des capitalistes d'Angleterre aux ouvriers de ce pays.

Chez nous, cette soumission est actuellement assurée par certaines prémisses fondamentales (la victoire d'Octobre et la répression, entre octobre et février, de la résistance armée et du sabotage des capitalistes). Chez nous, *au lieu* de la majorité absolue des ouvriers, des prolétaires, parmi la population, et de leur haut degré d'organisation, le facteur de victoire a été le soutien accordé aux prolétaires par la paysannerie pauvre et vite ruinée. Chez nous, enfin, on ne trouve ni un niveau culturel élevé, ni l'habitude de faire des compromis. Si l'on réfléchit à ces conditions concrètes, il devient évident que nous pouvons et devons arriver maintenant à *conjuguer* les méthodes de répression implacable à l'égard des capitalistes sans culture, qui n'acceptent aucun « capitalisme d'Etat », ne songent à aucun compromis et continuent à contrecarrer les mesures prises par l'Etat soviétique au moyen de la spéculation, en corrompant les pauvres, etc., avec les *procédés de compromis* ou de rachat à l'égard des capitalistes cultivés qui acceptent le « capitalisme d'Etat », sont capables de l'appliquer, se montrent utiles au prolétariat en qualité d'organisateurs intelligents et expérimentés des entreprises *les plus importantes*, susceptibles d'assurer l'approvisionnement effectif de dizaines de millions d'hommes.

Boukharine est un économiste marxiste d'une excellente culture. Aussi s'est-il rappelé que Marx avait profondément raison quand il enseignait aux ouvriers combien il est important de conserver l'organisation de la grande production, précisément pour faciliter la transition au socialisme ; quand il enseignait qu'on peut parfaitement envisager *de bien payer les capitalistes*, de les « racheter »

si (par exception, l'Angleterre étant alors cette exception) les circonstances obligent les capitalistes à se soumettre pacifiquement et à passer au socialisme d'une façon civilisée et organisée, moyennant ce « rachat ».

Si Boukharine s'est trompé, c'est parce qu'il n'a pas réfléchi aux particularités concrètes de la situation actuelle en Russie, situation exceptionnelle, précisément, du fait que nous nous trouvons, nous, prolétariat de Russie, *en avance* sur n'importe quelle Angleterre et n'importe quelle Allemagne par notre régime politique, par la force du pouvoir politique des ouvriers, et en même temps *en retard* par rapport au pays le plus arriéré d'Europe occidentale en ce qui concerne l'organisation d'un capitalisme d'Etat digne de ce nom, en ce qui concerne notre niveau culturel et le degré de notre préparation à l'« instauration » du socialisme dans le domaine de la production matérielle. N'est-il pas évident que de cette situation particulière découle, en ce moment, la nécessité d'une sorte de « rachat » que les ouvriers doivent offrir aux capitalistes les plus cultivés, les plus doués, les plus capables en matière d'organisation, disposés à servir le pouvoir des Soviets en l'aidant honnêtement à organiser la grande et la très grande production « d'Etat » ? N'est-il pas évident que, dans cette situation particulière, nous devons nous efforcer d'éviter deux sortes d'erreurs relevant, chacune à sa façon, de l'esprit petit-bourgeois ? D'une part, nous commettrions une faute irréparable en déclarant que, la disproportion entre nos « forces » économiques et notre force politique étant un fait avéré, il en « découle » qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir. C'est là un raisonnement de « maniaques » esclaves de la routine qui oublient qu'il n'y aura jamais de « proportion », qu'il ne saurait y en avoir ni dans le développement de la nature ni dans celui de la société, que le socialisme achevé ne saurait résulter que de la collaboration révolutionnaire des prolétaires de *tous* les pays et à la suite de nombreuses tentatives dont chacune, considérée isolément, sera unilatérale et souffrira d'une certaine disproportion.

D'autre part, il serait profondément erroné de laisser faire les braillards et les phraseurs, qui se laissent séduire par les « belles » attitudes révolutionnaires, mais sont in-

capables d'un travail révolutionnaire persévérant, réfléchi, mûrement pesé, tenant compte des transitions les plus difficiles.

Heureusement, l'histoire du développement des partis révolutionnaires et de la lutte que leur a livrée le bolchévisme nous a légué des types nettement dessinés, parmi lesquels les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes offrent le type de piètres révolutionnaires. Ils poussent maintenant de grands cris, à perdre haleine, jusqu'à piquer des crises d'hystérie, contre l'« esprit conciliateur » des « bolchéviks de droite ». Mais ils sont incapables de comprendre *en quoi* cet « esprit conciliateur » était mauvais et *pourquoi* il a été avec juste raison condamné par l'histoire et par tout le cours de la révolution.

L'esprit conciliateur du temps de Kérenski livrait le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste ; or, la question du pouvoir est la question capitale de toute révolution. En octobre-novembre 1917, la tendance conciliatrice d'une partie des bolchéviks les amenait soit à redouter la prise du pouvoir par le prolétariat, soit à vouloir *partager* le pouvoir sur une base paritaire, non seulement avec des « compagnons de route peu sûrs », tels que les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais même avec des ennemis, tels que les partisans de Tchernov et les menchéviks, qui nous auraient certainement gênés dans l'essentiel : dans la dissolution de la Constituante, dans l'écrasement impitoyable des Bogaïevski, dans la mise en place généralisée des institutions soviétiques, dans chaque confiscation.

Maintenant le pouvoir est conquis, conservé, consolidé entre les mains d'un seul parti, le parti du prolétariat, qui n'a même pas à ses côtés des « compagnons de route peu sûrs ». Parler maintenant d'esprit conciliateur, alors qu'il n'est pas et qu'il ne saurait être question de partager le *pouvoir*, de renoncer à la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est répéter comme un perroquet des mots que l'on a appris par cœur sans les comprendre. Parler d'« esprit conciliateur » à propos du fait que, placés dans une situation où nous pouvons et devons gouverner le pays, nous nous efforçons d'attirer à nous, sans regarder à la dépense, les éléments les plus cultivés parmi ceux que le capitalisme a formés, de les engager à notre service contre la

désorganisation inhérente à l'esprit petit-propriétaire, c'est être totalement incapable de réfléchir aux tâches économiques de l'édification socialiste [83] ».

L'IMPOT EN NATURE, LA LIBERTE DU COMMERCE ET LES CONCESSIONS

Les considérations ci-dessus de 1918 renferment une série d'erreurs quant aux délais. Les délais ont été plus longs qu'on ne le supposait alors. Ce n'est pas étonnant. Mais les éléments essentiels de notre économie restent les mêmes. Les paysans « pauvres » (prolétaires et semi-prolétaires) sont devenus dans un très grand nombre de cas des paysans moyens. Ce qui fait que l'« élément » petit-propriétaire, petit-bourgeois, s'est renforcé. D'autre part, la guerre civile de 1918-1920 a énormément aggravé la ruine du pays, retardé le rétablissement de ses forces productives, a surtout saigné à blanc le prolétariat. A cela sont venus s'ajouter la mauvaise récolte de 1920, la disette de fourrages, les épizooties, ce qui a freiné plus encore le rétablissement des transports et de l'industrie et s'est répercuté, par exemple, sur le transport du bois, notre principal combustible, effectué au moyen des chevaux paysans.

Résultat : la situation politique, au printemps 1921, était telle que les mesures immédiates les plus catégoriques, les plus urgentes s'imposaient, pour améliorer la situation de la paysannerie et relever ses forces productives.

Pourquoi précisément la paysannerie, et non des ouvriers ?

Parce que pour améliorer la situation des ouvriers, il faut du pain et du combustible. Pour l'instant, le plus grand « embarras » du point de vue de notre économie nationale tout entière réside là. On ne peut augmenter la production et la récolte du blé, le stockage et le transport du combustible qu'en améliorant la situation de la paysannerie, qu'en relevant ses forces productives. Il faut commencer par la paysannerie. Quiconque ne comprend pas cela, quiconque est enclin à voir dans cette période accordée à la paysannerie une « abdication » ou un semblant d'abdication de la dictature du prolétariat n'approfondit simple-

ment pas la question, se laisse subjuguer par les mots. La dictature du prolétariat, c'est la direction politique du prolétariat. Le prolétariat, en tant que classe dirigeante, dominante, doit savoir orienter la politique de façon à résoudre au premier chef la question la plus urgente, la plus « névralgique ». Le plus urgent, à l'heure actuelle, c'est de prendre des mesures propres à relever tout de suite les forces productives de l'économie paysanne. Ce n'est que *par cette voie* qu'on pourra améliorer la situation des ouvriers, renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, consolider la dictature du prolétariat. Le prolétaire ou représentant du prolétariat qui voudrait améliorer la situation des ouvriers par d'*autres voies* serait *en réalité* l'auxiliaire des gardes blancs et des capitalistes. Car suivre une autre voie, c'est faire passer les intérêts corporatifs des ouvriers avant leurs intérêts de classe; c'est sacrifier à un avantage immédiat, momentané, partiel, des ouvriers, les intérêts de toute la classe ouvrière, de sa dictature, de son alliance avec la paysannerie contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, de son rôle dirigeant dans la lutte pour affranchir le travail du joug du capital.

Ainsi, il faut avant tout prendre des mesures immédiates et sérieuses pour relever les forces productives de la paysannerie.

On ne saurait y parvenir sans apporter de sérieuses modifications à la politique du ravitaillement. Une de ces modifications a été de remplacer les réquisitions par l'impôt en nature, entraînant la liberté du commerce, du moins à l'échelle locale, une fois l'impôt versé.

Quel est le sens de la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions ?

Nombreuses sont les idées fausses répandues sur ce point. Elles proviennent surtout de ce que les gens ne réfléchissent pas au sens de cette transition, ne se demandent pas d'où elle part et où elle conduit. On s'imagine qu'il s'agit d'une transition du régime communiste en général au régime bourgeois en général. Pour combattre cette erreur, il faut absolument reprendre les arguments que nous avons fait valoir en mai 1918.

L'impôt en nature est une des formes permettant de passer d'un « communisme de guerre » assez particulier,

imposé par l'extrême misère, par la ruine et la guerre, aux échanges socialistes réguliers. Et ces derniers constituent à leur tour une des formes de la transition du socialisme, avec les particularités qu'engendre la prédominance de la petite paysannerie parmi la population, au communisme.

Le « communisme de guerre » avait ceci de particulier que nous prenions pratiquement au paysan tous les excédents et parfois même une partie des produits nécessaires à sa subsistance, pour faire face aux besoins de l'armée et pour nourrir les ouvriers. La plupart du temps, nous les prélevions à crédit, en échange de papier-monnaie. Autrement, nous n'aurions pas pu vaincre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes en ce pays ruiné de petite agriculture paysanne. Et le fait que nous avons vaincu (malgré l'appui accordé à nos exploiteurs par les plus grandes puissances du monde) ne montre pas seulement que les ouvriers et les paysans sont capables d'accomplir des prodiges d'héroïsme dans leur lutte émancipatrice. Il montre aussi que les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, Kautsky et Cie, ont joué le rôle de valets de la bourgeoisie, quand ils nous *faisaient grief* de ce « communisme de guerre ». Or, c'est là notre mérite.

Mais il n'est pas moins nécessaire de connaître la véritable mesure de ce mérite. Le « communisme de guerre » avait été imposé par la guerre et la ruine. Il n'était pas et ne pouvait être une politique conforme aux tâches économiques du prolétariat. C'était une mesure temporaire. Pour le prolétariat qui exerce sa dictature dans un pays de petits paysans, la juste politique consiste à échanger les produits industriels nécessaires au paysan contre son blé. Seule cette politique du ravitaillement est conforme aux tâches du prolétariat ; elle seule peut consolider les bases du socialisme et le conduire à la victoire totale.

L'impôt en nature marque une transition vers cette politique. Nous sommes encore si ruinés, si accablés par le fardeau de la guerre (qui a eu lieu hier et qui, à cause de la cupidité et de la férocité des capitalistes, peut éclater demain), que nous ne pouvons fournir au paysan des produits industriels en échange de *tout* le blé dont nous avons besoin. Sachant cela, nous instituons l'impôt en nature, c'est-à-dire que nous prélevons à titre d'impôt

le minimum de blé nécessaire (à l'armée et aux ouvriers) ; le reste, nous l'échangerons contre des produits industriels.

De plus, il ne faut pas oublier ceci. La misère et la ruine sont telles que nous ne pouvons rétablir d'*emblée* en usine la grosse production socialiste d'Etat. Pour cela, il nous faudrait d'importantes réserves de blé et de combustible dans les centres de grosse industrie ; il faudrait remplacer les machines usées par des neuves, etc. L'expérience nous a persuadé qu'on ne peut y arriver d'un seul coup, et nous savons qu'après la guerre impérialiste dévastatrice, même les pays les plus riches et les plus avancés ne pourront s'acquitter de cette tâche qu'au bout d'une assez longue période d'années. Par conséquent, il faut donc aider, dans une certaine mesure, à rétablir la *petite* industrie qui ne demande pas de machines, ni d'importantes réserves de matières premières, combustible, denrées alimentaires et qui est à même de fournir immédiatement une certaine aide à l'économie paysanne et de relever ses forces productives.

Qu'en résulte-t-il ?

C'est qu'à la faveur d'une certaine liberté du commerce (fût-elle simplement locale) la petite bourgeoisie et le capitalisme renaissent. C'est indéniable. Il serait ridicule de fermer les yeux là-dessus.

La question se pose : est-ce bien nécessaire ? Peut-on le justifier ? N'est-ce pas dangereux ?

On pose beaucoup de questions de ce genre, et la plupart du temps, elles ne révèlent que la candeur (pour employer un euphémisme) de ceux qui les posent.

Voyez la définition que j'ai donnée en mai 1918 des éléments (parties constitutives) des divers ordres économiques et sociaux qui forment notre économie nationale. Personne ne parviendrait à nier qu'on y trouve tous ces cinq échelons (ou parties constitutives) de tous ces cinq ordres, depuis la structure patriarcale, c'est-à-dire semi-barbare, jusqu'à la structure socialiste. Que dans un pays de petite paysannerie la « structure » prédominante soit celle de la petite agriculture, c'est-à-dire en partie patriarcale, en partie petite-bourgeoise, est un fait évident. Dès qu'il y a échange, le développement de la petite économie est un développement petit-bourgeois, un dévelop-

pement capitaliste ; c'est là, en matière d'économie politique, une vérité incontestable, une vérité première confirmée de plus par l'expérience quotidienne et même par l'observation courante.

Quelle est donc la politique que le prolétariat socialiste peut suivre face à cette réalité économique ? Donner au petit paysan *tous* les produits dont il a besoin et que fournit la grosse industrie socialiste en échange du blé et des matières premières ? Ce serait la politique la plus souhaitable, la plus « juste » ; c'est celle que nous avons commencé à pratiquer. Mais nous ne pouvons pas donner *tous* les produits, nous en sommes loin, et nous ne le pourrons pas de sitôt, du moins tant que nous n'aurons pas terminé la première tranche des travaux d'électrification du pays. Comment faire alors ? Ou bien essayer d'interdire, de bloquer à fond tout développement des échanges privés, en marge de l'Etat, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme, développement inévitable avec les millions de petits producteurs. Cette politique serait une ineptie et un suicide pour le parti qui aurait essayé de la pratiquer. Ineptie, parce que cette politique est impossible sur le plan économique, suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une politique de ce genre aboutissent à la faillite inéluctable. Il n'y a pas à s'en cacher : certains communistes ont péché « par la pensée, la parole et l'action », en versant justement dans *cette* politique. Efforçons-nous de nous corriger de ces défauts. Il le faut absolument, sinon nous risquons le pire.

Ou bien (dernière politique *possible* et seule raisonnable) ne pas essayer d'interdire ou de bloquer le développement du capitalisme, mais s'appliquer à l'orienter dans la voie du *capitalisme d'Etat*. C'est possible, sur le plan économique, puisque le capitalisme d'Etat existe, sous une forme ou sous une autre, dans une mesure ou dans une autre, partout où existent des éléments de commerce libre et de capitalisme en général.

Mais peut-on combiner, allier, associer l'Etat soviétique, la dictature du prolétariat au capitalisme d'Etat ?

Oui, bien sûr. C'est ce que je m'appliquai à démontrer en mai 1918. Et c'est ce que j'ai démontré, je l'espère, en mai 1918. Bien plus : j'ai prouvé en même temps que

le capitalisme d'Etat est un pas en avant par rapport à l'élément petit-propriétaire (et petit-patriarcal et petit-bourgeois). On commet une foule d'erreurs en ne confrontant ou en ne comparant le capitalisme d'Etat qu'avec le socialisme, alors que, dans la situation politique et économique actuelle, on doit absolument le comparer aussi avec la production petite-bourgeoise.

Toute la question, théorique et pratique, est de trouver les méthodes justes permettant précisément d'orienter dans la voie du capitalisme d'Etat le développement du capitalisme inévitable (jusqu'à un certain degré et pour un certain temps) ; d'établir les conditions nécessaires, et d'assurer, dans un proche avenir, la transformation du capitalisme d'Etat en socialisme.

Pour aborder la solution de ce problème, il faut avant tout concevoir le plus nettement possible ce que sera et ce que peut être, dans la pratique, le capitalisme d'Etat au sein de notre système soviétique, dans le cadre de notre Etat soviétique.

Le cas ou l'exemple le plus simple de la façon dont le pouvoir soviétique oriente le développement du capitalisme dans la voie du capitalisme d'Etat, dont il « implante » le capitalisme d'Etat, ce sont les concessions. A présent tous chez nous sont d'accord pour reconnaître la nécessité des concessions, mais tous ne réfléchissent pas à leur portée. Que sont les concessions dans le système soviétique, si on les envisage du point de vue des ordres économiques de notre société, ainsi que de leur rapport entre eux ? C'est un contrat, un bloc, une alliance du pouvoir d'Etat soviétique, c'est-à-dire prolétarien, avec le capitalisme d'Etat, contre l'élément petit-propriétaire (patriarcal et petit-bourgeois). Le concessionnaire est un capitaliste. Il agit en capitaliste, pour tirer des bénéfices ; il consent à traiter avec le pouvoir prolétarien pour toucher des bénéfices immédiats, supérieurs, ou pour avoir les matières premières impossibles, ou extrêmement difficiles à obtenir autrement. Le pouvoir soviétique y trouve son avantage : les forces productives se développent, la quantité des produits augmente immédiatement ou dans les plus brefs délais. Nous avons, disons, une centaine d'exploitations, de mines, de secteurs forestiers. Nous ne pouvons tout mettre en valeur, en raison de

la pénurie de machines, de vivres et de moyens de transport. Pour les mêmes raisons, nous exploitons mal les autres secteurs. L'exploitation défectueuse et insuffisante des grandes entreprises a pour résultat de renforcer l'élément petit-propriétaire dans toutes ses manifestations : affaiblissement de l'économie paysanne environnante (et puis de l'économie paysanne tout entière), déclin de ces forces productives, baisse de sa confiance envers le pouvoir soviétique, déprédations et petite spéculation massive (la plus dangereuse), etc. En « implantant » le capitalisme d'Etat sous la forme des concessions, le pouvoir soviétique renforce la grande production au regard de la petite, la production évoluée au regard de l'arriérée, la production mécanisée au regard de la manuelle ; il augmente la quantité de produits de la grande industrie (sa quote-part), il renforce les rapports économiques régis par l'Etat à l'opposé des rapports petits-bourgeois anarchiques. Appliquée avec mesure et prudence, la politique des concessions nous aidera de façon certaine à améliorer rapidement (jusqu'à un certain degré peu élevé) l'état de la production, la situation des ouvriers et des paysans, bien entendu, au prix de certains sacrifices, de l'abandon au capitaliste de plusieurs dizaines de millions de pouds de matières infiniment précieuses. La mesure et les conditions auxquelles les concessions nous sont avantageuses et sans danger sont fonction du rapport des forces ; c'est la lutte qui en décide, car les concessions sont également un aspect de la lutte, la continuation de la lutte de classes sous une autre forme, et nullement la substitution de la paix des classes à la lutte des classes. La pratique définira les méthodes de lutte.

Le capitalisme d'Etat sous la forme des concessions est, en comparaison des autres aspects du capitalisme d'Etat au sein du système soviétique, la forme sans doute la plus simple, la plus précise, la plus claire, la plus nettement délimitée. Nous avons là un contrat direct, établi dans les formes, par écrit, avec le capitalisme d'Europe occidentale, le capitalisme le plus cultivé, le plus évolué. Nous connaissons exactement nos avantages et nos pertes, nos droits et nos obligations ; nous connaissons exactement le délai pendant lequel nous accordons la concession, nous connaissons les conditions du rachat avant terme, si le

contrat prévoit ce droit. Nous payons un « tribut » au capitalisme mondial, nous lui versons sous certains rapports une « rançon », et nous obtenons dans l'immédiat, en une certaine mesure, une situation renforcée pour le pouvoir soviétique, de meilleures conditions de gestion économique. La difficulté du problème, en ce qui concerne les concessions, c'est de penser à tout, de tout peser en passant le contrat de concessions et de savoir ensuite veiller à son exécution. Certes, cela offre des difficultés, et les erreurs sont probablement inévitables au début. Mais ces difficultés sont minimes comparées aux autres tâches de la révolution sociale et, notamment, aux autres formes de développement, d'admission et d'implantation du capitalisme d'Etat.

La tâche la plus importante de tous les travailleurs du parti et des institutions soviétiques avec la mise en vigueur de l'impôt en nature, est de savoir appliquer les principes, les bases, les fondements de la politique « des concessions » (c'est-à-dire semblable au capitalisme d'Etat dans le domaine des « concessions ») aux autres formes du capitalisme, du commerce libre, des échanges locaux, etc.

Prenons les coopératives. Ce n'est pas sans raison que le décret sur l'impôt en nature a immédiatement entraîné la révision du statut des coopératives et élargi dans une certaine mesure leur « liberté » et leurs droits. Les coopératives sont également une forme de capitalisme d'Etat, mais moins simple, moins nettement délimitée, plus compliquée et qui, pour cette raison, place pratiquement le pouvoir soviétique devant des difficultés plus grandes. Les coopératives de petits producteurs (c'est d'elles et non des coopératives ouvrières qu'il est question ici, car elles sont prédominantes, typiques dans un pays de petite paysannerie) engendrent inévitablement des rapports capitalistes petits-bourgeois, contribuent à les développer, poussent au premier plan les petits capitalistes, leur procurent le maximum d'avantages. Il ne peut en être autrement puisque les petits patrons prédominent et que les échanges sont possibles et nécessaires. Dans les conditions actuelles de la Russie, la liberté et les droits des coopératives sont la liberté et les droits au capitalisme. Il serait stupide ou criminel de fermer les yeux sur cette vérité évidente.

Mais, en régime soviétique, le capitalisme « coopératif », à la différence du capitalisme privé, est une variété du capitalisme d'Etat et, comme tel, il nous est aujourd'hui avantageux et utile, dans une certaine mesure, bien entendu. L'impôt en nature impliquant la liberté de vendre les excédents (restant au paysan après versement de l'impôt en nature), nous devons nous efforcer d'orienter *ce* développement du capitalisme — puisque la liberté de vendre, la liberté du commerce, *c'est* le développement du capitalisme — dans la voie du capitalisme coopératif. Le capitalisme coopératif ressemble au capitalisme d'Etat en ce sens qu'il facilite l'inventaire, le contrôle, la surveillance, les rapports définis par contrat entre l'Etat (en l'espèce, l'Etat soviétique) et le capitaliste. La coopération, considérée comme forme de commerce, est plus avantageuse et plus utile que le commerce privé non seulement pour les raisons indiquées, mais aussi parce qu'elle facilite l'union, l'organisation de millions de personnes, et puis de la totalité de la population ; ce fait est à son tour un immense avantage pour la transition future du capitalisme d'Etat au socialisme.

Comparons les concessions et les coopératives, en tant que formes de capitalisme d'Etat. Les concessions sont basées sur la grosse industrie mécanisée ; les coopératives, sur la petite industrie, sur la production manuelle, en partie même patriarcale. Les concessions ne concernent qu'un seul capitaliste ou une seule firme, un seul consortium, cartel ou trust pour chaque contrat. Les coopératives englobent des milliers, voire des millions de petits patrons. Les concessions admettent et même impliquent un contrat et un délai précis. Les coopératives n'admettent ni contrat ni délai très précis. Il est beaucoup plus facile d'abroger une loi sur les coopératives que de résilier un contrat de concessions, mais cette résiliation signifie d'emblée, purement et simplement, la rupture immédiate des rapports effectifs d'alliance économique ou de « coexistence » économique avec le capitaliste, tandis qu'aucune abrogation de la loi sur les coopératives et aucune loi en général non seulement ne pourra rompre d'emblée la « coexistence » effective du pouvoir soviétique avec les petits capitalistes mais, d'une façon générale, elle ne pourra pas provoquer la rup-

ture des rapports économiques existants. « Surveiller » un concessionnaire est chose aisée, mais il est difficile de surveiller les coopérateurs. Passer du système des concessions au socialisme, c'est passer d'une forme de la grosse production à une autre. Passer des coopératives de petits producteurs au socialisme, c'est passer de la petite production à la grosse, c'est-à-dire opérer un passage plus compliqué, mais en revanche capable d'englober, s'il réussit, des masses de population plus grandes, d'extirper les racines plus profondes et plus vivaces des anciens rapports présocialistes, voire précapitalistes qui s'opposent avec plus d'acharnement à toute « innovation ». La politique des concessions, si elle réussit, nous donnera un nombre réduit de grosses entreprises modèles, en comparaison des nôtres, au niveau du capitalisme moderne avancé ; d'ici quelques dizaines d'années, ces entreprises seront entièrement à nous. La politique coopérative, si elle réussit, contribuera à l'essor de la petite économie et facilitera son passage, dans un délai indéterminé, à la grosse production, sur la base de l'association volontaire.

Voyons maintenant la troisième forme de capitalisme d'Etat. L'Etat attire le capitaliste en qualité de commerçant ; il lui paie une certaine commission sur la vente des produits de l'Etat et l'achat de ceux du petit producteur. Quatrième forme : l'Etat donne à bail à un entrepreneur capitaliste un établissement, une exploitation, un lot de forêt ou de terre, etc. ; le bail ici ressemble le plus à un contrat de concession. On ne parle pas du tout chez nous de ces deux dernières formes de capitalisme d'Etat, on n'y pense pas, on ne les remarque pas. Ce n'est pas parce que nous sommes forts et intelligents, c'est parce que nous sommes faibles et sots. Nous avons peur de regarder bien en face la « vile vérité », et nous nous laissons trop souvent emporter par l'« illusion qui nous élève » [83]. Ce qui nous abuse constamment, c'est l'idée que « nous » passons du capitalisme au socialisme, en oubliant de voir exactement, distinctement, qui sont ces « nous ». Pour s'en faire une idée exacte et ne pas l'oublier, il importe d'avoir présente à l'esprit la liste de toutes les parties constitutives, de tous les différents ordres économiques sans exception que comprend notre économie nationale, tels que je les ai

énumérés dans mon article du 5 mai 1918. « Nous », l'avant-garde, le détachement avancé du prolétariat, nous passons directement au socialisme ; mais le détachement avancé n'est qu'une petite partie de tout le prolétariat qui n'est à son tour qu'une petite partie de la masse de la population. Et pour que « nous » puissions nous acquitter avec succès de notre tâche, le passage direct au socialisme, il faut nous rendre compte des voies, modalités, moyens et procédés *intermédiaires* indispensables pour passer des rapports *précapitalistes* au socialisme. Là est le nœud du problème.

Voyez la carte de la R.S.F.S.R. Au nord de Vologda, au sud-est de Rostov-sur-Don et de Saratov, au sud d'Orenbourg et d'Omsk, au nord de Tomsk s'étendent d'immenses territoires où pourraient tenir des dizaines de vastes Etats civilisés. Or, sur toutes ces étendues règnent les mœurs patriarcales, la semi-barbarie et la barbarie tout court. Et dans les campagnes perdues du reste de la Russie ? Partout où des dizaines de verstes de chemins vicinaux, ou plus exactement des dizaines de verstes sans route, séparent le village du chemin de fer, c'est-à-dire de la liaison matérielle avec la civilisation, avec le capitalisme, avec la grosse industrie, avec la grande ville, partout, dans toutes ces localités, n'est-ce pas aussi le règne du système patriarcal, de l'oblomovchtchina[84], de la semi-barbarie ?

Peut-on concevoir le passage direct de cet état de choses prédominant en Russie, au socialisme ? Oui, dans une certaine mesure, mais à la seule condition que nous connaissons aujourd'hui exactement grâce à l'immense travail scientifique qui vient d'être achevé. J'ai nommé : l'électrification. Si nous construisons des dizaines de centrales électriques régionales (nous savons aujourd'hui où et comment on peut et on doit les construire) ; si nous fournissons dans tous les villages l'énergie électrique de ces centrales, si nous avons une quantité suffisante de moteurs électriques et autres machines, on n'aura pas besoin ou presque d'échelons transitoires, de maillons intermédiaires pour passer du système patriarcal au socialisme. Mais nous savons parfaitement que cette « seule » condition demande dix ans au minimum uniquement pour les travaux de la première tranche ; la réduction de ce délai ne pourra être envisagée à son tour que si la révolution prolétarienne est

victorieuse dans des pays comme l'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique.

Pour les années prochaines il faut savoir envisager les maillons intermédiaires susceptibles de faciliter le passage du système patriarcal, de la petite production au socialisme. Souvent, il « nous » arrive, aujourd'hui encore, de nous abuser avec ce raisonnement : « Le capitalisme est un mal, le socialisme est un bien. » Mais ce raisonnement est inexact, car il ne tient pas compte de la totalité des ordres économiques existant dans notre société, il n'en envisage que deux.

Le capitalisme est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au Moyen Age, par rapport à la petite production, par rapport à la bureaucratie qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs. Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est, dans une certaine mesure, inévitable, c'est un produit spontané de la petite production et des échanges ; aussi devons-nous l'utiliser (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme maillon intermédiaire entre la petite production et le socialisme ; comme moyen, voie, procédé, modalité assurant l'accroissement des forces productives.

Prenez la question de la bureaucratie et examinez-la du point de vue économique. Au 5 mai 1918, la bureaucratie n'est pas apparente. Six mois après la Révolution d'Octobre, après avoir détruit de fond en comble l'ancien appareil bureaucratique, nous ne ressentons pas encore ce mal.

Une autre année s'écoule. Le VIII^e^ Congrès du Parti communiste de Russie, qui se tient du 18 au 23 mars 1919, adopte le nouveau programme du parti où nous parlons franchement, sans crainte de reconnaître le mal, mais désireux de le démasquer, de le dénoncer, de le clouer au pilori, de stimuler la pensée et la volonté, les énergies et les activités pour combattre ce mal, où nous parlons d'une *« renaissance partielle de la bureaucratie au sein du régime soviétique »*.

Deux autres années s'écoulent. Au printemps de 1921, après le VIII^e^ Congrès des Soviets qui a débattu (décembre 1920) de la bureaucratie, après le X^e^ Congrès du Par-

ti communiste de Russie (mars 1921) qui a dressé le bilan des débats étroitement rattachés à l'analyse de la bureaucratie, nous voyons *ce* mal se dresser devant nous encore plus net, plus précis, plus menaçant. Quelles en sont les racines économiques ? Elles sont principalement de deux sortes : d'une part, la bourgeoisie évoluée a besoin, pour combattre le mouvement révolutionnaire des ouvriers (et en partie des paysans), d'un appareil bureaucratique, militaire d'abord, judiciaire ensuite, etc. Cela n'existe pas chez nous. Nos tribunaux sont des tribunaux de classe, dirigés contre la bourgeoisie. Notre armée est une armée de classe, dirigée contre la bourgeoisie. La bureaucratie existe non dans l'armée, mais dans ses services. Il y a chez nous une autre racine économique de la bureaucratie : c'est l'isolement, l'éparpillement des petits producteurs, leur misère, leur inculture, l'absence de routes, l'analphabétisme, l'absence d'*échanges* entre l'agriculture et l'industrie, le manque de liaison, d'action réciproque entre elles. Tout cela est dû, dans une mesure appréciable, à la guerre civile. Lorsque nous étions soumis au blocus, assiégés de toutes parts, coupés du reste du monde, et puis de nos terres à blé du Midi, de la Sibérie, des bassins houillers, nous ne pouvions pas relever l'industrie. Nous ne devions pas reculer devant le « communisme de guerre », craindre les mesures les plus rigoureuses et désespérées : nous vivrons sous-alimentés et plus encore que sous-alimentés, mais nous défendrons le pouvoir des ouvriers et des paysans, coûte que coûte, en dépit de la ruine la plus inouïe et de l'arrêt des échanges. Et nous ne nous sommes pas laissés intimider comme les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks (qui en réalité ont suivi la bourgeoisie surtout parce qu'ils avaient peur, qu'ils étaient intimidés).Mais ce qui constituait la condition de la victoire dans un pays soumis au blocus, dans une forteresse assiégée, a révélé son côté négatif précisément au printemps de 1921, quand les dernières troupes blanches ont été définitivement chassées du territoire de la R.S.F.S.R. Dans une forteresse assiégée, on peut et l'on doit « bloquer » tous les échanges. Grâce à l'héroïsme exceptionnel des masses, nous avons pu tenir trois ans. Après cela, la ruine du petit producteur s'est encore aggravée, le relèvement de la grosse industrie a été encore différé, retardé. La bu-

reaucratie, héritage de l'« état de siège », superstructure basée sur l'éparpillement et la démoralisation du petit producteur, s'est entièrement révélée.

Il faut savoir reconnaître le mal sans crainte, afin de le combattre avec plus de fermeté, afin de recommencer encore et encore par le commencement ; dans tous les domaines de l'édification, nous devrons bien des fois encore recommencer par le commencement, en corrigeant ce qui n'a pas été mené à bien, en essayant d'aborder la tâche par des moyens divers. Il est apparu que le relèvement de la grosse industrie était différé, qu'il n'était plus possible de « bloquer » les échanges entre l'industrie et l'agriculture ; il fallait donc nous atteler à une tâche plus accessible : rétablir la petite industrie. Aider de ce côté, étayer ce flanc de l'édifice à demi-abattu par la guerre et le blocus. Développer les échanges par tous les moyens et à tout prix, sans craindre le capitalisme, puisque le cadre qui lui est assigné dans notre pays (expropriation des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, dans l'économie, pouvoir ouvrier et paysan, dans la politique) est assez étroit, assez « modéré ». Telle est l'idée maîtresse de l'impôt en nature, telle est sa portée économique.

Tous les militants du parti et tous les travailleurs des administrations soviétiques doivent employer tous leurs efforts, toute leur attention pour créer, susciter une grande initiative à la base : dans les provinces ; plus encore, dans les districts ; plus encore, dans les cantons et les villages, pour l'œuvre de construction économique, dans le but de relever immédiatement l'économie paysanne, même par de « petits » moyens, dans de faibles proportions, de l'aider en développant la petite industrie locale. Le plan économique unique de l'Etat veut que cette tâche soit au centre de notre attention et de nos soins, au centre des travaux « d'urgence ». Une amélioration obtenue ici, c'est-à-dire tout près de la «base » la plus large et la plus profonde, nous permettra à bref délai d'entreprendre avec plus d'énergie et de succès le relèvement de la grosse industrie.

L'employé du ravitaillement ne connaissait jusqu'ici qu'une seule directive essentielle : réquisition à 100%. Aujourd'hui, la directive est autre : collecter l'impôt en

nature à 100% dans les plus brefs délais, puis encore 100% en échange des produits de la grosse et de la *petite* industrie. Celui qui aura collecté 75% de l'impôt en nature et 75% (de la seconde centaine) au moyen de l'échange contre des produits de la grosse et de la petite industrie, aura fait un travail plus utile pour l'Etat que celui qui aura collecté 100% de l'impôt et 55% (de la seconde centaine) au moyen de l'échange. La tâche de l'employé du ravitaillement se complique. D'une part, c'est une tâche fiscale. Collecter l'impôt aussi rapidement, aussi rationnellement que possible. D'autre part, c'est une tâche économique générale. S'efforcer d'orienter les coopératives, de favoriser la petite industrie, de développer les initiatives, les énergies à la base, de façon à augmenter et à renforcer l'échange entre l'agriculture et l'industrie. Nous le faisons encore mal, très mal ; la preuve, c'est la bureaucratie. Nous ne devons pas craindre d'avouer qu'ici *nous pouvons et devons encore beaucoup apprendre des capitalistes.* Comparons les résultats pratiques obtenus dans les provinces, les districts, les cantons et les villages : dans telle localité, des particuliers capitalistes et petits capitalistes sont arrivés à tel résultat. Ils ont réalisé approximativement tel bénéfice. C'est le tribut, le prix de la « leçon ». On ne doit pas regarder à la dépense si la leçon est profitable. Dans la localité voisine, les coopératives ont obtenu tel résultat et ont réalisé tant de bénéfices. Et ailleurs, on a obtenu par les moyens de l'Etat seul, des moyens purement communistes, tel résultat (ce troisième cas sera, à l'heure actuelle, fort exceptionnel).

Il faut que chaque centre économique régional, que chaque conférence économique de province sous l'égide du comité exécutif envisage immédiatement, comme tâche prioritaire, l'organisation de toute sorte d'expériences ou de systèmes d'« échanges » avec les excédents qui restent après l'acquittement de l'impôt en nature. Au bout de quelques mois, on aura des résultats pratiques que l'on pourra comparer et étudier. Sel de production locale ou importé ; pétrole du centre ; industrie artisanale du bois ; artisanats utilisant les matières premières locales et fournissant certains produits qui, sans être essentiels, sont nécessaires et utiles aux paysans ; « houille verte » (utilisation des

cours d'eau d'importance locale pour l'électrification), etc, etc. ; tout doit être mis en œuvre pour animer coûte que coûte les échanges entre l'industrie et l'agriculture. Celui qui, dans ce domaine, aura obtenu le maximum de résultats, fût-ce par la voie de l'économie capitaliste privée, voire même sans les coopératives, sans la transformation directe de ce capitalisme en capitalisme d'Etat, se sera rendu plus utile à l'œuvre de construction du socialisme en Russie, que celui qui « pensera » à la pureté du communisme, rédigera des statuts, des règlements, des instructions à l'intention du capitalisme d'Etat et des coopératives, mais ne fera pas avancer les échanges de façon concrète.

Cela peut sembler paradoxal : l'économie capitaliste privée dans le rôle d'auxiliaire du socialisme ?

Pourtant cela n'a rien de paradoxal ; c'est un fait économique absolument incontestable. Puisque nous sommes dans un pays de petits paysans, aux transports particulièrement désorganisés, sortant de la guerre et du blocus, un pays sous la direction politique du prolétariat qui détient les moyens de transport et la grosse industrie, la conséquence inévitable est, d'abord, qu'à l'heure actuelle les échanges locaux sont d'une importance primordiale et, ensuite, que le capitalisme privé (et à plus forte raison le capitalisme d'Etat) peut être utilisé pour aider à l'avènement du socialisme.

Discutons un peu moins sur les mots. Jusqu'à présent nous avons par trop péché dans ce sens. Varions davantage l'expérience vécue, étudions la davantage. Il est des conditions où une organisation exemplaire du travail local, même à une très petite échelle, revêt pour l'Etat une plus grande importance que l'activité, dans tel ou tel domaine, de bien des organismes centraux. A l'heure présente, notre pays se trouve justement dans ces conditions pour ce qui est de l'économie paysanne en général et, en particulier, de l'échange des excédents agricoles contre des produits industriels. A cet égard, une organisation exemplaire de ce travail, même dans un seul canton, revêt pour l'Etat une valeur supérieure à une amélioration « exemplaire » de l'appareil central de tel ou tel commissariat du peuple. En trois années et demie, notre appareil central en est ar-

rivé à acquérir une certaine routine nuisible ; nous ne pouvons l'améliorer de façon sensible et rapide, nous ne savons comment nous y prendre. Pour l'améliorer de façon plus radicale, pour provoquer un afflux de forces vives, pour combattre la bureaucratie avec succès, pour surmonter cette routine nuisible, l'aide doit venir des organisations locales, de la base, de l'organisation exemplaire d'un « ensemble » petit certes, mais d'un « ensemble », c'est-à-dire non d'une seule exploitation, d'une seule branche de l'économie, d'une seule entreprise, mais bien de la *somme de tous* les rapports économiques , la *somme de tous* les échanges, même dans une petite localité.

Ceux d'entre nous qui sont condamnés à rester dans les organismes centraux continueront d'améliorer l'appareil et d'en éliminer la bureaucratie, ne serait-ce que dans des proportions modestes, mais immédiatement réalisables. En l'occurrence, l'aide principale vient et viendra de la base. En gros, autant que je puisse en juger, la situation est meilleure en province qu'au centre. Cela se conçoit, car le fléau de la bureaucratie sévit, naturellement, surtout au centre ; sous ce rapport, Moscou ne peut manquer d'être la pire des villes et, en général, la pire « localité » de la République. A l'échelon local, les écarts par rapport à la moyenne vont dans les deux sens, mais plus rarement dans le mauvais sens que dans le bon. Les écarts dans le mauvais sens, ce sont les abus des anciens fonctionnaires, grands propriétaires fonciers, bourgeois et autres canailles qui se sont faufilés parmi les communistes et qui se livrent parfois à des actes odieux et scandaleux, aux pires brimades à l'égard des paysans. Ce qu'il faut ici, c'est l'épuration par la terreur : justice sommaire, exécutions sans phrases. Laissons les Martov, les Tchernov et les petits bourgeois sans-parti de leur acabit, se frapper la poitrine en clamant : « Dieu soit loué, je ne « leur » ressemble pas, je n'ai jamais reconnu et je ne reconnais pas la terreur. » Ces nigauds « ne reconnaissent pas la terreur », parce qu'ils ont choisi le rôle de valets, d'auxiliaires des gardes blancs, afin de mystifier les ouvriers et les paysans. Les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks « ne reconnaissent pas la terreur », parce que leur rôle consiste, sous le drapeau du « socialisme », à *livrer* les masses *à la terreur des gardes blancs*.

C'est ce qu'ont prouvé Kérenski et Kornilov en Russie, Koltchak en Sibérie, le menchévisme en Géorgie ; c'est ce qu'ont prouvé les hérauts de la IIe Internationale et de l'Internationale « deux et demie »[85] en Finlande, Hongrie, Autriche, Allemagne, Italie, Angleterre, etc. Laissons les valets, les auxiliaires de la terreur blanche se vanter de dénier la terreur, quelle qu'elle soit. Nous dirons cette vérité dure, mais indiscutable : dans les pays qui traversent une crise sans précédent, où, après la guerre impérialiste de 1914-1918, les anciens rapports se sont désagrégés, la lutte de classes exacerbée (c'est le cas de tous les pays du monde), on ne saurait se passer de la terreur, quoi qu'en disent les hypocrites et les amateurs de phrases. Ou bien la terreur blanche, la terreur bourgeoise formule américaine, anglaise (Irlande), italienne (fascistes), allemande, hongroise et autres, ou bien la terreur rouge, prolétarienne. Il n'y a pas de milieu ; il n'y a pas, il ne peut y avoir de « troisième » solution.

Les écarts dans le bon sens sont : lutter victorieusement contre la bureaucratie ; se préoccuper au maximum des besoins des ouvriers et des paysans ; relever avec une sollicitude infinie l'économie, augmenter la productivité du travail, développer les échanges locaux entre l'agriculture et l'industrie. Ces écarts dans le meilleur sens, quoique plus fréquents, sont cependant rares. Mais ils existent. Partout, on voit localement se former de nouveaux cadres communistes, jeunes, pleins de vigueur, trempés à l'épreuve de la guerre civile et des privations. Nous sommes encore loin, très loin de faire tout ce qu'il faut pour muter ces forces jeunes, de façon méthodique et inlassable, de la base au sommet. Or, il est possible, il est indispensable de le faire de manière plus large et persévérante. Certains responsables peuvent et doivent être relevés de leur travail au centre, et envoyés en province, au poste de dirigeants des districts et des *cantons* où ils organiseront de façon *exemplaire* le travail économique *dans son ensemble* ; ainsi ils se rendront infiniment utiles et réaliseront une œuvre beaucoup plus importante *pour l'Etat*, qu'en exerçant une autre fonction centrale. Car une organisation exemplaire du travail est une pépinière de militants, un modèle relativement facile à imiter ; nous saurons au centre faire en

sorte que l'« imitation » de ce modèle soit largement généralisée et obligatoire.

Le développement des « échanges » entre l'agriculture et l'industrie, portant sur les excédents agricoles disponibles après l'acquittement de l'impôt en nature et les produits de la petite industrie, principalement artisanale, exige, de par son essence même, que les organisations *locales* prennent des *initiatives* personnelles, compétentes et intelligentes ; aussi l'organisation exemplaire du travail dans les districts et cantons acquiert-elle, à l'heure présente, une importance tout à fait exceptionnelle pour l'ensemble de l'Etat. Dans le domaine militaire par exemple, pendant la récente guerre de Pologne, nous n'avons pas craint de déroger à la hiérarchie bureaucratique, nous n'avons pas craint de « frapper des rétrogradations », de muter des membres du Conseil militaire révolutionnaire de la République (tout en leur conservant leurs hautes fonctions centrales) à des postes inférieurs. Pourquoi ne muterions-nous pas aujourd'hui certains membres du Comité exécutif central de Russie ou certains membres de collèges, ou d'autres camarades haut placés, même dans un district, même dans un canton ? Nous ne nous sommes tout de même pas « bureaucratisés » au point de nous « en émouvoir ». Et nous aurons des dizaines de responsables des organismes centraux qui l'accepteront volontiers. L'édification économique de la République tout entière y gagnera grandement, et les cantons ou districts modèles joueront un rôle non seulement considérable, mais nettement décisif, historique.

Notons, entre autres choses, comme un fait de second ordre, mais qui a cependant son importance, la nécessité de modifier notre position de principe à l'égard de la lutte contre la spéculation. Nous devons soutenir, nous avons avantage à développer le commerce « régulier », qui ne cherche pas à échapper au contrôle de l'Etat. Or, il est *impossible* de distinguer entre la spéculation et le commerce « régulier », si l'on envisage la spéculation du point de vue de l'économie politique. La liberté du commerce, c'est le capitalisme ; le capitalisme, c'est la spéculation, il serait ridicule de fermer les yeux sur ce point.

Comment faire ? Accorder l'impunité aux spéculateurs ?

Non. Il faut reviser et remanier toutes les lois concernant la spéculation ; déclarer passible d'une peine (et poursuivre dans la pratique avec une rigueur trois fois plus grande qu'avant) tout individu coupable de *vol*, de toute *tentative*, directe ou indirecte, ouverte ou dissimulée, de *se soustraire au contrôle, à la surveillance, au recensement de l'Etat.* C'est en posant ainsi la question (au Conseil des Commissaires du Peuple le travail est déjà entamé, le Conseil des Commissaires du Peuple a déjà ordonné de commencer la révision des lois sur la spéculation), que nous arriverons à orienter le développement du capitalisme, inévitable dans une certaine mesure et nécessaire, dans la voie du capitalisme *d'Etat.*

BILAN ET CONCLUSIONS POLITIQUES

Il me reste encore à examiner, ne serait-ce que sommairement, la situation politique telle qu'elle s'est créée et modifiée en fonction de l'économie dont je vous ai tracé tout à l'heure le tableau.

Nous avons vu qu'en 1921 les caractères essentiels de notre économie sont les mêmes qu'en 1918. Le printemps de 1921, surtout par suite de la mauvaise récolte et des épizooties, a aggravé à l'extrême la situation des paysans, déjà rendue si pénible par la guerre et le blocus. Cette aggravation a entraîné des oscillations politiques qui, d'une façon générale, constituent la « nature » même du petit producteur. L'expression la plus éclatante de ces oscillations a été l'émeute de Cronstadt.

Le trait le plus caractéristique des événements de Cronstadt sont justement les oscillations propres à l'élément petit-bourgeois. Très peu de choses concrètes, précises, définies. Des mots d'ordre vagues : « liberté », « liberté du commerce », « affranchissement », « les Soviets sans les bolchéviks », ou réélection des Soviets, ou suppression de la « dictature du parti », etc. Menchéviks et socialistes-révolutionnaires déclarent que le mouvement de Cronstadt est le « leur ». Victor Tchernov envoie un émissaire ; sur la proposition de ce dernier le menchévik Valk, un des chefs de l'émeute de Cronstadt, vote dans cette ville pour la « *Constituante* ». Tous les gardes blancs se mobilisent

sur-le-champ « *pour Cronstadt* » à une vitesse que l'on pourrait qualifier de radio-télégraphique. Les spécialistes militaires blancs de Cronstadt, plusieurs spécialistes, et non pas le seul Kozlovski, dressent un plan de débarquement à Oranienbaum, plan qui effraye la masse hésitante des menchéviks, socialistes-révolutionnaires, sans-parti. Plus de cinquante journaux des gardes blancs russes de l'étranger, déploient une campagne d'une énergie frénétique « *pour Cronstadt* ». Les grosses banques, les manitous du capital financier ouvrent des souscriptions pour soutenir Cronstadt. Le cadet Milioukov, ce chef éclairé de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers, explique à ce nigaud de Victor Tchernov patiemment et directement (et indirectement aux menchéviks Dan et Rojkov, internés dans une prison de Pétrograd pour leur liaison avec Cronstadt), qu'il n'est pas besoin de se dépêcher pour la Constituante, que *l'on peut et que l'on doit se prononcer pour le pouvoir des Soviets, seulement sans les bolchéviks.*

Certes, il n'est pas difficile d'être plus intelligent que des petits sots infatués d'eux-mêmes comme Tchernov, ce héros de la phrase petite-bourgeoise, ou Martov, ce chevalier du réformisme petit-bourgeois déguisé « en marxisme ». En somme, l'important n'est pas que Milioukov, comme personnalité, soit plus intelligent, mais que le chef politique de la grosse bourgeoisie est, en raison de sa situation de classe, plus clairvoyant, comprend mieux la nature de classe des événements et le rapport des forces politiques que les chefs de la petite bourgeoisie, les Tchernov et les Martov. Car la bourgeoisie est effectivement une force de classe qui, en régime capitaliste, domine inévitablement aussi bien dans une monarchie que dans une république tout ce qu'il y a de plus démocratique, et bénéficie, non moins inévitablement, du soutien de la bourgeoisie mondiale. Tandis que la petite bourgeoisie, *c'est-à-dire* tous les hérauts de la II^e^ Internationale et de l'Internationale « deux et demie » ne peut, quant au fond économique, que traduire l'impuissance de cette classe, d'où ses oscillations, sa phraséologie, sa débilité. En 1789, les petits bourgeois pouvaient encore être de grands révolutionnaires : en 1848, ils étaient ridicules et pitoyables ; en 1917-1921, ce sont des auxiliaires répugnants de la réaction, ses valets di-

rects par le rôle véritable qu'ils tiennent, qu'ils s'appellent Tchernov, Martov ou Kautsky, MacDonald, etc., etc.

Lorsque dans sa revue de Berlin, Martov déclare que Cronstadt appliquait non seulement des mots d'ordre menchéviks, mais qu'il a prouvé la possibilité d'un mouvement antibolchévik qui ne sert pas entièrement les intérêts des gardes blancs, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, il donne l'exemple d'un Narcisse petit-bourgeois infatué de lui-même. Faisons tout simplement mine d'ignorer que tous les vrais gardes blancs ont salué les émeutiers de Cronstadt et collecté des fonds, par l'intermédiaire des banques, pour assister Cronstadt! Milioukov a raison contre les Tchernov et les Martov, car il dévoile la tactique *véritable* des *véritables* gardes blancs, des capitalistes et des grands propriétaires fonciers : soutenons n'importe qui, même les anarchistes, n'importe quel pouvoir des Soviets, *pourvu que* les bolchéviks soient renversés, *pourvu qu'un déplacement de pouvoir* soit opéré ! Peu importe que ce soit vers la droite ou vers la gauche, vers les menchéviks ou vers les anarchistes, pourvu que le pouvoir soit décalé par rapport aux bolchéviks ; quant au reste, « nous », les Milioukov, « nous », les capitalistes et les grands propriétaires fonciers, *nous nous* en chargeons » ; les anarchistes, les Tchernov, les Martov, nous les chasserons à coup de claques comme nous l'avons fait pour Tchernov et Maïski en Sibérie, comme on l'a fait en Hongrie pour les Tchernov et les Martov hongrois, comme on l'a fait en Allemagne pour Kautsky, à Vienne pour Fr. Adler et Cie. Ces Narcisses petits-bourgeois, menchéviks, socialistes-révolutionnaires, sans-parti, la vraie bourgeoisie avisée en a dupé des centaines et les a chassés des dizaines de fois au cours de toutes les révolutions dans tous les pays. L'histoire l'a prouvé. Les faits l'ont confirmé. Les Narcisses continueront de bavarder. Les Milioukov et les gardes blancs continueront d'agir.

« Pourvu qu'il y ait déplacement de pouvoir par rapport aux bolchéviks, peu importe si c'est un peu à droite ou un peu à gauche, le reste viendra de surcroît. » Ici, Milioukov a parfaitement raison. C'est une vérité de classe, confirmée par l'histoire des révolutions de tous les pays, par des siècles d'histoire moderne depuis le Moyen Age.

Les petits producteurs isolés, les paysans, sont organisés économiquement *et politiquement* soit par la bourgeoisie (il en a toujours été ainsi en régime capitaliste, dans tous les pays, dans toutes les révolutions des temps modernes ; et il en sera toujours ainsi en régime capitaliste), soit par le prolétariat (il en a été ainsi, dans une forme embryonnaire et pour un temps très court, à l'apogée de quelques-unes des plus grandes révolutions modernes ; il en a été ainsi en Russie, en 1917-1921, dans une forme plus évoluée). Seuls des Narcisses infatués d'eux-mêmes peuvent bavarder et rêver d'une « troisième » voie, d'une « troisième force ».

C'est au prix d'immenses efforts, au cours d'une lutte acharnée que les bolchéviks ont formé une avant-garde prolétarienne capable de diriger, qu'ils ont instauré et sauvegardé la dictature du prolétariat ; le rapport des forces de classe est apparu en Russie, clair comme le jour, après vérification par l'expérience, après la pratique de quatre années. Aguerrie et trempée comme l'acier, l'avant-garde de la seule classe révolutionnaire ; l'élément petit-bourgeois, hésitant ; les Milioukov, capitalistes et grands propriétaires fonciers embusqués à l'étranger et soutenus par la bourgeoisie internationale. C'est clair comme le jour. Eux seuls exploiteront et sont à même d'exploiter le moindre « déplacement du pouvoir ».

La brochure de 1918 ci-dessus nommée, déclare sans ambages que « l'ennemi principal », c'est l'« élément petit-bourgeois ». « Ou bien nous le soumettrons à notre contrôle et à notre enregistrement ou bien il culbutera notre pouvoir ouvrier infailliblement et inéluctablement comme l'ont fait les Napoléon et les Cavaignac nés précisément sur ce terrain de la petite propriété. Voilà comment se pose la question. Pas autrement. » (Extrait de la brochure publiée le 5 mai 1918, voir plus haut [86].)

Notre force, c'est la netteté et la clairvoyance absolues avec lesquelles nous évaluons *toutes* les forces de classe en présence, tant russes qu'internationales ; puis, découlant de là, l'énergie de fer, la fermeté, la décision et l'esprit d'abnégation dans la lutte. Nous avons beaucoup d'ennemis, mais ils sont désunis, ou bien ils ne savent pas ce qu'ils veulent (comme tous les petits bourgeois, tous les

Martov et les Tchernov, tous les sans-parti, tous les anarchistes). Tandis que nous, nous sommes unis directement entre nous et indirectement avec les prolétaires de tous les pays ; nous savons ce que nous voulons. Voilà pourquoi nous sommes invincibles à l'échelle mondiale, ce qui toutefois n'exclut nullement la possibilité d'une défaite de telle ou telle révolution prolétarienne pour une certaine durée.

Ce n'est pas sans raison que l'élément petit-bourgeois porte ce nom, car c'est bien ce qu'il y a de plus amorphe, indéfini, inconscient. Les Narcisses de la petite bourgeoisie s'imaginent que le « suffrage universel » supprime la nature du petit producteur en régime capitaliste ; or, en réalité, il *aide* la bourgeoisie à se *subordonner* les petits producteurs dispersés, au moyen de l'Eglise, de la presse, de l'école, de la police, de l'armée, de mille formes d'oppression économique. La ruine, la misère, la dure situation provoquent des oscillations ; aujourd'hui pour la bourgeoisie, demain pour le prolétariat. Seule l'avant-garde prolétarienne aguerrie est capable de résister et de s'opposer aux oscillations.

Les événements du printemps de 1921 ont montré une fois de plus le rôle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks : ils aident l'élément petit-bourgeois hésitant à se détacher des bolchéviks, à opérer un « déplacement du pouvoir » au profit des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. *Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont désormais appris à se déguiser en « sans-parti »*. C'est entièrement démontré. Aujourd'hui, seuls des imbéciles peuvent ne pas le voir, ne pas comprendre que nous ne devons pas nous laisser duper. Les conférences de sans-parti ne sont pas un fétiche. Elles sont précieuses si elles peuvent nous rapprocher de la masse qui n'a pas encore été entamée, des couches de millions de travailleurs qui ne font pas de politique ; mais elles sont nuisibles si elles fournissent une plate-forme aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, déguisés en « sans-parti ». Ces individus aident les émeutiers, aident les gardes blancs. La place des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, tant avérés que déguisés en sans-parti, est en prison (ou bien dans les revues de l'étranger, à côté des gardes blancs ; nous avons volontiers laissé partir Martov à l'étranger),

et non à une conférence des sans-parti. On peut et on doit trouver d'autres moyens pour sonder l'état d'esprit des masses, pour se rapprocher d'elles. Qu'ils s'en aillent à l'étranger, ceux qui désirent jouer au parlementarisme, aux Constituantes, aux conférences des sans-parti ; allez rejoindre Martov, grand bien vous fasse ; allez goûter les charmes de la « démocratie » ; allez, s'il vous plaît, vous enquérir sur leur compte auprès des soldats de Wrangel. Quant à nous, nous avons autre chose à faire qu'à jouer aux « oppositions » dans les « conférences ». Nous sommes encerclés par la bourgeoisie mondiale qui guette la moindre hésitation de notre part pour faire revenir les « siens », pour rétablir le pouvoir des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie. Nous garderons en prison les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, avérés ou déguisés en « sans-parti ».

Pour nouer des relations plus étroites avec les masses laborieuses qui ne font pas encore de politique nous emploierons tous les moyens, sauf ceux qui donnent le champ libre aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires, qui donnent le *champ libre à des oscillations favorables à Milioukov*. Nous nous appliquerons surtout à promouvoir au travail des Soviets, et tout d'abord au travail économique, des centaines et des centaines de sans-parti, de sans-parti véritables, issus de la masse des simples ouvriers et paysans, et non ceux qui se sont « camouflés » en sans-parti, pour répéter en s'aidant d'un pense-bête les instructions des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, si favorables à Milioukov. Des centaines et des milliers de sans-parti travaillent pour nous ; des dizaines d'entre eux occupent des postes très importants, des postes de confiance. Il faut contrôler davantage leur travail. Promouvoir des milliers et des milliers de travailleurs nouveaux, pris dans la masse, les mettre à l'épreuve de façon systématique et régulière ; les élever par centaines aux postes supérieurs après les avoir éprouvés.

Jusqu'à présent nos communistes n'ont pas encore bien compris leur véritable rôle de direction : ne pas chercher à « tout » faire « soi-même », en se surmenant en vain, en s'attaquant à vingt besognes sans en mener une seule à bien, mais vérifier le travail de dizaines et de centaines

d'auxiliaires, organiser le contrôle de leur travail par en bas, c'est-à-dire par la masse véritable ; *guider* le travail et *s'instruire* auprès de ceux qui possèdent les connaissances (les spécialistes) et l'expérience dans l'organisation des grosses entreprises (les capitalistes). Un communiste intelligent ne craint pas de s'instruire auprès d'un spécialiste militaire, encore que les neuf dixièmes d'entre eux soient capables de nous trahir à la première occasion. Un communiste intelligent ne craindra pas de s'instruire auprès d'un capitaliste (peu importe que ce soit un gros capitaliste concessionnaire, ou un négociant courtier, ou un petit capitaliste coopérateur, etc.), bien que le capitaliste ne vaille pas mieux que le spécialiste militaire. Dans l'Armée Rouge nous avons appris à dépister les spécialistes militaires félons, à reconnaître les spécialistes honnêtes et consciencieux, à utiliser, d'une façon générale, des milliers et des dizaines de milliers d'entre eux. Nous apprenons à en faire autant (sous une forme particulière) avec les ingénieurs, les instituteurs, quoique nous le fassions bien plus mal que dans l'Armée Rouge (là Dénikine et Koltchak poussaient à la roue, nous obligeaient à nous instruire au plus vite, avec zèle et avec habileté). Nous apprendrons à en faire autant (sous une forme particulière cette fois aussi) avec les négociants courtiers, avec les intermédiaires qui travaillent pour l'Etat, avec les petits capitalistes coopérateurs, avec les entrepreneurs concessionnaires, etc.

Il faut immédiatement améliorer la situation de la masse ouvrière et paysanne. Nous y parviendrons en confiant un travail utile à des forces nouvelles, y compris des sans-parti. L'impôt en nature et les mesures qui s'y rattachent nous y aideront. C'est ainsi que nous saperons les racines économiques qui provoquent inévitablement les hésitations du petit producteur. Quant aux hésitations politiques qui ne sont profitables qu'à Milioukov, nous les combattrons sans merci. Les hésitants sont nombreux. Nous sommes peu. Les hésitants sont désunis. Nous sommes unis. Les hésitants ne sont pas économiquement indépendants. Tandis que le prolétariat l'est. Les hésitants ne savent pas ce qu'ils veulent : ça les gratte et ça les démange, oui, mais Milioukov est contre. Nous, nous savons ce que nous voulons.

Et c'est pourquoi nous vaincrons.

CONCLUSION

Résumons-nous.

L'impôt en nature est une transition du communisme de guerre aux échanges socialistes normaux de produits.

La ruine extrême, aggravée par la mauvaise récolte de 1920, a rendu cette transition nécessaire et urgente, puisqu'il est impossible de rétablir rapidement la grande industrie.

D'où la nécessité d'améliorer avant tout la situation des paysans. Le moyen : l'impôt en nature, le développement des échanges entre l'agriculture et l'industrie, le développement de la petite industrie.

L'échange, c'est la liberté du commerce, c'est le capitalisme. Il nous est utile dans la mesure où il nous aidera à combattre l'isolement des petits producteurs, et, jusqu'à un certain point, la bureaucratie. L'expérience, la pratique, fixeront la mesure. Il n'y a là rien de dangereux pour le pouvoir prolétarien, tant que le prolétariat détient fermement le pouvoir, qu'il tient solidement en main les transports et la grande industrie.

La lutte contre la spéculation devra se transformer en lutte contre le vol et les tentatives de se dérober à la surveillance, au recensement, au contrôle de l'Etat. Ce contrôle nous permettra d'orienter le capitalisme, inévitable jusqu'à un certain point et nécessaire, dans la voie du capitalisme d'Etat.

Développer en tous sens, au maximum, coûte que coûte l'initiative, l'autonomie des organisations locales, en vue d'encourager les échanges entre l'agriculture et l'industrie. Etudier l'expérience en la matière. La rendre aussi variée que possible.

Assister la petite industrie qui dessert l'économie paysanne et l'aider à se relever. L'Etat devra aussi l'assister jusqu'à un certain point en lui fournissant des matières premières. Le plus grand crime, c'est de laisser des matières premières inutilisées.

Les communistes ne doivent pas avoir peur de « s'instruire » auprès des spécialistes bourgeois, y compris les négociants, les petits capitalistes coopérateurs et les capitalistes. S'instruire auprès d'eux sous une autre forme,

mais somme toute, de la même manière qu'ils ont étudié et se sont instruits auprès des spécialistes militaires. Les résultats de cette « leçon » devront être vérifiés par la seule expérience : fais mieux que les spécialistes bourgeois d'à côté ; sache arriver d'une manière ou de l'autre à relever l'agriculture, l'industrie, à développer les échanges entre l'agriculture et l'industrie. Ne lésine pas sur le prix de la « leçon », ne regarde pas à la dépense si la leçon est profitable.

Aider par tous les moyens la masse des travailleurs, s'en rapprocher, y choisir des centaines et des milliers de sans-parti et leur confier des postes dans l'économie. Quant aux « sans-parti » qui, en fait, ne sont que des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires revêtus des atours à la mode des sans-parti de Cronstadt, nous les garderons précieusement en prison ou nous les enverrons à Berlin rejoindre Martov, pour qu'ils y jouissent librement de tous les charmes de la démocratie pure, et puissent librement échanger leurs opinions avec Tchernov, Milioukov et les menchéviks géorgiens.

21 avril 1921

Imprimé en brochure en mai 1921

Conforme au texte de la brochure collationné sur le manuscrit

DISCOURS ENREGISTRES SUR DISQUES [87]

1

A PROPOS DE L'IMPOT EN NATURE

Les réquisitions de vivres ont été remplacées par l'impôt en nature. Le Comité exécutif central de Russie a promulgué un décret à ce sujet. En exécution du décret, le Conseil des Commissaires du Peuple a déjà publié la loi sur l'impôt en nature. Toutes les administrations soviétiques sont tenues maintenant de faire connaître le plus largement possible aux paysans la loi sur l'impôt en nature, et en expliquer la signification.

Pourquoi a-t-il fallu remplacer les réquisitions par l'impôt en nature ? Parce que les réquisitions se sont révélées excessivement dures et incommodes pour les paysans, et que la mauvaise récolte de 1920 avait aggravé encore la misère et la ruine de la paysannerie. En outre, la disette de fourrage a aggravé les épizooties, réduit le transport du bois, ralenti le travail des fabriques livrant des produits en échange du blé des paysans. Il a fallu que le pouvoir ouvrier et paysan prenne des mesures susceptibles de soulager immédiatement la dure situation des paysans.

L'impôt en nature est à peu près deux fois inférieur aux réquisitions : pour le blé, par exemple, 240 millions de pouds au lieu de 423. Le montant de l'impôt est connu de chaque paysan avec exactitude à l'avance, c'est-à-dire dès le printemps. De ce fait, il y aura moins d'abus au moment de la perception de l'impôt. De ce fait, le paysan aura davantage intérêt à accroître les surfaces cultivées, à améliorer son exploitation, à se préoccuper d'augmenter les récoltes.

Notre pays a été ruiné d'une façon inouïe d'abord par la guerre tsariste, puis par la guerre civile, c'est-à-dire par l'offensive des grands propriétaires fonciers et des capitalistes contre le pouvoir soviétique des ouvriers et des paysans. Il faut relever l'économie coûte que coûte. En premier lieu, il faut relever et renforcer, il faut améliorer l'économie paysanne.

L'impôt en nature aidera à améliorer l'économie paysanne. Les paysans vont maintenant se mettre au travail avec plus d'assurance et de zèle, et c'est là le principal.

25 avril 1921 *N. Lénine*

Publié pour la première fois en 1924

Conforme au manuscrit

2

A PROPOS DES CONCESSIONS ET DU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME

Le pouvoir soviétique invite les capitalistes étrangers qui désirent obtenir des concessions en Russie.

Que sont les concessions ? Un contrat de l'Etat avec un capitaliste, qui s'engage à mettre sur pied ou à perfectionner une production (par exemple, la coupe et le flottage du bois, l'extraction du charbon, du pétrole, du minerai, etc.), en remettant en échange à l'Etat une partie du produit réalisé, et en recevant l'autre partie à titre de bénéfice.

Le pouvoir soviétique qui a chassé les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes, a-t-il raison d'inviter maintenant ceux de l'étranger ? Oui, car, si la révolution ouvrière est différée dans les autres pays, nous sommes obligés de consentir certains sacrifices, à seule fin de réaliser une amélioration rapide, et même immédiate, de la situation des ouvriers et des paysans. Les sacrifices sont que, pendant un certain nombre d'années, nous donnerons aux capitalistes des dizaines de millions de pouds de matières précieuses ; l'amélioration de la situation des ouvriers et des paysans consiste à obtenir sur-le-champ une quantité supplémentaire de pétrole, d'essence, de sel, de charbon, d'outils agricoles, etc. Nous n'avons pas le droit de refuser une amélioration immédiate de la situation des ouvriers et des paysans, elle est nécessaire en raison de notre ruine ; ces sacrifices-là ne causeront pas notre perte.

N'est-il pas dangereux d'inviter les capitalistes ? Cela n'équivaut-il pas à développer le capitalisme ? Oui, cela

équivaut à développer le capitalisme, mais ce n'est pas dangereux, car le pouvoir reste entre les mains des ouvriers et des paysans, et la propriété des grands propriétaires fonciers et des capitalistes n'est pas restaurée. Une concession est une sorte de contrat de location. Le capitaliste devient locataire d'une partie de la propriété de l'État, suivant un contrat et pour un délai déterminé, mais il ne devient pas propriétaire. La propriété reste à l'État.

Le pouvoir soviétique veillera à ce que le capitaliste-locataire respecte le contrat, à ce que le contrat soit avantageux pour nous, à ce que la situation des ouvriers et des paysans soit améliorée. Dans ces conditions, le développement du capitalisme n'est pas dangereux, et l'avantage, pour les ouvriers et les paysans, consiste à avoir plus de produits.

25.IV.1921

N. Lénine

Publié pour la première fois en 1924

Conforme au manuscrit

3

A PROPOS DES COOPERATIVES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION

On appelle coopérative de consommation un groupement d'ouvriers et de paysans qui a pour but la fourniture et la distribution des produits qui leur sont nécessaires. On appelle coopérative de production un groupement de petits agriculteurs ou artisans qui a pour but de produire et d'écouler différents produits, tant agricoles (légumes, produits laitiers et ainsi de suite) que non agricoles (produits industriels de toute sorte, articles en bois, en fer, en cuir, etc.).

Grâce au remplacement des réquisitions par l'impôt en nature, les paysans auront à leur disposition des excédents de blé, et ils pourront les échanger librement contre toute sorte de produits.

Les coopératives de production aideront la petite industrie à se développer ; cette dernière augmentera la quantité des produits nécessaires aux paysans, produits qui, pour la plupart, n'exigent ni de longs transports en chemin de fer, ni de grandes installations d'usine. Il faut soutenir et développer par tous les moyens les coopératives de production et leur apporter le maximum de concours : c'est un devoir pour les militants du parti et des Soviets, car cela apportera un soulagement immédiat à la paysannerie et améliorera sa situation. Or, c'est de l'amélioration de la vie et de l'économie des paysans que dépendent surtout, actuellement, l'essor et le relèvement de l'économie nationale de l'Etat ouvrier et paysan.

Les coopératives de consommation doivent être soutenues et développées elles aussi, car elles permettront une distribution des produits rapide, juste et bon marché. Les autorités soviétiques doivent seulement vérifier l'activité des coopératives, de façon à éviter la tricherie, la dissimulation envers l'Etat ou les abus ; il ne faut en aucun cas brimer les coopératives, mais au contraire les aider au maximum.

Rédigé le 25 avril 1921
Publié pour la première fois en 1924

Conforme à la copie faite d'après l'enregistrement phonographique

AU CAMARADE KRJIJANOVSKI, AU PRESIDIUM DU GOSPLAN

Pour l'instant l'existence d'un plan économique d'Etat unique ne se fait presque pas sentir. Ce qui prédomine, c'est la volonté de « relever » toute chose, toutes les branches de l'économie, et même toutes les entreprises que le capitalisme nous a léguées.

Le Gosplan doit organiser son travail de façon à mettre sur pied, ne serait-ce qu'à l'époque de la récolte, les bases d'un plan économique d'Etat général pour la prochaine période, un an ou deux.

Il convient de prendre comme point de départ le ravitaillement, car là est la racine de l'ensemble des difficultés. Il faut tenter d'évaluer le plan économique d'Etat général dans trois cas: (1) 200; (2) 250 et (3) 300 millions de pouds de blé aux mains de l'Etat pour un an (1 septembre 1921-1 septembre 1922). Peut-être sera-t-il plus rationnel, au cas où les difficultés pour mener jusqu'au bout les trois calclus seraient excessives, de se limiter à l'évaluation détaillée du cas où nous obtiendrions 250 millions de pouds, de façon à considérer l'excédent (300-250) comme une réserve pour les mauvais jours, et à n'étudier le cas de la disette complète (200 millions de pouds) que d'une façon approximative (acheter tel supplément à l'étranger ; procéder, grosso modo, à telles « restrictions » pour l'industrie, les transports, l'armée, etc.).

Admettons que les réserves de l'Etat en grain se chiffrent à tant. En déduire une réserve pour le cas de guerre, d'interruptions du trafic ferroviaire, etc.

Ensuite vient le combustible. Les prévisions en sont telles et telles : de ... à. Minimum et maximum des vi-

vres nécessaires pour cela. Possibilité de porter à tant l'approvisionnement en combustible en augmentant de tant les réserves de blé.

La possibilité d'économiser du combustible en concentrant la production dans un petit nombre d'entreprises, les meilleures, est telle. Ce calcul est indispensable. A ce propos, envisager la possibilité d'économiser des vivres en fermant les entreprises inutiles ou pas absolument indispensables, et en transférant les ouvriers (où ? ce transfert est-il réalisable ? Sinon, fixer comme tâche minimum l'attribution d'une ration réduite à ces ouvriers).

Economie du combustible en accordant des primes à ceux qui le ménagent et en renforçant le contrôle de sa consommation. Calcul approximatif de cette économie, s'il existe pour ce faire tel ou tel point d'appui.

L'armée (voir séparément la flotte, pour laquelle il faut calculer spécialement un maximum de réduction, presque de suppression, de la flotte et de sa consommation). Calcul pour 1,6 million au 1.IX.1921, ensuite calcul conventionnel pour la moitié de ce chiffre.

Employés soviétiques. Effectifs. Diminution éventuelle de 25%, de 50%. Primes pour un quart des effectifs (absolument indispensable), pour compenser la réduction de l'effectif total. Cette question des primes au quart restant (ou au tiers ou à la moitié) pour avoir procédé à une réduction du nombre des rationnaires (et diminué la quantité du combustible, ne fût-ce par exemple qu'en appliquant le système des trois équipes et en fermant deux établissements sur trois) doit être examinée tout spécialement, en raison de son importance exceptionnelle.

Industrie divisée en plusieurs groupes, le plus petit nombre possible de groupes essentiels. Eau et lumière. Minimum nécessaire pour couvrir le minimum des besoins : (a) de la consommation pour la production ; (b) de la consommation individuelle. Calcul, pour un nombre déterminé de groupes essentiels (peut-être en distribuant le travail détaillé pour les différentes branches d'industrie et les différents districts et villes à des sous-commissions spéciales, ou à des délégués spéciaux sur place, ou aux bureaux des statistiques de province, etc.), calcul du nombre des grandes entreprises dans lesquelles on pourrait con-

centrer toute la production, et du nombre de celles qu'on pourrait fermer. C'est là sans doute une question capitale qui requiert une étude particulièrement poussée : premièrement, purement statistique (chiffres de 1920, et aussi de 1918-1919, dans la mesure du possible ; parfois, à titre exceptionnel, les données d'avant-guerre peuvent avoir également une valeur accessoire) ; deuxièmement, économique, qui doit résoudre le problème spécial suivant :

n'est-il pas possible de découvrir pour les ouvriers urbains et industriels licenciés, que l'État ne devrait pas nourrir et à qui l'on ne peut trouver un autre emploi en ville, des occupations temporaires, pour un an ou deux, dans les localités céréalières, à la condition qu'ils couvrent les besoins de la population agricole avoisinante ?

Ensuite, après l'industrie, en mettant à part obligatoirement l'industrie du bâtiment, viennent les transports (peut-être faudra-t-il les placer avant l'industrie ?) et spécialement l'électrification.

Etc.

Le calcul doit être fourni d'abord, ne fût-ce que grosso modo, à titre de première approximation, mais obligatoirement dans des délais très brefs, un mois ou deux au maximum : je dis bien un calcul montrant le tableau général de toute la somme des vivres et de toute la somme du combustible dépensés en un an. Ensuite, nous préciserons, nous corrigerons et modifierons ce plan grossier, mais il est indispensable d'avoir dans les très brefs délais indiqués au moins un plan général, même très grossier, pour l'année (ou bien, peut-être, séparément pour les quatre trimestres de l'année, ou pour les trois tiers : 1.IX.1921-1.I.1922 ; 1.I.-1.V. ; 1.V.-1.IX.1922).

La comparaison constante avec 1920 s'impose. Peut-être un certain nombre de calculs peuvent-ils et doivent-ils être justement faits comme une étude comparative, statistique et économique, des chiffres de 1920 et des « prévisions » pour 1921-1922.

Je demande au présidium du Gosplan, sans soumettre pour le moment ma proposition à l'assemblée plénière du Gosplan, de me communiquer ses conclusions au sujet de

la présente lettre, tant de la majorité que des différents membres du présidium.

Le président du Conseil du Travail et de la Défense
V. Oulianov (Lénine)

14.V.1921.

P.S. — 1) Il faut particulièrement se préoccuper de l'industrie qui livre des articles susceptibles d'être échangés contre du blé, pouvant fournir en échange du blé à l'intérieur du pays. Cette industrie, il faut en tout cas la mettre à part de façon à pouvoir répondre avec précision à la question : si le blé fait défaut en général, n'est-il pas possible, en allouant telle quantité de vivres et de combustible à telle branche d'industrie ou à tels établissements, d'obtenir telle quantité de produits, et, en échange de ces produits, tant de blé ? Ce calcul conventionnel doit être effectué à l'avance, de façon à pouvoir l'appliquer, dans certaines conditions, après la récolte.

2) Il faut tenter de mettre à part et de recenser : (a) les entreprises (avec le nombre d'ouvriers) absolument nécessaires à l'Etat, et (b) les entreprises (avec le nombre de leurs ouvriers) que l'on maintient par tradition, par routine, parce que les ouvriers répugnent à changer de métier et de domicile, etc., et qu'il conviendrait de fermer du point de vue d'une gestion rationnelle de l'économie et du transfert de l'industrie dans un petit nombre d'entreprises, les meilleures, travaillant en plusieurs équipes. Bilan général de chaque catégorie. Calcul d'une diminution de la ration pour la seconde catégorie, afin de créer un stimulant encourageant la disparition de ces entreprises.

Publié pour la première fois en 1923

Conforme au manuscrit

INSTRUCTIONS DU C.T.D. (CONSEIL DU TRAVAIL ET DE LA DEFENSE) AUX ADMINISTRATIONS SOVIETIQUES LOCALES[88]

PROJET

La tâche prioritaire de la République soviétique, c'est de rétablir les forces productives, de relever l'agriculture, l'industrie et les transports. La ruine et l'appauvrissement occasionnés partout par la guerre impérialiste sont immenses au point que la crise économique sévit dans le monde entier et que, même dans les pays évolués qui, avant la guerre, dépassaient de loin la Russie du point de vue économique et ont infiniment moins souffert de la guerre, le relèvement économique connaît des difficultés incroyables et demandera de longues années. C'est le cas même de nombreux pays « victorieux », en dépit de leur alliance avec les puissances capitalistes les plus riches et des contributions énormes qu'ils imposent aux pays vaincus, dépendants et coloniaux.

On conçoit que la Russie arriérée qui, en plus de la guerre impérialiste, a dû subir trois ans et demi de guerre civile imposée aux ouvriers et aux paysans par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, soutenus par la bourgeoisie mondiale, éprouve des difficultés infiniment plus grandes à rétablir son économie. La mauvaise récolte de 1920, la disette de fourrages et l'épizootie ont rendu insupportable la situation de l'économie paysanne.

Une loi publiée par le Comité exécutif central de Russie remplace les réquisitions par l'impôt en nature [89]. L'échange des denrées restant au paysan après le versement de l'im-

pôt en nature contre tous les produits industriels est autorisé. Un arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple fixe le taux de cet impôt. Il sera environ deux fois moins élevé que les réquisitions. Le Conseil des Commissaires du Peuple a promulgué une nouvelle loi sur les coopératives qui en élargit les droits en fonction du libre échange des excédents agricoles.

Ces lois ont largement aidé à améliorer dans l'immédiat la situation de l'économie paysanne, à accroître l'intérêt des paysans à augmenter les emblavures et perfectionner la culture et l'élevage, en même temps qu'à relever et développer la petite industrie locale pour laquelle il n'est pas besoin de stocker et d'acheminer d'importantes réserves de vivres, de matières premières et de combustibles.

L'initiative à l'échelon local en vue d'améliorer l'économie paysanne, de développer l'industrie et d'établir les échanges entre l'agriculture et l'industrie devient aujourd'hui particulièrement importante. De grandes possibilités s'offrent d'appliquer des forces nouvelles, des énergies nouvelles au relèvement de l'économie nationale.

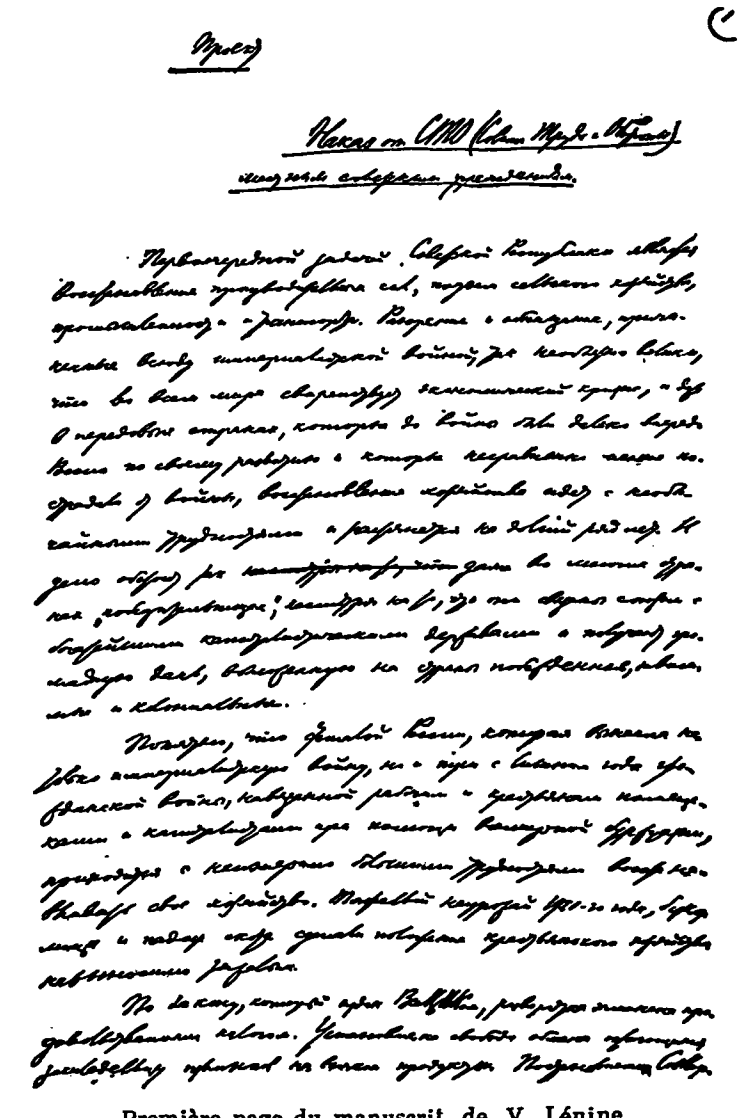
Le Conseil du Travail et de la Défense qui, en vertu de la décision du VIII^e^ Congrès des Soviets de Russie, est tenu de grouper l'activité des Commissariats économiques et de la diriger, engage instamment toutes les administrations locales à faire tous leurs efforts pour déployer coûte que coûte une large activité en vue d'améliorer sous tous les rapports l'économie paysanne et de relever l'industrie, en se conformant strictement aux nouvelles lois et en s'inspirant des dispositions et indications fondamentales ci-dessous exposées.

Le critère pratique pour juger des succès de notre édification économique sur le plan de l'Etat est tout d'abord double : premièrement, le succès de la collecte rapide, totale, organisée selon les normes de l'Etat, de l'impôt en nature ; ensuite, facteur particulièrement important, le succès de l'échange des denrées agricoles contre des produits industriels, le succès de l'échange entre l'agriculture et l'industrie.

C'est la tâche capitale, indispensable coûte que coûte et immédiate ; elle vérifiera l'ensemble du travail, posera les fondements du grand plan d'électrification qui nous

permettra de rétablir la grosse industrie et les transports sur une échelle et sur une base technique telles que la famine et la misère seront à jamais et définitivement vaincues.

Il faut d'abord collecter l'impôt en nature à 100%, ensuite collecter la même quantité de ravitaillement par l'échange libre des excédents agricoles contre les produits industriels. Certes, ceci ne réussira pas forcément d'emblée partout, mais nous devons tous nous fixer cet objectif immédiat que nous pourrons atteindre dans les plus brefs délais, si nous comprenons bien notre situation économique et si nous employons toute notre énergie à la relever, en suivant la bonne voie. Tous les pouvoirs locaux, toutes les administrations locales de chaque province, de chaque district, de chaque centre de région, de chaque république autonome doivent, en unissant et en coordonnant leur action, arriver à faire progresser l'échange des excédents. L'expérience montrera dans quelle mesure nous y parviendrons en augmentant la production et les livraisons des grosses entreprises socialistes de l'Etat ; dans quelle mesure nous arriverons à encourager et à développer la petite industrie locale ; quel rôle joueront les coopératives et le commerce privé, les entrepreneurs et les capitalistes soumis au contrôle de l'Etat ; toutes les méthodes possibles, avec le maximum d'initiative locale, doivent être essayées. Nous sommes en présence d'une tâche nouvelle qui n'a jamais encore été éprouvée dans le monde ; nous affrontons cette tâche à un moment où la ruine consécutive à la guerre ne nous permet ni de dénombrer avec exactitude nos ressources ni de déterminer à l'avance l'intensité de l'effort dont seront capables les ouvriers et les paysans qui ont consenti des sacrifices terriblement durs pour vaincre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous devons appliquer largement et avec plus d'audace les diverses méthodes, envisager le problème sous ses différents aspects, donner à des degrés divers plus de latitude au capital et au commerce privé sans redouter d'implanter dans une certaine mesure le capitalisme, pourvu que les échanges s'intensifient et que l'agriculture et l'industrie soient ranimées ; nous devons évaluer d'après les résultats pratiques, les ressources dont le pays dispose et trouver la voie la plus sûre pour améliorer la situation des ouvriers et des



Première page du manuscrit de V. Lénine
«Instructions du C.T.D. (Conseil du Travail et de la Défense) aux administrations soviétiques locales. Projet». — Mai 1921.

Réduction

paysans, afin de poursuivre de façon plus large et avec plus de fermeté nos travaux d'édification économique, de réaliser le plan d'électrification.

Quelle quantité d'excédents agricoles en sus de l'impôt en nature les paysans ont-ils échangé contre les produits de la petite industrie et du commerce privé et quelle quantité contre les produits livrés par l'Etat ? Telles sont les deux questions qui doivent, au premier chef, préoccuper tout responsable d'institution soviétique, chargé de l'édification économique. Telles sont les directions principales immédiates dans lesquelles il nous faut obtenir le maximum de succès qui nous permettront de juger de l'efficacité de notre effort pour définir ensuite les moyens d'accéder aux réalisations nouvelles. Tous les problèmes ayant trait à l'édification économique doivent être posés en accord avec ces deux questions directes.

Pour réaliser cet accord, pour stimuler au maximum l'initiative, l'effort personnel, l'activité locale, ainsi que pour contrôler le travail de l'appareil central au moyen de l'expérience et de la surveillance locales et inversement, ce qui éliminera les lenteurs administratives et la bureaucratie, le Conseil du Travail et de la Défense arrête (v. à part le texte de l'arrêté) :

premièrement, instituer partout des conférences économiques en vue de coordonner le travail des organismes locaux de tous les Commissariats du peuple économiques.

deuxièmement : rendre obligatoires les comptes rendus réguliers des conférences économiques locales pour confronter les expériences, organiser la compétition et, surtout, vérifier par le travail local et ses résultats l'efficacité des méthodes de travail et le mode d'organisation des administrations centrales.

Les conférences économiques locales doivent être organisées sur le type du C.T.D. (Conseil du Travail et de la Défense) et entretenir avec les comités exécutifs locaux des rapports analogues à ceux du C.T.D. avec le Conseil des Commissaires du Peuple. Le C.T.D. agit en qualité de commission relevant du Conseil des Commissaires du Peuple ; les membres du C.T.D. étant choisis parmi ceux du Conseil des Commissaires du Peuple, on peut coordonner pleinement l'activité des deux organismes, éliminer toute

possibilité de frictions entre eux, assurer un travail rapide, un appareil simple, car le C.T.D. ne crée aucun appareil, mais se sert de ceux des administrations qu'il cherche à simplifier et à coordonner.

Les Conseils économiques de province doivent entretenir des rapports analogues avec les comités exécutifs de province ; c'est ce qui se produit dans la pratique. En entérinant les membres et le président des Conseils économiques des régions et des territoires, le C.T.D. tient compte de l'expérience des travailleurs locaux et n'entérine aucune disposition sans délibérer avec eux. Il est certain que les conseils économiques régionaux se doivent de coordonner leur activité avec celle des conseils économiques de province, en assurant au maximum leur participation, leur information, leur intéressement. Il ne serait sûrement pas opportun de tenter dès maintenant de réglementer tous ces rapports : nous manquons encore d'expérience, et les essais d'une telle réglementation pourraient donner naissance à de la bureaucratie pure et simple. Il est plus raisonnable de laisser à la pratique le soin de créer des formes adéquates de rapports (le C.T.D. a fonctionné un an environ avec le Conseil des Commissaires du Peuple, sans nul statut). Mieux vaut qu'au début ces formes ne soient pas d'une stabilité absolue : la variété est souhaitable, utile et même indispensable pour étudier de façon plus précise les divers systèmes de rapports et les mieux comparer.

Les conseils économiques de district et de canton doivent être formés sur les mêmes principes, bien entendu, toutes modifications par rapport au type fondamental étant admises ; c'est-à-dire que les comités exécutifs peuvent assumer la totalité des tâches et devoirs des conférences économiques, assimiler à ces dernières leurs assemblées d'« administration » ou « économiques », désigner (dans les cantons, par exemple, et quelquefois même dans les districts) des commissions spéciales ou bien même des personnes spécialement chargées de l'ensemble ou d'une partie des tâches des Conférences économiques, etc., etc. Les cellules de base doivent être les *comités ruraux*, qui seront les organes de base du C.T.D. dans les campagnes. La loi portant élargissement des droits des *comités ruraux* et définissant leurs rapports avec les Soviets de députés ruraux

a déjà été ratifiée par le Conseil des Commissaires du Peuple et publiée le 28.V.1921. Les comités exécutifs de province sont tenus de déterminer au préalable, de telle ou telle façon, les règles qui conviennent le mieux à une localité donnée, avec l'obligation d'*étendre* et non de restreindre l'initiative et l'autonomie des « localités » en général et des cellules de base *en particulier*.

Dans les districts et cités industriels, les organes de base du C.T.D. doivent être les comités de district et les comités de fabrique ou les directions de fabriques et d'usines, selon qu'il s'agisse d'une seule ou de plusieurs branches d'industrie. En tout cas, il est sans conteste nécessaire d'*unifier* sous une forme ou une autre le travail avec les comités exécutifs de district, de canton, les comités ruraux pour prendre des mesures de direction portant sur toute la vie économique locale.

Ensuite, la question des comptes rendus réguliers des organismes locaux au C.T.D. prend une importance exceptionnelle, car l'un des maux essentiels dont nous souffrons, c'est le défaut d'étude et d'échange de l'expérience acquise, le défaut de contrôle mutuel : les instructions du centre par l'expérience locale et la pratique locale par la direction centrale. Un des moyens essentiels pour combattre la bureaucratie et les lenteurs administratives doit consister à faire vérifier l'exécution des lois et des instructions du centre par la base ; il faut à cet effet des comptes rendus imprimés, qui seront portés à la connaissance de tous avec, obligatoirement, le *concours des sans-parti* et de gens n'appartenant pas au personnel administratif. Une revue comme *Naché Khoziaïstvo*, « organe bimensuel du Conseil économique de la province de Tver » (n° 1 du 15.IV.1921 ; n° 2 du 30.IV.1921), prouve que dans les localités le besoin d'étudier, de mettre en évidence, de faire connaître les résultats de notre expérience économique, est reconnu et que les voies correctes pour le satisfaire sont trouvées. Certes, chaque province ne pourra pas, du moins dans l'immédiat, fonder une revue ; tout le monde ne pourra pas, comme Tver, tirer une revue bimensuelle à 3 000 exemplaires. Mais chaque province et même chaque district peut — et doit — rédiger une fois tous les deux mois (pour le début, on pourrait admettre à titre exceptionnel

des intervalles plus longs) un compte rendu de l'activité économique locale et le tirer, mettons, à 100-300 exemplaires. On trouvera partout à coup sûr du papier et des imprimeries pour faire ce petit travail , si nous comprenons son importance et son urgence, la nécessité de prendre à cet effet du papier à beaucoup d'administrations qui font paraître un tas de choses inutiles ou d'une utilité nullement primordiale. Si on les compose en petits caractères, si on les dispose en deux colonnes (comme le font les camarades de Tver) ; si l'on comprend cette vérité bien simple que même une centaine d'exemplaires distribués en un exemplaire à chacune des bibliothèques des chefs-lieux de province et à chacune des bibliothèques les plus importantes de l'Etat, fournit déjà *à l'ensemble du pays* une possibilité, restreinte, il est vrai, mais *incontestable* de s'informer et de connaître l'expérience locale, il deviendra évident que cette tâche est réalisable et urgente.

Pour étudier réellement l'expérience, confronter réellement ses résultats, attirer tous les organisateurs excellents et capables sans-parti, il est indispensable de publier régulièrement des comptes rendus, ne fût-ce qu'à un nombre minime d'exemplaires. On peut et l'on doit dès maintenant y arriver.

Les comptes rendus doivent allier la plus grande concision à la précision des réponses fournies. Les questions se divisent en quatre groupes : le premier groupe est celui qui, à l'heure actuelle, vient au premier plan. Chaque compte rendu doit obligatoirement y répondre avec le maximum de précision et de détails. Il le faut surtout parce que ce groupe de questions revêt en ce moment une importance exceptionnellement grande et actuelle pour l'immense majorité des districts. Pour la minorité des districts et régions, ceux qui sont purement industriels, d'autres questions viennent au premier plan. Le deuxième groupe de questions, ce sont celles qui exigent également une réponse obligatoire dans chaque compte rendu, réponse qui bien souvent peut et doit être un bref résumé des comptes rendus déjà envoyés aux administrations intéressées. Dans tous ces cas, les comptes rendus destinés au C.T.D. doivent obligatoirement mentionner la date et les administrations où les comptes rendus ont été envoyés, les chiffres qui résument

brièvement le travail accompli. Le C.T.D. a besoin de ces réponses à la fois pour vérifier l'activité de certaines administrations et pour obtenir les chiffres totaux indiquant les résultats acquis dans le domaine du ravitaillement, des combustibles, de l'industrie, etc. Le troisième groupe de questions, ce sont celles auxquelles il n'est pas obligatoire de répondre dans chaque compte rendu. La réponse s'impose au début, c'est-à-dire dans le premier compte rendu, mais dans les suivants on se contentera de mentionner les faits complémentaires et nouveaux au fur et à mesure qu'ils parviennent. Dans bien des cas, il n'y aura rien à répondre tous les deux mois à ces questions. Le quatrième groupe, ce sont toutes sortes de questions subsidiaires qui ne sont pas indiquées à l'avance, ou posées par le centre, mais qui se présentent à l'échelon local. Ces questions doivent être formulées par les administrations locales, sans aucune limitation. Il va sans dire que les questions qui concernent des secrets d'Etat (militaires ou en rapport avec les opérations militaires, la sûreté de l'Etat, etc.) doivent entrer dans un compte rendu à part qui ne sera pas publié, mais adressé exclusivement au C.T.D., en qualité de rapport secret.

Examinons à présent ces questions.

PREMIER GROUPE DE QUESTIONS

1. ECHANGE DES MARCHANDISES AVEC LES PAYSANS

C'est, à l'heure présente, la question primordiale en raison de son importance et de son actualité. Premièrement, sans un approvisionnement total et régulier de l'armée et des ouvriers urbains, l'Etat ne peut mener à bien l'édification économique en général ; l'échange des marchandises doit donc devenir le moyen principal pour collecter les vivres. Deuxièmement, l'échange des marchandises sert à vérifier si les rapports entre l'agriculture et l'industrie sont normaux, c'est également le fondement de tout le travail destiné à créer un système monétaire à fonctionnement quelque peu normal. A l'heure actuelle, tous les conseils économiques et tous les organismes d'édification économique doivent surtout porter leur attention

à la question de l'échange des marchandises (y compris l'échange des produits industriels, car les produits de l'Etat, ceux des fabriques socialistes échangés contre des denrées agricoles, ne sont pas des marchandises du point de vue de l'économie politique ou, en tout cas, ne sont pas seulement, ne sont plus des marchandises, cessent de l'être).

Préparation en vue de l'échange ? Qu'a-t-il été fait dans ce sens ? — Par le Commissariat au Ravitaillement ? — Par les coopératives ? Nombre des boutiques coopératives dans ce but ? Y en a-t-il dans chaque canton ? Dans combien de villages ? Fonds d'échange ? Prix du marché « libre » ? Excédents de blé et des autres denrées agricoles ? Y a-t-il une expérience en matière d'échange et quelle est-elle ? Bilan et résultats ? Lutte contre les vols du fonds d'échange et des vivres ? (Point particulièrement important, *chaque cas* doit être exposé.)

Sel et pétrole, en tant qu'objets d'échange ? Etoffes ? Autres produits ? De quoi a-t-on le plus besoin ? Que manque-t-il le plus au paysan ? Que peut fournir la production locale des petits artisans ? Ou bien l'industrie locale si on la développe ?

Les chiffres et les faits concernant l'organisation de l'échange et ses résultats sont d'une importance capitale pour étendre cette expérience à l'ensemble du pays.

Les rapports existant entre le Commissariat au Ravitaillement, chargé de contrôler et de surveiller l'échange des marchandises, et les coopératives, chargées de le réaliser, sont-ils normaux ? Quels sont au juste ces rapports dans la pratique ? Dans leur forme locale ?

Rôle du commerce privé dans l'échange ? Dans quelle mesure le commerce privé s'est-il développé ou se développe-t-il ? Nombre des commerçants, leur chiffre d'affaires pour les principaux produits ? en particulier pour les denrées alimentaires ?

2. L'ETAT ET LES CAPITALISTES

L'échange des marchandises et la liberté du commerce impliquent inévitablement l'apparition de capitalistes et de rapports capitalistes. Il n'y a nulle raison de les craindre.

L'Etat ouvrier possède assez de moyens pour n'admettre que *dans une certaine mesure* le développement de ces rapports, utiles et indispensables avec la petite production, et pour les contrôler. L'essentiel aujourd'hui, c'est d'étudier avec exactitude les proportions du phénomène et de rechercher des moyens appropriés (sans contrainte, plus exactement sans prohibition) permettant à l'Etat de contrôler et de vérifier.

Dans quelle mesure le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature favorise-t-il le développement du commerce privé ? Le contrôle en est-il possible ? Commerce exclusif des petits trafiquants ou bien aussi commerce normal ? Enregistrement du commerce et résultats de l'enregistrement ?

Entrepreneurs : y a-t-il eu des offres de capitalistes et d'entrepreneurs pour prendre à bail telles ou telles entreprises ou établissements ou locaux commerciaux ? Compte exact de ces cas et leur analyse ? Comment est organisée l'estimation même approximative du bilan des opérations commerciales ? Compte rendu des preneurs à bail, des courtiers, s'ils existent ?

Y a-t-il eu des offres de courtiers ? Collecte, achat de produits en faveur de l'Etat moyennant une commission ? Ou vente et répartition ? Ou organisation d'entreprises industrielles ?

L'industrie artisanale ; en quoi sa situation a-t-elle changé après l'impôt en nature ? Son degré d'évolution en général ? Source des données ?

3. ENCOURAGER L'INITIATIVE PRIVEE DANS L'ECHANGE DES MARCHANDISES ET L'EDIFICATION ECONOMIQUE EN GENERAL

Cette question est étroitement liée à la précédente. L'encouragement de l'initiative peut souvent ne pas être lié aux rapports capitalistes. Comment encourager ? Cette question doit préoccuper les conseils économiques ainsi que de façon générale, tous les organismes d'édification économique. Etant donné la nouveauté de cette tâche, on ne saurait dès maintenant fournir des indications très pré-

cises. Le tout est d'y porter une attention suivie, d'encourager toute initiative économique, d'étudier minutieusement l'expérience, de la faire connaître à tout le pays.

Quand le petit cultivateur paie l'impôt à l'Etat et entre en relations d'échange avec lui, avec la fabrique socialiste, il crée un phénomène économique qui exige forcément que l'Etat et spécialement ses organismes locaux encouragent l'initiative sur tous les plans. La confrontation des observations et des expériences entre administrations locales permettra de réunir des éléments et de compléter, plus tard peut être, cette question générale et insuffisamment précise par une série d'exemples et d'indications détaillées.

4. COORDONNER L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES DIFFERENTS SERVICES A L'INTERIEUR DES UNITES ADMINISTRATIVES LOCALES : CANTONS, DISTRICTS ET PROVINCES

Un des grands maux qui entravent l'édification économique, c'est le manque de coordination dans l'activité des différents services. Il faut consacrer une attention immense à ce point. La tâche des conseils économiques est de combler ce manque de coordination et de développer l'autonomie des institutions locales. Il faut recueillir les exemples pratiques, afin d'obtenir une meilleure organisation du travail, et ériger les exemples de succès en modèles pour tous. Etant donné, par exemple, la pénurie extrême de vivres, il était naturel et inévitable de restreindre au maximum l'autonomie locale quant à la consommation du blé collecté. Avec le contrôle adéquat et, au fur et à mesure que les réserves de blé augmentent, on doit élargir cette autonomie. Cela peut et doit réduire la bureaucratie, diminuer les transports, stimuler la production, améliorer la situation des paysans et des ouvriers. Ravitaillement — petite industrie locale — combustibles — grosse industrie d'Etat, etc., tous ces domaines se tiennent étroitement et leur division « administrative », indispensable pour gouverner l'Etat, est nuisible sans un travail constant de coordination, d'élimination des heurts, des lenteurs, de l'étroitesse administrative, de la routine. Dans les localités,

près des masses ouvrières et paysannes, ces défauts sont plus évidents, aussi les organisations locales doivent-elles mettre au point, en confrontant les expériences, des procédés efficaces pour les combattre.

Par quoi, comment s'est traduite la coordination des sovkhozes locaux, des comités forestiers, des sections agraires de district, des conseils d'économie nationale, etc. ? Voilà la question à laquelle il est absolument indispensable de fournir des réponses précises, minutieuses et détaillées.

Comment sont sanctionnés les collaborateurs qui donnent satisfaction aux localités au détriment et malgré l'ordre du centre ? Les noms de ceux qui ont fait l'objet de sanctions ? Les cas d'infractions diminuent-ils ? Les sanctions ont-elles été aggravées et de quelle manière ?

5. AMELIORER LA SITUATION DES OUVRIERS ET 6. DES PAYSANS

Tout succès de l'édification économique améliore la situation des ouvriers et des paysans. Mais, premièrement, ici aussi l'étroitesse administrative et le manque de coordination causent beaucoup de tort. Deuxièmement, il est nécessaire de distinguer ces questions afin de suivre attentivement les résultats obtenus dans ce domaine. Quels sont-ils ? Comment ont-ils été obtenus ? A ces questions il est indispensable de répondre.

La fatigue et bien souvent le surmenage consécutifs à des années de guerre, impérialiste d'abord et puis civile, sont tels qu'il faut absolument faire des efforts particuliers pour améliorer la situation des ouvriers et des paysans. Nous sommes loin, très loin de faire tout ce que l'on peut et que l'on doit même avec nos maigres moyens. Toutes les administrations et institutions sont loin de prêter attention à ce problème. Voilà pourquoi il est absolument urgent de recueillir et d'étudier l'expérience locale sur ce plan. Ces comptes rendus doivent être aussi exacts, aussi complets et aussi soignés que possible ; on verra ainsi du premier coup quelles administrations sont le plus en retard. Et l'on pourra par des efforts communs remédier plus rapidement à la situation.

7. ELARGIR LE CERCLE DU PERSONNEL PUBLIC EMPLOYE DANS L'EDIFICATION ECONOMIQUE

Nous avons particulièrement besoin de l'élargir, cependant, nous observons peu d'efforts systématiques réalisés dans ce sens. En régime capitaliste, certains « patrons » s'efforçaient, en cachette des autres et même pour leur faire pièce, de se chercher de bons commis, gérants et directeurs ; ils les cherchaient des dizaines d'années, et seules quelques « firmes » les mieux placées, obtenaient de bons résultats. Aujourd'hui le « patron », c'est l'Etat ouvrier et paysan, il doit organiser largement, de façon méthodique, systématique et *ouvertement*, la sélection du meilleur personnel pour l'édification économique, administrateurs et organisateurs à l'échelle spéciale et générale, locale et de tout l'Etat. Mais nous voyons bien souvent l'héritage de la première phase du pouvoir soviétique — la phase de la guerre civile la plus acharnée et d'un sabotage sans frein — héritage qui se traduit par le fait que les communistes s'enferment dans un cercle étroit de dirigeants, craignant ou ne sachant pas entraîner des sans-parti en quantité suffisante.

Ce défaut doit être corrigé d'urgence et de toutes nos forces. La masse des ouvriers, des paysans et des intellectuels fournissent bon nombre de sans-parti capables et honnêtes, auxquels on doit confier des postes plus importants dans les services de l'édification économique, en laissant aux communistes le soin de contrôler et de diriger. D'autre part, il faut que les communistes soient contrôlés par les sans-parti ; à cet effet, il est indispensable d'inviter à l'Inspection ouvrière et paysanne des groupes d'ouvriers et de paysans sans-parti dont l'honnêteté a été prouvée et, en dehors de toute autre fonction, de les faire participer autrement que pour la forme, à la vérification et à l'appréciation du travail.

Les administrations locales, surtout celles des cantons, districts, régions, qui connaissent le mieux les effectifs de la masse ouvrière et paysanne, doivent, dans leurs comptes rendus adressés au C.T.D., fournir les *listes* des sans-parti qui ont prouvé leur honnêteté au travail ou qui se sont signalés aux Conférences des sans-parti, ou bien qui jouissent incontestablement de l'estime de l'usine, du vil-

lage, du canton, etc., et indiquer ensuite le travail confié à ces personnes dans le domaine de l'édification économique. Par « travail » il faut entendre non seulement l'exercice de leurs fonctions, mais aussi *la participation au contrôle ou à la vérification sans aucune fonction*, ainsi que les conférences régulières non formelles, etc.

A ces questions il faut répondre régulièrement. Sinon, l'Etat socialiste ne peut organiser correctement la participation des masses à l'édification économique. Il existe de nouveaux collaborateurs, honnêtes et dévoués. Ils sont nombreux parmi les sans-parti. Nous ne les connaissons pas. Seuls les comptes rendus locaux nous permettront de les découvrir, de les mettre à l'épreuve dans un travail plus important progressivement élargi ; ils aideront à éliminer ce mal qu'est la rupture entre les cellules communistes et la masse, et que nous constatons dans bien des localités.

8. PROCEDES ET RESULTATS DE LA LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE ET LES LENTEURS ADMINISTRATIVES

Il se peut qu'au début la plupart des réponses à cette question soient fort simples : aucun procédé, aucun résultat. Les décisions du VIII[e] Congrès des Soviets de Russie ont été lues et oubliées.

Mais si dans ce domaine la situation est affligeante, nous ne suivrons cependant pas l'exemple de ceux qui se laissent aller au découragement et au désespoir. Nous savons qu'en Russie la bureaucratie et les lenteurs administratives sont surtout dues au niveau culturel et aux séquelles de la ruine et de l'appauvrissement extrêmes occasionnés par la guerre. La lutte contre ce mal ne peut être couronnée de succès qu'au prix de longues années de persévérance acharnée. Voilà pourquoi, il ne faut pas se laisser aller au désespoir, mais se remettre sans cesse à la tâche, reprendre le travail interrompu, essayer des méthodes différentes pour atteindre le but.

Réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne ; recrutement de sans-parti, soit par l'intermédiaire de cette Inspection, soit par ailleurs ; poursuites judiciaires ; réduction du personnel et sélection ; vérification et coordi-

nation du travail des administrations et ainsi de suite. Toutes ces mesures, tout ce qu'indique la résolution du VIII[e] Congrès des Soviets, toutes les mesures et procédés signalés dans la presse doivent être essayés, comparés, étudiés à maintes reprises, systématiquement et inlassablement.

Les conseils économiques de province ainsi que tous les autres organismes chargés de coordonner et de diriger le travail local d'édification économique doivent exiger la mise en exécution des mesures prescrites par la loi et suggérées par l'expérience. Il faut réunir les résultats de l'expérience locale. Si difficile qu'il soit au début d'apprendre à fournir une réponse exacte, complète et en temps voulu, cette réponse doit être envoyée au C.T.D. Le C.T.D. arrivera à l'obtenir. Et le travail donnera incontestablement de bons résultats, peut-être pas aussi rapides que l'escomptent ceux qui font de la « lutte contre la bureaucratie » une phrase (ou répètent les ragots des gardes blancs, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks entre autres), au lieu de faire des efforts persévérants et tenaces pour appliquer les mesures concrètes.

DEUXIEME GROUPE DE QUESTIONS

9. RELEVER L'AGRICULTURE : a) EXPLOITATION PAYSANNE; b) SOVKHOZES ; c) COMMUNES ; d) ARTELS ; e) ASSOCIATIONS ET f) AUTRES FORMES D'ECONOMIE COLLECTIVE

Résumés chiffrés extrêmement concis des comptes rendus envoyés à l'administration supérieure, avec indication de la date d'envoi de chaque compte rendu.

Fournir des informations plus détaillées non dans chaque compte rendu, mais périodiquement, tous les quatre ou six mois, etc., sur les aspects les plus importants de l'économie locale, les résultats des enquêtes, les mesures les plus importantes, avec vérification obligatoire de leurs résultats.

Deux fois par an au minimum, envoyer obligatoirement des renseignements exacts sur le nombre des kolkhozes (exploitations collectives *b-f*) de toute sorte, en les classant en bien, médiocrement et mal organisés. Deux fois par an au minimum décrire en détail une exploitation-type de chacun de ces trois groupes : indiquer avec précision tous renseignements possibles : dimensions, lieu, bilan de la production, aide accordée à l'économie paysanne, etc.

10. RELEVER L'INDUSTRIE : a) GROSSE INDUSTRIE GEREE EXCLUSIVEMENT PAR LE CENTRE ; b) GROSSE INDUSTRIE GEREE PARTIELLEMENT OU ENTIEREMENT PAR LES ORGANISMES LOCAUX ; c) PETITE INDUSTRIE, ARTISANAT, ARTISANAT DOMESTIQUE, ETC.

Les réponses doivent être du même genre que pour le point précédent. Pour la catégorie *a*, les organismes locaux qui observent de près et directement la vie et le travail des gros établissements d'Etat, leur influence sur la population environnante, l'attitude de la population envers ces établissements, fourniront obligatoirement dans chaque compte rendu des renseignements concernant ces entreprises, l'aide que leur prêtent les organismes locaux, les résultats de cette aide, comment les entreprises assistent la population locale, quels sont les principaux besoins de ces entreprises, leurs défauts d'organisation, etc.

11. COMBUSTIBLES : a) BOIS DE CHAUFFAGE ; b) CHARBON ; c) PETROLE ;
d) SCHISTE ; e) AUTRES SORTES DE COMBUSTIBLES (BOIS MORT), ETC.

Comme pour les deux questions précédentes : résumés chiffrés extrêmement concis des comptes rendus présentés à l'administration supérieure, avec indication obligatoire de la date d'envoi de ces comptes rendus.

Fournir des renseignements détaillés sur les questions d'importance particulière, qui sortent du cadre d'une administration donnée, sur la coordination du travail local, etc.

Se préoccuper surtout d'économiser le combustible. Les mesures prises ? Quels sont leurs résultats ?

12. LE RAVITAILLEMENT

Bilan général des comptes rendus au Commissariat du Ravitaillement, en observant les conditions ci-dessus indiquées.

Cultures potagères et des banlieues (autour des fabriques, des usines). Résultats.

Expérience locale dans l'organisation des cantines scolaires et pour enfants, des réfectoires, de l'alimentation collective en général, etc.

Les renseignements doivent être synthétisés en deux chiffres : nombre de personnes recevant du ravitaillement et quantité de vivres fournie pour deux mois.

Dans chaque grand centre de consommation (grande ville, ville moyenne, établissement militaire de certaines localités, etc.) nous nourrissons un tas de personnes inutiles, d'ex-fonctionnaires faufilés parmi nous, de bourgeois et de spéculateurs camouflés, etc. Il faut systématiquement « dépister » ces bouches « inutiles » qui violent la loi fondamentale : « Qui ne travaille pas ne mange pas. » A cet effet, dans chacun de ces lieux, il faudra nommer un statisticien responsable chargé d'étudier les données du recensement du 28/VIII/1920 et celles des statistiques courantes. Tous les deux mois il présentera sous sa signature un compte rendu sur les bouches inutiles.

13. INDUSTRIE DU BATIMENT

Réponses semblables aux précédentes. Dans ce domaine, l'initiative et l'autonomie des organisations locales sont particulièrement importantes et doivent avoir un large champ d'action. Il est indispensable de fournir des renseignements circonstanciés sur les mesures les plus importantes prises dans ce domaine et leurs résultats.

14. ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS MODELES ET PERICLITANTS

Description obligatoire de chaque entreprise, établissement, organisme participant à l'édification économique et méritant le titre de modèle ou du moins de remarquable

ou d'entreprise au fonctionnement normal (s'il n'y a pas une seule entreprise modèle ou remarquable). Leur personnel de direction (citer les noms). Méthodes de travail. Résultats. Attitude des ouvriers et de la population.

Mêmes indications pour les entreprises périclitantes ou inutiles.

Particulièrement importante est la question de la fermeture des entreprises qui ne sont pas absolument nécessaires (entreprises périclitantes ; celles que l'on pourrait fermer pour transférer le travail dans un nombre réduit de plus grandes entreprises, etc.). Statistique de ces établissements « superflus », leur nombre, à quelles étapes la République en sera-t-elle débarrassée.

15. AMELIORER LE TRAVAIL ECONOMIQUE

Réalisations importantes et marquantes de certains inventeurs, travailleurs exceptionnels avec leurs noms ; expériences auxquelles les organismes locaux accordent de l'importance, et ainsi de suite.

16. PRIMES EN NATURE

C'est une institution comptant parmi les plus importantes de l'édification socialiste. Attirer la main-d'œuvre est l'un des problèmes les plus graves et difficiles du socialisme.

Il est indispensable d'enregistrer, de recueillir et d'étudier l'expérience de façon méthodique.

Les comptes rendus statistiques sont obligatoires tous les deux mois : combien de primes en nature ont été distribuées ? En quels produits ? Pour quelle sorte de travail ? (mentionner à part les travaux forestiers et tous autres travaux). Comparer le bilan du travail, ses résultats, la quantité des produits avec les données concernant la valeur des primes en nature distribuées ?

Cas où les primes en nature sont devenues une réserve de salaires ? Il importe de noter chacun de ces cas.

Octroi de primes en nature aux entreprises particulièrement excellentes ? A certains ouvriers ? Exposé précis de chaque cas.

Rechercher s'il n'existe pas un produit qui puisse être obtenu (et pour être échangé à l'étranger ou de valeur particulière en Russie), en augmentant dans une certaine proportion les primes en nature ? Calcul très important, car s'il est effectué correctement et partout, nous trouverons de nombreux produits de valeur, que nous pourrions fournir à l'étranger avec avantage, avec bénéfice, même s'il faut importer du même pays un certain nombre de produits pour les primes en nature.

17. LES SYNDICATS, LEUR ROLE DANS LA PRODUCTION

Les conseils des syndicats locaux de province et les organismes syndicaux de district sont tenus de nommer immédiatement des rapporteurs et suppléants qui, personnellement et avec le concours du statisticien local, devront préparer, une fois tous les deux mois, un rapport sur cette question.

Pour la propagande de production, il faut des faits précis : nombre de conférences, meetings, manifestations, avec les noms des organisateurs, etc.

Mais ce qui est infiniment plus important que la propagande de production, ce sont les données relatives à la participation réelle des comités de fabrique et des syndicats, en général, à la production. Formes de cette participation ? Exposer chaque cas type. Résultats pratiques. Comparer les entreprises où la participation des syndicats à la production est organisée de façon excellente ou passable, avec celles où elle ne l'est pas du tout.

La question de la discipline du travail est particulièrement importante. Les comptes rendus sur l'absentéisme sont obligatoires. Comparer les entreprises où la discipline du travail est faible et forte.

Méthodes pour renforcer la discipline du travail.

Tribunaux disciplinaires de camarades. Combien en a-t-on créé et quand ? Combien d'affaires examinent-ils chaque mois ? Bilan ?

18. VOLS

A côté des administrations qui se rendent compte combien ce mal est répandu et qui le combattent, il en est qui répondent que « dans l'administration, établissement ou entreprise qui nous est confié, il n'y a pas de vols », que « tout va très bien ».

Les comptes rendus sont obligatoires tous les deux mois. Combien d'administrations, d'établissements, etc., fournissent de renseignements ? Combien n'en fournissent pas ?

Résumés concis de ces renseignements.

Mesures de lutte contre les vols.

Les directeurs sont-ils poursuivis ? La direction ? Les comités de fabrique (pour leur lutte insuffisante contre les vols).

Procède-t-on à des perquisitions ? D'autres mesures de contrôle sont-elles appliquées ? Lesquelles ?

La nouvelle loi sur l'échange des marchandises et la remise aux ouvriers d'une partie de leur production réduit-elle les vols ? Fournir des renseignements exacts à ce sujet.

Indiquer les entrepôts locaux, c'est-à-dire situés dans la localité donnée, appartenant tant à l'Etat qu'aux pouvoirs locaux. Résumés concis des comptes rendus concernant les entrepôts, avec la date de présentation de chacun d'eux.

Renseignements des pouvoirs locaux concernant les entrepôts de l'Etat. Comment sont-ils gardés ? Les vols. Nombre des employés affectés aux entrepôts, etc.

19. PETITS TRAFIQUANTS

Ampleur de ce phénomène d'après les données locales. Situation sociale (qui prédomine) : ouvriers ? paysans ? cheminots ? Autres employés soviétiques ? etc.

Etat des chemins de fer et des communications fluviales.

Mesures pour lutter contre les petits trafiquants et résultats.

Comment est organisé le recensement des petits trafiquants.

20. UNITES MILITAIRES UTILISEES DANS LES TRAVAUX CIVILS

Les armées du travail. Leur composition, leurs effectifs et leur travail. Comment sont organisés les comptes rendus ? Attitude de la population locale ?

Pour les autres formes d'utilisation des unités militaires —, de même : Instruction militaire obligatoire — pour les travaux civils.

Effectifs des unités militaires locales, de même pour les services locaux d'instruction militaire obligatoire et pour les jeunes gens qui passent par leurs services.

Expériences d'utilisation effective des jeunes dans l'Instruction militaire obligatoire, ainsi que des soldats de l'Armée Rouge pour le contrôle, les services sanitaires, pour telles ou telles opérations économiques, l'aide à la population locale. Exposé détaillé de chaque expérience et, s'il y en a plusieurs, deux expériences types : la meilleure et la plus mauvaise.

21. LE TRAVAIL OBLIGATOIRE ET LA MOBILISATION DU TRAVAIL

Comment sont formées les sections locales du Commissariat du Peuple au Travail ? Leur activité ?

Brefs résumés des comptes rendus envoyés par ces sections au Commissariat du Travail, avec date obligatoire de l'expédition de chacun d'eux.

Exposer une fois les tous quatre mois au minimum, deux cas types de mobilisation du travail, le meilleur et le plus mauvais.

Enumération des travaux obligatoires. Bilan du nombre des personnes mobilisées et bilan du travail.

Comment se traduit la participation des bureaux locaux de la Direction centrale des statistiques dans la mise en œuvre du travail obligatoire et de la mobilisation du travail.

TROISIEME GROUPE DE QUESTIONS

22. CONSEILS ECONOMIQUES REGIONAUX ET LOCAUX

Quand et comment ont été créés les conseils économiques dans la région, province, district, canton ? Leurs rapports avec les comités ruraux ? Les comités de fabrique ?

Les conseils économiques auprès des Soviets d'arrondissement des grandes villes ? Leurs effectifs, leur travail et son organisation, leurs rapports avec le Soviet des députés de la ville.

Y a-t-il des comités d'arrondissement et des conseils économiques d'arrondissement ? Le besoin de ces comités se fait-il sentir ? Faut-il séparer les grosses cités de fabrique ou industrielles avec leurs arrondissements, etc. ?

23. LE GOSPLAN (COMMISSION GENERALE DU PLAN D'ETAT AUPRES DU C.T.D.) ET SES RAPPORTS AVEC LES ORGANISMES ECONOMIQUES LOCAUX

Y a-t-il des organismes régionaux du Gosplan ? Ou bien des fondés de pouvoir spéciaux ? Ou bien des groupes de spécialistes assumant ce rôle ?

Un rapport quelconque a-t-il été établi avec le Gosplan ? (et comment ?). Est-il nécessaire de l'établir ?

24. ELECTRIFICATION

La bibliothèque de province et de district possède-t-elle le « Plan d'électrification de la R.S.F.S.R », rapport présenté au VIII[e] Congrès des Soviets ? Combien d'exemplaires ? S'il n'y en a pas, c'est que les délégués locaux au VIII[e] Congrès des Soviets sont ou des malhonnêtes que l'on doit chasser du parti et écarter des hauts postes, ou des fainéants que l'on doit incarcérer pour leur apprendre à faire leur devoir (au VIII[e] Congrès des Soviets, on en a distribué de 1 500 à 2 000 exemplaires pour les bibliothèques locales).

Quelles sont les mesures prises pour exécuter la résolution du VIIIe Congrès des Soviets visant à propager largement le plan d'électrification ? Combien d'articles ont-ils paru dans la presse locale à ce sujet ? Combien de rapports ? Devant combien de personnes ?

A-t-on mobilisé pour ces rapports et pour l'enseignement tous les collaborateurs locaux ayant des connaissances théoriques ou pratiques en matière d'électricité ? Combien y en a-t-il ? Comment font-ils leur travail ? Les centrales électriques locales ou voisines sont-elles utilisées pour ces conférences et études ? Leur nombre ?

Dans combien d'établissements scolaires a-t-on institué, conformément à la résolution du VIIIe Congrès des Soviets, l'enseignement du plan d'électrification ?

A-t-on pris des mesures pratiques et lesquelles pour réaliser ce plan ? Ou a-t-on exécuté des travaux d'électrification en dehors de ce plan ?

Existe-t-il un plan local prévoyant des travaux d'électrification ?

25. ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'ETRANGER

Pour toutes les localités frontalières la réponse est absolument indispensable, mais aussi pour les autres. Dans les districts et les provinces proches de la frontière, il existe des possibilités de pratiquer l'échange et de se rendre compte de la façon dont on peut l'organiser. Ensuite, comme indiqué ci-dessus (au §16 : primes en nature), participation éventuelle de localités même très éloignées de la frontière, aux échanges commerciaux avec l'étranger.

Etat des ports ? Garde des frontières ? Etendue et formes de relations commerciales ? Bilan concis des rapports envoyés au Commissariat du Commerce Extérieur avec la date d'expédition de chacun d'eux.

Vérification par les conseils économiques locaux de l'activité du Commissariat du Commerce Extérieur ? Leurs remarques sur l'organisation pratique et ses résultats ?

26. TRANSPORT PAR FER, PAR EAU ET MOYENS DE TRANSPORT LOCAL

Brefs résumés des comptes rendus envoyés à l'instance supérieure, avec la date de présentation de chacun d'eux.

Apprécier la situation au point de vue local.

Carence des transports. Mesures prises pour y remédier et leurs résultats.

Situation des transports en commun et mesures à prendre pour les améliorer.

27. CONCOURS DE LA PRESSE A L'ACTION ECONOMIQUE

Organes de presse locaux et *Ekonomitcheskaïa Jizn*. Comment est organisée l'explication du travail économique ? Participation des sans-parti ? Contrôle et appréciation de l'expérience ?

Diffusion des organes de presse locaux et de l'*Ekonomitcheskaïa Jizn* ? Se trouvent-ils dans les bibliothèques locales et sont-ils accessibles à la population ?

Edition de brochures et de livres sur l'édification économique. Liste des publications parues.

Besoin en livres étrangers, comment est-il satisfait ? Les publications du Bureau de la Science et de la Technique Etrangères parviennent-elles, qu'en pense-t-on ? Autres publications étrangères en russe et dans d'autres langues ?

QUATRIEME GROUPE DE QUESTIONS

Ce groupe doit comprendre des questions au choix et sur indication des institutions locales et de différentes personnes ; ces questions peuvent se rattacher directement ou indirectement, de près ou de loin, à l'édification économique.

Pour rédiger les comptes rendus, il est indispensable de faire appel aux collaborateurs locaux du Service central des statistiques. Les conseils économiques locaux décideront si ce sont eux ou bien d'autres personnes qui en seront chargés, mais la participation du Bureau des statistiques

de la province et des statisticiens du district est obligatoire. Chaque compte rendu ou chaque réponse, si ces réponses sont rédigées par des personnes différentes, doivent porter la signature de l'auteur avec mention de son poste, s'il en occupe un. Sont responsables du compte rendu l'auteur et tous les membres des conseils économiques locaux qui ont le devoir de présenter régulièrement, en temps voulu, des comptes rendus véridiques.

S'il y a insuffisance de collaborateurs locaux, il faudra organiser, sous la responsabilité des statisticiens et de camarades spécialement nommés à cet effet (par le Commissariat de l'Inspection ouvrière et paysanne et autres organismes), des cours pour rédacteurs de comptes rendus ; les responsables du cours ainsi que leur programme devront être portés à la connaissance publique.

Lénine

21 mai 1921

Publié en brochure en 1921

Conforme au texte de la brochure collationné sur le manuscrit

X^e CONFERENCE DE RUSSIE DU P.C.(b)R.[90]

26-28 MAI 1921

Publié les 27 et 28 mai 1921 dans le « Bulletin de la Conférence de Russie du P.C.(b)R » n^os 1 et 2

Conforme au texte du « Bulletin »

1

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA CONFERENCE LE 26 MAI

Camarades, permettez-moi de déclarer ouverte la Conférence du Parti communiste de Russie.

Vous savez, camarades, que la présente conférence a été convoquée plus tôt que ne le prévoient les statuts. Par conséquent, ce n'est pas une conférence ordinaire, ou du moins pas tout à fait. Vous savez, ensuite, que le point principal de l'ordre du jour, la question principale qui nous a incité à réunir la conférence avant la date envisagée, c'est la question de la politique économique, de l'impôt en nature. Ce point est prépondérant à l'heure présente.

Je propose de passer à l'élection du bureau.

2

RAPPORT SUR L'IMPOT EN NATURE LE 26 MAI

Camarades, j'ai traité pour le parti la question de l'impôt en nature dans une brochure qui, je présume, est connue de la plupart de vous [91]. Pour ma part, j'ai été surpris que cette question soit soumise à la conférence du parti en ce sens que je n'avais aucun élément attestant la nécessité de le faire ; mais beaucoup de camarades qui ont été dans les localités, notamment le camarade Ossinski, après avoir visité plusieurs provinces, ont rapporté au Comité central, ce qui d'ailleurs a été confirmé par quelques autres camarades, que localement la politique résultant de l'institution de l'impôt en nature était dans une large mesure mal expliquée, voire incomprise. Or, étant donné l'importance exceptionnelle de cette politique, un supplément de discussion apparaissait nécessaire au point qu'il a été décidé de réunir la conférence du parti avant la date prévue. Je suis chargé d'exposer en guise d'introduction la portée générale de cette politique ; je voudrais me borner à compléter quelque peu ce que j'ai dit dans la brochure. Je ne suis pas informé directement de la façon dont la question est posée à l'échelon local, quelles sont les insuffisances, lacunes et points obscurs qui se font le plus sentir dans les localités. J'aurai sans doute à fournir d'autres explications complémentaires lorsque les questions figurant à l'ordre du jour de la conférence ou les débats ultérieurs auront montré de quel côté l'attention des militants locaux et du parti devra se porter présentement.

Comme j'ai pu m'en rendre compte, les malentendus, le manque de compréhension des tâches politiques liées à l'impôt en nature et à la nouvelle politique économique, sont peut-être dus à des exagérations commises dans un sens ou dans un autre. Mais ces exagérations sont absolument inévitables tant que nous n'aurons pas fait pratiquement les choses, et il n'est guère possible, avant que nous n'ayons organisé au moins une campagne de ravitaillement sur des bases nouvelles, d'établir de façon quelque peu précise les véritables limites d'application de tels ou tels traits particuliers de cette politique. Je m'arrêterai seulement, de façon tout à fait sommaire, à certaines contradictions qui, comme j'ai pu m'en rendre compte par certaines questions écrites reçues dans une réunion, ont suscité le maximum de malentendus. On s'imagine souvent que l'impôt en nature et les changements dans notre politique qu'il provoque marquent un tournant radical. Il n'est pas étonnant que cette manière de voir soit considérablement grossie par la presse blanche de l'étranger et, surtout, celle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. J'ignore cependant si la cause en est l'effet produit par ces exagérations sur le territoire de la R.S.F.S.R. ou bien le vif mécontentement que l'on constatait et que l'on constate peut-être encore aujourd'hui dans certains milieux, par suite de l'aggravation extrême de l'état du ravitaillement ; il se peut que ces malentendus se soient également répandus chez nous dans une certaine mesure et qu'ils aient donné naissance sur une large échelle à des idées erronées quant à la portée de la réforme opérée et au caractère de la nouvelle politique.

Il est naturel qu'avec l'énorme prédominance de la population paysanne, notre tâche principale, au point de vue politique en général et économique en particulier, consiste à établir des rapports déterminés entre la classe ouvrière et la paysannerie. Pour la première fois dans l'histoire moderne, nous avons affaire à un régime où la classe des exploiteurs a été écartée, mais où il existe deux classes distinctes : la classe ouvrière et la paysannerie. L'énorme prédominance de la paysannerie devait nécessairement se répercuter sur la politique économique et sur l'ensemble de la politique en général. La question essentielle reste et res-

tera inévitablement pendant de longues années, celle qui consiste à établir des rapports normaux entre ces deux classes, normaux du point de vue de l'abolition des classes. Les ennemis du pouvoir soviétique s'arrêtent très souvent à la formule de l'accord entre la classe ouvrière et la paysannerie, et la font très souvent jouer contre nous, parce que cette formule en elle-même n'a rien de précis. Par accord entre la classe ouvrière et les paysans, on peut entendre tout ce que l'on veut. Si l'on oublie que, du point de vue de la classe ouvrière, l'accord n'est admissible, normal et possible sur le plan des principes que dans le cas où il soutient la dictature de la classe ouvrière et constitue une des mesures tendant à abolir les classes, la formule d'accord est défendue par tous les ennemis du régime soviétique et par tous les ennemis de la dictature dans leur intérêt. Comment réaliser cet accord à la première phase de notre révolution, c'est-à-dire celle que l'on peut à peu près considérer comme actuellement en cours ? Comment, malgré la prédominance énorme de la population paysanne, la dictature du prolétariat a-t-elle pu subsister et se consolider ? La raison principale, le principal stimulant, le facteur déterminant de notre accord a été la guerre civile. La guerre civile qui, bien qu'ayant souvent débuté avec les gardes blancs, socialistes-révolutionnaires et menchéviks ligués contre nous, aboutissait chaque fois inévitablement à ce que tous les éléments socialistes-révolutionnaires et menchéviks, partisans de la Constituante, étaient refoulés à l'arrière-plan par un coup d'Etat ou non, et qu'à la tête des gardes blancs intervenaient des éléments capitalistes et agrariens. Ce fut le cas sous Koltchak et sous Dénikine, sous tous les autres nombreux petits règnes et invasions dirigés contre nous. Tel était le facteur essentiel qui déterminait la forme de l'alliance entre prolétariat et paysannerie. Cette situation nous occasionnait un surcroît de difficultés incroyables mais, d'autre part, nous épargnait des réflexions laborieuses sur la question de savoir comment appliquer la formule d'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie, parce que cette formule et les conditions étaient dictées par les circonstances militaires d'une façon impérative, sans nous laisser le moindre choix.

Seule la classe ouvrière pouvait exercer la dictature

sous la forme imposée par la guerre et les conditions de la guerre civile. La participation des propriétaires fonciers au conflit a uni la classe ouvrière et les paysans sans conteste, sans réserve, irrévocablement. A cet égard, il n'y a eu aucune espèce d'hésitations politiques intérieures. Devant les difficultés gigantesques avec lesquelles nous étions aux prises, la Russie étant coupée des principales régions à blé, les difficultés de ravitaillement étaient poussées à l'extrême, nous n'aurions pu sans les réquisitions mener à bien notre politique du ravitaillement. Ces réquisitions signifiaient non seulement prélever les excédents qui nous auraient à peine suffi même avec une répartition bien comprise. Je ne puis m'étendre ici sur les irrégularités qu'entraînaient les réquisitions. En tout cas, elles ont atteint leur objectif : conserver l'industrie, même en étant coupés au maximum des régions à blé. Mais ce n'est qu'en temps de guerre que cet état de choses pouvait être plus ou moins satisfaisant. Dès que nous avons durablement repoussé l'ennemi du dehors, — ce n'est devenu un fait acquis qu'en 1921, — une autre tâche s'est posée à nous : celle de l'alliance *économique* entre la classe ouvrière et la paysannerie. Ce n'est qu'au printemps de 1921 que nous avons serré de près cette tâche ; et cela à un moment où la mauvaise récolte de 1920 avait aggravé à l'extrême la condition des paysans ; où, pour la première fois, nous avons connu jusqu'à un certain point des flottements politiques intérieurs résultant non des attaques extérieures de l'ennemi, mais des rapports entre la classe ouvrière et les paysans. Si l'année 1920 nous avait fourni une très bonne récolte ou du moins une récolte simplement bonne, si les réquisitions avaient donné 400 millions de pouds sur les 420 millions prévus, nous aurions pu exécuter la majeure partie du programme industriel ; nous aurions disposé d'un certain fonds d'échange de produits industriels contre les denrées agricoles. C'est le contraire qui s'est produit. Il y a eu en certains endroits une crise beaucoup plus grave que la crise du ravitaillement, celle du combustible, l'impossibilité absolue de fournir d'articles industriels l'économie paysanne victime d'une crise terriblement grave. Telles sont les raisons pour lesquelles nous ne pouvions, en aucun cas, nous en tenir à notre ancienne politique de

ravitaillement. Nous avons dû, de toute urgence, mettre à l'ordre du jour la question des bases économiques de l'alliance entre la classe ouvrière et les paysans, considérée comme une transition vers d'autres mesures.

Cette mesure transitoire consistait à préparer les échanges entre l'industrie et l'agriculture, à obtenir un état de choses où le paysan n'aurait à céder ses produits qu'en échange de produits de la ville et de l'industrie, sans toutefois être soumis à toutes les formes existant en régime capitaliste. Mais les conditions économiques nous ont empêchés même d'y songer. Voilà pourquoi nous avons adopté la mesure transitoire dont j'ai parlé plus haut : prendre les produits agricoles à titre d'impôt sans aucune contrepartie et obtenir des produits supplémentaires grâce aux échanges de marchandises ; seulement il faut avoir pour cela un certain fonds, le nôtre est fort insignifiant, et ce n'est qu'à partir de l'année en cours que nous allons pouvoir le compléter par des échanges commerciaux avec l'étranger grâce à une série de contrats conclus avec les puissances capitalistes. Certes, ce n'est là pour l'instant qu'une introduction, qu'une préface : le véritable échange n'a pas encore commencé. Le sabotage et toute sorte de tentatives de compromettre ces accords de la plupart ou de la majeure partie des milieux capitalistes se poursuivent sans cesse, et le fait le plus typique, c'est que la presse des gardes blancs russes, y compris celle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, n'a jamais déployé autant d'énergie et d'opiniâtreté que pour saboter ces accords. Il est parfaitement évident que la bourgeoisie est mieux préparée à la lutte ; qu'elle est plus évoluée que le prolétariat et que sa conscience de classe s'est aiguisée par suite des « ennuis » qu'elle a subis, et elle fait preuve d'une sensibilité bien supérieure à la normale. Il suffit d'examiner attentivement la presse des gardes blancs pour se rendre compte qu'elle frappe tout juste sur le point qui constitue le centre, le nœud de notre politique.

Après l'insuccès de l'invasion militaire qui a manifestement échoué, bien que la lutte se poursuive, toute la presse des Russes blancs s'assigne un but irréalisable : faire échec aux accords commerciaux. La campagne lancée en ce printemps sur une très large échelle et où socia-

listes-révolutionnaires et menchéviks tiennent la vedette parmi les forces contre-révolutionnaires, visait un but bien défini : torpiller, aux approches du printemps, les accords économiques entre la Russie et le monde capitaliste. Ce but, ils l'ont atteint dans une mesure appréciable. Il est vrai que nous avons conclu les principaux traités, leur nombre s'accroît, et nous surmontons les résistances qui s'intensifient sur ce point ; mais le retard qui en est résulté est très dangereux pour nous, puisque sans une certaine aide de l'étranger,le rétablissement de la grosse industrie et des échanges normaux est soit impossible, soit entraîne un retard extrêmement périlleux. Telles sont les conditions dans lesquelles nous devons agir et qui ont poussé au premier plan la reprise des échanges commerciaux avec les paysans. Je ne parlerai pas des concessions, puisque cette question a été largement débattue aux réunions du parti, et ne donne lieu ces derniers temps à aucun malentendu. Comme auparavant, nous offrons des concessions avec persévérance, mais jusqu'à ce jour les capitalistes étrangers n'ont obtenu aucune concession quelque peu sérieuse et nous n'avons conclu aucun traité de quelque importance. Le tout est de trouver un moyen d'attirer le capital européen, vérifié par la pratique.

Du point de vue théorique, il est tout à fait indiscutable (et je crois que personne n'a plus de doutes à ce sujet), du point de vue théorique, dis-je, il est tout à fait évident que nous avons intérêt à nous racheter du capital européen au prix des quelques dizaines ou centaines de millions que nous pourrions encore lui offrir pour augmenter au plus tôt l'outillage, les matériaux, les matières premières, les machines avec lesquels nous relèverons notre grosse industrie.

La base unique et réelle pour augmenter nos ressources, pour fonder la société socialiste ne peut être que la grosse industrie. Sans les grandes fabriques capitalistes, sans la grosse industrie supérieurement organisée, on ne saurait parler de socialisme en général, à plus forte raison dans un pays agricole ; cette vérité nous la connaissons en Russie de façon beaucoup plus concrète qu'avant et, au lieu d'envisager une forme vague ou abstraite de rétablissement de la grosse industrie, nous parlons aujourd'hui d'un plan d'électrification concret, bien défini et rigoureu-

sement calculé. Nous possédons un plan basé sur des calculs absolument précis, dressé avec le concours des plus grands savants et spécialistes russes ; il nous donne une idée exacte des ressources dont nous disposons, compte tenu des richesses naturelles du sol russe, pour pouvoir fonder notre économie sur la grosse industrie ; nous devons la fonder et nous y parviendrons. En dehors de cela, il ne saurait être question d'aucun fondement réellement socialiste de notre vie économique. Ceci reste absolument incontestable, et si, ces derniers temps, depuis l'institution de l'impôt en nature, on en a parlé en termes abstraits, il faut dire aujourd'hui d'une façon concrète qu'il est indispensable de rétablir en priorité la grosse industrie. Il m'est arrivé d'entendre certains camarades faire des déclarations de cette espèce et d'y répondre, naturellement, par un haussement d'épaules. Assurément, il est tout à fait ridicule et absurde de supposer que nous ayons pu oublier cet objectif majeur. Le tout est de savoir comment des camarades ont pu concevoir des doutes et des malentendus de ce genre, comment ils ont pu penser que nous ayons relégué au second plan cet objectif essentiel et primordial, sans lequel la base économique, matérielle du socialisme ne saurait exister. Ces camarades ont simplement mal compris le rapport existant entre notre Etat et la petite industrie. Notre tâche essentielle est de rétablir la grosse industrie. Or, pour que nous puissions aborder de façon quelque peu sérieuse et méthodique le rétablissement de la grosse industrie, il nous faut rétablir la petite. En cette année 1921 et l'an dernier, nous avons connu un immense arrêt dans nos travaux de rétablissement de la grosse industrie.

En automne et en hiver 1920, quelques branches importantes de notre grosse industrie ont été remises en service, mais il a fallu les arrêter. Pour quelle raison ? Pourquoi ? De nombreuses fabriques pouvaient s'assurer une main-d'œuvre suffisante, des matières premières ; pourquoi donc les a-t-on arrêtées ? Parce que nous manquions d'un fonds suffisant de vivres et de combustibles. Sans avoir 400 millions de pouds de blé (je cite un chiffre approximatif), comme réserve d'Etat qui garantirait chaque mois une répartition régulière, il est malaisé de parler d'une édification économique, bien comprise, ni du relèvement de la grosse

industrie ; nous nous voyons dès lors dans l'obligation d'interrompre pour quelques mois les travaux en cours de rétablissement de la grosse industrie. A l'heure actuelle, l'énorme majorité des entreprises sur le faible nombre de celles qui ont repris leur activité, sont stoppées. Sans un fonds de vivres, suffisant et bien assuré, il ne saurait être question pour l'Etat de concentrer son attention, de procéder de façon systématique au rétablissement de la grosse industrie, dans des proportions modestes sans doute, mais de manière continue.

Quant au combustible, en attendant que le bassin du Donetz soit remis en état et que nous puissions régulièrement recevoir du pétrole, il nous reste le bois de chauffage, ce qui implique encore une fois notre subordination à la petite exploitation.

D'où l'erreur où sont tombés certains camarades qui n'ont pas compris pourquoi l'attention principale doit être portée à l'heure actuelle sur le paysan. Quelques ouvriers disent : on accorde des faveurs aux paysans, et à nous rien. Il m'est arrivé d'entendre ces propos ; il faut dire qu'ils ne me semblent pas très répandus, et qu'ils sont dangereux parce qu'ils reprennent la formule des socialistes-révolutionnaires ; c'est une provocation politique évidente et des vestiges de préjugés corporatistes, non point de prejugés de classe, mais professionnalistes, quand la classe ouvrière se considère comme une fraction de la société capitaliste à droits égaux sans se rendre compte qu'elle reste toujours sur cette même base capitaliste : on a accordé des faveurs au paysan, on l'a libéré des réquisitions, les excédents disponibles lui restent pour l'échange ; nous, les ouvriers, qui travaillons en usine, nous voulons la même chose.

Sur quoi repose un tel point de vue ? Toujours sur la même idéologie petite-bourgeoise. Puisque les paysans sont partie intégrante de la société bourgeoise, la classe ouvrière l'est de même. Par conséquent, si le paysan fait du commerce, nous devons en faire autant. Là encore, les vieux préjugés qui enchaînent l'ouvrier au vieux monde renaissent de toute évidence. Les défenseurs les plus farouches, et même les seuls défenseurs sincères du vieux monde capitaliste, ce sont les socialistes-révolutionnaires et les men-

chéviks. Dans les autres camps, parmi des centaines, des milliers, et même des centaines de milliers de personnes, vous ne trouverez pas de défenseurs sincères du monde capitaliste. Mais au sein de la démocratie dite pure, représentée par les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, il subsiste encore de ces rares spécimens de défenseurs sincères du capitalisme. Et plus ils s'acharnent à défendre leur point de vue, plus leur influence sur la classe ouvrière est dangereuse. Ils sont surtout dangereux au moment où la classe ouvrière traverse des phases d'arrêt de production. La principale base matérielle sur laquelle se développe la conscience de classe du prolétariat est la grosse industrie : l'ouvrier voit les usines tourner, il sent chaque jour la force réellement capable d'abolir les classes.

Lorsque les ouvriers sentent cette base industrielle se dérober sous leurs pieds, certaines couches ouvrières se laissent gagner par le scepticisme, le désespoir, l'incertitude, le déséquilibre, qui, joints à la provocation directe de notre démocratie bourgeoise : socialistes-révolutionnaires et menchéviks, exercent une action bien définie. C'est ce qui crée la mentalité avec laquelle certains, même dans les rangs du Parti communiste, raisonnent ainsi : on a accordé une aumône aux paysans, il faut sur ce même terrain et par les mêmes moyens donner quelque chose aux ouvriers. Il nous a bien fallu payer en ce sens un certain tribut. Certes, le décret accordant aux ouvriers une partie de leurs fabrications à titre de prime, est une concession à un état d'esprit ancré dans le passé, lié au scepticisme et au désespoir. Cette concession était indispensable jusqu'à une certaine proportion plus ou moins restreinte. Elle a été consentie, mais il ne faudrait pas oublier un instant que nous avons fait et faisons des concessions, nécessaires du point de vue exclusivement économique, du point de vue des intérêts du prolétariat. L'intérêt essentiel et primoridal du prolétariat, c'est de reconstituer la grosse industrie et sa base économique solide ; il renforcera alors sa dictature, et en dépit de toutes les difficultés politiques et militaires, il la mènera à bien de façon certaine. Pourquoi avons-nous dû faire cette concession, et pourquoi est-il extrêmement dangereux de la considérer de façon plus large qu'il ne le faut ? Parce que si nous avons été obligés de nous engager dans cette

voie, c'est en raison des conditions et des difficultés temporaires d'approvisionnement en denrées alimentaires et en combustibles.

Quand nous disons : il est nécessaire de fonder nos rapports avec les paysans non pas sur les réquisitions, mais sur l'impôt en nature, quel est le principal mobile économique de cette politique ? C'est qu'avec les réquisitions, les petites exploitations paysannes n'ont pas de base économique normale et sont vouées à la mort pour de longues années ; la petite exploitation ne peut exister ni se développer, car le petit cultivateur n'a plus intérêt à renforcer et à développer son activité, ni à augmenter la production, ce qui nous prive de toute base économique. Nous n'avons pas d'autre base, ni d'autres ressources ; or, si l'Etat ne concentre pas entre ses mains d'importants stocks alimentaires, il ne saurait être question de reconstituer la grosse industrie. Voilà pourquoi nous menons en premier lieu cette politique qui modifie la question du ravitaillement.

Nous la pratiquons afin d'avoir un fonds pour la reconstitution de la grosse industrie, de délivrer la classe ouvrière des coups d'arrêt que la grosse industrie, même la nôtre d'apparence si pitoyable à côté de celle des pays avancés, ne doit pas éprouver ; afin d'éviter au prolétaire, en quête de moyens de subsistance, d'avoir à recourir à des procédés non prolétariens, à des procédés de spéculation petits-bourgeois qui représentent pour nous le plus grave danger économique. Par suite des lamentables conditions de notre réalité, les prolétaires sont obligés de recourir à un gagne-pain non prolétarien, en dehors de la grande industrie, à des procédés petits-bourgeois de spéculation ; ils sont obligés de voler ou bien d'exécuter des travaux privés à l'usine socialiste pour se procurer des articles à échanger contre des denrées agricoles ; c'est là notre principal danger économique, le danger le plus grave pour l'ensemble du régime soviétique. A présent, le prolétariat doit exercer sa dictature de façon à se sentir bien ferme en tant que classe, à sentir le terrain sous ses pieds. Mais ce terrain se dérobe. A la place de grosses fabriques mécanisées fonctionnant sans interruption, le prolétaire voit autre chose, il est obligé d'intervenir dans la sphère économique en qualité de spéculateur ou de petit producteur.

Pour lui éviter tout cela, nous ne devons, en cette phase de transition, reculer devant aucun sacrifice. Afin d'assurer le rétablissement ininterrompu, si lent fût-il, de la grande industrie, nous ne devons pas refuser d'accorder des aumônes aux capitalistes étrangers qui en sont avides, car à l'heure actuelle, nous avons intérêt, pour construire le socialisme, à verser aux capitalistes étrangers des centaines de millions en sus, afin d'obtenir les machines et les matériaux indispensables pour reconstituer la grosse industrie, pour fonder la base économique de notre prolétariat, pour en faire un prolétariat fort, et non pas un prolétariat qui se livre à la spéculation. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires nous ont rebattu les oreilles en prétendant que, puisque le prolétariat est déclassé, il faut renoncer aux tâches dévolues à la dictature du prolétariat. Ils le proclament depuis 1917, et il faut s'étonner qu'ils ne se soient pas lassés de le répéter jusqu'en 1921. Mais lorsque nous entendons ces attaques, nous ne répondons pas que notre prolétariat n'est nullement déclassé, qu'il n'existe aucun inconvénient ; nous disons que les conditions de la réalité russe et internationale sont telles que même lorsque le prolétariat se trouve déclassé pendant une certaine période et connaît ces inconvénients, il n'en est pas moins capable de s'acquitter de sa tâche qui consiste à conquérir et à garder le pouvoir.

Nier que le prolétariat déclassé constitue un inconvénient est ridicule, inepte et absurde. En 1921, après avoir terminé de combattre l'ennemi extérieur, nous avons constaté que le plus grave danger, le plus grand mal était notre incapacité à assurer le fonctionnement continu des plus grosses entreprises que nous avions conservées en nombre très restreint. Voilà l'essentiel. Sans cette base économique, la classe ouvrière ne peut avoir de pouvoir politique ferme. Pour assurer le rétablissement ininterrompu de la grosse industrie, il faut organiser le ravitaillement de façon à nous garantir, disons, un stock de 400 millions de pouds et à le répartir judicieusement. Il est certain que nous n'aurions pas pu le constituer par l'ancien système des réquisitions. Les années 1920 et 1921 en fournissent la preuve. Nous voyons maintenant que grâce à l'impôt en nature l'on peut tout de même s'acquitter de cette tâche

malgré les difficultés énormes qu'elle comporte. Nous n'y parviendrons pas par les anciennes méthodes, nous devons en préparer de nouvelles. Nous pouvons nous acquitter de cette tâche avec l'impôt en nature en établissant des rapports normaux avec le paysan en tant que petit producteur. Nous avons consacré jusqu'à présent bien des efforts pour le démontrer sur le plan théorique.

A en juger par la presse du parti, par ce qui se dit dans les réunions, il est, je crois, parfaitement établi au point de vue théorique que nous pouvons nous acquitter de cette tâche, si le prolétariat conserve les transports, les grandes usines, la base économique en même temps que le pouvoir politique. Nous devons accorder une liberté d'action suffisante aux paysans, en tant que petits producteurs. Sans relever l'économie paysanne, nous ne pourrons pas remédier à la situation alimentaire.

C'est dans ce cadre que nous devons poser la question du développement de la petite industrie sur la base de la liberté du commerce, de la liberté des échanges. Cette dernière est le moyen qui permet de créer entre la classe ouvrière et la paysannerie des rapports économiques stables. Nous possédons actuellement des chiffres de plus en plus précis sur la production agricole. Au congrès du parti, une brochure sur la production céréalière a été distribuée aux délégués ; elle était alors à l'état d'épreuve d'imprimerie. Depuis, les données ont été complétées et diffusées. La brochure, définitivement mise au point, a été donnée à la composition, mais elle n'est pas prête pour la conférence et je ne saurais dire si elle le sera à la clôture. Nous prenons toutes mesures utiles à cet effet, mais il est impossible de promettre sa parution.

Ce n'est là qu'une petite fraction des travaux que nous avons effectués pour déterminer avec le maximum de précision l'état de notre production agricole, les ressources dont nous disposons.

On peut dire toutefois que certaines données permettent d'affirmer que nous pourrons fort bien nous acquitter de notre tâche économique, surtout cette année, où les prévisions pour la récolte ne sont pas tout à fait mauvaises ou pas aussi mauvaises qu'on aurait pu le présumer au printemps ; elle nous permettra de constituer un stock de

produits agricoles grâce auquel nous nous consacrerons entièrement au relèvement lent, mais ininterrompu de la grosse industrie.

Afin de constituer un fonds pour la production, il faut régler nos rapports avec le paysan, avec le petit propriétaire ; en dehors de l'impôt en nature il n'existe pas d'autre forme, personne n'en a proposé, on ne saurait en imaginer. Mais il faut résoudre ce problème dans la pratique, organiser judicieusement la perception de l'impôt en nature, et non comme auparavant, où on le collectait deux ou trois fois, en laissant le paysan dans les pires conditions, de sorte que le paysan le plus laborieux était le plus frappé, ce qui rendait impossible l'organisation de rapports économiques stables. L'impôt en nature, levé de même sur tous les paysans, doit être organisé autrement. Les éléments réunis et publiés précédemment permettent d'affirmer que l'impôt en nature apportera les changements les plus radicaux et décisifs. Mais à quel point nous parviendrons à tout concilier, voilà qui reste encore du domaine de l'inconnu dans une certaine mesure. Chose certaine, c'est que nous devons améliorer sans délai la situation du paysan.

La tâche qui se pose aux travailleurs à l'échelon local est la suivante : d'une part, collecter intégralement l'impôt en nature, et, ceci, d'autre part, dans un délai aussi bref que possible. La difficulté augmente du fait que, cette année, la récolte s'annonce très précoce, et si nous nous y préparons dans des délais ordinaires, nous risquons d'arriver en retard. Voilà pourquoi la réunion anticipée de la conférence du parti était si importante, si opportune. L'appareil administratif chargé de percevoir l'impôt en nature doit être mis en place beaucoup plus vite qu'avant. La perception rapide de l'impôt en nature garantira à l'Etat un fonds minimum de 240 millions de pouds en même temps qu'elle assurera la situation des paysans. Tout retard dans la perception de l'impôt gênera plus ou moins les paysans. La rentrée de l'impôt ne sera pas volontaire, elle ne se fera pas sans contrainte, la perception de l'impôt impose maints ennuis au foyer paysan. Si cette opération dure plus qu'il ne faut, le paysan sera mécontent et dira que nous ne lui donnons pas la liberté de disposer de ses excédents. Pour que cette liberté ressemble vraiment à la liberté, il

faut que la perception soit rapide, que le percepteur n'impose pas longtemps sa présence au paysan ; il faut pour cela réduire le temps qui s'écoule entre la récolte et la perception intégrale de l'impôt.

C'est une tâche. La seconde est d'appliquer au maximum la liberté des échanges pour les paysans, et de relever la petite industrie, afin de donner au capitalisme qui croît sur la base de la petite propriété et du petit commerce, une certaine liberté, de ne pas le craindre, car il ne présente aucun danger pour nous.

Compte tenu de la conjoncture économique et politique générale, alors que le prolétariat détient toutes les sources de la grosse industrie et que la dénationalisation est absolument impensable, nous n'avons rien à redouter de lui. A un moment où nous souffrons le plus d'un manque total de produits, de notre total appauvrissement, il est ridicule de craindre la menace du capitalisme qui se développe sur la base de la petite agriculture industrielle. La craindre, c'est ne tenir aucun compte du rapport des forces économiques ; c'est ne pas du tout comprendre que l'économie paysanne, en tant que petite économie, ne saurait en aucune façon être stable sans une certaine liberté des échanges et sans les rapports capitalistes qu'elle implique.

Voilà, camarades, ce que vous devez bien retenir ; notre tâche principale est de donner partout l'impulsion à la base, d'accorder le maximum d'initiative et de faire preuve d'un maximum d'esprit d'entreprise et d'audace ; notre défaut en ce sens, c'est que nous avons toujours craint une activité de quelque ampleur. Nous ne disposons pas de données sur l'expérience, plus ou moins concrètement élaborée et recueillie à la base, sur l'état de l'échange et du circuit commercial ; dans quelle mesure on a pu rétablir et développer la petite industrie susceptible d'améliorer la situation des paysans immédiatement, sans entreprendre les grands travaux que nécessite la grosse industrie : acheminer vers les centres industriels d'importantes quantités de produits alimentaires et de combustibles. Ce que l'on fait à cet égard en province est insuffisant du point de vue économique. Nous ne disposons pas à ce sujet de données de la base, nous ignorons la situation dans l'ensemble de la république, nous ne possédons pas d'exemples d'organisation du travail

vraiment bien comprise ; c'est l'impression que j'emporte du congrès des syndicats et du congrès du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale[92].

Le grand défaut de ces congrès, c'est encore que nous nous occupons davantage de mauvaises choses comme les thèses, programmes et raisonnements d'ordre général au lieu de nous faire part mutuellement de l'expérience locale, afin que nous puissions nous dire, en repartant pour la province : sur mille exemples nous en avons retenu un de bon, et nous allons l'imiter. Ces bons exemples nous en avons non pas un sur mille, mais beaucoup plus. Et c'est cette méthode de travail que nous voyons le moins.

Sans vouloir anticiper, je tiens cependant à dire deux mots sur le ravitaillement collectif des ouvriers, c'est-à-dire l'abandon des cartes de rationnement pour un système permettant d'attribuer une certaine quantité de vivres à telle entreprise qui fonctionnerait réellement, et ceci proportionnellement à sa production. L'idée est excellente, mais on en a fait chez nous quelque chose de quasi-fantastique. Aucun travail préparatoire véritable n'a été entrepris dans ce sens. Nous ne pourrions citer un seul exemple pour montrer que dans tel district, à telle usine, même avec un nombre réduit d'ouvriers nous avons appliqué ce système, et voyez le résultat. Ce n'est pas le cas. Voilà le plus grand défaut de tout notre travail. Nous devons répéter sans cesse qu'au lieu de questions d'ordre général, qui auraient été opportunes en 1918, c'est-à-dire à une époque depuis longtemps révolue, il nous faut, en 1921, poser les questions sur le terrain pratique. En exposant au congrès, en première place, les modèles d'une bonne organisation du travail (ces exemples ne nous manquent pas), nous obligeons les autres à chercher à égaler les meilleures réalisations pratiques de quelques rares et exceptionnelles localités. Ceci concerne les travaux du congrès syndical, mais aussi tous les travaux entrepris dans le domaine du ravitaillement.

Certaines localités, peu nombreuses il est vrai, ont fait beaucoup pour préparer la collecte de l'impôt en nature, pour organiser les échanges, etc. Mais nous n'avons pas su étudier leur activité ; maintenant, notre premier devoir est de pousser la majorité des districts à imiter les meilleurs modèles. Nous devons aborder ce travail : étudier

l'expérience, stimuler les districts et cantons retardataires et moyens, dont le niveau est absolument insuffisant, sauf une infime minorité ayant atteint un niveau parfaitement satisfaisant. Nous devons aux congrès porter le maximum d'attention non à l'étude de thèses générales et de programmes des réunions, mais à l'étude des expériences, des modèles satisfaisants et plus que satisfaisants, ainsi que des méthodes propres à inciter les localités retardataires et moyennes qui constituent la majorité à se hausser au niveau de ces exemples rares, mais effectifs.

Telles sont les remarques auxquelles je dois me borner. (Applaudissements.)

3

CONCLUSION DU RAPPORT SUR L'IMPOT EN NATURE LE 27 MAI

Camarades, il me semble que nous avons tout de même atteint un objectif, malgré le mécontentement exprimé par de nombreux camarades de la base à propos des rapports et des débats : nous avons appris comment la nouvelle politique est comprise et appliquée sur place. Nous ne pouvions guère fixer à la conférence d'autre objectif que celui d'un échange d'opinions, de façon à bien nous familiariser avec cette nouvelle politique et aborder unanimement son application correcte. Cet objectif, nous l'avons atteint. Certes, il y a eu des incompréhensions et même des flottements qui parfois, malheureusement, débordaient largement le cadre des seules incompréhensions pratiques et des spéculations où l'on se demandait si c'est « pour de bon » ou « pas pour de bon »,pour longtemps ou pas pour longtemps. Les propos du camarade Varéïkis n'avaient rien de communiste et rappelaient le menchévisme par leur tournure d'esprit. Il faut le dire franchement. Comment a-t-il pu nous harceler avec cette question : «Dites-nous si la paysannerie est une classe ou non ? » Bien sûr que oui. Dans ce cas, dit-il, il lui faut des concessions politiques, sinon, il faut certaines mesures en ce sens, qui de toute façon ressembleront au zoubatovisme[93].

On s'est référé ici à Martov en alléguant que celui-ci l'avait affirmé entièrement ; or le camarade Varéïkis dit : « jusqu'à un certain point », « dans une mesure ou une autre », « en partie ». On en arrive à la confusion la plus incroyable,

la plus monstrueuse. C'est la même confusion qui existait lorsqu'on nous reprochait d'user de la violence. Et on est obligé d'expliquer une fois de plus que, lorsque nous parlons de dictature, cela implique l'usage de la violence. Tout Etat comporte l'emploi de la violence ; mais toute la différence, c'est si la violence est employée contre les exploités ou contre les exploiteurs, si elle est employée contre la classe des travailleurs et des exploités. La comparaison avec le zoubatovisme, c'est la même chose. Qu'était-ce que le zoubatovisme ? Au moyen de petites concessions économiques aux classes opprimées, on maintenait la classe des oppresseurs. Voilà pourquoi la réponse à l'époque était celle-ci : avec vos concessions économiques vous n'obligerez pas le prolétariat, la classe qui lutte pour affranchir tous les opprimés, à renoncer à l'idée de conquérir le pouvoir politique et de détruire le système d'oppression. A présent, le prolétariat détient le pouvoir et en assume la direction. Il dirige la paysannerie. Que signifie diriger la paysannerie ? Cela veut dire, premièrement, s'orienter vers la suppression des classes, et non pas vers le petit producteur. Si nous nous écartions de cette orientation, fondamentale et essentielle, nous cesserions d'être des socialistes et nous nous retrouverions dans le camp de ces petits bourgeois, dans le camp des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks qui sont actuellement les pires ennemis du prolétariat. Récemment, le camarade Boukharine a cité dans la *Pravda* un penseur politique aussi sérieux que Milioukov (c'est autre chose que Tchernov et Martov), lequel affirme qu'actuellement, en Russie, il n'y a place dans l'arène de la lutte politique que pour un parti socialiste. Et puisque ces partis « socialistes », socialistes-révolutionnaires et menchéviks, veulent prendre la peine de lutter contre les bolchéviks, et bien qu'ils en aient « l'honneur et l'emploi ». C'est l'expression littérale de Milioukov ; elle montre qu'il est plus intelligent que Martov et que Tchernov, du seul fait qu'il est le représentant de la grande bourgeoisie (même si, personnellement, il était moins intelligent que Tchernov et Martov). Et Milioukov a raison. Il tient compte avec une lucidité parfaite du degré d'évolution politique, et dit que pour rétrograder au capitalisme, un petit palier est indispensable, celui des socialistes-révolutionnaires et des

menchéviks. La bourgeoisie a besoin de ce palier, qui ne comprend pas cela est un sot.

Du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, Milioukov a parfaitement et absolument raison. Si, comme parti du prolétariat, nous dirigeons la paysannerie, nous devons nous orienter vers le renforcement de la grosse industrie, et c'est pourquoi nous devons accepter de faire des concessions économiques. Le prolétariat a dirigé la paysannerie et il l'a dirigée de telle façon que, pendant la guerre civile, la paysannerie a obtenu plus d'avantages économiques que le prolétariat même. Si l'on emploie le langage de Martov, c'est du zoubatovisme. Des concessions économiques ont été faites à la paysannerie. Ces concessions ont été faites aux couches laborieuses qui sont en majorité dans le pays. Est-ce une politique erronée ? Non, c'est la seule politique juste ! Et on aura beau reprendre ici ces paroles de Martov : « vous ne tromperez pas une classe », je vous demande, moi : comment la trompons-nous ? Nous disons qu'il y a deux voies : ou suivre Martov et Tchernov et, par eux, arriver à Milioukov, ou bien suivre les communistes. Pour notre part, nous luttons pour la suppression du capitalisme et pour l'instauration du communisme ; notre route est très dure, et en cours de route, nombreux sont les fatigués et les incrédules. La paysannerie n'a pas confiance. Mais est-ce que nous la trompons ? Il est ridicule de dire que nous trompons une classe et que nous nous sommes fourvoyés entre trois arbres, qui d'ailleurs ne sont même pas trois, mais deux, car le prolétariat et la paysannerie ne sont que deux classes. Le prolétariat dirige la paysannerie, mais cette classe ne peut être expulsée comme ont été expulsés et anéantis les grands propriétaires et les capitalistes. Il faut la transformer, ce qui exigera beaucoup de temps, de grands efforts et de grandes privations. Il dépend de nous, parti dirigeant, de décider combien de maux devront respectivement subir le prolétariat et la paysannerie. Quel principe présidera à cette répartition ? Egalitarisme, nivellement ? Laissons-en parler Tchernov et Martov ; nous, nous disons qu'il faut s'inspirer des intérêts du prolétariat, c'est-à-dire se prémunir contre la restauration du capitalisme et assurer la voie qui mène au communisme. Si, actuellement, la paysannerie est plus fatiguée, plus à bout ou, plus exactement, si elle s'estime

plus fatiguée, nous lui faisons davantage de concessions pour nous prémunir contre la restauration du capitalisme et assurer les voies du communisme. C'est une politique juste, et nous nous inspirons uniquement d'un calcul de classe. Nous déclarons aux paysans ouvertement, honnêtement, sans nullement chercher à les tromper : afin de rester dans la voie du socialisme, nous vous accorderons, camarades paysans, toute une série de concessions, mais seulement dans telles limites et dans telle mesure, et, naturellement, nous fixerons nous-mêmes cette mesure et ces limites. La concession, elle, part du point de vue de la répartition du fardeau qui, jusqu'à présent, a pesé bien plus sur le prolétariat que sur la paysannerie. En trois ans et demi de dictature du prolétariat, celui-ci s'est chargé de plus de maux que la paysannerie. C'est une vérité absolument évidente et incontestable. Voilà comment se pose la question du rapport entre prolétariat et paysannerie : ou bien la paysannerie doit s'entendre avec nous, et dans ce cas nous lui accordons des concessions économiques, on bien c'est la lutte. Voilà pourquoi tous les autres arguments ne sont que la confusion la plus effroyable. En fait, tout autre chemin mène à Milioukov, à la restauration des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; nous, nous disons que nous ferons toutes les concessions dans la limite de ce qui soutient et affermit le pouvoir du prolétariat, lequel avance sans dévier, malgré les difficultés et les obstacles, vers l'abolition des classes et vers le communisme.

Ensuite, les observations faites à propos du discours du camarade Sviderski contenaient de grosses erreurs. Instantanément, tous les représentants de l'opposition lui sont tombés dessus avec des espèces de brillants discours parlementaires. Le représentant le plus brillant de l'« opposition parlementaire » a été le camarade Larine. Le régime soviétique ne laisse pas tellement de place que cela aux discours parlementaires, mais malgré tout la nature reprend le dessus et, bien que les institutions parlementaires n'existent plus dans notre pays, les meurs parlementaires ont subsisté. On a dit à propos du camarade Sviderski : le voilà qui parle d'inspection du ravitaillement, il va même jusqu'à parler de dictature du ravitaillement. Peut-être, en effet, le camarade Sviderski est-il allé trop loin pour ce

qui est de la terminologie. Mais quant au fond il a raison. Nous avons distribué les rôles des rapporteurs de façon à ce que chacun joue, pour ainsi dire, d'un instrument déterminé. Le rapport sur la question des échanges a été fait par un coopérateur, le camarade Khintchouk, représentant du Tsentrosoïouz. Vous savez que le Tsentrosoïouz a passé un contrat avec l'Etat. Si certains camarades n'ont pas lu ce contrat, c'est qu'ils ont pris connaissance des documents d'une façon peu sérieuse. Notre Etat conclut un contrat avec les représentants du Tsentrosoïouz ; le représentant du Commissariat du Peuple au Ravitaillement conclut un contrat avec le représentant des coopératives, et les coopérateurs de l'étranger doivent tenir compte de notre contrat. Nous y stipulons que toutes les marchandises doivent être acheminées vers les coopératives, que les coopérateurs doivent commercer pour nous, pour l'Etat centralisé, pour la grosse industrie, pour le prolétariat, et non pour leur compte. C'est une condition capitale et majeure, il ne saurait en être autrement. Pétrograd et Moscou ont faim, et pendant ce temps le camarade Brioukhanov nous présente des listes attestant qu'à l'échelon local dans les provinces bien ravitaillées, les gens ont consommé deux fois plus que leur ration, et nous ont livré deux fois moins. A votre avis, devant une telle situation, la dictature du ravitaillement s'impose-t-elle ou non ? Pour moi, elle s'impose et plutôt deux fois qu'une, parce qu'il y a vraiment trop de laisser-aller parmi nous. Il faut savoir que nous ne pouvons pas nous passer de la contrainte, et c'est sous notre contrôle que le Tsentrosoïouz doit effectuer la répartition.

Nous disons au Tsentrosoïouz : vous avez bien fait votre commerce, nous vous donnons à titre de prime un certain pourcentage. C'est une clause du contrat, et nous encouragerons absolument ce courtage au moyen de divers systèmes de primes ; nous accorderons des primes aux opérations lucratives, mais nous exigerons que ce commerce se fasse à notre profit, au profit de l'Etat qui a centralisé la grande industrie dirigée par le prolétariat. Sera-ce avantageux pour la grosse industrie ? Et pour qui d'autre alors ?

Comment pouvez-vous obtenir la quantité voulue de vivres sans l'impôt ? C'est absolument impossible ! Est-ce

l'impôt ou l'échange qui peut rendre le plus, nous n'en savons rien, mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'existe pas un fonds suffisant à échanger. Actuellement, sans appareil de coercition, vous ne prélèverez pas ce qui est nécessaire. Jamais ! C'est évident pour tous. Et sur ce point, Sviderski qui représente sa partie a parfaitement raison. Nous avons approuvé l'inspection du ravitaillement, et le présidium du Comité exécutif central de Russie fera davantage pression sur vous, car vous savez quelles personnes doivent être placées aux différents postes, c'est votre affaire ; mais, du moment que vous avez confié un travail à quelqu'un, vous devez veiller à ce qu'il s'en acquitte. Actuellement, si l'Etat n'est pas assuré d'avoir quatre cent millions de pouds de blé environ, ce n'est pas la peine de parler de grosse industrie ni d'édification socialiste. Inutile de discuter avec ceux qui n'ont pas compris cela au cours de ces trois années. Mais, malgré une énorme quantité d'erreurs, nous avons constamment accru ce fonds ; bien qu'en 1920, tout en l'augmentant, nous ayons commis une erreur immense dans la répartition, il y a tout de même eu un progrès énorme. Nous devons envisager les choses sainement et dire que la collecte de l'impôt en nature exige un appareil à fonctionnement rapide ; point n'est besoin ici de se lancer dans des discours libéraux, et laisser entendre que l'inspection du ravitaillement est une chose tellement désagréable.

Mais que, dans la phase de transition du capitalisme au communisme, avec une population en majorité paysanne, l'impôt nous soit remis sans contrainte, ce «communisme »-là, autant que je sache, n'existe pas encore. Si vous voulez que se maintienne la grosse industrie, base de la dictature du prolétariat, vous devez souhaiter que cet appareil fonctionne. Et pour ce faire le centralisme, bien entendu, s'impose. Voyez les statistiques. Malheureusement, peu d'entre vous les connaissent suffisamment. Voyez tout ce que les localités ont gardé, à l'encontre des prescriptions du centre. Et nous, ici, nous recevons la visite de camarades de Moscou et de Pétrograd, qui nous présentent la liste des infractions aux prescriptions du centre. Il y a eu environ trois mises en garde, autant de blâmes et puis après ? Après, c'est l'arrestation, la destitution, etc. (Une voix dans la

s a l l e : « Combien y a-t-il eu de cas de ce genre ? ») Il y a eu beaucoup d'infractions, mais peu de destitutions. Voilà ce que je voulais dire pour défendre cette orientation.

Il semble que cette année la récolte sera passable en maints endroits, et se fera plus tôt que nous ne l'attendions. De sorte qu'il faut se préparer à l'avance ; actuellement, la situation est telle qu'il faut rapidement collecter le fonds de base. Par conséquent, traiter cette affaire comme beaucoup ici l'ont fait est totalement erroné.

Pour ce qui est du camarade Larine, son talent relève davantage de l'opposition parlementaire et du journalisme que du travail sérieux. Dans le domaine des projets, il ne manque pas d'énergie. Il a rappelé ici que, dès janvier 1920, il avait présenté un bon projet. Mais si l'on rassemblait tous les projets du camarade Larine et si on y sélectionnait les bons, la proportion serait certainement de quelques dixièmes d'unité pour mille.

Le 10 mai, il nous a soumis au Bureau politique du C.C. un projet de passage général à l'approvisionnement collectif. Le principe en est séduisant, mais à quelle date a-t-il été proposé ? Le 10 mai 1921, alors que les vivres manquent totalement dans des centres comme Moscou et Pétrograd, alors que ces grands centres de la République de Russie n'ont temporairement ni la moitié, ni le quart de leur ravitaillement normal. Proposer une réorganisation des administrations du ravitaillement alors que les gens sont à bout de forces, accrochés aux lignes téléphoniques directes avec la Sibérie, le Caucase et l'Ukraine, qu'ils surveillent chaque convoi et presque chaque wagon, c'est ridicule. Que diable, comment passer à l'approvisionnement collectif en de tels temps ? Le Bureau politique a adopté la résolution suivante : « Repousser le projet de Larine et du Conseil central des syndicats (car ce dernier, naturellement, avait immédiatement contresigné ce projet), charger l'auteur de revoir la question une nouvelle fois, en la considérant de façon plus détaillée du point de vue des possibilités réelles. » Voilà le principe que l'on a répété (si vous l'avez lu dans les thèses de Tchoubar et de Goltzman) au Congrès des syndicats ; mais Tchoubar a adapté les principaux passages de ses thèses à la politique prudente définie au C.C. du parti. Goltzman et Larine ont suivi la règle que Larine, mi-sérieux

mi-plaisant, m'a confiée à l'oreille à l'issue de la réunion du Bureau politique. (Je pense que je ne me rends pas coupable d'indiscrétion en répétant cette conversation.) Voyant que cette résolution était adoptée, Larine m'a dit : « Vous nous avez donné le petit doigt, nous prendrons toute la main. » J'ai pensé à ce moment (chose que je savais déjà) : maintenant nous saurons comment marchander avec Larine. S'il demande un million, il faut lui donner dix sous. (Rires.) Ici, au cours des débats, il est apparu qu'en réponse à la question : « Où sont les données ? » Larine a cité un exemple qu'il a qualifié de « brillant », concernant la construction de la ligne de chemin de fer Kizliar-Staro-Térek. Bien qu'il ait déjà été démontré ici que cet exemple n'a rien de nouveau et que de telles expériences ont déjà été faites, c'est pourtant un progrès que de nous apporter un exemple concret et le résultat d'une expérience, au lieu de raisonnements d'ordre général et de thèses sans nombre. Quel malheur si tout le monde se mettait à lire et à discuter ces thèses, dont les neuf dixièmes ne peuvent être lues jusqu'au bout sans avoir la tête lourde !

Ce ne sont pas des thèses qu'il faut, c'est la prise en considération de l'expérience locale. Mettons-nous à l'étude de cette expérience, cela vaudra bien mieux que de bâtir système sur système et de bâcler des projets de loi sur l'approvisionnement collectif quand il n'y a même pas un minimum d'approvisionnement réel. Le travail pratique se fait dans les localités. On nous a dit : inutile de reprocher aux localités de ne pas faire part de leur expérience. On a accusé le C.C. de ne pas faire connaître l'expérience locale. Mais nous ne l'avons pas, nous ne faisons que patauger au milieu des décrets. La plupart d'entre nous sont enfouis dans ce déplaisant travail, c'est pourquoi nous ne pouvons pas voir l'expérience locale. C'est vous qui devez l'apporter. Quand Larine a exposé le brillant exemple de la ligne Kizliar-Térek, c'était bien, car c'était une expérience locale. Mais là encore il s'est emballé, et Tchoubar et Ossinski ont dû le reprendre. Ce n'est pas un exemple unique. Il a dit que l'ouvrier recevait 28 livres avec l'ancien système et 4 pouds avec le nouveau. J'ai eu un doute sur ces chiffres, et je lui ai demandé : Où avez-vous pris cela ? Il a répondu : Cela a été vérifié par l'Inspection ouvrière et paysanne.

Mais nous savons que Larine n'est pas seulement un parlementaire ; il sait aussi croquer des caricatures. Il a commencé par là en assurant qu'il n'y a pas pire que l'Inspection ouvrière et paysanne, et maintenant, il vient dire que 4 pouds au lieu de 28 livres, chose vérifiée par l'Inspection ouvrière et paysanne. Il commence par ruiner toute confiance dans l'I.O.P. à l'aide de semblables anecdotes, pour ensuite prendre l'attestation de l'I.O.P. comme preuve unique. Tchoubar et Ossinski disent l'un et l'autre que ce système a été appliqué plus d'une fois dans l'industrie forestière. L'objectif, c'est que nous puissions comparer l'expérience d'une localité à celle d'une autre. La meilleure des indications de Larine était celle où il a relaté la marche des travaux sur le chantier de la ligne Kizliar-Térek. N'était-ce pas mieux à Toula ou à Tambov ? Voilà ce qu'il faut savoir. Cela, le centre ne peut pas vous le dire, car nous l'ignorons ; vous n'avez qu'à nous apporter ces renseignements de vos localités, mettez-nous au courant, instruisez-nous, nous profiterons tous ensemble de ces leçons, et nous nous alignerons sur les meilleurs.

Pour un millier de centres locaux, à l'échelle du district ou de l'arrondissement, nous avons deux ou trois de ces expériences ; peut-être en trouvera-t-on davantage, mais deux ou trois, oui, à coup sûr. Il faut bien les étudier, avec application, en procédant à un interrogatoire serré, en vérifiant les chiffres, sans se fier aux seuls discours de l'opposition. Si nous organisons ainsi le travail, le centre pourra s'instruire.

Ensuite, j'estime que ce que nous avons retiré d'essentiel de la discussion, c'est une série d'indications sur la façon dont l'échange entrepris a été effectué ; seules les données précises faisaient défaut. Les camarades du bassin du Donetz ont envoyé un télégramme pour dire : nous avons obtenu par échange 3 000 pouds de blé. Cela concernait un petit secteur, mais les détails sont inconnus. Je pensais que les camarades prendraient ici la parole et expliqueraient : avec quelle contrepartie, par l'intermédiaire de quelle organisation, le Commissariat au Ravitaillement, un affermataire, un concessionnaire ou un entrepreneur privé ? C'est ce que nous ne savons pas ; pourtant, c'est beaucoup plus important que nos décrets. Les décrets, on peut les lire, et pour parler

ici des décrets, ce n'est pas la peine de se réunir ; par contre, pour examiner comment on a obtenu 3 000 pouds de blé dans le bassin du Donetz, et si les camarades de Volynie ou de Tambov n'ont pas fait mieux, pour cela oui, il faut se réunir. Un effort soutenu a été réalisé dans les localités. Elles apportent ici les résultats de leur expérience : j'ai fait ceci et cela, mais l'administration centrale m'a gêné ; et moi je me suis arrangé pour subordonner l'administration centrale. En ce qui concerne la province de Tambov, un camarade a dit ici d'une façon extrêmement vague qu'il y avait dans cette province des comités généraux et des établissements coopératifs, tout en se laissant aller à un discours parlementaire et à fulminer contre le Commissariat au Ravitaillement. Les camarades sont allés dans cette voie. Il y a là-bas une quantité de conditions annexes défavorables, les ensemencements sont insuffisants, les conditions sont difficiles en général, les défauts ne se comptent pas ; et pourtant, il ressortait de ses dires que l'échange a commencé et que le mouvement coopératif a été mis en marche. On a même mentionné la pommade. Combien en avez-vous pris, à quelles conditions a-t-elle été répartie? Même la pommade doit être mise dans le circuit ; car dans le commerce, il faut tenir compte de la demande. On demande de la pommade, nous devons en fournir. Si nous sommes de bons administrateurs nous pouvons même sur la pommade, édifier la grosse industrie. Seulement, il faut calculer combien il faut en acheter ou s'en procurer pour acheter 1 000 pouds de blé. Je pense qu'à la différence des pays capitalistes, qui mettent en vente des articles comme l'eau-de-vie et autres stupéfiants, nous ne le tolérerons pas, car, si avantageux qu'ils soient pour le commerce, ils nous feraient rétrograder vers le capitalisme, et non pas avancer vers le communisme, alors qu'avec la pommade il n'y a rien à craindre. A propos de la Volynie, on a dit qu'il y existe des endroits où pour 10 livres de sel on donne un poud de grain. Mais comment ce commerce a-t-il été opéré ? Aviez-vous des commis ? Comment avez-vous négocié ? Qui gardait la marchandise ? Qui mettait les cadenas ? Combien a-t-on volé ? Rien n'a été dit à ce sujet. Or, c'est justement cela qui est important pour vous. Par contre, on a dit que les Polonais donnaient un poud de sel pour un poud de blé. J'ai donc dit, au cours

d'un entretien avec le camarade, que si les Polonais donnent un poud de sel contre un poud de blé, et si les paysans vous cèdent un poud de grain contre 10 livres de sel, vous auriez pu faire une bonne opération commerciale. Qui vous en a empêchés ? On a dit : le centre. Permettez-moi de ne pas croire que le centre vous ait empêchés d'obtenir quatre pouds de grain contre un poud de sel polonais. Il est impossible que nous ayons été contre; jamais je ne le croirai. Auparavant, quand il y avait l'armée, les camarades se plaignaient que tout passait par l'autorité militaire, mais maintenant qu'il n'y a plus d'armée, qu'il n'y a pas de guerre, il faut demander l'avis du centre ; le camarade dit qu'il y a maintenant chez eux un « ioujboum » et qu'ils sont en guerre contre ce « ioujboum » ; mais quand je lui ai demandé à quelle administration il avait porté plainte contre le « ioujboum », il a déclaré ne pas le savoir ; or, c'est très important.

Ils ne sont pas capables de nommer l'administration où a été déposée la plainte contre le « ioujboum ». Ce qu'est ce « ioujboum », je n'en sais rien ; c'est certainement une administration qui souffre des mêmes déformations bureaucratiques que toutes nos autres administrations soviétiques. Aujourd'hui encore la bourgeoisie nous combat. Nous en avons expulsé un grand nombre à l'étranger, sous l'égide de Milioukov, mais il en reste des milliers ici, et ils nous font la guerre dans toutes les règles de l'art bureaucratique. Et vous, camarades, comment combattez-vous cela ? Vous pensez qu'on peut prendre ce « ioujboum » les mains nues, etc. Quand nous nous battions avec Dénikine, nous ne marchions pas contre lui les mains nues; nous nous armions solidement et nous mettions des armées sur pied. Or maintenant, d'excellents fonctionnaires occupent des postes ; l'intérêt de leur classe, selon eux, est de nous jouer de sales tours, de faire obstruction au travail, ils s'imaginent sauver la culture en préparant la chute des bolchéviks et connaissent le domaine administratif cent fois mieux que nous. Et comment le connaîtrions-nous ? A ces gens-là, il faut faire la guerre dans toutes les règles de l'art, et il faut poursuivre les camarades du parti qui vont se plaignant ou racontant des anecdotes comme quoi dans telle administration, on a fait telle crasse, qui vont dans tout Moscou colportant des anecdotes

sur la bureaucratie. Mais vous, camarades, vous les communistes conscients, qu'avez-vous fait pour lutter contre cela ? — J'ai porté plainte. — Et à quelle administration avez-vous adressé cette plainte ? — A aucune, voyez-vous ; et cependant elle aurait dû être adressée à la fois au Conseil des Commissaires du Peuple et au Comité exécutif central de Russie, c'est-à-dire en faisant usage de tous les droits conférés par notre Constitution. C'est une guerre, et, bien entendu, elle comporte parfois des revers. Mais où a-t-on vu que des guerres, même les plus victorieuses, n'aient pas connu de revers ? De même ici, les revers sont possibles, mais la lutte doit être menée. Or, chez nous, on ne prend pas les choses au sérieux. A-t-on engagé des poursuites judiciaires pour lenteurs administratives ? Où sont les condamnations de nos tribunaux populaires, quand un ouvrier ou un paysan, obligé de revenir quatre ou cinq fois dans une administration, finit par obtenir quelque chose qui pour être règlementaire n'en est pas moins une moquerie ? Vous êtes pourtant des communistes, pourquoi ne montez-vous pas des pièges pour messieurs les bureaucrates, pour les traîner ensuite devant le tribunal populaire et en prison pour ces lenteurs administratives ? Combien en avez-vous mis en prison pour ce motif ? Naturellement, chacun dira : en voilà du tracas. Un tel s'en formalisera peut-être. Beaucoup raisonnent ainsi, mais pour ce qui est de se plaindre et de raconter une anecdote, ce n'est pas la force qui manque. Et dans ces anecdotes, en fin de compte, disparaît la distinction entre l'anecdote et les commérages qui figurent dans les revues des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de l'étranger. Les menchéviks proclament : « Nous avons des correspondants particuliers dans toutes les administrations soviétiques de Moscou. » (R i r e s.) Fort souvent toutes les anecdotes que l'on raconte ici, et qui pullulent dans les discours de l'opposition parlementaire, sont reproduites quelques jours plus tard dans les revues menchéviques. Il faut tout de même savoir garder la mesure, il faut distinguer entre la lutte sérieuse et la simple anecdote qui circule. Il se peut, bien entendu, quand les gens sont fatigués, que tel ou tel orateur de talent les laisse souffler en racontant une anecdote. De ce point de vue, et d'après mes observations personnelles, je ne peux pas avoir d'objections. Mais

on ne peut s'en tenir là ; il faut faire le bilan des moyens dont vous avez usé pour dépister ces gens-là, dire combien de procès vous avez intentés et quel en a été le résultat. Si nous agissons ainsi, nous soutiendrons cette épreuve, bien qu'elle soit beaucoup plus dure que la guerre civile.

Je voulais encore dire deux mots à propos de la province de Nikolaïev. Le camarade de la province de Nikolaïev a fourni ici toute une série d'indications très précieuses. Mais pour la plupart, ces indications ne sont pas élaborées. Il dit : « le textile et le fer marchent, mais la pommade ne marche pas ». Cependant, d'autres ont indiqué que le textile ne marche pas. Le camarade s'en est pris aux petits trafiquants : puisqu'on est obligé de laisser la liberté du commerce, il veut savoir comment lutter contre eux. Lutter comme avant est impossible ; pour mener la lutte autrement, on a organisé la surveillance des transports, on a pris une série de nouveaux décrets, mais, naturellement, il est impossible d'obtenir des résultats rapides. Mais où est donc, sur ce point, votre expérience locale ? Nous avons maintenant une série de décrets concernant la protection des transports, non contre le petit trafiquant, mais contre « leur mauvaise utilisation ». On a créé des commissions spéciales, des groupes extraordinaires de trois membres de la Vétchéka et de la Tétchéka ; il y a encore l'administration militaire et le Commissariat aux voies de communication. Mais chez vous, dans les localités, quels sont les organismes qui fonctionnent ? Comment coordonnent-ils leur action ? Que fait-on quand on réclame contre l'emprise des petits trafiquants ? Comment agissent-ils ? Comment se concertent-ils ? Voilà de quoi il faut parler. Tandis qu'on vient ici se lamenter : « Nous subissons l'emprise des petits trafiquants. » Nous avons adopté des décrets fournissant toutes indications. Peut-être sont-ils erronées et faut-il les réviser, mais comment ? Nous publions des décrets. Vous les connaissez, vous venez ici pour discuter d'eux et de leur application pratique. A tel endroit, tel groupe de trois responsables des transports a agi de telle façon. Avec succès ici, sans succès là. Ce ne sera peut-être pas un discours aussi brillant que pour la dictature du ravitaillement. Mais, sans cela, nous ne pourrons pas apprendre à réduire nos erreurs dans le domaine des décrets, et c'est là l'essentiel.

Pour terminer, j'en viendrai aux conclusions que le camarade Ossinski a évoquées, d'une façon qui me paraît très juste, et qui tracent un bilan général de notre activité. Ossinski a présenté trois conclusions. La première, c'est : « sérieusement et pour longtemps ». Je pense qu'il a tout à fait raison. « Sérieusement et pour longtemps » : voilà ce qu'il faut effectivement se tenir pour dit et bien garder en tête, car, par habitude du commérage, le bruit se répand qu'il s'agit d'une politique entre guillemets, c'est-à-dire de politicaillerie, et que tout se fait à la petite semaine. C'est faux. Nous tenons compte du rapport des classes et nous considérons comment doit agir le prolétariat pour conduire la paysannerie, envers et contre tout, dans la direction du communisme. Naturellement, nous devons reculer, mais il faut envisager les choses avec le maximum de sérieux, du point de vue des forces de classe. Voir là-dedans une ruse, c'est imiter les philistins et la petite bourgeoisie qui ne restent pas seulement vivaces en dehors du Parti communiste.

Nous devons promouvoir des militants sans-parti dotés d'esprit d'initiative. Il faut répéter sans cesse que, tout de même, le caractère des assemblées, congrès, conférences et réunions dans le Parti communiste et dans la Russie soviétique, ne peut plus être ce qu'il était dans l'ancien temps et ce qu'il est parfois encore chez nous, quand on échange des discours, à la manière de l'opposition parlementaire pour ensuite rédiger une résolution. Les résolutions se sont accumulées chez nous en une telle quantité que nul ne saurait, je ne dis pas les lire, mais même les rassembler. Nous devons faire œuvre utile, et non rédiger des résolutions. Sous le régime bourgeois, c'étaient les patrons et non les organismes de l'Etat qui étaient au travail, tandis que chez nous l'œuvre économique est notre œuvre à tous. Pour nous, c'est la politique la plus intéressante. On peut, naturellement, attaquer pour la 999^e fois les menchéviks, et on doit le faire, mais c'est tout de même une occupation à laquelle beaucoup d'entre nous se consacrent depuis trente ans. Et la majorité en a assez.

Pour ce qui est de savoir comment, dans l'Etat socialiste, échanger des étoffes et de la pommade contre du blé, comment faire pour obtenir avec du sel polonais un poud de fa-

rine en plus, voilà qui est cent fois plus intéressant. Si insolite que ce soit, les réunions du parti doivent s'occuper de cet esprit d'entreprise. Le monde capitaliste tout entier souffre terriblement de la faim. Quant au sel, à la pommade et aux autres petits objets, ils en ont à revendre ; si nous appliquons correctement le mot d'ordre du circuit local et de l'initiative, nous y gagnerons quelques pouds de blé en plus.

Le camarade Goussev m'a remis un projet de règlement pour les coopératives de production communistes. La substance du projet est exposée au point cinq, dans lequel les membres de la coopérative demandent que leur soit assurée « une ration saine et hygiénique ». (R i r e s.) « Une ration saine et hygiénique » : c'est à cela que tend toute notre politique du ravitaillement. Il faut collecter 240 millions de pouds de blé au moyen de l'impôt et 160 millions par échange des marchandises, soit 400 millions de pouds au total, de façon que la paysannerie sente la stabilité économique de ce système de collecte.

Les réquisitions ne pouvaient être continuées. Cette politique devait être changée. A cet égard, nous en sommes actuellement au point le plus difficile peut-être de notre édification. Si l'on compare tout le travail du Parti communiste à quatre années d'études supérieures, notre position peut se définir ainsi : nous subissons un examen de passage de la troisième à la quatrième année ; nous ne l'avons pas encore réussi, mais tout atteste que nous le réussirons. Si l'on compte les années scolaires, la première a duré de 1870 à 1903 ; ce fut la phase initiale qui a conduit du groupe « Narodnaïa Volia », de la social-démocratie et de la IIe Internationale au bolchévisme. Voilà la première année.

La deuxième va de 1903 à 1917, avec la préparation sérieuse de la révolution et le premier essai de révolution en 1905. La troisième, de 1917 à 1921 : ce sont quatre ans au contenu plus riche que les 40 années antérieures. La prise du pouvoir par le prolétariat a été une épreuve fort sérieuse, mais non décisive. Bien que notre hymne proclame : « c'est la lutte finale », je dois dire que ce n'est malheureusement pas la lutte finale mais, pour être absolument exact, l'une de celles qui la précèdent. Et maintenant nous en sommes à l'examen de passage de la troisième à la quatrième année ; ensuite, il nous faudra passer avec succès toute la quatriè-

me année : c'est alors que nous serons vraiment invincibles. Nous pouvons remporter la victoire sur le front économique. Si nous remportons la victoire vis-à-vis des paysans et si nous collectons cette année une « ration saine et hygiénique », nous aurons réussi à notre examen de passage de troisième en quatrième année. Après, toute l'édification que nous projetons sera plus sérieuse.

Voilà comment se pose le problème. Voilà pourquoi je me permettrai en terminant d'exprimer une fois de plus le souhait que, malgré les difficultés, malgré toutes les vieilles traditions qui n'autorisent pas les congrès, les conférences et les bonnes assemblées parlementaires à s'occuper des questions locales de la petite économie, nous nous disions quand même : en tant que communistes, nous devrons nous en occuper, nous devons contrôler l'expérience du travail économique à la base, là où les décrets sont appliqués, où on les vérifie, où il faut corriger leurs erreurs, où il faut se mettre à la tâche de façon à en dresser le bilan ici, dans notre assemblée. Alors, notre édification fera des progrès véritables et solides. (Vifs applaudissements.)

4

PROJET DE RESOLUTION RELATIVE A LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

1. La tâche politique fondamentale du moment consiste pour tous les militants du parti et des Soviets à assimiler intégralement et à appliquer exactement la nouvelle politique économique.

Le parti juge que cette politique est instituée pour une longue période de plusieurs années, et il exige de tous qu'ils l'appliquent d'une façon absolument scrupuleuse et en toute conscience.

2. L'échange des marchandises, levier essentiel de la nouvelle politique économique, est mis en première position. Des relations correctes entre le prolétariat et la paysannerie et la création d'une forme tout à fait stable d'alliance économique entre ces deux classes pour la phase de transition du capitalisme au socialisme sont impossibles sans l'institution d'un échange systématique de marchandises ou de produits entre l'industrie et l'agriculture.

L'application de l'échange des marchandises est notamment indispensable pour stimuler l'extension des emblavures paysannes et l'amélioration de l'agriculture paysanne.

L'esprit d'entreprise et d'initiative à l'échelon local doit être soutenu et développé de toutes les manières et coûte que coûte.

Les provinces possédant le maximum d'excédents de blé doivent être reconnues comme prioritaires pour y procéder en premier lieu à l'échange des marchandises.

3. Considérant que les coopératives sont l'appareil essentiel capable d'effectuer l'échange des marchandises, reconnaître comme juste la politique des contrats conclus entre organismes du Commissariat au Ravitaillement et organismes coopératifs, et la remise aux seconds par les premiers d'un fonds de marchandises à échanger permettant de réaliser les tâches fixées par le pouvoir d'Etat, sous le contrôle de ce dernier.

Offrir aux coopératives de larges possibilités pour procéder aux stockages, développer à tous les égards l'industrie locale et relever la vie économique en général.

Soutenir les opérations de crédit des coopératives.

Lutter contre l'échange anarchique (c'est-à-dire échappant à tout contrôle et à toute surveillance de l'Etat) en le concentrant principalement entre les mains des coopératives, sans pour autant entraver le commerce libre normal.

Etudier le marché.

4. Soutenir les petites et moyennes entreprises (privées et coopératives), de préférence celles qui n'ont pas besoin d'être ravitaillées en matières premières, combustible et vivres sur les stocks de l'Etat.

Autoriser à donner à bail des entreprises d'Etat à des particuliers, coopératives, artels et associations. Droit pour les organismes économiques locaux de conclure ces contrats sans l'autorisation des organismes supérieurs. Porter obligatoirement chacun de ces cas à la connaissance du C.T.D.

5. Révision (dans une certaine partie) des programmes de production de la grosse industrie, en vue d'intensifier la production des articles de consommation courante et ceux destinés aux paysans.

Etendre l'autonomie et l'initiative de chaque grande entreprise quant à la disposition de ses ressources financières et matérielles. Un arrêté précis approprié sera soumis à l'approbation du Conseil des Commissaires du Peuple.

6. Développer le système des primes en nature et instituer l'approvisionnement collectif à titre expérimental.

Etablir une répartition plus judicieuse des denrées alimentaires dans le but d'augmenter la productivité du travail.

7. Nécessité de conserver et de renforcer l'appareil chargé de collecter partout l'impôt en nature rapidement et

intégralement. Assurer à cette fin aux organismes du ravitaillement le soutien nécessaire du parti. Conserver et renforcer la centralisation de l'appareil du ravitaillement.

8. Concentrer toutes les mesures précédentes en fonction de la tâche pratique et impérieuse pour l'année en cours : collecter un fonds de blé d'au moins 400 000 000 de pouds, base pour relever la grosse industrie et mettre en œuvre le plan d'électrification.

9. Adopter en principe le projet d'instructions du Conseil du Travail et de la Défense, en chargeant la fraction communiste du Comité exécutif central de Russie de lui donner force de loi.

Reconnaître comme tâche absolue et primordiale du parti de faire observer scrupuleusement ces instructions en général et, en particulier, en ce qui concerne la promotion et le recrutement des sans-parti.

10. Seront tenues hautement responsables les administrations centrales qui freinent l'initiative locale et ne la soutiennent pas assez. Charger la fraction du Comité exécutif central de Russie de rédiger un arrêt en ce sens et de le faire adopter dès la prochaine session.

11. La conférence charge le Comité central et toutes les organisations du parti de mettre systématiquement en place une série de mesures visant à intensifier l'agitation et la propagande, ainsi qu'une mutation correspondant des forces du parti, afin de rendre tout à fait claires et de réaliser methodiquement toutes les tâches précitées.

12. Organiser, comme tâche absolument essentielle du parti, la mise en lumière et l'étude attentive (tant dans la presse que dans les assemblées, conférences et congrès des syndicats, des Soviets, du parti, etc.) de tous les aspects de l'expérience locale et centrale, dans l'œuvre d'édification économique.

Publié intégralement pour la première fois d'après le texte des épreuves d'imprimerie corrigées par Lénine

5

DISCOURS DE CLOTURE DE LA CONFERENCE LE 28 MAI

Camarades, je pense que je puis me borner à une allocution extrêmement brève. Comme vous le savez, nous avons réuni cette conférence à titre extraordinaire, en nous fixant pour objectif principal de parvenir à une clarté complète entre le centre et les localités, entre les militants du parti et tous les militants des Soviets, à propos de la politique économique. Je pense que la conférence a incontestablement atteint son but. Les camarades ont observé ici plus d'une fois que le camarade Ossinski avait parfaitement exprimé l'état d'esprit d'un très grand nombre, et même sans doute de la majorité, des responsables locaux du parti, en disant qu'il faut dissiper tous les doutes et que la politique tracée par le X^e Congrès du parti et confirmée ensuite par les décrets et arrêtés est absolument comprise par le parti comme devant être appliquée sérieusement et pendant longtemps. C'est ce que la conférence a exprimé avec force, et elle l'a complété par toute une série de points. Après que les camarades se seront séparés pour rentrer chez eux, il ne subsistera pas la moindre possibilité d'interprétation erronée. Certes, quand nous définissons une politique destinée à durer de longues années, nous n'oublions pas un instant que la révolution internationale, le rythme et les conditions de son développement peuvent tout changer. Actuellement, la situation internationale est telle qu'une sorte d'équilibre temporaire et instable s'est institué ; cet équilibre est le suivant : les puissances impérialistes, malgré toute leur hai-

ne et leur désir de se ruer sur la Russie soviétique, ont renoncé à ce dessein, parce que la décomposition du monde capitaliste va en progressant et que son unité ne cesse de diminuer, tandis que la pression exercée par les peuples coloniaux opprimés qui comptent plus d'un milliard d'habitants, s'accentue chaque année, chaque mois et même chaque semaine. Mais nous ne pouvons émettre aucune conjecture à ce sujet. Actuellement, c'est par notre politique économique que nous exerçons surtout notre influence sur la révolution internationale. Tout le monde a les yeux fixés sur la République soviétique de Russie, tous les travailleurs dans tous les pays du monde, sans aucune exception et sans la moindre exagération. Ce résultat est atteint. Les capitalistes ne peuvent rien passer sous silence ni dissimuler ; c'est pourquoi ils exploitent surtout nos erreurs économiques et notre faiblesse. La lutte est transportée sur ce terrain à l'échelle mondiale. Menons cette tâche à bien, et alors nous aurons gagné à l'échelle internationale, de façon sûre et définitive. Aussi les questions de l'édification économique revêtent-elles pour nous une importance exceptionnelle. Nous devons remporter la victoire sur ce front par une avance, une progression lente et graduelle (nous ne saurions le faire rapidement) mais sans défaillance. Et il me semble qu'à l'issue des travaux de notre conférence, nous avons, en tout cas, atteint à coup sûr cet objectif. (A p p l a u d i s s e m e n t s.)

Publié le 2 juin 1921 dans le n° 119 de la « Pravda »

Conforme au texte de la « Pravda »

DISCOURS SUR LES ORGANISMES ECONOMIQUES LOCAUX, PRONONCE A LA REUNION DU COMITE EXECUTIF CENTRAL DE RUSSIE LE 30 MAI 1921 [94]

Camarades, il me reste fort peu de choses à ajouter à ce qu'a dit le camarade Ossinski, car le projet initial des Instructions[95] que vous avez en main et l'idée essentielle de ce projet de loi ont déjà été exposés. C'est parce que cette question comporte des détails, de la fixation desquels dépend en réalité tout le fond de l'affaire, qu'il a été décidé de ne pas se borner à l'examen de cette question au Conseil du Travail et de la Défense et au Conseil des Commissaires du Peuple, mais de la soumettre à la conférence du parti, qui a approuvé les Instructions dans leur principe, et à l'organisme législatif suprême, la session du Comité exécutif central de Russie. Il faut que les militants locaux vérifient attentivement les modalités d'application de cette loi, il est possible qu'il faille instituer au début toute une série de règles complémentaires.

Il faut que cette mesure ne puisse en aucun cas se transformer en une source supplémentaire de bureaucratie. Cela n'est sans doute pas tout à fait exclu, si nous nous mettions à recevoir une quantité excessive de comptes rendus, ou si leur rédaction ne garantissait pas la possibilité de les contrôler. Ici, camarades, il faut réfléchir aux façons de rédiger les comptes rendus, et peut-être jugerez-vous bon d'élire une commission spéciale qui, s'inspirant des remar-

ques qui seront faites ici, et munie des instructions et des directives que vous donnerez, soumettra la question à une discussion définitive. Pour l'instant, il existe une documentation abondante à ce sujet. Naturellement, si l'on présente des comptes rendus, ce ne sont pas seulement les organismes économiques, mais aussi les commissariats du peuple qui doivent le faire, je veux dire ceux qui, sans être des commissariats économiques, n'en sont pas moins étroitement en rapport avec le travail économique. Un des objectifs principaux de la publication de ces comptes rendus, c'est de les mettre à la portée de la masse sans-parti et de la population en général. Nous ne pouvons pas y arriver par une distribution massive, par une publication massive de ces comptes rendus, mais uniquement en les concentrant dans les bibliothèques. Et puisqu'il en est ainsi, il faut fixer un mode de travail tel que le résumé des comptes rendus, l'essentiel de ce qui intéresse le plus la population, soit obligatoirement imprimé. Les possibilités techniques existent. Avant de prendre la parole, je me suis documenté auprès du représentant de la direction du Papier. Il m'a présenté un compte rendu précis concernant 339 centres de district, attestant que dans chacun d'eux les possibilités d'impression existent, de même que la quantité de papier nécessaire à un compte rendu très succinct. Ce faisant, il comptait que le plus petit centre de district publierait une seule feuille d'imprimerie, naturellement une fois par mois. Une fois par mois, c'est beaucoup trop. Fixerez-vous une fois tous les deux mois, ou tous les quatre, ou peut-être moins souvent encore ? Votre décision s'inspirera des indications des localités. Pour le nombre d'exemplaires, il envisage un millier, et estime que l'on dispose actuellement de la quantité nécessaire de papier. Mille exemplaires offriraient la possibilité de distribuer ces comptes rendus à chaque bibliothèque de district au moins et, par conséquent, la possibilité pour tous ceux qui s'y intéressent, notamment la masse sans-parti, d'en prendre connaissance. Bien entendu, l'affaire devra d'abord être réalisée à titre d'expérience ; il est impossible naturellement de certifier qu'elle réussira tout de suite et qu'elle sera exempte de défauts.

Pour terminer mon petit additif, je tiens à souligner un point. Une des tâches actuelles les plus importantes, c'est

de faire participer largement les sans-parti au travail et d'arriver à ce que, effectivement, outre les membres du parti et, en tout cas, outre les membres de chaque administration, la masse la plus large possible de sans-parti soit intéressée au travail et amenée à y participer. Il nous a semblé qu'il était impossible de le faire autrement qu'en publiant les comptes rendus ou du moins leur partie essentielle. Certaines administrations fournissent des comptes rendus très complets. Tout ce que nous savions jusqu'à présent sur cette question prouve qu'il est des administrations locales fonctionnant à la perfection. En tout cas, le travail local fournit constamment la matière à un état d'esprit assez tonique. Ce qui nous manque réellement, c'est l'aptitude à utiliser largement les meilleurs exemples (nous n'en avons pas beaucoup), pour en faire des modèles obligatoires pour tous. Nos organes de presse ne mettent pas en valeur ces administrations vraiment exemplaires et leur expérience pratique. La publication des comptes rendus accessibles à l'entendement de larges masses de la population et concentrés dans chaque bibliothèque de district, doit servir, à condition de réunir convenablement des conférences de sans-parti, à entraîner des masses plus larges au travail d'édification économique. Un grand nombre de résolutions ont été adoptées en ce sens. Il y a eu quelques réalisations, par-ci par-là. Mais ce qui se fait à l'échelle de toute la Russie est loin d'être suffisant, c'est hors de doute. Cependant, de cette façon nous stimulerons les administrations et nous ferons en sorte que chaque militant quelque peu responsable de l'édification locale aura la possibilité de porter son expérience, avec précision et netteté, et sous sa signature, à la connaissance du centre, et de la mettre en évidence. C'est sans doute ce qui nous manque le plus actuellement.

Quant à la question de savoir comment nous organiserons ensuite la synthèse et l'étude de ces comptes rendus et leur utilisation dans les conférences et les congrès et par les administrations, cela dépendra des indications fournies par l'expérience. Le plus important maintenant, compte tenu de l'expérience dont disposent les militants locaux, c'est de ratifier ce décret et d'en permettre l'application à titre d'essai de façon que pour le prochain Congrès de Russie (vers décembre prochain), nous ayons obligatoirement

certains résultats qui montreraient comment cette mesure doit être développée, perfectionnée, modifiée et complétée à partir de l'expérience acquise.

Tel est le bref additif auquel je voudrais me borner pour l'instant.

Publié intégralement pour la première fois en 1922 dans le recueil « I-IV sessions du Comité exécutif central de Russie (VIII^e législature). Compte rendu sténographique». Moscou

Conforme au texte du recueil

DISCOURS A LA IIIe CONFERENCE DU RAVITAILLEMENT DE RUSSIE LE 16 JUIN 1921 [96]

Camarades, permettez-moi tout d'abord de saluer votre conférence, à la fois au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité central du P.C.R.

Bien entendu, camarades, nous comprenons tous pourquoi votre conférence doit faire l'objet d'une attention si particulière non seulement de la part des travailleurs du ravitaillement, mais aussi de tous les militants des Soviets et du parti, de tout l'ensemble du parti et, en général, de tous ceux qui considèrent de façon tant soit peu consciente les destinées de la République soviétique, les problèmes qui se posent à elle. Votre conférence se réunit à un moment d'une importance exceptionnelle, et à cet égard on ne peut en aucune manière la mettre sur le même plan que les conférences ordinaires que vous avez déjà tenues et que vous tiendrez encore plus d'une fois.

L'importance absolument exceptionnelle de votre conférence actuelle s'explique par deux faits. C'est, tout d'abord, une chose imprévue que nous redoutions et qui, pour la seconde fois en deux ans, livre le pays à un désastre extrêmement dangereux : sommes-nous entrés dans une période de plusieurs années de sécheresse, comme on nous le prédit depuis deux ans ? Nous ne le savons pas encore, mais ce qui est clair désormais et ouvre devant nous la perspective d'un danger énorme, c'est que, cette année encore, nous connaîtrons dans de vastes régions une grave disette de céréales et de fourrage. Je ne m'arrêterai pas maintenant sur l'éten-

due de la zone qui, selon les renseignements en notre possession concernant les céréales et les fourrages, est actuellement victime de la mauvaise récolte. En tout cas, elle est très vaste. En tout cas, nous avons déjà sous les yeux un tableau montrant qu'il y aura dans toute une série de provinces un déficit énorme de l'impôt en nature ; qu'en outre, dans toute une série de provinces, la population va se trouver dans une situation sans issue, accablée par des difficultés inouïes, et que les travailleurs du ravitaillement, au lieu d'y prélever une certaine quantité d'excédents pour nourrir l'armée, la classe ouvrière et l'industrie, devront aider ces provinces, assister les gens frappés par la famine. Les tâches qui reviennent ainsi aux travailleurs du ravitaillement accroissent au-delà de tous nos calculs le fardeau qui vous incombe. C'est le premier fait.

Le second, qui apparaît un peu moins inattendu, c'est la phase de transition, le tournant qui s'opère dans toute la politique du ravitaillement. C'est la première fois que nous entreprenons une campagne du ravitaillement, c'est la première fois que nous nous apprêtons à faire le bilan de l'expérience des travailleurs locaux dans le domaine du ravitaillement et à réaliser les tâches qui incombent aux travailleurs du ravitaillement à un moment où a lieu un changement radical dans la politique du ravitaillement, où le pouvoir soviétique a dû modifier non seulement cette politique, mais aussi, à bien des égards, les bases mêmes de sa politique économique, à un moment où la situation exceptionnellement difficile de la paysannerie l'année passée, puis l'impossibilité de relever rapidement la grande industrie nous ont obligés à orienter tout le travail de l'Etat sur une voie nouvelle.

Tenir compte de la nécessité de faire état de la situation difficile du pays, de l'impossibilité de relever rapidement la grande industrie, cela veut dire prendre ses dispositions afin de sortir coûte que coûte et à n'importe quel prix la petite économie paysanne de sa situation critique, pour l'amener à une situation acceptable ; relever pour cela la petite industrie, l'industrie locale, et se résoudre dans ce domaine à des mesures qui, en renforçant dès maintenant la petite économie, lui ouvriront le circuit local et élargiront ainsi le champ d'application du capital, ce qui donnera une orien-

tation nouvelle à tout le pouvoir soviétique, à ses bases mêmes et à toute sa politique économique.

Vous savez prafaitement quels efforts il nous a fallu à tous, et à vous, au premier chef, pendant trois ans, pour consolider un tant soit peu l'appareil du ravitaillement et le rendre apte à accomplir un minimum de tâches, ne serait-ce que les plus indispensables. Point n'est besoin de vous dire par conséquent, à vous qui avez observé et vécu cela de près, en contact direct, ce qu'est cette tâche : remanier rapidement tout le travail et l'organiser d'une façon nouvelle, ce qui veut dire s'accommoder d'une situation qui doit encore être mise à l'épreuve tout en cherchant à obtenir une quantité plus grande de denrées alimentaires. Vous savez cela vous-mêmes. D'année en année, malgré les difficultés effroyables, inouïes et parfois inhumaines de la guerre civile, la politique du ravitaillement a donné des résultats tangibles et évidents pour tous, résultats qui s'amélioraient et s'élevaient beaucoup plus rapidement que n'eût pu le prouver le bilan pratique de n'importe quel autre domaine du travail soviétique. Mais vous savez aussi sans doute que, bien que nous ayons porté les stockages de 110 millions la première année à 280 millions et plus, grâce aux efforts intenses des travailleurs du ravitaillement, vous savez tous parfaitement que cela est insuffisant.

Nous lançons pour la première fois une grande campagne du ravitaillement, alors qu'il n'y a pas de troupes de gardes blancs ni de hordes ennemies sur le territoire de la R.S.F.S.R. Mais, cette affirmation aussi doit être assortie de certaines réserves : à l'exception d'une intervention que les Japonais ont engagée dans la République d'Extrême-Orient ; c'est-à-dire, encore une fois, en cette première année où nous pouvons dire que, somme toute, nous en avons fini avec la guerre civile, il devient immédiatement clair pour chacun que nous sommes encerclés par la bourgeoisie internationale à qui l'Armée Rouge a infligé une rude leçon, mais qui n'a nullement mis un terme à ses tentatives pour renouveler l'invasion, sous une forme ouverte ou cachée, systématique ou par à-coups, à la première occasion favorable. De sorte que sur ce plan non plus nous ne sommes en aucune manière entièrement couverts. Mais vous savez en outre que la transition même de la guerre à l'économie, cette tran-

sition dont nous avons parlé si longuement et à laquelle nous avons consacré plusieurs conférences et congrès du parti, cette transition en elle-même, simplement en tant que telle, a entraîné de nouvelles et énormes difficultés. En effet, avec un appareil mis en pièces et des transports désorganisés, la transition de l'ancienne grande armée postée en formation de combat aux frontières, à l'armée du temps de paix, a comporté des difficultés énormes ; sans doute, les avons-nous surmontées pour la plus grande part, malgré cela, toutes les personnes compétentes ont la certitude qu'il en subsiste encore une quantité non négligeable.

Voilà pourquoi je dis que l'importance de l'actuelle conférence du ravitaillement est absolument exceptionnelle, qu'elle doit résoudre des questions qui ne sont pas uniquement et spécialement du ressort du ravitaillement, et que la république a maintenant besoin de votre attention et de vos efforts non seulement en votre qualité de travailleurs du ravitaillement, d'hommes à qui le pouvoir soviétique a confié la tâche si importante de ravitailler la population : cela ne suffit pas. Ce qu'on exige de vous, militants du parti, c'est de tendre vos efforts afin de remplir toute une série de missions qui ne sont qu'esquissées sous la forme des directives et des décisions prises par les organismes supérieurs du pouvoir soviétique et par l'organisation du parti. Vous savez bien vous-mêmes comme il y a loin d'une décision générale et de directives générales à l'incarnation pratique dans quelque chose de concret ; vous savez que cela constitue un énorme fardeau dont les militants doivent se charger afin d'appliquer avec succès ces directives de principe, de telle sorte qu'elles ne restent pas inscrites sur le papier, ce qui, malheureusement, n'est pas si rare en Russie soviétique.

Je voudrais rappeler la décision de la dernière conférence du parti, qui s'est spécialement penchée sur la question de la nouvelle politique économique[97]. La conférence a été réunie d'urgence afin de persuader à fond tous les camarades que cette politique, ainsi qu'on l'a dit à la conférence, a été décidée sérieusement et pour longtemps et qu'il n'y aura à l'avenir aucune hésitation à ce sujet. Des hésitations, il y en a eu pas mal, ainsi que des incertitudes. Et voilà que la conférence du parti, organisme suprême du parti gouvernemental, dirigeant le pouvoir de la classe ouvrière,

souligne l'importance que revêt la collecte d'un grand fonds de vivres de 400 millions de pouds. Elle souligne que toute la politique du ravitaillement, l'autorisation du commerce libre dans des proportions considérables, vise à créer un grand fonds de vivres, de grandes réserves d'Etat. Sans cela, il ne peut y avoir ni relèvement de la grosse industrie, ni rétablissement de la circulation monétaire, et tout socialiste comprend que sans le relèvement de la grosse industrie, seule base effective, il ne peut être question d'édifier le socialisme.

La ruine du pays est inouïe. Même autrefois, avant la guerre impérialiste, il était plus arriéré que les autres ; après la guerre, il s'est trouvé ruiné plus que les autres et de plus, pendant trois ans, il a supporté le terrible fardeau de la guerre contre la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers. Les pays vaincus auxquels la Russie peut être comparée, comme la Serbie et l'Autriche, où l'industrie n'est pas moins ruinée qu'en Russie, et parfois davantage, ces pays sont dans une situation absolument désespérée, absolument sans issue. En comptant sur l'aide de la bourgeoisie, puisqu'ils ne sont pas entrés en guerre contre elle, ils sont doublement écrasés : par la famine, la ruine et la misère, comme nous, et aussi parce qu'ils se rendent compte de leur impuissance, qu'ils ont misé sur la bourgeoisie et périssent sans chances d'être soutenus. Quant à nous, malgré toutes les difficultés inouïes, nous voyons et nous avons clairement conscience, et les masses ouvrières et paysannes le voient clairement que, malgré les difficultés inouïes, des forces nouvelles apparaissent. Chaque difficulté a fait monter des forces nouvelles, surgir de nouvelles sources d'énergie, a tracé de nouveaux chemins. Le travail de ces forces nous a démontré que nous avançons, avec une lenteur excessive certes, et que nous surmontons quand même les difficultés, parfois au prix de souffrances incroyables. On se rend de mieux en mieux compte que des rapports économiques sont en train de s'édifier sur des bases entièrement nouvelles et que la classe ouvrière, si grandes que soient ses souffrances, résout tous les problèmes sans l'aide des capitalistes, pas à pas et jour après jour, marche contre eux et conquiert l'une après l'autre ses positions.

Voilà, camarades, ce qui constitue à mon sens le fond, la signification et le bilan des décisions de la conférence du

parti. Et par là je voudrais surtout souligner à quel point cette conférence aujourd'hui n'est pas seulement une conférence de spécialistes, mais une conférence de responsables du parti et des Soviets, appelés à modeler dans la pratique les formes nouvelles de la politique économique et à jeter les fondations de tout l'édifice soviétique, dans des conditions d'une extrême difficulté.

Il faut œuvrer de deux manières : avec l'impôt, d'une part, et l'échange des marchandises, de l'autre. L'impôt a été fixé, dans l'hypothèse d'une récolte moyenne, à 240 millions de pouds, chiffre insuffisant même pour nourrir maigrement les effectifs militaires indispensables et les entreprises industrielles absolument indispensables. Collecter ce montant intégralement à 100%, non seulement en raison de la disette qui nous menace, mais même d'une façon générale, représente une tâche d'une difficulté énorme.

Je n'ai pas sous la main les chiffres précis illustrant la façon dont, au cours de nos trois années d'expérience, a évolué dans chaque région l'indice de réalisation de nos plans et de nos objectifs dans le domaine du ravitaillement. Mais ce que chacun sait, c'est que l'appareil créé grâce à nos efforts communs a été meilleur que dans bien d'autres commissariats du peuple, et que nous assistons ici à une élévation constante de sa capacité de travail. Et je crois irréfutable le fait que cette année, où une grande attention a été consacrée à ce travail,nous accroîtrons l'indice de réalisation des objectifs dont la république nous a chargés. Nous devons les réaliser, sinon à 100, du moins à près de 100%, et nous le pouvons, même en tenant compte des difficultés que la menace de disette nous a imposées. Peut-être le manque à collecter se chiffrera-t-il par dizaines de millions de pouds, peut-être, ce déficit serait-t-il équilibré par le surplus que promettent de livrer les zones où la récolte a été particulièrement bonne.

La récolte, camarades, ne tient aucun compte des qualités de l'appareil du ravitaillement, et elle ne nous a pas fait le plaisir d'être particulièrement bonne là où l'appareil du ravitaillement est particulièrement bon. Si l'on regarde la carte des perspectives de la récolte, on s'aperçoit que les zones de la R.S.F.S.R. et des autres républiques sœurs voisines où la récolte s'annonce particulièrement bonne ou

supérieure à la moyenne sont justement celles où l'appareil du ravitaillement n'est nullement supérieur à la moyenne, mais plutôt inférieur. Il va falloir envisager avec une énergie particulière le transfert des forces de l'appareil du ravitaillement ; or, nous connaissons peu de gens possédant une formation et une expérience suffisantes et qui, installés à leur nouveau poste, s'y adapteraient immédiatement et feraient rapidement progresser le travail. C'est une tâche qui requiert une attention sans cesse renouvelée.

L'objectif le plus important, que la conférence du parti a mis au premier plan et au sujet duquel le dernier Congrès a pris une décision, c'est l'échange des marchandises. Cette question est celle qui retient le maximum d'attention et de soins de tous ceux qui à Moscou sont placés au centre de l'activité soviétique et de l'activité générale du parti. A quel point avons-nous réussi à nous y préparer, qu'a-t-il été fait pratiquement dans ce domaine, quels éléments de ces plans se sont-ils réalisés ? C'est une question que vous devrez être les premiers à résoudre, après avoir pris concrètement connaissance de la situation. Ici, c'est la confrontation de vos expériences et leur bilan qui auront une importance particulièrement grande, une importance essentielle.

La chose est nouvelle, elle exige un transfert de forces encore plus grand. Elle exige autre chose que ce qui était demandé précédemment à l'appareil du ravitaillement : une machine plus ou moins uniforme, fonctionnant au mieux et ayant pour tâche de collecter une quantité déterminée de vivres, et voilà tout. Non, ici il faut tenir compte de la différence des localités, de la différence des besoins en marchandises, de la différence des contreparties. Il faut s'adapter à autre chose que ce qu'exige le pouvoir soviétique et que l'appareil soviétique peut réaliser. Vous devez vous adapter aux conditions économiques d'existence des petits agriculteurs, vous devez savoir ce qui leur fait défaut, quels besoins sont couverts. Vous avez lutté contre les petits trafiquants, contre le commerce qui circonvient les règlements de l'Etat. Maintenant encore, vous devez poursuivre la lutte. Mais, pour réaliser l'échange des marchandises et ne pas être battus par le marché libre, pour ne pas être battus par ce commerce libre, nous devons bien le connaître,

rivaliser avec lui et le battre avec ses propres atouts, avec ses propres armes ; pour cela il faut le connaître.

Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas les vieilles méthodes bureaucratiques, mais faire état des conditions du commerce, il nous faut leur connaissance exacte, l'aptitude à tenir compte rapidement de tous les changements. Pour cela, il nous faut un transfert rapide du ravitaillement comme des objets à échanger sur le vaste territoire de la R.S.F.S.R. D'immenses difficultés sont en perspective. Mais c'est là la base de toute la nouvelle politique économique aussi longtemps que nous n'aurons pas relevé entièrement la grosse industrie, et cette période peut s'échelonner sur une dizaine d'années au bas mot ; et, pour cette période, nous devons pratiquer des formes de rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre ces deux classes uniques, formes sur la base desquelles nous devons bâtir notre économie, nous devons créer entre ces classes une alliance susceptible de satisfaire les deux parties sur le plan économique, une alliance qui considérerait le petit paysan comme un petit paysan, aussi longtemps que nous ne pourrons pas lui offrir tous les produits de la grande industrie.

Il faut tenir compte du petit propriétaire qui vend ses excédents ; il faut aussi tenir compte du fait que la population urbaine, les ouvriers doivent améliorer leur situation. Sans cela, nous ne réussirons pas dans la poursuite de notre œuvre d'édification qui consolidera le passage au socialisme à un point tel que le retour en arrière ne sera plus possible. Voilà pourquoi l'échange des marchandises est actuellement la question majeure de toute notre politique économique. C'est à cela qu'il vous faudra travailler, à la fois en votre qualité de spécialistes du ravitaillement et de l'économie, de collaborateurs des coopératives. Voilà ce qu'attend de vous le pouvoir soviétique, voilà ce qu'attendent de vous le parti et toute la république, parce que de votre attitude face à l'égard de ce travail, de votre succès dépend l'enjeu principal de toute la République des Soviets, de toute l'édification socialiste actuelle.

Camarades, je dois signaler en conclusion qu'une tâche particulière se pose à votre conférence : prendre en considération le problème posé en mai au Bureau politique du C.C. du parti et résolu, après discussion au C.C., au

Congrès des syndicats de Russie. Il s'agit d'aborder, aussi prudemment et graduellement qu'il convient, mais immédiatement toutefois, le problème de l'expérimentation de l'approvisionnement collectif. Des défauts sont apparus dans notre mode de répartition des vivres, et cela ne peut plus durer. La répartition des vivres que nous avons instituée sur la base des principes égalitaires a créé un nivellement, parfois nuisible à l'accroissement de la production. Il faut qu'avec les excédents de blé qu'elle collecte, la république entretienne uniquement ce qui est nécessaire à la production. Nous ne pouvons pas entretenir toutes nos entreprises industrielles, et d'ailleurs nous n'en avons pas besoin: ce serait du gaspillage. Nous ne pouvons pas relever toute la grosse industrie ; donc, il faut sélectionner les entreprises les mieux équipées qui promettent une grande productivité, et n'entretenir que celles-ci.

Les travailleurs du ravitaillement ne peuvent pas se contenter de raisonner ainsi : nous recevrons tant de millions de pouds et nous les répartirons suivant telles normes, ne serait-ce qu'avec les mêmes cartes de rationnement, et c'est tout ; le reste ne me concerne pas. Unifier l'activité de tous les commissariats du peuple économiques est à l'ordre du jour. Non pas seulement ce qui concerne directement les travailleurs du ravitaillement, mais toute la somme de l'activité économique : voilà ce qui doit intéresser tout ravitailleur conscient. On exige de lui davantage.

Il ne faut pas être uniquement un travailleur du ravitaillement. Il faut être un économiste et apprécier chaque étape successive du travail en liaison avec l'activité de tous les commissariats du peuple économiques, et tous leurs résultats.

Lorsqu'il s'agit de la répartition des vivres, on ne doit pas penser qu'il faut répartir uniquement d'une façon équitable : on doit penser que cette répartition est une méthode, un outil, un moyen servant à augmenter la production. Il est indispensable que l'Etat n'assure le ravitaillement qu'aux employés qui sont réellement nécessaires dans les conditions de productivité maximum, et si la répartition des denrées alimentaires est un instrument de la politique, que ce soit pour réduire le nombre de ceux qui ne sont pas absolument nécessaires et encourager ceux qui le sont effecti-

vement. Si la répartition est un instrument de la politique de relèvement industriel, il est indispensable d'entretenir les entreprises qui sont, pour l'instant, effectivement nécessaires, et de ne pas entretenir, sans conteste, celles dont nous n'avons pas besoin actuellement, afin de réaliser une économie de combustible et de denrées alimentaires. De ce point de vue, notre gestion économique a offert des défauts énormes pendant de nombreuses années. A présent, il faut les corriger.

Vous voyez que plus on va au fond des choses et plus se déploie le réseau des objectifs qui se posent à votre conférence du ravitaillement. J'espère toutefois que personne parmi vous ne reculera devant la difficulté de ces tâches et qu'au contraire les tâches peu ordinaires qui se posent à vous, comme aux responsables des Soviets et du parti, susciteront en vous une énergie nouvelle qui vous permettra de les mener à bien. L'expérience du travail dans les autres commissariats du peuple peut montrer nettement qu'il est absolument nécessaire de combiner le travail des Soviets et celui de parti. Si les travailleurs du ravitaillement ont pu remplir toute une série de missions à l'ordre du jour dans des conditions extraordinairement difficiles, c'est uniquement parce qu'ils ont dû employer des moyens qui n'étaient pas toujours usuels, des mesures d'urgence, des méthodes du travail de choc et de formation de combat, une activité inhabituelle à la fois pour les administrations soviétiques et les organismes du parti. Je le répète, c'est la base fondamentale de notre politique économique qui constitue l'objectif principal de votre conférence du ravitaillement. C'est de ce côté que doit se porter toute votre attention.

En conclusion, permettez-moi d'exprimer l'assurance qu'en unissant nos forces dans la direction que nous suivons, nous parviendrons à consolider les bases d'une politique économique efficace, qui fondera l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, les deux classes principales sur lesquelles repose le pouvoir soviétique, l'alliance économique qui seule pourra garantir le succès de toute notre édification socialiste. (Vifs applaudissements.)

« Pravda » n^os 133 et 134, 22 et 23 juin 1921

Conforme au texte de la « Pravda »

IIIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE [98]
22 JUIN-12 JUILLET 1921

Première publication intégrale des « Thèses du rapport sur la tactique de P.C.R. présenté au IIIe Congrès de l'Internationale communiste» en 1921, en brochure ; discours et rapport, en 1922, dans l'ouvrage : « Le Troisième Congrès mondial de l'Internationale Communiste. Compte rendu sténographique » Pétrograd

Les « Thèses» sont conformes au manuscrit ; le discours sur la question italienne, le discours en faveur de la tactique de l'Internationale communiste et le rapport sur la tactique du P.C.R. sont conformes au texte de l'ouvrage mentionné

1

THESES DU RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU P.C.R. PRESENTE AU IIIe CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(AVANT-PROJET)

1. LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA R.S.F.S.R

La situation internationale de la R.S.F.S.R. est caractérisée en ce moment par un certain équilibre qui, pour extrêmement instable qu'il soit, n'en a pas moins créé une conjoncture originale dans la politique mondiale.

Cette originalité est que, d'une part, la bourgeoisie internationale, remplie d'hostilité et de haine furieuses contre la Russie soviétique, est prête à tout moment à se jeter sur elle pour l'étrangler. D'autre part, toutes les tentatives d'intervention militaire qui ont coûté à cette bourgeoisie des centaines de millions de francs, se sont soldées par un échec complet, ceci, bien que le pouvoir soviétique fût moins fort qu'aujourd'hui, et que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes russes eussent des armées entières sur le territoire de la R.S.F.S.R. Dans tous les pays capitalistes l'opposition à la guerre contre laRussie soviétique s'est accentuée à l'extrême, alimentant le mouvement révolutionnaire du prolétariat et gagnant de très larges masses de la démocratie petite-bourgeoise. Les querelles d'intérêt entre les différents pays impérialistes se sont aggravées et s'aggravent chaque jour davantage. Le mouvement révolutionnaire se développe avec une vigueur remarquable parmi les centaines de millions d'opprimés de l'Orient. Toutes ces conditions ont fait que l'impérialisme international, quoique bien plus

fort que la Russie soviétique, a été incapable de l'étrangler ; il a dû momentanément la reconnaître ou la reconnaître seulement à moitié, passer des traités de commerce avec elle.

Il en est résulté un équilibre extrêmement précaire, extrêmement instable, il est vrai, mais qui cependant permet à la République socialiste, pas pour longtemps, bien entendu, d'exister au milieu de l'encerclement capitaliste.

2. LE RAPPORT DES FORCES DE CLASSE A L'ECHELLE INTERNATIONALE

Devant cet état de choses, le rapport des forces de classe à l'échelle internationale s'est établi comme suit :

La bourgeoisie internationale n'ayant pas la possibilité de faire la guerre ouvertement à la Russie soviétique, se tient dans l'expectative, à l'affût d'un moment favorable où les circonstances lui permettront de relancer la guerre.

Partout, dans les pays capitalistes avancés, le prolétariat a déjà formé son avant-garde, les partis communistes qui grandissent et s'acheminent sans discontinuer vers la conquête de la majorité prolétarienne dans chaque pays, en détruisant l'influence des vieux bureaucrates trade-unionistes et de l'aristocratie ouvrière d'Amérique et d'Europe, corrompue par les privilèges impérialistes.

Dans les pays capitalistes, la démocratie petite-bourgeoise, dont l'avant-garde est représentée par la II^e^ Internationale et l'Internationale $2^1/_2$, constitue à l'heure actuelle le principal soutien du capitalisme, car son influence s'exerce encore sur la majorité ou une partie considérable des ouvriers et employés de l'industrie et du commerce qui craignent, si la révolution éclate, de perdre leur bien-être petit-bourgeois relatif, fondé sur les prérogatives dispensées par l'impérialisme. Cependant la crise économique croissante aggrave partout la situation des larges masses; cette circonstance, ajoutée au fait de plus en plus évident que les nouvelles guerres impérialistes sont inévitables avec le maintien du capitalisme, rend le dit soutien de plus en plus précaire.

Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, qui forment l'immense majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du

XXe siècle, notamment par les révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-1918 et le pouvoir soviétique en Russie font définitivement de ces masses un facteur actif de la politique mondiale et de la destruction révolutionnaire de l'impérialisme, bien que la petite bourgeoisie instruite d'Europe et d'Amérique, y compris les chefs de la IIe Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$, s'obstinent à ne pas le remarquer. Les Indes britanniques ont pris la tête de ces pays ; la révolution y monte, d'une part, à mesure que le prolétariat industriel et ferroviaire devient plus nombreux, et d'autre part, à mesure que les Anglais exercent une terreur plus féroce, multipliant les massacres (Amritsar[99]), les fustigations publiques, etc.

3. LE RAPPORT DES FORCES DE CLASSE EN RUSSIE

La situation politique intérieure de la Russie soviétique est caractérisée par le fait que, pour la première fois dans l'histoire mondiale, nous n'y voyons exister, depuis un certain nombre d'années, que deux classes : le prolétariat qui a été éduqué pendant des dizaines d'années par une grosse industrie mécanique, très jeune, mais moderne toutefois, et la petite paysannerie qui forme l'énorme majorité de la population.

Les gros propriétaires terriens et les capitalistes n'ont pas disparu en Russie, mais ils ont été entièrement expropriés, politiquement battus en tant que classe dont les vestiges se cachent parmi les employés des administrations publiques du pouvoir soviétique. Ils ont conservé leur organisation de classe à l'étranger : c'est l'émigration qui compte probablement de 1,5 à 2 millions d'hommes, dispose de plus de cinquante quotidiens appartenant à tous les partis bourgeois et « socialistes » (c'est-à-dire petits-bourgeois), des restes d'armée, et entretient des relations étendues avec la bourgeoisie internationale. Ces émigrés travaillent de toutes leurs forces et par tous les moyens à détruire le pouvoir soviétique et à restaurer le capitalisme en Russie.

4. LE PROLETARIAT ET LA PAYSANNERIE EN RUSSIE

Devant une telle situation intérieure, la tâche essentielle du prolétariat de Russie, en tant que classe dominante, est de bien définir et d'appliquer les mesures propres à guider la paysannerie, de s'allier solidement à elle, pour arriver par une longue suite de transitions graduelles à la grosse agriculture collective mécanisée. Cette tâche est singulièrement difficile en Russie, car notre pays est arriéré, et, de plus, entièrement ruiné par sept années de guerre impérialiste et de guerre civile. Mais, même abstraction faite de cette particularité, cette tâche est une des plus difficiles des tâches d'édification socialiste qui se poseront à tous les pays capitalistes, à l'exception peut-être de l'Angleterre. Mais, même pour ce pays, il ne faut pas oublier que si la classe des petits fermiers cultivateurs y est très peu nombreuse, en revanche, il y a un pourcentage extrêmement élevé d'ouvriers et d'employés qui mènent une existence petite-bourgeoise grâce à l'esclavage auquel sont pratiquement réduits des centaines de millions d'hommes des colonies « appartenant » à l'Angleterre.

Aussi, du point de vue du développement de la révolution prolétarienne mondiale, considérée comme un processus d'ensemble, la signification de l'époque que traverse la Russie est d'expérimenter et vérifier la politique menée par le prolétariat au pouvoir à l'égard de la masse petite-bourgeoise.

5. L'ALLIANCE MILITAIRE DU PROLETARIAT ET DE LA PAYSANNERIE DE LA R.S.F.S.R.

La période 1917-1921 est à la base des rapports justes entre le prolétariat et la paysannerie en Russie soviétique, époque à laquelle l'invasion des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, épaulés par toute la bourgeoisie mondiale et tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et menchéviks) a créé, affermi et cristallisé l'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie pour défendre le pouvoir soviétique. La guerre civile est la forme la plus critique de la lutte de classes; or, plus cette lutte est critique, et plus vite disparaissent dans ses

flammes toutes les illusions et tous les préjugés petits-bourgeois, plus la réalité montre avec évidence même aux couches paysannes les plus arriérées que seule la dictature du prolétariat peut les sauver ; que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ne sont en fait que les serviteurs des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Mais si l'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie à été, et ne pouvait manquer d'être la première forme de leur solide alliance, elle n'aurait pu tenir même quelques semaines sans une certaine alliance économique de ces deux classes. Le paysan recevait de l'Etat ouvrier toute la terre, il était protégé contre le hobereau, contre le koulak; les ouvriers recevaient des paysans des produits agricoles à titre de prêt, en attendant que la grosse industrie soit relevée.

6. L'ETABLISSEMENT DE RAPPORTS ECONOMIQUES NORMAUX ENTRE LE PROLETARIAT ET LA PAYSANNERIE

L'alliance des petits paysans et du prolétariat ne pourra devenir absolument normale et stable du point de vue socialiste que le jour où les transports et la grande industrie, parfaitement rétablis, permettront au prolétariat de fournir aux paysans en échange des produits agricoles, tous les objets industriels dont ils ont besoin pour eux-mêmes et pour améliorer leurs exploitations. Etant donné la ruine immense du pays, il nous était absolument impossible d'y arriver d'un seul coup. Les réquisitions étaient la mesure la plus accessible à un Etat insuffisamment organisé, pour pouvoir tenir en livrant une guerre incroyablement dure contre les grands propriétaires fonciers. La mauvaise récolte et la disette de fourrages de 1920 ont particulièrement aggravé la misère déjà si dure des paysans, et rendu absolument nécessaire le passage immédiat à l'impôt en nature.

Un impôt en nature modéré permet tout de suite d'améliorer sensiblement la situation des paysans qui, d'autre part, ont intérêt à augmenter les emblavures et à améliorer la culture.

L'impôt en nature marque le passage des réquisitions de tous les excédents de blé du paysan, à l'échange socialiste normal des produits entre l'industrie et l'agriculture.

7. A QUELLES CONDITIONS ET POURQUOI LE POUVOIR DES SOVIETS ADMET LE CAPITALISME ET LE SYSTEME DES CONCESSIONS

Bien entendu, l'impôt en nature assure au paysan la liberté de disposer des excédents restant après qu'il a acquitté l'impôt. Comme l'Etat n'est pas à même de fournir au paysan les produits de l'usine socialiste en échange de tous ces excédents, la liberté de vendre ces excédents équivaut nécessairement à la liberté de développer le capitalisme.

Cependant, dans les limites indiquées, cela ne présente aucun danger pour le socialisme, tant que les transports et la grande industrie demeurent entre les mains du prolétariat. Au contraire, le développement du capitalisme, contrôlé et réglé par l'Etat prolétarien (c'est-à-dire du capitalisme « d'Etat » pris dans ce sens) est avantageux et indispensable (bien entendu dans une certaine mesure seulement) dans un pays de petits paysans, ruiné et arriéré à l'extrême, puisque ce développement est susceptible de hâter l'essor *immédiat* de l'agriculture paysanne. Cela est d'autant plus valable pour les concessions : sans procéder à aucune dénationalisation, l'Etat ouvrier cède à bail telles mines, tels secteurs forestiers, tels puits de pétrole, etc., aux capitalistes étrangers qui lui fourniront un supplément d'outillage et de machines permettant d'accélérer le rétablissement de la grande industrie soviétique.

En remettant aux concessionnaires une partie de ces précieuses ressources, l'Etat ouvrier paye sans nul doute tribut à la bourgeoisie mondiale ; sans nullement chercher à estomper ce fait, nous devons bien comprendre que nous avons avantage à verser ce tribut, puisqu'il nous permettra de rétablir plus vite notre grande industrie et d'améliorer sensiblement la situation des ouvriers et des paysans.

8. LES SUCCES DE NOTRE POLITIQUE DU RAVITAILLEMENT

La politique du ravitaillement pratiquée par la Russie soviétique de 1917 à 1921 a été sans nul doute très rudimentaire et imparfaite ; elle a donné lieu à maints abus. Bien des erreurs ont été commises dans son application. Mais à l'époque elle était somme toute la seule possible. Elle a rempli sa mission historique : elle a sauvé la dictature du pro-

létariat dans un pays ruiné et arriéré. Il est indiscutable qu'elle s'est peu à peu perfectionnée. Pendant notre première année de plein pouvoir (1. VIII. 1918-1. VIII. 1919), l'Etat a collecté 110 millions de pouds de blé ; dans la seconde, 220; dans la troisième, plus de 285 millions.

Aujourd'hui, forts de l'expérience acquise, nous nous proposons d'obtenir et comptons collecter 400 millions de pouds (l'impôt en nature étant de 240 millions de pouds). Seule la possession effective de stocks suffisants permettra à l'Etat ouvrier de se tenir fermement sur ses jambes, économiquement parlant, d'assurer le relèvement, lent mais incessant, de la grosse industrie, et de mettre sur pied un système financier adéquat.

9. LA BASE MATERIELLE DU SOCIALISME ET LE PLAN D'ELECTRIFICATION DE LA RUSSIE

La base matérielle du socialisme ne peut être que la grande industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture elle aussi. Mais on ne saurait se borner à ce principe général. Il doit être concrétisé. La grande industrie au niveau de la technique moderne et capable de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification de tout le pays. Nous devions mettre au point scientifiquement le plan d'électrification de la R.S.F.S.R. ; nous l'avons fait. Ces travaux, auxquels ont pris part plus de 200 savants, ingénieurs et agronomes parmi les meilleurs de Russie, sont terminés et exposés dans un ouvrage volumineux et approuvés, dans leurs grandes lignes, par le VIIIe Congrès des Soviets de Russie, en décembre 1920. A l'heure actuelle, la convocation d'un Congrès national des électriciens a été décidée ; il se réunira en août 1921 et examinera de près cet ouvrage, qui sera alors définitivement approuvé par l'Etat. Les travaux de la première tranche sont échelonnés sur dix ans ; ils nécessiteront près de 370 millions de journées de travail.

En 1918, nous avons construit 8 centrales électriques (4 757 kw) ; en 1919, ce chiffre s'est élevé à 36 (1 648 kw) et, en 1920, à 100 (8 699 kw).

Si modeste que soit ce début pour notre immense pays, le travail n'en est pas moins amorcé, il a pris son départ et avance de mieux en mieux. Après la guerre impérialiste,

maintenant qu'un million de prisonniers ont connu la technique moderne en Allemagne, après l'expérience de trois années de guerre civile, dure, mais tonifiante, le paysan russe n'est plus ce qu'il était autrefois. Chaque mois qui passe lui montre avec toujours plus de netteté et d'évidence que seule la direction du prolétariat peut affranchir de l'esclavage capitaliste la masse des petits cultivateurs et les amener au socialisme.

10. LE ROLE DE LA « DEMOCRATIE PURE », DE LA IIe INTERNATIONALE ET DE L'INTERNATIONALE 2½, DES SOCIALISTES-REVOLUTIONNAIRES ET DES MENCHEVIKS, ALLIES DU CAPITAL

Loin de marquer la cessation de la lutte de classes, la dictature du prolétariat en est la continuation sous une forme nouvelle et par des moyens nouveaux. Cette dictature est nécessaire aussi longtemps que les classes sociales subsistent, aussi longtemps que la bourgeoisie renversée dans un seul pays décuple ses attaques contre le socialisme à l'échelle internationale. La classe des petits cultivateurs est forcément sujette à de nombreuses oscillations pendant la période transitoire. Les difficultés de cet état de transition, l'influence de la bourgeoisie provoquent inévitablement, de temps à autre, des hésitations dans l'état d'esprit de cette masse. Le prolétariat, affaibli et jusqu'à un certain point déclassé par la destruction de sa base vitale, la grande industrie mécanique, est chargé d'une mission historique très difficile, en même temps que sublime : tenir bon en dépit de ces oscillations et mener à bien son œuvre d'affranchissement du travail du joug capitaliste.

Politiquement, les flottements de la petite bourgeoisie se traduisent par la politique des partis démocratiques petits-bourgeois, c'est-à-dire des partis affiliés à la IIe Internationale et à l'Internationale 2½, tels que les partis « socialiste-révolutionnaire » et menchévik de Russie. Pratiquement, ces formations, qui possèdent maintenant à l'étranger leurs états-majors et leurs journaux, font bloc avec toute la contre-révolution bourgeoise et la servent fidèlement.

Les chefs sensés de la grande bourgeoisie russe avec en tête Milioukov, chef du parti des « cadets » (« constitu-

tionnels-démocrates »), ont apprécié en termes parfaitement clairs, nets et précis, le rôle de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. A l'occasion de l'émeute de Cronstadt, où l'on a vu les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et les gardes blancs conjuguer leurs efforts, Milioukov s'est prononcé pour le mot d'ordre : « Les Soviets sans les bolchéviks ». En développant cette idée, il écrivait : « Honneur et place » aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks (*Pravda*, n° 64, 1921, citation empruntée aux *Poslédnié Novosti* [100] de Paris), car c'est à eux qu'incombe la mission d'assurer le *premier déplacement* du pouvoir détenu par les bolchéviks. Milioukov, chef de la grosse bourgeoisie, tient parfaitement compte des enseignements de toutes les révolutions, lesquelles ont montré que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de garder le pouvoir, qu'elle n'a jamais servi qu'à masquer la dictature de la bourgeoisie, qu'elle n'a jamais été qu'un échelon conduisant au pouvoir absolu de la bourgeoisie.

La révolution prolétarienne en Russie confirme une fois de plus l'expérience de 1789-1794 et de 1848-1849 ; elle confirme les paroles de Fr. Engels qui, dans une lettre à Bebel, écrivait le 11 décembre 1884 :

« ... La démocratie pure acquierra au moment de la révolution, pour un bref délai, une importance temporaire ...comme dernière ancre de salut de toute l'économie bourgeoise, et même féodale. C'est ainsi qu'en 1848 toute la masse bureaucratique féodale a soutenu, de mars à septembre, les libéraux, afin de tenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires... En tout cas, pendant la crise et au lendemain de celle-ci, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire groupée autour de la démocratie pure ; et c'est ce que l'on ne doit, à mon avis, négliger en aucun cas » (publié en russe dans le journal *Kommounistitcheski Troud* [101], 1921, n° 360 du 9 juin, 1921, article du camarade V. Adoratski: « Marx et Engels à propos de la démocratie ». En allemand, dans le livre de Friedrich Engels : *Testament politique*, Berlin 1920, n° 12. (*Bibliothèque Internationale de la jeunesse*, page 19[102].)

N. Lénine

Moscou, le Kremlin, 13 juin 1921.

2

DISCOURS SUR LA QUESTION ITALIENNE LE 28 JUIN

Camarades, je voudrais répondre principalement au camarade Lazzari. Il a dit : « Citez-nous des faits concrets et non des paroles. » Parfait. Mais, si nous suivons l'évolution de la tendance réformiste et opportuniste en Italie, que sera-ce donc, des paroles ou des faits ? Dans vos discours et dans toute votre politique, vous perdez de vue un fait de grande importance pour le mouvement socialiste italien : c'est que non seulement cette tendance mais aussi le groupe opportuniste et réformiste existent depuis longtemps. Je me rappelle fort bien encore l'époque où Bernstein a commencé sa propagande opportuniste qui s'est achevée par le social-patriotisme, la trahison et la faillite de la IIe Internationale. Depuis, nous connaissons Turati, non seulement de nom, mais aussi par sa propagande au sein du parti italien et du mouvement ouvrier italien, dont il a été le désorganisateur pendant les 20 années qui se sont écoulées. Le manque de temps ne me permet pas d'étudier à fond les documents concernant le parti italien, mais je considère que l'un des plus importants est le compte rendu de la conférence de Turati et de ses amis à Reggio-Emilia [103], publié dans un journal bourgeois italien, je ne me souviens plus si c'est la *Stampa* ou le *Corriere della Sera*. Je l'ai comparé à ce qu'avait publié *L'Avanti !* [104]. N'est-ce point là une preuve suffisante ? Après le IIe Congrès de l'Internationale communiste, au cours du débat avec Serrati et ses amis, nous leur avons exposé ouvertement et en termes précis quelle était selon nous la situation. Nous leur avons déclaré

que le parti italien ne peut pas devenir communiste aussi longtemps qu'il tolère dans ses rangs des hommes comme Turati.

Qu'est-ce donc ? Des faits politiques ou encore des paroles seulement ? Et quand, après le IIe Congrès de l'Internationale communiste, nous avons ouvertement déclaré au prolétariat italien : « Ne vous unissez pas aux réformistes, à Turati », et quand Serrati s'est mis à publier dans la presse italienne une série d'articles contre l'Internationale communiste et qu'il a réuni une conférence spéciale des réformistes, ce sont des paroles ? C'était plus qu'une scission, c'était déjà la fondation d'un nouveau parti. Il fallait être aveugle pour ne pas le voir. Ce document a une importance décisive dans cette question. Tous ceux qui ont participé à la conférence de Reggio-Emilia doivent être exclus du parti : ce sont des menchéviks, non des menchéviks russes, mais des menchéviks italiens. Lazzari a dit : « Nous connaissons la psychologie du peuple italien. » Pour ma part, je n'oserais pas en dire autant du peuple russe, mais peu importe. « Les socialistes italiens comprennent bien l'esprit du peuple italien », a dit Lazzari. C'est possible, je ne discute pas. Mais le menchévisme italien, à en juger par les données concrètes et cette répuganance obstinée à l'extirper, leur est inconnu. Nous sommes obligés de dire : il faut, si affligeant que ce soit, confirmer la résolution de notre Comité exécutif. L'Internationale communiste ne peut pas admettre un parti qui tolère dans ses rangs des opportunistes et des réformistes comme Turati.

« Pourquoi changer le nom du parti ? — demande le camarade Lazzari. — N'est-il pas pleinement satisfaisant ? » Nous ne pouvons pas partager ce point de vue. Nous connaissons l'histoire de la IIe Internationale, sa chute et sa faillite. Ne connaissons-nous pas l'histoire du parti allemand ? Ne savons-nous pas que le grand malheur du mouvement ouvrier en Allemagne est de n'avoir pas opéré la rupture dès avant la guerre ? Cela a coûté la vie à 20 000 ouvriers, livrés au gouvernement allemand par les scheidemanistes et les centristes, à cause de leur polémique et de leurs plaintes contre les communistes allemands.

Et n'observons-nous pas, à présent, le même tableau en Italie ? Le parti italien n'a jamais été véritablement ré-

volutionnaire. Son grand malheur est de n'avoir pas rompu avec les menchéviks et les réformistes dès avant la guerre, d'avoir gardé ces derniers dans le parti. Le camarade Lazzari dit : « Nous admettons entièrement la nécessité d'une rupture avec les réformistes ; la seule divergence est que nous n'estimions pas nécessaire de l'opérer au congrès de Livourne. » [105] Mais les faits disent autre chose. Ce n'est pas la première fois que nous débattons la question du réformisme italien. L'année dernière, dans une discussion à ce sujet avec Serrati, nous lui avons demandé : « Excusez-nous, mais pourquoi la scission du parti italien ne peut-elle être opérée dès maintenant, pourquoi doit-elle être ajournée ? » Que nous a donc répondu Serrati ? Rien. Et, citant un article de Frossard qui dit qu'« il faut être souple et sage », le camarade Lazzari y voit sans doute un argument en sa faveur et contre nous. Je pense qu'il se trompe. Au contraire, c'est un excellent argument en notre faveur et contre le camarade Lazzari. Quand il sera obligé d'expliquer aux ouvriers italiens son comportement et son départ, que diront ces derniers ? S'ils reconnaissent que notre tactique est souple et sage comparée aux zigzags de la prétendue gauche communiste (cette gauche qui n'est même pas toujours simplement communiste et rappelle bien plus souvent l'anarchisme), que leur répondrez-vous ?

Que signifient tous les racontars de Serrati et de son parti, prétendant que tout ce que veulent les Russes, c'est qu'on les imite ? Nous demandons exactement l'inverse. Il ne suffit pas de connaître par cœur les résolutions communistes et d'utiliser à tout bout-de-champ des tournures révolutionnaires. Cela ne suffit pas, et nous sommes d'avance contre les communistes qui connaissent par cœur telle ou telle résolution. La première condition du véritable communisme, c'est de rompre avec l'opportunisme. Les communistes qui y souscrivent, nous leur parlerons tout à fait librement et ouvertement, et nous leur dirons à bon droit et avec courage : « Ne faites pas de sottises ; montrez-vous sages et souples ». Mais nous ne parlerons ainsi qu'avec les communistes qui ont rompu avec les opportunistes, ce qu'on ne peut pas encore dire de vous. Aussi, je le répète, j'espère que le Congrès ratifiera la résolution du Comité exécutif. Le camarade Lazzari a dit : « Nous sommes dans une période préparа-

toire. » C'est la pure vérité. Vous êtes dans une période préparatoire. La première étape de cette période, c'est la rupture avec les menchéviks, semblable à celle que nous avons nous-mêmes opérée en 1903 avec les nôtres. Le parti allemand n'a pas rompu avec les menchéviks, et toute la classe ouvrière allemande en pâtit au cours de la longue et exténuante période d'après-guerre dans l'histoire de la révolution allemande.

Le camarade Lazzari dit que le parti italien en est à la période préparatoire. Je l'admets entièrement. Et la première étape, c'est une rupture sérieuse, définitive, sans ambiguïté et résolue avec le réformisme. Alors, la masse deviendra tout entière favorable au communisme. La deuxième étape ne consistera nullement à répéter les mots d'ordre révolutionnaires. Elle consistera à adopter nos décisions sages et souples, qui seront toujours telles, et qui répéteront toujours : les principes révolutionnaires fondamentaux doivent s'adapter aux particularités des différents pays.

En Italie, la révolution se déroulera autrement qu'en Russie. Elle commencera d'une autre façon. Comment au juste ? Ni vous ni nous ne le savons. Les communistes italiens ne sont pas toujours suffisamment des communistes. Quand on occupait les fabriques, en Italie, un seul communiste au moins s'est-il révélé ? Non, le communisme n'existait pas encore en Italie ; on peut parler d'un certain anarchisme, mais en aucune façon du communisme marxiste. Il est encore à créer, à inculquer aux masses ouvrières par l'expérience de la lutte révolutionnaire. Et le premier pas sur ce chemin, c'est une rupture définitive avec les menchéviks, qui, pendant plus de 20 ans, ont collaboré et travaillé avec le gouvernement bourgeois. Il se peut fort bien que Modigliani, que j'ai eu un peu l'occasion d'observer aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal soit un politicien assez adroit pour ne pas entrer dans un gouvernement bourgeois et rester au centre du parti socialiste où il peut être bien plus utile à la bourgeoisie. Mais toute la position théorique, toute la propagande et toute l'agitation du groupe Turati et de ses amis constituent déjà une collaboration avec la bourgeoisie. Les nombreuses citations du discours de Gennari ne l'ont-elles pas prouvé ? Oui, c'est là le front unique que Turati a déjà préparé. C'est pourquoi je dois dire

au camarade Lazzari : avec des discours comme le vôtre et comme celui qu'a tenu ici le camarade Serrati, on ne prépare pas la révolution, on la désorganise. (Exclamations : « Bravo ! » Applaudissements.)

A Livourne vous aviez une majorité considérable. Vous aviez 98 000 voix, contre 14 000 réformistes et 58 000 communistes. Pour le début d'un mouvement purement communiste dans un pays comme l'Italie, aux traditions bien connues et sans une préparation suffisante de la scission, ce chiffre est pour les communistes un grand succès.

C'est une grande victoire, une preuve palpable qui illustre le fait qu'en Italie le mouvement ouvrier se développera plus vite que le nôtre en Russie ; en effet, si vous connaissez les chiffres relatifs à notre mouvement, vous savez qu'en février 1917, après la chute du tsarisme et sous la république bourgeoise, nous étions encore en minorité par rapport aux menchéviks. C'était ainsi après 15 années de lutte acharnée et de scissions. Notre aile droite ne s'est pas développée, et ce n'était pas aussi simple que vous le pensez quand vous parlez de la Russie sur un ton dédaigneux. C'est incontestable, en Italie l'évolution sera toute autre. Après 15 ans de lutte contre les menchéviks et après la chute du tsarisme, nous nous sommes mis à l'œuvre avec un nombre de partisans bien inférieur. Vous avez 58 000 ouvriers de tendance communiste, contre 98 000 centristes unifiés dont la position est indéterminée. C'est une preuve, c'est un fait qui doit nécessairement convaincre tous ceux qui refusent de fermer les yeux devant le mouvement de masse des ouvriers italiens. Tout ne vient pas d'un coup. Mais cela constitue déjà la preuve que les masses ouvrières sont avec nous; non pas les vieux chefs, ni les bureaucrates, ni les professeurs, ni les journalistes, mais la classe vraiment exploitée, l'avant-garde des exploités. Et cela montre la grave erreur que vous avez commise à Livourne. C'est un fait. Vous disposiez de 98 000 voix, mais vous avez préféré vous allier aux 14 000 réformistes contre les 58 000 communistes. Même si ces communistes n'étaient pas de vrais communistes, même s'ils étaient seulement des partisans de Bordiga (ce qui est faux, car Bordiga a très loyalement déclaré après le IIe Congrès qu'il renonçait à tout anarchisme et à tout antiparlementarisme), vous deviez vous allier à eux. Qu'avez-

vous fait ? Vous avez préféré l'union avec les 14 000 réformistes et la rupture avec les 58 000 communistes, et c'est la meilleure preuve que la politique de Serrati a été un malheur pour l'Italie. Nous n'avons jamais voulu que Serrati imite en Italie la révolution russe. Ce serait stupide. Nous avons suffisamment de sagesse et de souplesse pour éviter cette stupidité. Mais Serrati a démontré que sa politique en Italie était erronée. Peut-être devait-il louvoyer. C'est l'expression qu'il a répétée le plus souvent ici, il y a un an. Il disait : « Nous savons louvoyer, nous ne voulons pas d'imitation servile. Ce serait de l'idiotie. Nous devrons louvoyer pour arriver à nous séparer de l'opportunisme. Vous autres Russes, vous ne savez pas le faire. Nous, les Italiens, nous sommes plus capables sous ce rapport. Nous verrons bien. » Et qu'avons-nous vu ? Serrati a magnifiquement louvoyé. Il a rompu avec les 58 000 communistes. Et maintenant, les camarades viennent ici et disent : « Si vous nous repoussez, les masses ne comprendront plus rien. » Non, camarades, vous vous trompez. C'est maintenant que les masses ouvrières d'Italie ne comprennent plus rien, et ce sera pour leur bien que nous leur dirons : « Choisissez, camarades, choisissez, ouvriers italiens, entre l'Internationale communiste qui ne demandera jamais que vous imitiez servilement les Russes, et les menchéviks que nous connaissons depuis 20 ans et que nous ne tolérerons jamais comme voisins dans l'Internationale communiste vraiment révolutionnaire. » Voilà ce que nous dirons aux ouvriers italiens. Le résultat ne fait pas de doute. Les masses ouvrières nous suivront. (V i v e a p p r o b a t i o n.)

3

DISCOURS EN FAVEUR DE LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LE 1er JUILLET

Camarades, à mon grand regret, je dois me cantonner dans la légitime défense. (R i r e s.) Je dis « à mon grand regret », car après avoir pris connaissance du discours du camarade Terracini et des amendements présentés par les trois délégations, je voudrais bien passer à l'offensive ; en effet, contre les points de vue défendus par Terracini et ces trois délégations, il faut à proprement parler une action offensive. Si le congrès ne mène pas une offensive énergique contre ces erreurs, contre ces sottises « gauchistes », tout le mouvement est condamné. Telle est ma conviction profonde. Mais nous sommes des marxistes organisés et disciplinés. Nous ne pouvons pas nous contenter de discours contre certains camarades. De ces phrases de gauche, nous autres Russes, nous en avons assez jusqu'à l'écœurement. Nous sommes partisans de l'organisation. En dressant nos plans, nous devons avancer coude à coude et tenter de trouver la ligne juste. Certes, ce n'est un secret pour personne que nos thèses sont un compromis. Pourquoi ne le seraient-elles pas ? Entre communistes, qui en sont déjà à leur troisième congrès et qui ont mis au point certains principes fondamentaux, les compromis s'imposent sous certaines conditions. Nos thèses, proposées par la délégation russe, ont été étudiées et préparées de la façon la plus minutieuse ; elles sont le résultat de longues réflexions et de conférences avec les diverses délégations. Elles ont pour

but de fixer la ligne directrice de l'Internationale communiste et sont particulièrement nécessaires maintenant que nous avons exclu du parti les véritables centristes, jugeant insuffisant de les condamner pour la forme. Tels sont les faits. Je dois me faire le défenseur de ces thèses. Et quand Terracini vient dire à présent que nous devons poursuivre la lutte contre les centristes, et qu'il décrit ensuite comment on s'apprête à la mener, j'affirme que, si ces amendements doivent représenter une certaine tendance, il faut lutter de manière implacable contre cette tendance, sinon il n'y a pas de communisme et pas d'Internationale communiste. Je m'étonne que le Parti communiste ouvrier d'Allemagne n'ait pas soucrit à ces amendements. (R i r e s.) Ecoutez donc ce que défend Terracini et ce que disent ces amendements. Ils commencent de la sorte : « A la page 1, 1re colonne, ligne 19, il convient de biffer : « La majorité... » La majorité ! Mais c'est terriblement dangereux ! (R i r e s.) Ensuite : les mots « principes fondamentaux » doivent être remplacés par « buts ». Les principes fondamentaux et les buts sont deux choses différentes, car pour les buts même les anarchistes seront d'accord avec nous, puisqu'ils sont pour la suppression de l'exploitation et des différences de classes.

J'ai rencontré et parlé dans ma vie avec assez peu d'anarchistes ; malgré tout, j'en ai vu suffisamment. J'ai parfois réussi à m'entendre avec eux à propos des buts, mais jamais sur le plan des principes. Les principes, ce ne sont ni le but, ni le programme, ni la tactique, ni la théorie. La tactique et la théorie, ce ne sont pas les principes. Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes quant aux principes ? Les principes du communisme consistent dans l'institution de la dictature du prolétariat, dans l'emploi par l'Etat des méthodes de coercition en période de transition. Tels sont les principes du communisme, mais non son but. Et les camarades qui ont fait cette proposition ont commis une erreur.

Ensuite, on nous dit : « Il faut biffer le mot « majorité ». Lisez tout le passage :

« Le IIIe Congrès de l'Internationale communiste entreprend de réviser les questions de tactique dans des conditions où, dans nombre de pays, la situation objective s'est tendue dans le sens révolutionnaire, et où s'est organisée toute une série de partis communistes

de masse, lesquels, pourtant, n'ont pris nulle part entre leurs mains la direction réelle de la majorité de la classe ouvrière dans leur lutte révolutionnaire effective. »

Et voilà qu'on veut biffer le mot de « majorité ». Si nous ne pouvons pas nous entendre sur des choses aussi simples, je ne comprends pas comment nous pouvons travailler ensemble et conduire le prolétariat à la victoire. Il ne faut pas s'étonner alors si nous ne pouvons pas non plus parvenir à un accord sur la question des principes. Indiquez-moi un parti qui ait déjà conquis la majorité de la classe ouvrière. Terracini n'a même pas eu l'idée de citer un exemple quelconque. Il n'en existe d'ailleurs pas.

Ainsi, remplacer le mot « principes » par « buts » et biffer le mot « majorité ». Merci beaucoup ! Nous n'y consentirons pas. Même le parti allemand qui est l'un des meilleurs, même lui, n'est pas suivi par la majorité de la classe ouvrière. C'est un fait. Alors que nous allons vers les luttes les plus dures, nous ne craignons pas de dire cette vérité ; mais il y a ici trois délégations qui désirent commencer par une contrevérité, parce que si le congrès biffe le mot « majorité », il montrera par là qu'il veut la contrevérité. C'est absolument évident.

Ensuite vient l'amendement suivant : « Page 4, 1re colonne, ligne 10, « il convient de biffer » les mots « La lettre ouverte », etc. J'ai déjà entendu aujourd'hui un discours où j'ai retrouvé la même idée. Mais là c'était parfaitement naturel. Il s'agit du discours du camarade Gempel, membre du Parti communiste ouvrier d'Allemagne. Il a dit : « La lettre ouverte était un acte d'opportunisme. » A mon profond regret et à ma grande honte, j'ai déjà entendu exprimer de semblables opinions en privé. Mais que la « Lettre ouverte » soit qualifiée d'opportuniste devant le congrès, après d'aussi longs débats, quelle honte, quelle infâmie ! Et voici le camarade Terracini qui vient, au nom de trois délégations, demander que l'on biffe les mots « Lettre ouverte ». A quoi sert donc la lutte contre le Parti communiste ouvrier d'Allemagne ? La « Lettre ouverte » est une initiative politique exemplaire. C'est ce que disent nos thèses. Et nous devons absolument le soutenir. C'est exemplaire, car c'est le premier acte d'une méthode pratique visant à attirer la majorité de la classe ouvrière. Qui ne comprend

pas qu'en Europe, où presque tous les prolétaires sont organisés, nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière, celui-là est perdue pour le mouvement communiste, n'apprendra jamais rien, s'il ne l'a pas encore appris en trois ans de grande révolution.

Terracini dit que nous avons triomphé en Russie bien que le parti fût très petit. Il est mécontent de ce que les thèses indiquent à propos de la Tchécoslovaquie. Il y a 27 amendements, et si l'idée me venait de les critiquer, il me faudrait, à l'instar de certains orateurs, parler pendant au moins trois heures... On a déclaré ici qu'en Tchécoslovaquie le Parti communiste compte 300 à 400 000 membres, qu'il faut attirer la majorité, créer une force invincible et continuer à attirer de nouvelles masses ouvrières. Terracini est déjà prêt à l'offensive. Il dit : s'il y a déjà 400 000 ouvriers dans le parti, pourquoi nous en faut-il davantage ? Biffons cela ! (R i r e s .) Il a peur du mot « masse » et veut le faire disparaître. Le camarade Terracini n'a pas compris grand-chose à la révolution russe.

En Russie, nous étions un petit parti, mais nous avions en plus avec nous la majorité des Soviets de députés ouvriers et paysans de tout le pays (e x c l a m a t i o n : « C'est juste ! »). Et vous ? Nous avions près de la moitié de l'armée qui comptait alors, au bas mot, 10 millions d'hommes. Auriez-vous la majorité de l'armée ? Indiquez-moi donc un tel pays ! Si trois autres délégations partagent l'opinion du camarade Terracini, c'est que quelque chose ne va pas dans l'Internationale ! Alors nous devons dire : « Halte-là ! Luttons énergiquement ! Sinon l'Internationale communiste est perdue. »

Me fondant sur mon expérience, je dois dire, bien que j'occupe une position défensive (r i r e s), que mon discours a pour but et pour principe la défense de la résolution et des thèses proposées par notre délégation. Certes, il serait pédant d'affirmer qu'on ne saurait y changer la moindre lettre. J'ai eu l'occasion de lire bon nombre de résolutions, et je sais bien qu'on pourrait y apporter d'excellents amendements à chaque ligne. Mais cela serait pédant. Et si maintenant je déclare tout de même que, politiquement parlant, pas une seule lettre ne peut être changée, c'est parce que les amendements ont, à ce que je vois, un caractère politique

parfaitement déterminé, parce qu'ils conduisent dans une voie nuisible et dangereuse pour l'Internationale communiste. C'est pourquoi moi-même, nous tous, la délégation russe, nous devons insister pour qu'il ne soit pas changé une seule lettre aux thèses. Nous n'avons pas seulement condamné nos hommes de droite, nous les avons chassés. Mais si, comme Terracini, on fait un sport de la lutte contre les hommes de droite, nous devons dire : « Assez ! Sinon le danger sera trop grave ! »

Terracini a défendu la théorie de la lutte offensive. Les fameux amendements proposent à ce sujet une formule de deux à trois pages. Nous n'avons pas besoin de les lire. Nous savons ce qu'elles contiennent. Terracini a dit tout à fait clairement de quoi il retourne. Il a défendu la théorie de l'offensive, en mentionnant les « tendances dynamiques » et le « passage de la passivité à l'action ». Nous autres, en Russie, nous possédons une expérience politique suffisante de la lutte contre les centristes. Il y a 15 ans, nous menions la lutte contre nos opportunistes et nos centristes, ainsi que contre les menchéviks, et nous avons vaincu non seulement les menchéviks, mais aussi les semi-anarchistes.

Sans cela nous n'aurions pas été en état de garder le pouvoir, je ne dis même pas trois ans et demi, mais trois semaines et demie, et nous n'aurions pas pu réunir ici des congrès communistes. « Tendances dynamiques », « passage de la passivité à l'action » : tout ça, ce sont les phrases que les socialistes-révolutionnaires de gauche lançaient contre nous. A présent, ils sont en prison où ils défendent les « buts du communisme » et méditent sur le « passage de la passivité à l'action ». (R i r e s.) Il n'est pas possible d'argumenter comme on le fait dans les amendements proposés, parce qu'ils sont dénués de marxisme, d'expérience politique et d'argumentation. Aurions-nous développé dans nos thèses une théorie générale de l'offensive révolutionnaire ? Radek ou quelqu'un d'autre parmi nous aurait-il commis une telle sottise ? Nous avons parlé de la théorie de l'offensive pour un pays bien déterminé à une période bien déterminée.

Nous pouvons prendre dans notre lutte contre les menchéviks des exemples montrant que, dès avant la première révolution russe, il s'en trouvait certains pour douter que le parti révolutionnaire doive mener l'offensive. Si de tels

doutes venaient à un social-démocrate quelconque (c'était à l'époque notre nom à tous), nous engagions la lutte contre lui et nous disions que c'était un opportuniste, qu'il ne comprenait rien au marxisme ni à la dialectique du parti révolutionnaire. Un parti peut-il discuter pour savoir si l'offensive révolutionnaire est admissible de façon générale ? Pour trouver de tels exemples chez nous, il faudrait revenir quinze ans en arrière. S'il y a des centristes ou des centristes camouflés qui contestent la théorie de l'offensive, il faut les exclure sur-le-champ. Cette question ne peut pas susciter de débats. Mais maintenant que l'Internationale communiste a trois ans, nous discuterions des « tendances dynamiques » et du « passage de la passivité à l'action » ! Quelle infâmie, quelle honte !

Nous ne sommes pas en litige à ce sujet avec le camarade Radek qui a mis au point ces thèses avec nous. Peut-être n'était-il pas tout à fait juste d'entamer en Allemagne des débats *sur la théorie* de l'offensive révolutionnaire, alors que l'offensive réelle n'avait pas été préparée. Les combats de mars sont quand même un grand pas en avant, malgré les erreurs des dirigeants. Mais cela ne veut rien dire. Des centaines de milliers d'ouvriers ont combattu héroïquement. Malgré la lutte vaillante du Parti communiste ouvrier d'Allemagne contre la bourgeoisie, nous devons dire la même chose que le camarade Radek dans un article russe à propos de Hölz. Si quelqu'un, fût-il un anarchiste, lutte héroïquement contre la bourgeoisie, c'est évidemment une grande chose, mais si des centaines de milliers de personnes luttent contre une abjecte provocation des social-traîtres et la bourgeoisie, c'est un véritable pas en avant.

Il est très important de considérer d'un œil critique ses propres erreurs. C'est par là que nous avons commencé. Si après une lutte à laquelle des centaines de milliers de personnes ont participé, quelqu'un prend position contre cette lutte et agit comme Lévi, il faut l'exclure. C'est ce qui a été fait. Mais nous devons en tirer une leçon : avions-nous préparé l'offensive ? (R a d e k : « Nous n'avions même pas préparé la défense. ») En effet, il n'avait été question de l'offensive que dans la presse. Cette théorie, appliquée à l'action déclenchée au mois de mars 1921 en Allemagne, était fausse, nous devons en convenir ; mais de façon généra-

le, la théorie de l'offensive révolutionnaire n'est nullement erronée.

Si nous avons gagné en Russie, avec au surplus une telle facilité, c'est parce que nous avions préparé notre révolution pendant la guerre impérialiste. C'est la première condition. Dix millions de nos ouvriers et paysans étaient armés, et notre mot d'ordre était : paix immédiate, coûte que coûte. Nous avons gagné parce que les masses paysannes les plus larges étaient pour la révolution, contre les grands propriétaires fonciers. Les socialistes-révolutionnaires, partisans des Internationales 2 et $2^1/_2$, formaient en novembre 1917 un grand parti paysan. Ils exigeaient des mesures révolutionnaires mais, en dignes hérauts des Internationales 2 et $2^1/_2$, ils n'avaient pas assez de courage pour agir de façon révolutionnaire. En août et septembre 1917, nous disions : « En théorie, nous combattons les socialistes-révolutionnaires, comme précédemment, mais sur le plan pratique nous sommes prêts à adopter leur programme, parce que nous sommes les seuls à pouvoir le réaliser. » Et ce que nous disions nous l'avons fait. Après notre victoire, la paysannerie, dressée contre nous en novembre 1917, et qui avait envoyé une majorité de socialistes-révolutionnaires à l'Assemblée constituante, nous l'avons conquise, sinon en l'espace de quelques jours, comme je le présumais et le prédisais à tort, du moins en l'espace de quelques semaines. La différence était peu sensible. Indiquez-moi en Europe un pays où vous pourriez attirer à vos côtés la majorité de la paysannerie en l'espace de quelques semaines ? L'Italie peut-être ? (R i r e s.) Si l'on dit que nous avons triomphé en Russie bien que nous eussions un petit parti, on ne fait que démontrer qu'on n'a pas compris la révolution russe et qu'on ne comprend absolument pas comment il faut préparer une révolution.

Notre premier acte a été la fondation d'un véritable parti communiste afin de savoir à qui nous avons affaire et en qui nous pouvons avoir une entière confiance. Le mot d'ordre des I^er^ et II^e^ Congrès a été : « A bas les centristes ! » Si nous ne nous débarrassons pas sur toute la ligne et dans le monde entier des centristes et des semi-centristes, que nous appelons menchéviks en Russie, c'est que même l'a b c du communisme nous est inaccessible. Notre première tâche,

c'est de fonder un véritable parti révolutionnaire, de rompre avec les menchéviks. Mais ce n'est là que l'école préparatoire. Nous en sommes déjà au IIIe Congrès, et le camarade Terracini continue à répéter que la tâche de l'école préparatoire est de pourchasser et démasquer les centristes et les semi-centristes. Merci beaucoup ! Nous nous sommes assez livrés à cette occupation. Nous avons déjà annoncé au IIe Congrès que les centristes sont nos ennemis. Mais il faut tout de même avancer. La seconde étape consistera pour nous, une fois organisée en parti, à apprendre à préparer la révolution. Dans de nombreux pays, nous n'avons même pas appris à conquérir la direction. Nous avons triomphé en Russie non seulement parce que nous avions la majorité incontestable de la classe ouvrière (aux élections de 1917, l'écrasante majorité des ouvriers était avec nous contre les menchéviks), mais aussi parce que la moitié de l'armée, immédiatement après notre prise du pouvoir, et les $^{9}/_{10}$ de la masse paysanne, sont passés à nos côtés en l'espace de quelques semaines ; nous avons triomphé parce que nous n'avions pas adopté notre programme agraire, mais celui des socialistes-révolutionnaires, et que nous l'avons mis en pratique. Notre victoire est venue précisément de ce que nous avons appliqué le programme des socialistes-révolutionnaires ; voilà pourquoi elle a été tellement facile. Vous autres, en Occident, vous pourriez-donc avoir de telles illusions ? C'est ridicule ! Comparez donc les conditions économiques concrètes, camarade Terracini, et vous tous qui avez signé la proposition d'amendements ! Bien que la majorité se fût rangée si rapidement de notre côté, les difficultés qui nous ont assaillis après la victoire étaient très grandes. Nous avons quand même fait notre chemin, parce que nous n'avons pas oublié, non seulement nos buts, mais aussi nos principes, et que nous n'avons pas toléré dans notre parti les gens qui se taisaient sur les principes et parlaient des buts, des « tendances dynamiques » et du « passage de la passivité à l'action ». Peut-être nous accusera-t-on de préférer garder ces messieurs en prison. Mais la dictature est impossible autrement. Nous devons préparer la dictature, et cela consiste à lutter contre ce genre de phrases et ce genre d'amendements. (R i r e s.) Il est partout question de la masse dans nos thèses. Mais, camarades, il faut tout

de même comprendre ce que c'est que la masse. Le Parti communiste ouvrier d'Allemagne, les camarades de gauche abusent un peu trop de ce mot. Mais le camarade Terracini et tous ceux qui ont souscrit à ces amendements ne savent pas non plus ce qu'il faut entendre par ce mot.

Voilà trop longtemps que j'ai la parole; aussi voudrais-je me borner à quelques mots sur la notion de « masse ». La notion de « masse » est variable, elle varie en fonction du caractère de la lutte. Au commencement de la lutte, il suffisait de quelques milliers de véritables ouvriers révolutionnaires pour que l'on pût parler de masse. Si le parti réussit à entraîner dans la lutte, non pas seulement ses membres, s'il réussit à galvaniser aussi les sans-parti, c'est déjà un début de conquête des masses. Pendant nos révolutions, il est arrivé que quelques milliers d'ouvriers représentent la masse. Dans l'histoire de notre mouvement, dans l'histoire de notre lutte contre les menchéviks, vous trouverez beaucoup de ces exemples, où il suffisait de quelques milliers d'ouvriers dans une ville pour que le mouvement ait un caractère de masse évident. Si quelques milliers d'ouvriers sans-parti, qui mènent habituellement une vie toute plate et traînent une existence misérable, qui n'ont jamais entendu parler de politique, se mettent à l'action révolutionnaire, vous avez devant vous la masse. Si le mouvement s'étend et se renforce, il se transforme progressivement en une véritable révolution. Nous l'avons vu en 1905 et en 1917, au cours de trois révolutions, et vous aurez également l'occasion de vous en convaincre. Lorsque la révolution est suffisamment préparée, la notion de « masse » devient différente : quelques milliers d'ouvriers ne forment plus la masse. Ce mot commence à prendre une autre signification. La notion de masse se modifie, en ce sens qu'on entend par là la majorité, et de surcroît non pas la simple majorité des ouvriers, mais la majorité de tous les exploités : une interprétation différente est inadmissible pour un révolutionnaire, tout autre sens de ce mot devient incompréhensible. Il se peut qu'un petit parti, par exemple le parti anglais ou américain, après avoir bien étudié le cours de l'évolution politique et s'être familiarisé avec la vie et les habitudes des masses sans-parti, suscite au moment propice un mouvement révolutionnaire (le camarade Radek a signalé comme un bon

exemple la grève des mineurs). Si un tel parti, à un tel moment, lance ses mots d'ordre et parvient à être suivi par des millions d'ouvriers, vous aurez là un mouvement de masse. Je ne repousse pas d'une façon absolue l'idée que la révolution puisse être entreprise même par un parti très petit et menée à la victoire. Mais il faut savoir par quelles méthodes attirer les masses de son côté. Il faut pour cela une préparation sérieuse de la révolution. Mais voilà des camarades qui viennent déclarer : renonçons immédiatement à exiger les « grandes » masses. Il faut engager la lutte contre ces camarades. Sans une préparation sérieuse, vous n'obtiendrez la victoire dans aucun pays. Il suffit d'un parti tout petit pour entraîner les masses. A certains moments, il n'est pas besoin de grandes organisations.

Mais pour la victoire, il faut avoir la sympathie des masses. La majorité absolue n'est pas toujours nécessaire ; mais pour vaincre, pour garder le pouvoir, il faut non seulement la majorité de la classe ouvrière (j'emploie ici l'expression « classe ouvrière » dans le sens usité en Europe occidentale, c'est-à-dire dans le sens de prolétariat industriel), mais aussi la majorité des exploités et des travailleurs ruraux. Avez-vous réfléchi à cela ? Trouvons-nous dans le discours de Terracini ne serait-ce qu'une allusion à une pensée semblable ? Il n'y est question que de la « tendance dynamique » et du « passage de la passivité à l'action ». Aborde-t-il, fût-ce avec un seul mot, la question du ravitaillement ? Pourtant, les ouvriers ont besoin de se nourrir, bien qu'ils puissent aussi beaucoup supporter et jeûner, comme nous l'avons vu, jusqu'à un certain point, en Russie. C'est pourquoi nous devons attirer de notre côté, non seulement la majorité de la classe ouvrière, mais aussi la majorité de la population laborieuse et exploitée des campagnes. Avez-vous préparé cela ? Presque nulle part.

Ainsi, je le répète, je dois absolument défendre nos thèses, je m'y considère tenu. Nous n'avons pas seulement condamné les centristes, nous les avons chassés du parti. Maintenant, nous devons nous tourner d'un autre côté que nous jugeons également dangereux. Nous devons dire la vérité aux camarades, sous les formes les plus courtoises (et nos thèses le disent aimablement et poliment), de sorte que personne ne se sente offensé : nous devons maintenant faire

face à d'autres problèmes plus importants que la chasse aux centristes. Foin de cette affaire-là, elle commence à nous lasser. Au lieu de cela, les camarades devraient apprendre à mener la vraie lutte révolutionnaire. Les ouvriers allemands s'y sont déjà mis. Des centaines de milliers de prolétaires se sont battus héroïquement dans ce pays. Quiconque prend position contre cette lutte doit être immédiatement exclu. Mais, après cela, il ne faut pas pérorer dans le vide ; il faut commencer tout de suite à étudier, à profiter de l'expérience des erreurs commises, pour apprendre à mieux organiser la lutte. Nous ne devons pas dissimuler nos erreurs devant l'ennemi. Celui qui craint pareille chose n'est pas un révolutionnaire. Au contraire, si nous déclarons ouvertement aux ouvriers : « Oui, nous nous sommes trompés », cela veut dire que nos erreurs ne se reproduiront plus et que nous saurons mieux choisir le moment. Et si, au moment de la lutte même, nous avons à nos côtés la majorité des travailleurs (non seulement la majorité des ouvriers, mais la majorité de tous les exploités et de tous les opprimés), alors, véritablement, nous vaincrons. (Vifs applaudissements prolongés.)

4

RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE 5 JUILLET

Camarades, pour parler franchement, il m'a été impossible de préparer convenablement ce rapport. Je n'ai pu préparer méthodiquement que la traduction de ma brochure sur l'impôt en nature et les thèses sur la tactique du Parti communiste de Russie. Je me bornerai à y ajouter quelques remarques et éclaircissements.

Pour motiver la tactique de notre parti, il est nécessaire à mon avis, de commencer par l'examen de la situation internationale. Nous avons déjà discuté en détail de la situation économique du capitalisme à l'échelle mondiale, et le congrès a déjà adopté certaines résolutions à ce sujet. Dans mes thèses, je n'en parle que très brièvement et exclusivement du point de vue politique. Je n'aborde pas la base économique, mais je pense que, dans la situation internationale de notre république, il faut bien tenir compte du fait que, sur le plan politique, il s'est actuellement établi, à coup sûr, un certain équilibre des forces qui s'affrontaient ouvertement, les armes à la main, pour la suprématie de l'une ou l'autre classe dirigeante, un équilibre entre la société bourgeoise, la bourgeoisie internationale dans son ensemble, d'une part, et la Russie des Soviets, de l'autre. Mais, bien entendu, un équilibre dans un sens limité. C'est uniquement à l'égard de cette lutte armée que je constate un certain équilibre dans la situation internationale. Il faut, bien sûr, noter qu'il s'agit seulement d'un équilibre rela-

tif, d'un équilibre fort instable. De nombreux matériaux inflammables se sont accumulés dans les Etats capitalistes, de même que dans les colonies et les semi-colonies qui n'étaient considérées jusqu'ici que comme des objets et non comme des sujets de l'histoire ; aussi est-il fort possible que tôt ou tard, et de la manière la plus inattendue, des insurrections, de grandes batailles, des révolutions éclatent dans ces pays. Ces dernières années, nous avons vu la bourgeoisie internationale s'attaquer directement à la première république prolétarienne. Cette lutte a été au centre de la situation politique mondiale ; et c'est sur ce terrain qu'un changement est intervenu maintenant. La tentative de la bourgeoisie internationale d'étrangler notre république ayant échoué, il s'est établi un équilibre — bien entendu, fort instable.

Certes, nous comprenons parfaitement que la bourgeoisie internationale est aujourd'hui beaucoup plus forte que notre république, et que seul un concours de circonstances particulières l'empêche de poursuivre la guerre. Ces dernières semaines déjà, nous avons pu observer en Extrême-Orient, une nouvelle tentative d'invasion ; il est absolument certain que ces tentatives vont se multiplier. Sur ce point aucun doute ne subsiste dans notre parti. Ce qu'il importe de noter c'est qu'il existe un équilibre instable et que nous devons profiter de cette trêve en tenant compte des particularités de la situation et en y adaptant notre tactique, sans oublier un instant que la nécessité d'une lutte armée peut à nouveau se présenter brusquement. L'organisation et le renforcement de l'Armée Rouge demeurent à l'ordre du jour. En ce qui concerne le ravitaillement, nous devons penser avant tout, comme par le passé, à notre Armée Rouge. Dans la situation internationale actuelle, où nous devons toujours nous attendre à de nouvelles agressions et à de nouvelles tentatives d'invasion de la bourgeoisie internationale, nous ne pouvons nous engager dans une autre voie. Et dans notre politique pratique, le fait qu'un équilibre relatif s'est instauré dans la situation internationale revêt une certaine importance, non seulement en ce sens que nous devons reconnaître que le mouvement révolutionnaire a sans doute progressé, mais aussi que le cours de la révolution internationale n'a pas emprunté cette année une voie aussi droite, comme nous l'escomptions.

Quand nous avons entrepris, à l'époque, la révolution internationale, nous n'avons pas agi avec l'idée que nous pouvions anticiper son développement, mais parce qu'un concours de circonstances nous a incités à commencer. Ou bien la révolution internationale nous viendra en aide, pensions-nous, et alors nos victoires seront absolument garanties, ou bien nous réaliserons notre modeste tâche révolutionnaire avec le sentiment que, en cas de défaite, nous aurons tout de même servi la cause de la révolution et que notre expérience profitera à d'autres révolutions. Nous comprenions fort bien que sans le soutien de la révolution internationale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible. Avant comme après la révolution, nous nous disions : ou bien la révolution éclatera dans les pays capitalistes plus évolués, immédiatement, sinon à brève échéance, ou bien nous devons périr. Malgré cette conviction, nous avons tout mis en œuvre pour sauvegarder le système soviétique, coûte que coûte, en toutes circonstances, car nous savions que nous ne travaillions pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale. Nous le savions ; nous avons exprimé cette conviction maintes fois avant et immédiatement après la Révolution d'Octobre, ainsi qu'à la conclusion de la paix de Brest-Litovsk. Et c'était, en somme, une position juste.

En réalité, le mouvement n'a pas suivi une voie droite comme nous l'escomptions. Dans d'autres grands pays, les plus évolués au point de vue capitaliste, la révolution n'a pas encore éclaté. Il est vrai qu'elle se développe dans le monde entier, nous le constatons avec satisfaction, et c'est uniquement pour cette raison que la bourgeoisie internationale, bien que cent fois plus forte que nous au point de vue économique et militaire, est impuissante à nous étrangler. (Applaudissements.)

Au paragraphe 2 des thèses, j'analyse comment une telle situation a pu se créer et quelles conclusions nous devons en tirer. Je voudrais y ajouter que la conclusion définitive que j'en tire est la suivante : la révolution internationale que nous avons prédite va de l'avant. Mais ce mouvement ascendant n'a pas suivi une voie droite, comme nous l'escomptions. Il est évident au premier coup d'œil que dans les autres pays capitalistes, après la conclu-

sion de la paix, si imparfaite fût-elle, il n'a pas été possible de déclencher la révolution, bien que les symptômes révolutionnaires, nous le savons bien, fussent nombreux et très importants, et même beaucoup plus nombreux et importants que nous ne le pensions. Les brochures qui commencent à paraître nous apprennent que ces dernières années et ces derniers mois, ces symptômes révolutionnaires ont été bien plus sérieux en Europe, que nous ne le soupçonnions. Que devons-nous donc faire à présent ? Il est indispensable de préparer activement la révolution et d'étudier de façon approfondie son développement concret dans les pays capitalistes avancés. Telle est la première leçon à tirer de la situation internationale. Pour notre république de Russie, nous devons exploiter cette courte trêve pour adapter notre tactique à cette voie historique sinueuse. Au point de vue politique, cet équilibre est très important, car nous voyons avec netteté que dans de nombreux pays d'Europe occidentale où les larges masses de la classe ouvrière, et très probablement l'énorme majorité de la population, sont organisées, la bourgeoisie s'appuie avant tout sur les organisations ouvrières hostiles, affiliées à la IIe Internationale ou à l'Internationale $2^1/_2$. J'en parle au paragraphe 2 des thèses, et je pense qu'ici je dois me borner aux deux points qui ont déjà été traités dans nos débats sur la question de la tactique. Premier point : la conquête de la majorité du prolétariat. Plus le prolétariat est organisé dans un pays capitaliste avancé, et plus l'histoire nous demande de montrer du savoir-faire dans la préparation de la révolution, et aussi pour gagner la majorité de la classe ouvrière. Deuxième point : le principal appui du capitalisme dans les pays capitalistes à industrie évoluée, c'est justement la fraction de la classe ouvrière organisée dans la IIe Internationale et dans l'Internationale $2^1/_2$. Si la bourgeoisie internationale ne s'appuyait pas sur cette partie de la classe ouvrière, sur ces éléments contre-révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, elle serait absolument incapable de se maintenir au pouvoir.

Je voudrais souligner également l'importance du mouvement dans les colonies. Sous ce rapport, nous constatons dans tous les anciens partis, dans tous les partis ouvriers bourgeois et petits-bourgeois de la IIe Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$ des vestiges des vieilles conceptions

sentimentales ; tous prétendent sympathiser avec les peuples opprimés des pays coloniaux et semi-coloniaux. On continue à considérer le mouvement dans les pays coloniaux comme un mouvement national insignifiant et parfaitement pacifique. Il n'en est rien. Dès le début du XXe siècle, de profonds changements se sont produits, des millions et des centaines de millions d'hommes, en fait l'immense majorité de la population du globe, agissent à présent comme des facteurs révolutionnaires actifs et indépendants. Il est bien évident que lors des batailles décisives imminentes de la révolution mondiale, le mouvement de la majorité de la population terrestre, orienté au départ vers la libération nationale, se tournera contre le capitalisme et l'impérialisme, et jouera peut-être un rôle révolutionnaire beaucoup plus important que nous ne le pensons. Il importe de souligner que les préparatifs de cette lutte ont été entamés pour la première fois par notre Internationale. Certes, dans ce vaste domaine, les difficultés sont beaucoup plus nombreuses ; en tout cas, le mouvement progresse et les masses de travailleurs, les paysans des pays coloniaux, bien qu'arriérés pour le moment, joueront un rôle révolutionnaire éminent dans les phases ultérieures de la révolution mondiale. (Vives approbations.)

En ce qui concerne la situation politique intérieure de notre république, je dois commencer par l'examen minutieux des rapports de classe. Au cours de ces derniers mois, des changements sont intervenus ; nous observons la formation de nouvelles organisations de la classe exploiteuse, dirigées contre nous. Le socialisme a pour tâche de supprimer les classes. Les grands propriétaires fonciers et les industriels capitalistes sont aux premiers rangs de la classe exploiteuse. Ici, l'œuvre de destruction est assez facile et peut être menée à bien en quelques mois, parfois en quelques semaines ou en quelques jours. En Russie, nous avons exproprié nos exploiteurs, les gros propriétaires terriens, aussi bien que les capitalistes. Pendant la guerre, ils n'avaient pas d'organisations propres et ils étaient à la remorque des forces armées de la bourgeoisie mondiale. Maintenant que nous avons repoussé l'assaut de la contre-révolution internationale, la bourgeoisie russe et tous les partis contre-révolutionnaires russes se sont organisés à l'étranger. On

peut évaluer à un million et demi ou deux millions le nombre des émigrés russes disséminés dans tous les pays étrangers. Dans presque chacun d'eux, ils éditent des quotidiens, et tous les partis des propriétaires fonciers et des petits bourgeois, sans excepter les partis socialistes-révolutionnaires et menchéviks, ont de multiples liens avec les éléments bourgeois étrangers. C'est-à-dire qu'ils reçoivent assez d'argent pour avoir leur propre presse. On peut observer à l'étranger l'activité concertée de tous nos anciens partis politiques sans exception. Nous voyons que la presse russe « libre » de l'étranger, depuis les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks jusqu'aux monarchistes les plus réactionnaires, défend la grande propriété foncière. Cela facilite dans une certaine mesure notre tâche, puisque nous pouvons plus aisément considérer les forces de l'ennemi, son organisation et les tendances politiques de son camp. D'autre part, naturellement, cela entrave notre travail, parce que ces émigrés contre-révolutionnaires russes mettent en œuvre tous les moyens pour préparer la lutte contre nous. Cette lutte prouve une fois de plus que, dans l'ensemble, l'instinct de classe et la conscience de classe des oppresseurs sont encore supérieurs à la conscience de classe des opprimés, quoique la révolution russe ait fait à cet égard bien plus que toutes les révolutions antérieures. Il n'est pas en Russie un seul village où le peuple, où les opprimés n'aient pas été secoués. Néanmoins, si nous jugions avec sang-froid l'organisation et la netteté des conceptions politiques des émigrés contre-révolutionnaires russes de l'étranger, nous constaterions que la conscience de classe de la bourgeoisie est encore supérieure à celle des exploités et des opprimés. Ces gens-là mettent tout en œuvre et profitent habilement de la moindre occasion pour attaquer, sous une forme ou sous une autre, la Russie des Soviets et la démembrer. Il serait fort instructif de suivre de près méthodiquement, — je pense que les camarades étrangers le feront, — les principales tendances, les principaux procédés tactiques, les principaux courants de cette contre-révolution russe. Elle opère surtout à l'étranger, et les camarades étrangers n'auront guère de peine à observer de près le mouvement. A certains égards, nous devons nous mettre à l'école de cet ennemi. Ces émigrés contre-révolutionnaires sont très bien informés, merveilleu-

sement organisés. Ce sont de bons stratèges, et je pense que la confrontation et l'étude méthodiques de la manière dont ils s'organisent et profitent de telle ou telle occasion, peuvent exercer une forte influence sur la classe ouvrière du point de vue de la propagande. Ce n'est pas une théorie générale, c'est une politique pratique qui montre bien ce que l'ennemi a pu apprendre. La bourgeoisie russe a essuyé ces dernières années une terrible défaite. Un vieil adage dit qu'une armée battue apprend beaucoup. L'armée réactionnaire battue a beaucoup appris, elle a fort bien appris. Elle s'instruit avec la plus grande avidité, et elle a vraiment réalisé d'importants succès. Quand nous avons pris le pouvoir d'un seul élan, la bourgeoisie russe n'était ni organisée ni développée politiquement. Je pense qu'à présent elle a atteint le niveau de développement actuel des pays occidentaux modernes. Nous devons en tenir compte, améliorer nos propres organisations et méthodes ; nous y consacrerons tous nos efforts. Il nous a été relativement facile de venir à bout de ces deux classes exploiteuses, et je pense qu'il en sera de même pour les autres révolutions.

Mais à part ces classes exploiteuses , il existe dans presque tous les pays capitalistes, sauf peut-être en Angleterre, la classe des petits producteurs et des petits agriculteurs. La question capitale de la révolution, c'est actuellement de lutter contre ces deux dernières classes. Pour nous en délivrer, il faut employer des méthodes différentes de celles de la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Ces deux classes, nous pouvions tout simplement les exproprier et les chasser : c'est ce que nous avons fait. Mais nous ne pouvons agir de même avec les dernières classes capitalistes, les petits producteurs et les petits bourgeois qui existent dans tous les pays. Dans la plupart des Etats capitalistes, elles représentent une très forte minorité, de 30 à 45% environ de la population. Si l'on y ajoute l'élément petit-bourgeois de la classe ouvrière, nous arriverons à plus de 50%. On ne peut ni les exproprier ni les chasser ; ici la lutte doit être menée autrement. Ce qui fait le sens de la période qui commence actuellement en Russie, du point de vue international, si l'on considère la révolution mondiale comme un processus unique, c'est qu'au fond nous devons résoudre pratiquement le problème des rapports du proléta-

riat avec la dernière classe capitaliste de notre pays. Sous l'angle théorique, tous les marxistes l'ont réglé facilement et correctement. Mais la théorie et la pratique sont deux choses différentes, et résoudre ce problème pratiquement ou théoriquement n'est pas du tout la même chose. Nous savons pertinemment que nous avons commis de graves erreurs. Du point de vue international, le fait que nous nous attachions à déterminer l'attitude du prolétariat, maître du pouvoir, envers la dernière classe capitaliste, le petit producteur, la petite propriété, clé de voûte du capitalisme, marque un immense progrès. Ce problème se pose maintenant à nous de façon pratique. Je pense que nous saurons le résoudre. En tout cas, l'expérience que nous faisons sera utile aux révolutions prolétariennes futures qui sauront mieux se préparer en vue de la solution de ce problème.

J'ai essayé d'analyser dans mes thèses la question des rapports entre le prolétariat et la paysannerie. Pour la première fois dans l'histoire, il existe un Etat qui ne compte que ces deux classes : le prolétariat et la paysannerie. Cette dernière forme est l'immense majorité de la population. Elle est naturellement très arriérée. Sous quelle forme pratique se manifeste, dans le développement de la révolution, l'attitude du prolétariat, maître du pouvoir, envers la paysannerie ? La première forme est l'alliance, une alliance étroite. C'est une tâche très difficile, mais possible, en tout cas, sur le plan économique et politique.

Comment avons-nous abordé pratiquement ce problème ? Nous avons conclu une alliance avec la paysannerie. Voici comment nous l'entendons : le prolétariat affranchit la paysannerie du joug de l'exploitation, de la domination et de l'influence bourgeoises, l'attire à ses côtés pour triompher ensemble des exploiteurs.

Les menchéviks raisonnent ainsi : la paysannerie forme la majorité, nous sommes de purs démocrates, partant, c'est la majorité qui doit décider. Mais comme la paysannerie ne peut être indépendante, cela ne signifie en réalité rien d'autre que la restauration du capitalisme. Le mot d'ordre est le même : alliance avec les paysans. Quand nous en parlons, nous visons à renforcer et à consolider le prolétariat. Nous avons essayé de réaliser cette alliance entre le prolétariat et la paysannerie, et la première étape a été l'al-

liance militaire. Trois années de guerre civile ont fait naître des difficultés extrêmes, mais elles ont, en un sens, facilité la tâche. Cela peut paraître étrange, mais c'est la réalité. La guerre n'a pas été un fait nouveau pour les paysans ; ils comprenaient fort bien la guerre contre les exploiteurs, contre les gros propriétaires terriens. Les énormes masses paysannes étaient avec nous. Malgré les distances extrêmement grandes, bien que la majorité de nos paysans ne sachent ni lire ni écrire, ils ont très bien compris notre propagande. C'est la preuve que les larges masses, chez nous aussi bien que dans les pays les plus avancés, apprennent beaucoup mieux par leur expérience pratique que dans les livres. L'expérience pratique des paysans a été facilitée chez nous par l'étendue immense de la Russie, par le fait que ses différentes parties ont pu, en même temps, traverser des phases d'évolution diverses.

En Sibérie et en Ukraine, la contre-révolution a pu vaincre provisoirement parce que la bourgeoisie était suivie par la paysannerie, parce que les paysans étaient contre nous. Ils disaient souvent : « Nous sommes bolchéviks, mais pas communistes. Nous sommes pour les bolchéviks parce qu'ils ont chassé les propriétaires fonciers, mais nous ne sommes pas pour les communistes, parce qu'ils sont contre l'économie individuelle. » Et la contre-révolution a pu un certain temps vaincre en Sibérie et en Ukraine, parce que la bourgeoisie l'emportait dans la lutte d'influence parmi les paysans ; mais peu de temps a suffi pour leur ouvrir les yeux. Ils ont vite fait leur expérience pratique et n'ont pas tardé à déclarer : « Oui, les bolchéviks sont assez désagréables ; nous ne les aimons pas, mais ils sont tout de même mieux que les gardes blancs et l'Assemblée constituante. » La Constituante est pour eux un gros mot. Non seulement pour les communistes conscients, mais aussi pour les paysans. La vie leur a appris qu'Assemblée constituante et gardes blancs, c'est la même chose ; que la première entraîne inévitablement les seconds. Les menchéviks, eux aussi, mettent à profit l'alliance militaire avec la paysannerie, sans toutefois penser que cette alliance seule ne suffit pas. L'alliance militaire ne peut se maintenir sans l'alliance économique. Car enfin, nous ne vivons pas uniquement d'air pur ; notre alliance avec les paysans n'aurait pu, en

aucune façon, se maintenir longtemps sans une base économique, fondement de notre victoire dans la guerre contre notre bourgeoisie alliée à la bourgeoisie internationale.

La base de notre alliance économique avec la paysannerie était évidemment très simple et même rudimentaire. Nous avons remis toute la terre aux paysans, nous leur avons donné notre appui contre la grande propriété foncière. En échange, nous devions obtenir des vivres. Cette alliance était quelque chose d'absolument nouveau et ne reposait pas sur les rapports habituels entre producteurs et consommateurs. Nos paysans le comprenaient bien mieux que les hérauts de la IIe Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$. Ils se disaient : « Ces bolchéviks sont de durs chefs, mais ils sont tout de même des nôtres. » De toute façon, nous avons ainsi jeté les fondements d'une nouvelle alliance économique. Les paysans livraient leurs produits à l'Armée Rouge qui les aidait à défendre leurs biens. C'est ce qu'oublient toujours les hérauts de la IIe Internationale qui, tels Otto Bauer, ne comprennent absolument pas la situation présente. Nous reconnaissons que la forme initiale de cette alliance était très primitive et que nous avons commis un grand nombre d'erreurs. Mais nous devions agir le plus vite possible, nous devions organiser à tout prix le ravitaillement de l'armée. Pendant la guerre civile, nous étions coupés de toutes les régions à blé de la Russie. Notre situation était effroyable. Que le peuple russe et la classe ouvrière aient pu supporter tant de souffrances, de privations et de misère, sans avoir rien d'autre que leur ferme volonté de vaincre, semble tenir du miracle ! (Vive approbation et applaudissements.)

Depuis la fin de la guerre civile, notre tâche a en tout cas changé. Si le pays n'avait pas été aussi ravagé, comme il le fut après sept années de guerre ininterrompue, peut-être aurait-on pu passer plus aisément à une nouvelle forme d'alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Mais à la situation déjà si pénible du pays se sont ajoutées la mauvaise récolte, la pénurie de fourrages, etc. Les privations des paysans sont devenues intenables. Nous devions montrer immédiatement aux larges masses paysannes que nous étions prêts, sans nous écarter un instant de la voie révolutionnaire, à modifier notre politique de sorte que les paysans

puissent se dire : les bolchéviks veulent à toute force améliorer sans délai notre intolérable situation.

C'est ainsi que nous avons modifié notre politique économique : les réquisitions ont fait place à l'impôt en nature. Cela n'est pas venu du premier coup. Vous pouvez lire dans la presse bolchévique diverses propositions publiées au cours de plusieurs mois, mais on n'a pas trouvé un projet dont le succès eût été vraiment assuré. Cependant, cela n'a pas d'importance. Ce qui importe, c'est que nous avons modifié notre politique économique en obéissant exclusivement aux circonstances pratiques et aux impératifs de la situation. La mauvaise récolte, le manque de fourrages, la pénurie de combustible exercent naturellement une influence décisive sur l'économie dans son ensemble, et aussi sur l'économie paysanne. Si la paysannerie dit non, nous n'aurons pas de bois. Et sans bois, les fabriques seront forcées de s'arrêter. La récolte désastreuse et le manque de fourrage ont fait que la crise économique a pris, au printemps de 1921, des proportions gigantesques. Tout ceci est la conséquence de trois années de guerre civile. Il fallait prouver à la paysannerie que nous pouvions et voulions modifier rapidement notre politique afin d'améliorer immédiatement son sort. Nous disons sans cesse, — au IIe Congrès on l'a dit aussi, — que la révolution demande des sacrifices. Certains camarades argumentent ainsi dans leur propagande : nous sommes prêts à faire la révolution, mais il ne faut pas qu'elle soit trop dure. Si je ne m'abuse, cette thèse a été formulée par le camarade Smeral dans son discours au congrès du parti tchécoslovaque [106]. J'ai lu cela dans le compte rendu du *Vorwärts*, de Reichenberg [107]. Il y a là apparemment un courant légèrement teinté de gauchisme. Cette source ne peut donc être considérée comme absolument impartiale. En tout cas, je dois dire que si Smeral l'a affirmé, il a eu tort. Quelques orateurs qui ont pris la parole à ce congrès après Smeral ont dit : « Oui, nous suivrons Smeral, parce que cela nous dispensera de la guerre civile. » Si tout cela est exact, je dois dire qu'une telle propagande n'est ni communiste ni révolutionnaire. Il est naturel que toute révolution entraîne des sacrifices immenses pour la classe qui l'a faite. Ce qui distingue la révolution de la lutte ordinaire, c'est que ceux qui participent au mou-

vement sont dix fois, cent fois plus nombreux, et à cet égard chaque révolution implique des sacrifices non seulement pour certaines personnes, mais pour toute une classe. La dictature du prolétariat en Russie a imposé à la classe dominante, au prolétariat, des sacrifices, des privations, des misères tels que l'histoire n'en avait jamais connus, et il est fort probable qu'il en sera exactement de même dans n'importe quel autre pays.

Une question se pose : comment allons-nous répartir ces privations ? Nous représentons le pouvoir d'Etat. Nous sommes en mesure, jusqu'à un certain point, de répartir les privations, de les imposer à quelques classes, et adoucir ainsi, relativement, la situation de certaines couches de la population. De quel principe devons-nous nous inspirer ? Le principe de la justice ou de la majorité ? Non. Nous devons agir dans un sens pratique. Répartir les charges de manière à sauvegarder le pouvoir du prolétariat. C'est là notre unique principe. Au début de la révolution, la classe ouvrière a été contrainte d'endurer une misère incroyable. Je constate à présent que notre politique de ravitaillement enregistre chaque année de nouveaux succès. Il est certain que la situation s'est améliorée dans son ensemble. Mais il n'est pas moins certain qu'en Russie les paysans ont plus profité de la révolution que la classe ouvrière. Aucun doute ne saurait subsister à ce sujet. Du point de vue théorique, cela montre naturellement que notre révolution a été bourgeoise dans une certaine mesure. Quand Kautsky a lancé cet argument contre nous nous avons bien ri. Assurément, sans l'expropriation de la grande propriété foncière, sans l'expulsion des gros propriétaires terriens et sans le partage du sol, la révolution ne peut être que bourgeoise, et non socialiste. Mais nous avons été le seul parti qui ait su mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout et faciliter la lutte pour la révolution socialiste. Le pouvoir et le système soviétiques sont des institutions de l'Etat socialiste. Nous les avons déjà établis, mais le problème des rapports économiques entre la paysannerie et le prolétariat n'est pas encore résolu. Il reste encore beaucoup à faire, et l'issue de la lutte dépendra de notre aptitude à régler cette question. Ainsi, la répartition des privations est pratiquement une des tâches les plus ardues. La situation de la paysannerie s'est

en somme améliorée, alors que de dures épreuves sont échues à la classe ouvrière, précisément parce qu'elle exerce sa dictature.

J'ai déjà dit que le manque de fourrages et la mauvaise récolte ont suscité, au printemps 1921, une misère affreuse parmi les paysans qui sont en majorité dans notre pays. Sans entretenir de bons rapports avec les masses paysannes, nous ne pouvons subsister. C'est pourquoi notre tâche était de les assister sur-le-champ. La situation de la classe ouvrière est extrêmement difficile. Ses souffrances sont atroces. Pourtant les éléments politiquement les plus avancés comprennent que nous devons, dans l'intérêt de la dictature de la classe ouvrière, faire un gros effort pour secourir la paysannerie à n'importe quel prix. L'avant-garde de la classe ouvrière l'a compris, mais il existe encore dans cette avant-garde des gens qui ne peuvent le saisir, qui sont trop fatigués pour comprendre. Ils ont considéré cela comme une erreur et se sont mis à parler d'opportunisme. Les bolchéviks, disaient-ils, aident les paysans. Le paysan qui nous exploite reçoit tout ce qu'il désire, tandis que l'ouvrier est affamé. Est-ce de l'opportunisme ? Nous aidons les paysans parce que sans alliance avec eux le pouvoir politique du prolétariat est impossible, on ne saurait le conserver. C'est ce motif pratique qui a été décisif pour nous et non la répartition équitable. Nous aidons les paysans, car c'est absolument nécessaire pour garder le pouvoir politique. Le grand principe de la dictature est de soutenir l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, afin qu'il puisse garder son rôle dirigeant et le pouvoir d'Etat.

Le seul moyen que nous ayons trouvé, c'est l'impôt en nature qui est l'inévitable conséquence de la lutte. Bientôt, cet impôt sera mis en vigueur pour la première fois. Cette mesure n'a pas encore été mise à l'épreuve. Nous devons passer de l'alliance militaire à l'alliance économique qui, théoriquement, ne peut avoir qu'un seul fondement, l'institution de l'impôt en nature. C'est l'unique possibilité sur le plan théorique de poser la base économique vraiment solide de la société socialiste. La fabrique socialisée fournit ses produits au paysan qui, en échange, livre son blé. C'est la seule forme possible d'existence de la société socialiste, la seule forme d'édification socialiste dans un pays où les

petits paysans constituent la majorité ou, au moins, une très forte minorité. Le paysan livrera une partie de la récolte sous forme d'impôt, une autre contre les produits de la fabrique socialiste ou au moyen de l'échange des marchandises.

Nous en venons ici à la question la plus ardue. L'impôt en nature signifie, il va de soi, la liberté du commerce. Après s'être acquitté de l'impôt, le paysan est maître d'échanger librement ses excédents de blé. Cette liberté d'échange implique la liberté du capitalisme. Nous le disons ouvertement et le soulignons. Nous ne le dissimulons nullement. Les choses iraient mal pour nous si nous nous avisions de le cacher. La liberté du commerce, c'est la liberté du capitalisme, mais toutefois, sous une nouvelle forme. Cela veut dire que, jusqu'à un certain point, nous créons de nouveau le capitalisme. Nous le faisons tout à fait ouvertement. C'est le capitalisme d'Etat. Mais le capitalisme d'Etat dans une société où le pouvoir appartient au capital, et le capitalisme d'Etat dans l'Etat prolétarien, sont deux notions différentes. Dans la société capitaliste, le capitalisme d'Etat est reconnu par l'Etat qui le contrôle dans l'intérêt de la bourgeoisie et contre le prolétariat. Dans l'Etat prolétarien, la même chose se fait au profit de la classe ouvrière pour lui permettre de résister à la bourgeoisie encore puissante et de lutter contre elle. Il va sans dire que nous devons accorder des concessions au capital étranger, à la bourgeoisie des autres pays. Sans la moindre dénationalisation nous remettons mines, forêts, puits de pétrole aux capitalistes étrangers pour obtenir produits industriels, machines, etc., et relever ainsi notre propre industrie.

Dans la question du capitalisme d'Etat, nous n'avons bien entendu pas été tous d'accord dès le début. Mais à cette occasion, nous avons pu constater avec une grande joie que notre paysannerie évoluait, qu'elle a parfaitement compris la portée historique de la lutte que nous soutenons à l'heure actuelle. De simples paysans des régions les plus reculées venaient nous dire : « Comment ? On a chassé nos capitalistes qui parlent russe, et maintenant des capitalistes étrangers vont venir ? » Est-ce que cela ne montre pas le progrès de nos paysans ? Inutile d'expliquer à l'ouvrier au courant des questions économiques pour-

quoi cela est nécessaire. Après sept ans de guerre, nous sommes tellement ruinés qu'il faudra de longues années pour relever notre industrie. Il nous faut payer notre retard, notre faiblesse, l'apprentissage que nous faisons maintenant, que nous sommes obligés de faire. Quiconque veut s'instruire doit payer. Nous devons l'expliquer à tous et à chacun ; et si nous en apportons la preuve pratique, les grandes masses ouvrières et paysannes seront d'accord avec nous, puisque leur situation va s'améliorer aussitôt, puisque nous aurons ainsi là possibilité de relever notre industrie. Qu'est-ce qui nous y oblige ? Nous ne sommes pas seuls sur terre. Nous sommes dans un système d'Etats capitalistes. D'un côté, des pays coloniaux qui ne peuvent pas encore nous aider ; de l'autre, des pays capitalistes qui sont nos ennemis. Ce qui donne un certain équilibre, très précaire il est vrai. Mais nous devons cependant tenir compte de cet état de choses. Il ne faut pas fermer les yeux sur ce fait si nous voulons exister. Ou bien vaincre immédiatement toute la bourgeoisie, ou bien payer tribut.

Loin de le dissimuler, nous reconnaissons ouvertement que les concessions dans le système du capitalisme d'Etat reviennent à payer tribut au capitalisme. Mais nous gagnons du temps, et gagner du temps c'est tout gagner, notamment à une époque d'équilibre, quand nos camarades étrangers préparent activement leur révolution. Et plus cette préparation sera poussée, plus sûre sera la victoire. Jusqu'à ce moment nous serons tenus de payer tribut.

Quelques mots sur notre politique du ravitaillement. Il est certain qu'elle a été primitive et mauvaise. Mais nous pouvons noter aussi quelques succès. A ce propos, je dois souligner une fois de plus que la grande industrie mécanique est la seule base économique possible du socialisme. Quiconque oublie cela n'est pas communiste. Il nous faut mettre au point cette question de façon concrète. Nous ne pouvons pas poser les problèmes comme le font les théoriciens de l'ancien socialisme. Nous devons les poser pratiquement. Qu'est-ce que la grande industrie moderne ? C'est l'électrification de toute la Russie. La Suède, l'Allemagne et l'Amérique en sont près, bien qu'elles soient encore des pays bourgeois. Un camarade de Suède m'a raconté qu'une partie importante de l'industrie y est déjà

électrifiée, ainsi que 30% de l'agriculture. En Allemagne et en Amérique, pays capitalistes plus développés, l'échelle est encore plus large. La grande industrie mécanique n'est rien d'autre que l'électrification de tout le pays. Nous avons déjà désigné une commission spéciale composée des économistes et des techniciens les plus qualifiés. Il est vrai qu'ils sont presque tous contre le pouvoir des Soviets. Tous ces spécialistes viendront au communisme, mais autrement que nous, qui, au cours de vingt années d'activité clandestine , avons sans cesse étudié, répété, rabâché l'a b c du communisme.

Presque tous les organes du pouvoir soviétique étaient d'avis que l'on fît appel aux spécialistes. Les ingénieurs viendront à nous, quand nous aurons prouvé pratiquement que de cette façon les forces productives du pays s'accroissent. Il ne suffit pas de le leur prouver en théorie. Il le faut aussi pratiquement. Nous gagnerons ces gens à nos côtés si nous posons la question autrement et non sur le terrain de la propagande théorique du communisme. Nous affirmons que la grande industrie est l'unique moyen d'arracher la paysannerie à la misère et à la famine. Tout le monde est d'accord. Mais comment faire ? Pour relever l'industrie sur l'ancienne base, il faut trop d'efforts et de temps. Nous devons moderniser l'industrie, et pour cela, procéder à l'électrification du pays, ce qui demande beaucoup moins de temps. Les plans d'électrification sont déjà dressés. Plus de 200 spécialistes, presque tous adversaires du pouvoir soviétique, y ont travaillé avec intérêt bien que non communistes. Du point de vue de la science technique, ils étaient bien obligés de reconnaître que c'est la seule voie juste. Sans doute, il y a loin du plan à sa réalisation. Les spécialistes prudents disent que la première tranche des travaux demandera au moins dix ans. Le professeur Ballod a calculé que trois à quatre années suffiront pour électrifier l'Allemagne. Pour nous, même dix ans sont trop peu. Je cite dans mes thèses des chiffres pour montrer que nous avons fait bien peu jusqu'à présent dans ce domaine. Ces chiffres sont si modestes qu'on s'aperçoit tout de suite qu'ils ont une valeur de propagande plutôt que scientifique. Et c'est par la propagande que nous devons commencer. Le paysan russe, qui a fait la guerre mondiale et a passé plusieurs années en Alle-

magne, y a vu comment il faut gérer les exploitations avec les procédés modernes pour vaincre la famine. Nous devons développer un gros effort de propagande dans ce sens. Par eux-mêmes, ces plans n'ont pas jusqu'ici une grande portée pratique, cependant que leur valeur pour la propagande est considérable.

Le paysan voit qu'il faut créer quelque chose de nouveau. Le paysan comprend que tout l'Etat doit se mettre à l'œuvre et non chacun pour soi. Quand il était prisonnier en Allemagne il a vu, il a connu la base réelle d'une vie civilisée. 12 000 kilowatts, c'est un début très modeste. Il se peut qu'un étranger qui connaît l'électrification américaine, allemande ou suédoise, trouve la chose ridicule. Mais rira bien qui rira le dernier. En effet, c'est un début modeste. Mais la paysannerie commence à se rendre compte qu'il faut effectuer de nouveaux et immenses travaux et qu'ils sont déjà entrepris. Il faudra vaincre des difficultés énormes. Nous essayerons d'entrer en relations avec les pays capitalistes. Il ne faut pas regretter d'offrir aux capitalistes quelques centaines de millions de kilogrammes de pétrole à condition qu'ils nous aident à électrifier notre pays.

Et maintenant, pour terminer, quelques mots sur la « démocratie pure ». Je cite ce que Engels a écrit le 11 décembre 1884 dans une lettre à Bebel :

« La démocratie pure acquerra au moment de la révolution, pour un bref délai, une importance temporaire en tant que parti bourgeois le plus extrême, ainsi qu'elle s'est déjà affirmée à Francfort, comme la dernière ancre de salut de toute l'économie bourgeoise, et même féodale... C'est ainsi qu'en 1848 toute la masse bureaucratique féodale a soutenu, de mars à septembre, les libéraux afin de tenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires... En tout cas, pendant la crise et au lendemain de celle-ci, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire groupée autour de la démocratie pure ; et c'est ce que l'on ne doit, à mon avis, négliger en aucun cas. »

Nous ne pouvons pas poser les questions comme le font les théoriciens. La réaction tout entière, non seulement bourgeoise mais aussi féodale, se rallie autour de la « démocratie pure ». Les camarades allemands savent mieux que quiconque ce que signifie la « démocratie pure », puisque

Kautsky et d'autres chefs de la IIe Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$ la défendent contre les méchants bolchéviks. Si l'on juge les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks russes sur leurs actes et non sur leurs paroles, ils n'apparaîtront pas autrement que comme les représentants de la « démocratie pure » petite-bourgeoise. Au cours de notre révolution et aussi pendant la dernière crise, aux jours de l'émeute de Cronstadt, ils ont montré avec une pureté classique ce que signifie la démocratie pure. Une grande effervescence régnait parmi les paysans, et les ouvriers étaient eux aussi mécontents. Ils étaient fatigués, exténués. Car enfin, les forces humaines ont des limites. Ils ont souffert de la faim pendant trois ans, mais cela ne peut durer quatre ou cinq ans. Il va sans dire que la faim a des répercussions profondes sur l'activité politique. Comment ont agi les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks ? Leurs hésitations incessantes n'ont fait que renforcer la bourgeoisie. L'organisation de tous les partis russes à l'étranger à montré quelle est la situation aujourd'hui. Les chefs les plus intelligents de la grande bourgeoisie russe se sont dit : « Nous ne pouvons vaincre immédiatement en Russie. Aussi notre mot d'ordre doit-il être : « Les Soviets sans les bolchéviks. » Milioukov, leader des cadets, défendait le pouvoir des Soviets contre les socialistes-révolutionnaires. Cela semble bizarre. Mais telle est la dialectique pratique que nous étudions de façon originale au cours de notre révolution, à travers notre lutte pratique et celle de nos adversaires. Les cadets défendent les « Soviets sans les bolchéviks », parce qu'ils comprennent fort bien la situation et qu'ils espèrent faire mordre à cet hameçon une partie de la population. Voilà ce que disent les cadets intelligents. Certes, tous les cadets ne sont pas intelligents, mais certains le sont et ont puisé une certaine expérience dans la révolution française. A présent le mot d'ordre est : lutter contre les bolchéviks à tout prix, coûte que coûte. Toute la bourgeoisie aide maintenant les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Ils forment aujourd'hui l'avant-garde de toute la réaction. Ce printemps, nous avons eu l'occasion de connaître les fruits de cette coalition contre-révolutionnaire.

Nous devons donc poursuivre la lutte implacable contre ces éléments. La dictature est un état de guerre exa-

cerbée. Nous nous trouvons précisément dans cet état. Il n'y a pas en ce moment d'invasion armée. Nous sommes cependant isolés. D'autre part, nous ne le sommes pas tout à fait, puisque toute la bourgeoisie mondiale est incapable, à l'heure actuelle, de mener une guerre ouverte contre nous, car l'ensemble de la classe ouvrière, bien que sa majorité ne soit pas encore communiste, est suffisamment consciente pour ne pas tolérer l'intervention. La bourgeoisie est obligée de tenir compte de cet état d'esprit des masses qui, il est vrai, n'ont pas encore tout à fait atteint le niveau du communisme. Aussi, la bourgeoisie ne peut-elle à présent déclencher l'offensive contre nous, mais cela n'a rien d'impossible. Tant qu'il n'y a pas de résultat général et définitif, cet état de guerre effroyable subsistera. Nous disons : « A la guerre comme à la guerre : nous ne promettons aucune liberté ni aucune démocratie. » Nous déclarons ouvertement aux paysans qu'ils doivent choisir : ou bien le pouvoir des bolchéviks, et alors nous ferons toutes les concessions possibles, dans la mesure où le maintien du pouvoir le permet, et ensuite nous les conduirons au socialisme ; ou bien le pouvoir de la bourgeoisie. Tout le reste n'est que duperie, démagogie pure. Une lutte sans merci doit être engagée contre cette duperie, contre cette démagogie. Notre point de vue est celui-ci : pour l'instant, grandes concessions et prudence extrême, justement parce qu'il existe un certain équilibre, que nous sommes plus faibles que nos adversaires réunis, que notre base économique est trop fragile et que nous avons besoin d'une base économique plus solide.

Voilà ce que j'ai voulu dire aux camarades sur notre tactique, sur la tactique du Parti communiste de Russie. (Applaudissements prolongés.)

REFLEXIONS SUR LE « PLAN » ECONOMIQUE D'ETAT

Notre erreur principale à tous a été jusqu'à présent de compter sur le meilleur ; à cause de cela, nous versions dans les utopies bureaucratiques. Une partie infime de nos plans se réalisait. La vie se moquait de nos plans et tout le monde avec.

Il faut transformer cela radicalement.

Compter sur le pire. Nous avons déjà de l'expérience, peu sans doute, mais pratique.

Le ravitaillement ? Froumkine dit : l'idéal serait 150 millions de pouds par l'impôt + 50 millions de pouds par l'échange + 40 millions de pouds de l'Ukraine=240 millions de pouds.

Il faut baser le calcul sur *2 0 0* millions de pouds en tout par an.

Comment faire avec ce chiffre infime, ce chiffre de famine ? 200 : 12 = 16 2/3.

(a) Prendre le minimum pour l'armée, c'est-à-dire calculer les rations pour le minimum d'effectifs.

(b) Faire entrer dans le plan le travail économique de l'armée modestement, archi-modestement.

1 samedi communiste pour 60% de l'armée (participants).

1 samedi communiste sur 3, 50% de participants (50% de l'armée, etc.)

(c) Pour les employés, compression atroce du personnel.

(d) Les ouvriers.

Immédiatement, la liste des meilleures *e n t r e p r i s e s* (obligatoirement des *entreprises*) par branches d'industrie.

Fermer de $\frac{1}{2}$ à 4/5 des entreprises actuelles.

Faire marcher les autres en deux équipes. Seulement celles qui auront suffisamment de *combustible* et de *blé pour toute l'année*, même avec le minimum d'arrivage de blé (200 millions de pouds) et de combustible (?).

Faire cela *au brouillon*, à titre de première approximation, immédiatement, au plus tard dans un délai d'un mois.

Le combustible existe.

Le Commissariat du Peuple aux Voies de communication existe.

Ne pas approfondir ni préciser le ravitaillement ; *fixer 200 millions de pouds* ;

Enregistrer de façon ultra-rapide l'industrie *par branches* et *par provinces* (sans nullement remettre jusqu'au « total »),

et, SURTOUT,

faire travailler 70% des membres du Gosplan à raison de *14 heures par jour* (tant pis si les spécialistes souffrent un peu : on leur a donné de bonnes rations, il faut les obliger à travailler).

Pour l'accomplissement par chacun de ses tâches individuelles quant à la « *surveillance générale* » (c'est ainsi, je crois, que cela s'appelle dans le Règlement du Gosplan?) à exercer sur telles ou telles entreprises.

Admettons que nous devons (et pouvons même dans la situation la plus défavorable avec 200 millions de pouds de blé par an) organiser et faire marcher sans interruption, du 1.X. 1921 au 1. X. 1922, *7 0 0* grands établissements, entreprises, dépôts (ferroviaires), sovkhozes, etc., etc.

700 : 35 membres du Gosplan = *20*

Disons 30 (tous les membres du Gosplan n'assureront pas en permanence le travail courant).

Donnez-vous la peine de surveiller *les 30 sans relâche*. Vous en répondez.

En outre, pour 30 à 70 autres, peu importants, en passant et sans insister, non pas les surveiller, mais parfois et de temps à autre *se renseigner*.

Surveiller sans relâche, cela veut dire *répondre* sur sa tête de l'utilisation rationnelle du combustible et du blé, du stockage maximum de l'un et de l'autre, du maximum d'arrivage, de l'économie de combustible (dans l'industrie,

les chemins de fer, etc.), de l'économie de vivres (nourrir *uniquement* les bons travailleurs), de l'accroissement de la productivité du travail, *etc.*

Tout le reste, le céder à bail, ou le donner à n'importe qui, ou le fermer ou l'« abandonner », l'oublier *jusqu'à une amélioration stable*, permettant de compter absolument non pas sur 200 millions de pouds de blé + *X* millions de pouds de combustible, mais sur *300* millions de pouds de blé + 150% X de combustible.

Voilà mes pensées sur le Gosplan.

Réfléchissez-y. Nous en reparlerons.

Lénine

4. VII

Publié pour la première fois en 1924

Conforme au texte du manuscrit

MESSAGE AU CONGRES DES DELEGUES DU TSENTROSOIOUZ

Je salue l'assemblée des délégués du Tsentrosoïouz au nom du Conseil des Commissaires du Peuple et du C. C. du P. C. R. ; je regrette vivement de ne pouvoir assister à l'assemblée et donner mon avis sur les tâches si complexes qui se posent aux coopérateurs.

Je ne doute pas que l'échange d'expérience concernant le travail déjà accompli ne permette de les résoudre dans un esprit conforme au plan d'édification économique générale du pays. Le succès du travail pratique futur dépendra dans une large mesure d'une juste définition, dans la circulation des marchandises, du rapport entre l'industrie urbaine et l'économie rurale, de l'aptitude des coopératives à écarter, par une lutte conséquente et persévérante, tous les obstacles au développement de l'échange des marchandises et à prendre une place de premier plan dans ce domaine, de leur aptitude à rassembler les valeurs marchandes disséminées et à en faire naître de nouvelles. La solution pratique de ces questions constitue le meilleur moyen d'atteindre en fin de compte nos objectifs : relever l'agriculture et, sur sa base, renforcer et développer la grande industrie.

La mauvaise récolte qui s'annonce dans une série de provinces vient sérieusement compliquer ces tâches. L'assemblée devra, dans ses travaux, porter une attention particulière à ce nouveau désastre, et tenir compte de ses conséquences pour la solution de toutes les questions courantes.

Je suis sûr que, si courte que soit l'expérience du travail dans les conditions nouvelles, les coopérateurs soviétiques sauront prendre une part active au travail commun pour venir à bout de la ruine et déployer dans la lutte contre elle le maximum d'énergie.

Rédigé le 16 juillet 1921
Publié le 19 juillet 1921
dans la « Pravda » n° 156

Conforme au texte de la « Pravda »

MESSAGE AU Ier CONGRES INTERNATIONAL DES SYNDICATS REVOLUTIONNAIRES [108]

18. VII

Je vous prie instamment de transmettre ce qui suit aux délégués du Congrès international des syndicats.

Je les remercie de tout cœur de l'invitation au congrès qu'ils m'ont adressée par votre intermédiaire. Je regrette infiniment de ne pouvoir l'accepter en raison de mon état de santé ; j'ai été obligé, sur l'ordre du médecin, de quitter Moscou pour un mois.

Je vous demande de saluer de ma part les délégués et de leur transmettre mes vœux ardents de succès dans leurs travaux. Il est difficile de trouver les mots propres à exprimer toute l'importance du Congrès international des syndicats. Les idées du communisme gagnent avec une force irrésistible les membres des syndicats dans tous les pays, dans le monde entier. Elles les gagnent de façon incorrecte, inégale, irrégulière, surmontant des milliers de difficultés, mais elles progressent irrésistiblement. Le Congrès international des syndicats accélérera ce mouvement. Le communisme triomphera parmi les syndicats. Aucune force au monde n'empêchera la faillite du capitalisme et la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie.

Avec mes salutations chaleureuses et l'assurance de la victoire certaine du communisme.

N. Lénine

Publié en 1921 *Conforme au texte du manuscrit*

APPEL AU PROLETARIAT INTERNATIONAL

Plusieurs provinces de Russie sont en proie à une famine qui semble à peine moindre que le désastre de 1891.

C'est la dure conséquence du retard de la Russie et de sept ans d'une guerre impérialiste d'abord, civile ensuite, que les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de tous les pays ont imposée aux ouvriers et aux paysans.

Nous avons besoin d'aide. La république des Soviets des ouvriers et des paysans attend cette aide des travailleurs, des ouvriers industriels et des petits agriculteurs.

Les masses ouvrières et paysannes sont elles-mêmes opprimées partout par le capitalisme et l'impérialisme, mais nous sommes sûrs que, malgré leur propre situation pénible, due au chômage et à la cherté croissante de la vie, elles répondront à notre appel.

Ceux qui ont éprouvé eux-mêmes pendant toute la vie le joug du capital comprendront la situation des ouvriers et des paysans de Russie ; ils comprendront ou ils sentiront avec l'instinct du travailleur et de l'exploité, la nécessité d'aider la République des Soviets qui a dû, la première, assumer la noble mais difficile tâche du renversement du capitalisme. Pour cette raison, les capitalistes de tous les pays se vengent de la République des Soviets. Pour cette raison, ils préparent de nouveaux plans de campagne, d'intervention et de complots contre-révolutionnaires.

C'est, nous en sommes sûrs, avec une énergie d'autant plus grande et un esprit de sacrifice d'autant plus grand que nous viendront en aide les ouvriers et les petits agriculteurs de tous les pays qui vivent de leur travail.

2. VIII. 1921. *N. Lénine*

« Pravda » n° 172
6 août 1921

Conforme au texte de la « Pravda »
collationné sur le manuscrit

APPEL AUX PAYSANS D'UKRAINE

L'Ukraine Rive-droite a récolté cette année une excellente moisson. Les ouvriers et les paysans des régions affamées de la Volga qui subissent actuellement un désastre à peine moins grave que l'effroyable désastre de 1891, attendent l'aide des agriculteurs ukrainiens. Il faut une aide rapide. Il faut une aide abondante. Que tous les agriculteurs, sans exception, partagent leurs excédents avec les paysans affamés de la Volga qui n'ont pas de graines pour ensemencer leurs champs.

Que chaque district où le blé est en suffisance envoie au moins deux ou trois élus paysans dans les régions de la Volga, pour y apporter du blé, constater de leurs propres yeux l'étendue du désastre, de la misère et de la famine, et, à leur retour, parler à leurs compatriotes de la nécessité d'une aide urgente.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple
V. Oulianov (Lénine)

2. VIII. 1921.

« Pravda » n° 172,
6 août 1921

Conforme au texte de la « Pravda »
collationné sur le manuscrit

LETTRE A MIASNIKOV

5. VIII. 1921.

Camarade Miasnikov,

Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai lu vos *deux* articles. Quelles ont été vos interventions dans l'organisation de Perm (je crois qu'il s'agit de celle-ci), et quel est le conflit qui vous oppose, je l'ignore. Je ne puis en parler. Le Bureau d'organisation, qui, à ce que j'ai entendu dire, a désigné une commission spéciale, examinera l'affaire.

Ma tâche est autre : je dois apprécier vos lettres en tant que documents littéraires et politiques.

Ce sont des documents intéressants !

J'estime que l'article intitulé : « Questions névralgiques » révèle de façon particulièrement évidente votre erreur fondamentale. Et je crois devoir tout faire pour chercher à vous convaincre.

Au commencement de l'article, vous appliquez correctement la dialectique. Oui, ceux qui ne comprennent pas que le mot d'ordre de « guerre civile » doit céder la place à celui de « paix civile » sont ridicules, sinon davantage. Oui, vous avez raison ici.

Et c'est précisément parce que vous avez raison ici que je suis étonné que vous ayez oublié dans vos conclusions la dialectique que vous aviez vous-même si correctement appliquée.

... « Liberté de la presse depuis les monarchistes jusqu'aux anarchistes »... Fort bien ! Mais veuillez me pardonner, tous les marxistes et tous les ouvriers qui ont réfléchi à nos quatre années d'expérience révolutionnaire diront :

examinons de *quelle* liberté de presse il s'agit ? Pour *quoi* ? Pour *quelle classe* ?

Nous ne croyons pas aux « absolus ». Nous nous rions de la « démocratie pure ».

Le mot d'ordre de « liberté de la presse » a pris une portée universelle à la fin du moyen âge jusqu'au XIXe siècle. Pourquoi ? Parce qu'il émanait de la bourgeoisie progressiste, en lutte contre les prêtres, les rois, les féodaux et les seigneurs terriens.

Il n'est pas un pays au monde qui ait fait et fasse autant que la R.S.F.S.R. pour affranchir les masses de l'influence des *prêtres* et des *propriétaires fonciers*. *Mieux* que *tous* les autres pays du monde, nous avons réalisé et réalisons cette tâche de « liberté de la presse ».

Dans tous les pays où il y a des capitalistes, la liberté de la presse est la liberté *d'acheter* les journaux, *d'acheter* les écrivains, de *corrompre*, d'acheter et de fabriquer l'« opinion publique » *en faveur de la bourgeoisie.*

C'est un fait.

Nul ne saura jamais le réfuter.

Et chez nous ? Qui peut nier que la bourgeoisie est battue, *mais non anéantie* ? Qu'elle est *tapie aux aguets* ? Nul ne saurait le nier.

Dans la R.S.F.S.R., entourée des ennemis bourgeois du monde entier, la liberté de la presse, ce serait la liberté *d'organisation politique* de la bourgeoisie et de ses valets les plus fidèles, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires.

C'est un fait irréfutable.

Pour le moment, la bourgeoisie (du monde entier) est plus forte que nous, et de plusieurs fois. Lui donner au *surplus* une arme comme la liberté d'organisation politique (=la liberté de la presse, car la presse est le centre et la base de l'organisation politique), c'est faciliter la tâche à l'ennemi, aider l'ennemi de classe.

Nous ne voulons pas nous suicider ; aussi, ne le ferons-nous pas.

Nous voyons clairement ce *fait* : la « liberté de la presse » signifie *en réalité* que la bourgeoisie internationale va acheter immédiatement dès centaines et des milliers d'écrivains cadets, socialistes-révolutionnaires et menchéviks,

que leur propagande, leur lutte contre nous va être organisée.

C'est un fait. « Ils » sont plus riches que nous et ils vont acheter une « force » dix fois plus grande que notre force à nous.

Non. Nous ne le ferons pas, nous n'aiderons pas la bourgeoisie internationale.

Comment avez-vous pu abandonner l'appréciation de classe, c'est-à-dire le point de vue de l'appréciation des rapports entre *t o u t e s* les classes pour *t o m b e r* dans l'appréciation sentimentale petite-bourgeoise ? C'est une énigme pour moi.

Dans la question de la « paix civile ou guerre civile », dans la question de savoir comment *nous* avons gagné et *continuerons* à « gagner » les paysans (à la cause du prolétariat), dans ces deux questions capitales, fondamentales, mondiales (qui touchent le *fond* de la politique mondiale) (auxquelles sont consacrés vos *deux* articles), vous *avez su* adopter le point de vue marxiste et non petit-bourgeois, sentimental. Vous avez su avec *sérieux* et clairvoyance *c o n s i d é r e r* les rapports entre *toutes* les classes.

Et voilà que brusquement vous tombez dans le gouffre du sentimentalisme.

... « Il se produit chez nous un tas de scandales et d'abus : la liberté de la presse les dénoncera »...

Voilà, à en juger par vos deux articles, sur quoi vous avez buté. Vous vous êtes laissé *accabler* par un certain nombre de *faits* fâcheux et navrants, et vous avez perdu la faculté de considérer les forces avec *clairvoyance*:

La liberté de la presse accroîtra *la force* de la bourgeoisie mondiale. C'est un fait. La « liberté de la presse » ne servira *pas à épurer le Parti communiste* de Russie de ses faiblesses, erreurs, calamités, maladies (il y a un tas de maladies, c'est incontestable), car la bourgeoisie mondiale *ne* le veut *pas* ; la liberté de la presse deviendra une arme entre les mains de *cette bourgeoisie mondiale*. Elle n'est pas morte. Elle vit toujours. Elle est là tout près et nous guette. Elle a déjà *engagé* Milioukov, servi avec zèle et fidélité par Tchernov et Martov (en partie par sottise, en partie par haine fractionnelle à notre égard, mais surtout par la logique objective de leur position démocratique petite-bourgeoise).

« Allant chez Pierre, vous vous êtes retrouvé chez Paul. »

Vous vouliez *guérir* le parti communiste, et vous avez saisi le *remède* qui à coup sûr provoquera la mort ; non de votre part, bien sûr, mais de la part de la bourgeoisie internationale (+Milioukov +Tchernov +Martov).

Vous avez oublié un détail, un tout petit détail : la bourgeoisie mondiale et sa « liberté » de s'acheter les journaux, de s'acheter les *centres d'organisation politique.*

Non. Nous ne suivrons pas cette voie. Sur *mille* ouvriers conscients, *neuf cents* ne s'engageront pas dans cette voie.

Nombreuses sont nos maladies. Des erreurs (nos erreurs *communes*, tout le monde s'est trompé, le *Conseil du Travail et de la Défense*, le *Conseil des Commissaires du Peuple*, le Comité central), comme dans la répartition des combustibles et des *vivres*, en automne et en hiver 1920 (erreurs monumentales ! !), ont encore aggravé notre situation.

La misère et les calamités sont immenses.

La famine de 1921 les a *accentuées* diablement.

Nous aurons un mal du diable pour en sortir, mais nous en sortirons ! Nous avons commencé à en sortir.

Nous nous en sortirons, car notre politique a une base juste, elle considère *toutes* les forces de classe à l'échelle *internationale.* Nous nous en sortirons, car nous ne maquillons pas notre situation. Nous connaissons toutes les difficultés. Nous voyons *toutes* les maladies. Nous les soignons systématiquement, avec persévérance, sans nous laisser aller à la panique.

Vous vous êtes laissé gagner par la panique et vous avez glissé sur cette pente jusqu'à fonder quelque chose dans le genre d'un nouveau parti ou vous suicider.

Il ne faut pas se laisser aller à la panique.

Des cellules communistes détachées du parti ? Il y en a. C'est un mal, un malheur, une maladie.

Il y en a. Maladie grave.

Nous la voyons.

Il faut la soigner par des mesures prolétariennes et du parti, et non par la « liberté » (*pour la bourgeoisie*).

Ce que vous dites du relèvement de l'économie, de la « charrue automobile », etc., de la lutte pour l'« influence »

parmi les paysans, etc., contient *beaucoup* d'idées vraies et utiles.

Pourquoi ne pas les *faire ressortir* ? Nous nous entendrons et travaillerons en bonne intelligence dans un seul parti. Le profit en sera immense, *non pas d'un seul coup, mais très* lentement.

Il faut animer les Soviets, attirer des sans-parti, faire contrôler l'activité des membres du parti par des *sans-parti*, c'est absolument vrai. C'est un *morceau* à travailler. Un champ immense demeure en friche.

Pourquoi ne développeriez-vous pas *tout cela*, de *façon concrète*, dans une brochure pour le congrès ?

Pourquoi ne vous attaqueriez-vous pas à cela ?

Pourquoi vous laisser effrayer par ce *gros ouvrage* ? (*Pourchasser* les abus par la Commission centrale de contrôle, par la presse du parti, par la *Pravda* ?) Ceux qui n'ont pas confiance dans le gros ouvrage, lent, difficile, pénible, se laissent gagner par la panique et cherchent une solution « facile » : « la liberté de la presse » (*pour la bourgeoisie*).

Pourquoi insistez-vous sur votre erreur, une erreur évidente, sur le mot d'ordre de « liberté de la presse » *antiprolétarien* et contraire aux principes du parti ? Pourquoi ne vous attaqueriez-vous pas à un travail moins « brillant » (brillant d'un éclat bourgeois), au gros ouvrage, à l'élimination effective des abus, à la lutte effective contre eux, à *l'aide* effective aux sans-parti ?

Quand avez-vous signalé au C.C. un abus précis ? et un *moyen* précis pour y remédier, pour l'extirper ?

Pas une fois.

Pas une seule fois.

Vous avez constaté un tas de calamités et de maladies, vous vous êtes laissé aller au désespoir et vous êtes tombé dans d'autres bras, dans ceux de la bourgeoisie (« la liberté de la presse » *pour la bourgeoisie*). Moi, je vous conseille de ne pas vous laisser aller au désespoir où à la panique.

Nous et nos sympathisants, les ouvriers et les paysans, nous possédons encore des forces infinies. Nous avons encore beaucoup de santé.

Nous ne soignons pas bien nos maladies.

Nous appliquons mal le mot d'ordre : promouvez des sans-parti, faites contrôler le travail des membres du parti par des sans-parti !

Mais nous pouvons faire et nous ferons dans ce domaine cent fois plus qu'aujourd'hui.

J'espère qu'après mûre réflexion, vous ne persisterez plus par amour-propre mal placé dans votre erreur politique manifeste (« la liberté de la presse »), et, après avoir maîtrisé vos nerfs et vaincu la panique, vous vous attacherez à un travail concret : renforcer la *liaison* avec les sans-parti, aider les sans-parti à *contrôler* le travail des membres du parti.

Dans ce domaine, il y a une foule de choses à faire. C'est par ce travail que l'on peut (et que l'on doit) *soigner* la maladie lentement, mais efficacement, au lieu de s'obscurcir le cerveau avec la « liberté de la presse », ce « brillant » feu follet.

Salutations communistes.

Lénine

Publié en 1921 *Conforme au texte du manuscrit*

AU CAMARADE THOMAS BELL

Cher camarade, je vous remercie vivement pour votre lettre du 7 août. Malade et surchargé de travail, je n'ai rien lu ces derniers mois sur le mouvement anglais.

Votre communication est extrêmement intéressante. Peut-être est-ce le *début* d'un véritable mouvement prolétarien de masse en Grande-Bretagne *au sens communiste.* Je crains qu'il n'y ait eu jusqu'à présent en Angleterre que quelques petits groupes de propagande communiste (en incluant dans le nombre le Parti communiste anglais), mais qu'il n'y ait pas de mouvement communiste *de masse* véritable.

Si la fédération des mineurs des Galles du Sud a décidé le 24 juillet, par une majorité de 120 voix contre 63, d'adhérer à la IIIe Internationale, il se peut que ce soit le début d'une ère nouvelle. (Combien y a-t-il de mineurs en Angleterre ? Plus de 500 000 ? Combien dans les Galles du Sud ? 25 000 ? Combien de mineurs étaient *effectivement* représentés à Cardiff, le 24 juillet 1921 ?)

Si ces mineurs ne représentent pas une minorité par trop insignifiante, s'ils fraternisent avec les soldats et commencent une « guerre des classes » *effective*, nous devons faire tout notre possible pour que ce mouvement *se développe* et se renforce.

Les mesures économiques (dans le genre des cantines publiques) sont bonnes, mais elles ne sont pas particulièrement importantes *maintenant*, *avant* la victoire de la révolution prolétarienne en Angleterre. Le plus important *maintenant*, c'est la lutte *politique.*

Les capitalistes anglais sont rusés, intelligents, fourbes. Ils *soutiendront* (directement ou indirectement) les cantines publiques *afin* de détourner l'attention *des objectifs politiques.*

L'important (si je ne m'abuse) est de :

1) Créer dans cette partie de l'Angleterre un très bon *parti communiste*, vraiment prolétarien et vraiment de masse, c'est-à-dire un parti qui serait *réellement* la force dirigeante de *tout* le mouvement ouvrier dans cette partie de l'Angleterre (appliquer dans cette région de votre pays la résolution adoptée par le IIIe Congrès sur l'organisation et le travail du parti).

2) Commencer à publier un journal ouvrier quotidien pour la classe ouvrière de cette partie de l'Angleterre.

Amorcer ceci non comme une entreprise commerciale (ainsi que cela se fait habituellement dans la presse des pays capitalistes), non avec un grand capital, non par la manière habituellement admise, mais comme instrument *économique et politique* des *m a s s e s* dans leur lutte.

Ou bien les mineurs de cette région sont capables de verser un *demi-penny* par jour (pour commencer, si vous voulez, *une fois par semaine*) pour leur journal quotidien (ou hebdomadaire) à *e u x* (même si ce journal est tout petit, cela n'est pas essentiel), ou bien le *véritable mouvement communiste de masse* n'a pas commencé *dans cette partie de l'Angleterre.*

Si le parti communiste n'est pas en état de recueillir dans cette région quelques livres pour éditer quotidiennement *des petites feuilles* à partir desquelles pourrait se développer un véritable journal communiste *prolétarien*, si les choses se présentent ainsi, si *chaque* mineur ne verse pas son penny pour ce feuillet, cela veut dire que l'adhésion à la IIIe Internationale n'est ni *sérieuse* ni authentique.

Le gouvernement anglais mettra en œuvre tous les moyens les plus ingénieux pour étouffer toute initiative de ce genre. C'est pourquoi nous devons être (au début) très prudents. Le journal ne doit pas être, au début, *trop révolutionnaire.* Si vous voulez avoir trois rédacteurs, qu'au moins l'un d'entre eux *ne* soit *pas communiste.* Deux au moins doivent être de vrais ouvriers. Si les 9/10 des ouvriers n'achètent pas le journal et si les 2/3 $\left(\frac{120}{120+63}\right)$ ne versent pas de

cotisations spéciales (par ex. un penny par *semaine*) pour *leur* journal, ce journal ne sera pas un journal ouvrier.

Je serais très heureux de recevoir quelques lignes à ce sujet, et je vous prie d'excuser mon mauvais anglais.

Avec mes salutations communistes,

Lénine

Rédigé le 13 août 1921
Publié pour la première fois le 21 janvier 1927 dans le « Workers Weekly » n° 205, et en russe, le 27 janvier 1927 dans la « Pravda » n° 21

Traduit de l'anglais

LETTRE AUX COMMUNISTES ALLEMANDS

Chers camarades,

J'avais l'intention d'exposer dans un grand article mon opinion sur les enseignements à tirer des travaux du III[e] Congrès de l'Internationale communiste. Malheureusement, la maladie m'a empêché jusqu'à ce jour d'entreprendre ce travail. Le congrès de votre parti, du Parti communiste unifié d'Allemagne (V.K.P.D. [109]) étant fixé au 22 août, je suis obligé d'écrire cette lettre à la hâte pour la terminer d'ici quelques heures afin de l'expédier à temps en Allemagne.

Autant que je puisse en juger, la situation du Parti communiste allemand est particulièrement difficile. Cela se comprend.

D'abord et surtout, la situation internationale de l'Allemagne a, dès la fin 1918, accentué de façon extrêmement rapide et brutale sa crise révolutionnaire intérieure en poussant l'avant-garde du prolétariat à conquérir immédiatement le pouvoir. Cependant, la bourgeoisie allemande et toute la bourgeoisie internationale, admirablement armées et organisées, instruites par l'« expérience russe », se sont jetées sur le prolétariat révolutionnaire d'Allemagne avec une haine farouche. Des dizaines de milliers d'Allemands, des meilleurs, ses ouvriers révolutionnaires, ont été massacrés et torturés par la bourgeoisie, par ses champions, Noske et consorts, par ses valets directs, Scheidemann et consorts, par ses auxiliaires indirects et « subtils » (qui pour cette raison lui sont particulièrement précieux), les chevaliers de l'« Internationale $2\frac{1}{2}$ » petite-bourgeoise, veules, hésitants

et pédants. La bourgeoisie armée a tendu des guets-apens aux ouvriers sans armes, les a massacrés en masse, a assassiné leurs chefs, en les guettant systématiquement l'un après l'autre en utilisant admirablement les vociférations contre-révolutionnaires des social-démocrates des deux nuances : Scheidemann et Kautsky. Et au moment de la crise, les ouvriers allemands n'avaient pas de parti véritablement révolutionnaire, puisque la scission n'était pas encore opérée, puisque les ouvriers allemands étaient encore subjugués par la maudite tradition d'« unité » avec la bande vénale (Scheidemann, Legien, David et consorts) et veule (Kautsky, Hilferding et consorts) des laquais du capital. Chaque ouvrier honnête et conscient qui prenait pour argent comptant le Manifeste de Bâle de 1912, et non pour un « chiffon de papier » des canailles du «2e» ordre et «$2^1/_2$», sentait se réveiller en lui avec une acuité incroyable la haine pour l'opportunisme de l'ancienne social-démocratie allemande. Cette haine, le sentiment le plus noble et le plus sublime qui puisse animer les meilleurs éléments de la masse opprimée et exploitée, aveuglait les gens, les empêchait de raisonner avec sang-froid, d'élaborer une stratégie juste pour répondre à l'excellente stratégie des capitalistes de l'Entente, armés, organisés, instruits par l'« expérience russe », soutenus par la France, l'Angleterre et l'Amérique. C'est cette haine qui a poussé à des insurrections prématurées.

Voilà pourquoi le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire allemand a suivi, depuis la fin 1918, une voie particulièrement pénible et douloureuse. Mais il a progressé et progresse sans arrêt. La poussée graduelle vers la gauche de la masse ouvrière, majorité véritable des travailleurs et des exploités d'Allemagne, tant des membres des anciens syndicats menchéviks (c'est-à-dire au service de la bourgeoisie) que ceux qui ne sont pas ou presque pas organisés, est un fait irréfutable. Ne pas perdre son sang-froid et sa maîtrise de soi ; corriger méthodiquement les erreurs du passé ; continuer inlassablement à conquérir la majorité des masses ouvrières tant dans les syndicats qu'en dehors ; édifier patiemment un parti communiste fort et intelligent, susceptible de diriger effectivement les masses, quelle que soit la tournure que les événements prennent ; élaborer une

stratégie à la hauteur de la meilleure stratégie internationale de la bourgeoisie avancée la plus « instruite » (par l'expérience séculaire en général et par l'« expérience russe » en particulier) : voilà ce que le prolétariat allemand doit faire et voilà ce qu'il fera ; voilà ce qui lui garantira la victoire.

D'autre part, à l'heure actuelle, la situation difficile du Parti communiste d'Allemagne a été aggravée par le départ des médiocres communistes de la gauche (« Parti communiste ouvrier d'Allemagne », K.A.P.D.) et de la droite (Paul Lévy avec sa petite revue : *Unser Weg* ou *Sowjet*).

Les « gauches », ou les « K-a-pistes », ont reçu de nous assez d'avertissements dans l'arène internationale depuis le IIe Congrès de l'Internationale communiste. Tant que l'on n'a pas encore fondé, du moins dans les pays les plus importants, de partis communistes suffisamment forts, expérimentés et influents, nous devrons tolérer la présence d'éléments semi-anarchistes à nos congrès internationaux ; elle est même utile jusqu'à un certain point. Utile dans la mesure où ces éléments constituent un « exemple rebutant » concret pour les communistes dépourvus d'expérience et aussi dans la mesure où ces éléments eux-mêmes sont encore susceptibles de s'instruire. L'anarchisme se scinde dans le monde entier — et cela non depuis hier, mais depuis le commencement de la guerre impérialiste de 1914-1918, — en deux courants : pro-soviétique et antisoviétique, pour ou contre la dictature du prolétariat. Il faut laisser ce processus mûrir et parvenir à maturité. En Europe occidentale il n'y a presque plus de témoins de révolution quelque peu importante ; l'expérience des grandes révolutions y est presque entièrement oubliée ; passer du désir d'être révolutionnaire, des bavardages (et résolutions) sur la révolution à l'action révolutionnaire véritable, est très difficile, long et douloureux.

Bien entendu, les éléments semi-anarchistes ne peuvent et ne doivent être tolérés que dans une certaine mesure. En Allemagne, nous les avons tolérés très longtemps. Le IIIe Congrès de l'Internationale communiste leur a fixé un ultimatum mentionnant un délai précis. Si aujourd'hui ils ont eux-mêmes quitté l'Internationale communiste, tant mieux. Premièrement, ils nous ont épargné la peine de

les exclure. Deuxièmement, tous les ouvriers hésitants, tous ceux qui penchaient pour l'anarchisme par haine pour l'opportunisme de l'ancienne social-démocratie, ont eu la démonstration la plus circonstanciée et la plus évidente, par des faits précis, que l'Internationale communiste a été patiente, qu'elle ne chassait nullement les anarchistes instantanément et sans conditions, qu'elle les écoutait attentivement et les aidait à s'instruire.

Aujourd'hui, il faut moins s'occuper des k-a-pistes. En polémiquant avec eux, nous ne leur faisons que de la publicité. Ils sont par trop inintelligents ; on a tort de les prendre au sérieux ; ce n'est pas la peine de se fâcher contre eux. Ils n'ont pas d'influence dans les masses et ils n'en auront pas, si nous-mêmes nous ne faisons pas de fautes. Laissons ce petit courant mourir de sa belle mort; les ouvriers comprendront eux-mêmes combien il est peu consistant. Faisons une propagande plus substantielle, appliquons de façon pratique les résolutions d'organisation et tactiques du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, et faisons un peu moins de publicité aux k-a-pistes, en polémiquant avec eux. La maladie infantile du gauchisme passe et passera au fur et à mesure que le mouvement croîtra.

De même nous avons tort d'aider à présent Paul Lévy, nous avons tort de lui faire de la publicité en polémiquant avec lui. Il ne demande pas mieux que de discuter avec nous. Après la décision du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, il faut l'oublier et porter toute notre attention, toutes nos forces sur le travail positif, concret, paisible (sans disputes, sans polémiques et sans évoquer les querelles d'hier), dans l'esprit des décisions de notre IIIe Congrès. J'estime que l'article du camarade K. Radek intitulé : « Le IIIe Congrès mondial sur l'action de mars et la tactique ultérieure », publié dans le *Drapeau Rouge*, organe central du Parti communiste unifié d'Allemagne, n° des 14 et 15 juillet 1921, pèche passablement contre cette résolution générale et unanime du IIIe Congrès. Cet article qu'un camarade des cercles communistes polonais m'a envoyé, attaque, sans aucun besoin, et même au détriment de la cause, non seulement Paul Lévy (ce qui ne serait pas bien grave) mais aussi Clara Zetkin. Or, Clara Zetkin a conclu à Moscou, au IIIe Congrès, un « traité de paix » avec le Comité central du Parti

communiste unifié d'Allemagne en s'engageant à travailler en commun, dans un esprit non fractionnel ! Ce traité a été approuvé par nous tous. Le camarade K. Radek, dans son ardeur polémique peu opportune, a été jusqu'à énoncer une contrevérité manifeste en prêtant à Clara Zetkin l'idée de « différer » (verlegt*) « toute action du parti » (jede allgemeine Aktion der Partei *) « jusqu'au jour où les larges masses se soulèveront » (auf den Tag, wo die grossen Massen aufstehen werden *). Bien entendu, le camarade K. Radek rend de la sorte à Paul Lévy le meilleur des services que celui-ci ait pu souhaiter. Paul Lévy ne demande rien de mieux que ces discussions s'éternisent indéfiniment, que le plus possible de personnes y soient impliquées, qu'on s'efforce de détacher Clara Zetkin du parti, en violant au moyen de ces polémiques le « traité de paix » qu'elle a conclu et que toute l'Internationale communiste a approuvé. Avec son article, le camarade Radek a fourni un excellent échantillon de l'aide de la « gauche » à Paul Lévy.

Ici, je dois expliquer aux camarades allemands les raisons pour lesquelles j'ai si longtemps défendu Paul Lévy au IIIe Congrès. Premièrement, parce que j'ai fait la connaissance de Lévy par l'intermédiaire de Radek en Suisse en 1915 ou 1916. A ce moment déjà, Lévy était bolchévik. Je ne peux pas m'empêcher de nourrir une certaine méfiance envers ceux qui *ne* sont venus au bolchévisme *qu'après* sa victoire en Russie et après une série de victoires dans l'arène internationale. Toutefois, cette raison est relativement de peu d'importance puisqu'après tout je connais fort peu Paul Lévy personnellement. La deuxième raison a été infiniment plus importante : c'est que Lévy *a au fond raison* sur bien des points dans sa critique de l'action de 1921 en Allemagne (bien entendu, pas quand il prétend que cette action a été un « putsch » : cette affirmation est une ineptie).

Certes, Lévy a fait tout son possible et l'impossible pour affaiblir et pour gâcher sa critique, pour s'empêcher lui-même et les autres de comprendre le *fond* de l'affaire, en faisant état d'une foule de détails où il a manifestement tort. Lévy a revêtu sa critique d'une forme inadmissible et nuisible. Lui qui préconise une stratégie prudente et réfléchie, s'est

* En allemand dans le texte. (*N. R.*)

montré plus sot que le premier gamin venu en se jetant dans la bataille si prématurément, si précipitamment, si bêtement, si étourdiment, si stupidement qu'il devait à coup sûr perdre la « bataille » (en se gâchant la besogne ou en se la compliquant pour de longues années), bien qu'on ait pu et dû gagner la partie. Lévy s'est comporté comme un « anarchiste intellectuel » (si je ne m'abuse cela s'appelle en allemand Edelanarchist), au lieu d'agir comme un membre organisé de l'Internationale communiste prolétarienne. Il a violé la discipline.

Par cette série d'erreurs d'une incroyable sottise, Lévy a empêché de concentrer l'attention sur le fond de la question. Or, le fond de la question, c'est-à-dire l'appréciation et la *correction* des multiples fautes du Parti communiste unifié d'Allemagne pendant l'action de mars 1921, avait et a une importance énorme. Pour expliquer et corriger ces fautes (que d'aucuns érigeaient en chef-d'œuvre de la tactique marxiste), il *fallait* figurer dans l'aile *droite* au IIIe Congrès de l'Internationale communiste. Autrement, la *ligne politique* de l'Internationale communiste aurait été *erronée*.

J'ai défendu et je devais défendre Lévy, puisque je voyais en face de moi des adversaires de Lévy qui criaient tout simplement au « menchévisme », au « centrisme », se refusant à reconnaître les erreurs de l'action de mars et la nécessité de les expliquer et de les corriger. Ces gens faisaient du marxisme révolutionnaire une caricature et de la lutte contre le « centrisme » un sport ridicule. Ces gens risquaient de causer le plus grand préjudice à toute la cause, puisque « nul au monde n'est à même de compromettre les marxistes révolutionnaires, à moins qu'ils ne se compromettent eux-mêmes ».

Je disais à ces gens : admettons que Lévy soit devenu menchévik. Comme je le connais peu personnellement, je n'insisterai pas si on m'en donne la preuve. Mais pour le moment, la chose n'est pas encore prouvée. Ce qui est prouvé pour le moment, c'est qu'*il a perdu la tête*. Déclarer pour cette seule raison que quelqu'un est menchévik, est de l'enfantillage. Les chefs expérimentés et influents du parti se forment lentement et difficilement. Or, sans cela, la dictature du prolétariat, l'« unité de sa volonté » est une phrase

creuse. Chez nous, en Russie, il a fallu 15 ans (1903-1917) pour former le groupe des chefs, 15 années de lutte contre le menchévisme, 15 années de persécutions tsaristes, 15 années parmi lesquelles il y a eu les années de la première révolution (1905), de la grande et puissante révolution. Et malgré tout, il y a eu des cas fâcheux où les meilleurs des camarades « ont perdu la tête ». Si les camarades d'Europe occidentale s'imaginent être assurés contre des « cas fâcheux » de cette espèce, ils font preuve d'un enfantillage qu'on ne peut manquer de combattre.

Lévy devait être exclu pour violation de la discipline. On devait définir la tactique *sur la base* de l'étude minutieuse des fautes de l'action de mars 1921 et de leur correction. Si *après cela*, Lévy voulait se conduire comme avant, il confirmerait le bien-fondé de son exclusion ; le bien-fondé absolu des décisions du IIIe Congrès qui le concernent, serait prouvé avec d'autant plus de force et d'évidence aux ouvriers hésitants ou sceptiques.

Et la prudence avec laquelle j'ai examiné les erreurs de Lévy au congrès m'autorise aujourd'hui à dire avec d'autant plus d'assurance que Lévy s'est empressé de confirmer les pires hypothèses. J'ai devant moi le n° 6 de sa petite revue : *Notre Voie* (du 15 juillet 1921). L'éditorial inséré à la tête de la revue prouve que Paul Lévy connaît les décisions du IIIe Congrès. Que répond-il ? Des phrases menchévistes sur la « grande excommunication » (grosser Bann), sur le « droit canonique » (kanonisches Recht) ; il dit qu'il « examinera » ces décisions en « toute liberté » (in vollständiger Freiheit). Il est difficile d'imaginer plus grande liberté puisqu'il n'a plus le titre de membre du parti et de membre de l'Internationale communiste ! Avec ça, voyez-vous, les membres du parti qui écriront pour lui le feront en gardant l'anonymat !

D'abord, il joue un mauvais tour au parti, il intrigue lâchement et entrave le travail du parti.

Ensuite, il examine le fond des décisions du congrès. Parfait.

Ainsi, Lévy ne fait que se compromettre définitivement.

Paul Lévy voudrait prolonger la bataille.

Ce serait une très grosse erreur stratégique que de satisfaire à ce désir. Je conseillerais aux camarades allemands

d'interdire la polémique avec Lévy et sa petite revue dans les colonnes de la presse quotidienne du parti. Il ne faut pas lui faire de publicité. Il ne faut pas lui permettre de détourner l'attention d'un parti en lutte des problèmes graves sur les problèmes futiles. On pourra à la rigueur polémiquer dans les revues hebdomadaires, mensuelles ou brochures, en cherchant autant que possible à ne procurer ni aux membres du K.A.P.D. ni à Paul Lévy le plaisir qu'ils éprouvent à s'entendre appeler par leur nom ; parler simplement de « certains critiques pas très intelligents qui cherchent à tout prix à se faire passer pour des communistes ».

J'apprends qu'à la dernière séance du Comité central élargi (Ausschuss), même Frisland, partisan de la gauche, s'est vu obligé d'attaquer vivement Maslov qui joue au gauchisme et désire s'exercer dans le sport de « traquer les centristes ». Le manque d'intelligence (pour m'exprimer poliment) de la conduite de ce Maslov s'est répercuté ici aussi à Moscou. En vérité, le parti allemand devrait envoyer en Russie soviétique, pour un an ou deux, ce Maslov et deux ou trois de ses adeptes et compagnons qui, manifestement, ne désirent pas observer le « traité de paix » et qui font preuve d'un zèle déraisonnable. Nous leur trouverions une besogne utile. On en ferait quelque chose. A coup sûr, ce serait utile pour le mouvement international comme pour le mouvement allemand.

Il faut à tout prix que les communistes allemands en finissent avec leurs querelles intérieures, qu'ils se débarrassent des éléments chicaneurs des deux camps, qu'ils oublient Paul Lévy et les membres du K.A.P.D., qu'ils se mettent sérieusement à l'œuvre.

Ce n'est pas l'ouvrage qui manque.

Les résolutions sur la tactique et l'organisation, adaptées par le IIIe Congrès de l'Internationale communiste, marquent à mon avis un grand pas en avant dans le mouvement. Il faut bander toutes les forces pour donner vie à ces deux résolutions. C'est difficile, mais on peut et l'on doit le faire.

D'abord, les communistes devaient proclamer leurs principes à la face du monde. C'est ce qui a été fait au Ier Congrès. C'est le premier pas.

Le deuxième pas a été l'organisation de l'Internationale communiste et la mise au point des conditions d'admission, les conditions de la rupture pratique avec les centristes, avec les agents directs et indirects de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. C'est ce qui a été fait au IIe Congrès.

Au IIIe Congrès, il a fallu entreprendre un travail sérieux, positif, décider concrètement, en tenant compte de l'expérience pratique de la lutte communiste déjà engagée, *comment* travailler par la suite sur le plan de la tactique et celui de l'organisation. Ce troisième pas, nous l'avons fait. Nous avons une armée communiste dans le monde entier. Elle est encore mal instruite, mal organisée. Oublier cette vérité ou craindre de la reconnaître porterait le plus grand préjudice à notre cause. Il faut de façon concrète, en nous contrôlant avec la plus grande prudence et la plus grande rigueur, en étudiant l'expérience de notre propre mouvement, instruire convenablement cette armée, l'organiser convenablement, la mettre à l'épreuve dans diverses manœuvres, dans divers combats, dans des opérations offensives et défensives. Sans cette longue et dure école, la victoire est impossible.

Ce qui fait le « nœud » de la situation dans le mouvement communiste international en été 1921, c'est que quelques unités de l'Internationale communiste, parmi les meilleures et les plus influentes, n'ont pas très bien compris cette tâche, *ont légèrement exagéré* la « lutte contre le centrisme », *ont légèrement dépassé* la limite au-delà de laquelle cette lutte devient un sport, commence à compromettre le marxisme révolutionnaire.

Tel était le « nœud » des travaux du IIIe Congrès.

L'exagération n'a pas été bien grande. Mais son danger était énorme. Elle était difficile à combattre car elle était le fait des éléments vraiment les meilleurs et les plus dévoués sans lesquels l'Internationale communiste n'aurait peut-être pas existé du tout. Dans les amendements tactiques publiés par le journal *Moskva* [110] en allemand, français et anglais et signés des délégations allemande, autrichienne et italienne, cette exagération s'est très nettement révélée, d'autant plus nettement que les amendements concernaient un projet de résolution déjà mis au point (à la suite d'un long et minutieux travail de préparation). Le rejet de ces amen-

dements marquait un *redressement* de la ligne politique de l'Internationale communiste, la victoire sur le danger que présentait l'exagération.

Si on ne l'avait pas corrigée, cette exagération aurait certainement causé la perte de l'Internationale communiste. Car « nul au monde n'est à même de compromettre les marxistes révolutionnaires s'ils ne se compromettent eux-mêmes ». Nul au monde n'est à même d'empêcher la victoire des communistes sur la IIe Internationale et l'Internationale $2^1/_2$ (soit dans les conditions de l'Europe occidentale et de l'Amérique actuelles, du XXe siècle, après la première guerre impérialiste, nul n'est à même d'empêcher la victoire sur la bourgeoisie), *sinon* les communistes eux-mêmes.

Or, exagérer même légèrement, c'est empêcher la victoire.

Exagérer la lutte contre le centrisme, c'est *sauver* le centrisme, *renforcer* sa position et son influence sur les ouvriers.

Entre le IIe et IIIe Congrès, nous avons appris à combattre victorieusement le centrisme à l'échelle internationale. Cela a été prouvé pratiquement. Cette lutte, nous la poursuivrons jusqu'au bout (exclusion de Lévy et du parti de Serrati).

Mais ce que nous n'avons *pas encore* appris à faire à l'échelle internationale, c'est combattre les exagérations erronées dans la lutte contre le centrisme. Toutefois nous avons compris ce défaut, comme l'a prouvé le cours et l'issue des travaux du IIIe Congrès. Puisque nous avons pris conscience de ce défaut, *nous nous en débarrasserons.*

Et alors nous serons invincibles, car la bourgeoisie d'Europe occidentale et d'Amérique n'est *pas à même* de garder le pouvoir sans appui au sein du prolétariat (par l'intermédiaire des agents bourgeois de la IIe Internationale et de l'Internationale $2\frac{1}{2}$).

Préparation plus minutieuse, plus sérieuse à des combats nouveaux, de plus en plus décisifs, offensifs comme défensifs, voilà le fond essentiel et capital des décisions du IIIe Congrès.

...« Le communisme deviendra en Italie une force de masse, si le Parti communiste d'Italie, tout en combattant sans relâche la

politique opportuniste du serratisme, est en même temps en mesure de se lier aux masses prolétariennes dans les syndicats, pendant les grèves, les batailles contre les organisations fascistes contre-révolutionnaires, de fondre ensemble les mouvements de toutes les organisations de la classe ouvrière, de transformer ses actions spontanées en des batailles soigneusement préparées »...

...« Le Parti communiste unifié d'Allemagne sera d'autant mieux en mesure de mener à bien des actions de masse, qu'il saura à l'avenir mieux adapter ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, étudier cette situation avec le maximum de soin, réaliser le maximum d'unité et de discipline dans ces actions »...

Tels sont les passages essentiels de la résolution du IIIe Congrès sur la tactique.

Gagner à notre cause la majorité du prolétariat, telle est la « tâche primordiale » (en tête du paragraphe 3 de la résolution tactique).

Bien entendu, cette conquête de la majorité, nous ne l'entendons pas de façon formelle, comme l'entendent les chevaliers de la « démocratie » petite-bourgeoise de l'Internationale $2^1/_2$. Lorsqu'à Rome, en juillet 1921, le prolétariat tout entier *a suivi* les communistes contre les fascistes, y compris les prolétaires réformistes des syndicats et les centristes du parti de Serrati, c'était une *conquête de la majorité* de la classe ouvrière à nos côtés.

Cette conquête était loin, très loin d'être décisive, ce n'était qu'une conquête partielle, éphémère, locale. Mais c'était la conquête de la majorité. Cette conquête est possible même au moment où la majorité du prolétariat suit formellement les chefs de la bourgeoisie ou les chefs qui font une politique bourgeoise (tels sont tous les leaders de la IIe Internationale et de l'Internationale $2^1/_2$), ou bien au moment où la majorité du prolétariat hésite. Cette conquête progresse sans cesse dans tous les pays du monde par tous les moyens. Nous devons la préparer plus soigneusement et plus fermement, nous ne devons laisser échapper aucune occasion propice où la bourgeoisie pousse le prolétariat à engager la lutte, nous devons apprendre à fixer comme il faut le moment où les *masses* prolétariennes *ne peuvent pas ne pas* se soulever avec nous.

Alors la victoire est assurée, si pénibles que soient encore certaines défaites et certaines transitions au cours de notre grande campagne.

Nos procédés tactiques et stratégiques sont encore en retard (à en juger à l'échelle internationale) sur l'excellente stratégie de la bourgeoisie qui, instruite par l'exemple de la Russie, ne se laissera pas « prendre au dépourvu ». Mais nous comptons plus de forces, infiniment plus de forces ; nous étudions la tactique et la stratégie ; nous avons fait progresser cette « science » grâce aux leçons tirées des erreurs commises en mars 1921. Nous assimilerons pleinement cette « science ».

Dans l'énorme majorité des pays, nos partis sont loin, très loin d'être ce que doivent être de vrais partis communistes, de vraies avant-gardes de la seule classe véritablement révolutionnaire, où tous les membres du parti sans exception prennent part à la lutte, au mouvement, à la vie quotidienne des masses. Nous connaissons notre défaut, nous l'avons révélé de la façon la plus nette dans la résolution du IIIe Congrès sur le travail du parti. Nous allons vaincre ce défaut.

Camarades communistes allemands ! Permettez-moi de terminer par ce vœu : que ce congrès de votre parti, le 22 août, mette fin à jamais, d'une main ferme, à la lutte mesquine contre les scissionnistes de droite et de gauche. Assez de lutte à l'intérieur du parti ! A bas tous ceux qui veulent la prolonger directement ou indirectement. Nous connaissons à présent nos tâches de façon bien plus claire, plus concrète, nette, qu'hier; nous ne craignons pas de montrer ouvertement nos erreurs pour les corriger. Nous emploierons à présent toutes les forces du parti pour améliorer son organisation, relever la qualité et le contenu de son travail, créer une liaison plus étroite avec les masses, élaborer une tactique et une stratégie de la classe ouvrière de plus en plus justes et précises.

Salutations communistes *N. Lénine*

14 août 1921

Publié en 1921 *Conforme au texte du manuscrit*

NOTES

1. Le discours de Lénine *Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski* fut la première intervention publique de Lénine devant des militants du parti à propos de la discussion qui s'était engagée sur le rôle et les tâches des syndicats. Trotski avait été le promoteur de la discussion et de la lutte contre Lénine et le parti. Les autres groupes antiparti avaient également pris position à la suite de Trotski.

   Engageant une lutte énergique contre l'opposition, Lénine et les léninistes dirigèrent leurs coups contre les trotskistes, principale force des groupements antiparti.

   Dans cette discussion, les trotskistes et tous les autres oppositionnels furent battus. Les organisations du parti se groupèrent autour de Lénine et adhérèrent au programme léniniste.

   Pour la discussion dans le parti à propos des syndicats, cf. dans ce tome, pp. 67-109 et résolutions du Xe Congrès (« Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition 1re partie, 1954, pp. 534-549). — P. 11

2. Lénine fait allusion aux résolutions du IXe Congrès du P.C.(b)R. « Sur les nouvelles tâches de l'édification économique » et « A propos des syndicats et de leur organisation » (cf. « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, pp. 477-490 et 490-494,). — P. 14.

3. Voir le présent tome, p. 35. — P. 15.

4. Il s'agit du *VIIIe Congrès des Soviets de Russie* qui se tint à Moscou du 22 au 29 décembre 1920. — P. 17.

5. Lénine fait allusion à la résolution de la IXe Conférence de Russie du P.C.(b)R., « Sur les nouvelles tâches de l'édification du parti », adoptée en septembre 1920 (cf. « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, pp. 506-512). — P. 20.

6. « *Izvestia du C.C. du P.C (b)R.* » [Informations du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de Russie] : bulletin

d'information du C.C., fondé par décision du VIIIe Congrès du P.C.(b)R. ; commença à paraître en mai 1919 à Moscou. En octobre 1929, le bulletin fut transformé en une revue qui prit le titre de *Partiinoïe Stroïtelstvo* [L'édification du parti] et parut jusqu'en juin 1946. — P. 20.

7. *Groupe-tampon* : groupe antiparti (Boukharine, Préobrajenski, Sérébriakov, etc.) qui se constitua pendant la discussion sur les syndicats Le « groupe-tampon » défendait et couvrait les fractionnistes trotskistes les plus acharnés et les épaulait dans leur lutte contre le parti. Bientôt les boukhariniens devaient s'allier ouvertement aux trotskistes contre Lénine.

Lénine a caractérisé le « groupe-tampon » et jugé ses conceptions et son comportement antiparti dans son article « La crise du parti » et dans sa brochure « A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et de Boukharine » (voir le présent tome, pp. 36-47 et 67-109), ainsi que dans d'autres œuvres — P. 20.

8. *Le Conseil de la Défense* (Conseil de la Défense ouvrière et paysanne) fut créé le 30 novembre 1918 par le Comité exécutif central de Russie en vue de diriger toute l'activité touchant la défense sur le front et à l'arrière : organisation et recrutement des armées, ravitaillement en vivres, en matériel et en armement des armées du front, et mobilisation à cette fin de toutes les ressources du pays. Lénine fut nommé président du Conseil de la Défense.

Après la liquidation des principaux fronts, le Conseil de la Défense fut transformé, en avril 1920, en Conseil du Travail et de la Défense (C.T.D.). La guerre civile terminée, par arrêté du VIIIe Congrès des Soviets de Russie, en date du 29 décembre 1920, le Conseil du Travail et de la Défense continua à fonctionner au titre de commission du Conseil des Commissaires du Peuple ; il a existé jusqu'à la fin de 1936. — P. 21.

9. Il est question du Bureau de propagande pour la production de Russie près le Conseil central des syndicats de Russie, créé sur l'initiative de Lénine. — P. 23.

10. *Glavpolitpout* :Direction politique générale du Commissariat du Peuple aux voies de communication, créée en février 1919 par un arrêté du C.E.C. de Russie; transformée en janvier 1920 en Direction politique générale du Commissariat du Peuple aux voies de communication en tant qu'organisme provisoire de direction de l'action politique du parti parmi les ouvriers et les employés des transports. Le Glavpolitpout fut dissous en décembre 1920 par décision du C.C. du P.C.(b)R. — P. 27.

11. *Tsektran* : Comité central du syndicat unifié des travailleurs des transports ferroviaires et fluviaux. Créé en septembre 1920. Les trotskistes s'infiltrèrent à la direction du Tsektran fin de 1920-début de 1921 ; ils usèrent dans les syndicats de méthodes de con-

trainte et de commandement, dressèrent les ouvriers sans-parti contre le parti et divisèrent la classe ouvrière. L'activité des trotskistes fut dénoncée et condamnée par le Comité central du parti. Le premier Congrès des ouvriers des transports de Russie, qui se tint en mars 1921, chassa les trotskistes de la direction du Tsektran. — P. 27.

12. Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, p. 486. — P. 28.

13. *Politvod* (Glavpolitvod : Direction politique générale des transports fluviaux du Commissariat du Peuple aux voies de communication) : subdivision du Glavpolitpout, créée en avril 1920 et supprimée en décembre de la même année. — P. 28.

14. Lénine cite une clause du point 5 de la résolution sur les syndicats adoptée par la session plénière du Comité central du parti en novembre 1920. — P. 28.

15. *La Ve Conférence des syndicats de Russie* se tint à Moscou du 2 au 6 novembre 1920.

Lors de la réunion des communistes délégués à la conférence, Trotski lança ses mots d'ordre douteux : « serrer la vis » et « secouer les syndicats ». Il exigea que l'on procédât immédiatement à l'« étatisation des syndicats » et que l'on y appliquât des méthodes militaires de travail. Les trotskistes s'efforçaient de dresser les ouvriers sans-parti contre le parti et de scinder la classe ouvrière.

La position de Trotski fut combattue par les délégués communistes. Le projet de résolution rédigé par Lénine sur « Les tâches des syndicats et les méthodes de leur réalisation » fut pris pour base de la résolution adoptée par la réunion de la fraction communiste (voir Œuvres, tome 31, pp. 389-390, éd. française).

Dans la discussion sur les syndicats qui s'engagea par la suite au sein du parti, et au Xe Congrès du P. C.(b)R. la politique trotskiste, hostile au parti et à la classe ouvrière, fut dénoncée, et les trotskistes, en tant que force essentielle des groupements antiparti, subirent une défaite. — P. 31.

16. *Opposition ouvrière* : groupe anarcho-syndicaliste antiparti dirigé par Chliapnikov, Medvédev, etc. Le groupe se constitua dans le second semestre de 1920 et mena la lutte contre la ligne léniniste. Le Xe Congrès du P.C.(b)R. condamna l'« opposition ouvrière » et reconnut la propagande des idées de l'anarcho-syndicalisme comme une déviation incompatible avec l'appartenance au Parti communiste. Par la suite, les débris de l'« opposition ouvrière » vaincue se joignirent au trotskisme contre-révolutionnaire. — P. 39.

17. *Le Projet de résolution du X^e Congrès du P.C.R. sur le rôle et les tâches des syndicats* exposait le programme de Lénine en opposition à ceux des groupes antiparti. Ce document définissait le rôle des syndicats en tant qu'école d'administration, école de gestion de l'économie, école du communisme ; il indiquait que la méthode principale du travail des syndicats était la persuasion, la démocratie prolétarienne au sein des syndicats ; il mettait en avant la tâche de l'union de toute la classe ouvrière pour l'édification socialiste. — P. 42.

18. Il s'agit du *groupe du « centralisme démocratique »* (décistes), groupe antiparti, dirigé par Sapronov, Ossinski, etc. Ce groupe apparut à l'époque du communisme de guerre. Les décistes niaient le rôle dirigeant du parti dans les Soviets et les syndicats ; ils s'opposaient au principe de la direction unique et de la responsabilité personnelle des directeurs dans l'industrie et à la ligne léniniste pour les questions d'organisation ; ils réclamaient la liberté des fractions et des groupements dans le parti. Les IX^e et X^e Congrès du parti condamnèrent les décistes, en tant que groupe antiparti. En 1927, le groupe du « centralisme démocratique », qui s'était joint au trotskisme contre-révolutionnaire, fut exclu du parti par le XV^e Congrès du P.C.(b)R.

Les « partisans d'Ignatov » mentionnés plus bas par Lénine étaient également des représentants d'un des groupements antiparti de tendance anarcho-syndicaliste. — P. 42.

19. Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7^e édition, I^re partie, 1954, p. 422 (point 5). — P. 44.

20. Lénine fait allusion à la discussion qui s'était engagée, le 17 janvier 1921, sur le rôle et les tâches des syndicats à la réunion du Comité de Moscou du P.C.(b)R. élargie aux représentants des organisations des arrondissements de Moscou et de districts. Les thèses signées par Lénine furent adoptées à une majorité écrasante.

Le lendemain (18 janvier), le Comité de Moscou adopta un appel « A toutes les organisations du parti », dans lequel il demandait à tous les membres du parti de soutenir unanimement le programme de Lénine. — P. 45.

21. *Le II^e Congrès des mineurs de Russie* se tint du 25 janvier au 1^er février 1921. Quatre réunions de la fraction communiste eurent lieu avant l'ouverture du Congrès (22-24 janvier). — P. 48.

22. Voir le présent tome, p. 23. — P. 53.

23. En février 1920, le Commissariat du Peuple du Contrôle d'Etat fut réorganisé en Commissariat du Peuple pour l'Inspection ouvrière et paysanne, chargée d'initier les larges masses des ouvriers et des paysans au contrôle d' Etat. — P. 63.

24. Cette brochure fut écrite par Lénine à l'occasion de la discussion menée au sein du parti au sujet des syndicats. La brochure fut terminée le 25 janvier 1921, et remise à la composition le même jour. Le 26 janvier, tard dans la soirée, plusieurs exemplaires furent distribués aux membres du Comité central qui se rendaient en province pour participer à la discussion sur le rôle et les tâches des syndicats. — P. 67.

25. « *Pétrogradskaïa Pravda* » : journal quotidien ; commença à paraître le 2 avril 1918. Fut à l'origine l'organe du Comité central et du Comité de Pétrograd du P.C.(b)R. A partir de juin de la même année, il devint l'organe du C.C., des comités de la ville de Pétrograd et de la région du Nord, puis du comité de province et du comité de ville. En janvier 1924, il prit le nom de *Léningradskaïa Pravda*. — P. 67.

26. *La Conférence élargie des métallurgistes de Moscou* se tint du 2 au 4 février 1921, en présence de près de 1 000 représentants des métallurgistes de la ville et de la province de Moscou. La conférence discuta les questions du ravitaillement et de l'approvisionnement, du rôle des syndicats dans la production, de l'attitude de la classe ouvrière vis-à-vis de la paysannerie, etc. Lénine prononça son discours à la dernière séance de la conférence. — P. 110.

27. *Le IVe Congrès des ouvriers de la confection de Russie* se tint à Moscou du 1er au 6 février 1921, en présence de 287 délégués. Le congrès discuta de l'activité du Comité central du syndicat, des tâches économiques, de la réglementation du travail, du groupement international des syndicats, etc. Lénine prononça son discours à la 9e séance plénière, dans la matinée du 6 février. — P. 114.

28. Il s'agit de ce qu'on appelle le « putsch de Kapp », coup d'Etat militaire et monarchiste, perpétré en Allemagne en mars 1920 par une clique militariste dirigée par Kapp. Sous la poussée des ouvriers, le gouvernement Kapp fut renversé au bout de quelques jours. — P. 120.

29. *TSOURK*: Commission centrale de recensement et de distribution auprès des Editions d'Etat, organisée en décembre 1919 en vue de l'établissement d'un plan unique de comptabilisation et de distribution des publications. — P. 132.

30. Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, p. 423 (point 8). — P. 134. .

31. *Schéma préliminaire des thèses sur les paysans* : document rédigé par Lénine à propos du remplacement des réquisitions par l'impôt en nature.

Fin janvier-début février 1921, Lénine reçut des délégués paysans et s'entretint avec eux de la situation des campagnes. Le 8 février 1921, le Bureau politique du Comité central du parti, réuni sous la direction de Lénine, examina la campagne de semailles de printemps et la situation de la paysannerie. A cette réunion, Lénine rédigea le document publié ici, qui fut pris pour base du projet de résolution adopté par le Xe Congrès du parti et visant à remplacer les réquisitions par l'impôt en nature. — P. 137.

32. Lénine cite des extraits de la résolution sur l'électrification adoptée le 29 décembre 1920 par le VIIIe Congrès des Soviets de Russie. Le projet de cette résolution avait été rédigé par Lénine (voir Œuvres, tome 31, pp. 554-555, éd. française). — P. 145.

33. Ici et plus bas, Lénine cite le programme du parti, adopté par le VIIIe Congrès du P.C.(b)R. en mars 1919 (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, p. 423). — P. 148.

34. *Tit Titytch* — personnage d'une comédie de l'écrivain russe A. Ostrovski, *Payer les pots cassés* ; type de marchand riche et brutal. — P. 149.

35. *Le Ve Congrès des Soviets d'Ukraine* se tint à Kharkov du 25 février au 3 mars 1921, en présence de plus de mille délégués. Lénine fut élu membre du Comité exécutif central de l'Ukraine. Le message de Lénine au Ve Congrès des Soviets d'Ukraine fut lu le 26 février, à la deuxième séance. — P. 151.

36. *L'assemblée plénière du Soviet des députés ouvriers et paysans de Moscou du 28 février 1921*, siégeant en commun avec les assemblées plénières des Soviets d'arrondissement et des délégués des comités de fabrique et d'usine, était consacrée aux questions de la situation internationale et intérieure de la République soviétique. L'assemblée plénière fut précédée d'une réunion des militants du parti de Moscou, le 24 février, au cours de laquelle Lénine intervint ; c'est sur décision de cette réunion que fut convoquée l'assemblée plénière du Soviet de Moscou. Lénine y prononça un discours sur la situation internationale et intérieure de la République soviétique. L'assemblée plénière du Soviet de Moscou adopta à l'unanimité un appel aux ouvriers, aux paysans et aux soldats rouges de la ville et de la province de Moscou, leur demandant d'engager la lutte contre les ennemis du pouvoir soviétique qui tentaient de profiter des difficultés provisoires de la république dans le domaine du ravitaillement à des fins contre-révolutionnaires. — P. 152.

37. *La bande de Sémenov* a participé à une émeute contre-révolutionnaire, dans la Transbaïkalie, en 1918-1920, dirigée par le capitai-

ne de cosaques Sémenov, créature des impérialistes japonais. — P. 158.

38. La lettre de Lénine aux communistes géorgiens fut transmise à Ordjonikidzé le 2 mars 1921, par fil direct. Le même jour, G. Ordjonikidzé envoya à Lénine un télégramme qui faisait connaître l'accord unanime des communistes de Géorgie avec la directive de Lénine. — P. 166.

39. *Le X^e Congrès du P.C.(b)R.* se tint à Moscou du 8 au 16 mars 1921. Y assistaient 694 délégués avec voix délibérative, représentant 732 521 membres du parti et 296 délégués avec voix consultative. Le congrès entendit et discuta le rapport sur l'activité politique du Comité central, le rapport de la Commission de contrôle, le rapport sur les tâches immédiates du parti touchant la question nationale, sur le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature, sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste, etc.

Lénine prononça le discours d'ouverture du Congrès dont il dirigea tous les travaux. Il présenta les rapports sur les points essentiels de l'ordre du jour : activité politique du C.C. du P.C.(b)R., remplacement des réquisitions par l'impôt en nature, unité du parti et déviation anarcho-syndicaliste ; il tira les conclusions pour chacune de ces questions. Lénine prononça également devant le Congrès des discours sur les syndicats, sur la question des combustibles, ainsi que le discours de clôture. Il prépara les projets initiaux des résolutions sur les coopératives, sur l'amélioration du sort des ouvriers et des paysans nécessiteux, sur l'unité du parti, sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans le parti.

Le congrès dressa le bilan de la discussion sur les syndicats et approuva à une majorité écrasante le programme léniniste. Il adopta les résolutions rédigées et proposées par Lénine : « Sur l'unité du parti » et « Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti » (voir le présent tome, pp. 252-255 et pp. 256-259). Le congrès jugea la propagande des idées de la déviation anarcho-syndicaliste incompatible avec l'appartenance au Parti communiste. Le congrès adopta une décision sur le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature et le passage à la nouvelle politique économique. Il vota à l'unanimité une résolution sur les tâches immédiates du parti relatives à la question nationale. Le X^e Congrès du parti élut le nouveau Comité central, dans lequel les léninistes avaient une majorité assurée. Furent notamment élus membres du C.C. : Lénine, Kalinine, Dzerjinski, Ordjonikidzé, Frounzé, etc. — P. 171.

40. Voir le présent tome, p. 26. — P. 178.

41. *Les 21 conditions d'admission à la III^e Internationale* avaient été rédigées par Lénine et adoptées par le II^e Congrès de l'Internationale communiste en août 1920. — P. 186.

42. L'accord commercial avec l'Angleterre fut signé le 16 mars 1921. — P. 188.

43. Lénine veut parler de l'émeute contre-révolutionnaire de Cronstadt qui éclata le 28 février 1921. Le Xe Congrès envoya 300 délégués pour mater l'émeute. — P. 190.

44. *Comité démocratique de Samara*, ou Comité des membres de l'Assemblée constituante (KOMOUTCH), gouvernement de gardes blancs et de socialistes-révolutionnaires, formé en juin et liquidé à l'automne 1918. — P. 192.

45. Voir le présent tome, pp. 67-109. — P. 206.

46. Lénine fait allusion à la conférence sans-parti sur le ravitaillement qui se tint à Kharkov les 5 et 6 mars 1921. — P. 213.

47. Ce projet de résolution, établi par Lénine, fut adopté par le Xe Congrès du parti. — P. 217.

48. *Komgosoor* : Comité des constructions de l'Etat près le Conseil Supérieur de l'Economie Nationale, créé par un décret du Conseil des Commissaires du Peuple, le 9 mai 1918, en vue d'unifier toute l'activité de l'Etat dans le domaine de la construction industrielle. — P. 218.

49. *Le discours sur les syndicats* fut prononcé par Lénine à la douzième séance du Xe Congrès du P.C.(b)R., le 14 mars 1921. Après l'intervention de Lénine, le congrès adopta à une majorité écrasante le programme léniniste (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, Ire partie, 1954, pp. 534-549). — P. 219.

50. Il s'agit de la résolution adoptée le 29 décembre 1920 par le VIIIe Congrès des Soviets sur la situation dans les transports ferroviaires et fluviaux et sur leurs perspectives de renforcement et de développement. — P. 221.

51. Voir Engels: *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*. Editions Sociales, Paris 1954, p. 159. — P. 222.

52. Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, p. 422 (point 5). — P. 222.

53. Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, p. 564. — P. 231.

54. Sur décision du Xe Congrès du P.C.(b)R., le septième point de

la résolution sur l'unité du parti ne fut pas publié à l'époque. Le 17 janvier 1924, à la XIIIe Conférence du parti, lecture fut donnée de ce point. La conférence en décida la publication (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, p. 785 (point 14). — P. 252.

55. « *Feuillet de discussion* » : publication non périodique du C.C. du P.C.(b)R. ; commença à paraître sur décision de la IXe Conférence du P.C.(b)R., qui se tint en septembre 1920. Deux numéros parurent : le premier en janvier 1921 et le second en février, à la veille du Xe Congrès du P. C.(b)R. — P. 254.

56. Lénine présenta le rapport sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste au cours de la dernière séance du congrès, la seizième. Après son discours de clôture sur ce point, les résolutions rédigées et proposées par Lénine « Sur l'unité du parti » et « Sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti » furent adoptées à une majorité écrasante. — P. 260.

57. Voir F. Engels : *Anti-Dühring*, Editions Sociales 1950, p. 139 ; K. Marx: *Critique du programme de Gotha* ; lettre de K. Marx à J. Weidemeyer, du 5 mars 1852 (K. Marx et F. Engels. Etudes philosophiques, Editions Sociales 1947, p. 118). — P. 261.

58. Lénine fait allusion à la lutte engagée au IIe Congrès de l'Internationale communiste contre le groupe anarchiste, dit Parti communiste ouvrier d'Allemagne, constitué avec des éléments « de gauche », petits-bourgeois et anarcho-syndicalistes, qui s'étaient séparés du Parti communiste d'Allemagne. — P. 264.

59. Sur proposition de Lénine, l'amendement de Riazanov fut rejeté par le congrès. — P. 274.

60. Le projet de directive lu par Lénine comporta des propositions relatives au caractère des rapports des délégués du Xe Congrès du P.C.(b)R. dans les localités. — P. 281.

61. *Reuter* : agence télégraphique d'information anglaise. — P. 282.

62. « *Le Matin* » : quotidien bourgeois français, fondé en 1884. — P. 283.

63. « *The Times* » : un des grands journaux des milieux conservateurs de la bourgeoisie anglaise ; fondé à Londres en 1785. — P. 284.

64. « *The Daily Chronicle* » : journal de la bourgeoisie impérialiste anglaise ; parut à Londres de 1855 à 1930. — P. 284.

65. *Le Premier Congrès des ouvriers des transports de Russie* se tint à Moscou du 22 au 31 mars 1921, en présence de 1 079 délégués.

Lénine prononça son discours à la cinquième séance plénière. — P. 287.

66. Les félicitations de Lénine constituaient la réponse à une lettre par laquelle les ouvriers de l'usine d'Etat n° 1 de véhicules automobiles annonçaient à Lénine la sortie de moteurs automobiles et l'invitaient à participer à la fête de l'usine fixée pour le 7 avril 1921. — P. 301.

67. *L'Assemblée des secrétaires et des responsables des cellules du P.C.(b)R. de la ville et de la province de Moscou*, convoquée par le Comité de Moscou du parti, se tint dans la Salle des Colonnes de la Maison des Syndicats. Assistaient également à la réunion des membres de l'organisation du parti de Moscou qui avaient participé à la répression de l'émeute contre-révolutionnaire de Cronstadt, et des délégués des organisateurs de canton pour le travail parmi les paysannes de la province de Moscou. A l'ordre du jour figurait la question de l'impôt en nature. Lénine en était le rapporteur. — P. 302.

68. *Les Comités de paysans pauvres* furent constitués par un décret du C.E.C. de Russie en date du 11 juin 1918 (« Sur l'organisation des paysans pauvres et leur approvisionnement en grain, en articles de première nécessité et en outils agricoles »). Sur décision du VIe Congrès extraordinaire des Soviets de Russie (novembre 1918), les Comités de paysans pauvres, s'étant acquittés de leurs tâches, fusionnèrent avec les Soviets ruraux.

Les Comités de villageois pauvres rassemblaient les paysans d'Ukraine possédant peu ou pas de terre ; organisés en 1920 pour défendre les intérêts des paysans pauvres et moyens, ils furent supprimés en 1933. — P. 312.

69. Voir Œuvres, Editions Sociales Paris, Editions en langues étrangères Moscou, tome 27, pp. 349-363. — P. 313.

70. *La Première Conférence des sections féminines des peuples d'Orient des régions et républiques soviétiques* se tint à Moscou du 5 au 7 avril 1921. Y assistaient 45 déléguées communistes organisatrices des femmes d'Orient : Turkestan, Azerbaïdjan, Bachkirie, Crimée, Caucase, Tatarie, Sibérie et plusieurs provinces à population turque et montagnarde. Les déléguées adressèrent une lettre à Lénine, l'invitant à la conférence. En réponse à cette invitation, Lénine envoya le message téléphonique publié ici. — P. 317.

71. Voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, 1re partie, 1954, pp. 566-567. — P. 318.

72. Lénine fait allusion à l'action révolutionnaire du prolétariat allemand en mars 1921 (connue sous le nom d'« événements de

mars »), action qui fut écrasée principalement en raison de la trahison des leaders social-démocrates. Voir le jugement porté par Lénine sur les événements de mars dans le présent tome, pp. 498-508 et 545-556.

La grève des mineurs anglais mentionnée par Lénine eut lieu en avril-juin 1921. Elle fut la réponse à l'exigence des propriétaires des mines, qui voulaient diminuer de 20% les salaires des ouvriers ; plus d'un million de travailleurs y participèrent ; la grève devint une grève générale du syndicat des mineurs. La lutte héroïque des mineurs fut écrasée par la bourgeoisie avec l'aide des chefs réformistes des syndicats. — P. 326.

73. *La Conférence générale des ouvriers sans-parti de Pétrograd* eut lieu du 10 au 20 avril 1921. Les délégués adressèrent à Lénine un message de salutations et une invitation à prendre part aux travaux. Le document publié ici constitue la réponse à cette invitation. Il fut envoyé le 14 avril et lu à la dernière séance de la conférence, le 20 avril 1921. — P. 339.

74. Lénine a en vue le point 2 de la partie économique du programme du Parti communiste (bolchévik) de Russie (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, Ire partie, 1954, p. 421). — P. 343.

75. Dans ces chiffres, Lénine montre le rapport entre la population des pays impérialistes et celles des colonies. La population du globe étant de 1 750 000 000 habitants (selon les données statistiques de 1920), la population des pays impérialistes en formait 1/7, soit 250 000 000, et celle des colonies 4/7, soit 1 000 000 000. — P. 343.

76. En indiquant les dates « 5. V. 1918 » et « 10. XI. 1918 »,Lénine fait allusion à ses ouvrages « A propos de l'infantilisme de « gauche » et des idées petites-bourgeoises » et « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky». Le premier fut achevé le 5 mai 1918, et le second le 10 novembre de la même année (cf. Œuvres, tome 28, Editions Sociales Paris, Editions en langues étrangères Moscou ; tome 27, pp. 349-363 ; pp. 235-336). — P. 347.

77. Voir Œuvres de V.Lénine, Editions Sociales, Paris; Editions en langues étrangères, Moscou, tome 27, pp. 349-363. — P. 349.

78. « *Novaïa Jizn* » et « *Vpériod* » : quotidiens menchéviks qui parurent en 1917-1918 ; interdits par le pouvoir soviétique en raison de leur activité contre-révolutionnaire. — P. 356.

79. Voir K. Marx et F. Engels: *Critique du programme de Gotha*, Editions Sociales Paris, 1950, page 25. — P. 356.

80. Voir Œuvres, Editions Sociales Paris, Editions en langues étrangères Moscou, tome 25, pp. 388-390. — P. 357.

81. Voir Engels: *La question paysanne en France et en Allemagne*, Editions Sociales Paris, 1956, p. 29. — P. 358.

82. Voir Œuvres, Editions Sociales Paris, tome 27, pp. 349-363. — P. 362.

83. Lénine périphrase un distique bien connu du poème de Pouchkine : « Le Héros ». — P. 371.

84. *Oblomovchtchina*, du nom d'Oblomov, hobereau russe, principal personnage du roman de même nom de I. Gontcharov. Incarne l'inertie et la routine. — P. 372.

85. *Internationale « deux et demie »* : fondée à Vienne en février 1921 à une conférence des partis et des groupes centristes qui avaient temporairement quitté la IIe Internationale sous la pression des masses ouvrières animées d'un esprit révolutionnaire. En 1923, l'Internationale $2^1/_2$ fusionna à nouveau avec la IIe Internationale. — P. 379.

86. Voir Œuvres de V. Lénine, Editions Sociales Paris, Editions en langues étrangères Moscou, tome 27, p. 352. — P. 384.

87. L'enregistrement sur disque des discours de Lénine fut organisé par le Tsentropétchat (Agence centrale du C.E.C. de Russie pour la diffusion des productions de presse). Les discours publiés dans ce tome furent enregistrés le 25 avril 1921. — P. 390.

88. *Instructions du C.T.D. (Conseil du Travail et de la Défense) aux administrations soviétiques locales. Projet* : ce document fut soumis par Lénine à la discussion de la IIIe session du C.E.C. de Russie, le 30 mai 1921. Lors des débats, Lénine prononça un discours. La session du C.E.C. de Russie, ayant adopté les « Instructions », les transmit pour ratification au présidium du C.E.C. de Russie. Elles furent ratifiées le 30 juin 1921. — P. 400.

89. Lénine fait allusion au décret du Comité exécutif central de Russie en date du 21 mars 1921, relatif au remplacement des réquisitions par l'impôt en nature, décret adopté conformément à la décision du Xe Congrès du P.C.(b)R. — P. 400.

90. *La Xe Conférence de Russie du P. C.(b)R.* se tint à Moscou du 26 au 28 mai 1921. Cette conférence extraordinaire consacra principalement son attention à la question de la mise en œuvre de la nouvelle politique économique. Lénine avait préparé pour la conférence un plan écrit de rapport et un plan de discours de conclusion sur la question de l'impôt en nature, et fait ses remarques sur le plan de travail du C.C. du P. C. (b)R. Lénine prononça le discours d'ouverture, présenta le rapport sur l'impôt en nature et fit le discours de conclusion sur ce point ; il prépara le projet de résolution sur cette question, présenta le rapport sur le

travail de la fraction communiste au IVe Congrès des syndicats, prononça le discours de clôture de la conférence. Le projet de résolution sur la nouvelle politique économique établi par Lénine fut adopté par la conférence. — P. 427.

91. Il est question de la brochure « *L'impôt en nature. (La portée de la nouvelle politique et ses conditions)* ». Voir le présent tome, pp. 349-359. — P. 430.

92. Lénine a en vue le *IVe Congrès des syndicats de Russie*, qui se tint du 17 au 25 mai 1921, et le *IVe Congrès des Conseils de l'Economie nationale de Russie*, qui se tint du 18 au 24 mai 1921. Certaines questions soulevées à ces congrès furent discutées en séances communes par les délégués des deux congrès. — P. 444.

93. *Zoubatov*, colonel de gendarmerie, chef de l'Okhrana de Moscou, initiateur des organisations ouvrières légales, fondées en 1901-1903 dans le but de détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. Cette politique a reçu le nom de « socialisme policier». Zoubatov était soutenu par V. Pleve, ministre de l'Intérieur. Les hommes de Zoubatov cherchaient à orienter le mouvement ouvrier dans la voie des revendications économiques étroites, à inculquer aux ouvriers l'idée que le gouvernement est prêt à leur donner satisfaction. La première organisation de Zoubatov fut constituée à Moscou en mai 1901 sous le titre d'« Association d'entraide des ouvriers des entreprises mécaniques ». Des organisations furent créées également à Minsk, Odessa, Vilna, Kiev et dans d'autres villes.

Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. a caractérisé ce courant dans sa résolution sur « La lutte syndicale » comme une politique de «trahison systématique des intérêts de la classe ouvrière au profit des capitalistes ». Il a jugé nécessaire, dans le but de lutter contre ce courant, que les organisations du parti soutiennent et orientent les grèves déclenchées par les organisations ouvrières légales.

Dénonçant le caractère réactionnaire du courant, les social-démocrates révolutionnaires se sont servis des organisations ouvrières légales pour entraîner les larges couches de la classe ouvrière dans la lutte contre l'autocratie. En 1905, Lénine écrivait : « Et voilà, le mouvement de Zoubatov dépasse ses cadres, et ce mouvement déclenché par la police dans l'intérêt de la police, pour soutenir l'autocratie, dans le but de corrompre la conscience politique des ouvriers, se retourne contre l'autocratie, devient une explosion de la lutte de classe prolétarienne » (Œuvres, 4e éd. russe, tome 8, p. 71).

En 1903, sous la poussée du mouvement révolutionnaire, le gouvernement tsariste fut obligé de dissoudre les organisations de Zoubatov. — P. 446.

94. *La IIIe session du Comité exécutif central de Russie* se tint les 30 et 31 mars 1921. Elle discuta le rapport d'activité du présidium du

Comité exécutif central de Russie et approuva son travail. La session entendit et discuta des rapports sur les questions suivantes : la campagne des semailles, les organismes coordonnant l'activité des commissariats du peuple pour l'économie, et les organismes économiques locaux, la substitution de l'impôt aux réquisitions, l'industrie de Pétrograd, la réorganisation des tribunaux, les rapports du Comité exécutif de la province de Tver et du comité révolutionnaire de Sibérie.

Lénine prononça son discours sur les organismes économiques locaux à la deuxième séance (du soir) de la session du C.E.C. de Russie. — P. 467.

95. Il est question de la brochure « Instructions du C.T.D. (Conseil du Travail et de la Défense) aux administrations soviétiques locales. Projet ». Voir le présent tome, pp. 400-426. — P. 467.

96. *La IIIe Conférence du ravitaillement de Russie* se tint à Moscou du 16 au 24 juin 1921. Lénine fut élu membre d'honneur du présidium de la conférence. Celle-ci discuta la question de la nouvelle politique du ravitaillement et d'autres questions. Le discours publié ici fut prononcé par Lénine à la première séance. — P. 471.

97. Lénine fait allusion à la décision de la Xe Conférence du P.C.(b)R. « Sur la politique économique » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, conférences et séances plénières du Comité central », 7e édition, Ire partie, 1954, pp. 574-576). — P. 474.

98. *Le IIIe Congrès de l'Internationale communiste* se tint à Moscou du 22 juin au 12 juillet 1921. Y participèrent les représentants des partis communistes, socialistes de gauche et socialistes de 48 pays et des délégués des unions internationales de la jeunesse et des femmes. Etaient également invités des représentants des groupes proches de l'Internationale communiste. Le Parti communiste (bolchévik) de Russie était représenté par 72 délégués. La délégation était présidée par Lénine. Lénine fut élu président d'honneur du Congrès dont il dirigea tous les travaux. Il rédigea les « Thèses du rapport sur la tactique du P.C.R. présenté au IIIe Congrès de l'Internationale communiste ». Il prononça un discours sur la question italienne, un discours en faveur de la tactique de l'Internationale communiste, le rapport sur la tactique du P.C.(b)R. Le 11 juillet, Lénine prononça un discours à une conférence avec les représentants de quelques délégations.

Le IIIe Congrès de l'Internationale communiste, après avoir entendu le rapport de Lénine sur la tactique du P.C.(b)R., l'approuva à l'unanimité ; il approuva la politique économique du P.C.(b)R., qui tendait à renforcer la dictature du prolétariat, et appela le prolétariat du monde entier à se placer aux côtés des ouvriers et des paysans de la République soviétique et à suivre leur exemple. — P. 481.

99. Le 13 avril 1919, les troupes anglaises réprimèrent avec une férocité monstrueuse les habitants désarmés de la ville d'Amritsar (Inde), réunis à un meeting. 400 personnes dont beaucoup de femmes et d'enfants furent tuées et 1 200 blessées. En réponse au forfait du gouvernement anglais, un mouvement populaire de masse se déroula dans toute l'Inde contre les colonialistes anglais. — P. 485.

100. « *Poslednié Novosti* »: journal quotidien de l'émigration blanche, organe du parti contre-révolutionnaire bourgeois des cadets ; publié à Paris d'avril 1920 à juillet 1940; le rédacteur en chef en était le leader cadet P. Milioukov. — P. 491.

101. « *Kommounistitcheski Troud* » : quotidien, organe du Comité de Moscou du P.C.(b)R. et du Soviet des députés ouvriers et paysans de Moscou. Commença à paraître le 18 mars 1920. A partir du 7 février 1922, parut sous le titre de *Rabotchaïa Moskva* ; à partir du 1er mars 1939, sous celui de *Moskovski Bolchévik* ; paraît depuis le 19 février 1950 sous le titre : *Moskovskaïa Pravda*. — P. 491.

102. Voir la lettre de F. Engels à V. Zassoulitch, le 23 avril 1885. — P. 491.

103. Il est question de la conférence des réformistes italiens, tenue les 10 et 11 octobre 1920 à Reggio-Emilia. La conférence avait adopté une résolution dirigée contre la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets. — P. 492.

104. « *Avanti !* » : quotidien fondé en décembre 1896, organe central du Parti socialiste italien. — P. 492.

105. *Le Congrès de Livourne du Parti socialiste italien* eut lieu en janvier 1921. Une lutte acharnée s'y déroula à propos des conditions d'admission à l'Internationale communiste. Une partie des délégués, partisans du Komintern, qui défendait l'acceptation sans réserve des conditions d'entrée des partis au Komintern exigeait la rupture avec les réformistes et l'adhésion à l'Internationale communiste, quitta le congrès et fonda le Parti communiste italien. — P. 494.

106. Il est question du congrès des social-démocrates de gauche tchèques, qui se tint à Prague en mai 1921. A une majorité écrasante (562 voix contre 7), le congrès décida d'adhérer à la IIIe Internationale communiste. — P. 519.

107. « *Vorwärts* » : journal, commença à paraître sous ce titre en mai 1911 à Reichenberg, comme organe des social-démocrates autrichiens de gauche. Au début de la guerre de 1914-1918, fut interdit pour sa prise de position contre la guerre ; sa parution fut de nouveau assurée par un groupe de social-démocrates de gauche en

1918, après la désagrégation de l'Autriche-Hongrie et la formation de la République Tchécoslovaque. A partir de 1921, le journal *Vorwärts* devint l'organe du Parti communiste de Tchécoslovaquie (section allemande) ; dans la seconde quinzaine d'août 1934, il fut remplacé par le journal *Die Rote Fahne*. — P. 519.

108. *Le Ier Congrès international des syndicats révolutionnaires* eut lieu à Moscou du 3 au 19 juillet 1921, en présence de 380 délégués de 42 Etats d'Europe et d'Amérique, ainsi que d'un certain nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux (Corée, Afrique du Sud, Australie, etc.). Le message de Lénine répond aux délégués qui lui avaient demandé de participer aux travaux du congrès. Il fut lu au cours de la dix-septième séance, le 19 juillet 1921. — P. 533.

109. *Le Parti communiste unifié d'Allemagne* (V.K.P.D.) fut constitué en décembre 1920 au congrès d'unification du Parti communiste d'Allemagne et d'une importante majorité des membres du Parti social-démocrate indépendant. L'unification s'effectua après la scission du Parti social-démocrate indépendant, survenue au congrès de Halle (octobre 1920), où la majorité des indépendants rompit avec ce parti centriste (kautskiste) et passa aux côtés de la IIIe Internationale communiste. Au congrès suivant (Iéna, août 1921), le parti reprit son ancien nom de Parti communiste d'Allemagne. — P. 545.

110. Le journal *Moskva*, organe du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, parut à Moscou en trois langues: allemande (*Moskau* nos 1-50), française (*Moscou* nos 1-44) et anglaise (*Moscow* nos 1-41). Les amendements que mentionne Lénine furent publiés intégralement en allemand dans le n° 30 de *Moskau*, le 1er juillet 1921. — P. 553.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DEV. LENINE

CHRONOLOGIE

(Décembre 1920-août 1921)

1920

30 décembre — Lénine prononce un discours sur les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski à la séance commune des délégués au VIIIe Congrès des Soviets, des membres du Conseil central des syndicats de Russie et du Conseil des syndicats de Moscou, membres du P.C.(b)R.

31 décembre — A sa première séance, le Comité exécutif central de Russie élu par le VIIIe Congrès des Soviets ratifie à l'unanimité la candidature de Lénine aux fonctions de Président du Conseil des Commissaires du Peuple.

1921

Jusqu'au 22 janvier — Lénine est en congé à Gorki ; il vient à Moscou pour les séances du C.C. du P.C.(b)R. et du Conseil du Travail et de la Défense (C.T.D.)

4 janvier — Lénine dirige les travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R.

6 janvier — Lénine s'entretient avec un délégué des paysans du village de Modénovo, canton de Bogorodskoé, province de Moscou, sur la diminution des réquisitions de vivres.

9 janvier — Lénine fait un rapport sur la situation internationale et intérieure de la République des Soviets devant une assemblée des paysans du village de Gorki, province de Moscou.

11 janvier — Dans un télégramme aux comités exécutifs, aux comités du ravitaillement et aux sections agricoles des provinces, Lénine donne des indications sur l'organisation de comités locaux pour les semailles et sur la mise en œuvre de la campagne des semailles.

12 janvier — Lénine dirige les travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R.

14 janvier — Lénine participe à la rédaction du projet de résolution du X^e^ Congrès du P.C.(b)R. sur le rôle et les tâches des syndicats.

19 janvier — Lénine rédige l'article « La crise du parti ».

20 janvier — Lénine adresse une lettre aux ouvriers et aux employés de la gare de Prolétarskaïa, ligne de Vladicaucase, qui avaient envoyé une délégation avec un cadeau pour les travailleurs de Moscou (blé, orge et farine) ; il leur donne des conseils sur l'organisation du travail dans leur commune agricole et l'établissement de bonnes relations avec les paysans des environs.

23 janvier — Lénine fait un rapport sur le rôle et les tâches des syndicats à la réunion de la fraction communiste du II^e^ Congrès des mineurs de Russie.

24 janvier — Lénine tire les conclusions à la suite du rapport sur le rôle et les tâches des syndicats à la réunion de la fraction de communistes du II^e^ Congrès des mineurs de Russie.
Il reçoit Maxime Gorki et s'entretient avec lui de l'amélioration des conditions de vie de l'académicien I. Pavlov.
Il signe l'arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple sur les moyens permettant à l'académicien Pavlov et à ses collaborateurs de poursuivre leurs travaux scientifiques.

25 janvier — Lénine termine la brochure *A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotski et Boukharine.*

26 janvier — Lénine dirige les travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R. Une commission, présidée par Lénine, est chargée d'élaborer un projet de réorganisation du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique.

27 janvier — Lénine reçoit Gorki et une délégation du Conseil unifié des établissements scientifiques et des établissements d'enseignement supérieur de Pétrograd, pour s'entretenir de la création des conditions du travail de recherche scientifique dans la République des Soviets.

29 janvier-2 février — Lénine dirige les travaux de la commission pour la réorganisation du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique ; il rédige le projet de règlement du Commissariat et les directives du C.C. du P.C.(b)R. aux communistes du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique.

31 janvier — Lénine donne ses directives aux dirigeants de Bakou pour l'organisation de l'industrie du poisson de la Caspienne. Il est élu président de la commission des céréales du Conseil du Travail et de la Défense.

2 février — Lénine dirige une séance du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., au cours de laquelle sont examinées les questions suivantes : thèses pour le X^e^ Congrès du parti sur la Direction générale de l'éducation politique et sur le travail d'agitation et de propagande ; aide à la paysannerie victime de la mauvaise récolte ; coopératives artisanales, etc.
Il écrit une lettre à l'Institut Marx-Engels pour demander ce qui a été fait en vue de rassembler les lettres et toutes les œuvres publiées de Marx et Engels.

4 février — Lénine prononce un discours à la conférence élargie des métallurgistes de Moscou. Il dirige une séance du Conseil du Travail et de la Défense, au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : déroulement de la démobilisation ; mesures visant à accélérer la production des machines agricoles et des moteurs électriques, etc.

5 février — La *Pravda* publie les directives (rédigées par Lénine) du C.C. du P.C.(b)R. aux communistes du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, en liaison avec la réorganisation de ce commissariat. Lénine dirige une séance du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., au cours de laquelle sont examinées : les thèses pour le X^e^ Congrès du parti : « Les nouvelles tâches du parti dans la question nationale » ; les questions de la campagne des semailles, du Commissariat du Peuple aux nationalités, etc.
Lénine dirige la commission chargée de rédiger définitivement les thèses.

6 février — Lénine prononce un discours sur la situation internationale et sur les tâches du mouvement syndical devant le IV^e^ Congrès des ouvriers de la confection de Russie.

7 février — Lénine rédige l'article « A propos du travail du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique ». Lénine rédige, avec les autres membres de la commission, les thèses sur la question nationale pour le Xe Congrès du P.C.(b)R.

8 février — Lénine rédige le « Schéma préliminaire des thèses sur les paysans ».
Il dirige une séance du Conseil des Commissaires du Peuple consacrée à la question des pertes causées par l'intervention militaire étrangère et par le blocus.

12 février — Lénine adresse aux membres du Bureau politique un billet et des documents sur les concessions pétrolières et la situation de l'industrie du pétrole. Il reçoit une délégation du Daghestan et s'entretient avec elle de la situation dans la République du Daghestan.

14 février — Lénine reçoit une délégation de paysans de la province de Tambov, avec qui il s'entretient de la situation dans les campagnes.

16 février — Lénine participe à une réunion du Comité de Moscou et des militants du parti ; il présente un rapport sur les questions intérieures du parti.

17 février — Lénine rédige un projet d'arrêté du Conseil du Travail et de la Défense portant création d'une Commission générale du plan d'Etat, et il dresse une liste préliminaire des membres de cette commission.

19 février — En réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., Lénine dirige la discussion des questions à examiner à la prochaine session plénière du C.C. du P.C.(b)R.

21 février — Lénine rédige l'article « Le plan économique unique ».

24-25 février — Lénine dirige les travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R., au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : situation à Moscou ; remplacement des réquisitions par l'impôt en nature ; concessions pétrolières ; combustible ; travail des transports fluviaux ; démobilisation, etc.

25 février — Lénine visite le foyer des Ateliers d'art de Rus-

sie et s'entretient d'art et de littérature avec les étudiants.

26 février — Lénine prononce un discours devant la conférence des ouvrières et des paysannes de la province de Moscou.
Il reçoit une délégation turque et s'entretient avec elle de la conclusion d'un traité avec la Turquie.

27 février — Le message de Lénine au Ve Congrès des Soviets d'Ukraine est publié dans le journal *Kommounist*, de Kharkov.

28 février — Lénine dirige une réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., au cours de laquelle sont discutées les questions du combustible, de la situation à Moscou et à Pétrograd, etc.
Il prononce un discours sur la situation internationale et intérieure de la République des Soviets en séance plénière du Soviet des députés ouvriers et paysans de Moscou.
Lénine s'entretient avec des paysans de la province de Vladimir sur la situation dans les campagnes et la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions.

1er mars — Lénine écrit une lettre au Commissariat du Peuple à l'agriculture envisageant le recrutement de paysans expérimentés sans-parti pour relever l'agriculture.

2 mars — Lénine écrit une lettre aux communistes géorgiens.

4 mars — Lénine rédige l'article « La journée internationale des travailleuses ».

7 mars — Lénine dirige les travaux de la session plénière du C.C. du P.C.(b)R., au cours de laquelle est examiné le projet de décision du C.C. du P.C.(b)R. sur le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature.
Il est nommé à cette session président de la commission chargée d'élaborer pour le Xe Congrès du parti un projet de résolution sur le remplacement des réquisitions par l'impôt en nature.

8-16 mars — Lénine dirige les travaux du Xe Congrès du Parti communiste (bolchévik) de Russie.

8 mars — Lénine prononce le discours d'ouverture du Xe Congrès du parti.

Il est élu membre du présidium du congrès.
Il présente devant le congrès le rapport d'activité politique du C.C. du P.C.(b)R.

9 mars — En séance du congrès, Lénine tire la conclusion sur le rapport d'activité politique du C.C. du P.C.(b)R.

12 et 13 mars — Lénine participe aux séances à huis clos du congrès consacrées à la discussion de la question militaire.

13 ou 14 mars — Lénine rédige le projet initial de la résolution du X^e^ Congrès du parti visant à améliorer la situation des ouvriers et paysans nécessiteux.

14 mars — En séance du congrès, Lénine prononce un discours sur les syndicats.
En séance à huis clos du Congrès, Lénine est élu membre du C.C. du P.C.(b)R.

14 ou 15 mars — Lénine rédige les avant-projets de résolutions du congrès sur l'unité du parti, sur la déviation syndicaliste et anarchiste dans notre parti.

Au plus tard le 15 mars — Lénine rédige le projet de résolution du congrès sur les coopératives.

15 mars — En séance du congrès, Lénine présente le rapport et prononce le discours de conclusion sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions.

16 mars — En séance du congrès, Lénine tire la conclusion du rapport sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste et soumet les projets de résolutions sur ces points.
Lénine prononce un discours et soumet une proposition sur la question du combustible.
Il prononce le discours de clôture, dans lequel il dresse le bilan des travaux du X^e^ Congrès du parti.

17 mars — Publication de la directive de Lénine au Conseil militaire révolutionnaire de la XI^e^ armée, concernant l'établissement d'un contact avec le Comité révolutionnaire de Géorgie.

Avant le 21 mars — Lénine donne pour directive au Soviet de Pétrograd de lever l'état de siège dans la ville et de le remplacer par la loi martiale.

22 mars — Lénine s'entretient avec des paysans du district d'Oufa et fait remettre à chacun d'eux un certifi-

cat attestant qu'il les a fait venir à Moscou « pour converser avec eux et avoir leur avis sur une affaire importante concernant l'économie paysanne. »

24 mars — Dans un télégramme à tous les commandants des fronts et des régions militaires, Lénine ordonne que des mesures urgentes soient prises afin d'aider les organismes agraires pendant la campagne des semailles.

27 mars — Lénine prononce un discours sur la situation intérieure et extérieure de la République des Soviets au Congrès des ouvriers des transports de Russie.

Fin mars-début avril — Lénine dresse le plan de la brochure *L'impôt en nature.*

7 avril — Lénine adresse un message téléphonique de félicitations au comité d'usine et à tous les ouvriers de l'usine d'Etat n° 1 de véhicules automobiles à l'occasion de la sortie de moteurs.

9 avril — Dans un télégramme à G. Ordjonikidzé, Lénine fait part des mesures prises pour aider l'Arménie et indique les mesures propres à relever la vie économique de la Transcaucasie.
Il s'entretient avec un représentant des ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk de la situation des fabriques de textile de la province.
Il présente un rapport sur l'impôt en nature à une assemblée des secrétaires et des responsables des cellules du P.C.(b)R. de la ville et de la province de Moscou.

10 avril — Message de Lénine à la conférence des représentants des sections féminines des peuples d'Orient des régions et des républiques soviétiques.

11 avril — Lénine présente un rapport sur les concessions à la réunion de la fraction communiste du Conseil central des syndicats de Russie.

14 avril — Dans une lettre aux communistes de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Arménie, du Daghestan et de la République des peuples du Caucase du Nord, Lénine donne des indications visant à renforcer et développer le pouvoir des Soviets au Caucase. Il écrit un message à la conférence des ouvriers sans-parti de Pétrograd.

18 avril — Lénine donne des indications à G. Ordjonikidzé sur le maintien de la Banque d'Etat géorgienne et sur la nécessité de lutter de la façon la plus énergique contre l'activité contre-révolutionnaire des menchéviks géorgiens.

21 avril — Lénine termine la rédaction de la brochure *L'impôt en nature* (*La portée de la nouvelle politique et ses conditions*).

25 avril — Lénine rédige trois discours enregistrés sur disques : «L'impôt en nature», «A propos des concessions et du développement du capitalisme», «A propos des coopératives de consommation et artisanales».

26 avril — Lénine préside une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont discutées les questions des relations entre les Ouzbeks et les Turkmènes, de la commune du travail de Carélie, etc.

Fin avril-début mai — Lénine rédige un projet de circulaire aux comités provinciaux du parti sur l'attitude envers les ouvriers sans-parti.

10 mai — Lénine dirige une réunion du Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R., au cours de laquelle est discutée la question de l'approvisionnement collectif.
Il dirige une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont discutées les questions suivantes : la situation de l'inspection ouvrière à l'échelon local, désignation d'un représentant du Commissariat du Peuple aux nationalités comme membre du Petit Conseil des Commissaires du Peuple.
Lénine rédige des remarques sur les thèses pour le IIIe Congrès de l'Internationale communiste, élaborées par une commission.

14 mai — Dans une lettre « Au camarade Krjijanovski. Présidium du Gosplan » Lénine esquisse les points essentiels d'un plan d'Etat économique général pour un proche avenir.

18 mai — Au nom du C.C. du P.C.(b)R., Lénine intervient à la réunion de la fraction communiste du IVe Congrès des syndicats de Russie contre le projet de résolution du groupe anarcho-syndicaliste sur le rapport du présidium du Conseil central des syndicats de Russie au congrès.

21 mai — Lénine achève la rédaction du projet d'« Instructions du C.T.D. (Conseil du Travail et de la Défense) aux administrations soviétiques locales ».

22 mai — Lénine rédige un projet de résolution pour le Bureau politique du C.C. du P.C.(b)R. sur les décisions de la fraction du P.C.(b)R. du IVe Congrès des syndicats.

26-28 mai — Lénine dirige les travaux de la Xe Conférence du P.C.(b)R. de Russie.

26 mai — Lénine prononce le discours d'ouverture de la conférence. Il est élu membre du présidium et présente le rapport sur l'impôt en nature.

27 mai — En séance de la conférence, Lénine tire la conclusion du rapport sur l'impôt en nature.
Il présente le rapport sur la fraction du P.C.(b)R. du IVe Congrès des syndicats.

Au plus tard le 28 mai — Lénine rédige le projet de résolution sur la nouvelle politique économique.

28 mai — En séance de la conférence, Lénine intervient en faveur du projet de résolution sur les questions de la nouvelle politique économique.
Lénine prononce le discours de clôture, dans lequel il dresse le bilan des travaux de la conférence.

30 mai — En réunion de la IIIe session du C.E.C. de Russie, (8e législature), Lénine prononce un discours sur les tâches des organismes économiques locaux.

Mai — Dans plusieurs lettres au Commissaire du peuple adjoint à l'Instruction publique, Lénine propose que l'on vérifie l'état des travaux touchant la rédaction d'un dictionnaire de la langue russe (de Pouchkine à Gorki).

4 juin — Dans un télégramme aux présidents des comités exécutifs provinciaux, Lénine et Kalinine indiquent qu'il est inadmissible qu'on prenne dans les localités des arrêtés contredisant les ordres centraux.

5 juin — Lénine demande au président de la Commission d'Etat pour l'électrification de la R.S.F.S.R. de préparer une documentation en vue de faire connaître le plan d'électrification aux membres du IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

13 juin — Lénine rédige les thèses du rapport sur la tactique du P.C.(b)R. pour le IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

16 juin — Lénine prononce un discours sur la nouvelle politique économique devant la IIIe Conférence du ravitaillement de Russie.

17 juin — Lénine prononce un discours sur la situation dans le Parti communiste français en réunion élargie du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

22 juin — Lénine dirige les travaux du IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

22 juin — Lénine est élu président d'honneur du IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

28 juin — En séance du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, Lénine prononce un discours sur la question italienne.

Juin-juillet — Lénine donne des instructions pour que soient fournis au chantier de la centrale électrique de Kachira la main-d'œuvre et tous les matériaux nécessaires.

1er juillet — En séance du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, Lénine prononce un discours en faveur de la tactique de l'Internationale communiste.

4 juillet — Dans sa lettre, «Réflexions sur le «plan» économique d'Etat», Lénine donne des instructions à la Commission du plan d'Etat près le C.T.D. en liaison avec l'élaboration du plan d'Etat.

5 juillet — En séance du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, Lénine présente le rapport sur la tactique du P.C.(b)R.

6 juillet — Dans un télégramme au Commissaire du peuple au ravitaillement d'Ukraine, Lénine donne des instructions pour que des mesures énergiques soient prises en vue de satisfaire les besoins du bassin du Donetz.

11 juillet — Lénine prononce un discours sur la tactique révolutionnaire à une conférence des délégués au IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

13 juillet — En raison de son état de santé, Lénine reçoit un congé d'un mois et part pour Gorki.

16 juillet — Lénine adresse un message au Congrès des délégués du Tsentrosoïouz.

18 juillet — Lénine écrit un message au Ier Congrès international des syndicats révolutionnaires.

19 juillet — Lénine donne des instructions à M. Kalinine pour des mesures d'aide aux victimes de la famine dans les régions de la Volga.
Il préside une réunion du Conseil des Commissaires du Peuple, au cours de laquelle sont discutées les questions de l'aide aux provinces victimes de la mauvaise récolte, etc.

20 juillet — Lénine écrit une lettre de félicitations aux paysans du village de Gorki à l'occasion de l'installation de l'éclairage électrique dans leur village.

2 août — Lénine écrit une lettre à V. Adoratski au sujet de la préface au recueil de lettres de K. Marx et F. Engels, ainsi que d'un ouvrage consacré aux questions fondamentales du marxisme.
Il rédige un appel au prolétariat international pour l'aide à la population des régions de la Russie soviétique victimes de la mauvaise récolte.
Il écrit un appel aux paysans de l'Ukraine pour l'aide aux ouvriers et aux paysans des régions de la Volga, victimes de la mauvaise récolte.

5 août — Dans une lettre à G. Miasnikov, Lénine dénonce les idées de celui-ci, hostiles au parti et à la classe ouvrière.

13 août — Lénine écrit une lettre au représentant du Parti communiste de Grande-Bretagne auprès du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

14 août — Lénine écrit une lettre aux communistes allemands à l'occasion du prochain congrès du Parti communiste unifié d'Allemagne ; il recommande de s'inspirer des résolutions du IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1920

LES SYNDICATS, LA SITUATION ACTUELLE ET LES ERREURS DE TROTSKI. *Discours à la séance commune des délégués du VIII^e Congrès des Soviets, des membres du Conseil central des Syndicats de Russie et du Conseil des Syndicats de la ville de Moscou, appartenant au P.C.(b).R., le 30 décembre 1920* 11

1921

LA CRISE DU PARTI 36

II^e CONRGES DES MINEURS DE RUSSIE 48

1. RAPPORT SUR LE ROLE ET LES TACHES DES SYNDICATS A LA RÉUNION DE LA FRACTION COMMUNISTE, LE 23 JANVIER 48

2. CONCLUSIONS A LA SUITE DU RAPPORT SUR LE ROLE ET LES TACHES DES SYNDICATS A LA RÉUNION DE LA FRACTION COMMUNISTE. LE 24 JANVIER 59

SUR LES MOYENS PERMETTANT A L'ACADEMICIEN PAVLOV ET A SES COLLABORATEURS DE POURSUIVRE LEURS TRAVAUX SCIENTIFIQUES. *Arrêté du Conseil des Commissaires du Peuple* 65

A NOUVEAU LES SYNDICATS, LA SITUATION ACTUELLE ET LES ERREURS DE TROTSKI ET BOUKHARINE 67

Le danger des actions fractionnelles pour le Parti 68

Démocratie formelle et opportunité révolutionnaire . . . 71

Le danger politique des scissions dans le mouvement syndical 72

A propos des divergences de principe 78

Politique et économie, dialectique et éclectisme 82

Dialectique et éclectisme. « Ecole » et « appareil » . . . 90

Conclusion 101

DISCOURS A LA CONFÉRENCE ÉLARGIE DES MÉTALLURGISTES DE MOSCOU, LE 4 FÉVRIER 1921 110

DISCOURS AU IV^e CONGRÈS DES OUVRIERS DE LA CONFECTION DE RUSSIE, LE 6 FÉVRIER 1921 114

DIRECTIVES DU COMITÉ CENTRAL AUX COMMUNISTES DU COMMISSARIAT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE . . . 123
A PROPOS DU TRAVAIL DU COMMISSARIAT DU PEUPLE A L'INSTRUCTION PUBLIQUE 126
SCHÉMA PRÉLIMINAIRE DES THÈSES SUR LES PAYSANS . . . 137
BILLET A J. STALINE ET AUX AUTRES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE 138
LE PLAN ÉCONOMIQUE UNIQUE 141
MESSAGE AU Ve CONGRÈS DES SOVIETS D'UKRAINE 151
DISCOURS A L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET PAYSANS DE MOSCOU, LE 28 FÉVRIER 1921 . . . 152
LETTRE A. G. ORDJONIKIDZÉ 166
LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES 168
Xe CONGRÈS DU P.C.(b)R., 8-16 MARS 1921 171
1. DISCOURS D'OUVERTURE, LE 8 MARS 1921 173
2. RAPPORT D'ACTIVITÉ POLITIQUE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (b) DE RUSSIE, LE 8 MARS . . . 176
3. CONCLUSION SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.(b)R., LE 9 MARS 200
4. PROJET INITIAL DE RÉSOLUTION VISANT A AMÉLIORER LE SORT DES OUVRIERS ET DES PAYSANS NÉCESSITEUX 217
5. DISCOURS SUR LES SYNDICATS, LE 14 MARS 219
6. RAPPORT SUR LA SUBSTITUTION DE L'IMPOT EN NATURE AUX RÉQUISITIONS, LE 15 MARS 224
7. CONCLUSION DU RAPPORT SUR LA SUBSTITUTION DE L'IMPOT EN NATURE AUX RÉQUISITIONS, LE 15 MARS 240
8. AVANT-PROJET DE RÉSOLUTION DU Xe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR L'UNITÉ DU PARTI 252
9. AVANT-PROJET DE RÉSOLUTION DU Xe CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE SUR LA DÉVIATION SYNDICALISTE ET ANARCHISTE DANS NOTRE PARTI 256
10. RAPPORT SUR L'UNITÉ DU PARTI ET LA DÉVIATION ANARCHO-SYNDICALISTE, LE 16 MARS 260
11. CONCLUSION DU RAPPORT SUR L'UNITÉ DU PARTI ET LA DÉVIATION ANARCHO-SYNDICALISTE, LE 16 MARS . . . 269
12. REMARQUES SUR L'AMENDEMENT DE RIAZANOV A LA RÉSOLUTION SUR L'UNITÉ DU PARTI, LE 16 MARS . . . 274
13. DISCOURS SUR LA QUESTION DU COMBUSTIBLE, LE 16 MARS 275
14. PROPOSITION SUR LA QUESTION DU COMBUSTIBLE, LE 16 MARS 277
15. DISCOURS DE CLOTURE, LE 16 MARS 278
DISCOURS AU CONGRÈS DES OUVRIERS DES TRANSPORTS DE RUSSIE, LE 27 MARS 1921 287
AU COMITÉ D'USINE ET A TOUS LES OUVRIERS DE L'USINE AUTOMOBILE D'ÉTAT n° 1 301
RAPPORT SUR L'IMPOT EN NATURE A L'ASSEMBLÉE DES SECRÉTAIRES ET DES RESPONSABLES DES CELLULES DU P.C.(b)R. DE LA VILLE ET DE LA PROVINCE DE MOSCOU, LE 9 AVRIL 1921 302

MESSAGE A LA CONFÉRENCE DES SECTIONS FÉMININES DES PEUPLES D'ORIENT DES RÉGIONS et RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES 317

RAPPORT SUR LES CONCESSIONS PRÉSENTÉ A LA RÉUNION DE LA FRACTION COMMUNISTE DU CONSEIL CENTRAL DES SYNDICATS DE RUSSIE, LE 11 AVRIL 1921 318

AUX CAMARADES COMMUNISTES D'AZERBAIDJAN, DE GÉORGIE, D'ARMÉNIE, DU DAGHESTAN ET DE LA RÉPUBLIQUE DES PEUPLES DU CAUCASE DU NORD 336

A LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DES OUVRIERS SANS-PARTI DE PÉTROGRAD. 339

PLAN DE LA BROCHURE «L'IMPOT EN NATURE» 340

I. 340
II. 341
III. 346
IV. 347

L'IMPOT EN NATURE (*La portée de la nouvelle politique et ses conditions*) 349

En guise d'introduction 349

L'économie actuelle de la Russie (*Extrait de la brochure de 1918*) 350

L'impôt en nature, la liberté du commerce et les concessions 362

Bilan et conclusions politiques 381

Conclusion 388

DISCOURS ENREGISTRÉS SUR DISQUES 390

1. A propos de l'impôt en nature 390
2. A propos des concessions et du développement du capitalisme 392
3. A propos des coopératives de consommation et de production 394

AU CAMARADE KRJIJANOVSKI, AU PRÉSIDIUM DU GOSPLAN 396

INSTRUCTIONS DU C.T.D. (CONSEIL DU TRAVAIL ET DE LA DÉFENSE) AUX ADMINISTRATIONS SOVIÉTIQUES LOCALES (*Projet*) 400

Premier groupe de questions 409

1. Echange des marchandises avec les paysans 409
2. L'Etat et les capitalistes 410
3. Encourager l'initiative privée dans l'échange des marchandises et l'édification économique en général . . 411
4. Coordonner l'activité économique des différents services à l'intérieur des unités administratives locales : cantons, districts et provinces 412
5. Améliorer la situation des ouvriers et 6. des paysans 413
7. Elargir le cercle du personnel public employé dans l'édification économique 414

8. Procédés et résultats de la lutte contre la bureaucratie et les lenteurs administratives 415
Deuxième groupe de questions . . . 416
9. Relever l'agriculture : a) exploitation paysanne ; b) sovkhozes ; c) communes ; d) artels ; e) associations et f) autres formes d'économie collective 416
10. Relever l'industrie : a) grosse industrie gérée exclusivement par le centre ; b) grosse industrie gérée partiellement ou entièrement par les organismes locaux ; c)petite industrie, artisanat, artisanat domestique, etc. 417
11. Combustibles : a) bois de chauffage ; b) charbon ; c) pétrole ; d) schiste ; e) autres sortes de combustibles (bois mort, etc.) 417
12. Le ravitaillement 418
13. Industrie du bâtiment 418
14. Entreprises et établissements modèles et périclitants 418
15. Améliorer le travail économique 419
16. Primes en nature 419
17. Les syndicats, leur rôle dans la production 420
18. Vols 421
19. Petits trafiquants 421
20. Unités militaires utilisées dans les travaux civils . . 422
21. Le travail obligatoire et la mobilisation du travail . 422
Troisième groupe de questions . . . 423
22. Conseils économiques régionaux et locaux 423
23. Le Gosplan (Commission générale du plan d'Etat auprès du C.T.D.) et ses rapports avec les organismes économiques locaux 423
24. Electrification 423
25. Echanges commerciaux avec l'étranger 424
26. Transport par fer, par eau et moyens de transport local 425
27. Concours de la presse à l'action économique 425
Quatrième groupe de questions . . . 425
Xe CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.C.(b)R., 26-28 mai 1921 . . . 427
1. Discours d'ouverture de la conférence, le 26 mai 429
2. Rapport sur l'impôt en nature, le 26 mai 430
3. Conclusion du rapport sur l'impôt en nature, le 27 mai . 446

4. Projet de résolution relative à la nouvelle politique économique 462
5. Discours de clôture de la conférence, le 28 mai 465
DISCOURS SUR LES ORGANISMES ÉCONOMIQUES LOCAUX, PRONONCÉ A LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF CENTRAL DE RUSSIE, LE 30 MAI 1921 467
DISCOURS A LA IIIe CONFÉRENCE DU RAVITAILLEMENT DE RUSSIE, LE 16 JUIN 1921 471
IIIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, 22 juin-12 juillet 1921 481
1. THÈSES DU RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU P.C.R. PRÉSENTÉ AU IIIe CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. *Avant-projet* 483
1. La situation internationale de la R.S.F.S.R. . . . 483
2. Le rapport des forces de classe à l'échelle internationale 484
3. Le rapport des forces de classe en Russie 485
4. Le prolétariat et la paysannerie en Russie 486
5. L'alliance militaire du prolétariat et de la paysannerie de la R.S.F.S.R. 486
6. L'établissement de rapports économiques normaux entre le prolétariat et la paysannerie 487
7. A quelles conditions et pourquoi le pouvoir des Soviets admet le capitalisme et le système des concessions . . 488
8. Les succès de notre politique du ravitaillement . . . 488
9. La base matérielle du socialisme et le plan d'électrification de la Russie 489
10. Le rôle de la « démocratie pure », de la IIe Internationale et de l'Internationale 2 1/2, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, alliés du capital . . . 490
2. DISCOURS SUR LA QUESTION ITALIENNE, LE 28 JUIN . . . 492
3. DISCOURS EN FAVEUR DE LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, LE 1er JUILLET 498
4. RAPPORT SUR LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE DE RUSSIE, LE 5 JUILLET 509
RÉFLEXIONS SUR LE « PLAN » ÉCONOMIQUE D'ÉTAT 528
MESSAGE AU CONGRÈS DES DÉLÉGUÉS DU TSENTROSOIOUZ . . 531
MESSAGE AU Ier CONGRÈS INTERNATIONAL DES SYNDICATS RÉVOLUTIONNAIRES 533
APPEL AU PROLÉTARIAT INTERNATIONAL 534
APPEL AUX PAYSANS D'UKRAINE 535
LETTRE A MIASNIKOV 536
AU CAMARADE THOMAS BELL 542
LETTRE AUX COMMUNISTES ALLEMANDS 545
Notes 557
La vie et l'œuvre de V. Lénine 575

ILLUSTRATIONS

V. Lénine. — Mai 1921 10-11
Première page de la lettre de V. Lénine à G. Ordjonikidzé. — 2 mars 1921 166-167
Première page du manuscrit de V. Lénine « Avant-projet de résolution du Xe Congrès du Parti communiste de Russie sur l'unité du parti ». — Mars 1921 249
Première page du manuscrit de V. Lénine « Instructions du C.T.D. (Conseil du Travail et de la Défense) aux administrations soviétiques locales. Projet ». — Mai 1921 403

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR SERGE MAYRET, VLADIMIR SOLOMON, ANDRÉE ROBEL, ALEXANDRE ROUDNIKOV, MIKHAIL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en décembre 1962 par les Editions en langues étrangères, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT